

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME XI

1922

NUMÉROS 1, 2 et 3

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages
No. 287. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Chili :	
Echange de notes comportant la dénonciation du Traité relatif à l'abolition de la traite des esclaves, conclu à Santiago le 19 janvier 1839, et de la Convention additionnelle du 7 août 1841. Santiago, les 16 juillet, 8 août, 25 novembre 1921 et 12 avril 1922 ...	17
No. 288. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Italie :	
Accord au sujet des sépultures militaires britanniques en Italie, signé à Rome le 11 mai 1922	23
No. 289. — Esthonie et République des Soviets de Russie :	
Traité de Paix, signé à Tartu, le 2 février 1920	30
No. 290. — Esthonie et République des Soviets de Russie :	
Convention postale provisoire, signée à Moscou le 2 décembre 1920, à Reval le 25 janvier 1921	73
No. 291. — Esthonie et Lettonie :	
Convention Consulaire, signée à Riga le 12 juillet 1921	87
No. 292. — Esthonie et Lituanie :	
Convention Consulaire, signée à Riga le 12 juillet 1921	99
No. 293. — Esthonie, Lettonie et Lituanie :	
Convention concernant les relations postales, télégraphiques et téléphoniques, signée à Riga le 12 juillet 1921	111
No. 294. — Esthonie et République des Soviets d'Ukraine :	
Traité relatif aux relations futures, signé à Moscou le 25 novembre 1921	121

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements

Registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XI

1922

NUMBERS 1, 2 and 3

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 287. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and Chile :	
Exchange of Notes concerning the denunciation of the Treaty for the Abolition of the Slave-trade, concluded at Santiago, January 19, 1839, and additional Convention of August 7, 1841. Santiago, July 16, August 8, November 25, 1921, and April 12, 1922	17
No. 288. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and Italy :	
Agreement concerning graves of British soldiers in Italy, signed at Rome, May 11, 1922	23
No. 289. — Esthonia and Soviet Republic of Russia :	
Peace Treaty, signed at Tartu, February 2, 1920	30
No. 290. — Esthonia and Soviet Republic of Russia :	
Provisional Postal Convention, signed at Moscow, December 2, 1920, at Reval, January 25, 1921	73
No. 291. — Esthonia and Latvia :	
Consular Convention, signed at Riga, July 12, 1921	87
No. 292. — Esthonia and Lithuania :	
Consular Convention, signed at Riga, July 12, 1921	99
No. 293. — Esthonia, Latvia and Lithuania :	
Convention concerning Postal, Telegraphic and Telephonic relations, signed at Riga, July 12, 1921	111
No. 294. — Esthonia and the Ukrainian Soviet Republic :	
Treaty respecting future relations, signed at Moscow, November 25, 1921	121

	Pages
No. 295. — Esthonie et République des Soviets d'Ukraine :	
Convention relative au droit d'option, signée à Moscou le 25 novembre 1921	143
No. 296. — Esthonie, Finlande, Lettonie et Pologne :	
Accord politique signé à Varsovie le 17 mars 1922	167
No. 297. — Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Bolivie, Brésil, Empire Britannique, etc. :	
Convention portant réglementation de la Navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919, avec Protocole additionnel signé à Paris le 1 ^{er} mai 1920	173
No. 298. — Etats-Unis d'Amérique et Danemark :	
Convention relative au transport des colis postaux, signée à Copenhague le 28 avril 1922 et à Washington le 8 juin 1922	311
No. 299. — Belgique et Pays-Bas :	
Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail, signée à La Haye le 9 février 1921	333
No. 300. — France et Pays-Bas :	
Convention relative à la prolongation du terme de l'échéance de remboursement du crédit fourni par les Pays-Bas à la France par la Convention du 6 décembre 1918, signée à La Haye le 16 avril 1921	341
ANNEXE V. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.	347
No. 8. — Arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale. Signé à Berne, le 30 juin 1920.	
<i>Ratification, adhésion</i>	348
No. 9. — Convention entre la Grèce et la Bulgarie, relative à l'émigration réciproque, signée à Neuilly-sur-Seine le 27 novembre 1919.	
<i>Lettre de la Commission mixte d'émigration gréco-bulgare</i>	350
No. 11. — Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de « Traite des Blanches », signé à Paris le 18 mars 1904.	
<i>Signatures, ratifications, adhésions</i>	354
No. 13. — Convention radiotélégraphique internationale, signée à Londres, le 5 juillet 1912.	
<i>Adhésions, Position de l'Autriche et de la Hongrie</i>	356
Nos. 15 et 16. — Convention de Berne révisée (9 septembre 1886), pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin le 13 novembre 1908, et Protocole additionnel, signé à Berne le 20 mars 1914.	
<i>Ratification, adhésions</i>	358

	Pages
No. 295. — Esthonia and the Ukrainian Soviet Republic :	
Convention relating to the right of option, signed at Moscow, November 25, 1921 ...	143
No. 296. — Esthonia, Finland, Latvia and Poland :	
Political Agreement, signed at Warsaw, March 17, 1922	167
No. 297. — United States of America, Belgium, Bolivia, Brazil, British Empire, etc.	
Convention relating to the regulation of Aerial Navigation, signed at Paris, October 13, 1919, with Additional Protocol, signed at Paris, May 1, 1920	173
No. 298. — United States of America and Denmark :	
Parcel Post Convention, signed at Copenhagen, April 28, 1922, and at Washington, June 8, 1922	311
No. 299. — Belgium and the Netherlands :	
Convention regarding insurance against accidental injuries sustained in the course of employment, signed at The Hague, February 9, 1921	333
No. 300. — France and the Netherlands :	
Convention regarding the postponement of the date of maturity of the loan advanced by the Netherlands to France by the Convention of December 6, 1918, signed at the Hague, April 16, 1921	341
ANNEX V. — Presentations for Registration, Adhesions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged; etc.	347
No. 8. — Agreement concerning the Preservation or the Reestablishment of the rights of Industrial Property affected by the World War, signed at Berne on June 30, 1920.	
<i>Ratification, adhesion</i>	349
No. 9. — Convention between Greece and Bulgaria respecting reciprocal Emigration, signed at Neuilly-sur-Seine, November 27, 1919.	
<i>Letter from the Mixed Greco-Bulgarian Emigration Commission</i>	351
No. 11. — International Agreement for the suppression of the "White Slave Traffic" signed at Paris March 18, 1904.	
<i>Signatures, ratifications, adhesions</i>	355
No. 13. — International Radiotelegraph Convention, signed at London, July 5, 1912.	
<i>Adhesions, Position of Austria and Hungary</i>	357
Nos. 15 and 16. — International Convention relative to the Protection of Literary and Artistic Works (revising that signed at Berne September 9, 1886), signed at Berlin, November 13, 1908, and Additional Protocol, signed at Berne, March 20, 1914.	
<i>Ratification, adhésions</i>	359

	Pages
No. 25. — Accord conclu entre les Gouvernements britannique et esthonien, relatif aux relations commerciales. Londres, le 20 juillet 1920	364
No. 51. — Dispositions concernant l'exécution de l'Arrangement conclu entre l'Allemagne et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie relatif au rapatriement réciproque des prisonniers de guerre et des internés civils, signées à Berlin le 7 juillet 1920.	
<i>Entrée en vigueur</i>	364
No. 74. — Convention postale universelle, signée à Madrid le 30 novembre 1920.	
<i>Ratifications, adhésions, déclarations</i>	364
No. 75. — Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, signé à Madrid le 30 novembre 1920.	
<i>Ratifications, adhésions, déclarations</i>	378
No. 76. — Arrangement concernant le service des mandats de poste, signé à Madrid, le 30 novembre 1920.	
<i>Ratifications, adhésions, déclarations</i>	380
No. 77. — Convention concernant l'échange des colis postaux, signée à Madrid, le 30 novembre 1920.	
<i>Ratifications, adhésions, déclarations</i>	382
No. 78. — Arrangement concernant le service des recouvrements, signé à Madrid, le 30 novembre 1920.	
<i>Ratifications, adhésions, déclaration</i>	282
No. 79. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques, signé à Madrid le 30 novembre 1920.	
<i>Ratifications, adhésions, déclaration</i>	384
No. 80. — Arrangement concernant le service des virements postaux, signé à Madrid le 30 novembre 1920.	
<i>Ratifications, adhésions, déclarations</i>	384
No. 81. — Arrangement entre l'Allemagne et la Pologne, relatif à la restitution des bateaux allemands retenus jusqu'ici par le Gouvernement polonais, signé à Bromberg le 2 novembre 1920.	
<i>Entrée en vigueur</i>	386
No. 82. — Protocole sur l'entrée en vigueur de l'accord germano-polonais sur l'échange des prisonniers, signé à Berlin le 23 novembre 1920.	
<i>Entrée en vigueur</i>	386
No. 102. — Accord entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la Perse portant modification à la Convention commerciale du 9 février 1903. Téhéran, le 21 mars 1920.	
<i>Dénonciations</i>	386
No. 111. — Convention entre le Chili et la Suède concernant l'institution d'une Commission permanente d'enquête et de conciliation, signée à Stockholm le 26 mars 1920.	
<i>Echange de notes concernant la nomination de la Commission d'enquête et de conciliation</i>	389

	Pages
No. 25. — Agreement between the British and Esthonian Governments respecting commercial relations. London, July 20, 1920	365
No. 51. — Arrangements for carrying out the Agreement between the German Reich and the Russian Socialist Federal Soviet Republic with regard to the mutual repatriation of prisoners of war and interned civilians, signed at Berlin, July 7, 1920.	
<i>Entry into force</i>	365
No. 74. — Universal Postal Convention, signed at Madrid, November 30, 1920.	
<i>Ratifications, adhesions, declarations</i>	365
No. 75. — Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, signed at Madrid, November 30, 1920.	
<i>Ratifications, adhesions, declarations</i>	379
No. 76. — Arrangement concerning Money Orders, signed at Madrid, November 30, 1920.	
<i>Ratifications, adhesions, declarations</i>	381
No. 77. — Convention concerning the exchange of Postal Parcels, signed at Madrid, November 30, 1920.	
<i>Ratifications, adhesions, declarations</i>	383
No. 78. — Arrangement concerning payment on Delivery, signed at Madrid, Nov. 30, 1920.	
<i>Ratifications, adhesions, declaration</i>	383
No. 79. — Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals, signed at Madrid, November 30, 1920.	
<i>Ratifications, adhesions, declaration</i>	385
No. 80. — Arrangement concerning the Service of Postal Cheques, signed at Madrid, November 30, 1920.	
<i>Ratifications, adhesions, declarations</i>	385
No. 81. — Agreement between Germany and Poland concerning the restitution of German Ships which have, up to the present, been detained by the Polish Government, signed at Bromberg, November 2, 1920.	
<i>Entry into force</i>	387
No. 82. — Protocol giving effect to the German-Polish Agreement concerning the exchange of prisoners, signed at Berlin, November 23, 1920.	
<i>Entry into force</i>	387
No. 102. — Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and Persia modifying the Commercial Convention of February 9, 1903. Tehran, March 21, 1920.	
<i>Denunciations</i>	387
No. 111. — Convention between Chile and Sweden concerning the establishment of a Permanent Enquiry and Conciliation Commission, signed at Stockholm, March 26, 1920.	
<i>Exchange of notes relating to the appointment of the Enquiry and Conciliation Commission</i>	389

	Pages
No. 113. — Pacte d'union de l'Amérique du Centre, signé à San José de Costa Rica, le 19 janvier 1921.	
<i>Retraite du Salvador</i>	393
No. 122. — Accord additionnel à l'accord relatif à l'échange des colis postaux, conclu les 22 août-14 septembre 1903 entre l'Administration postale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Administration postale du Danemark, signé à Londres le 6 juillet 1920, à Copenhague le 20 août 1920.	
<i>Echange de notes relatif à un amendement à l'article I, § 4, du règlement d'exécution, 12 août, 4 septembre, 12 octobre, 4 novembre 1920, 3 janvier 1921</i>	396
No. 156. — Accord germano-polonais au sujet de la préparation du plébiscite en Haute-Silésie. 20 janvier 1921	404
No. 157. — Echange de Notes entre les Gouvernements d'Allemagne et de Bulgarie concernant le rétablissement des relations commerciales. Sofia, le 19 février 1921.	
<i>Entrée en vigueur</i>	404
No. 158. — Protocole germano-polonais par application de l'article 268, § b, du Traité de Versailles en ce qui concerne l'Allemagne, signé à Berlin le 10 avril 1921.	
<i>Entrée en vigueur</i>	404
No. 159. — Arrangement provisoire entre le Reich allemand et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, relatif à l'extension des pouvoirs accordés à leurs délégations respectives pour l'assistance des prisonniers de guerre, signé à Berlin le 6 mai 1921.	
<i>Entrée en vigueur</i>	404
No. 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Ratification</i>	404
No. 171. — Convention et Statut sur la liberté du transit. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Ratifications</i>	406
No. 172. — Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, le 20 avril 1921	
<i>Ratifications</i>	406
No. 173. — Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Ratifications, adhésions</i>	406
No. 174. — Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Ratifications, adhésions</i>	410
No. 180. — Echange de notes concernant le règlement provisoire des relations commerciales entre l'Espagne et les Pays-Bas. Madrid, les 16 et 24 juin 1921.	
<i>Dénonciation</i>	411

	Pages
No. 113. — Covenant of Union of Central America, signed at San José de Costa Rica, January 19, 1921.	
<i>Withdrawal of Salvador</i>	393
No. 122. — Agreement additional to the Agreement for the exchange of Postal Parcels concluded on the 22 of August-14 September 1903, between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Post Office of Denmark, signed at London July 6, 1920, at Copenhagen August 20, 1920.	
<i>Exchange of Notes relating to an Amendment to Article 1, § 4, of the detailed Regulations. August 12, September 4, October 12, November 4, 1920, January 3, 1921</i>	397
No. 156. — German-Polish Agreement, regarding the preparations for the Upper-Silesian Plebiscite. January 20, 1921	405
No. 157. — Exchange of Notes between the Governments of Germany and Bulgaria relating to the Resumption of Commercial Relations. Sofia, February 19, 1921.	
<i>Entry into force</i>	405
No. 158. — German-Polish Protocol relating to the carrying out of the Provisions of Article 268, § (b), of the Treaty of Versailles, as between Germany and Poland, signed at Berlin, April 10, 1921.	
<i>Entry into force</i>	405
No. 159. — Provisional Agreement between the German Reich and the Russian Socialist Federative Soviet Republic on the extension of the sphere of activity of their mutual Delegations engaged in the assistance to prisoners of war, signed at Berlin, May 6, 1921.	
<i>Entry into force</i>	405
No. 170. — Protocol of signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
<i>Ratification</i>	405
No. 171. — Convention and Statute on freedom of transit. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Ratifications</i>	407
No. 172. — Convention and Statute on the Regime of navigable Waterways of international concern. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Ratifications</i>	407
No. 173. — Additional Protocol to the Convention on the Regime of navigable waterways of international concern. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Ratifications, adhesions</i>	407
No. 174. — Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea-coast. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Ratifications, adhesions</i>	411
No. 180. — Exchange of Notes concerning the provisional regulation of commercial relations between Spain and the Netherlands. Madrid, June 16 and 24, 1921	
<i>Denunciation</i>	411

	Pages
No. 198. — Echange de notes entre la Suède et la Suisse comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Berne, les 27 mai, 10 septembre et 29 novembre 1921	412
No. 200. — Convention relative au contrôle du commerce des armes et des munitions, et protocole, signés à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919	
<i>Ratifications</i>	412
No. 201. — Convention sur le régime des spiritueux en Afrique et protocole, signés à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919.	
<i>Ratification</i>	412
No. 222. — Convention internationale de l'opium, signée à La Haye le 23 janvier 1912.	
<i>Signatures, ratifications</i>	414
No. 234. — Accord entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Administration des postes d'Islande, pour l'échange des mandats-poste, signé à Londres le 30 septembre 1921 et à Reykjavik le 13 octobre 1921.	
<i>Entrée en vigueur</i>	414
No. 2a. — Convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, signée à Berne le 26 septembre 1906.	
<i>Position de l'Autriche, adhésion</i>	414
No. 3 a. — Convention sur le transport des marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890.	
<i>Position de l'Autriche, adhésions</i>	418
No. 5 a. — Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, signé à Madrid le 14 avril 1891, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911.	
<i>Adhésion</i>	424
No. 7 a. — Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris le 20 mars 1883, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, avec son protocole de clôture.	
<i>Adhésions</i>	426
No. 8 a. — Convention relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910.	
<i>Adhésions, signatures, ratifications</i>	428
No. 15 a. — Convention relative aux successions mobilières de sujets grecs décédés en Hongrie, ou de sujets hongrois décédés en Grèce, signée à Athènes le 31 mai-12 juin 1856	
<i>Remise en vigueur</i>	434
No. 16 a. — Déclarations entre l'Autriche-Hongrie et la Grèce concernant l'exemption d'impôts sur les successions mobilières. Athènes, 12 août-30 juillet 1902, 5-18 août 1902, 9 septembre 1904, 3-16 septembre 1904.	
<i>Remise en vigueur</i>	434

	Pages
No. 198. — Exchange of Notes between Sweden and Switzerland constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Berne, May 27, September 10 and November 29, 1921.	413
No. 200. — Convention for the Control of the Trade in arms and ammunition, and Protocol, signed at Saint-Germain-en-Laye, September 10, 1919.	
<i>Ratifications</i>	413
No. 201. — Convention relating to the Liquor Traffic in Africa and Protocol, signed at Saint-Germain-en-Laye, September 10, 1919.	
<i>Ratification</i>	413
No. 222. — International Opium Convention, signed at The Hague January 23, 1912.	
<i>Signatures, ratifications</i>	415
No. 234. — Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Post Office of Iceland for the exchange of Money Orders, signed at London, September 30, 1921, and at Reykjavik, October 13, 1921.	
<i>Entry into force</i>	415
No. 2 a. — International Convention respecting the Prohibition of Night Work for Women in Industry employment, signed at Berne, September 26, 1906.	
<i>Position of Austria, adhesion</i>	415
No. 3 a. — Convention concerning the Traffic of Goods by Rail, signed at Berne, October 14, 1890.	
<i>Position of Austria, adhesions</i>	419
No. 5 a. — Agreement concerning International Registration of Trade-Marks, signed at Madrid, April 14, 1891, revised at Brussels on December 14, 1900, and at Washington on June 2, 1911.	
<i>Adhesion</i>	425
No. 7 a. — International Convention for the Protection of Industrial Property signed at Paris, March 20, 1883, revised at Brussels on December 14, 1900, and at Washington on June 2, 1911, together with the Final Protocol annexed thereto.	
<i>Adhesions</i>	427
No. 8 a. — Convention for the suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, May 4, 1910.	
<i>Adhesions, signatures, ratifications</i>	429
No. 15 a. — Convention with regard to Succession of movable property of Greek subjects deceased in Hungary, or of Hungarian subjects deceased in Greece, signed at Athens on May 31/June 12, 1856.	
<i>Revival...</i>	435
No. 16 a. — Declarations between Austria-Hungary and Greece with regard to exemption from duties on successions to movable property. Athens, August 12/July 30, 1902, August 5/18, 1902, September 9, 1904, September 3/16, 1904.	
<i>Revival...</i>	435

	Pages
No. 17 a. — Convention entre l'Autriche-Hongrie et la Grèce concernant l'extradition réciproque des matelots déserteurs, signée à Athènes, le 16-28 mars 1874.	
<i>Remise en vigueur</i>	434
No. 18 a. — Traité d'extradition entre l'Autriche-Hongrie et la Grèce, signé à Athènes le 8-21 décembre 1904.	
<i>Remise en vigueur</i>	434
No. 19 a. — Déclaration concernant les relations commerciales entre l'Espagne et les Pays-Bas, du 12 juillet 1892, modifiée par déclaration du 13 novembre 1899.	
<i>Dénonciation</i>	436
No. 20 a. — Procès-verbal signé à Cologne le 2 février 1889, et Arrangement télégraphique entre l'Allemagne, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, signé à Londres le 28 mars 1889.	
<i>Abrogation</i>	437
No. 21 a. — Convention de commerce entre les Pays-Bas et la Roumanie, signée à La Haye le 15 mars 1899	
<i>Dénonciation</i>	438
No. 22 a. — Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910.	
<i>Adhésion</i>	438
No. 23 a. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, signée à Genève le 6 juillet 1906.	
<i>Ratification, adhésions</i>	440
No. 24 a. — Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, signée à Berne le 26 septembre 1906.	
<i>Adhésions</i>	446
No. 25 a. — Convention additionnelle à la Convention phylloxérique internationale du 3 novembre 1881, signée à Berne le 15 avril 1889.	
<i>Position de l'Autriche</i>	456
No. 26 a. — Protocole final de la Conférence internationale de 1886, concernant l'unité technique des chemins de fer, signée à Berne le 15 mai 1886, modifié le 18 mai 1907 et le 14 décembre 1912.	
<i>Position de l'Autriche</i>	458
No. 27 a. — Traité conclu entre la Grande-Bretagne et le Chili en vue de l'institution d'une Commission de paix, signé à Santiago le 28 mars 1919.	
<i>Abrogation</i>	460
No. 28 a. — Traité entre la Grande-Bretagne et l'Equateur pour l'abolition de la traite des esclaves, signé à Quito, le 24 mai 1841, avec articles additionnels du 24 mai 1841 et du 15 janvier 1846.	
<i>Dénonciation</i>	462

	Pages
No. 17 a. — Convention between Austria-Hungary and Greece with regard to the Mutual Extradition of deserters from the Navy and Mercantile Marine. Signed at Athens, March 16/28, 1874	
<i>Revival</i>	435
No. 18 a. — Extradition Treaty between Austria-Hungary and Greece, signed at Athens, December 8/21, 1904.	
<i>Revival</i>	435
No. 19 a. — Declaration concerning Regulation of Commercial Relations between Spain and the Netherlands of July 12, 1892, modified by Declaration of November 13, 1899.	
<i>Denunciation</i>	436
No. 20 a. — Procès-Verbal signed at Cologne, February 2, 1889, and Telegraphic Agreement between Germany, Belgium, Great Britain and the Netherlands, signed at London, March 28, 1889.	
<i>Abrogation</i>	437
No. 21 a. — Commercial Convention between the Netherlands and Roumania, signed at the Hague, March 15, 1899.	
<i>Denunciation</i>	438
No. 22 a. — Agreement for the Repression of obscene publications, signed at Paris, May 4, 1910.	
<i>Adhesion</i>	438
No. 23 a. — Convention for the amelioration of the condition of the Sick and Wounded of Armies in the Field, signed at Geneva, July 6, 1906.	
<i>Ratification, adhesions...</i>	441
No. 24 a. — International Convention prohibiting the use of white (yellow) phosphorus in manufacture of matches, signed at Berne, September 26, 1906.	
<i>Adhesions</i>	447
No. 25 a. — Additional Convention to the Convention respecting the measures to be taken against the "Phylloxera Vastatrix" of November 3, 1881, signed at Berne, April 15, 1889.	
<i>Position of Austria</i>	457
No. 26 a. — Final Protocol of the International Conference of 1886 regarding the technical Standardisation of Railways, signed at Berne, May 15, 1886, amended May 18, 1907, and December 14, 1912.	
<i>Position of Austria</i>	459
No. 27 a. — Treaty between Great Britain and Chile for the establishment of a Peace Commission, signed at Santiago, March 28, 1919.	
<i>Abrogation</i>	461
No. 28 a. — Treaty between Great Britain and the Equator for the Abolition of the Traffic in Slaves, signed at Quito, May 24, 1841, and additional Articles of May 24, 1841, and January 15, 1846.	
<i>Denunciation</i>	463

	Pages
No. 29 a. — Traité entre Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège pour empêcher leurs sujets respectifs à prendre part à la traite des nègres, signé à Stockholm le 6 novembre 1824, avec article additionnel du 15 juin 1835.	
<i>Dénonciation</i>	462
No. 30 a. — Traité entre Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège pour empêcher leurs sujets respectifs à prendre part à la traite des nègres, signé à Stockholm le 6 novembre 1824, avec article additionnel du 15 juin 1835.	
<i>Dénonciation</i>	462
No. 31 a. — Traité entre Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Roi des Pays-Bas pour empêcher leurs sujets respectifs à prendre part à la traite des nègres, signé à La Haye le 4 mai 1818, avec articles additionnels des 31 décembre 1822, 25 janvier 1823, 7 février 1837 et 31 août 1848.	
<i>Dénonciation</i>	464
No. 32 a. — Convention entre la Grande-Bretagne et Haïti pour la répression efficace de la traite des esclaves, signée à Port-au-Prince, le 23 décembre 1839	
<i>Dénonciation</i>	464
No. 33 a. — Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne pour la répression du commerce des esclaves, signé à Washington le 7 avril 1862, avec article additionnel du 17 février 1863, et Convention additionnelle signée à Washington le 3 juin 1870	
<i>Dénonciation</i>	466
No. 34 a. — Convention commerciale entre les Pays-Bas et le Portugal, signée à Lisbonne le 5 juillet 1894.	
<i>Dénonciation</i>	468
No. 35 a. — Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, signé à Madrid le 14 avril 1891, révisé à Washington le 2 juin 1911.	
<i>Adhésion</i>	469
No. 36 a. — Protocole final de la Conférence internationale de 1886 concernant la fermeture des wagons devant passer en douane, signé à Berne le 15 mai 1886, et Protocole additionnel du 18 mai 1907.	
<i>Position de l'Autriche</i>	470
No. 37 a. — Convention télégraphique entre l'Allemagne, la Norvège et les Pays-Bas, conclue le 15 mai 1897, modifiée par l'Accord signé à Christiania le 14 avril 1909, à Berlin le 19 avril 1909 et à La Haye le 27 avril 1909.	
<i>Abrogation</i>	470
No. 38 a. — Convention télégraphique entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à La Haye le 17 décembre 1890, à Luxembourg le 19 décembre 1890 et à Bruxelles le 20 décembre 1890 ; prorogée à Bruxelles le 22 février 1909.	
<i>Abrogation</i>	471
ERRATA	474

	Pages
No. 29 a. — Treaty between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway, for preventing their subjects from engaging in any traffic in Slaves, signed at Stockholm November 6, 1824, and additional Article of June 15, 1835.	
<i>Denunciation</i>	463
No. 30 a. — Treaty between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway, for preventing their subjects from engaging in any traffic in Slaves, signed at Stockholm November 6, 1824, and additional Article of June 15, 1835.	
<i>Denunciation</i>	463
No. 31 a. — Treaty between His Britannic Majesty and His Majesty the King of the Netherlands, for preventing their subjects from engaging in any traffic in Slaves, signed at the Hague May 4, 1818, and additional Articles of December 31, 1822, January 25, 1823, February 7, 1837, and August 31, 1848.	
<i>Denunciation</i>	465
No. 32 a. — Convention between Great Britain and Hayti for the more effectual suppression of the Slave Trade, signed at Port-au-Prince, December 23, 1839.	
<i>Denunciation</i>	465
No. 33 a. — Treaty between the United States of America and Great Britain, for the suppression of the African Slave Trade, signed at Washington, April 7, 1862, and additional Article of February 17, 1863, and Additional Convention, signed at Washington, June 3, 1870.	
<i>Denunciation</i>	467
No. 34 a. — Commercial Convention between the Netherlands and Portugal, signed at Lisbon, July 5, 1894.	
<i>Denunciation</i>	468
No. 35 a. — Arrangement for the prevention of false indication of origin on goods, signed at Madrid, April 14, 1891, revised at Washington, June 2, 1911.	
<i>Adhesion</i>	469
No. 36 a. — Final Protocol of the International Conference of 1886 regarding the Sealing of Railway Trucks subject to customs inspection, signed at Berne, May 15, 1886, and Additional Protocol of May 18, 1907.	
<i>Position of Austria</i>	470
No. 37 a. — Telegraph Convention between Germany, Norway and the Netherlands, concluded May 15, 1897, modified by an Agreement signed at Christiania April 14, 1909 at Berlin, April 19, 1909, and at the Hague, April 27, 1909.	
<i>Abrogation</i>	470
No. 38 a. — Telegraph Convention Between Belgium, Luxemburg and the Netherlands, signed at the Hague, December 17, 1890, at Luxemburg December 19, 1890, and at Brussels December 20, 1890, extended at Brussels, February 22, 1909.	
<i>Abrogation</i>	471
ERRATA	474

N° 287.

**ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE ET CHILI**

Echange de notes comportant la dénonciation du Traité relatif à l'abolition de la Traite des Esclaves conclu à Santiago le 19 janvier 1839, et de la Convention additionnelle du 7 août 1841. Santiago, les 16 juillet, 8 août, 25 novembre 1921 et 12 avril 1922.

**UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND
IRELAND AND CHILE**

Exchange of Notes concerning the denunciation of the Treaty for the Abolition of the slave-trade concluded at Santiago, January 19, 1839, and additional Convention of August 7, 1841. Santiago, July 16, August 8, November 25, 1921, and April 12, 1922.

¹TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 287.—EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE CHILIAN REPUBLIC CONCERNING THE DENUNCIATION OF THE TREATY² FOR THE ABOLITION OF THE SLAVE TRADE, CONCLUDED AT SANTIAGO, JANUARY 19, 1839, AND ADDITIONAL CONVENTION³ OF AUGUST 7, 1841. SANTIAGO, JULY 16, AUGUST 8, NOVEMBER 25, 1921, AND APRIL 12, 1922.

Nº 287. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI COMPORTANT LA DÉNONCIATION DU TRAITÉ² RELATIF A L'ABOLITION DE LA TRAITE DES ESCLAVES, CONCLU A SANTIAGO LE 19 JANVIER 1839, ET DE LA CONVENTION ADDITIONNELLE³ DU 7 AOUT 1841. SANTIAGO, LES 16 JUILLET, 8 AOUT, 25 NOVEMBRE 1921 ET 12 AVRIL 1922.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet échange de Notes a eu lieu le 10 juillet 1922.

English and Spanish official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of Notes took place on July 10, 1922.

I.

Encl. 1 in Mr. Vaughan's Despatch No. 93 of April 12, 1922.

COPY OF NOTE NO. 28 TO CHILIAN GOVERNMENT,

SANTIAGO, July 16, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

By direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to give formal notice to Your Excellency of the decision of His Majesty's

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² De Martens, Nouveau Recueil général des Traités, tome IV, page 526.

³ De Martens, Nouveau Recueil général des Traités, tome IV, page 546.

I.

Annexe Nº 1 à la communication Nº 93 du 12 avril 1922 de M. Vaughan.

COPIE DE LA NOTE Nº 28 AU GOUVERNEMENT CHILIEN.

SANTIAGO, 16 juillet 1921.

EXCELLENCE,

D'ordre du principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, j'ai l'honneur de notifier officiellement à Votre Excellence la décision du Gouverne-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State Papers, Vol. 28, page 260.

³ British and Foreign State Papers, Vol. 30, page 301.

Government to denounce the Treaty between His Majesty's Government and Chile for the abolition of the slave trade.

I have the honour to inform Your Excellency that this action has been taken in accordance with the general policy of His Majesty's Government to abolish all international instruments.

As Your Excellency is aware, the circumstances in which the Treaty in question was drawn up are now happily past.

ment de Sa Majesté de dénoncer le Traité entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Chili, pour l'abolition de la traite des esclaves.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que cette mesure a été prise conformément à la ligne de conduite que le Gouvernement de Sa Majesté a adoptée, tendant à abroger tous les instruments diplomatiques tombés en désuétude.

Comme Votre Excellence ne l'ignore pas, l'état de choses qui a motivé la négociation du Traité précité a cessé heureusement d'exister.

II.

Encl. 2 in Mr. Vaughan's Despatch No. 93 of April 12, 1922.

COPY OF NOTE FROM CHILIAN GOVERNMENT TO MR. VAUGHAN.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SANTIAGO, 8 de Agosto de 1921.

SEÑOR MINISTRO,

Tengo el honor de acusar recibo de la nota, fechada el 16 del presente, en que V.E. me participa que se le ha encargado notificar oficialmente a este Departamento la resolución del Gobierno de S. M. Británica de denunciar el Tratado suscrito en 1839 entre nuestros dos países para abolir la trata de esclavos; acuerdo que, como expresa V. E., obedecía a circunstancias felizmente desaparecidas.

Al manifestar a V. E. que este Departamento toma debida nota de dicha comunicación, me es grato aprovechar la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi consideración más distinguida.

(Firmado) *Por el Ministro:*
ERNESTO BARROS.

II.

¹ TRADUCTION.

SANTIAGO, le 8 août 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note du 16 juillet de l'année courante, par

II.

¹ TRANSLATION.

SANTIAGO, August 8, 1921.

SEÑOR MINISTRO,

I have the honour to acknowledge receipt of the Note dated the 16th instant (*sic*) in which

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign office.

laquelle vous avez bien voulu m'informer que vous avez été chargé de notifier officiellement à ce Département la décision du Gouvernement de Sa Majesté britannique de dénoncer le Traité signé en 1839 entre nos deux pays pour l'abolition de la traite des esclaves; accord qui, ainsi que vous l'exprimez, était motivé par un état de choses qui a cessé heureusement d'exister.

En vous informant que ce Département a pris note de la communication précitée, je saisis cette occasion, etc.

Pour le Ministre :

(Signé) ERNESTO BARROS.

III.

COPY OF NOTE TO CHILIAN GOVERNMENT.

SANTIAGO, *November 25, 1921.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my Note No. 28 of July 16 last in which I gave formal notice to Your Excellency of the decision of His Majesty's Government to abrogate the Treaty of January 19, 1839, between His Majesty's Government and the Chilian Government for the abolition of the slave trade, I have the honour to inform Your Excellency that this notice of denunciation was intended to include the Additional Convention of August 7, 1841.

I avail myself of this opportunity, etc.

*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Manque la signature.

Your Excellency informs me that Your Excellency has been instructed to notify officially this department of the resolution of His Britannic Majesty's Government to denounce the Treaty signed in 1839 by our respective countries with a view to abolishing the slave trade, an agreement which, as Your Excellency states, was reached owing to circumstances happily disappeared.

In informing Your Excellency that this department has taken due note of the said communication, I am pleased to avail myself of the opportunity, etc.

For the Minister :

(Signed) ERNESTO BARROS.

III.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

COPIE DE LA NOTE AU GOUVERNEMENT CHILIEN

SANTIAGO, *le 25 novembre 1921.*

EXCELLENCE,

Me référant à ma note N° 28 du 16 juillet écoulé, par laquelle je notifiais officiellement à Votre Excellence la décision du Gouvernement de Sa Majesté de dénoncer le Traité du 19 janvier 1839 entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Chili relatif à l'abolition de la traite des esclaves, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que cette notification de dénonciation doit être étendue à celle de la Convention additionnelle du 7 août 1841.

Je saisis cette occasion, etc.

*

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

* Signature missing.

IV.

Encl. 5 in Mr. Vaughan's Despatch No. 93 of April 12, 1922.

COPY OF NOTE FROM THE CHILIAN GOVERNMENT TO MR. VAUGHAN.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SANTIAGO, 12 de Abril 1922.

SEÑOR MINISTRO,

Tengo el honor de referirme a la nota, fechada el 25 de Noviembre último, en que V. E. me participa que la decisión del Gobierno de S. M. Británica de denunciar el Tratado chileno-británico de 1839 sobre abolición del tráfico de esclavos que esa Legación participó al Departamento con nota de 16 de Julio último, debe hacerse también extensiva a la Convención adicional de dicho Tratado suscrita el 17 de Agosto de 1841.

Al manifestar a V. E. que este Ministerio ha tomado debida nota de dicha comunicación de V. E. y que mi Gobierno ha dado el alcance que V. E. indica al deshaucio aludido, me es grato aprovechar esta oportunidad para renovar a V. E. las seguridades de mi consideración más distinguida.

ERNESTO BARROS J.

IV.

¹ TRADUCTION.

SANTIAGO, le 12 avril 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note du 25 novembre écoulé, par laquelle vous avez bien voulu m'informer que la décision du Gouvernement de Sa Majesté britannique de dénoncer le Traité de 1839 entre le Gouvernement du Chili et le Gouvernement de Sa Majesté britannique relatif à l'abolition de la traite des esclaves, décision communiquée par votre légation au

IV.

¹ TRANSLATION.

SANTIAGO, April 12, 1922.

SEÑOR MINISTRO,

I have the honour to refer to the Note dated November 25 last, in which Your Excellency informed me that the decision of His Britannic Majesty's Government to denounce the Treaty of 1839 between Chile and Great Britain with a view to the abolition of the slave trade, which the Legation transmitted to this Department in the Note of July 16 last, should be also

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

Département des Affaires étrangères par note du 16 juillet dernier, doit être étendue à la Convention additionnelle au Traité, signée le 17 août 1841.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que ce Ministère a pris note de la communication de Votre Excellence et que mon Gouvernement a donné la portée demandée par Votre Excellence à la dénonciation précitée, et je saisis cette occasion, etc.

(Signé) ERNESTO BARROS J.

extended to the additional Convention of the said Treaty signed on August 17, 1841.

In informing Your Excellency that this Ministry has taken due note of the said communication from Your Excellency and that my Government has extended the said denunciation as Your Excellency indicated, I am pleased to avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) ERNESTO BARROS J.

N° 288.

**ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE ET ITALIE**

**Accord au sujet des sépultures mili-
taires britanniques en Italie, signé
à Rome le 11 mai 1922.**

**UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND
IRELAND AND ITALY**

**Agreement concerning graves of
British soldiers in Italy, signed at
Rome, May 11, 1922.**

No. 288. — ACCORD² ENTRE LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN, AU SUJET DES SÉPULTURES MILITAIRES BRITANNIQUES EN ITALIE, SIGNÉ A ROME LE 11 MAI 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 juillet 1922.

Le GOUVERNEMENT BRITANNIQUE et le GOUVERNEMENT ITALIEN, animés du même désir d'honorer la mémoire des soldats britanniques tombés au champ d'honneur sur le territoire italien, ont convenu ce qui suit :

Article 1.

La Commission impériale des sépultures militaires, constituée par Décret royal du 10 mai 1917, est reconnue par le Gouvernement italien comme le seul organe officiel chargé de veiller en Italie à la conservation des Sépultures militaires britanniques.

Article 2.

Les tombes isolées des soldats britanniques ainsi que celles qui se trouvent dans les cimetières qu'on décidera de ne pas conserver en perpétuité seront relevées et transférées dans d'autres cimetières militaires.

La Commission impériale des Sépultures militaires décidera quels sont les cimetières qui devront être maintenus.

Le Gouvernement italien donnera les instructions nécessaires aux autorités préfectorales et municipales afin que les autorisations néces-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Cet accord ne comporte pas de ratification.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 288.—AGREEMENT² BETWEEN THE BRITISH GOVERNMENT AND THE ITALIAN GOVERNMENT CONCERNING GRAVES OF BRITISH SOLDIERS IN ITALY, SIGNED AT ROME MAY 11, 1922.

French official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this agreement took place on July 10, 1922.

His BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT and the ITALIAN GOVERNMENT, being animated by a common desire to honour the memory of British soldiers who have fallen on the field of battle in Italian territory, have agreed as follows :

Article 1.

The Imperial War Graves Commission constituted by Royal Decree of May 10, 1917, is recognised by the Italian Government as the sole authority charged with the care of British military graves in Italy.

Article 2.

Isolated graves of British soldiers and graves in cemeteries which it is decided not to maintain permanently shall be removed to other military cemeteries.

The Imperial War Graves Commission shall determine the cemeteries which are to be maintained.

The Italian Government will give the necessary instructions to the prefectoral and municipal authorities to grant the necessary permits

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² This agreement does not require ratification.

saires pour l'exhumation et le transport des corps dans les cimetières militaires soient accordées.

Si, afin de pouvoir réunir les tombes isolées, la Commission impériale des Sépultures militaires reconnaissait la nécessité de créer de nouveaux cimetières, elle en formulera la demande au Gouvernement italien.

Article 3.

L'exhumation des cadavres des militaires britanniques destinés à être rapatriés ne pourra avoir lieu qu'après un accord préliminaire entre les deux gouvernements intéressés.

Article 4.

A la demande du Gouvernement britannique, le Gouvernement italien reconnaît à la Commission impériale des Sépultures militaires, le droit d'assurer le maintien des sépultures et des cimetières britanniques, selon la réglementation prévue par le Décret Luogotenenziale n. 896 du 23 juin 1918 et de pourvoir à ses frais à l'aménagement des sépultures et cimetières susdits.

La Commission impériale des Sépultures militaires est, en conséquence, autorisée à clore les cimetières militaires britanniques, à les aménager suivant un plan approuvé par elle, à y établir des monuments funéraires, à y faire des plantations, à édicter des règlements pour la visite des cimetières et à désigner les personnes chargées de les garder.

Elle est également autorisée à assurer l'aménagement des sépultures militaires britanniques placées dans les cimetières appartenant à l'État italien où se trouvent à la fois des tombes de militaires de l'armée britannique et des tombes de militaires des armées alliées. Lorsque la Commission impériale des Sépultures militaires estimera qu'il serait désirable qu'un plan commun d'aménagement soit adopté pour un cimetière mixte, elle soumettra ses propositions à l'autorité italienne compétente.

Article 5.

Toute autorisation à l'érection d'un monument commémoratif destiné à rappeler un fait d'armes de l'armée britannique ou d'une des unités qui

for the exhumation of the bodies and their transport to military cemeteries.

If the Imperial War Graves Commission shall consider necessary the creation of new cemeteries, with a view to the ultimate grouping together of isolated graves, it shall submit an application to that effect to the Italian Government.

Article 3.

Bodies of British soldiers which it is intended to transfer to their native country shall not be exhumed until after the conclusion of a preliminary agreement between the two Governments concerned.

Article 4.

At the request of the British Government, the Italian Government recognises the right of the Imperial War Graves Commission to ensure the upkeep of British graves and cemeteries in accordance with the regulations laid down in the Provisional Decree No. 896, dated June 23, 1918, and to provide at its own charges for the laying out of the above-mentioned graves and cemeteries.

The Imperial War Graves Commission is accordingly authorised to close British military cemeteries, to lay them out on a system approved by itself, to erect in them sepulchral monuments, to make plantations in them, to enact regulations governing visits to the cemeteries and to select persons to take charge of them.

The Commission is further authorised to provide for the laying out of British military graves in cemeteries belonging to the Italian State which contain the graves of soldiers of the British Empire as well as graves of soldiers of the Allied armies. When the Imperial War Graves Commission considers it desirable that a common system of laying out should be adopted for a mixed cemetery, it shall submit its proposals to the competent Italian authority.

Article 5.

No permission to erect a monument to commemorate a feat of arms of the British Army or of one of its units shall be granted without the

la composèrent, ne sera accordée que sur l'avis favorable de la Commission impériale.

Article 6.

La Commission impériale sera représentée en Italie par un Comité chargé d'entretenir les relations officielles avec les autorités italiennes, et autorisé à exercer au nom de la Commission tous les droits qui lui seront reconnus par la présente Convention.

Le Comité pourra, au nom de la Commission et dans les limites de la délégation obtenue, prendre toutes les dispositions qu'il croira utiles à la réalisation de ses objectifs.

Article 7.

Le Comité sera composé de 16 membres (4 d'honneur et 12 techniques) moitié italiens et moitié britanniques. Les membres italiens seront proposés par le Gouvernement italien et, de même que leurs collègues britanniques, nommés par la Commission impériale.

La proposition des membres italiens aura lieu par la voie diplomatique.

Les membres d'honneur italiens seront choisis parmi les personnalités qui se sont illustrées dans l'armée, la marine, les lettres, les sciences et les arts.

Les membres techniques italiens seront choisis à raison de leurs fonctions administratives et seront : un officier général de l'Etat-Major, un officier supérieur du Génie militaire, un officier supérieur de la Santé militaire, un fonctionnaire de la Santé publique, un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, le sixième sera un magistrat.

Les membres honoraires et le magistrat seront nommés pour trois ans et leur mandat pourra être renouvelé.

Les membres techniques seront nommés au moment de leur entrée en fonction et cesseront de faire partie du Comité le jour où ils perdront la qualification à laquelle ils doivent leur nomination.

La Commission impériale désignera le secrétaire général du Comité mixte.

Article 8.

Dans l'exercice des droits conférés par la présente Convention la Commission impériale des

approval of the Imperial War Graves Commission.

Article 6.

The Imperial Commission shall be represented in Italy by a Committee responsible for maintaining official relations with the Italian authorities, and empowered to exercise in the name of the Commission all such rights as may be recognised to it under the present agreement.

The Committee may take, in the name of the Commission, and within the limits of the powers delegated to it, all such measures as it may deem necessary to enable it to realise its objects.

Article 7.

The Committee shall consist of 16 members (4 honorary and 12 official), half of whom shall be Italians and half British. The Italian members shall be recommended by the Italian Government and, in the same manner as their British colleagues, shall be appointed by the Imperial Commission.

The recommendation of the Italian members shall be made through diplomatic channels.

The Italian honorary members shall be chosen from persons who have won distinction in the army, the navy, in letters, science and art.

The Italian official members shall be chosen by virtue of their administrative functions and shall be : a general officer of the Staff, a superior officer of engineers, a superior officer in the Medical Corps, a Public Health official, an official of the Ministry of the Interior, and the sixth shall be a magistrate.

The honorary members and the magistrate shall be appointed for three years, and their term of office may be renewed.

The official members shall be appointed as from the date on which they assume office, and shall cease to form part of the Committee from the date on which they lose the qualification to which they owe their appointment.

The Imperial Commission shall appoint the Secretary-General of the Mixed Committee.

Article 8.

In exercising the rights conferred under the present Convention, the Imperial War Graves

Sépultures militaires se conformera strictement aux lois et aux règlements italiens.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent accord, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 11 mai 1922.

(L. S.) RONALD GRAHAM.

(L. S.) VINCENZO LOJACONO.

Commission shall conform strictly to Italian laws and regulations.

In faith whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have drawn up the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Rome, in duplicate, May 11, 1922.

(L. S.) RONALD GRAHAM.

(L. S.) VINCENZO LOJACONO.

N° 289.

**ESTHONIE ET REPUBLIQUE
DES SOVIETS DE RUSSIE**

Traité de Paix, signé à Tartu le
2 février 1920.

**ESTHONIA
AND SOVIET REPUBLIC
OF RUSSIA**

Peace Treaty, signed at Tartu,
February 2, 1920.

TEXTE ESTHONIEN. — ESTHONIAN TEXT.

No. 289. — RAHULEPING EESTI JA WENEMAA WAHEL¹.

*Textes officiels esthonien et russe communiqués par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie.
L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 12 juillet 1922.*

EESTI ühelt poolt ning WENEMAA teiselt, juhitud kindlast tahtmisest nende wahel tekkinund sõda lõpetada, otsustasid rahuläbirääkimistesse astuda ning võimalikult pea kindla, ausa ja õiglase rahu teha ja määrasid selleks oma wolinikkudeks :

EESTI DEMOKRAATLIKU WABARIIGI WALITSUS —

Asutawa Kogu liikme Jaan Jaani poja POSKA,
Asutawa Kogu liikme Ants Jaani poja PIIP, ja
Asutawa Kogu liikme Mait Aleksandri poja PUUMANNI.
Asutawa Kogu liikme Julius Jüri poja SELJAMAA ja
Kindral-staabi kindralmajori Jaan Heinrichi poja SOOTSI
ja

WENEMAA SOTSIALISTLIKU FÖDERATIIVSE NÕUKOGUDE WABARIIGI
RAHWAKOMISSAARIDE NÕUKOGU —

Ülewenemaalise Tööliste, Talupoegade, Punawäeliste ja Kasakate Saadikute Nõukogu Täide-
saatwa Kesk-Komitee liikme Adolf Abrami poja JOFFE ja
Riigikontrolli Rahwakomissariaadi Kolleegiumi liikme Jsidor [Emmanueli poja GUKOWSKY

Nimetatud wolinikud, kokku tulnud Tartus, leppisid, pärast wastastikust wolituste ette-
näitamist, mis tarwilikus wormis kokkuseatuteks ning täitsa korrasolewateks tunnistati, järgne-
was kokku :

Artikkel I.

Selle rahulepingu jõusse astumise päewast arwates lõpeb lepinguosaliste wahel sõja seisukord.

Artikkel II.

Minnes wälja Wenemaa Sotsialistliku Föderatiivse Nõukogude Wabariigi poolt kuulutatud kõigi rahwaste wabast, kunni täieliku lahtilõõmiseni riigist, mille hulka nad kuuluwad, enesemääramise õigusest, tunnustab Wenemaa ilmtingimata Eesti riigi rippumatust ja iseseiswust, loobudes wabatahtlikult ning igaweseks ajaks kõigist suwerään-õigustest, mis olid Wenemaal Eesti rahwa ja maa kohta wakswusel olnud riigiõiguslise korra, kui ka rahwuswaheliste lepingute põhjal, mis nüüd siin tähendatud mõttes edaspidisteks aegadeks makswuse kaotawad.

Eesti rahwale ja maale si järgne endisest Wene riigi külge kuuluwusest mingisuguseid kohustusi Wenemaa wastu.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou le 30 mars 1920.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 289. — МИРНЫЙ ДОГОВОР МЕЖДУ РОССИЕЙ И ЭСТОНИЕЙ ¹.

*Official Esthonian and Russian texts communicated by the Esthonian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Treaty took place July 12, 1922.*

РОССИЯ, с одной стороны, и ЭСТОНИЯ, с другой, руководимые твердым желанием прекратить возникшую между ними войну, решили вступить в мирные переговоры и возможно скорее заключить прочный, почетный и справедливый мир и для сего назначили своими уполномоченными :

СОВЕТ НАРОДНЫХ КОМИССАРОВ РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ
СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ —

Члена Всероссийского Центрального Исполнительного Комитета Советов Рабочих, Крестьянских, Красноармейских и Казачьих Депутатов Адольфа Абрамовича ИОФФЕ и

Члена Коллегии Народного Комиссариата Государственного Контроля Исидора Эммануиловича ГУКОВСКОГО

и

ПРАВИТЕЛЬСТВО ЭСТОНСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ —

Члена Учредительного Собрания Ивана Ивановича ПОСКА,

Члена Учредительного Собрания Антония Ивановича ПИЙП,

Члена Учредительного Собрания Майта Александровича ПЮМАН,

Члена Учредительного Собрания Юлиуса Юрьевича СЕЛЪЯМА и

Генерального Штаба генерал-майора Ивана Генриховича СООТС.

Означенные уполномоченные, с'ехавшись в Юрьеве, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в надлежащей форме и полном порядке, согласились в ниже-следующем :

Статья I.

Со дня вступления в силу настоящего мирного договора состояние войны между договаривающимися сторонами прекращается.

Статья II.

Исходя из провозглашенного Российской Социалистической Федеративной Советской Республикой права всех народов на свободное самоопределение вплоть до полного отделения от государства, в состав которого они входят, Россия признает безоговорочно независимость и самостоятельность Эстонского Государства и отказывается добровольно и на вечные времена от всяких суверенных прав, кои принадлежали России в отношении к Эстонскому народу и земле в силу существовавшего государственно-правового порядка, а равно на основании международных договоров, которые в указанном здесь смысле теряют силу на будущие времена.

Из прежней принадлежности к России для Эстонского народа и земли не возникает никаких обязательств в отношении к России.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, March 30, 1920.

Artikkel III.

1. Riigi piir Eesti ja Wenemaa wahel läheb:

Narwa lahest üks werst lõuna pool Kalameeste majast Ropscha küla peale, edasi Mertwitškaja jõekest ning Rossoni jõe mööda Ilkino küalani, Ilkino külast ühe wersta kauguselt lääne pool Keikino küla, poole wersta kauguselt lääne pool Iswosi küla Kobõljaki küla peale, Schtschutschka jõesuu, Kriwaja Luka küla, Petschurki karjamõis, Wtroja jõe kolme algharu kokkujooksu koht, Kuritscheki küla lõunapoolne serw ühes selle maadega, sirge joon Peipsi järwe keskkoha, kesk Peipsi järwe ühe wersta kauguselt ida pool Piirisaart (Porka), edasi järwe kitsuste keskkoha mööda kunni Salu saareni; kitsuse keskkohalt Salu saare juurest edasi Talabski saarte ja Kamenka saare wahelise kitsuse keskkoha, lääne poolt Poddubje küla (Pihkwa järwe lõunakaldal) raudtee wahihoone Grjadischtsche küla juures, lääne poolt Schahintsõi küla, ida poolt Nowaja küla, Poganowo järw, Babina ja Wõmorski küla wahelt pooleteise wersta kauguselt lõuna pool metsawahi maja (mis Glõbotschinast põhja pool), Sprechtschi küla ja Kudepi karjamõis.

M ä r k u s I.: Käesolewas artiklis kirjeldatud piirid on märgitud punase wärwiga selle artikli esimest lisa moodustawal kaardil 'mõõt kolm wersta tollis).

Lahkumineku korral teksti ja kaardi wahel on otsustaw tähtsus tekstil.

M ä r k u s 2.: Riigipiiride ajamist mõlemate lepinguosaliste wahel ja piirimärkide ülesseadmist toimetab eriline piiri segakomisjon ühesuuruse liikmete arwuga kummaltki poolt. Tõeliku piiri ajamise juures otsustatakse nende asundatud paikade kuuluwus, mille üle see piir läheb, ühe wõi teise lepinguosalise territooriumi külge, ülemalmainitud komisjoni poolt etnograafiliste, majzandusliste ning majapidamisesse puutuwate tundemärkide järele.

2. Eesti territoorium ida pool Naroowa jõe, Naroowa jõgi ja Naroowa jõe saared, samuti kogu maariba lõuna pool Pihkwa järwe, ülemalnimetatud riigipiiri ning Borok-Smolni-Belkowa-Sprechtschi külade joone wahel, loetakse sõjalises suhtes neutraalseteks kunni esimese jaanuarini liikstuhat üheksasada kakskümmend kaks.

Eesti riik kohustub mitte mingisuguseid sõjawägesid pidama neutraalsel maaribal peale nende, mis piiriwalweks ja korra alalhoidmiseks wajaduslikud, ja mitte suuremal arwul, kui selle artikli II lisas on ette nähtud, kindlustusi ega waatlemispunktid, seal mitte rajama, sõjalisi ladusid mitte asutama, olgu missuguse sõjalise ehk tehnilise warandusega tahes, peale lepingus lubatud wäeosadele tarwisminewate, ja samuti baasisid ega ladusid mitte sisse seadma, olgu missuguste laewade ehk õhulaewastiku jaoks tahes.

3. Wenemaa kohustub oma poolt kunni esimese jaanuarini ükstuhat üheksasada kakskümmend kaks Pihkwa sihil lääne pool joont — Welikaja jõesuu läänekallas, Siwtsewa küla, Luhnowa küla, Samulina küla, Schalki küla ja Sprechtschi küla — sõjawägesid mitte pidama, peale nende, mis piiriwalweks ja korra alalhoidmiseks wajaduslikud, ja mitte suuremal arwul, kui selle artikli II lisas on ette nähtud.

4. Lepinguosalised kohustuwad mitte pidama Peipsi ning Pihkwa järwedel sõjariistadega warustatud laewu.

LISA I.

(Kaart.)

LISA II.

Mõlemad lepinguosalisel kohustuwad:

1. Wiima kahekümnekaheksandaks päewaks pärast rahulepingu ratifitseerimist maakohas Soome lahe ja Schtschutschka jõesuu wahel oma sõjawäed riigipiirini oma territooriumile.

2. Wiima oma territooriumile neljakümneteiseks päewaks pärast rahulepingu ratifitseerimist oma sõjawäed ühes kogu materjaljagude, waranduse ja ladudega neutraalribadest ja -zoonidest, kus neid artikkel III p. 2. ja 3. põhjal, peale piiriwalwe ja korrakaitse wägede, ei tule pidada.

Статья III.

1. Государственная граница между Россией и Эстонией проходит :

От Нарвского залива в одной версте южнее дома рыбаков на д. Ропша, далее по реке Мертвицкая и р. Россонь до д. Илькино, от д. Илькино в одной версте западнее д. Кейкино, в полуверсте западнее д. Извоз на д. Кобыляки, устье реки Щучка, д. Кривая Лука, полум. Печурки, слияние трех истоков реки Втроя, южная окраина д. Куричек с ее угодьями, прямая линия к середине Чудского озера, по середине Чудского озера, в одной версте восточнее острова Порка (Пирисар), далее по середине проливов до острова Салло ; от середины пролива у острова Салло к середине пролива между Талабскими островами и островом Каменка, западнее деревни Поддубье (на южном берегу Псковского озера), железнодорожная будка у д. Грядище, западнее д. Шахинцы, восточнее д. Новая, оз. Поганово, между д. д. Бабина и Выморски, полторы версты южнее дома лесн. (что севернее Глыбочина), д. Спрехтичи и ф. Кудепи.

Примечание I. Описанные в этой статье границы нанесены красной краской на карте три версты в одном дюйме, составляющей приложение I к сей статье.

В случае разногласий между текстом и картой решающее значение придается тексту.

Примечание II. Проведение государственной границы между обоими договаривающимися сторонами и установка пограничных знаков производятся особой смешанной пограничной комиссией с одинаковым числом членов от обеих сторон. При проведении границы в натуре, принадлежность населенных пунктов, через которые проходит эта граница, к территории той или другой из договаривающихся сторон означенная комиссия определяет на основании признаков этнографических, экономических и хозяйственных.

2. Территория Эстонии восточнее реки Наровы, река Нарова, и острова по реке Нарове, а также вся полоса южнее Псковского озера между упомянутой выше государственной границей и линией д. д. Борок-Смольни-Белькова-Спрехтичи в военном отношении считаются нейтральными до первого января тысяча девятьсот двадцать второго года.

В нейтральных полосах Эстония обязуется не держать никаких войск, кроме необходимых для пограничной службы и для охраны порядка численностью, предусмотренной в приложении II к сей статье, не возводить на них укреплений и наблюдательных пунктов, не образовывать военных складов, не держать какого бы то ни было военного и технического имущества, кроме необходимого для разрешенных частей, а также не устраивать баз и складов для каких бы то ни было судов и для воздушного флота.

3. Россия, со своей стороны, обязуется на Псковском направлении не держать до первого января тысяча девятьсот двадцать второго года войск, кроме необходимых для пограничной службы и для охраны порядка численностью, предусмотренной в приложении II к сей статье, западнее линии — западный берег устья реки Великой — д. Сивцева — д. Лухнова — д. Самулина — д. Шалки — д. Спрехтичи.

4. Договаривающиеся стороны обязуются не иметь вооруженных судов в Чудском и Псковском озерах.

ПРИЛОЖЕНИЕ I.

(Карта.)

ПРИЛОЖЕНИЕ II.

Обе договаривающиеся стороны обязуются :

1. К двадцать восьмому дню по ратификации мирного договора на участке от Финского залива до устья р. Щучки отвести свои войска к государственной границе на свою территорию.

2. К сорок второму дню по ратификации мирного договора отвести свои войска на свою территорию со всей материальной частью, имуществом и складами из нейтральных полос и зон, где согласно п. п. 2 и 3 ст. III не положено держать таковых, кроме войск для пограничной службы и для охраны порядка.

3. Wälja wiima neljakümnetseks päewaks pärast lahulepingu ratifitseerimist Peipsi ja Pihkwa järwedest artikkel III p. 4. täitmiseks sõjariistadega warustatud laewad ehk neilt maha wõtma suurtükid, miiniaparaadid ja abinõud miinitõkete wäljapanemiseks ning igasugused wõitlustagawarad.

4. Neutraalribades ja -zoonides, kus sõjawägesid ei tule pidada, hoidma piiriwalwe teenistuses esimesel kuuel kuul. pärast rahulepingu ratifitseerimist mitte üle neljakümne inimese, pärast seda mitte üle kolmekümne inimese iga riigipiiriwersta kohta, kusjuures luba on riigipiirile üles seada okastraataedu. Sisemise korra alalhoidmiseks ei tohi pidada üle wiiesaja inimese igas maariibas ehk zoonis.

5. Tolliwalweks Peipsi ja Pihkwa järwedel mitte pidama muid kui wahilaewu, mis on warustatud mitte suuremate kui neljakümnesemillimeetrilise kaliibri suurtükkideganing kuulipildujatega, mitte üle kahe suurtüki ja kahe kuulipilduja iga laewa kohta, kusjuures nende laewade arw ei tohi olla üle wiie.

Artikkel IV.

Eesti territooriumil elawatel mitte Eesti soost isikutel, kes üle kaheksateistkümne aasta wad, on õigus Wenemaa kodakondsust opteerida ühe aasta jooksul selle traktaadi ratifitseerimise päewast arwates, kusjuures mehe kodakondsuse järele käiwad lapsed alla kaheksateistkümne aasta ja naine, kui abikaasade wahel ei järgne kokkulepet selles asjas. Wenemaa kodakondsuse opteerijad peawad optatsiooni päewast arwates ühe aasta jooksul Eesti piiridest lahkuma, kuid hoiawad alal õigused liikumata waranduste peale ja on õigustatud kaasa wõtma oma liikuwa waranduse. Samuti wõiwad Wenemaa territooriumil elawad Eesti soost isikud opteerida sama aja jooksul ja neilsamadel tingimustel Eesti kodakondsust.

Selle ja teise poole Walitsus on õigustatud keelduma neid oma kodakondsusesse wastu wõtmast.

M ä r k u s : Kahtluse tekkimise korral mõistetakse Eesti soost isikute all isikuid, kes ise wõi kelle wanemad olid praegu Eestit moodustawal territooriumil kogukondade wõi seisuuliste asutuste hingekirjades.

Artikkel V.

Kui Eesti alaline neutraliteet rahwuswaheliselt tunnustatakse, siis kohustub Wenemaa ka oma poolt seda neutraliteeti pidama ning selle neutraliteedi alalhoidmise tagamisest osa wõtma.

Artikkel VI.

Mõlemad lepinguosalisel kohustuwad Soome lahe rahwuswahelise neutraliseerimise korral tähendatud neutralisatsiooniga neil tingimustel ühinema, mis kõigi asjast huwilatud riikide osawõttel wälja töötatud ning wastawate rahwuswaheliste aktidega kindlaks määratud; samuti ka oma merewäe jõud, ehk osa neist, kui seda peaks tähendatud rahwuswahelises kokkuleppes määratama, selle rahwuswahelise kokkuleppe nõuetele wastawasse seisukorda seadma.

Artikkel VII.

Mõlemad lepinguosalisel kohustuwad :

1. Jgasuguste wägede wiibimise oma pinnal ära keelama, peale Walitsuse omade ja nende sõprusriikide wägede, kellega ühel lepinguosalisel sõjaline konwentsioon tehtud, kes aga teise lepinguosalisega tegelikult sõjajalal ei seisa; samuti oma territooriumi piirides ära keelama meeskonna kogumise ning mobiliseerimise seesuguste riikide, kui ka organisatsioonide ja rühmade wäeridadesse, kes oma eesmärgiks seawad sõjariistus wõitlust teise lepinguosalisega.

3. Во исполнение п. 4 ст. III вывести вооруженные суда на Чудском и Псковском озерах с этих озер к сорок второму дню по ратификации мирного договора или снять с них артиллерию, минные аппараты и приспособления для постановки мин заграждения и всякого рода боевые запасы.

4. В нейтральных полосах, где не положено иметь войск, держать для пограничной службы первые шесть месяцев по ратификации мирного договора не более сорока человек, а затем не более тридцати человек на каждую версту государственной границы, причем вдоль государственной границы разрешается устраивать заборы из колючей проволоки. Для поддержания внутреннего порядка не должно быть более пятисот человек в каждой полосе или зоне.

5. В Чудском и Псковском озерах для таможенной охраны не держать судов, кроме дозорных, вооруженных пушками, калибром не более сорока семи миллиметров, и пулеметами по расчету не более двух орудий и двух пулеметов на судно, причем число этих судов не должно быть более пяти.

Статья IV.

В течение одного года со дня ратификации сего трактата лица не эстонского происхождения, проживающие на территории Эстонии и достигшие восемнадцати лет, вправе оптировать гражданство Российское, причем гражданству мужа следуют дети менее восемнадцати лет и жена, буде между супругами не последует соглашения по сему предмету. Оптировавшие Российское гражданство обязаны в течение одного года, со дня оптации, оставить пределы Эстонии, но сохраняют права на недвижимые имущества и вправе брать с собой свое движимое имущество. Равным образом проживающие на территории России лица эстонского происхождения в течение того же срока и на тех самых условиях могут оптировать эстонское гражданство.

Правительство той или другой стороны вправе отказать в принятии в свое гражданство.

Примечание. В случае возникновения сомнения, под лицами эстонского происхождения понимаются лица, которые сами, либо их родители были приписаны к общинам или сословным учреждениям на территории ныне составляющей Эстонию.

Статья V.

На случай международного признания постоянного нейтралитета Эстонии, Россия со своей стороны обязуется соблюдать этот нейтралитет и принять участие в гарантии сохранения такового нейтралитета.

Статья VI.

Обе договаривающиеся стороны обязуются присоединиться в случае международной нейтрализации Финского залива к этой нейтрализации на условиях, выработанных при участии всех заинтересованных государств и установленных подлежащими международными актами; а также, в случае, если это указанным международным соглашением будет установлено, привести свои военно-морские силы или часть оных в состояние, соответствующее требованиям означенного международного соглашения.

Статья VII.

Обе договаривающиеся стороны обязуются:

1. Воспретить пребывание на своей территории каких-либо войск, кроме войск правительственных или войск дружественных государств, с которыми одной из договаривающихся сторон заключена военная конвенция, но которые не находятся в фактическом состоянии войны с другой из договаривающихся сторон, а равно запретить в пределах своей территории вербовку и мобилизацию личного состава в ряды армий таковых государств, а также организаций и групп, ставящих своей целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной.

2. Neilt lepinguosaliste riikide territooriumidel wiibiwatelt maawäe osadelt ning werewäe jõududelt, kes kunni esimese oktoobrini ükstuhat üheksasada üheksateist nende riikide Walitsustele ei allunud, sõjariistad ära wõtma; kõike maa- ning merewäe warandust, suurtükiwäening intendandi- (peale toitluse ja asjaliste), inseneri- ja õhusõidu-materjaalisid, see on suurtükka, kuulipildujaid, püssa, raidsõjariistu, laske-tagawarasid, aeroplaanisid, soomusautosid, tankisid, soomusrongisid ja muusõjalist warandust, mis tähendatud maawäe osade ning merewäe jõudude omad, kunni esimese jaanuarini ükstuhat üheksasada kaksikümmend kaks neutraliseerima ning immobiliseerima, wälja arwatud see sõjaline warandus ning need tehnilised wahendid, mis lepinguosaliste wõi teiste riikide omad ning tähendatud wäeosadele ja jõududele tarwitamiseks antud, kusjuures teiste riikide sõjaline warandus ning materjaalid kuue kuu jooksul selle rahulepingu ratifitseerimise päewast arwates wälja tulewad wedada. Sõjariistade ärawõtmine ülemalnimetatud maa- ning merewäe jõududelt, kui ka mainitud sõjawäeladude ja Walitsustele mitte alluwate wägede kogu sõjawarduse ning tehniliste wahendite immobiliseerimine ja neutraliseerimine peawad olema lõpetatud: esimesed kolmkümmend protsenti kõigist neist maa- ja merewäe jõududest ning warandusest, mis immobiliseerimisele ning neutraliseerimisele tulewad, seitsme päewa jooksul rahulepingu ratifitseerimise päewast arwates, hiljemini aga igal järgnewal nädalal kolmkümmendwiis protsenti kõigest tähendatud määrast.

3. Walitsustele mitte alluwate sõjawägede soldatitele ja komando koosseisule, kellelt eelmise (2.) punkti põhjal sõjariistad ära tulewad wõtta, ära keelama lepinguosaliste walitsuswägedesse astumast, üks kõik mis kujul, muu seas ka wabatahtlikkudena, wälja arwatud:

- a) Eesti rahwusest isikud, kes wäljaspool Eesti piirisid elasid, kuid Eesti kodakondsust opteeriwad;
- b) mitte Eesti rahwusest isikud, kes kunni esimese maini ükstuhat üheksasada üheksateist Eesti territooriumil asusid, kuid Wenemaa kodakondsust ei opteeri;
- c) mitte Eesti rahwusest isikud, kes Wenemaa kodakondsust ei opteeri ja kes kunni kabekümneteise nowembrini ükstuhat üheksasada üheksateist Eesti Walitsuse wägedes teeninud.

Alampunktide a, b ja c all ülesloetud liikide hulka kuuluwatel isikutel on õigus Eesti Walitsuse wägedesse astuda.

4. a) Riikidele, kes teise poolega tegelikult sõjajalal seisawad, ja organisatsioonidele ning rühmadele, kes endile sõjariistus wõitlust teise lepinguosalisega eesmärgiks seawad, ära keelama oma sadamate kaudu ja territooriumi mööda kõige selle wedu, mida teisele lepinguosalisemale kallaletungimiseks wõidakas kasutada, nagu: niisuguste riikide, organisatsiooni de ja rühmade sõjariistus jõud, sõjaline warandus, sõjatehnilised wahendid ning materjaalid, samuti suurtükiwäeintendandi-, inseneri- ja õhusõidumaterjaalid.

b) Peale rahwuswahelises õiguses ettenähtud juhtumiste ära keelama igasuguste sõjalae-wade, suurtüki- ning miinipaatide jne. läbilaskmise ja nende wiibimise oma territoriaalwetes, kui nad niisuguste organisatsioonide wõi rühmade omad, kes oma ülesandeks seawad sõjariistus wõitlust teise lepinguosalisega, wõi riikide päralt, kes teise lepinguosalisega sõjajalal seisawad, ja kui nende eesmärgiks on teisele lepinguosalisemale kallaletungimine, ning kui tähendatud otstarwe teatawaks on saanud sellele lepinguosalisemale, kellele need territoriaalweed ja sadamad kuuluwad.

5. Oma territooriumil mitte mingisuguste organisatsioonide ega rühmade moodustamist ega wiibimist lubama, kes teise lepinguosalise kogu wõi osa territooriumi walitsuseks olla pretendeeriwad, samuti ka mitte lubama nende organisatsioonide ja rühmade esituste ega ametlikkude isikute wiibimist, kelle eesmärgiks on teise lepinguosalise Walitsuse kukutamine.

6. Lepinguosaliste Walitsused kohustuwad ühel ajal rahulepingu ratifikatsioonide wahe-tamisega wastamisi andmed ette panema Walitsustele mitte alluwate: wägede seisukorra, nende sõjaliste (nii liikuwate, kui liikumata) ladude ja sojaliste ning tehnilise waranduse kohta, mis sõjalise tegewuse seismapanemise lepingu tegemise silmapilgul, see tähendab, kolmekümne esimesel detsembril ükstuhat üheksasada üheksateist nende territooriumil leidusid.

7. Kõigi wastawate sõjaliste tagatiste täitmise järele walwamiseks asutatakse segakomisjon mille kokkuseade, õigused ja kohustused kindlaks määrab juhatuskiri, mis selle artikli lisas awal-datud.

2. Разоружить не бывшие подчиненными правительствам договаривающихся сторон до первого октября тысяча девятьсот девятнадцатого года сухопутные части и морские силы, находящиеся на их территориях, нейтрализовать и иммобилизовать на время по первое января тысяча девятьсот двадцать второго года все военное и морское имущество, материалы артиллерийские и интендантские (кроме продовольственных и вещевых), инженерные, воздухоплавательные, т. е. орудия, пулеметы, винтовки, холодное оружие, огнестрельные припасы, аэропланы, броневики, танки, броневые поезда и прочее военное имущество означенных сухопутных частей и морских сил, за исключением военного имущества и технических средств, принадлежащих договаривающимся сторонам или другим государствам и данных в пользование означенным частям и силам, при чем военное имущество и материалы, принадлежащие другим государствам, должны быть вывезены в шестимесячный со дня ратификации настоящего мирного договора срок. Разоружение поименованных сухопутных и морских сил, а также иммобилизация и нейтрализация упомянутых выше военных складов, всего военного имущества и технических средств неправительственных войск должны быть закончены: первые тридцать процентов всего количества сухопутных и морских сил и имущества, подлежащего иммобилизации и нейтрализации, в семидневный со дня ратификации мирного договора срок, а затем в каждую последующую неделю по тридцать пять процентов всего указанного количества.

3. Воспретить солдатам и командному составу неправительственных войск, подлежащих разоружению на основании предшествующего (2) пункта, вступать под каким-либо видом, в том числе и в качестве добровольцев, в правительственные войска договаривающихся сторон за исключением:

- а) лиц эстонской национальности, проживавших вне пределов Эстонии, но оптирующих в ее пользу.
- б) лиц не эстонской национальности, проживавших на территории Эстонии до первого мая тысяча девятьсот девятнадцатого года, не оптирующих в пользу России;
- в) лиц не эстонской национальности, не оптирующих в пользу России и служивших в правительственных войсках Эстонии до двадцать второго ноября тысяча девятьсот девятнадцатого года.

Перечисленные в подпунктах а, б, в категории лиц имеют право вступления в правительственные войска Эстонии.

4. а) Воспретить государствам, находящимся в фактическом состоянии войны с другой стороной, и организациям и группам, ставящим своей целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной, перевозку через свои порта и по своей территории всего того, что может быть использовано для нападения на другую договаривающуюся сторону, а именно: принадлежащих таковым государствам, организациям и группам вооруженных сил, военного имущества, военно-технических средств и материалов артиллерийских, интендантских, инженерных и воздухоплавательных.

б) За исключением случаев, предусмотренных международным правом, воспретить пропуск и плавание в своих территориальных водах каких-либо военных судов, канонерок, миноносцев и т. д., принадлежащих или организациям и группам, ставящим своей целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной, или же государствам, находящимся с другой договаривающейся стороной в состоянии войны, и имеющих своей целью нападение на другую договаривающуюся сторону, буде таковые цели становятся известными той из договаривающихся сторон, к территории которой относятся эти территориальные воды и порта.

5. Не допускать образования и пребывания на своей территории каких бы то ни было организаций и групп, претендующих на роль правительства всей территории другой договаривающейся стороны или части ее, а равно представлять и должностных лиц, организаций и групп, имеющих своей целью низвержение правительства другой договаривающейся стороны.

6. Одновременно с ратификацией мирного договора Правительства договаривающихся сторон обязуется взаимно представить данные о состоянии неправительственных: войск, военных складов (подвижных и неподвижных), военного и технического имущества, находившегося на их территории к моменту заключения договора о приостановке военных действий, т. е. к тридцать первому декабря тысяча девятьсот девятнадцатого года.

7. Для наблюдения за выполнением соответствующих военных гарантий учреждается смешанная комиссия, состав, права и обязанности которой определяются согласно инструкции, в приложении к сей статье приведенной.

LISA.

Juhatuskiri

artikkel VII punkt 7. põhjal asutatawale segakomisjonile.

1. Artikkel VII ettenähtud wastawate sõjaliste tagatiste täitmise järele walwamiseks asutatakse mõlemate lepinguosaliste esitajatest segakomisjon.

2. Komisjoni hulka kuulub kummalki poolt neli isikut, nimelt : esimees, kaks soja- ja üks mereametkonna esitaja.

3. Komisjoni peale pannakse kõigi artikkel VII p. 2. tähendatud tingimuste täitmise faktiline järelewalwe selle juhatuskirja alamaljargnewate punktide korras ning tähtaegadel, mis samas punktis näidatud.

Märkus: Teated artikkel VII punkt 3. järele antakse komisjonile, kui seda tär-gata wõiwate lahkuminekute selgitamiseks waja läheb, wastawate Walitsuste kaudu.

4. Komisjon saab wastawalt Walitsuselt ehk wiimase poolt juhutatud kohalistelt orgaani-delt kõik tarwilikud teated sõjaliste tagatiste tingimuste täitmise asjus.

5. Tõepärase kontrolli teostamiseks sõjaliste tagatiste täitmise suhtes on komisjonil eelmises (4.) punktis tähendatud teadete põhjal õigus neid teateid koha peal faktiliselt järele katsuda ning, kui seda waja peaks olema, kohale sõites kõike, mis artikkel VII p. 2. nimetatud, järele waa-data.

6. Komisjoni liikmete takistamata läbikäimiseks oma Walitsustega seatakse otsekohene telegraafiühendus (Houghes'i aparaat) komisjoni asukoha, Rakwere linna, ja Petrograadi wõi Moskwa wahel sisse. Komisjoni wiibimise ajal Wenemaa piirides määratakse tema asukohaks Pihkwa linn, kust otsekohene telegraafiühendus (Houghes'i aparaat) Tallinnaga sisse seatakse. Peale selle on neil esitajatel õigus takistamata telegrammisid saata ning kiirkäskjalgu läkitada. Kiirkäskjalgade kaudu läkitatawal, kui ka saadawal kirjawahetusel on diplomaatliku kirjawahe-tuse õigus.

7. Oma töö tagajärgedest ja oma otsustest teeb komisjon üleüldised protokollid (Eesti ja Wene keeles), mis wastawatele Walitsustele ka ette pannakse.

8. Kui komisjon oma kohused, mis selle juhatuskirja p. 3. põhjal tema peale pandud, ära täitnud ning faktilise järelekatsumise sama juhatuskirja p. 5. näidatud korras lõpetanud, loetakse komisjon likwideerituks, kuid igatahes mitte hiljem ühekuulist tähtaega sellest päe-wast arwates, mil wastaw Walitsus teatanud, et tema poolt komisjoni mõjuwõimu kuuluwate sõjaliste tagatiste tingimused on täidetud. Mõlemate Walitsuste kokkuleppel on tarbekorral luba komisjoni tegewuse aega pikendada.

Artikkel VIII.

Mõlemad pooled wastastikku loobuwad oma sõjakulude, see on, sõjapidamiseks kulutatud riigiwäljaminekute tasumisest, kui ka sõjakahjude, see on, niisuguste kahjude tasumisest, mis neile wõi nende kodanikkudele tehtud sõjaliste korralduste läbi, kaasa arwatud igasugused waen-lase maal ettewõetud rekwiisitsioonid.

Artikkel IX.

Mõlemate poolte sojawangid tulewad kõige lühemal tähtajal kodumaale tagasi toimetada. Sojawangide wahetamise kord määratakse kindlaks selle artikli lisas.

ПРИЛОЖЕНИЕ.

Инструкция

для смешанной комиссии, учреждаемой на основании пункта 7-го ст. VII.

1. Для наблюдения за выполнением соответствующих военных гарантий, предусмотренных ст. VII, учреждается смешанная комиссия из представителей обоих договаривающихся сторон.

2. Состав комиссии: с каждой стороны по четыре человека, а именно — председатель, два представителя военного ведомства и представитель морского ведомства.

3. На комиссию возлагается фактическая проверка выполнения всех указанных в пункте 2 ст. VII условий в порядке нижеследующих статей настоящей инструкции и в сроки, указанные в том же пункте.

Примечание. Сведения по пункту 3 ст. VII, буде то понадобится для выяснения могущих возникнуть разногласий, представляются комиссии через соответствующие Правительства.

4. Комиссия получает от соответствующего Правительства или от указанных им местных органов все необходимые сведения по выполнению условий военных гарантий.

5. В целях действительного контроля над выполнением военных гарантий комиссия, на основании указанных в предшествующем (4) пункте сведений, имеет право фактической проверки этих сведений на местах и, буде то понадобится, об'езда и осмотра всего того, что указано в пункте 2 ст. VII.

6. Для беспрепятственного сношения членов комиссии со своими Правительствами устанавливается непосредственная прямая телеграфная связь (аппарат Юза) между местом пребывания комиссии в г. Везенберге и Петроградом и Москвою. На время нахождения комиссии в пределах России местом ее пребывания назначается г. Псков, откуда устанавливается непосредственная прямая телеграфная связь (аппарат Юза) между местом пребывания комиссии в г. Везенберге и Петроградом или Москвою. На время нахождения комиссии в пределах России местом ее пребывания назначается г. Псков, откуда устанавливается непосредственная прямая телеграфная связь (аппарат Юза) с г. Ревелем. Кроме того, эти представители пользуются правом беспрепятственной подачи телеграмм и правом посылки курьеров. Отправляемая и получаемая через курьеров переписка пользуется правом дипломатической переписки.

7. О результатах своей работы со своими заключениями комиссия составляет общие протоколы (на русском и эстонском языках), которые и представляются соответствующим Правительствам.

8. По выполнении возложенных на комиссию пунктом 3 настоящей инструкции обязанностей и по окончании фактической проверки порядком, указанным в пункте 5 той же инструкции, но, во всяком случае, не позднее месячного срока со дня извещения соответствующим Правительством о выполнении им подлежащих компетенции комиссии условий гарантий, — комиссия считается ликвидированной. Продление срока деятельности комиссии, в случае надобности, разрешается по соглашению между обоими Правительствами.

Статья VIII.

Обе стороны взаимно отказываются от возмещения своих военных расходов, т. е. государственных издержек на ведение войны, равно как от возмещения военных убытков, т. е. тех убытков, которые были причинены им или их гражданам военными мероприятиями, в том числе и всеми видами реквизиций, произведенных во враждебной стране.

Статья IX.

Военнопленные обеих сторон в наикратчайший срок подлежат возвращению на родину. Порядок обмена военнопленными устанавливается в приложении к настоящей статье.

M ä r k u s : 1. Sõjawangide all mõistetakse isikuid, kes on wangi wõetud ja ei teeni selle riigi sõjawäes, kes nad wangi wõtnud.

M ä r k u s : 2. Sõjawangid, kes on wangi wõetud Walitsusele mitte alluwate sõjawägede poolt ja kes ei ole astunud tähendatud sõjawägede ridadesse, tulewad tagasi anda üleüldisel alusel.

LISA.

1. Mõlemate poolte sõjawandig lastakse koju sedamööda, kui palju nad mitte ei soowi selle riigi nõusolekul, mille territooriumil nad asuwad, tema piiridesse jääda või mõnda teise riiki minna.

2. Sõjawangide wahetamise tähtajad määratakse kindlaks wastawate Walitsuste poolt pärast rahulepingu ratifitseerimist.

3. Sõjawangide wabastamisel antakse neile tagasi nende isiklik warandus, mis neilt ära wõeti selle riigi wõimude käsutusel, kes nad wangi wõttis, kui ka alles wäljamaksmata ehk arwesse wõtmata osa nende palgast.»

4. Kumbki lepinguosaline kohustub tasuma oma sõjawangi langenud kodanikkude ülewalpidamise kulud, mis wastane pool kannud, sel määral, kui palju need kulud ei ole kaetud sõjawangide tööga riigi- ehk era-ettewõtetes. Wäljamaksmine sünnib selle riigi rahas, kes wangi on wõtnud.

M ä r k u s : Kulud, mis sõjawangi ülewalpidamise eest tasuda tulewad, seisawad koos tema peale ärakulutatud moonast, asjalisest ja rahalisest warustusest.

5. Sõjawangid saadetakse eschelonidena riigipiiridele selle riigi kulul, kes nad wangi wõtnud ; üleandmine sünnib kokkuseatud nimekirjade järele, milles peab ära tähendatud olema sõjawangi eesisa- ja perekonnanimi, wangiwõtmise aeg, samuti ka sõjawäe osa, kus sõjawang wangilangemise ajal teenis, ja kas sõjawang oli wangis wiibimisel kaelakohtu-kuritööde eest süüdi mõistetud, nimelt missuguste eest ja millal.

6. Otsekohe peale rahulepingu ratifitseerimist asutatakse sõjawangide wahetamise komisjon, mis koos seisab neljast esitajast kummagi lepinguosalise poolt. Selle komisjoni kohuseks on käesolewa lisa tingimuste täitmise järele walwamine, kodumaale saatmise wiisi ja korra äramääramine, samuti ka mõlemale poole koju tagasilastawate sõjawangide kulude kindlaksmääramine andmete põhjal, mis wastaw pool üleandmisel ette toob.

Artikkel X.

Ühel ajal sõjawangide ja interneeritud kodanliste isikute kojusaatmisega wabastawad lepinguosalsed nad nuhtlustest, mis nende peale pandud kohtuotsuste järele kuritegude eest, mis tehtud wastase poole kasuks, ja samuti ka igasugustest distsiplinaar-kuritegudest.

Amnestia alla ei käi isikud, kes nimetatud kuritööd ja distsiplinaar-kuriteod toime pannud pärast rahulepingu allakirjutamist.

Sõjawangid ja interneeritud kodanlised isikud, kes kriminaal-kohtu poolt süüdi mõistetud enne selle lepingu ratifitseerimist, ehk olgu ka pärast ratifitseerimist, kuid ühe aasta jooksul ratifitseerimise päewast arwates amnestia alla mitte käiwates kuritegudes, saadetakse kodumaale tagasi pärast nuhtluse kandmist.

Need, kelle wastu on tõstetud kaelakohtuline süüdistus amnestia alla mitte käiwates kuritegudes, antakse isamaa wõimude kätte ühes kõigi nende wastu tõstetud süüdistuse asjas kogutud andmetega, kui aasta jooksul rahulepingu ratifitseerimise päewast arwates kohtuotsust ei ole tehtud.

Примечание 1. Под военнопленными разумеются лица, взятые в плен и не служащие в войсках государства, взявшего их в плен.

Примечание 2. Военнопленные, взятые в плен неправительственными войсками и не поступившие в ряды этих войск, подлежат возвращению на общем основании.

ПРИЛОЖЕНИЕ.

1. Военнопленные обеих сторон будут отпущены на родину, поскольку они не пожелают, с согласия того государства, на территории которого они находятся, оставаться в его пределах или выехать в какую-либо другую страну.

2. Сроки обмена военнопленными будут установлены соответствующими Правительствами по ратификации мирного договора.

3. При освобождении военнопленных им возвращается отнятое у них распоряжением властей того государства, которое взяло их в плен, их собственное имущество, а также еще не выплаченная или не засчитанная часть их заработка.

4. Каждая из договаривающихся сторон обязуется возместить те издержки на содержание своих попавших в военный плен граждан, которые были произведены противной стороной, поскольку эти издержки не погашены работой военнопленных в государственных или частных предприятиях. Расплата будет производиться в валюте государства, взявшего в плен.

Примечание. Подлежащие возмещению издержки на содержание военнопленного слагаются из стоимости израсходованных на него пайка, вещевого и денежного довольствия.

5. Военнопленные отправляются эшелонами к государственной границе за счет государства, взявшего их в плен; сдача производится согласно составленным именным спискам, в которых должны быть указаны имя, отчество и фамилия военнопленного, время взятия в плен, а также часть, где служил военнопленный при пленении, и был ли осужден в бытность в плену за уголовные преступления, именно за какие и когда.

6. Немедленно по ратификации мирного договора учреждается комиссия по обмену военнопленными из четырех представителей от каждой договаривающейся стороны. На обязанности этой комиссии лежит наблюдение за выполнением условий настоящего приложения, установление способа и порядка отправления на родину, а также определение издержек на военнопленных по данным, пред являемым при сдаче соответствующей стороной.

Статья X.

Одновременно с возвращением на родину военнопленных и гражданских интернированных лиц договаривающиеся стороны освобождают их от наказаний, наложенных на них судебными приговорами за преступные деяния, совершенные в пользу противной стороны, а равно от всякого рода дисциплинарных взысканий.

Не пользуются амнистией лица, совершившие описанные преступления и дисциплинарные проступки после подписания мирного договора.

Военнопленные и гражданские интернированные лица, осужденные уголовным судом до ратификации сего договора и хотя и после ратификации, но до истечения одного года со дня ратификации, за неподлежащие амнистии преступления, возвращаются на родину по отбытии наказания.

Те же из них, против коих возбуждены уголовные преследования за неподлежащие амнистии преступные деяния, но до истечения одного года со дня ратификации мирного договора не будет постановлено приговора, передаются после сего срока в распоряжение отечественных властей со всеми относящимися к возбужденному против них преследованию данными.

Artikkel XI.

Wenemaa ütleb enese lahti nii liikuva kui liikumata üleriikliku Wene Kroonu waranduse temale üleandmisest või selle väärtuse tasumisest, milles see warandus ka ei seisaks, siia hulka arvatud sõjalised ja teised ehitused, kindlustused, sadamad, iga liiki laewad, ühes arvatud ka sõjalaewad, laewakoormad jne., niisama ka igasugustest Wene Kroonu õigustest temale mitte kuuluwa eraisikute liikuva ja liikumata waranduse peale, niipalju kui kõik need ülesloetud warandused on Eesti territooriumil, käesolewas lepingus määratawates piirides, või Eesti territooriumile külgnewates wetes, või olid seal Saksa okupatsiooni ajaks, s. o. kahekümneneljandaks weebruariks ükstuhat üheksasada kaheksateist, samuti õigustest laewade peale, ühes arvatud sõjalaewad, mis tulid sinna Saksa okupatsiooni ajal või, lõpuks, on kinni wõetud järgnewas Eesti ja Wenemaa wahelises sõjas Eesti sõjajõudude või teiste poolt, ning on üle antud Eestile. Kõik ülesloetud warandused tunnistatakse Eesti ainuomanduseks, wabaks igasugustest kohustustest, arwates wiisteistkümnendast nowembrist ükstuhat üheksasada seitseteist, või kui Wenemaa nad on hijemini omandanud, siis nende omandamise ajast.

Eestile lähewad kõik Wene Kroonu rahalised nõuded Eesti kodanikkude wastu, kui need nõuded peab täidetama Eesti territooriumil, sealjuures ainult sel määral, kui need nõuded ei ole kustutatud deebitoride wastunõuete läbi.

Dokumendid ja aktid, mis käesolewas punktis tähendatud õigusi tõendawad, annab Wene Walitsus Eesti Walitsusele, juhtumisel aga, kui seda kuue kuu jooksul, lepingu ratifitseerimise päewast arwates, ei täideta, tunnistatakse need kaotatuteks.

Eesti oma poolt ei hakka oma warema endisesse Wene keisririigisse kuuluwuse fakti põhjal mingisuguseid nõudeid järeldama Wenemaa wastu.

Artikkel XII.

Artikkel XI kindlaks määratud kokkuleppeid arwesse wõtmata :

1. Wenemaa annab Eestile wiisteistkümmend miljonit rubla kullas, sellest kaheksa miljonit ühe kuu, aga teised seitse miljonit kahe kuu jooksul rahulepingu ratifitseerimise päewast arwates.

2. Eesti ei kanna mingisugust wastutust Wenemaa wõla- ning igasuguste teiste kohustuste eest, selles hulgas ka need, mis tekkinud paberraha, riigikassa tähtede, kohustuste, Wene rentei seeriaste ning tunnistuste wäljaandmisest, wäliste ega sisemiste laenude, mitmesuguste asutuste ning ettewõtete laenude tagatiste ja muude eest, ja kõik sarnased Wenemaa kreditoride nõudmised Eestisse puutuwas osas tulewad üknes Wenemaa wastu sihtida.

3. Eesti piirides liikuwate Wene walitsusliste, Walitsuse poolt garanteeritute kui ka nende erawäärtpaberite tasumise asjus, mis seltside ja asutuste poolt on wälja antud, kelle ettewõtted Wenemaa Walitsuse poolt natsionaliseeritud, niisama Eesti kodanikkude nõuete rahuldamise asjus Wene Kroonu wastu, kohustub Wenemaa tunnistama Eesti ja Eesti kodanikkude omaks kõik need hõlpsused, õigused ja eesõigused, mis tema poolt otseteed või kaudselt on antud või edaspidi antakse kellelegi wäljamaa riikidest või wiimaste kodanikkudele, seltsidele ja asutustele.

M ä r k u s : Eestis olewate pankade jaoskondade wastu, missugused pangad Täidesaatwa Keskkomitee dekreedid põhjal pankade natsionaliseerimise kohta neljateistkümnendast detsembrist ükstuhat üheksasada seitseteist (Seadl. Kogu nr. 10) natsionaliseeritud, Eesti kodanikkude poolt awaldatud nõuete peale, mis tekkinud enne selle dekreedid wäljaandmist, waadatakse kui nõuete peale Wene Kroonu wastu niipalju kui tähendatud nõuded ei kattu jaoskondadesse jäänud warandustest.

4. Wenemaa Walitsus toimetab tagasi Eestisse ja annab üle wiimase Walitsusele warandused, siia hulka arwatud raamatukogud, arhiivid, õpeabinõud, dokumendid ja muud asjad, mis on Tartu Ulikooli kui ka kõigi Eesti piirides praegu olewate või waremini olnud õpe-, teaduse-, walitsuse- ja seltskonna-asutuste päralt, niisama üleüldse kõik Eestist Wenemaale wälja wiidud arhiivid, dokumendid ja teised asjad, mil on Eestile teadusline või ajalooline tähtsus, niipalju

Статья XI.

Россия отказывается от передачи или возмещения ей стоимости того общегосударственного имущества Российской Казны, как движимого, так и недвижимого, в чем бы таковое ни состояло, в том числе военных и иных сооружений, фортов, портов, всякого рода судов, включая военные корабли, грузов и пр., а равно от всяких прав Российской Казны на непринадлежавшее ей движимое имущество частных лиц, поскольку все поименованные имущества находятся на территории Эстонии в определяемых настоящим трактатом границах ея или в прилегающих к оной водах или находились там ко времени германской оккупации, т. е. к двадцать четвертому февраля тысяча девятьсот восемнадцатого года, а также от прав на суда, не исключая военных кораблей, которые прибыли туда во время германской оккупации или, наконец, были захвачены во время последующей войны между Россией и Эстонией военными силами Эстонии или другими и были переданы Эстонии. Все поименованные имущества признаются исключительным достоянием Эстонии, свободным от всяких обязательств, считая от пятнадцатого ноября тысяча девятьсот семнадцатого года или, если они были приобретены Россией позднее сего срока, то со времени их приобретения.

К Эстонии переходят все денежные требования Российской Казны на эстонских граждан, если требования эти подлежат исполнению на территории Эстонии, и притом лишь в размере, непогашаемом встречными требованиями дебиторов.

Документы и акты, удостоверяющие поименованные в сей статье права, передаются Российским Правительством Эстонскому Правительству, а в случае неисполнения сего в течение шести месяцев со дня ратификации, таковые признаются утраченными.

Со своей стороны Эстония не будет выводить никаких притязаний к России из факта своего прежнего вхождения в состав бывшей Российской Империи.

Статья XII.

Независимо от соглашений, установленных статьей XI :

1. Россия выдает Эстонии пятнадцать миллионов рублей золотом, из коих восемь миллионов в месячный, а остальные семь миллионов в двухмесячный со дня ратификации мирного договора срок.

2. Эстония не несет никакой ответственности по долгovým и всякого рода иным обязательствам России, в том числе возникшим из выпуска бумажных денег, казначейских знаков, обязательств, серий и свидетельств Российского казначейства, по внешним и внутренним займам, по гарантиям по займам разных учреждений и предприятий и проч., и все подобные претензии кредиторов России в доле, касающейся Эстонии, должны быть направлены только против России.

3. В отношении оплаты находящихся в обращении в пределах Эстонии русских ценных бумаг правительственных, гарантированных Правительством, а равно частных, выданных обществами и учреждениями, предприятия коих национализированы Правительством России, а также в отношении удовлетворения требований эстонских граждан к Русской Казне, Россия обязуется признавать за Эстонией и эстонскими гражданами все те льготы, права и преимущества, кои прямо или косвенно предоставлены ею или будут предоставлены кому-нибудь из иностранных государств или же их гражданам, обществам и учреждениям.

Примечание. Требования эстонских граждан к местным в Эстонии отделениям банков, национализированных по декрету Центрального Исполнительного Комитета о национализации банков от четырнадцатого декабря тысяча девятьсот семнадцатого года (Собр. Узак. № 10), возникшие до издания сего декрета, рассматриваются как требования к Русской Казне, поскольку поименованные требования не будут удовлетворены из оставшегося в отделениях имущества.

4. Правительство России возвращает в Эстонию и передает Правительству последней имущества, в том числе библиотеки, архивы, учебные пособия, документы и прочие предметы, как Юрьевского Университета, так и всех находящихся или находившихся ранее в пределах Эстонии учебных заведений, ученых, правительственных и общественных учреждений, и вообще все вывезенные из Эстонии в Россию архивы, документы и прочие предметы, имеющие для Эстонии научное или исто-

kui tähendatud asjad on praegu või satuwad edaspidi Wenemaa Walitsuse, walitsuse- ja seltskonna-asutuste võimkonda.

5. Wenemaa Walitsus toimetab Eestisse tagasi Eesti Walitsuse kaasabil kuuluvust mööda edasiandmiseks igasugused väärtused, välja arvatud kuld ning kalliskivid, väärtpaberid ning waralised dokumendid, nagu : obligatsioonid, wekslid ja nii edasi, mis Eesti piiridest walitsuse, seltskondlikkude ja era-krediit- ning teiste asutuste poolt ewakueeritud või välja wiidud, muu seas ka õpeasutuste poolt, kui Eesti võimud nende väärtpaberite ja muu asukoha kätte juhatawad. Kui neid juhatusi ei anta või kui antud juhatusel põhjal tähendatud väärtpaberid ja muud üles ei leita, siis awaldab Wenemaa Walitsus walmisolekut selle artikli punkt 3. täitmisel väärtpaberite ja muu pidajateks tunnistama neid, kes ette panewad küllaldased tõendused, et nende päralt olewad paberid ja muud sõja ajal on ewakueeritud. Seks otstarbeks asutatakse iseäraline segakommisjon.

6. Selle artikli punkt 3., 4. ja 5. tähendatud tingimuste täitmiseks kohustub Wenemaa Walitsus Eesti Walitsusele andma kõiki siakuuluwaid kosteid ning teateid ja kõikepidi abiks olema tagasitoimetatawa waranduse, asjade, arhiivide, dokumentide jne. ülesotsimisel. Ses asjas tekkivate küsimuste lähem korraldamine pannakse iseäralise segakommisjoni peale, milles on ühepalju liikmeid mõlematelt lepinguosalistelt.

Artikkel XIII.

Wenemaa teatab, et käesolewa rahulepingu läbi Eestile ja tema kodanikkudele antawad hõlpsused, õigused ja eesõigused ei või mingil juhtumisel ega mingisugustel tingimustel pretse-dendiks olla rahulepingute tegemisel Wenemaa poolt teiste endise Wene keisrigriigi territooriumil tekkinud riikidega ; teiselt poolt, kui nende rahulepingute tegemisel kellelegi tähendatud riikidest või nende kodanikkudest antakse iseäralised hõlpsused, õigused ja eesõigused, siis laiendatakse need wiibimata ilma eri-kokkuleppeta täiel määral Eesti ja tema kodanikkude peale.

Artikkel XIV.

Awalik- ja eraõigusliste küsimuste lahendamine, mis lepinguosaliste kodanikkude wahel tekiwad, samuti mõnede üksikküsimuste korraldamine mõlemate riikide või riikide ja teise poole kodanikkude wahel, sünnib iseäraliste Eesti-Wene segakommisjonide, kaudu, mis pärast käesolewa rahulepingu ratifitseerimist wiibimata asutatakse ja mille koosseis, õigused ning kohused mõlemate lepinguosaliste kokkuleppel iga asutatawa komisjoni jaoks kindlaks määratakse.

Nende komisjonide võimkonda kuulub muu seas :

1. kaubalepingu tegemine, niisama teiste majanduslise iseloomuga küsimuste selgitamine ;
2. küsimuste lahendamine, mis tekiwad endisest üleüldistest keskasutustest kohtu-ning administratiiv-arhiivide ja -asjaajamiste, kohtu- ja administratiiv-deposiitide ning kodanlisesse seisusesse puutuwate aktide väljaerdamisel ;
3. küsimuste lahendamine, mis tekiwad Wene-maal Eesti kodanikkude waranduste, kui ka Eestis Wenemaa kodanikkude waranduste väljaandmise suhtes, niisama lahendamine, mis ühendatud oma kodanikkude huwide kaitsmisega teisel maal ;
4. küsimuste lahendamine, mis tekiwad uute piiride läbi lahutatud walla- ja külakogukondade waranduste suhtes.

Artikkel XV.

Diplomaatlikud ja konsulaarsed läbikäimised Eesti ja Wenemaa wahel korraldatakse tähtajal, mis edaspidises kokkuleppes kindlaks määratakse.

рическое значение, поскольку указанные предметы находятся или окажутся в ведении Правительства, правительственных и общественных учреждений России.

5. Правительство России возвращает в Эстонию для передачи по принадлежности при посредстве правительства Эстонии всякого рода ценности, за исключением золота и драгоценных камней, ценные бумаги и имущественные документы, как-то : закладные, векселя и т. д., эвакуированные или вывезенные из пределов Эстонии правительственными, общественными и частными кредитными и иными учреждениями, включая учебные заведения, если местонахождение сих ценных бумаг и пр. будет указано эстонскими властями. Если таких указаний не будет сделано или по сделанным указаниям упомянутых ценных бумаг и пр. обнаружено не будет, то Российское Правительство изв'являет готовность при применении пункта 3 настоящей статьи признать держателями ценных бумаг и пр. тех, кто представит достаточные доказательства о произведенной во время войны эвакуации принадлежащих им бумаг и пр. Для сей цели учреждается особая смешанная комиссия.

6. Для выполнения указанных в пп. 3, 4, 5 настоящей статьи условий Правительство России обязуется давать Правительству Эстонии все относящиеся сюда справки и сведения и оказывать всякого рода содействие при розыске возвращаемого имущества, предметов, архивов, документов и пр. Ближайшее регулирование возникающих по сему предмету вопросов возлагается на особую смешанную комиссию, в равном числе членов от обоих договаривающихся сторон.

Статья XIII.

Россия заявляет, что предоставляемые настоящим мирным договором Эстонии и ее гражданам льготы, права и преимущества ни в коем случае и ни при каких условиях не могут служить прецедентом при заключении Россией мирных договоров с другими, возникшими на территории бывшей Российской Империи государствами ; с другой стороны, если при заключении этих мирных договоров какому-либо из означенных государств или их гражданам будут предоставлены особые льготы, права и преимущества, то таковые немедленно, без особого соглашения, распространяются в полном объеме на Эстонию и ее граждан.

Статья XIV.

Разрешение вопросов публично-правового и частно-правового характера, возникающих между гражданами договаривающихся сторон, а равно регулирование некоторых отдельных вопросов между обоими государствами или между государствами и гражданами другой стороны, производятся особыми смешанными русско-эстонскими комиссиями, учреждаемыми немедленно по ратификации настоящего мирного договора, состав, право и обязанности которых устанавливаются инструкцией, для каждой комиссии утверждаемой по соглашению обоих договаривающихся сторон.

Ведению этих комиссий, между прочим, подлежат :

1. составление торгового договора, а равно выяснение прочих вопросов экономического характера ;
2. разрешение вопросов относительно выдела из бывших центральных учреждений архивов и делопроизводств судебных и административных дел, судебных и административных депозитов, как и актов гражданского состояния ;
3. разрешение вопросов о выдаче находящейся в России собственности граждан Эстонии, как и находящейся в Эстонии собственности российских граждан, а равно прочих вопросов, связанных с защитой интересов граждан в другой стране ;
4. разрешение вопросов относительно имущества, разделенных новыми границами сельских и других обществ.

Статья XV.

Дипломатические и консульские отношения между Эстонией и Россией устанавливаются в срок, определяемый последующим соглашением.

Artikkel XVI.

Majanduslised wahekorrad Eesti ja Wenemaa wahel seatakse kindlaks selle artikli lisades sisalduwate määrustega.

LISA I.

1. Lepinguosalised on nõus, et rahutegemisega nende wahel lõpeb ka sõda majanduslistes ja rahaasjanduslistes suhetes.

2. Lepinguosalised on nõus algama wõimalikult kiirelt peale rahulepingu ratifitseerimist läbirääklimisi kaubalepingu saawutamiseks, mille aluseks peawad olema järgmised põhimõtted :

- a) Enamsoodustamise tingimus oma riigi territooriumil teise lepinguosalise kodanikkude, kaubanduse-tööstuse ja rahaasjanduse ettevõtete ja ühisuste, laewade ja nende koormate, maapinna toodete, põllumajanduse ning tööstuse saaduste kohta, samuti, ka omakaupade välja- ja sisseweo suhtes teise lepinguosalise territooriumile ;
- b) Kaupadele, mis üle ühe lepinguosalise territooriumi weetakse, ei tohi peale panne mingisuguseid sisseweo-tollisid ega transiitmaksusid ;
- d) Transiitkaupade weotariisid ei tohi kohalise weoulatusega sama laadi kaupade tariifidest kõrgemad olla.

Märkus : Kunni kaubalepingu tegemiseni korraldatakse sama põhimõtete järele kaubanduslised wahekorrad Eesti ja Wenemaa wahel.

3. Tallinnas wõi teistes Eesti sadamates awatawates wabasadamates määrab Eesti Wene-maale raioonid ja kohad kaupade ümberlaadimise, hoidmise ja ümberpakkimise jaoks, mis Wene-maalt tulewad wõi sinna saatmiseks määratud, wastawalt sadama ja tema kaudu minewa Wene kaubaliikumise suurusele, kusjuures tähendatud raioonide ja kohtade eest wõetawad maksud et tohi kõrgemad olla oma kodanikkudelt transiitkaupade pealt wõetawatest maksudest.

4. Lepinguosalised ei awalda nõudeid eesõjguste peale, mis üks pooltest annab kolmandale temaga tolli- wõi mõnes muus liidus olewale maale.

5. Ühe lepinguosalise kodanikkude surma järele teise poole territooriumile mahajääw liikuw warandus antakse täielikult üle selle riigi konsulaarsele wõi muule wastawale esitajale, mille kodanikuks pärandaja kuulus, talimatiseks tema isamaa-riigi seaduste järele.

LISA II.

1. Kunstlik wee teisalejuhtimine Peipsi ja Pihkwa järwedest, mis sünnitab nimetatud järwede keskmise weeseisu alanemist üle ühe jala, samuti ettevõtted, mis keskmist wee tasapinda nimetatud järwedes kõrgendawad, on lubatud ainult eri-kokkuleppe järele Eesti ja Wenemaa wahel.

2. Kalapüügi tingimuste kohta Peipsi ja Pihkwa järwedes, mida ainult niisuguste püügi-wiisidega wõib toimetada, mis kalarikkust ei häwita, samuti kaubalaewanduse kohta nimetatud järwedes, tuleb teha lepinguosaliste wahel erikokkulepe.

LISA III.

1. Eesti on nõus andma Wenemaale eesõigustatud õiguse elektrijõu saamiseks Narwa jõe koskede ärakasutamisest seega, et selle eest Eestile makstawa tasu suurus, samuti teised tingimused ära määratakse eri-kokkuleppes.

2. Wenemaa annab Eestile eesõigustatud õiguse Moskwat mõne Eesti-Wenemaa piiril olewa kohaga ühendawa kahe- wõi üheroopalise otsekohe lühema raudtee ehitamiseks ja ekspluateeri-

Статья XVI.

Экономические отношения между Россией и Эстонией определяются постановлениями, содержащимися в приложениях к сей статье.

ПРИЛОЖЕНИЕ I.

1. Договаривающиеся стороны согласны, что с заключением между ними мира оканчивается война и в экономических и финансовых отношениях.
2. Договаривающиеся стороны согласны начать возможно скорее после ратификации настоящего мирного договора переговоры относительно заключения торгового договора, в основу которого должны быть положены нижеследующие принципы:
 - а) Условие наибольшего благоприятствования на своей территории для граждан, торговых промышленных и финансовых предприятий и обществ, для судов и их грузов, для произведений почвы и для продуктов сельского хозяйства и промышленности другой договаривающейся стороны, а также в отношении вывоза и ввоза своих товаров на территорию другой страны.
 - б) Товары, провозимые через территорию одной из договаривающихся сторон, не должны облагаться никакими ввозными пошлинами и транзитными налогами.
 - в) Фрахтовые тарифы на транзитные товары не должны быть выше фрахтовых тарифов за однородные товары местного назначения.

Примечание. До заключения торгового договора этими же принципами будут регулироваться торговые взаимоотношения между Россией и Эстонией.

3. В открываемых в Ревеле или в других портах Эстонии свободных гаванях Эстония предоставит России районы и места для перегрузки, хранения и перепаковки прибывающих из России или предназначенных для нее товаров, соразмерно величине гавани и размеру русского товаро-движения через данную гавань, причем сборы за таковые районы и места не должны превышать сборов, взимаемых с собственных граждан в отношении транзитных товаров.

4. Договаривающиеся стороны не заявят притязаний на преимущества, которые одна из сторон предоставит третьей стране, связанной с нею таможенным или каким-либо другим союзом.

5. Остающееся после смерти граждан одной из договаривающихся сторон на территории другой движимое имущество передается полностью консульскому или иному соответствующему представителю государства, которому принадлежал наследователь, для поступления с оным согласно отечественным законам.

ПРИЛОЖЕНИЕ II.

1. Искусственный отвод воды Чудского и Псковского озер, влекущий за собою понижение среднего уровня воды в названных озерах более чем на один фут, а также мероприятия, повышающие средний уровень воды в названных озерах, допускаются только по особому соглашению России с Эстонией.

2. Относительно условий рыбной ловли на Чудском и Псковском озерах, которая может производиться только способами, не истощающими рыбных богатств, а равно относительно торгового судоходства по сим озерам, между договаривающимися сторонами имеет состояться особое соглашение.

ПРИЛОЖЕНИЕ III.

1. Эстония согласна предоставить России преимущественное право на получение электрической силы от использования водопадов р. Наровы с тем, чтобы причитающееся Эстонии за означенную силу вознаграждение, равно и прочие условия были определены особым соглашением.

2. Россия согласна предоставить Эстонии преимущественное право на концессию по постройке, с предварительным производством необходимых изысканий, и эксплуатацию прямого кратчайшего

miseks tarwilikkude eeluurimuste toimetamise wõimaldusega, tingimusel, et kontsessiooni tähtaeg ennetähtaegse wäljaostu tähtaeg, tariifid ja muud kontsessiooni tingimused kindlaks määratakse iseäralises kokkuleppes.

3. Wenemaa annab Eestile eesõigustatud kontsessiooni-õiguse ühe miljoni dessatiini metsa-ala peale Petrogradi, Pihkwa, Tweri, Nowgorodi, Olonetsi, Wologda ja Arhangeli kubermangudes tingimustel, mis eri-kokkuleppes ära määratakse.

Artikkel XVII.

Mõlemad lepinguosalised kohustuvad wastastikku tarwitusele wõtma wõimalikka abinõusid kaubalaewade liikumise julgeoleku kindlustamiseks oma wetes, andes läbijuhtimiseks tarwilikka lootse, seades korda tulesid, seades üles märgutähiseid ja, kunni mere lõpuliku miinidest puhastamiseni, wõttes tarwitusele eri-abinõusid miiniwäljade piiramiseks.

Mõlemad pooled awaldawad nõusolekut osa wõtta Balti mere miinidest puhastamisest, mille kohta huwitatud poolte wahel erikokkulepe peab sündima; juhtumisel, kui seda mitte ei sünni määratakse kummagi poole osawõtmise määr wahekohtu läbi kindlaks.

Artikkel XVIII.

Käesolewa rahulepingu ja selle lisada läbi Eesti kodanikkudele antud õigused käiwad ka walla-, maa- ja linna-omawalitsuste, seltskonna-, seisuse-, heategewuse-, kiriku-, waimulikkude- ja hariduse-asutuste, niisama iga liiki juriidiliste isikute kohta.

Artikkel XIX.

Käesolewa lepingu seletamisel loetakse autentilisteks tekstideks nii eesti- kui wenekeelne.

Artikkel XX.

Käesolew rahuleping tuleb ratifitseerida. Ratifikatsiooni kirjade wahetamine peab sündima wõimalikult pea Moskwas.

Rahuleping astub seaduslikku jõusse tema ratifitseerimise silmapilgust.

Igal pool, kus käesolewas lepingus algtähtajani nimetatakse rahulepingu ratifitseerimise silmapilku, mõistetakse selle all aega, mil mõlemad lepinguosalised toimepandud ratifikatsioonist wastastikku teatawad.

Selle tõendamiseks kirjutasiid mõlema poole wolinikud käesolewale rahulepingule oma käega alla ja kinnitasiid tema oma pitsritega.

Algkiri tehtud ning alla kirjutatud kahes eksemplaaris Tartus, weebruarikuu teisel päewal aastal ükstuhat üheksasada kaksikümmend.

(L. S.) J. POSKA

(L. S.) ANT. PIIP

(L. S.) M. PÜÜMANN

(L. S.) JUL. SELJAMAA

(L. S.) K. M. J. SOOTS

железно-дорожного пути нормальной колеи, одного или двухколейного, соединяющего Москву с одним из пунктов на русско-эстонской границе, с правом досрочного выкупа, с тем, чтобы срок концессии, срок досрочного выкупа и все прочие условия концессии были определены особым соглашением.

3. Россия согласна предоставить Эстонии преимущественное право на лесную концессию, пло, щадью в один миллион десятин в пределах Петроградской, Псковской, Тверской, Новгородской-Олонецкой, Вологодской и Архангельской губерний, с тем, чтобы условия концессии были определены особым соглашением.

Статья XVII.

Обе договаривающиеся стороны взаимно обязуются принимать возможные меры для ограждения безопасности следования торговых судов в своих водах путем предоставления необходимых для проводки лодманов, восстановления огней, установки знаков ограждения и, до окончательного очищения моря от мин, принятия специальных мер для ограждения минных полей.

Обе стороны из'являют согласие на принятие участия в очищении Балтийского моря от мин, о чем имеет последовать между заинтересованными сторонами особое соглашение ; в случае же, если таковое не состоится, доля участия каждой стороны определяется третейским судом.

Статья XVIII.

Предоставленные настоящим мирным договором и его приложениями эстонским гражданам права распространяются также на волостные, земские, городские, общественные и сословные учреждения и богоугодные заведения, церковные, духовные и просветительные установления, а равно на юридических лиц разных наименований.

Статья XIX.

При толковании настоящего договора аутентичными текстами являются как русский, так и эстонский.

Статья XX.

Настоящий мирный договор подлежит ратификации. Обмен ратификационными грамотами должен произойти возможно скорее в Москве.

Мирный договор вступает в законную силу с момента его ратификации.

Повсюду, где в настоящем договоре упоминается в качестве начального срока момент ратификации мирного договора, под этим понимается время взаимного извещения обоими договаривающимися сторонами о состоявшейся ратификации.

В удостоверение сего уполномоченные обеих сторон собственноручно подписали настоящий мирный договор и скрепили его своими печатями.

Подлинный в двух экземплярах, составлен и подписан в городе Юрьеве, февраля второго дня тысяча девятьсот двадцатого года.

(L. S.) А. ЮФФЕ.

(L. S.) И. ГУКОВСКИЙ.

TRADUCTION¹.No. 289. — TRAITÉ DE PAIX ENTRE LA RUSSIE ET L'ESTHONIE,
SIGNÉ A TARTU LE 2 FÉVRIER 1920.

L'ESTHONIE, d'une part, et la RUSSIE, d'autre part, mues par le ferme désir de mettre fin à la guerre qui a éclaté entre elles, ont résolu d'entrer en pourparlers de paix et de conclure le plus rapidement possible une paix juste, honorable et durable et, pour ce, ont désigné pour plénipotentiaires :

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE :

Jaan POSKA, membre de l'Assemblée constituante ;
Ant. PIIP, membre de l'Assemblée constituante ;
Mait. PUUMAN, membre de l'Assemblée constituante ;
Julius SELJAMAA, membre de l'Assemblée constituante ;
et Jaan SOOTS, général-major de l'état-major général ;

et LE CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET FÉDÉRATIVE
DES SOVIETS DE LA RUSSIE :

Adolphe Abramovitch JOFFE, membre du Comité central exécutif des Soviets de députés
des ouvriers, des paysans, des soldats de l'armée rouge et des cosaques, et
Isidor Emmanuelovitch GOUKOVSKI, membre du Collegium du Commissariat populaire
du Contrôle d'Etat.

Les plénipotentiaires désignés s'étant réunis à Tartu, après présentation réciproque de leurs pouvoirs qui ont été reconnus établis en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur ce qui suit :

Article 1.

L'état de guerre entre les Parties contractantes prendra fin au jour de l'entrée en vigueur du présent traité de paix.

Article 2.

Partant du droit de tous les peuples à disposer librement d'eux-mêmes jusqu'à se séparer complètement de l'Etat dont ils font partie, droit proclamé par la République socialiste et fédérative russe des Soviets, la Russie reconnaît sans réserve l'indépendance et l'autonomie de l'Etat d'Esthonie et renonce volontairement et pour toujours à tous les droits de souveraineté que possédait la Russie sur le peuple et le territoire esthoniens en vertu de l'ordre juridique préexistant en droit public, aussi bien qu'en vertu des traités internationaux qui, dans la pensée indiquée ici, perdent leur force pour l'avenir.

¹ Transmise au Secrétariat de la Société des Nations par le ministre d'Esthonie à Paris.

TRANSLATION ¹.No. 289. — TREATY OF PEACE BETWEEN RUSSIA AND ESTHONIA,
SIGNED AT TARTU ON FEBRUARY 2, 1920.

ESTHONIA of the one part, and RUSSIA of the other part, moved by a sincere desire to put an end to the war which has broken out between them, have decided to enter into peace negotiations, and to conclude as quickly as possible a just, honourable and lasting peace, and have therefore appointed as their plenipotentiaries :

The GOVERNMENT OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF ESTHONIA :

Jaán POSKA, member of the Constituent Assembly,
Ant. PIIP, member of the Constituent Assembly,
Mait. PUUMAN, member of the Constituent Assembly,
Julius SELJAMAA, member of the Constituent Assembly, and
Jaán SOOTS, Major-General of the General Staff ;

and the COUNCIL OF THE COMMISSARIES OF THE PEOPLE OF THE FEDERAL SOCIALIST REPUBLIC OF SOVIET RUSSIA :

Adolphe Abramovitch JOFFE, member of the Central Executive Committee of the Soviet of Workmen, Peasants, Soldiers of the Red Army and Cossacks, and
Isidor Emmanuelovitch GOUKOVSKI, member of the College of the Popular Commissariat of State Control.

The plenipotentiaries appointed, having met at Tartu, after communicating their powers found in good and due form, have agreed upon the following :

Article 1.

The state of war between the Contracting Parties shall be at an end from the date on which the present Treaty of Peace shall come into force.

Article 2.

On the basis of the right of all peoples freely to decide their own destinies, and even to separate themselves completely from the State of which they form part, a right proclaimed by the Federal Socialist Republic of Soviet Russia, Russia unreservedly recognises the independence and autonomy of the State of Esthonia, and renounces voluntarily and for ever all rights of sovereignty formerly held by Russia over the Esthonian people and territory by virtue of the former legal situation, and by virtue of international treaties, which, in respect of such rights, shall henceforth lose their force.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Du fait que l'Esthonie a appartenu à la Russie, il ne découle aucune obligation envers la Russie pour le peuple et le territoire d'Esthonie.

Article 3.

1. La frontière entre l'Esthonie et la Russie suit le trajet suivant :

En partant de la baie de Narva à une verste au sud de la Maison des Pêcheurs, elle se dirige vers Ropscha, puis suit le cours des rivières Mertvitskaja et Rosson jusqu'au village d'Ilkino ; de là, elle passe à une verste à l'ouest du village de Keikino, à une demi-verste à l'ouest du village de Isvosi et se dirige vers le village de Kobölyaki ; elle traverse ensuite l'embouchure de la rivière Schtschutschka, passe par Krivaaj Luka, par la propriété Petschurki, au confluent de trois sources de la rivière Vtroja, suit la limite sud du village de Kuritschek avec ses dépendances, se dirige ensuite en droite ligne jusqu'à la ligne médiane du lac Péipus qu'elle suit dans une direction sud, elle passe ainsi à une verste à l'est de l'île Piirisaar (Pork) ; suit le détroit en le coupant en son milieu jusqu'à l'île Salu, de là passe à travers le lac Pihkva (de Pskov) entre les îles Talabski et l'île Kamenka, puis à l'est du village Poddubje (sur la rive méridionale du lac Pihkva) et au poste-vigie de la voie ferrée situé près de Grjadischtsche, puis passe successivement à l'ouest du village de Schahintsöi, à l'est de Novaja, à travers le lac Poganova entre les villages de Babina et de Vômorski à une verste et demie au sud de l'établissement forestier (qui est situé au nord de Glybotschina) à Sprechtitschi et à la ferme Kudepi.

Remarque 1. — La frontière décrite dans cet article est figurée en rouge sur la carte à l'échelle de trois verstes par pouce (0 m. 0254) qui constitue la première annexe à l'article 3.

En cas de divergence entre le texte et la carte, c'est au texte qu'il faut ajouter foi.

Remarque 2. — Le tracé de la frontière entre les deux pays contractants et la pose des signaux-frontières seront accomplis sous la direction d'une Commission mixte spéciale composée d'un nombre égal de membres de chacune des deux parties. En procédant à la délimitation de la frontière, cette Commission mixte décidera de l'attribution à l'une ou l'autre des parties des lieux habités se trouvant sur la frontière, d'après les indices ethnographiques et en tenant compte des convenances économiques et d'exploitation agricole.

2. La partie du territoire de l'Esthonie à l'est de la Narova, la rivière Narova elle-même et les îles qui se trouvent dans son cours, de même que la zone au sud du lac Pihkva qui se trouve comprise entre la frontière ci-dessus mentionnée et la ligne des villages Borok-Smolni-Belkova-Sprechtitschi seront, au point de vue militaire, considérés comme neutres jusqu'au premier janvier mil neuf cent vingt-deux.

L'Esthonie s'engage à n'entretenir aucune espèce de troupes dans les zones neutralisées en dehors de celles qui sont nécessaires au service de la frontière et au maintien de l'ordre et dont l'effectif est prévu dans l'annexe 2 au présent article ; à n'y pas construire de fortifications ou points d'observation, à n'y pas constituer d'entrepôts militaires, à n'y placer aucune espèce de matériel de guerre, à l'exception de celui qui est indispensable aux effectifs prévus, et aussi à ne pas y établir de bases ou de dépôts à l'usage de bateaux quels qu'ils soient ou d'une flotte aérienne quelconque.

3. La Russie, de son côté, s'engage à ne pas entretenir de troupes dans la région de Pskov, à l'ouest de la ligne : rive occidentale de l'embouchure de la Vélíkaja, villages Sivtseva, Luhnova, Samulina, Schalki et Sprechtitschi, jusqu'au premier janvier mil neuf cent vingt-deux, à l'exception de celles qui sont indispensables au service de la frontière et au maintien de l'ordre et dont l'effectif est prévu dans l'annexe 2 au présent article.

4. Les Parties contractantes s'engagent à n'avoir aucun bateau armé sur les lacs de Peipsi et Pihkva.

No obligation towards Russia devolves upon the Esthonian people and territory from the fact that Esthonia was formerly part of Russia.

Article 3.

(1) The frontier between Esthonia and Russia shall take the following course :

Starting from the Bay of Narva, one verst south of the Fishermen's House, it proceeds towards Ropsha, then follows the course of the rivers Mertvitskaia and Rosson as far as the village of Ilkino ; thence it passes one verst to the west of the village of Keikino, half a verst to the west of the village of Isvosi, and continues towards the village of Kobolvaki ; it then crosses the mouth of the River Shchuchka, passes by Krivaia Luka, by the Pechurki estate, at the confluence of the three sources of the River Vtroia, follows the southern boundary of the village of Kurichek with its outlying buildings and proceeds... [line omitted in original] ...of Lake Peipus, which it follows southwards, thus passing one verst to the east of the Island of Piirisaar (Pork) ; follows the middle of the strait as far as the Island of Salu, passes thence across Lake Pihkva (Pskov) between the Talabski Islands and the Island of Kamenka, then to the east of the village of Poddubie (on the southern shore of Lake Pskov) and to the look-out post on the railway near Griadishche, then passes successively to the west of the village of Shahintsoi, to the east of Novaia, across Lake Poganova, between the villages of Babina and Vomorski, one and a-half versts to the south of the forester's settlement (north of Glybochina) to Sprekhtichi and the farm of Kudepi.

Note 1. The frontier described in this article is marked in red on the map (3 versts to an inch —0. m. 0.254) which forms the first Annex to Article 3.

In case of divergence between the text and the map, the text shall prevail.

Note 2. The demarcation of the frontier between the two contracting countries, and the setting-up of frontier marks, shall be carried out under the direction of a special Mixed Commission composed of an equal number of members of each of the two parties. In carrying out the delimitation of the frontier, this Mixed Commission shall decide upon the assignment to one or the other party of inhabited places lying on the frontier, in accordance with the ethnographical indications, and taking into account economic and agricultural considerations.

(2) The part of the Esthonian territory to the east of the Narova, the River Narova itself and the islands lying in it, and also the zone to the south of Lake Pskov contained between the above-mentioned frontier and a line joining the villages Borok-Smelni-Belkova-Sprekhtichi, shall be considered to be neutral in a military sense until January 1, 1922.

Esthonia undertakes to maintain in the neutralised zones no troops whatsoever except those which may be necessary for frontier duty and for the preservation of order, the number of which is laid down in the Second Annex to the present Article ; to construct no fortifications or observation posts in those zones, to establish no military magazines there, to keep no kind of war material there, with the exception of that indispensable for the effectives permitted, and also to establish there no bases or depots for the use of vessels of any kind or of any air fleet whatsoever.

(3) Russia, on her side, undertakes to maintain no troops in the Pskov region to the west of the following line : western bank of the estuary of the Velikaia, villages of Sivtseva, Luhnova, Samulina, Shalki and Sprekhtichi, until January 1st, 1922, with the exception of those which are indispensable for frontier duty and the preservation of order, the number of which is laid down in the Second Annex to the present Article.

(4) The Contracting Parties undertake to maintain no armed vessel on the Lakes of Peipus and Pskov.

Annexe 1 à l'article 3.(Carte¹.)*Annexe 2 à l'article 3.*

Les deux Parties contractantes s'engagent :

1. A retirer leurs troupes en deçà de leur frontière respective dans le secteur compris entre le golfe de Finlande et l'embouchure de la rivière Schtsutschka dans les vingt-huit jours qui suivront la ratification du traité de paix.

2. A retirer leurs troupes avec tout le matériel et tous leurs approvisionnements des zones neutralisées où, conformément aux points 2 et 3, de l'article 3 il n'est pas permis d'entretenir d'autres troupes que celles qui sont nécessaires au service de la frontière et au maintien de l'ordre, dans les quarante-deux jours qui suivront la ratification du traité de paix.

3. A retirer, en exécution du point 4 de l'article 3, les bateaux armés se trouvant sur les lacs Peipsi et Pihkva dans les quarante-deux jours après la ratification du traité de paix, ou à les désarmer de leur artillerie, des mines et appareils pour la pose des mines et de toute espèce de munitions de guerre.

4. A n'entretenir pour le service de la frontière dans les zones neutralisées où le séjour des troupes est interdit que quarante hommes par verst, pendant les six premiers mois qui suivront la ratification du traité de paix, et ensuite trente seulement ; à cette condition, la pose d'une barrière de fils de fer barbelés tout le long de la frontière est autorisée. Quant aux hommes destinés à maintenir l'ordre intérieur, leur nombre ne doit pas dépasser cinq cents dans chaque zone.

5. A ne pas entretenir de bateaux armés sur les lacs Peipsi et Pihkva pour la garde de la douane, à l'exception de patrouilleurs munis de canons d'un calibre maximum de quarante-sept millimètres et de mitrailleuses, à raison de deux canons et de deux mitrailleuses au maximum par bateau ; le nombre de ces patrouilleurs ne devra pas être supérieur à cinq.

Article 4.

Pendant un an à dater du jour de la ratification du présent traité, les personnes d'origine non esthonienne demeurant en Esthonie et âgées de dix-huit ans révolus ont le droit d'opter pour la nationalité russe ; les femmes et les enfants âgés de moins de dix-huit ans suivent la nationalité du mari ou du père, s'il n'existe entre les époux aucune convention contraire. Les personnes qui auront opté pour la Russie devront, dans le délai d'un an à dater du jour de leur option, quitter le territoire esthonien ; mais elles conservent leurs droits sur leurs immeubles et peuvent emporter avec elles leurs biens mobiliers. De même les personnes d'origine esthonienne demeurant en Russie peuvent opter dans le même délai et sous les mêmes conditions pour la nationalité esthonienne.

Chacun des deux Gouvernements contractants conserve le droit de rejeter ces options de nationalité.

Remarque. — En cas de doute sur les origines des personnes, seront considérées comme esthoniennes celles qui auraient été personnellement inscrites ou dont les parents auraient été inscrits dans une communauté rurale ou urbaine ou dans une « classe » sur le territoire composant aujourd'hui l'Etat d'Esthonie.

¹ Non reproduite dans ce volume.

Annex 1 to Article 3.(Map¹.)*Annex 2 to Article 3.*

The two Contracting Parties undertake :

(1) to withdraw their troops behind their respective frontiers, in the sector contained between the Gulf of Finland and the mouth of the River Shchuchka, within the twenty-eight days following the ratification of the Peace Treaty ;

(2) to withdraw their troops, with all their material and supplies, from the neutralised zones in which, under §§ 2 and 3 of Article 3, it is forbidden to maintain any troops except those necessary for frontier duty and the preservation of order, within the forty-two days following the ratification of the Peace Treaty ;

(3) to withdraw, in accordance with § 4 of Article 3, the armed vessels lying in Lakes Peipus and Pskov during the forty-two days after the ratification of the Peace Treaty, or to remove their guns, mines, mine-laying apparatus and munitions of war of every kind ;

(4) to maintain for frontier duty, in the neutralised zones in which the presence of troops is forbidden, not more than forty men to a verst during the first six months following the ratification of the Peace Treaty, and thereafter not more than thirty ; subject to this provision, the construction of a barbed-wire entanglement along the whole frontier shall be permitted. The number of men detailed to maintain internal order shall not exceed five hundred in each zone ;

(5) to maintain on Lakes Peipus and Pskov no armed vessels of the Customs service, except patrol boats armed with guns of a maximum calibre of 47 mm. and with machine-guns, at the maximum rate of two guns and two machine-guns to each boat, the number of such patrol boats not to exceed five.

Article 4.

For one year from the date of the ratification of the present Treaty, persons of non-Estonian origin residing in Estonia, and aged eighteen years or over, shall have the right to opt for Russian nationality ; women and children under eighteen years of age shall follow the nationality of the husband or father, unless there exist between husband and wife any agreement to the contrary. Persons opting for Russia shall leave Estonian territory within one year from the date of such option, but shall retain their rights over their real property and may remove their personal property. Similarly, persons of Estonian origin residing in Russia may opt for Estonian nationality during the same period and under the same conditions,

Each of the two contracting Governments reserves the right of rejecting such options of nationality.

Note. In the case of persons of doubtful origin, there shall be considered as Estonians those who are personally registered, or whose parents were registered, in a rural or urban community, or in any " class ", in the territory which now forms the State of Estonia.

¹ Not reproduced in this volume.

Article 5.

Au cas où la neutralité perpétuelle de l'Esthonie serait reconnue internationalement, la Russie s'engagerait à respecter cette neutralité et à participer à la garantir.

Article 6.

Les deux Parties contractantes s'engagent, en cas de neutralisation du golfe de Finlande, à accéder à cette neutralisation aux conditions établies d'un commun accord par tous les Etats intéressés et fixées par les actes internationaux y relatifs ; elles s'engagent aussi, si la convention internationale dont il s'agit était établie, à placer leurs forces navales ou une partie de celles-ci dans les conditions répondant aux exigences de la dite convention internationale.

Article 7.

Les deux parties contractantes s'engagent :

1. A interdire le séjour sur leur territoire de toutes troupes, à l'exception de celles de leur gouvernement ou des Etats amis avec lesquels l'une des parties contractantes aurait conclu une convention militaire, mais ne se trouvant pas *de facto* en état de guerre avec une des Parties contractantes et à interdire également dans les limites de leur territoire le recrutement et la mobilisation de corps particuliers pris dans les rangs des armées de ces Etats, ainsi que l'organisation même de simples groupes qui auraient pour but la lutte armée contre l'autre Partie contractante.

2. A désarmer ces forces de terre et de mer se trouvant sur leur territoire et qui, au premier octobre mil neuf cent dix-neuf, ne dépendaient pas d'un des deux Gouvernements contractants ; à neutraliser et immobiliser jusqu'au premier janvier mil neuf cent vingt-deux tous les biens, le matériel d'artillerie et d'intendance (sauf les vivres et les vêtements), le matériel du génie et d'aviation, c'est-à-dire les canons, mitrailleuses, fusils, armes blanches, munitions, aéroplanes, véhicules blindés, tanks, trains blindés, etc., appartenant aux forces de terre ou de mer dont il s'agit, à l'exception du matériel de guerre et technique qui a été remis aux dites forces, mais qui appartient aux Parties contractantes ou à d'autres Etats ; la partie de ce matériel qui appartient à d'autres Etats devra être renvoyée dans le délai de six mois à dater du jour de la ratification du présent traité. Le désarmement des forces de terre et de mer non régulières sus-indiquées, ainsi que l'immobilisation et la neutralisation de leurs stocks militaires et de tout leur matériel de guerre et technique devront être achevés : les premiers trente pour cent des hommes et du matériel dans les sept jours qui suivront la ratification du présent traité de paix, et le reste dans les deux semaines suivantes à raison de trente-cinq pour cent par semaine.

3. A interdire aux soldats et aux officiers des troupes irrégulières soumises au désarmement dans les conditions fixées par le précédent point (2) d'entrer, sous quelque aspect que ce soit, en qualité de volontaires, dans les rangs des troupes gouvernementales des Parties contractantes, à l'exclusion :

- a) Des personnes de nationalité esthonienne résidant hors de l'Esthonie, mais optant pour ce pays ;
- b) Des personnes de nationalité non esthonienne qui demeuraient en Esthonie avant le premier mai mil neuf cent dix-neuf et n'optant pas en faveur de la Russie ;
- c) Des personnes de nationalité non esthonienne n'optant pas pour la Russie et ayant servi dans l'armée esthonienne avant le vingt-deux novembre mil neuf cent dix-neuf.

Les personnes entrant dans les catégories énumérées sous les subdivisions a), b) et c) peuvent prendre du service dans les armées gouvernementales esthoniennes.

4. a) A interdire, aux Etats se trouvant *de facto* en état de guerre avec l'une des Parties contractantes, et aux organisations ou groupes ayant pour but la lutte armée contre une des Parties

Article 5.

Should the perpetual neutrality of Esthonia be internationally recognised, Russia undertakes to respect such neutrality and to join in guaranteeing it.

Article 6.

In case of the neutralisation of the Gulf of Finland, the two contracting Parties undertake to accede to such neutralisation of the conditions drawn up by common agreement of the States concerned and established by international declarations relating thereto; in case of the conclusion of any such international agreement, they also undertake to bring their naval forces, or a portion thereof, into conformity with the provisions of such international agreement.

Article 7.

The two contracting Parties undertake :

(1) to forbid the presence in their territory of any troops except those of their own Governments, or of friendly States with which either of the contracting Parties may have concluded a military agreement, but which are not *de facto* in a state of war with either of the Contracting Parties; and also to forbid the recruiting and mobilisation, within the limits of their territory, of unofficial forces drawn from the ranks of the armies of such States, and the organisation or private detachments for the purpose of armed warfare against the other contracting Party;

(2) to disarm such land and sea forces as are in their territory and were not in the service of either of the two contracting Governments on October 1, 1919; to neutralise and immobilise, until January 1, 1922, all goods, artillery and commissariat material (except food and clothing), engineering and air material, that is to say, guns, machine-guns, rifles, side-arms, munitions, aeroplanes, armoured cars, tanks, armoured trains, etc., belonging to the land or sea forces referred to, with the exception of the technical and war material assigned to such forces but belonging to the contracting Parties or to other States. Any portion of such material which may belong to other States shall be returned within six months from the date of the ratification of the present Treaty. The disarmament of the irregular land and sea forces indicated above, and the immobilisation and neutralisation of their military stocks and of their technical and war material, shall be completed, the first 30 % of the men and material in the seven days following the ratification of the present Peace Treaty, and the remainder during the two following weeks, at the rate of 35 % in each week;

(3) to forbid all officers and men of the irregular troops disarmed under the provisions of the previous § (2) to enter as volunteers, under any pretext whatever, in the ranks of the Government troops of the contracting Parties, except :

- (a) persons of Esthonian nationality residing outside Esthonia but opting for that country;
- (b) persons of non-Esthonian nationality residing in Esthonia before May 1, 1919, and not opting in favour of Russia;
- (c) persons of non-Esthonian nationality not opting in favour of Russia and having served in the Esthonian army before November 22, 1919.

Persons falling into categories a, b and c may take service in the armies of the Esthonian Government.

(4) (a) to refuse to countries which are *de facto* in a state of war with either of the contracting Parties, and to organisations or groups whose object is armed warfare against either of

contractantes, le passage à travers leurs ports et leur territoire de tout ce qui peut être utilisé pour attaquer l'autre Partie contractante, et notamment les forces armées dépendant de ces Etats, organisations ou groupes, tout objet et tout matériel de guerre d'artillerie, d'intendance, de génie d'aviation ou autre appartenant à ces formations militaires.

4. *b)* A interdire, à l'exclusion des cas prévus par le droit international, le lancement et la navigation dans leurs eaux territoriales de tous bâtiments de guerre, canonnières, bateaux pour la pose des mines, etc., appartenant soit aux organisations ou groupes ayant pour but de combattre contre l'autre Partie contractante, soit aux Etats se trouvant en état de guerre avec celle-ci, si ces navires ont pour buts de l'attaquer et si ces visées sont connues de celle des Parties contractantes au territoire de laquelle appartiennent les ports et les eaux territoriales utilisées.

5. A ne pas autoriser la formation ni le séjour sur leur territoire d'organisations ou de groupes quels qu'ils soient prétendant à gouverner tout ou partie du territoire de l'autre Partie contractante, ni le séjour de représentants ou de fonctionnaires des organisations ou des groupes ayant pour but de renverser le gouvernement de l'autre Partie au traité.

6. Les gouvernements des deux Parties contractantes s'engagent à se fournir réciproquement, en même temps qu'ils échangeront les ratifications du présent traité de paix, des données précises sur l'état des forces non gouvernementales, ainsi que des stocks militaires (fixes ou mobiles) et du matériel militaire ou technique appartenant à ces forces irrégulières, qui se trouvaient sur leur territoire au moment de la conclusion de la convention d'armistice, c'est-à-dire au trente-et-un décembre mil neuf cent dix-neuf.

7. Pour veiller à l'exécution des garanties militaires que s'accordent mutuellement les Parties contractantes, une Commission mixte est créée dont la composition, les droits et les obligations sont déterminés par une « instruction » annexée au présent article.

Annexe à l'article 7.

INSTRUCTION POUR LA COMMISSION MIXTE INSTITUÉE CONFORMÉMENT AU POINT 7 DE L'ARTICLE 7.

1. Pour veiller à l'exécution des garanties militaires prévues à l'article 7, une Commission mixte composée de représentants de deux Parties contractantes est instituée.

2. Composition de la Commission : quatre membres de chacune des parties, à savoir : un président, deux représentants de l'administration de la guerre, un représentant de l'administration de la marine.

3. Il appartient à la Commission : de contrôler effectivement l'exécution de toutes les conditions indiquées au point 2 de l'article 2 dans les formes prescrites par les articles suivants de la présente instruction et dans les délais indiqués à ce même point 2 de l'article 7.

Remarque. — Les renseignements relatifs au point 3 de l'article 2, s'il en est besoin pour mettre fin aux désaccords qui peuvent surgir, sont fournis à la Commission par le gouvernement intéressé.

4. La Commission reçoit du gouvernement intéressé ou des organes locaux indiqués par lui tous les renseignements nécessaires pour l'exécution des garanties militaires.

5. Pour réaliser le contrôle effectif de l'exécution des garanties militaires, la Commission a le droit de procéder sur place à la vérification des renseignements qui lui sont fournis conformément au précédent point 4 et, si besoin est, d'aller surveiller sur place l'observation des obligations prescrites au point 2 de l'article 7.

6. Pour assurer la libre communication des membres de la Commission avec leur gouvernement, une ligne télégraphique (appareil Hughes) directe est établie entre la ville de Rakvere (Vesenberg), siège de la Commission, et Pétrograd ou Moscou. Pendant son séjour en territoire russe, la Commission siégera à Pskov et une ligne télégraphique directe (appareil Hughes) reliera cette ville à Tallinn (Reval). Les membres de la Commission jouissent du droit d'utiliser librement le télé-

the contracting Parties, the passage through their ports and their territory of anything which might be used in attacking the other contracting Party, and particularly of the armed forces attached to such States, organisations or groups, and of any objects and any war material of the artillery, commissariat, engineers, air force or other arm belonging to such military formations ;

(4) (b) to forbid, except in cases provided for in international law, the launching and navigation in their territorial waters of any warships, gunboats, mine-layers, etc., belonging either to organisations or groups whose object is to make war upon the other contracting Party, or to countries which are in a state of war with that Party, if the object of such vessels is to attack it, and if that object is known to the contracting Party to whose territory the harbours and territorial waters utilised belong ;

(5) to forbid the formation, and the presence in their territory, of any organisations or groups whatsoever claiming to govern all or part of the territory of the other contracting Party, and the presence of representatives or officials of organisations or groups whose object is to overthrow the Government of the other Party to the Treaty.

(6) The Governments of the two contracting Parties undertake mutually to supply, at the time of the exchange of the ratifications of the present Peace Treaty, precise data relating to the condition of non-governmental forces, and also of the military stocks (fixed or movable) and of the military or technical material belonging to those irregular forces, in their territory at the date of the conclusion of the Armistice Agreement, that is to say, on the thirty first day of December nineteen hundred and nineteen.

(7) To superintend the execution of the military guarantees mutually agreed upon by the contracting Parties, a joint Commission shall be formed, the composition, privileges and duties of which shall be determined by instructions annexed to the present Article.

Annex to Article 7.

INSTRUCTIONS FOR THE JOINT COMMISSION
CONSTITUTED IN ACCORDANCE WITH § 7 OF ARTICLE 7.

(1) To superintend the carrying out of the military guarantees provided for in Article 7, a joint Commission, consisting of representatives of the two contracting Parties, shall be formed.

(2) Composition of the Commission : four members for each Party, namely : a President, two representatives of the War Ministry and one representative of the Admiralty.

(3) The duty of the Commission shall be : effectually to control the carrying-out of all the conditions laid down in § 2 of Article 2 in the form prescribed in the subsequent Articles of these instructions, and within the periods laid down, in regard to this matter, in § 2 of Article 7.

Note. Information relating to § 3 of Article 2, if required for the settlement of possible disputes, shall be supplied to the Commission by the Government concerned.

(4) The Commission shall receive from the Government concerned, or from the local organisations appointed thereby, all information required for the execution of the military guarantees.

(5) To ensure the effectual control of the execution of the military guarantees, the Commission shall have the right to verify in person the information supplied to it under § 4 above, and, if need be, to superintend on the spot the discharge of the obligations laid down in § 2 of Article 7.

(6) To ensure free communication between members of the Commission and their Governments, a direct telegraph line (Hughes apparatus) is established between the town of Rakvere (Vesenberg), the seat of the Commission, and Petrograd or Moscow. During its stay in Russian territory, the Commission shall sit at Pskov, and a direct telegraph line (Hughes apparatus) shall connect that city with Tallinn (Reval). Members of the Commission shall be entitled to make

graphe et d'envoyer des courriers spéciaux. La correspondance expédiée et reçue par courriers spéciaux jouit des prérogatives diplomatiques.

7. La Commission dressera un protocole (en langue esthonienne et en langue russe) de ses travaux et de ses conclusions, qui sera présenté à chacun des deux gouvernements intéressés.

8. Après l'entier accomplissement de toutes les obligations imposées à la Commission du point 3 de la présente instruction et sa vérification effective sur les bases du point 5 de cette même instruction, et, en tout cas, dans le délai d'un mois au plus à dater du jour où les membres de la Commission seront informés par leur gouvernement respectif de l'accomplissement par lui de toutes les conditions des garanties soumises à la compétence de la Commission, celle-ci sera dissoute. La prolongation de l'activité de la Commission sera décidée, en cas de besoin, par un accord entre les deux gouvernements.

Article 8.

Les deux Parties renoncent réciproquement au remboursement de leurs frais de guerre, c'est-à-dire de leurs dépenses militaires, aussi bien qu'au remboursement des pertes de guerre, c'est-à-dire de celles causées à l'Etat ou aux particuliers par des mesures militaires prises, en y comprenant celles provenant des réquisitions, quelles qu'elles soient, faites chez l'ennemi.

Article 9.

Les prisonniers de guerre des deux pays seront libérés dans le plus bref délai possible. Les formalités de l'échange des prisonniers sont déterminées dans l'annexe au présent article.

Remarque 1. — Sont considérés comme prisonniers de guerre, les individus capturés et n'ayant pris du service dans les armées de l'Etat qui les a capturés.

Remarque 2. — Les prisonniers de guerre capturés par des troupes irrégulières et n'ayant pris du service dans les rangs de ces troupes sont soumis au rapatriement dans les conditions ordinaires.

Annexe à l'article 9.

1. Les prisonniers de guerre des deux Parties contractantes seront rapatriés, pour autant qu'ils ne désirent pas rester dans le pays où ils se trouvent, avec l'agrément du gouvernement de ce pays, ou s'en aller dans quelque autre pays.

2. Les délais dans lesquels l'échange des prisonniers de guerre sera effectué seront arrêtés entre les deux gouvernements après la ratification du traité de paix.

3. Au moment de leur libération, on restituera aux prisonniers ce qui leur a été enlevé, en vertu de dispositions prises par les autorités du gouvernement qui les a capturés, et on leur versera aussi le montant des salaires qui leur seront dus ou la partie des dits salaires qui aura pu leur être retenue.

4. Chacune des Parties contractantes s'engage à rembourser les frais d'entretien de ses citoyens tombés en captivité, pour autant que ces dépenses n'ont pas été couvertes par le travail des prisonniers dans les entreprises de l'Etat ou privées. Le paiement devra être effectué dans la monnaie de l'Etat qui a entretenu les prisonniers.

Remarque. — Les frais d'entretien sujets à remboursement se composent de la valeur de la nourriture du prisonnier, des fournitures qui lui ont été faites en nature et de sa solde.

5. Les prisonniers sont dirigés par échelons vers la frontière aux frais du gouvernement qui les a capturés ; la reddition de ces prisonniers est faite conformément aux listes établies, qui doivent mentionner le prénom, le nom patronymique et le nom de famille du prisonnier, l'époque de sa

free use of the telegraph, and to despatch special messengers. Correspondence despatched and received by special messenger shall enjoy diplomatic privileges.

(7) The Commission shall draw up in Estonian and Russian a statement of its work and conclusions, which shall be submitted to both the Governments concerned.

(8) After the complete discharge of all the duties imposed on the Commission by § 3 of these instructions, and after it has verified the facts in accordance with § 5, and, in any case, within one month at most from the date on which the members of the Commission are informed by their respective Governments that the latter have fulfilled all the conditions of guarantee which come within the competence of the Commission, that body shall be dissolved. The Commission's activities may be prolonged, if need be, by agreement between the two Governments.

Article 8.

The two Parties mutually surrender their claims to the repayment of their war expenses, *i.e.*, military expenses, and also to the repayment of war losses, *i.e.*, those caused to the State or to individuals as a result of military measures, including losses arising from requisitions, of whatever nature, made in enemy territory.

Article 9.

The prisoners of war of both countries shall be released as soon as possible. The formalities for the exchange of prisoners are set out in the Annex to this Article.

Note 1. The term "prisoners of war" shall apply to individuals who were captured and did not take service in the armies of the State which captured them.

Note 2. Prisoners of war who were captured by irregular forces and did not take service in the ranks of such forces shall be repatriated in the ordinary course.

Annex to Article 9.

(1) Prisoners of war of both contracting Parties shall be repatriated, unless they prefer to remain in the country in which they are (with the consent of the Government of that country), or to go to some other country.

(2) The periods within which the exchange of prisoners of war shall be carried out shall be settled by the two Governments after the ratification of the Peace Treaty.

(3) Prisoners of war shall, at the time of their release, have restored to them everything of which they were deprived by acts of the authorities of the Government which captured them, and shall also receive the full amount of the pay due to them, or any part of such pay withheld from them.

(4) Each of the contracting Parties shall undertake to refund the costs of the maintenance of its citizens who were made prisoners, as far as these expenses have not been covered by the work of the prisoners in State or private enterprises. The payment shall be carried out in the currency of the State which maintained the prisoners.

Note. The costs of maintenance to be refunded shall comprise the value of the prisoners' food, the supplies made to him in kind, and his pay.

(5) Prisoners shall be conducted to the frontier in detachments, at the expense of the Government which captured them; the return of these prisoners shall be carried out according to the lists drawn up, which shall show the Christian name, patronymic and family name of the prisoner,

capture, la formation dans laquelle il servait avant sa capture et, s'il a été condamné à la détention pour un fait qualifié crime, préciser la nature de ce crime et l'époque de sa perpétration.

6. Immédiatement après la ratification du traité de paix, une Commission pour l'échange des prisonniers de guerre, composée de quatre représentants de chacune des Parties contractantes, sera instituée. Cette Commission devra veiller à l'exécution des clauses de la présente annexe, organiser le rapatriement des prisonniers et aussi déterminer le montant de leurs frais d'entretien d'après les comptes présentés au moment de la remise des dits prisonniers par la partie intéressée.

Article 10.

Les Parties contractantes feront remise aux prisonniers de guerre et aux internés civils, au moment de leur retour dans leur pays, de toutes les peines auxquelles ils auront été condamnés pour des actes criminels commis au bénéfice de la partie adverse, ainsi que de toute espèce de peine disciplinaire.

Ne bénéficient pas de l'amnistie, les personnes qui auront accompli un des crimes mentionnés ci-dessus ou une infraction à la discipline postérieurement à la signature du traité de paix.

Les prisonniers de guerre et les internés civils condamnés par une juridiction criminelle avant la ratification du présent traité ou même après cette ratification, mais avant qu'un délai d'un an, à compter du jour de la ratification, se soit écoulé, pour un crime ne bénéficiant pas de l'amnistie, ne seront rapatriés qu'après l'accomplissement de leur peine.

Ceux d'entre ces prisonniers ou internés qui seraient poursuivis pour des actes criminels non soumis à l'amnistie, mais contre lesquels aucun jugement ne serait rendu dans le délai d'un an à compter du jour de la ratification du présent traité de paix, seront livrés aux autorités de leur pays à l'expiration de ce délai avec toutes les pièces se rapportant aux poursuites intentées contre eux.

Article 11.

La Russie renonce au transfert ou au remboursement de la valeur des biens de l'ancien Empire russe, tant mobiliers qu'immobiliers, se trouvant en Esthonie qui sont propriété commune de toute la nation, quelle que soit la nature de ces biens. Au nombre de ceux-ci se trouvent : les constructions militaires ou autres, les forts, les ports, les bateaux de toute espèce, y compris les navires de guerre, leurs cargaisons, etc. ; elle renonce de même à tous les droits de l'Etat russe sur les biens meubles et immeubles des particuliers lui ayant appartenu pour autant que ceux-ci sont situés sur le territoire de l'Esthonie, à l'intérieur des limites qui lui sont assignées par le présent traité, ou dans ses eaux territoriales, ou qui s'y trouvaient au moment de l'occupation allemande, c'est-à-dire au vingt-trois février mil neuf cent dix-huit ; elle renonce également à tous ses droits sur les bateaux, sans en excepter les navires de guerre, qui se trouvaient là pendant l'occupation allemande et, enfin, sur ceux qui, pendant la guerre entre l'Esthonie et la Russie, furent capturés, soit directement par les forces esthoniennes, soit par d'autres forces et remises ensuite au Gouvernement esthonien. Tous les biens énumérés ci-dessus deviennent la propriété exclusive de l'Esthonie et sont affranchis de toute obligation à dater du quinze novembre mil neuf cent dix-sept ou, s'ils ont été acquis par la Russie après cette date, à dater de leur acquisition.

Toutes les créances du fisc russe contre les sujets esthoniens, si elles sont exécutoires en Esthonie, passent entre les mains de l'Esthonie, et cela seulement dans la mesure où elles ne sont pas couvertes par les prétentions inverses des débiteurs.

Les documents et actes attestant les droits énumérés dans le présent article seront transmis par le Gouvernement russe au Gouvernement esthonien, et si cela n'était pas accompli dans le délai de six mois, à dater du jour de la ratification du traité, ces documents seraient considérés comme perdus.

De son côté, l'Esthonie ne pourra élever aucune prétention contre la Russie du fait qu'elle entraînait précédemment dans la composition de l'Empire russe.

the date of his capture, the unit in which he was serving before capture, and, if he has been sentenced to imprisonment for any act regarded as criminal, the precise nature of such crime and the date on which it was committed.

(6) Immediately after the ratification of the Peace Treaty, a Committee, consisting of four representatives of each of the contracting Parties, shall be formed for the exchange of prisoners of war. This Committee shall superintend the carrying-out of the clauses of the present Annex, organise the repatriation of prisoners, and also determine the amount of their maintenance costs by reference to the accounts submitted at the time of the release of the prisoners by the party concerned.

Article 10.

The contracting Parties shall remit to prisoners of war and interned civilians, on their return to their own country, all punishments to which they may have been condemned for criminal acts committed for the benefit of the opposite party, and all disciplinary punishment of every kind.

The amnesty shall not extend to persons who have committed a crime of the kind mentioned above, or a breach of discipline, after the signature of the Peace Treaty.

Prisoners of war and interned civilians, sentenced by a criminal court for any crime not covered by the amnesty, before the ratification of the present Treaty, or after it but before the expiration of one year from the date of the ratification, shall not be repatriated until their punishment has been carried out.

Those prisoners or interned civilians who have been prosecuted for criminal acts not covered by the amnesty, but upon whom no sentence has been passed within one year from the date of the ratification of the present Peace Treaty, shall be handed over to the authorities of their own country at the expiration of this period, together with all documents relating to the proceedings brought against them.

Article 11.

Russia surrenders any claim to the transfer, or repayment of the value, of property of the former Russian Empire, of whatever nature, whether real or other estate, situated in Esthonia and forming the common property of the whole nation. Such property shall include : military or other buildings, forts, harbours, vessels of every kind (including warships), their cargoes, etc. She also surrenders all rights held by the Russian State over the real and personal property of individuals formerly subject to it, as far as such property may be situated in Esthonian territory, within the limits assigned to Esthonia by the treaty, or in her territorial waters, or may have been situated there at the time of the German occupation, *i. e.*, on February 23, 1918. Russia also surrenders all her rights over vessels, including warships, which were situated as above during the German occupation, and, lastly, over those which, during the war between Esthonia and Russia, were either captured directly by Esthonian forces or captured by other forces and afterwards handed over to the Esthonian Government. All the property enumerated above becomes the sole property of Esthonia and is free from all obligations as from November 15, 1917, or, if it has been acquired by Russia since that date, from the date of such acquisition.

All claims of the Russian Treasury against Esthonian subjects, if recoverable in Esthonia, pass to Esthonia, but only in so far as they cannot be set off by counterclaims on the part of the debtors.

The documents and records which attest the rights mentioned in this Article shall be transferred by the Russian Government to the Esthonian Government ; if the transfer be not completed within six months from the date of the ratification of the Treaty, such documents shall be deemed to be lost.

Esthonia, for her part, shall not be entitled to bring against Russia any claim based on her former status as a part of the Russian Empire

Article 12.

Indépendamment des accords établis par l'article 11 :

1. La Russie accorde à l'Esthonie quinze millions de roubles or, dont huit millions seront payés dans le mois et les sept derniers millions dans les deux mois à dater du jour de la ratification du traité de paix.

2. L'Esthonie ne portera aucune part des responsabilités dans les dettes et toutes autres obligations de la Russie et notamment dans celles qui découlent de l'émission de papier-monnaie, de bons du Trésor, d'obligations, d'emprunts extérieurs ou intérieurs, de la garantie des emprunts émis par diverses institutions ou entreprises, etc. Toutes les réclamations des créanciers de la Russie pour la part de dettes concernant l'Esthonie doivent être dirigées uniquement contre la Russie.

3. En ce qui concerne le paiement des obligations d'Etat russes, garanties par l'Etat et se trouvant en circulation sur le territoire esthonien, ainsi que celui des autres titres émis par des sociétés ou institutions, dont les entreprises ont été nationalisées par le Gouvernement russe, de même qu'en ce qui concerne la satisfaction à donner aux réclamations des citoyens esthoniens à l'égard du Trésor russe, la Russie s'oblige à reconnaître à l'Esthonie et aux citoyens esthoniens toutes les exemptions d'impôts, droits et privilèges qui, directement ou indirectement, ont été proposés par elle, ou pourront l'être à l'un quelconque des Etats étrangers ou aux sujets, aux sociétés ou institutions de cet Etat.

Remarque. — Les réclamations des citoyens esthoniens contre les agences locales de banque en Esthonie qui avaient été nationalisées en vertu du décret du Comité central exécutif sur la nationalisation des banques du 14 décembre 1917, si elles ont été formulées avant la promulgation de ce décret, seront examinées au même titre que les réclamations contre le Trésor russe, pour autant que les biens demeurés en la possession des dites agences ne permettraient pas d'y satisfaire.

4. Le Gouvernement de Russie restituera au Gouvernement d'Esthonie tous les biens de l'Université de Tartu, ainsi que des autres établissements d'enseignement qui se trouvent ou se sont trouvés en territoire esthonien et qui ont été évacués en Russie. Au nombre de ces biens figurent les bibliothèques, archives, documents et, en général, tous autres objets présentant pour l'Esthonie un intérêt scientifique ou historique. Ces restitutions ne pourront être faites qu'autant que les endroits où se trouvent les dits biens sont connus du gouvernement ou des institutions publiques de Russie ou qu'ils leur seront révélés.

5. Le Gouvernement russe remettra au Gouvernement d'Esthonie, qui les transmettra à leurs propriétaires, toutes les choses de prix, à l'exception de l'or et des pierres précieuses, les valeurs mobilières et titres de créances, tels que titres de prêts hypothécaires, lettres de change, etc., qui ont été évacués du territoire esthonien par les établissements de crédit, d'enseignement et autres du gouvernement, les institutions locales ou les particuliers, si les endroits où se trouvent ces biens mobiliers sont indiqués par les autorités esthoniennes. Si ces indications ne sont pas fournies ou si les biens dont il s'agit ne sont pas découverts aux endroits indiqués, le Gouvernement russe, en application du point 3 du présent article, se déclare prêt à reconnaître comme détenteurs des valeurs mobilières et autres, ceux qui donneront des preuves suffisantes de l'évacuation de leurs titres pendant la guerre. Une commission mixte spéciale est instituée pour examiner ces réclamations.

6. Pour remplir les conditions fixées par les points 3, 4 et 5 du présent article, le Gouvernement russe s'engage à donner au Gouvernement d'Esthonie tous les renseignements nécessaires et à collaborer entièrement avec lui dans la recherche des biens, objets, archives, documents, etc., à restituer. La solution des questions qui seront soulevées à ce sujet est confiée à la Commission mixte spéciale qui comprendra un nombre égal de membres de deux Parties contractantes.

Article 12.

Notwithstanding the agreements concluded in Article 11 :

(1) Russia grants to Esthonia fifteen millions of gold roubles, of which eight millions shall be payable within one month, and the remaining seven millions within two months, from the date of the ratification of the Peace Treaty.

(2) Esthonia shall bear no part in the responsibility for the debts or any other obligations of Russia, and particularly for those arising from the issue of paper currency, Treasury bonds, debentures, foreign or internal loans, the guaranteeing of loans issued by various concerns or enterprises, etc. ; all claims of the creditors of Russia for debts relating to Esthonia shall be brought against Russia exclusively.

(3) As regards the redemption of Russian State bonds, guaranteed by the State and now in circulation in Esthonian territory, and that of other securities issued by companies or concerns whose enterprises have been nationalised by the Russian Government, and also as regards the satisfaction of the claims of Esthonian subjects against the Russian Treasury, Russia shall be obliged to grant to Esthonia and Esthonian citizens all exemptions from taxation, rights and privileges which she has directly or indirectly offered, or may offer, to any foreign State or to the subjects, companies or enterprises of such State.

Note. Claims of Esthonian subjects against local branch banks in Esthonia which were nationalised by the decree of the Central Executive Committee (December 14, 1917) for the Nationalisation of Banks shall, if they were advanced before the promulgation of this decree, have the same titles to consideration as claims against the Russian Treasury, so far as they cannot be met out of the property remaining in possession of such branches.

(4) The Russian Government shall restore to the Esthonian Government all property of the University of Tartu, and of other educational institutions, which is, or was, situated in Esthonian territory and has been removed to Russia. Such property shall include libraries, records, documents and, in general, all other objects having a scientific or historical interest for Esthonia. Such restitution shall only be made so far as the whereabouts of the property is known to the Government or public institutions of Russia, or shall be revealed to them.

(5) The Russian Government shall restore to the Esthonian Government, which shall deliver them to their owners, all objects of value, except gold and precious stones, negotiable securities and credit vouchers such as mortgages, bills of exchange, etc., removed from Esthonian territory by financial, educational and other organisations of the Government or by local authorities or individuals, if the present whereabouts of such personal property be indicated by the Esthonian authorities. If such indications be not furnished, or if the property in question be not discovered in the places indicated, the Russian Government shall, in accordance with § 3 of this Article, be prepared to recognise as holders of the negotiable and other securities persons producing sufficient evidence that the relative documents were removed during the war. A special joint Commission shall be formed to consider such claims.

(6) In fulfilment of the conditions laid down in §§ 3, 4 and 5 of this Article, the Russian Government undertakes to supply the Esthonian Government with all necessary information, and fully to co-operate with it in the search for the goods, objects, records, documents, etc., to be restored. The decision of any questions raised in relation to this matter shall be entrusted to the Special Joint Commission, which shall consist of an equal number of members of the two contracting Parties.

Article 13.

La Russie déclare que les exonérations, droits et privilèges accordés à l'Esthonie et à ses citoyens par le présent traité ne peuvent dans aucun cas ni sous aucune condition servir de précédent au moment de la conclusion de traités de paix entre la Russie et les autres Etats sortis de l'ancien Empire russe; d'autre part, si, lors de la conclusion de ces traités, elle accordait à l'un quelconque de ces nouveaux Etats ou à ses citoyens des exonérations, droits ou privilèges particuliers, ceux-ci, immédiatement et sans convention spéciale, s'étendraient dans toute leur plénitude à l'Esthonie et à ses citoyens.

Article 14.

La solution des questions de droit public ou privé qui s'élèveraient entre les citoyens des Parties contractantes, de même que le règlement de quelques questions spéciales entre les deux gouvernements ou entre l'un des gouvernements contractants et les citoyens de l'autre sera fournie par des Commissions mixtes spéciales, qui seront créées immédiatement après la ratification du présent traité. La composition, les droits et les obligations de ces Commissions seront déterminées par une « instruction » qui sera confirmée pour chaque Commission par un accord entre les deux Parties contractantes.

Rentrent, entre autres, dans les attributions de ces Commissions :

1. L'élaboration d'un traité de commerce, ainsi que l'étude de toutes les questions ayant un caractère économique ;
2. La solution des questions relatives à la répartition des archives des organes de l'ancien pouvoir central, des dépôts des organismes administratifs et judiciaires, ainsi que des actes de l'état-civil et à l'expédition des affaires courantes des dits organes administratifs ou judiciaires ;
3. La solution des questions relatives au paiement des biens en Russie des citoyens esthoniens, de ceux des citoyens russes en Esthonie, ainsi que des autres questions ayant trait à la défense des intérêts des citoyens d'un des deux pays dans l'autre pays Partie au traité ;
4. La solution des questions concernant les propriétés des associations rurales ou autres qui ont été sectionnées par les nouvelles frontières.

Article 15.

Les relations diplomatiques et consulaires entre l'Esthonie et la Russie seront établies dans le délai fixé par un accord subséquent.

Article 16.

Les relations économiques entre l'Esthonie et la Russie seront réglées conformément aux dispositions contenues dans l'annexe au présent article.

Annexe 1 à l'article 16.

1. Les Parties contractantes sont d'accord sur ce point que la conclusion de la paix met fin à l'état de guerre entre elles, même sur le terrain économique et financier.

Article 13.

Russia declares that the exemptions, rights and privileges granted to Esthonia and to her citizens by the present Treaty shall in no case, and under no circumstances, constitute a precedent when Peace Treaties are concluded between Russia and the other States formed from the late Russian Empire ; if, however, in concluding such treaties, Russia grants to any one of these new States or to its subjects any exemptions, rights or private privileges, these shall be fully extended immediately and without special agreement to Esthonia and her subjects.

Article 14.

The decision of any questions of public or private law which may arise between citizens of the contracting Parties, and the settlement of certain special questions between the two Governments, or between one of the contracting Governments and the citizens of the other, shall be carried out by special Joint Commissions which shall be formed immediately upon the ratification of the present Treaty. The composition, rights and duties of these Commissions shall be fixed by "instructions" which shall be confirmed in the case of each Commission by an Agreement between the two contracting Parties.

The duties of these Commissions shall include, among others :

(1) The drawing-up of a commercial Treaty and the consideration of all questions of an economic nature ;

(2) The settlement of questions relating to the division of the records of the organisations of the former central power, of the archives of the administrative and judicial bodies of the civil records, and of the registers and documents relating to current business of such administrative or judicial bodies ;

(3) The settlement of questions relating to the payment for property in Russia belonging to Esthonian subjects, and for property in Esthonia belonging to Russian subjects, and of other questions regarding the protection of the interests of citizens of one Party to the Treaty in the country of the other Party ;

(4) The settlement of questions concerning property of rural or other associations which has been divided by the new frontiers.

Article 15.

Diplomatic and consular relations between Esthonia and Russia shall be established within a period to be fixed by a subsequent agreement.

Article 16.

Economic relations between Esthonia and Russia shall be settled in accordance with the provisions of the Annex to this Article.

Annex 1 to Article 16.

(1) The contracting Parties agree that the conclusion of Peace shall also put an end to the state of war between them in the financial and economic field.

2. Les Parties contractantes sont d'accord pour engager aussitôt que possible, après la ratification du présent traité de paix, les pourparlers relatifs à la conclusion d'un traité de commerce, à la base duquel doivent être placés les principes suivants :

- a) Appliquer les conditions de la nation la plus favorisée sur leur territoire aux citoyens, entreprises et sociétés commerciales, industrielles ou financières, aux navires et à leur cargaison, aux produits du sol et à ceux de l'industrie rurale de l'autre Partie contractante, et de même à l'exportation et à l'importation des marchandises d'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie.
- b) Les marchandises traversant le territoire d'une des Parties contractantes ne doivent être frappées d'aucun droit d'entrée, ni payer aucune taxe de transit.
- c) Les tarifs de transport des marchandises en transit ne doivent pas être plus élevés que ceux du transport des autres catégories de marchandises à destination du pays.

Remarque. — Jusqu'à la conclusion du traité de commerce, les relations commerciales de l'Esthonie et de la Russie seront réglées selon ces principes.

3. Dans les bassins francs à ouvrir dans le port de Tallinn (Reval) et dans d'autres ports d'Esthonie, des emplacements sont réservés à la Russie pour le transbordement et l'emmagasinage des marchandises de ou pour la Russie, et les dimensions de ces emplacements se mesurent suivant la grandeur du port et l'importance du mouvement du commerce russe ; de plus, les taxes perçues pour ces emplacements ne doivent pas être supérieures aux droits de transit perçus des nationaux esthoniens.

4. Les Parties contractantes n'émettront aucune prétention à jouir des privilèges qu'accorderait l'une des Parties à un troisième Etat par une union douanière ou autre.

5. Les biens mobiliers laissés après décès sur le territoire de l'une des Parties contractantes par des citoyens de l'autre Partie doivent être remis en leur entier au représentant consulaire ou à un autre correspondant de l'Etat auquel ressortissait le défunt pour que leur retour en Esthonie s'effectue conformément à la loi personnelle du défunt.

Annexe 2 à l'article 16.

1. La dérivation artificielle des eaux des lacs Peipsi et Pihkva entraînant un abaissement de plus d'un pied du niveau moyen des eaux de ces lacs, ainsi que les mesures en vue d'élever ce niveau, ne peuvent avoir lieu qu'après convention spéciale entre l'Esthonie et la Russie.

2. Une convention spéciale relative à la pêche sur les lacs Peipsi et Pihkva, laquelle ne pourra être pratiquée que par des procédés non susceptibles d'épuiser les richesses ichtyologiques de ces lacs, et relative aussi à la navigation marchande sur les dits lacs, sera conclue entre les deux Parties contractantes.

Annexe 3 à l'article 16.

1. L'Esthonie consent à accorder à la Russie le privilège de recevoir l'énergie électrique produite par les chutes de la Narova ; l'indemnité à verser à l'Esthonie en échange de ce privilège, ainsi que les autres conditions, seront déterminées par une convention spéciale.

2. La Russie consent à accorder à l'Esthonie le privilège d'une concession pour la construction et l'exploitation d'une ligne de chemin de fer, la plus directe possible, à voie normale (simple ou double), reliant Moscou à l'un des points de la frontière russo-esthonienne, avec droit de rachat à terme de cette concession ; la durée de la concession, le délai de rachat et toutes les autres conditions de la concession seront arrêtés par une Commission spéciale.

(2) The contracting Parties agree to enter, as soon as possible after the ratification of the present Peace Treaty, into negotiations for the conclusion of a commercial Treaty, to be based upon the following principles :

- (a) The "most-favoured nation" treatment shall be granted, in the territory of each Party, to the citizens, to commercial, industrial, or financial enterprises and companies, to ships and their cargoes, to the products of agricultural and rural industry of the other contracting Party, and, further, to the export and import of the goods of one of the contracting Parties from or into the territory of the other Party.
- (b) Goods passing through the territory of one of the contracting Parties shall not be subject to any import duty and shall not pay any transit tax.
- (c) The freight charges on goods in transit shall not be higher than those on other classes of goods consigned to the country.

Note. Until the conclusion of the commercial Treaty, the commercial relations between Esthonia and Russia shall be governed by these principles.

(3) In the free docks at the port of Tallinn (Reval) and other Esthonian ports, sites shall be reserved to Russia for the transshipment and warehousing of goods consigned to or from Russia, and the dimensions of these sites shall be in proportion to the size of the port and the volume of Russian commercial traffic ; further, the taxes imposed in respect of these sites shall not exceed the transit duties imposed on Esthonian nationals.

(4) The contracting Parties shall advance no claim to the enjoyment of privileges granted by either of them to a third State by virtue of a Customs or other union.

(5) The personal property left after decease in the territory of one of the contracting Parties by subjects of the other Party shall be handed over in its entirety to the consular representative or other delegate of the State to which the deceased belonged, in order that its return to Esthonia may be carried out in conformity with the laws to which the deceased was subject.

Annex 2 to Article 16.

(1) The artificial drawing-off of the waters of Lakes Peipus and Pskov, to an extent involving the lowering by more than a foot of the mean level of the waters of these lakes, and the measures proposed for raising that level, shall only be carried out in accordance with a special Convention between Esthonia and Russia.

(2) A special Convention shall be concluded between the two contracting Parties with reference to the fisheries of Lakes Peipus and Pskov, which are only to be carried on by methods which will not exhaust the supply of fish in these lakes ; and also with reference to mercantile traffic on the lakes.

Annex 3 to Article 16.

(1) Esthonia agrees to grant to Russia the privilege of using the electrical power produced by the falls of the Narova ; the compensation to be paid to Esthonia for this privilege shall be determined, together with the other conditions, by a special Convention.

(2) Russia agrees to grant to Esthonia the privilege of a concession for the construction and working of a normal-gauge railway-line (single or double), to run as directly as possible between Moscow and some point on the Russo-Esthonian frontier, with the right of purchase at the expiry of the concession ; the duration of the concession, the period of purchase and all other conditions regarding the concession to be decided by a special Commission.

3. La Russie consent à accorder à l'Esthonie le privilège de l'exploitation de forêts, d'une superficie d'un million de déciatines, dans les Gouvernements de Pétrograd, de Pskov, de Tver, de Novgorod, d'Olonets, de Vologda et d'Arkangelsk ; les conditions de cette concession seront arrêtées par une Commission spéciale.

Article 17.

Les deux Parties contractantes s'engagent réciproquement à prendre les mesures en leur pouvoir pour assurer la sécurité des navires de commerce dans leurs eaux territoriales en recrutant le nombre de pilotes nécessaires pour la conduite de ces navires, en faisant poser des feux et des signaux et en prenant des dispositions spéciales pour enclore les champs de mines jusqu'au moment où la mer en sera complètement déblayée.

Les deux Parties se déclarent d'accord pour participer au déblaiement de la mer Baltique des champs de mines, et à ce sujet une convention spéciale doit être passée entre elles ; au cas où cette convention ne s'établirait pas, la participation de chacune des Parties au nettoyage de la mer serait délimitée par un tribunal arbitral.

Article 18.

Les droits accordés par le présent traité et ses annexes aux citoyens esthoniens s'étendent aux institutions du « self-government » local, des villes, des associations ainsi qu'aux établissements d'assistance, aux églises, aux institutions ecclésiastiques ou d'enseignement et à toutes les personnes juridiques.

Article 19.

Les textes russe et esthonien du présent traité sont également authentiques.

Article 20.

Le présent traité sera soumis à la ratification des Parties. L'échange des ratifications aura lieu à Moscou dans le plus bref délai possible.

Le traité aura force légale dès qu'il aura été ratifié.

Partout, où dans le présent traité, le moment de la ratification est mentionné comme date de son entrée en vigueur, il faut comprendre par là le moment où les deux Parties contractantes s'informeront mutuellement de sa ratification.

En foi de ceci les envoyés plénipotentiaires des deux Parties ont signé de leur propre main le présent traité de paix et l'ont revêtu de leur cachet.

L'original en double exemplaire a été établi et signé dans la ville de Tartu, le deuxième jour de février de l'an mil neuf cent vingt.

(Signé) J. POSKA.

(Signé) A. JOFFE.

(Signé) ANT. PIIP.

(Signé) I. GOUKOVSKI.

(Signé) M. PUUMAN.

(Signé) JUL. SELJAMAA.

(Signé) Général-major J. SOOTS.

(3) Russia agrees to grant to Esthonia the privilege of exploiting an area of one million desiatins of forest in the governments of Petrograd, Pskov, Tver, Novgorod, Olonetz, Vologda and Archangel ; the conditions of the concession to be decided by a special Commission.

Article 17.

The two contracting Parties mutually agree to take all steps in their power to ensure the safety of commercial vessels in their territorial waters by engaging the number of pilots necessary for the navigation of such vessels, by establishing lights and buoys, and by making special arrangements to enclose the mine-fields until the sea is completely cleared of them.

Both Parties agree to take part in the sweeping of the mine-fields in the Baltic Sea, and a special Convention shall be concluded between them on this subject. If such Convention be not concluded, the share of each Party in the clearing of the sea shall be defined by an arbitration court.

Article 18.

The rights granted to Esthonian citizens by the present Treaty and its Annexes shall extend to institutions of " local self-government ", towns and associations, and to relief organisations, churches, ecclesiastical and educational institutions, and all legal entities.

Article 19.

The Russian and Esthonian texts of the present Treaty shall both be authentic.

Article 20.

The present Treaty shall be ratified by the Parties. The exchange of ratifications shall take place at Moscow at the earliest possible date.

The Treaty shall come into force immediately upon ratification.

Wherever the date of ratification is mentioned in the present Treaty as the date of its coming into force, this date shall be understood as meaning that on which the two contracting Parties shall inform each other of the ratification.

In faith whereof the Envoys Plenipotentiary of both Parties have signed the present Peace Treaty with their own hands and have sealed it with their seals.

The original has been done and signed in duplicate in the city of Tartu this second day of February of the year nineteen hundred and twenty.

(Signed) J. POSKA.

(Signed) A. JOFFE.

(Signed) ANT. PIIP.

(Signed) I. GOUKOVSKI.

(Signed) M. PUUMAN.

(Signed) JUL. SELJAMAA.

(Signed) J. SOOTS, Major-General.

N° 290.

**ESTHONIE ET REPUBLIQUE
DES SOVIETS DE RUSSIE**

Convention postale provisoire, signée
à Moscou le 2 décembre 1920, à
Reval le 25 janvier 1921.

**ESTHONIA
AND SOVIET REPUBLIC
OF RUSSIA**

Provisional Postal Convention, signed
at Moscow, December 2, 1920, at
Reval, January 25, 1921.

TEXTE ESTHONIEN. — ESTHONIAN TEXT.

No. 290. — AJUTINE KOKKULEPE EESTI DEMOKRAATLISE WABARIIGI JA WENEMAA SOTSIALISTLIKU FÖDERATIIVSE NÕUKOGUDE WABARIIGI WAHEL MÕLEMATE MAADE WAHELISE POSTIÜHENDUSE ÜLE¹.

*Textes officiels esthonien et russe communiqués par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie.
L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 juillet 1922.*

Artikkel 1.

Eesti ja Wenemaa wahel toimetatakse kirjaposti liht- ja tähtsaadetiste perioodilist ning korralikku wahetamist.

Artikkel 2.

Seda wahetamist toimetatakse otsekohe üle lepinguosaliste maade piiride.

Artikkel 3.

Kumbki postiwaliitsus peab hoolt kandma postiwewo eest omal kulul kunni kokkulepitud piiripunktini oma territooriumil ehk, wastawal korral, kunni selle wahetuskohani, mis lepinguosaliste maade postiwaliitsuste wastastikusel kokkuleppel ära määratakse.

Artikkel 4.

Postiwewu wastastikuste piiriäärsete wahetuskohtade wahel toimetatakse: kas *a*) posti saatwa postiwaliitsuse hoolet ja kulul ühte otsa, ehk *b*) lepinguosaliste maade postiwaliitsusle kokkuleppel mõlemasse otsa ühe postiwaliitsuse poolt, missugusel korral weokulud mõlemate poolte peale ühetasaselt langewad.

Artikkel 5.

Postiwewu merd kaudu toimetatakse posti saatwa postiwaliitsuse hoolet ja kulul ehk lepinguosaliste maade wastastikusel kokkuleppel mõlemasse otsa ühe waliitsuse poolt, kusjuures wiimisel juhtumisel weokulud mõlema poole peale ühesuurustes osades langewad.

Artikkel 6.

Kirjaposti liht- ja tähtsaadetiste (kirjad, postkaardid, trükitööd, äripaberid, kaubaproowid) wahetamist toimetatakse kõiges, mis käesolewas kokkuleppes ettenähtud ei ole, makswa Üleilm-

¹ Ratifiée par l'Esthonie le 19 mars 1921.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 290. — ВРЕМЕННОЕ СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И ЭСТОНСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ, О ПОЧТОВЫХ СНОШЕНИЯХ МЕЖДУ ОБОИМИ СТРАНАМИ. ПОДПИСАНО В МОСКВЕ, 2-го¹ ДЕКАБРЯ 1920, И В РЕВЕЛЕ 25-го ЯНВАРЯ 1921.

Official Esthonian and Russian texts communicated by the Esthonian Minister for Foreign Affairs. The Registration of this Convention took place July 12, 1922.

Статья 1.

Между Россией и Эстонией будет производиться периодический обмен и правильный обмен простой и заказной письменной корреспонденции.

Статья 2.

Обмен этот будет производиться непосредственно через границы договаривающихся стран.

Статья 3.

Каждое Почтовое Управление должно озаботиться перевозкой почты за свой счет до обусловленного пункта границы своей территории или, в подлежащем случае, до того места обмена, которое будет определено по взаимному соглашению Почтовых Управлений договаривающихся Стран.

Статья 4.

Перевозка почт между противоположными пограничными почтовыми местами обмена производится : или *a)* в одну сторону заботами и за счет Почтового Управления, отправляющего корреспонденцию, или *b)* по соглашению Почтовых Управлений договаривающихся Стран, в обе стороны одним из них, причем в таком случае расходы по перевозке падают поровну на обе стороны.

Статья 5.

Перевозка морем будет производиться заботами и за счет Почтового Управления отправляющего корреспонденцию или же, по обоюдному соглашению Почтовых Управлений договаривающихся Стран, одним из этих Управлений в оба конца, причем в этом последнем случае расходы по перевозке падают на обе стороны в равных долях.

Статья 6.

Обмен простой и заказной письменной корреспонденции (закрытые и открытые письма, печатные произведения, деловые бумаги, образчики товаров) будет производиться во всем, что не предусмот-

¹ Ratified by Esthonia March 19, 1921.

lise Postiliidu peakonventsiooni määruste ja selle konventsiooni täitmise juhatuskirja põhjal, mis ülemaltähendatud postisaadetiste wahetusesse puutuwad, kusjuures igasuguse muu postisaadetiste liigi wahetuse sisseseadmiseks eriti lepingud tulewad teha.

Artikkel 7.

Kirjaposti saadetised (kirjad, postkaardid ning ristpaelad trükitöödega, äripaberitega ja kauba-proowidega), mis sihtkohtadesse saadetakse, peawad posti peakonventsioonis äramääratud takside järgi postmarkidega makstud olema, kusjuures postiwalitsused takside ekwiwalendid lepinguosaliste maade rahas üksteisele teatawad.

Artikkel 8.

Postiteenistusse puutuwad ja posti keskwalitsuste ning üksikute postiasutuste wahel wahtatawad kirjaposti saadetised wabastatakse postimaksudest.

Artikkel 9.

Tähtsaadetiste kaotamine korral langeb wastutus kadumises süüdi olewa postiwalitsuse peale, määruste järgi, mis rahwuswahelise kirjapostisaadetiste kohta ette on nähtud, ja nimelt 50 frangi suuruses iga tähtsaadetise eest (Rooma Posti konventsiooni art. 8 p. 1.). Tähtsaadetiste wigastuse või nende sisu puudumise korral lepinguosaliste maade postiwalitsused wastutust enese peale ei wõta, samuti ka mitte kaotamine eest, mis wääramata wõimu (*force majeure*) mõjul on sündinud. Sel korral, kui kahjutasu makstakse ühe walitsuse poolt teise arwel kes kaotamine wastutawaks on tunnistatud, on wiimane kohustatud kolme kuu jooksul peale teate kättesaamist wäljamaksu üle wastawat summat ära tasuma. Kunni postiga rahasaatmise sisseadmiseni toimetatakse selle maksu tasumist lepinguosaliste maade diplomaadiliste ehk konsulaar-esituste või teiste wolinikkude kaudu. Kui kahjutasu maksmine mingisuguseid kulusid sünnitab, siis langewad need alati kahjutasu maksja postiwalitsuse peale.

Artikkel 10.

Kirjaposti saadetiste läkitamine ning postide wahetamine sünnib dokumentide juures, mis rahwuswahelistes postimäärustes selle kohta on ette nähtud.

Artikkel 11.

Saadetiste tagaotsimise, järelepärimise j. n. e. kohta käiwat kirjawahetust peetakse nende asutustega, kes otsekohest saadetiste ja kottide wahetamist toimetawad.

Artikkel 12.

Kotid, milles saadetisi läkitatakse, peawad wastupidawad olema ja tulewad wiibimata lähtemaale tagafi saata.

рено настоящим условием, на основании постановлений действующей главной конвенции и наказа к нему Всемирного Почтового Союза, касающихся обмена вышеупомянутой корреспонденции, причем установление обмена всякого другого рода корреспонденции составляет предмет особых договоров.

Статья 7.

Письменная корреспонденция (письма, почтовые карточки и бандероли с печатными произведениями, деловыми бумагами и образчиками товаров), отправляемая в места назначения, должна быть оплачиваема почтовыми марками по установленной главной почтовой конвенцией таксе, причем эквиваленты такс в монете договаривающихся стран обоюдно сообщаются Почтовыми Управлениями.

Статья 8.

Письменная корреспонденция, относящаяся до почтовой службы и обмениваемая между центральными Почтовыми Управлениями и отдельными Почтовыми Учреждениями, освобождается от уплаты почтовых сборов.

Статья 9.

Ответственность за утрату или потерю заказной корреспонденции падает на виновное в том Почтовое Управление по правилам, предусмотренным для международной корреспонденции, а именно, в сумме 50 франков за каждое заказное отправление (гл. 8 ст. 1 Римской Почтовой Конвенции), Почтовые Управления договаривающихся Стран не принимают на себя ответственности за недостачу вложения и повреждения заказных отправлений, а также за утрату происшедшую от действия непреодолимой силы (*force majeure*). — В случае, когда вознаграждение уплачивается одним Управлением за счет другого, признанного ответственным за утрату, это последнее обязано возместить соответствующую сумму в течение трех месяцев после получения уведомления о платеже. До установления обмена денег почтою, платеж этот производится через дипломатические или консульские представительства или других уполномоченных договаривающихся стран. Когда уплата вознаграждения влечет за собой какие-либо расходы, они падают всегда на Управление, производящее уплату.

Статья 10.

Корреспонденция отправляется и почты обмениваются при документах, предусмотренных на сей предмет международными почтовыми правилами.

Статья 11.

Переписка относительно розыскания корреспонденции, наведения справок и т. д. производится с учреждениями, производящими непосредственный обмен корреспонденции и мешков.

Статья 12.

Мешки, в которых пересылается корреспонденция, должны быть прочны и немедленно возвращаемы в страну отправления.

Artikkel 13.

Käesolew kokkulepe on kohuslik kunni kolme kuu möödaminemiseni sellest kuupäewast arwates, millal üks lepinguosalistest maadest teisele omast soowist koktulepet lõpetada teatab.

Kokkulepe kinnitatakse diplomaadiliste deklaratsioonide wahetamise teel, missugustele Wenemaa poolt välisasjade rahwakommissar ja Eesti poolt välisminister alla kirjutawad.

Käesolew koktulepe on kokku seatud kahes eksemplaaris, kummagi lepinguosalise poole jaoks üks eksemplaar, ja allakirjutatud Moskwas 2. detsembril 1920 aastal ja Tallinnas 25. jaanuaril 1921 a.

Eesti Wabariigi walitsuse wolitusel

(Pitsat) JOH. KUKK (allkiri).
Teedeminister.

W. S. F. N. W. Posti- ja telegraafi rahwakommissaari asetäitja
(Pitsat) A. LJUBOWITSH (allkiri).

Tõlge õige :

Posti-telegraafi inspektor E. LAABAN (allkiri)
Teedeministeriumi sekretäär A. OJA (allkiri).

Статья 13.

Настоящее условие будет обязательно до истечения трех месяцев с того числа, когда одна из договаривающихся Стран заявит другой о своем желании прекратить его.

Оно будет утверждено посредством обмена Дипломатических Деклараций, имеющих быть подписанными со стороны России Народным Комиссаром Иностранных Дел и со стороны Эстонии — Министром Иностранных Дел.

Настоящее Соглашение составлено в двух экземплярах, по одному для каждой из договаривающихся Сторон и подписано в Москве 2 декабря 1920 года и в Ревеле 25 января 1921 г.

(L. S.) Заместитель Народного Комиссара Почт и Телеграфов Р. С. Ф. С. Р.

(подпись) А. ЛЮБОВИЧ.

(L. S.) По уполномочию Правительства Эстонской Республики

(подпись) Юг. КУКК.

Министр Путей Сообщений.

¹ TRADUCTION.

No. 290. — CONVENTION POSTALE PROVISOIRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE, SIGNÉE A MOSCOU LE 2 DÉCEMBRE 1920, A REVAL LE 25 JANVIER 1921.

Article 1.

L'échange des correspondances postales, ordinaire et recommandée, s'effectuera périodiquement et régulièrement entre la Russie et l'Esthonie.

Article 2.

Cet échange s'effectuera directement à travers les frontières des deux Parties contractantes.

Article 3.

Chacune des deux administrations postales devra assurer par ses propres moyens le transport de la correspondance jusqu'au point désigné de la partie de son territoire ou, le cas échéant, jusqu'à un point d'échange qui sera fixé d'un commun accord par les directions des postes des deux Etats contractants.

Article 4.

Le transport de la correspondance entre les deux bureaux postaux d'échange situés de part et d'autre de la frontière s'effectuera comme suit :

soit *a*) dans chaque sens, par les soins et au compte de l'administration postale qui expédie les correspondances ;

soit *b*) en vertu d'un accord entre les administrations postales des deux Etats contractants, dans les deux sens par les soins de l'une des administrations, auquel cas les dépenses afférentes au transport de part et d'autre de la frontière seront partagées entre les deux pays.

Article 5.

Le transport par mer s'effectuera, soit par les soins et au compte de l'administration postale qui expédie la correspondance, soit en vertu d'un accord réciproque entre les administrations postales des deux Etats contractants, dans les deux sens par les soins d'une seule administration, auquel cas les frais de transport seront partagés également entre les deux pays.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

TRANSLATION.

No. 290. — PROVISIONAL POSTAL CONVENTION BETWEEN THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC AND THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF ESTHONIA, SIGNED AT MOSCOW DECEMBER 2, 1920, AND AT REVAL JANUARY 25, 1921.

Article 1.

The exchange of postal mails, both ordinary and registered, shall take place periodically and regularly between Russia and Esthonia.

Article 2.

Such exchange shall take place directly via the frontiers of the two Contracting Parties.

Article 3.

Each of the two postal services shall at its own expense transport the mails to a fixed point on its frontier, or, if necessary, to such place of exchange as shall be fixed by mutual agreement between the Postal Directorates of the two Contracting States.

Article 4.

The transport of mails from a postal exchange-office on one side of the frontier to a corresponding exchange-office on the other shall be effected as follows :

either (a) in both directions by and at the expense of the despatching postal service,

or (b) under an agreement between the Postal Services of the two Contracting States, in both directions by one of the Services, in which case the two countries shall share the cost of transport from one side of the frontier to the other.

Article 5.

Mails despatched by sea shall be carried either by and at the expense of the despatching postal service, or, under a reciprocal agreement between the postal services of the two Contracting States, in both directions by one postal service, in which case the cost of transport shall be borne equally by the two countries.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 6.

L'échange des correspondances ordinaire et recommandée (lettres ouvertes et fermées, imprimés, papiers d'affaires, échantillons commerciaux) s'effectuera dans tous les cas non prévus par le présent Accord, sur la base des dispositions de la Convention principale en vigueur et du règlement d'exécution de cette Convention, de l'Union postale universelle, régissant l'échange des correspondances mentionnées ci-dessus; de plus, les conditions d'échange de toute autre sorte de correspondance feront l'objet d'accords particuliers.

Article 7.

Le port de la correspondance par lettres (lettres, cartes postales et imprimés, papiers d'affaires ou échantillons sous bande) expédiée à l'adresse indiquée, devra être acquitté en timbres-poste d'après le tarif établi par la Convention postale principale; de plus, les deux administrations postales se feront parvenir l'une à l'autre l'équivalent des tarifs en monnaie des deux pays contractants.

Article 8.

La correspondance par lettres, relative au service postal et échangée entre les directions centrales des postes et les divers établissements postaux, sera exempte des taxes postales.

Article 9.

La responsabilité, pour la correspondance recommandée égarée ou perdue, sera, en principe, mise à la charge de l'administration postale, désignée pour la correspondance internationale, et jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque envoi recommandé (titre 8, § 1 de la Convention postale de Rome). Les administrations postales des deux Etats contractants n'acceptent aucune responsabilité pour emballage insuffisant des envois recommandés ou avaries à eux survenues, ni pour perte desdits envois en cas de force majeure. Lorsque l'indemnité sera versée par l'une des administrations pour le compte de l'autre, cette dernière s'étant reconnue responsable de la perte, le montant de cette indemnité devra être remboursé dans les trois mois qui suivront la réception de l'avis de paiement. En attendant l'institution d'un règlement pour les échanges d'argent par la poste, ce remboursement s'effectuera par les soins des agents diplomatiques ou consulaires du gouvernement ou par l'entremise de tous autres plénipotentiaires des Etats contractants.

Quand le remboursement de l'indemnité entraînera des frais quelconques, ces frais tomberont toujours à la charge de l'administration postale qui aura effectué le remboursement.

Article 10.

La correspondance sera expédiée et les envois postaux seront échangés à l'aide des pièces prévues à cet effet par les règlements postaux internationaux.

Article 11.

La correspondance relative aux enquêtes judiciaires, demandes de renseignements, etc., devra s'échanger avec les bureaux qui auront effectué l'échange direct de la correspondance et des sacs postaux.

Article 6.

In all cases not provided for in the present agreement, the exchange of ordinary and registered mails (sealed and open letters, printed matter, business circulars, trade samples) shall be carried out on the basis of the provisions of the existing Principal Convention of the Universal Postal Union and the executive regulations contained therein governing the exchange of such correspondence; the conditions for the exchange of all other kinds of correspondence shall be laid down in special Conventions.

Article 7.

The postal charges for letters (letters, postcards, and printed matter, business circulars, samples in wrappers) forwarded to the address given must be paid by means of postage stamps in accordance with the scale laid down by the Principal Postal Convention, and the two postal services shall pay each other the equivalent of the rates charged in the currency of the two Contracting Countries.

Article 8.

Correspondence by letter concerning the postal service exchanged between the Central Postal Directorates and the various postal establishments shall be exempt from postal charges.

Article 9.

In case registered mail is completely lost or goes astray, the Postal Service responsible for the loss shall, in accordance with the regulations laid down for international correspondence, be held liable, such liability being fixed at 50 francs per registered packet (Section 8, paragraph 1 of the Rome Postal Convention). The Postal Services of the two Contracting States assume no liability for faulty enclosures and deterioration of registered articles which have been despatched, or for loss occasioned by *force majeure*. When compensation is paid by one postal service on behalf of the other — the latter having admitted its responsibility for the loss — the amount of such compensation shall be repaid within three months from the receipt of notice of payment. Pending the establishment of regulations for the exchange of money by post, payment shall be made through diplomatic or consular representatives or through any other agent of the Contracting States. Expenditure incurred in respect of such compensation shall in all cases be borne by the postal service which has paid the compensation.

Article 10.

The despatch of correspondence and the exchange of mails shall be carried out by means of the special forms provided for by the International Postal Regulations.

Article 11.

Correspondence relative to information concerning letters, enquiries, etc., shall be transmitted to those offices which carry out the direct exchange of mails and mail-bags.

Article 12.

Les sacs renfermant la correspondance devront être solides ; ils seront retournés sans délai dans le pays expéditeur.

Article 13.

La présente Convention restera en vigueur pour une période de trois mois à partir de la date à laquelle l'une des Parties contractantes avisera l'autre partie de son désir d'abroger la Convention.

Cette décision sera confirmée par un échange de déclarations diplomatiques qui devront être signées, pour la Russie, par le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, et pour l'Esthonie, par le Ministre des Affaires étrangères.

Le présent texte, établi en deux exemplaires, dont un pour chacun des Etats contractants, a été signé à Moscou le 2 décembre 1920 et à Reval le 25 janvier 1921.

(Signé) LYUBOVITCH,

*représentant le Commissaire du Peuple aux Postes et Télégraphes
de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie.*

(Signé) J. KYKK,

*Ministre des Transports, plénipotentiaire du Gouvernement de
la République esthonienne.*

Article 12.

The mail-bags used for carrying correspondence must be strongly made ; they must be returned without delay to the country from which they have been despatched.

Article 13.

The present Convention shall remain in force for a period of three months after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified to the other Party its desire to abrogate the Convention.

Such decision shall be confirmed by an exchange of diplomatic declarations which shall be signed for Russia by the People's Commissary for Foreign Affairs and for Esthonia by the Minister for Foreign Affairs.

The present text has been drawn up in duplicate, one copy for each of the Contracting States, and was signed at Moscow on December 2nd, 1920, and at Reval on January 25th, 1921.

(Signed) LYUBOVITCH,

*for the People's Commissary for Posts and Telegraphs
of the Russian Socialist Federal Soviet Republic.*

(Signed) J. KYKK,

*Minister of Transport, Plenipotentiary of the Government of the
Esthonian Republic.*

N° 291.

ESTHONIE ET LETTONIE

Convention Consulaire, signée à
Riga le 12 juillet 1921.

ESTHONIA AND LATVIA

Consular Convention, signed at Riga,
July 12, 1921.

No. 291. — CONVENTION CONSULAIRE¹ ENTRE L'ESTHONIE ET LA LETTONIE, SIGNÉE A RIGA LE 12 JUILLET 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 juillet 1922.

La RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, M. Antoine PIIP, d'une part, et la RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, représentée par le Président du Conseil, M. Siegfried MEIEROVICS, d'autre part, étant tombées d'accord de conclure une convention consulaire, ont convenu des dispositions suivantes :

A. *Conditions et droits des consuls.*

1. Sont considérés comme consuls ou fonctionnaires consulaires, au sens de cette Convention, tous les fonctionnaires du service consulaire qui sont appelés à remplir les fonctions définies par les règlements consulaires des Etats respectifs, c'est-à-dire les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires.

Les Etats contractants peuvent déléguer pour l'accomplissement des fonctions consulaires aussi bien des consuls de carrière (*consules missi*), que des consuls honoraires (*consules electi*). A ces derniers, les stipulations de cette Convention ne s'appliquent que dans la mesure où le règlement consulaire de l'Etat mandant les autorise à exercer les droits et à remplir les fonctions énumérées dans les articles subséquents.

Chacune des Parties contractantes peut placer des consuls dans tous les ports, villes et places de l'autre partie, à l'exception des lieux où il ne paraîtrait pas désirable de recevoir ces fonctionnaires. Cette réserve ne devra cependant être appliquée à aucune des Parties contractantes sans l'être également à toute autre Puissance.

2. Les consuls sont considérés, après remise de l'exequatur par l'Etat où ils sont accrédités, comme des délégués officiels de leur gouvernement, mais à moins d'être investis de fonctions diplomatiques par mandat spécial, ils n'ont pas le caractère de représentants *ex officio* de l'Etat souverain.

3. Les consuls sont assurés de trouver dans l'exercice de leurs fonctions ou dans l'accomplissement de leurs missions officielles, le plus large concours et l'appui le plus bienveillant auprès du pays de leur résidence, à condition que ce concours et cet appui soient compatibles avec la législation générale.

De même ils ont droit, en ce qui regarde leur condition et l'exercice des attributions de leur charge, à tous les privilèges et prérogatives dont jouissent, dans les Etats respectifs, relativement à leur personne et à l'exercice de leurs fonctions, les représentants consulaires de la nation la plus favorisée.

¹ Ratifiée par l'Esthonie le 16 décembre 1921.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 291. — CONSULAR CONVENTION ² BETWEEN ESTHONIA AND LATVIA, SIGNED AT RIGA ON JULY 12, 1921.

French official text communicated by the Esthonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place on July 12, 1922.

The REPUBLIC OF ESTHONIA, represented by M. Antoine PIIP, Minister for Foreign Affairs, of the one part, and the REPUBLIC OF LATVIA, represented by M. SIEGFRIED MEIEROVICS, President of the Council, of the other part, having decided to conclude a Consular Convention, have agreed upon the following provisions :

A. *Status and Privileges of Consuls.*

(1) For the purposes of this Convention, the terms "consul" and "consular official" shall include all officers of the Consular Service who are called upon to perform the duties laid down in the consular regulations of the respective States, that is to say, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents.

The Contracting States may empower both Consuls of the Consular Service (*consules missi*) and Honorary Consuls (*consules electi*) to perform consular duties. The provisions of this Convention shall apply to the last-named category only in so far as these persons may be authorised by the Consular regulations of the State which they represent to exercise the rights and to perform the duties enumerated in the subsequent articles.

Either of the Contracting Parties may appoint Consuls in all ports, cities and towns of the other party, with the exception of places to which it would not appear desirable to admit such officers. This restriction, however, shall not be applied to either of the Contracting Parties unless it is likewise applied to all other Powers.

(2) Consuls shall be considered, on receiving their "exequatur" from the State to which they are accredited, to be official delegates of their Government, but unless invested with diplomatic Powers by letters of authority, they shall not be regarded as *ex officio* representatives of the Sovereign State.

(3) As regards the exercise of their office and the performance of their official duties, Consuls shall be assured of the widest co-operation and the most generous support from the country in which they are resident, in so far as such co-operation and support may be compatible with the ordinary laws of the country.

They shall also be entitled, so far as concerns their status and the performance of their official duties, to all privileges and prerogatives whatsoever enjoyed in the respective States by the Consular representatives of the most-favoured nation as regards their persons and the exercise of their office.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratified by Esthonia December 16, 1921.

4. Les consuls sont autorisés, pour remédier à toute atteinte portée par les autorités du pays de leur résidence aux conventions et traités conclus entre les deux pays, à s'adresser dans leur circonscription aux autorités judiciaires et administratives du pays de leur résidence, à leur demander des renseignements et à leur faire des propositions en vue de la sauvegarde des droits et des intérêts de leurs compatriotes. Si leurs réclamations ne sont pas accueillies avec l'attention qui convient, les fonctionnaires consulaires, en l'absence d'un représentant diplomatique de leur pays, peuvent s'adresser directement au gouvernement du pays de leur résidence.

5. Les consuls ont le droit, dans les maisons où sont installés leurs bureaux, de suspendre au-dessus de leur porte l'écusson et d'arborer le pavillon national de l'Etat qui les délègue. Ils sont également autorisés à mettre les marques extérieures de souveraineté de l'Etat mandant sur leurs voitures et sur la livrée de leurs serviteurs.

6. Les consuls ressortissants de la Partie contractante qui les a nommés ne peuvent être arrêtés ni emprisonnés pour des contestations en matière de droit civil, ni soumis à la détention préventive pour des affaires correctionnelles, à l'exception de faits que la législation du pays qualifie de crimes.

Ils sont en outre exempts des logements et des contributions militaires et, à condition qu'en dehors de leurs fonctions officielles ils ne fassent le commerce ou n'exercent quelque industrie, des contributions personnelles ou somptuaires et de toutes les prestations et impositions qui ont un caractère direct et personnel. Cette exemption ne s'étend pas aux droits de douane, impôts de consommation, taxes locales de consommation ou impôts portant sur les propriétés foncières que les consuls acquièrent ou possèdent dans le pays de leur résidence.

Les consuls qui traitent des affaires commerciales ne doivent pas se réclamer de leurs privilèges consulaires pour se soustraire aux obligations commerciales.

En cas d'arrestation d'un consul ou d'un fonctionnaire consulaire, la représentation diplomatique de son pays doit en être immédiatement informée par le gouvernement du pays où l'arrestation a eu lieu.

7. Les consuls ne sont tenus de comparaître personnellement en justice que dans les causes criminelles. Dans les causes civiles, leur témoignage est demandé par écrit ou recueilli par un magistrat.

8. Les archives consulaires sont inviolables. Les autorités locales n'ont en aucun cas et sous aucun prétexte le droit d'examiner ou de saisir les livres, documents et caisses consulaires qui s'y trouvent. Les consuls doivent tenir tous les livres et documents relatifs au service consulaire séparés de leurs documents commerciaux ou autres papiers privés.

B. *Participation de l'Etat de la Résidence à l'exercice des fonctions consulaires.*

9. A la demande du consul, lorsque sur un bâtiment du pays mandant un homme de l'équipage vient à désertir, le pays de la résidence est obligé de faire rechercher le déserteur par tous les moyens à sa disposition, de procéder à son arrestation et de le remettre au capitaine.

Si toutefois le déserteur est justiciable des tribunaux pour des actes commis à terre, les autorités locales compétentes peuvent demander que la remise soit ajournée jusqu'au moment où le jugement sera rendu et la peine accomplie.

Les dispositions de cet article peuvent ne pas être appliquées aux gens de mer qui sont ressortissants du pays où ils désertent.

10. Les autorités judiciaires et douanières ne doivent exécuter aucun acte officiel ni aucune perquisition à bord des bâtiments de commerce d'un des Etats contractants, sans en aviser préalablement le consul de l'Etat intéressé, de manière à ce qu'il puisse être présent.

11. Dans tous les cas où le consul, conformément aux stipulations de l'Etat qui l'envoie, intervient comme juge ou intermédiaire dans une contestation entre le capitaine et l'équipage

(4) In order to obtain redress for any infringement, on the part of the authorities of their country of residence, of the treaties and agreements concluded between the two countries, Consuls shall be authorised to apply within their area to the judicial and administrative authorities of their country of residence, to ask them for information and to make proposals to them for the protection of the rights and interests of their fellow-countrymen. Should their complaints not be received with the attention to which they are entitled, Consular officials may, in the absence of a diplomatic representative of their country, apply directly to the Government of their country of residence.

(5) Consuls shall be entitled, in the buildings in which their offices are established, to display above their doors the arms and to fly the national flag of the State which they represent. They shall also be authorised to display on their carriages and on the livery of their servants, the badges of sovereignty of the State which they represent.

(6) Consuls who are nationals of the contracting party which has appointed them shall be immune from arrest or imprisonment in disputes upon matters of civil law, and from imprisonment before trial in respect of misdemeanours, always excepting acts regarded as felonies by the law of the country.

They shall be further exempt from military billeting and requisitioning and also, provided that they do not engage in commerce or carry on any trade in addition to their official duties, from personal or sumptuary requisitions and from all forced loans and taxes of a direct and personal nature. Such exemption shall not extend to customs duties, duties on consumption both general and local, or taxation affecting any landed property which Consuls may acquire or possess in their country of residence.

Consuls dealing with commercial matters shall not have recourse to their Consular privileges in order to evade commercial obligations.

In case of the arrest of a Consul or Consular official, the diplomatic representatives of his country shall be immediately notified by the Government of the country in which the arrest has taken place.

(7) Consuls shall not be bound to appear in person at a court of justice except in criminal cases. In civil cases they shall be asked to give their evidence in writing or in the form of a deposition before a magistrate.

(8) The Consular archives shall be inviolable. In no case and under no pretext shall local authorities have the right to examine or to seize any books, documents or Consular funds which they contain. Consuls shall keep all books and documents relating to the Consular Service separate from their commercial documents or other private papers.

B. *Participation of the State of Residence in the Carrying-out of Consular Duties.*

(9) In case of the desertion of a member of the crew from a vessel of the country which the Consul represents, the country of residence shall be bound, at the request of the Consul, to use all means in its power to ensure the discovery of the deserter, to arrest him and to deliver him to the captain.

If, however, the deserter has rendered himself amenable to the courts by any act committed ashore, the competent local authorities may require his surrender to be postponed until such time as judgement shall have been delivered and the sentence of the court carried out.

The provisions of this article may be suspended in the case of seamen who are nationals of the country in which they desert.

(10) The judicial and Customs authorities shall not carry out any official act or perquisition on board commercial vessels of one of the contracting States without giving such previous notice to the Consul of the State interested as shall enable him to be present.

(11) In all cases in which the Consul is empowered, in conformity with the regulations of the State which he represents, to intervene as arbiter or mediator in a dispute between the captain and

d'un bâtiment de l'Etat mandant, les autorités locales s'abstiennent de s'y immiscer, tant que la tranquillité et l'ordre publics ou les intérêts de tierces personnes ne sont pas menacés.

Toutefois, elles sont tenues, en vertu de l'article 3, de donner aide au consul sur sa demande.

12. Lorsqu'un ressortissant d'un des Etats contractants décède sur le territoire d'un autre Etat contractant, les prescriptions suivantes doivent être observées :

- a) Dans le cas où un ressortissant d'un des Etats contractants décède dans un autre pays ou dans le voisinage d'un lieu où un consul de la nation du défunt a sa résidence, les autorités locales compétentes doivent en aviser immédiatement le consul. Si l'agent est informé le premier du décès, il doit donner le même avis aux autorités locales.
- Les autorités consulaires apposent les scellés, soit d'office, soit à la requête des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, après en avoir informé les autorités locales compétentes assez à temps pour qu'elles puissent être présentes et mettre également leurs scellés. La levée des scellés apposés de part et d'autre doit être faite en commun avec les autorités locales. Cependant, si dans un délai de 48 heures à partir du moment où l'invitation leur parvient d'assister à la levée des scellés, les autorités locales ne se présentent pas, les autorités consulaires pourront procéder seules à cette opération. Après la levée des scellés les agents doivent dresser un inventaire de tous les meubles et effets du défunt en présence des autorités locales, si ces dernières se sont rendues à la convocation. Les autorités locales doivent signer le procès-verbal rédigé devant elles, mais elles n'ont à réclamer aucune rétribution du fait qu'elles assistent à cette opération.
- b) Les autorités locales compétentes doivent faire les annonces en usage dans le pays ou prescrites par les lois, au sujet de l'ouverture de la succession et de la convocation des héritiers ou des créanciers et informer les autorités consulaires de ces publications sans préjudice du droit qu'ont ces dernières autorités de faire de semblables publications.
- c) Les autorités consulaires peuvent décider que les objets mobiliers dont la conservation en nature entraînerait pour la succession des frais élevés seront vendus aux enchères publiques dans la forme prescrite par les lois et les usages du pays.
- d) Les autorités consulaires doivent conserver comme dépôt soumis aux lois du pays les effets et les objets de valeur inventoriés, le montant des créances recouvrées et des revenus, de même que le produit de la vente éventuelle des meubles jusqu'à l'expiration d'un délai de 10 mois à partir du jour de la dernière publication faite par les autorités locales pour annoncer l'ouverture de la succession, ou, à défaut d'une semblable publication, jusqu'à l'expiration d'un délai de 12 mois à partir du jour du décès. Les autorités consulaires doivent avoir le droit de retirer immédiatement de la succession les frais des soins médicaux et de l'enterrement du défunt, le salaire de ses domestiques, le loyer, les frais judiciaires, les dépenses du consulat et les frais analogues, de même que les dépenses éventuelles pour l'entretien de la famille du défunt.
- e) Conformément aux stipulations de l'article précédent, les autorités consulaires ont le droit de prendre toutes mesures utiles pour la conservation de l'héritage meuble et immeuble du défunt et de faire ce qu'elles croient être dans l'intérêt des héritiers. Elles peuvent administrer l'héritage ou personnellement, ou par un représentant choisi par elles et agissant en leur nom. Elles doivent avoir le droit d'exiger la remise de tous les objets de valeur appartenant au défunt, qui se trouvent dans les caisses publiques ou dans les mains de particuliers.

the crew of a vessel of the State which he represents, the local authorities shall abstain from interference as long as public peace and public order or the interests of third parties are not threatened.

They shall, however, be bound in virtue of Article 3 to assist the Consul if he requests them to do so.

(12) In case of the decease of a national of one of the contracting States in the territory of another contracting State, the following procedure shall be observed :

- (a) In case of the decease of a national of one of the contracting States in another country or in the neighbourhood of a place in which a Consul of the country of the deceased resides, the competent local authorities shall at once notify the Consul. Similarly, if the Consular agent be the first to be informed of the decease, he shall notify the local authorities.

The Consular Authorities shall affix the seals, whether as part of the official routine or at the request of the parties interested, to all effects, goods and papers of the deceased, after notifying the competent local authorities in sufficient time to enable them also to be present and to affix their own seals. The removal of the seals affixed by either party shall be carried out in concert with the local authorities. If, however, the local authorities do not present themselves within a period of forty-eight hours from the moment of receiving the invitation to be present at the removal of the seals, the Consular Authorities may carry out this procedure alone. On the removal of the seals, the agents shall draw up an inventory of all goods and effects of the deceased in the presence of the local authorities, if the latter have answered the summons. The local authorities shall sign the minutes drawn up in their presence, but may claim no reimbursement for their attendance at these proceedings.

- (b) The competent local authorities shall make the announcements which are customary in the country or are prescribed by law regarding the issue of probate and the summoning of heirs or creditors, and shall inform the Consular Authorities of their publication, without prejudice to the right of the Consular Authorities to issue similar notice.

- (c) The Consular Authorities may decide that personal property the preservation of which would of itself entail heavy charges on the estate shall be sold at public auction in the form prescribed by the laws and customs of the country.

- (d) The Consular Authorities shall hold in trust, subject to the laws of the country, the effects and objects of value included in the inventory, the sum total of recovered debts and revenues and the proceeds of the sale (if any) of the personal property until the expiration of ten months from the date of the last notification made by the local authorities announcing the issue of probate or, failing such notification, until the expiration of 12 months from the date of decease. The Consular Authorities shall be entitled to collect immediately from the estate the cost of medical attendance and of the funeral of the deceased, the wages of his servants, rent, legal costs, Consular expenses and similar charges, together with any expenses entailed by the maintenance of the family of the deceased.

- (e) In conformity with the provisions of the preceding article, the Consular Authorities shall have the right to take all necessary steps for the preservation of the real and personal estate of the deceased, and any steps which they may consider desirable in the interests of the heirs. They may administer the estate either in person or through a representative nominated by them and acting on their behalf. They shall have the right to require the restitution of all objects of value belonging to the deceased which may be either in the safe keeping of the public authorities or in the hands of private individuals.

- f) Si pendant le délai mentionné à l'article *d*) des réclamations éventuelles émanant de ressortissants du pays ou de ressortissants d'une tierce Puissance provoquent un conflit, les tribunaux du pays ont le droit exclusif de juger ces réclamations, à condition qu'elles ne portent ni sur une prétention à l'héritage ni sur les dispositions testamentaires.

Dans le cas où la succession du défunt est en déficit, les créanciers peuvent, dans la mesure où les lois du pays le permettent, demander aux autorités locales compétentes de se constituer à l'Etat d'union et, après cette constitution, tous les papiers, effets ou valeurs de l'héritage doivent être remis aux autorités locales compétentes ou aux syndics de faillite, mais les autorités consulaires demeurent toutefois chargées de sauvegarder les intérêts de leurs compatriotes.

- g) Si, à l'expiration du délai fixé dans l'article *d*), aucune réclamation n'est présentée contre l'héritage, les autorités consulaires doivent, après avoir payé et réglé, d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les frais et comptes qui grèvent la succession, prendre définitivement possession de l'héritage, le liquider et le transmettre aux héritiers légaux. Elles n'ont à rendre compte de cette opération qu'à leur propre gouvernement.
- h) Dans toutes les questions relatives à l'ouverture, à l'administration et à la liquidation de la succession de ressortissants d'un des deux pays dans l'autre, les consuls intéressés doivent être par la loi autorisés à représenter les héritiers et reconnus d'office comme munis de pleins pouvoirs à cet effet, sans qu'ils soient obligés de prouver leur mission par un mandat particulier. Les autorités consulaires peuvent agir auprès des autorités compétentes du pays soit en personne soit par l'intermédiaire d'un représentant autorisé par les lois du pays, sauvegarder dans toutes les circonstances où la succession est en jeu, les intérêts des héritiers et intervenir au sujet des réclamations soulevées contre cette succession. Elles sont cependant obligées, s'il existe des exécuteurs testamentaires ou des mandataires représentant les héritiers, de leur faire connaître toutes les réclamations soulevées contre la succession pour que les exécuteurs testamentaires ou les héritiers puissent faire valoir leurs objections à ces réclamations.
- Il va de soi que les consuls, en tant que mandataires de leurs compatriotes, ne peuvent pas être personnellement poursuivis en justice pour une affaire relative à la succession.
- i) Le droit d'hérédité ainsi que le partage de la succession du défunt se règlent d'après les lois de son pays.
- Toutes les contestations au sujet du droit d'hérédité et du partage de la succession doivent être tranchées par les tribunaux ou les autorités compétentes de ce pays et conformément aux lois qui y sont en vigueur.
- k) Si un ressortissant d'un des Etats contractants décède dans un autre Etat contractant, en un lieu éloigné de la résidence d'un consul de son pays, il appartient aux autorités locales compétentes de dresser, en se conformant aux lois du pays, un inventaire de la succession du défunt et d'apposer leurs scellés. Des copies légalisées des documents en question doivent être adressées dans le plus bref délai, avec l'avis de décès et toutes les pièces prouvant la nationalité du défunt, à l'autorité consulaire la plus rapprochée du lieu de la succession.

Les autorités locales compétentes doivent prendre, en ce qui concerne la succession du défunt, toutes les mesures prescrites par les lois du pays et la succession doit être remise, dès que faire se peut, après l'expiration du délai stipulé dans l'article *d*) à l'autorité consulaire mentionnée ci-dessus ou à son mandataire.

Il va de soi que, à partir du moment où une autorité consulaire compétente ou son représentant arrive au lieu de la succession, les autorités locales qui sont intervenues dans l'intervalle ont à se comporter d'après les stipulations de cet article.

- (f) If, during the period specified in Article (d); any claims which may be advanced by nationals of the country or by nationals of a third Power should lead to a dispute, the courts of law of the country shall have the exclusive right of deciding such claims, provided that they do not relate to the testamentary dispositions or to any claim to the estate.

If the estate of the deceased shows a deficit, the creditors may, as far as the laws of the country permit, require the competent local authorities to form themselves into a properly constituted body, after which all papers, effects or other personality composing the property shall be delivered to the proper local authorities or to the official assignees; nevertheless, it shall remain the duty of the Consular Authorities to protect the interests of their fellow-countrymen.

- (g) If, at the expiration of the period specified in Article (d), no claim has been presented against the estate, the Consular Authorities shall, after paying and regulating, in accordance with the scale in force in the country, all charges and accounts encumbering the estate, shall take final possession of it, liquidate and make it over to the legal heirs. They shall be accountable only to their own Government in this matter.

- (h) In all questions relating to the reception of claims, the administration and the liquidation of the estate of nationals of either of the two countries in the other, the Consuls concerned shall be legally empowered to act on behalf of the heirs and shall be recognised officially as furnished with full powers to that effect, without the obligation of proving their authority by a power of attorney. The Consular Authorities may deal with the proper authorities of the country either in person or through the agency of a representative empowered by the laws of the country. They may, in all circumstances affecting the estate, protect the interests of the heir, and they may intervene in connection with claims brought against that estate. They shall, however, be obliged, if there are any testamentary executors or agents representing the heirs, to notify them of all claims brought against the estate in order that the testamentary executors or the heirs may urge their objections to such claims.

It follows that Consuls, in their capacity of agents for their fellow-countrymen, shall not be liable to any personal action in matters affecting the estate.

- (i) The right of inheritance and the partition of the estate of the deceased shall be settled according to the laws of his country.

All disputes affecting the right of inheritance and the partition of the estate shall be resolved by the courts of law or the proper authorities of that country in conformity with the laws in force therein.

- (k) In case of the death of a national of one of the contracting States in another contracting State in a place distant from the residence of a Consul of his country, it shall be the duty of the competent local authorities to draw up, in conformity with the laws of the country, an inventory of the estate of the deceased and to affix their seals. Certified copies of the documents in question shall be forwarded at the earliest possible moment, together with the death certificate and all papers proving the nationality of the deceased, to the Consular authority nearest to the place where the estate is situated.

The competent local authorities shall take all steps prescribed by the laws of the country in connection with the estate of the deceased, and the estate shall be made over, as soon as possible after the expiration of the period specified in Article (d), to the Consular Authority above-mentioned or to his representative.

It follows that, from the moment when a competent Consular Authority or his representative arrives at the place where the estate is situated, the local authorities who have intervened in the meanwhile shall be bound to act in conformity with the provisions of that article.

- l) Les stipulations de la présente Convention doivent également s'appliquer à la succession des ressortissants d'un des deux pays, qui décédés hors du territoire de l'autre pays, y ont laissé des biens meubles ou immeubles.
- m) Les consuls de chaque pays sont exclusivement chargés de l'inventaire et de tous les actes exigés par l'entretien et la liquidation des successions des gens de mer, passagers et autres voyageurs de leur nation, qui décèdent dans l'autre pays, soit à terre soit à bord d'un bâtiment.

13. Les consuls sont, en raison même de leurs fonctions, chargés de la curatelle et de la tutelle temporaire des enfants mineurs et des veuves des ressortissants de l'Etat qui les délègue, décédés dans leur arrondissement et, en cette qualité, ils peuvent prendre toutes les mesures nécessaires, admises par les lois locales, pour protéger les intérêts des survivants et la succession.

14. Les consuls ont le droit, dans la mesure où les y autorisent les lois et les règlements de leur pays :

- a) De recevoir et de légaliser les actes judiciaires unilatéraux et les dispositions testamentaires de leurs compatriotes ainsi que les conventions passées entre des ressortissants de leur propre pays ou entre ces derniers et des ressortissants ou d'autres habitants du pays de leur résidence ; en outre, les conventions entre personnes de cette dernière catégorie qui se rapportent à des biens fonciers situés sur le territoire du pays qui délègue le consul ou à une affaire à y conclure.
- b) De traduire et de légaliser toutes les pièces émanant des autorités ou des fonctionnaires de leur pays.

Tous les documents de cette nature, de même que les copies extraits, et traductions, une fois légalisés par les autorités consulaires mentionnés et revêtus du sceau officiel du consulat, doivent avoir la même force et la même valeur dans chacun des deux pays que s'ils avaient été reçus et légalisés par un notaire public ou par quelque autre fonctionnaire public ou de l'ordre judiciaire appartenant à l'un ou l'autre des deux pays, avec cette condition qu'ils sont soumis aux droits de timbre et aux autres droits et taxes établis par la loi dans le pays où ils doivent être exécutés.

15. Les consuls ont le droit, dans les limites où les lois de la Partie contractante qui les a nommés, les y autorisent, à procéder aux mariages des ressortissants de cette Partie en se conformant aux lois qui y sont en vigueur.

Cette stipulation ne s'applique pas aux mariages où l'un des conjoints est ressortissant de la Partie contractante où le consul a sa résidence. Ce dernier doit informer aussitôt les autorités locales de tous les mariages auxquels il a procédé en raison de la stipulation précédente.

16. Les consuls doivent avoir le droit d'enregistrer, conformément aux lois et règlements de la Partie contractante qui les a nommés, les naissances et les décès des ressortissants de cette Partie.

Les intéressés n'en restent pas moins obligés par les lois du pays de déclarer les naissances et les décès aux autorités locales.

C. Ratification et durée de validité.

17. Cette Convention entre en vigueur aussitôt après la ratification par les Etats contractants.

18. La durée de cette Convention n'est pas limitée. Chaque pays contractant a le droit de se retirer de cette Convention moyennant un avis donné six mois à l'avance à tous les autres Etats contractants.

En foi de quoi la présente Convention a été signée à Riga le douze juillet mil neuf cent vingt et un en deux exemplaires.

(Signé) ANT. PIIP.

(Signé) S. MEIEROVICS.

- (l) The provisions of the present Convention shall also apply to the estate of nationals of either of the two countries who have died outside the territory of the other country and have left real or personal property therein.
- (m) Consuls of either country shall be solely responsible for the inventory and for all acts involved by the upkeep and the liquidation of the estates of seamen, passengers and other travellers of their nation dying in the other country, whether ashore or on board a vessel.

(13) Consuls shall, in virtue of their office, be responsible for the temporary custody and guardianship of the widows and children under age of nationals of the State which the Consuls represent who may die in their area, and in this capacity they may take all necessary steps admissible under the local laws to protect the interests of surviving relatives and of the estate.

(14) Consuls shall have the right, in so far as the laws and regulations of their country permit :

- (a) To receive and certify the unilateral judicial acts and testamentary dispositions of their fellow-countrymen, and also agreements made between nationals of their own country or between the latter and nationals or other inhabitants of the country of their residence ; and also agreements between persons of the latter class relating to landed estates situated within the territory of the country which the Consul represents or to business to be transacted therein ;
- (b) To translate and certify all documents received from the authorities or officials of their country.

All such documents, together with copies, extracts and translations, when certified by the above-mentioned Consular Authorities and sealed with the official seal of the Consulate, shall have the same force and the same authority in each of the two countries as if they had been received and certified by a commissioner for oaths or other public or judicial officer belonging to one or the other of the two countries, provided that they shall be subject to stamp duty and to the other duties and taxes by law established in the country in which they are to be executed.

(15) Consuls shall be entitled, within the limits within which they are authorised by the laws of the contracting party which appointed them, to perform the marriages of nationals of that party according to the laws in force therein.

This provision shall not apply to marriages in which one of the parties is a national of the contracting party in which the Consul resides. The latter shall at once notify the local authorities of all marriages which he has performed in virtue of the previous provision.

(16) Consuls shall be entitled to register all births and deaths of the contracting party which appointed them, in conformity with the laws and regulations of that party.

The persons concerned shall nevertheless be bound to notify the local authorities of births and deaths in accordance with the laws of the country.

C. *Ratification and Duration of Validity.*

(17) This Convention shall come into force immediately on ratification by the contracting States.

(18) The duration of this Convention shall not be limited. Either contracting State shall have the right to denounce this Convention upon giving notice six months in advance to all other contracting States.

In faith whereof the present Convention was signed in duplicate at Riga this twelfth day of July one thousand nine hundred and twenty one.

(Signed) ANT. PIIP.

(Signed) S. MEIEROVICS.

N° 292.

ESTHONIE ET LITUANIE

Convention Consulaire, signée à
Riga le 12 juillet 1921.

ESTHONIA AND LITHUANIA

Consular Convention, signed at Riga,
July 12, 1921.

No. 292. — CONVENTION CONSULAIRE¹ ENTRE L'ESTHONIE ET LA LITUANIE, SIGNÉE A RIGA LE 12 JUILLET 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 juillet 1922.

La RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, M. Antoine PIIP, d'une part, et la RÉPUBLIQUE DE LITUANIE, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, M. le D^r Joseph PURYCKIS, d'autre part, étant tombées d'accord de conclure une convention consulaire, ont convenu des dispositions suivantes :

A. CONDITIONS ET DROITS DES CONSULS.

1. Sont considérés comme consuls ou fonctionnaires consulaires, au sens de cette Convention tous les fonctionnaires du service consulaire qui sont appelés à remplir les fonctions définies par les règlements consulaires des Etats respectifs, c'est-à-dire les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires.

Les Etats contractants peuvent déléguer pour l'accomplissement des fonctions consulaires aussi bien des consuls de carrière (*consules missi*), que des consuls honoraires (*consules electi*). A ces derniers les stipulations de cette Convention ne s'appliquent que dans la mesure où le règlement consulaire de l'Etat mandant les autorise à exercer les droits et à remplir les fonctions énumérées dans les articles subséquents.

Chacune des Parties contractantes peut placer des consuls dans tous les ports, villes et places de l'autre partie, à l'exception des lieux où il ne paraîtrait pas désirable de recevoir ces fonctionnaires. Cette réserve ne devra cependant être appliquée à aucune des Parties contractantes sans l'être également à toute autre Puissance.

2. Les consuls sont considérés, après remise de l'exequatur par l'Etat où ils sont accrédités, comme des délégués officiels de leur gouvernement, mais à moins d'être investis de fonctions diplomatiques par mandat spécial, ils n'ont pas le caractère de représentants *ex officio* de l'Etat souverain.

3. Les consuls sont assurés de trouver, dans l'exercice de leurs fonctions ou dans l'accomplissement de leurs missions officielles, le plus large concours et l'appui le plus bienveillant auprès du pays de leur résidence, à condition que ce concours et cet appui soient compatibles avec la législation générale.

De même ils ont droit, en ce qui regarde leur condition et l'exercice des attributions de leur charge, à tous les privilèges et prérogatives dont jouissent, dans les Etats respectifs, relativement à leur personne et à l'exercice de leurs fonctions, les représentants consulaires de la nation la plus favorisée.

¹ Ratifiée par l'Esthonie le 16 décembre 1921.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.No. 292. — CONSULAR CONVENTION² BETWEEN ESTHONIA AND LITHUANIA, SIGNED AT RIGA JULY 12, 1921.

Official French text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Esthonia. The registration of this Convention took place on July 12, 1922.

The REPUBLIC OF ESTHONIA, represented by M. Antoine PIIP, Minister for Foreign Affairs, of the one part, and the REPUBLIC OF LITHUANIA, represented by Dr. Joseph PURYCKIS, Minister for Foreign Affairs, of the other part, having decided to conclude a Consular Convention, have agreed upon the following provisions :

A. STATUS AND PRIVILEGES OF CONSULS.

(1) For the purposes of this Convention the terms Consul and Consular Official shall include all officers of the Consular Service who are called upon to perform the duties laid down in the consular regulations of the respective States, that is to say, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents.

The Contracting States may empower both Consuls of the Consular Service (*consules missi*) and Honorary Consuls (*consules electi*) to perform consular duties. The provisions of this Convention shall apply to the last-named category only in so far as these persons may be authorised by the Consular regulations of the State which they represent to exercise the rights and to perform the duties enumerated in the subsequent articles.

Either of the Contracting Parties may appoint Consuls in all ports, cities and towns of the other party, with the exception of places to which it would not appear desirable to admit such officers. This restriction, however, shall not be applied to either of the Contracting Parties unless it is likewise applied to all other Powers.

(2) Consuls shall be considered, on receiving their "exequatur" from the State to which they are accredited; to be official delegates of their Government, but unless invested with diplomatic powers by letters of authority they shall not be regarded as *ex officio* representatives of the Sovereign State.

(3) As regards the exercise of their office and the performance of their official duties, Consuls shall be assured of the widest co-operation and the most generous support from the country in which they are resident, in so far as such co-operation and support may be compatible with the ordinary laws of the country.

They shall also be entitled, so far as concerns their status and the performance of their official duties, to all privileges and prerogatives whatsoever enjoyed in the respective States by the Consular representatives of the most-favoured nation as regards their persons and the exercise of their office.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratified by Esthonia December 16, 1921.

4. Les consuls sont autorisés, pour remédier à toute atteinte portée par les autorités du pays de leur résidence aux conventions et traités conclus entre les deux pays, à s'adresser dans leur circonscription aux autorités judiciaires et administratives du pays de leur résidence, à leur demander des renseignements et à leur faire des propositions en vue de la sauvegarde des droits et des intérêts de leurs compatriotes. Si leurs réclamations ne sont pas accueillies avec l'attention qui convient, les fonctionnaires consulaires, en l'absence d'un représentant diplomatique de leur pays, peuvent s'adresser directement au gouvernement du pays de leur résidence.

5. Les consuls ont le droit, dans les maisons où sont installés leurs bureaux, de suspendre au-dessus de leur porte l'écusson et d'arborer le pavillon national de l'Etat qui les délègue. Ils sont également autorisés à mettre les marques extérieures de souveraineté de l'Etat mandant sur leurs voitures et sur la livrée de leurs serviteurs.

6. Les consuls ressortissants de la Partie contractante qui les a nommés ne peuvent être arrêtés ni emprisonnés pour des contestations en matière de droit civil, ni soumis à la détention préventive pour des affaires correctionnelles, à l'exception de faits que la législation du pays qualifie de crimes.

Ils sont en outre exempts des logements et des contributions militaires et, à condition qu'en dehors de leurs fonctions officielles ils ne fassent le commerce ou n'exercent quelque industrie, des contributions personnelles ou somptuaires et de toutes les prestations et impositions qui ont un caractère direct et personnel. Cette exemption ne s'étend pas aux droits de douane, impôts de consommation, taxes locales de consommation ou impôts portant sur les propriétés foncières que les consuls acquièrent ou possèdent dans le pays de leur résidence.

Les consuls qui traitent des affaires commerciales ne doivent pas se réclamer de leurs privilèges consulaires pour se soustraire aux obligations commerciales.

En cas d'arrestation d'un consul ou d'un fonctionnaire consulaire, la représentation diplomatique de son pays doit en être immédiatement informée par le gouvernement du pays où l'arrestation a eu lieu.

7. Les consuls ne sont tenus de comparaître personnellement en justice que dans les causes criminelles. Dans les causes civiles leur témoignage est demandé par écrit ou recueilli par un magistrat.

8. Les archives consulaires sont inviolables. Les autorités locales n'ont en aucun cas et sous aucun prétexte le droit d'examiner ou de saisir les livres, documents et caisses consulaires qui s'y trouvent. Les consuls doivent tenir tous les livres et documents relatifs au service consulaire séparés de leurs documents commerciaux ou autres papiers privés.

B. PARTICIPATION DE L'ÉTAT DE LA RÉSIDENCE A L'EXERCICE DES FONCTIONS CONSULAIRES.

9. A la demande du consul, lorsque, sur un bâtiment du pays mandant un homme de l'équipage vient à désertir, le pays de la résidence est obligé de faire rechercher le déserteur par tous les moyens à sa disposition, de procéder à son arrestation et de le remettre au capitaine.

Si toutefois le déserteur est justiciable des tribunaux pour des actes commis à terre, les autorités locales compétentes peuvent demander que la remise soit ajournée jusqu'au moment où le jugement sera rendu et la peine accomplie.

Les dispositions de cet article peuvent ne pas être appliquées aux gens de mer qui sont ressortissants du pays où ils désertent.

10. Les autorités judiciaires et douanières ne doivent exécuter aucun acte officiel ni aucune perquisition à bord des bâtiments de commerce d'un des Etats contractants sans en aviser préalablement le consul de l'Etat intéressé de manière à ce qu'il puisse être présent.

11. Dans tous les cas où le consul, conformément aux stipulations de l'Etat qui l'envoie, intervient comme juge ou intermédiaire dans une contestation entre le capitaine et l'équipage d'un

(4) In order to obtain redress for any infringement, on the part of the authorities of their country of residence, of the treaties and agreements concluded between the two countries, Consuls shall be authorised to apply within their area to the judicial and administrative authorities of their country of residence, to ask them for information and to make proposals to them for the protection of the rights and interests of their fellow-countrymen. Should their complaints not be received with the attention to which they are entitled, Consular Officials may, in the absence of a diplomatic representative of their country, apply directly to the Government of their country of residence.

(5) Consuls shall be entitled, in the buildings in which their offices are established, to display above their doors the arms and to fly the national flag of the State which they represent. They shall also be authorised to display on their carriages and on the livery of their servants, the badges of sovereignty of the State which they represent.

(6) Consuls who are nationals of the contracting party which has appointed them shall be immune from arrest or imprisonment in disputes upon matters of civil law, and from imprisonment before trial in respect of misdemeanours, always excepting acts regarded as felonies by the law of the country.

They shall be further exempt from military billeting and requisitioning and also, provided that they do not engage in commerce or carry on any trade in addition to their official duties, from personal or sumptuary requisitions and from all forced loans and taxes of a direct and personal nature. Such exemption shall not extend to customs duties, duties on consumption both general and local, or taxation affecting any landed property which Consuls may acquire or possess in their country of residence.

Consuls dealing with commercial matters shall not have recourse to their Consular privileges in order to evade commercial obligations.

In case of the arrest of a Consul or Consular Official, the diplomatic representatives of his country shall be immediately notified by the Government of the country in which the arrest has taken place.

(7) Consuls shall not be bound to appear in person at a court of justice except in criminal cases. In civil cases they shall be asked to give their evidence in writing or in the form of a deposition before a magistrate.

(8) The Consular Archives shall be inviolable. In no case and under no pretext shall local authorities have the right to examine or to seize any books, documents or Consular funds which they contain. Consuls shall keep all books and documents relating to the Consular Service separate from their commercial documents or other private papers.

B. PARTICIPATION OF THE STATE OF RESIDENCE IN THE CARRYING OUT OF CONSULAR DUTIES.

(9) In case of the desertion of a member of the crew from a vessel of the country which the Consul represents, the country of residence shall be bound, at the request of the Consul, to use all means in its power to ensure the discovery of the deserter, to arrest him and to deliver him to the captain.

If, however, the deserter has rendered himself amenable to the courts by any act committed ashore, the competent local authorities may require his surrender to be postponed until such time as judgment shall have been delivered and the sentence of the court carried out.

The provisions of this Article may be suspended in the case of seamen who are nationals of the country in which they desert.

(10) The judicial and customs authorities shall not carry out any official act or perquisition on board commercial vessels of one of the contracting States without giving such previous notice to the Consul of the State interested as shall enable him to be present.

(11) In all cases in which the Consul is empowered, in conformity with the regulations of the State which he represents, to intervene as arbiter or mediator in a dispute between the captain

bâtiment de l'Etat mandant, les autorités locales s'abstiennent de s'y immiscer, tant que la tranquillité et l'ordre publics ou les intérêts de tierces personnes ne sont pas menacés.

Toutefois, elles sont tenues, en vertu de l'article 3, de donner aide au consul sur sa demande.

12. Lorsqu'un ressortissant d'un des Etats contractants décède sur le territoire d'un autre Etat contractant, les prescriptions suivantes doivent être observées :

a) Dans le cas où un ressortissant d'un des Etats contractants décède dans un autre pays ou dans le voisinage d'un lieu où un consul de la nation du défunt a sa résidence, les autorités locales compétentes doivent en aviser immédiatement le consul. Si l'agent est informé le premier du décès, il doit donner le même avis aux autorités locales.

Les autorités consulaires apposent les scellés soit d'office soit à la requête des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt après en avoir informé les autorités locales compétentes assez à temps pour qu'elles puissent être présentes et mettre également leurs scellés. La levée des scellés apposés de part et d'autre doit être faite en commun avec les autorités locales. Cependant, si dans un délai de 48 heures à partir du moment où l'invitation leur parvient d'assister à la levée des scellés, les autorités locales ne se présentent pas, les autorités consulaires pourront procéder seules à cette opération. Après la levée des scellés les agents doivent dresser un inventaire de tous les meubles et effets du défunt en présence des autorités locales, si ces dernières se sont rendues à la convocation. Les autorités locales doivent signer le procès-verbal rédigé devant elles, mais elles n'ont à réclamer aucune rétribution du fait qu'elles assistent à cette opération.

b) Les autorités locales compétentes doivent faire les annonces en usage dans le pays ou prescrites par les lois, au sujet de l'ouverture de la succession et de la convocation des héritiers ou des créanciers et informer les autorités consulaires de ces publications sans préjudice du droit qu'ont ces dernières autorités de faire de semblables publications.

c) Les autorités consulaires peuvent décider que les objets mobiliers dont la conservation en nature entraînerait pour la succession des frais élevés seront vendus aux enchères publiques dans la forme prescrite par les lois et les usages du pays.

d) Les autorités consulaires doivent conserver comme dépôt soumis aux lois du pays les effets et les objets de valeur inventoriés, le montant des créances recouvrées et des revenus, de même que le produit de la vente éventuelle des meubles jusqu'à l'expiration d'un délai de 10 mois à partir du jour de la dernière publication faite par les autorités locales pour annoncer l'ouverture de la succession, ou à défaut d'une semblable publication, jusqu'à l'expiration d'un délai de 12 mois à partir du jour du décès. Les autorités consulaires doivent avoir le droit de retirer immédiatement de la succession les frais des soins médicaux et de l'enterrement du défunt, le salaire de ses domestiques, le loyer, les frais judiciaires, les dépenses du consulat et les frais analogues, de même que les dépenses éventuelles pour l'entretien de la famille du défunt.

e) Conformément aux stipulations de l'article précédent, les autorités consulaires ont le droit de prendre toutes mesures utiles pour la conservation de l'héritage meuble et immeuble du défunt et de faire ce qu'elles croient être dans l'intérêt des héritiers. Elles peuvent administrer l'héritage ou personnellement ou par un représentant choisi par elles et agissant en leur nom. Elles doivent avoir le droit d'exiger la remise de tous les objets de valeur appartenant au défunt, qui se trouvent dans les caisses publiques ou dans les mains de particuliers.

and the crew of a vessel of the State which he represents, the local authorities shall abstain from interference as long as public peace and public order or the interests of third parties are not threatened.

They shall, however, be bound in virtue of Article 3 to assist the Consul if he requests them to do so.

(12) In case of the decease of a national of one of the contracting States in the territory of another contracting State, the following procedure shall be observed :

- (a) In case of the decease of a national of one of the contracting States in another country or in the neighbourhood of a place in which a Consul of the country of the deceased resides, the competent local authorities shall at once notify the Consul. Similarly, if the Consular agent be the first to be informed of the decease, he shall notify the local authorities.

The Consular Authorities shall affix the seals, whether as part of the official routine or at the request of the parties interested, to all effects, goods and papers of the deceased, after notifying the competent local authorities in sufficient time to enable them also to be present and to affix their own seals. The removal of the seals affixed by either party shall be carried out in concert with the local authorities. If, however, the local authorities do not present themselves within a period of forty-eight hours from the moment of receiving the invitation to be present at the removal of the seals, the Consular authorities may carry out this procedure alone. On the removal of the seals, the agents shall draw up an inventory of all goods and effects of the deceased in the presence of the local authorities, if the latter have answered the summons. The local authorities shall sign the minutes drawn up in their presence, but may claim no reimbursement for their attendance at these proceedings.

- (b) The competent local authorities shall make the announcements which are customary in the country or are prescribed by law regarding the issue of probate and the summoning of heirs or creditors, and shall inform the Consular Authorities of their publication, without prejudice to the right of the Consular Authorities to issue similar notice.
- (c) The Consular Authorities may decide that personal property the preservation of which would of itself entail heavy charges on the estate shall be sold at public auction in the form prescribed by the laws and customs of the country.
- (d) The Consular Authorities shall hold in trust, subject to the laws of the country, the effects and objects of value included in the inventory, the sum total of recovered debts and revenues and the proceeds of the sale (if any) of the personal property until the expiration of ten months, from the date of the last notification made by the local authorities announcing the issue of probate or, failing such notification, until the expiration of 12 months from the date of decease. The Consular Authorities shall be entitled to collect immediately from the estate the cost of medical attendance and of the funeral of the deceased, the wages of his servants, rent, legal costs, Consular expenses and similar charges, together with any expenses entailed by the maintenance of the family of the deceased.
- (e) In conformity with the provisions of the preceding article, the Consular Authorities shall have the right to take all necessary steps for the preservation of the real and personal estate of the deceased, and any steps which they may consider desirable in the interests of the heirs. They may administer the estate either in person or through a representative nominated by them and acting on their behalf. They shall have the right to require the restitution of all objects of value belonging to the deceased which may be either in the safe-keeping of the public authorities or in the hands of private individuals.

f) Si pendant le délai mentionné à l'article d) des réclamations éventuelles émanant de ressortissants du pays ou de ressortissants d'une tierce Puissance provoquent un conflit, les tribunaux du pays ont le droit exclusif de juger ces réclamations à condition qu'elles ne portent ni sur une prétention à l'héritage, ni sur les dispositions testamentaires.

Dans le cas où la succession du défunt est en déficit, les créanciers peuvent, dans la mesure où les lois du pays le permettent, demander aux autorités locales compétentes de se constituer à l'Etat d'union et, après cette constitution, tous les papiers, effets ou valeurs de l'héritage doivent être remis aux autorités locales compétentes ou aux syndics de faillite, mais les autorités consulaires demeurent toutefois chargées de sauvegarder les intérêts de leurs compatriotes.

g) Si, à l'expiration du délai fixé dans l'article d), aucune réclamation n'est présentée contre l'héritage, les autorités consulaires doivent, après avoir payé et réglé, d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les frais et comptes qui grèvent la succession, prendre définitivement possession de l'héritage, le liquider et le remettre aux héritiers légaux. Elles n'ont à rendre compte de cette opération qu'à leur propre gouvernement.

h) Dans toutes les questions relatives à l'ouverture, à l'administration et à la liquidation de la succession de ressortissants d'un des deux pays dans l'autre, les consuls intéressés doivent être par la loi autorisés à représenter les héritiers et reconnus d'office comme munis de pleins pouvoirs à cet effet, sans qu'ils soient obligés de prouver leur mission par un mandat particulier. Les autorités consulaires peuvent agir auprès des autorités compétentes du pays soit en personne soit par l'intermédiaire d'un représentant autorisé par les lois du pays, sauvegarder dans toutes les circonstances où la succession est en jeu, les intérêts des héritiers et intervenir au sujet des réclamations soulevées contre cette succession. Elles sont cependant obligées, s'il existe des exécuteurs testamentaires ou des mandataires représentant les héritiers, de leur faire connaître toutes les réclamations soulevées contre la succession pour que les exécuteurs testamentaires ou les héritiers puissent faire valoir leurs objections à ces réclamations.

Il va de soi que les consuls, en tant que mandataires de leurs compatriotes, ne peuvent pas être personnellement poursuivis en justice pour une affaire relative à la succession.

i) Le droit d'hérédité ainsi que le partage de la succession du défunt se règlent d'après les lois de son pays.

Toutes les contestations au sujet du droit d'hérédité et du partage de la succession doivent être tranchées par les tribunaux ou les autorités compétentes de ce pays et conformément aux lois qui y sont en vigueur.

k) Si un ressortissant d'un des Etats contractants décède dans un autre Etat contractant, en un lieu éloigné de la résidence d'un consul de son pays, il appartient aux autorités locales compétentes de dresser, en se conformant aux lois du pays, un inventaire de la succession du défunt et d'apposer leurs scellés. Des copies légalisées des documents en question doivent être adressées dans le plus bref délai, avec l'avis de décès et toutes les pièces prouvant la nationalité du défunt, à l'autorité consulaire la plus rapprochée du lieu de la succession.

Les autorités locales compétentes doivent prendre, en ce qui concerne la succession du défunt, toutes les mesures prescrites par les lois du pays et la succession doit être remise, dès que faire se peut, après l'expiration du délai stipulé dans l'article d) à l'autorité consulaire mentionnée ci-dessus ou à son mandataire.

Il va de soi que, à partir du moment où une autorité consulaire compétente ou son représentant arrive au lieu de la succession, les autorités locales qui sont intervenues dans l'intervalle ont à se comporter d'après les stipulations de cet article.

(f) If, during the period specified in Article (d) any claims which may be advanced by nationals of the country or by nationals of a third Power should lead to a dispute, the courts of law of the country shall have the exclusive right of deciding such claims, provided that they do not relate to the testamentary dispositions or to any claim to the estate.

If the estate of the deceased shows a deficit, the creditors may, as far as the laws of the country permit, require the competent local authorities to form themselves into a properly constituted body, after which all papers, effects or other personality composing the property, shall be delivered to the proper local authorities or to the official assignees; nevertheless, it shall remain the duty of the Consular authorities to protect the interests of their fellow-countrymen.

(g) If, at the expiration of the period specified in Article (d), no claim has been presented against the estates the Consular Authorities shall, after paying and regulating, in accordance with the scale in force in the country, all charges and accounts encumbering the estate, shall take final possession of it, liquidate and make it over to the legal heirs. They shall be accountable only to their own Government in this matter.

(h) In all questions relating to the reception of claims, the administration and the liquidation of the estate of nationals of either of the two countries in the other, the Consuls concerned shall be legally empowered to act on behalf of the heirs and shall be recognised officially as furnished with full powers to that effect, without the obligation of proving their authority by a power of attorney. The Consular Authorities may deal with the proper authorities of the country either in person or through the agency of a representative empowered by the laws of the country. They may, in all circumstances affecting the estate, protect the interests of the heirs, and they may intervene in connection with claims brought against that estate. They shall, however, be obliged, if there are any testamentary executors or agents representing the heirs, to notify them of all claims brought against the estate in order that the testamentary executors or the heirs may urge their objections to such claims.

It follows that Consuls, in their capacity of agents for their fellow-countrymen, shall not be liable to any personal action in matters affecting the estate.

(i) The right of inheritance and the partition of the estate of the deceased shall be settled according to the laws of his country.

All disputes affecting the right of inheritance and the partition of the estate shall be resolved by the courts of law or the proper authorities of that country in conformity with the laws in force therein.

(k) In case of the death of a national of one of the contracting States in another contracting State in a place distant from the residence of a Consul of his country, it shall be the duty of the competent local authorities to draw up, in conformity with the laws of the country, an inventory of the estate of the deceased and to affix their seals. Certified copies of the documents in question shall be forwarded at the earliest possible moment, together with the death certificate and all papers proving the nationality of the deceased, to the Consular authority nearest to the place where the estate is situated.

The competent local authorities shall take all steps prescribed by the laws of the country in connection with the estate of the deceased, and the estate shall be made over, as soon as possible after the expiration of the period specified in Article (d), to the Consular Authority above-mentioned or to his representative.

It follows that, from the moment when a competent Consular Authority or his representative arrives at the place where the estate is situated, the local authorities who have intervened in the meanwhile shall be bound to act in conformity with the provisions of that article.

- l) Les stipulations de la présente Convention doivent également s'appliquer à la succession des ressortissants d'un des deux pays, qui, décédés hors du territoire de l'autre pays, y ont laissé des biens meubles ou immeubles.
- m) Les consuls de chaque pays sont exclusivement chargés de l'inventaire et de tous les actes exigés par l'entretien et la liquidation des successions des gens de mer, passagers et autres voyageurs de leur nation, qui décèdent dans l'autre pays, soit à terre soit à bord d'un bâtiment.

13. Les consuls sont, en raison même de leurs fonctions, chargés de la curatelle et de la tutelle temporaire des enfants mineurs et des veuves des ressortissants de l'Etat qui les délègue, décédés dans leur arrondissement et, en cette qualité, ils peuvent prendre toutes les mesures nécessaires, admises par les lois locales, pour protéger les intérêts des survivants et la succession.

14. Les consuls ont le droit, dans la mesure où les y autorisent les lois et les règlements de leurs pays :

- a) de recevoir et de légaliser les actes judiciaires unilatéraux et les dispositions testamentaires de leurs compatriotes ainsi que les conventions passées entre des ressortissants de leur propre pays ou entre ces derniers et des ressortissants ou d'autres habitants du pays de leur résidence; en outre les conventions entre personnes de cette dernière catégorie qui se rapportent à des biens fonciers situés sur le territoire du pays qui délègue le consul ou à une affaire à y conclure;
- b) de traduire et de légaliser toutes les pièces émanant des autorités ou des fonctionnaires de leurs pays.

Tous les documents de cette nature, de même que les copies, extraits et traductions, une fois légalisés par les autorités consulaires mentionnées, et revêtus du sceau officiel du consulat, doivent avoir la même force et la même valeur dans chacun des deux pays que s'ils avaient été reçus et légalisés par un notaire public ou par quelque autre fonctionnaire public ou de l'ordre judiciaire appartenant à l'un ou l'autre des deux pays, avec cette condition qu'ils sont soumis aux droits de timbre et aux autres droits et taxes établis par la loi dans le pays où ils doivent être exécutés.

15. Les consuls ont le droit, dans les limites où les lois de la Partie contractante qui les a nommés, les y autorisent, à procéder aux mariages des ressortissants de cette Partie en se conformant aux lois qui y sont en vigueur.

Cette stipulation ne s'applique pas aux mariages où l'un des conjoints est ressortissant de la Partie contractante où le consul a sa résidence. Ce dernier doit informer aussitôt les autorités locales de tous les mariages auxquels il a procédé en raison de la stipulation précédente.

16. Les consuls doivent avoir le droit d'enregistrer, conformément aux lois et règlements de la Partie contractante qui les a nommés, les naissances et les décès des ressortissants de cette Partie.

Les intéressés n'en restent pas moins obligés par les lois du pays de déclarer les naissances et les décès aux autorités locales.

C. RATIFICATION ET DURÉE DE VALIDITÉ.

17. Cette Convention entre en vigueur aussitôt après la ratification par les Etats contractants.

18. La durée de cette Convention n'est pas limitée. Chaque pays contractant a le droit de se retirer de cette Convention moyennant un avis donné six mois à l'avance à tous les autres Etats contractants.

En foi de quoi la présente Convention a été signée à Riga, le douze juillet mil neuf cent vingt et un en deux exemplaires.

(Signé) ANT. PIIP.

(Signé) Dr J. PURYCKIS.

(l) The provisions of the present Convention shall also apply to the estates of nationals of either of the two countries who have died outside the territory of the other country and have left real or personal property therein.

(m) Consuls of either country shall be solely responsible for the inventory and for all acts involved by the upkeep and the liquidation of the estates of seamen, passengers and other travellers of their nation dying in the other country, whether ashore or on board a vessel.

(13) Consuls shall, in virtue of their office, be responsible for the temporary custody and guardianship of the widows and children under age of nationals of the State which the Consuls represent who may die in their area, and in this capacity they may take all necessary steps admissible under the local laws to protect the interests of surviving relatives and of the estate.

(14) Consuls shall have the right, in so far as the laws and regulations of their country permit :

(a) To receive and to certify the unilateral judicial acts and testamentary dispositions of their fellow-countrymen, and also agreements made between nationals of their own country or between the latter and nationals or other inhabitants of the country of their residence ; and also agreements between persons of the latter class relating to landed estates situated within the territory of the country which the Consul represents or to business to be transacted therein.

(b) To translate and to certify all documents received from the authorities or officials of their country.

All such documents, together with copies, extracts and translations, when certified by the above-mentioned Consular Authorities, and sealed with the official seal of the Consulate, shall have the same force and the same authority in each of the two countries as if they had been received and certified by a commissioner for oaths or other public or judicial officer belonging to one or the other of the two countries ; provided that they shall be subject to stamp duty and to the other duties and taxes by law established in the country in which they are to be executed.

(15) Consuls shall be entitled, within the limits within which they are authorised by the laws of the contracting party which appointed them, to perform the marriages of nationals of that party according to the laws in force therein.

This provision shall not apply to marriages in which one of the parties is a national of the contracting party in which the Consul resides. The latter shall at once notify the local authorities of all marriages which he has performed in virtue of the previous provision.

(16) Consuls shall be entitled to register all births and deaths of the contracting party which appointed them, in conformity with the laws and regulations of that party.

The persons concerned shall nevertheless be bound to notify the local authorities of births and deaths in accordance with the laws of the country.

C. RATIFICATION AND DURATION OF VALIDITY.

(17) This Convention shall come into force immediately on ratification by the contracting States.

(18) The duration of this Convention shall not be limited. Either contracting State shall have the right to denounce this Convention upon giving notice six months in advance to all other contracting States.

In faith whereof the present Convention was signed in duplicate at Riga this twelfth day of July, one thousand nine hundred and twenty-one,

(Signed) ANT. PIIP.

(Signed) DR. J. PURYCKIS.

N° 293.

**ESTHONIE, LETTONIE
ET LITUANIE**

Convention concernant les relations
postales, télégraphiques et télé-
phoniques, signée à Riga le
12 juillet 1921.

**ESTHONIA, LATVIA
AND LITHUANIA**

Convention concerning Postal, Tele-
graphic and Telephonic relations,
signed at Riga, July 12, 1921.

No. 293. — CONVENTION¹ ENTRE L'ESTHONIE, LA LETTONIE ET LA LITUANIE CONCERNANT LES RELATIONS POSTALES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES, SIGNÉE A RIGA LE 12 JUILLET 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 juillet 1922.

La RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, M. Antoine PIIP, d'une part,

et la RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, représentée par le Président du Conseil, M. Siegfried MEIEROVICS,

et la RÉPUBLIQUE DE LITUANIE, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, M. le Dr Joseph PURYCKIS, d'autre part,

étant tombées d'accord de conclure une Convention concernant les relations postales, télégraphiques et téléphoniques, ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

ETENDUE DE LA VALIDITÉ DE L'ARRANGEMENT.

Les dispositions de cette Convention sont de vigueur exclusivement dans les relations réciproques entre les contractants, sauf les cas où le contraire est expressément stipulé. Dans tous les cas non prévus par cette Convention, sont applicables les dispositions de la Convention principale et de la Convention concernant l'échange des colis postaux de l'Union postale universelle et des arrangements de l'Union postale universelle concernant les lettres et boîtes avec valeur déclarée, le service des mandats-poste et l'intervention de la poste dans les abonnements des journaux et publications périodiques.

Article 2.

ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION.

Chaque pays contractant est loisible de fixer la date dès laquelle il voudra s'obliger de mettre à exécution la Convention en entier ; toutefois, la réglementation et l'extension des relations réciproques, conformément aux stipulations des articles 3, 4, 5, et 9 à 15 inclus est obligatoire dans deux mois au plus tard après la ratification de la Convention.

¹ Ratifiée par l'Esthonie le 16 décembre 1921.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.No. 293. — CONVENTION² BETWEEN ESTHONIA, LATVIA AND LITHUANIA CONCERNING POSTAL, TELEGRAPHIC AND TELEPHONIC RELATIONS, SIGNED AT RIGA JULY 12, 1921.

French official text communicated by the Esthonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place on July 12, 1922.

The REPUBLIC OF ESTHONIA, represented by M. Antoine PIIP, Minister for Foreign Affairs of the one part,

and the REPUBLIC OF LATVIA, represented by M. Siegfried MEIEROVICS, President of the Council,

and the REPUBLIC OF LITHUANIA, represented by Dr. Joseph PURYCKIS, Minister for Foreign Affairs, of the other part,

having agreed to conclude a Convention regarding postal, telegraphic, and telephonic relations, have laid down the following regulations :

Article 1.

EXTENT OF THE VALIDITY OF THE ARRANGEMENT.

The provisions of this Convention shall be valid exclusively with regard to mutual relations between the Contracting Parties except in cases in which the contrary is expressly stated. In all cases not provided for by this Convention, the regulations of the Principal Convention of the Universal Postal Union and of its Convention regarding the exchange of postal parcels and the Universal Postal Union's arrangements concerning the exchange of letters and parcels (*boîtes*) of a declared value, money orders, and the agency of the Post Office in respect of subscriptions to newspapers and periodicals, shall be applicable.

Article 2.

ENTRY INTO FORCE OF THE CONVENTION.

Each contracting country is authorised to fix the date on which it will put into force the Convention as a whole, but the regulation and extension of mutual relations in conformity with the provisions of Articles 3, 4, 5 and 9 to 15 inclusive, are compulsory within two months at the latest after the ratification of the Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratified by Esthonia December 16, 1921.

Article 3.

ENVOIS DE LA POSTE AUX LETTRES.

1. Pour les envois de la poste aux lettres mentionnés dans la Convention principale de l'Union postale universelle, les taxes en vigueur dans les services intérieurs du pays sont applicables, à condition qu'elles n'excèdent pas les taxes les plus basses dans les relations avec quelque autre pays que ce soit.

2. Le transport en transit de la poste aux lettres est effectué gratuitement.

Article 4.

LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

1. Les stipulations de l'article 3, § 1-2, sont aussi valables, par analogie, en ce qui concerne les droits d'assurance des lettres et boîtes avec valeur déclarée.

2. Des décomptes réciproques sur les droits perçus n'auront pas lieu.

3. Chaque pays contractant est loisible de fixer le montant maximum de la valeur à déclarer, à condition qu'il n'excède pas la somme de 10.000 francs suisses calculée en monnaie du pays expéditeur de l'envoi.

4. Jusqu'à nouvel avis, sont admis à l'échange seulement les lettres déclarées ouvertes. D'un commun accord des états participants, l'échange de lettres fermées pourra être admis.

Article 5.

COLIS POSTAUX.

1. Le maximum de la valeur déclarée est fixé à 500 francs.

2. Le poids des colis postaux est limité à 15 kilos.

3. Les dispositions de l'article 3, § 1, concernant les droits de port des envois de la poste aux lettres sont applicables, par analogie, aux colis postaux en ce qui concerne les droits d'assurance desquels les pays expéditeurs bonifient en entier.

Chaque Etat participant au transport territorial perçoit 50 cts, et participant au transport maritime 25 cts par chaque poids de 5 kilogrammes, ou fraction de 5 kilogrammes du poids des colis.

Article 6.

MANDATS DE POSTE.

1. Comme modification des dispositions de la Convention de l'Union postale universelle, il est convenu que les décomptes entre les pays participants pendant que le taux d'échange de leur monnaie est encore sujet à de grandes oscillations, seront effectués de cette façon que chaque pays verse à l'autre pays le montant entier ou total des mandats payés par ce dernier.

2. Le pays expéditeur des mandats de poste a la faculté d'exiger des déposants le versement du montant du mandat dans la monnaie du pays de destination du mandat.

3. Dans les cas de mandats de poste pour une somme élevée, l'office postal destinataire a le droit de s'informer par le télégraphe, gratuitement, de l'authenticité du mandat.

Article 3.

CORRESPONDENCE BY LETTER POST.

(1) In regard to the correspondence by letter post referred to in the Principal Convention of the Universal Postal Union, the tariffs in force for inland correspondence shall be applicable, on condition that they do not exceed the lowest tariffs in force in the country in relation to any other country.

(2) The transit carriage of the letter post shall be effected free of charge.

Article 4.

LETTERS OF A DECLARED VALUE.

(1) Similarly, the regulations of Article 3, paragraphs 1-2, shall also be valid in regard to the insurance of letters and parcels (*boîtes*) of a declared value.

(2) Mutual accounts in respect of dues levied shall not be kept.

(3) Each contracting country shall be authorised to fix the maximum sum which may be declared, on condition that it shall not exceed the sum of 10,000 Swiss francs, reckoned in the currency of the country sending the article.

(4) ¹/₂ Until further notice, only open letters of declared value will be accepted for exchange. The exchange of closed letters may be allowed by mutual agreement between the Contracting States.

Article 5.

POSTAL PARCELS.

(1) ¹/₂ The maximum value which may be declared shall be fixed at 500 francs.

(2) ¹/₂ The weight of postal parcels shall be limited to 15 kgs.

(3) The regulations in Article 3, par. 1, regarding the tariff imposed on correspondence by letter post, shall also be applicable to postal parcels as regards insurance duties, the whole benefit of which shall go to the forwarding country.

Each country taking part in the transport by land of a parcel shall charge 50 cts. per 5 kgs. or fraction of 5 kgs., and 25 cts. in the case of transport by sea.

Article 6.

MONEY ORDERS.

(1) In modification of the regulations of the Convention of the Universal Postal Union, it is agreed that accounts shall be established between the contracting countries as long as the rate of exchange of their currencies remains subject to considerable fluctuations, and each country shall refund to the other country the total amount of the money orders paid by the latter.

(2) The country forwarding money orders shall have the option of demanding that the sender shall pay the amount of the order in the currency of the country to which the order is being sent.

(3) In the case of money orders for large sums, the Post Office of destination shall be authorised to verify the authenticity of the order by telegraph free of charge.

Article 7.

SERVICE DE REMBOURSEMENT.

Chaque pays détermine le maximum pour chaque envoi à condition qu'il n'excède 1.000 francs.

Article 8.

ABONNEMENT AUX JOURNAUX.

1. Le prix de revient des journaux et périodiques est communiqué en monnaie du pays dans lequel les journaux paraissent.
2. Les périodes d'abonnement sont 1, $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{4}$ d'année, ou 1 et 2 mois.

Article 9.

COMMUNICATIONS, TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

1. Dans les relations télégraphiques entre pays limitrophes seront perçues les taxes du service interne de chaque pays. Si un câble sous-marin est employé, un supplément de droits peut être perçu selon un arrangement spécial entre les pays intéressés, mais le total des droits ne pourra excéder la taxe la plus basse en vigueur dans ce pays dans les relations avec quelque autre pays que ce soit. Les décomptes réciproques n'auront pas lieu, mais sur demande d'un des Etats, l'autre des Etats participants organisera les décomptes pour télégrammes avec réponse payée.

2. Dans les relations par le territoire d'un tiers Etat, les derniers perçoivent les droits de transit en vigueur en les rabaisant réciproquement autant que possible.

3. Pour régler le service des décomptes et normer les taxes, l'Esthonie, la Lettonie et la Lituanie s'engagent à prendre des mesures pour fixer, conformément aux dispositions de la Convention internationale télégraphique et avec l'adhésion du Gouvernement suisse, des taxes terminales et de transit propres à ces Etats.

4. Pour assurer les communications télégraphiques le service radiotélégraphique est à organiser le plus tôt possible. L'échange de radiotélégrammes avec des navires aura lieu conformément aux dispositions internationales y relatives. Dans les relations directes entre des stations de terre des pays contractants, les droits seront égaux à la taxe des télégraphes à fils et aucun décompte n'aura lieu.

Article 10.

DÉCOMPTES.

Les décomptes s'effectuent, sauf dispositions contraires fixées par cette Convention, conformément aux stipulations de l'Union postale universelle, dans la monnaie du pays créditeur, en calculant le montant d'après le taux d'échange annoncé pour la période des décomptes par le pays respectif.

Article 7.

CONSIGNMENTS BY "VALUE PAYABLE" POST.

Each country shall determine the maximum value payable of any one consignment, on condition that it shall not exceed 1,000 francs.

Article 8.

SUBSCRIPTION TO NEWSPAPERS.

(1) The net price of newspapers and periodicals shall be stated in the currency of the country in which the newspapers are published.

(2) The periods of subscription shall be yearly, half yearly, quarterly, monthly and bi-monthly.

Article 9.

TELEGRAPHIC AND TELEPHONIC COMMUNICATIONS.

(1) In telegraphic communications between neighbouring countries the home tariff of both countries shall be charged. When a submarine cable is used, additional duties may be charged by special agreement between the countries concerned, but the total charges shall not be in excess of the lowest tariff in force in the country in its relation to any other country. No mutual accounts shall be kept, but at the request of one of the States the other State shall establish accounts for reply-paid telegrams.

(2) In the case of communications through the territory of a third State, the latter shall charge the transit dues in force and shall, as far as possible, arrange for mutual reductions.

(3) In order to facilitate the settlement of accounts to equalise the tariffs, Esthonia, Latvia and Lithuania pledge themselves to take measures to fix appropriate terminal and transit tariffs in conformity with the regulations of the International Telegraphic Convention and with the approval of the Swiss Government.

(4) In order to assure telegraphic communications, a wireless telegraph service shall be organised as soon as possible. The exchange of wireless telegrams with ships shall take place in accordance with the international regulations relating thereto. In direct communications between the land stations of the contracting countries, the tariff charged shall be the same as the one in force for the telegrams by wire and no accounts shall be kept.

Article 10.

ACCOUNTS.

Except where the contrary is laid down by this Convention, accounts shall be established in conformity with the regulations of the Universal Postal Union, in the currency of the creditor country, the amount being calculated at the rate of exchange published for the financial period by the country concerned.

Article 11.

INFORMATIONS RÉCIPROQUES.

Les informations réciproques concernant les prohibitions à entrer en vigueur, les règlements concernant le conditionnement des colis postaux, l'équivalent de la monnaie et toutes autres informations exigées selon les arrangements internationaux et les règlements d'exécution y relatifs, seront communiqués réciproquement dans un mois au plus tard après la ratification de cette Convention.

Article 12.

DURÉE DE LA CONVENTION.

La durée de la Convention n'est pas limitée. Chaque pays contractant a le droit de se retirer de cette Convention moyennant un avis donné six mois à l'avance.

Article 13.

RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION.

L'administration lettone se charge de l'élaboration du règlement d'exécution. Le projet sera remis dans deux mois au plus tard après la signature de la Convention.

Article 14.

LITIGES ET ARBITRAGE.

Les cas de dissentiment relativement à l'interprétation de la présente convention sont décidés par l'arbitrage de trois pays étrangers.

Article 15.

RATIFICATION.

Cette Convention doit être dûment ratifiée.

En foi de quoi la présente Convention a été signée à Riga le douze juillet mil neuf cent vingt et un en trois exemplaires.

(Signé) ANT. PIIP.

(Signé) S. A. MEIEROVICS.

(Signé) D^r J. PURYCKIS.

Article 11.

MUTUAL INFORMATION.

Mutual information regarding restrictions to be enforced, regulations regarding the sending of postal parcels, the comparative value of currency, and all other information required in accordance with international arrangements and the executive regulations relating thereto, shall mutually be communicated within one month at the latest after the ratification of this Convention.

Article 12.

DURATION OF THE CONVENTION.

The duration of the Convention is not limited. Each contracting country shall have the right to withdraw from this Convention at six months' notice.

Article 13.

EXECUTIVE REGULATIONS.

The Latvian Authorities undertake to draw up executive regulations. The draft shall be submitted within two months at the latest after the signature of the Convention.

Article 14.

LITIGATION AND ARBITRATION.

Disputes regarding the interpretation of the present Convention shall be decided by the arbitration of three foreign countries.

Article 15.

RATIFICATION.

This Convention must be duly ratified.

In witness whereof the present Convention was signed at Riga on July the twelfth, one thousand nine hundred and twenty-one, in triplicate.

(Signed) ANT. PIIP.

(Signed) S. A. MEIEROVICS.

(Signed) Dr. J. PURYCKIS.

N° 294.

**ESTHONIE ET
REPUBLIQUE DES SOVIETS
D'UKRAINE**

Traité relatif aux relations futures,
signé à Moscou le 25 novembre
1921.

**ESTHONIA
AND THE UKRAINIAN
SOVIET REPUBLIC**

Treaty respecting future relations,
signed at Moscow, November 25
1921.

TEXTE ESTHONIEN. - ESTHONIAN TEXT.

No. 294. — LEPING EESTI DEMOKRAATLIKU WABARIIGI JA UKRAINA SOTSIALISTLIKU NÕUKOGUDE WABARIIGI WAHEL.¹

Textes officiels esthoniens, russe et ukrainien, communiqués par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 12 juillet 1922.

Eesti Demokraatlik Wabariik ühelt poolt ning Ukraina Sotsialistlik Nõukogude Wabariik teiselt, juhitud kindlast tahtmisest luua õiguse ning õigluse pinnal püsiwad alused niisugusele wastastikusele wahekorrale tulewikus, mis kindlustaks mõlemale riigile ja nende rahwastele kõik head, mis rahu annab, otsustasid seks läbirääkimistele asuda ja nime-tasid selleks oma: wolinikkudeks :

EESTI DEMOKRAATLIKU WABARIIGI WALITSUS :

TÕNIS JÜRI POEG WAREST'E
ja Ferdinand Adami poeg WELLNERI ;

UKRAINA SOTSIALISTLIKU NÕUKOGUDE WABA-
RIIGI WALITSUS :

Jüri Mihaili poeg KOTSJUBINSKI.

Nimetatud wolinikud, kokku tulnud Moskwas, leppised, pärast wastastikust wolituste ette-nälitamist, mis küllalt täielisteks ja tarwilikus wormis kokkuseatuteks tunnistati, järgnewas kokku :

Artikkel I.

Eesti Demokraatlik Wabariik ja Ukraina Sotsialistlik Nõukogude Wabariik, loodud oma rahwaste tahtmisel, tunnustawad ilmtingi-

¹ Ratifié par l'Esthonie le 16 décembre 1921.

TEXTE UKRAINIEN. - UKRAINIAN TEXT.

No. 294. — ДОГОВІР МІЖ ЕСТОНСЬКОЮ ДЕМОКРАТИЧНОЮ РЕСПУБЛІКОЮ Й УКРАЇНСЬКОЮ СОЦІАЛІСТИЧНОЮ РАДЯНСЬКОЮ РЕСПУБЛІКОЮ¹.

Esthonian, Russian and Ukrainian official texts communicated by the Esthonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place, July 12, 1922.

ЕСТОНСЬКА ДЕМОКРАТИЧНА РЕСПУБЛІКА з одної сторони й УКРАЇНСЬКА СОЦІАЛІСТИЧНА РАДЯНСЬКА РЕСПУБЛІКА з другої, маючи тверде бажання встановити на засадах права й справедливости міцні основи для майбутніх взаємовідносин, що забезпечували б за обома державами й їх народами блага миру, вирішили з цією метою розпочати переговори й для цього призначили своїми уповноваженими :

УРЯД ЕСТОНСЬКОЇ ДЕМОКРАТИЧНОЇ РЕСПУБЛІКИ :

Деонісія Григоровича ВАРЕС й Фердинанда Адамовича ВЕЛЬНЕР ;

УРЯД УКРАЇНСЬКОЇ СОЦІАЛІСТИЧНОЇ РАДЯНСЬКОЇ РЕСПУБЛІКИ :

Юрія Михайловича КОЦЮБІНСЬКОГО.

З'їхавшись в м. Москві, означені уповноважені, після взаємного пред'явлення своїх уповноважень, визнаних правними й складеними в належній формі, погодилися на нижеслідуючому :

Артикул I.

Естонська Демократична Республіка й Українська Соціалістична Радянська Республіка, створені волею своїх народів, безоговорочно визна-

¹ Ratified by Esthonia December 16, 1921.

mata teineteist iseseiswaks, rippumatuks ja suveräänseks riigiks, kõikide sellest tunnustamisest tingitud juriidiliste järeldestega, neis riigi piirides, mis kummalgi lepinguosalisel poolel Wenemaaga ja teiste naaberriikidega kindlaks on tehtud.

Artikkel II.

Eesti ja Ukraina teatawad, et nende maade ja rahwaste endisest Wene Keiserrigi tülge kuuluwusest ei järgne kummalegi lepinguosalisel mingisuguseid wastastikusi kohustusi.

Artikkel III.

Mõlemad lepinguosalisel kohustuwad :

1. Ära keelama omal pinnal igasuguste wägede wiibimise, peale walitsuse omade ja nende sõprusriikide wägede, kellega ühel lepinguosalisel jõjaline konwentsioon tehtud, kes aga teise lepinguosalisega tegelikult sõjalal ei seisa, samuti oma territooriumi piirides ära keelama meeskonna kogumise ning mobiliseerimise niisuguste riikide, organisatsioonide ja rühmade wäeridadesse, kes oma eesmärgiks seawad sõjariistus wõitlust teise lepinguosalisega.

2. Mitte lubama oma territooriumil ei mingisuguste organisatsioonide ega rühmade moodustamist ega wiibimist, kes teise lepinguosaliise kogu wõi osa territooriumi walitsuseks olla pretendeeriwad, samuti ka mitte lubama nerde organisatsioonide ja rühmade esituse ega ametlikkude isikute wiibimist, kelle eesmärgits on teise lepinguosaise walitsuse kukutamine.

3. Aera keelama riikidele, kes teise lepinguosalisega tegelikult sõjalal seisawad, ja organisatsioonidele ning rühmadele, kes endile sõjariistus wõitlust teise lepinguosalisega eesmärgiks seawad, oma sadumate laudu ja territooriumi mööda kõige selle wedu, mida teisele lepinguosalisel kallaletuugimiseks woidaks kasutada, nagu : niisuguste riikide, organisatsioonide ja rühmade sõjariistus jõud, sõjaline warandus, sõjatehnilised wahendid ja suurtüki-, intendandi-, inseneri, ja õhusõiduwäe materjaalid.

4. Peale rahwuswahelises õiguses ettenähtud juhtumiste ära teelama igasuguste sõjalae-

коть одна одну самостійними, незалежними й суверенними державами, з усіма випливаючими з такого визнання правними наслідками в державних межах, які кождою з укладаючих Договір сторін встановлено з Росією й іншими суверенними державами.

Артикул II.

Естонія й Україна заявляють, що з колишньої принадлежності їх земель і народів до Російської Імперії для обоих укладаючих Договір сторін не повстає ніяких взаємних зобов'язань.

Артикул III.

Обидві укладаючі Договір сторони зобов'язуються :

1. Заборонити перебування на своїй території якого будь війська, за винятком державного або війська дружніх держав, з котрими одною з укладаючих Договір сторін складено військову конвенцію, але котрі не перебувають у фактичній стані війни з другою із укладаючих Договір сторін, рівно ж заборонити в межах своєї території вербування й мобілізацію особистого складу до лав армії держав організації і груп, що ставлять собі метою збройну боротьбу з другою з укладаючих Договір сторін.

2. Не допускати створення й перебування на своїй території будь яких організацій і груп, що претендують на ролю Уряду всієї території другої з укладаючих Договір сторін або частини її, рівно ж Представництв й урядових осіб організацій і груп, що мають метою повалення Уряду другої з укладаючих Договір сторін.

3. Заборонити державам, що перебувають у фактичній стані війни з другою укладаючою Договір стороною, і організаціям й групам, що мають своєю метою збройну боротьбу з другою укладаючою Договір стороною, перевозку через свої порти й по своїй території всього того, що може бути використувано для нападу на другу укладаючу Договір сторону, а саме : належних таким державам, організаціям та групам збройних сил, військового майна, військово-техничних засобів та матеріялів гарматних, інтендантських, інженерних й повітроплавства.

4. За винятком випадків, предбачених міжнародним правом, заборонити захід в свої порти

wade, suurtüki- ning miinipaatide jne. sisse- sõitmise oma sadamatesse ja nende wiibimise oma territoriaa wetes, kui nad niisuguste organ- isatsioonide wõi rühmade omad, kes oma ülesandeks seawad sõjariistus wõitluse teise lepinguosalisega wõi riikide päralt, kes teise lepinguosalisega sõjajatal seisawad, ja kui nende eesmärgiks on teisele lepinguosalisele tallaletungimine, ning kui tähendatud ostarwe teatawaks on saanud sellele lepinguosalisele, kelle territooriumi need weed ja sadamad kuuluwad.

Artikkel IV.

Kumbki lepinguosalistest kohustub teise poole lippu ja wappi, kui sõprusriigi embleemi, tunnustama ning neist lugupidama. Lipu ja wapi joonistused kui ka kõik tulewased munda- tused nendes teadustatakse wastastikku di- plomaatilisel teel.

Artikkel V.

Kui Eesti alaline neutraliteet rahwuswa- heliselt tunnustatakse, siis kohustub Ukraina omalt poolt seda neutraliteeti pidama ja garanteerima.

Artikkel VI.

Ühe aasta jooksul selle lepingu ratifit seerimise päewast arwates on isikutel, kes- pärit Eesti territooriumi kuuluwatelt maa- aladelt ning kes üle kaheksateistkümne aasta wanad ja nüüd Ukraina territooriumil elawad õigus Eesti kodakondsust opteerida. Samadel alustel on mitte-eestisoost isikutel, kes Eesti territooriumil elawad, õigus Ukraina koda- kondsust opteerida.

Opteerimise kord ja tingimused on sellele lepingule juurelisatud täiendawas kokkuleppes äratähendatud.

Artikkel VII.

Mõlemate lepinguosaliste riikide walitsused lepiwad kokku tagasi andma wastastikku ilma- sõja ajal Eesti (Ukraina) territooriumilt ewa- kueeritud raamatukogud, arhiwid, õpeabinõud,

ja plawanna w svojix teritorijalnih wodaх jakix budь wjiskowix korabliw, kanoneroк, minonosciw i т. и., належних або організаціям i групам, що мають своєю метою збройну боротьбу з другою в укладаючих Договір сторін, або державам, що перебувають в другою в укладаючих Договір сторін в стані війни й мають своєю метою напад на другу укладаючу Договір сторону, коли подібні заміри стають відомими тій з укладаючих Дого- вір сторін, до території котрої відносяться ці води й порти.

Артикул IV.

Кожда в укладаючих Договір сторін обов'язу- ється визнавати й поважати прапор та герб дру- гої сторони, як емблеми дружньої держави. Малюнки прапора й герба, рівно ж еміни, що в них вносяться, коли такі будуть, взаємно по- даються дипломатичним шляхом.

Артикул V.

У випадку міжнароднього визнання постійного нейтралітету Естонії, Україна в свого боку також зобов'язується додержувати і гарантувати його.

Артикул VI.

На протязі одного року з дня ратифікації цього Договору, особи, які принадлежать по поход- женню до місцевостей, що входять в склад Есто- нії, які зараз перебувають на території України і досягли 18-ти літнього віку від року, мають право оптувати естонське громадянство. На тіх же основах особи неестонського походження, пере- буваючі на території Естонії, мають право опту- вати українське громадянство.

Порядок й умови вчинення оптації встановля- ються додатковою угодою, що буде прикладено до цього Договору.

Артикул VII.

Уряди обох укладаючих Договір сторін вгод- жуються взаємно повернути евакуовани в тері- торії Естонії (України) за час світової війни книговбірні, архіви, шкільні підручники, доку

dokumendid, kunstiteosed ja kõik muud enne wõi nüüd Eesti (Ukraina) piirides olewate koolide, õpetatud-, kohaliste walitsuse- ja seltskonna-asutuste, usukoguduste ning heate-gewate seltside warandusd, niipalju kui tähendatud warandused on praegu wõi sattuwad edaspidi Eesti (Ukraina) Walitsuse ehk walitsusasutuste wõimkonda.

U. S. N. W. Walitsus kohustub Eesti Walitsusele tagasi andma kõiksugu eraasutuste arhiivid ja asjaajamised, niisama ka waranduslikud dokumendid, nagu : ostu ja pandi kreposteerimise aktid, rendilepingud, kõiksugu rahalised kohustused jne., mis Eesti kodanikkude warandus-õigusliste wahekordade selgitamiseks tähtsad, niipalju kui niisugused 1914-1917 a. Eesti piiridest wälja wiidud ja U. S. N. W. Walitsuse ehk walitsusasutuste wõimkonnas on.

Mõlemad Walitsused kohustuwad wastastikku tagasi andma arhiivid, raamatukogud, muuseumid ja kunstiteosed, millele Ukrainale (Eestile) oluline teaduslik, kunstiline wõi ajalooline tähtsus on ja mis wälja wiidud Ukrainast Eestisse (Eestist Ukrainasse) enne ilmasõda, niipalju kui nad Ukraina (Eesti) rahwa loowõime sünnitus on ja Eesti (U. S. N. W.) Walitsuse wõimkonnas olemas ja niipalju kui nende wäljawõtmine Eesti (Ukraina) arhiiwidele, raamatukogudele, muuseumidele, piltide galleriidele, kus neid alal hoitakse, olulist kahju ei tee.

Märkus 1. Selle lepingu artikkel VII nimetatud waranduste toomise kulud kunni Eesti (Ukraina) piirini kannab selle riigi walitsus, kust warandus tagasi tuuakse.

Märkus 2. Et selle lepingu artikkel VII äratähendatud õiguste täidewiimiseks Eestile (Ukrainale) ülisoodsamaid tingimusi luua, kohustub Ukraina (Eesti) Walitsus andma Eesti (Ukraina) Walitsusele kõiki oudmeid ja teateid, mis seks tarwis lähewad ning tagasitoodawate waranduste, arhiiwide, dokumentide jne., ülesotsimise juures igapidi kaasa aitama.

Märkus 3. Selle artikli põhjal tekkinud küsimuste lahendamine jääb iseäralise segakomisjoni hooleks, kus mõlemate lepinguosaliste poolt ühepalju liikmeid.

менти, мистецкі твори та инше майно усіх шкільних, місцевих, урядових та громадянських установ, релігійних та добродійних товариств, що перебувають або перебували раніш в межах Естонії (України) оскільки зазначене майно знаходиться чи знайдеться в розпорядженню Уряду та Урядових установ України (Естонії).

Уряд У. С. Р. Р. зобов'язується повернути Естонському Уряду всякого роду архиви й діловодства приватних установ, а також документи на майно, як то : купчі й закладові кріпости, арендні умови, всякого роду грошові зобов'язання і т. инше, які мають значіння для визначення маотно-правових відносин естонських громадян, оскільки такі предмети були вивезені з меж Естонії за час з 1914 по 1917 р. й будуть у розпорядженню Уряду чи урядових Установ У. С. Р. Р.

Обидва Уряди погоджуються взаємно повернути архиви, книгозбірні, музеї й мистецькі твори, що мають для Естонії (України) істоне наукове, мистецьке або історично значіння й вивезене в меж Естонії до України (або з України до Естонії) перед світовою війною, оскільки вони є витвіром Естонського (Українського) народу, й знаходяться в розпорядженню Уряду У. С. Р. Р. (Естонії) й оскільки виділ їх не зробить істотної шкоди Українським (Естонським) архивам, книгозбірням, музеям, галеріям картин, де вони зберігаються.

Примітка 1 : Витрати за доставку до кордону України (Естонії) майна, яке зазначено в артикулі VII цього Договору, несе Уряд тієї країни, з якої майно повертається.

Примітка 2 : З метою предоставлення Естонії (Україні) більш кращих умов для здійснення зазначених в арт. VII цього Договору прав, Український (Естонський) Уряд обов'язується давати Уряду Естонії (України) всі потрібні останньому для цього справки й відомости, й чинити всякого роду допомогу при розшукуванню майна, що повертається, архивів, документів і ин.

Примітка 3 : Розв'язання питань, які повстають з приводу цього артикулу покладається на Особливу Мішану Комісію, з рівною кількістю членів од обоих укладаючих Договір сторін.

Artikkel VIII.

Eesti kodanikkudel Ukrainas ja Ukraina kodanikkudel Eestis on needsamad õigused, mis mõlemate wabariikide seaduste järele üldse sõprusriikidest päritolewatel wäljamaalastel olemas.

Artikkel IX.

U. S. N. W. Walitsus õigustab Eesti kodanike, kes natsionaliseerimata ettevõtete omanikud: a) neid ettevõtteid juhatama ning walitsema ja neist tulu saama, sellejuures U. S. N. W. dekreetisid ja sellekohaseid maksuid määrusi täites; b) neid ettevõtteid likvideerima üleaudmise teel teistele isikutele ehk asutustele tingimisega, et nad terweks jääwad ja neis töowiljakus ei lange, ning sellele asutusele teatades, kus ettevõtte arwele wõetud, ja c) neid ettevõtteid ewakueerima omal kulul.

Märkus. Eesti esitusel on õigus wäliskomissariaadi kaudu Ukraina Rahwamajanduse Nõukogus ettepanekuga esineda Eesti kodanikkude üksikute ettevõtete natsionaliseerimise küsimust uuesti läbi waadata, kusjuures Ukraina Rahwamajanduse Nõukogu otsus lõpulikuks jääb.

Artikkel X.

Ukraina Sotsialistliku Nõukogude Wabariigi-Walitsus kohustub Eesti Wabariigi Walitsusele tasu wälja maksuma rekwiitsioonide eest, mis Eesti kodanikkudelt tolme pannud Nõukogude asutused, kui need asutused olid õigustatud rekwireerimisi toimetama, wäljarwatud juhtumised, kus rekwireerimine U. S. N. W. Walitsuse dekreetides ja määrustes on ette nähtud.

Märkus. Kõil maksu nõudmised rekwiireerimiste eest waadatakse läbi ja otsustatakse segakommissjoni poolt, mis pariteetlusel kokku seatud.

Артикул VIII.

Естонські громадяне в Україні й Українські громадяне в Естонії будут користуватись такими ж правами, які взагалі надані законами обох Республік, чужинцям, що належать до дружніх держав.

Артикул IX.

Уряд У. С. Р. Р. надає естонським громадянам власникам ненаціоналізованих підприємств: a) вараджувати й керувати ними визискуючи в них прибутки, з додержанням декретів й існуючих на цей випадок правил в У. С. Р. Р.; b) ліквідувати підприємства шляхом передачі іншим особам й установам, при умові збереження цілості й виробництва підприємств і в відому тієї установи, де воно знаходиться на учоті, й c) евакуувати за свій рахунок зазначені підприємства.

Примітка: Естонське Преставництво має право подавати заяву через Народній Комісаріят Закордонних Справ вперед Українською Радою Народнього Господарства про перегляд питань про націоналізацію окремих підприємств, що належать естонським громадянам, при чому постанова Української Ради Народнього Господарства не підлягає обміркованню на далі.

Артикул X.

Уряд Української Соціалістичної Радянської Республіки зобов'язується вчинити разрахунок в Урядом Естонської Республіки за реквізіції зроблені у естонських громадян Радянськими органами, що мають право на переведення реквізіцій, за винятком випадків реквізіцій, предбачених декретами та постановами Уряду У. С. Р. Р.

Примітка: Всі вимоги на виплату за вчинені реквізіції розглядаються й вирішуються Мішаною Комісією, складеною на парітетних засадах.

Artikkel XI.

Liikuv warandus, mis peale ühe lepinguosalise poole kodanikkude surma maha jääb ja teise poole territooriumil asub, läheb selle riigi konsulaarse või mõne muu diplomaati ise esituse hoole alla, kelle kodanik surnu oli. Päranduse õigused ja waranduse jagamise määravad ära pärandaja isamaa seadused.

Artikkel XII.

Lepinguosalised pooled on nõus wiibimata peale selle lepingu ratifitseerimist kaubandus- ja transiitlepingut ning posti-telegraafi konventsiooni tegema.

Artikkel XIII.

Kunni kaubanduslepingu tegemiseni reguleeritakse Eesti ja Ukraina wahekorda kaubanduslisel alal kokkukõlas järgmiste põhimõtetega, mis ka tulewase kaubanduslepingu aluseks pannakse: a) kaubad, mis ühest lepinguosalisest riigist ehk finna transiidina läbi teise lepinguosalise riigi territooriumi tulewad, ei käi teise lepinguosalise maal, kust kaubad läbi tulewad, ei sisse- ei wäljaweo tolli, ega transiitmaksu alla; b) punkt a ära tähendatud läbiwiidawate kaupade weotariifid ei või samasuguste kohaliste kaupade weotariifidest kõrgemad olla; c) Eesti ja Ukraina kaubalaewastikud on õigustatud lepinguosaliste sadamaid kasutama samadel alustel, kui teiste sõprusriikide kaubalaewastikud.

Artikkel XIV.

Diplomaatilised ja konsulaarsed läbikäimised lepinguosaliste poolte wahel seatakse sisse kohe peale selle lepingu ratifitseerimist.

Peale tähendatud ratifitseerimist on mõlemad pooled nõus wiibimata konsulaar-konventsiooni tegemisele asuma; senni aga, kui see tegemata, määravad konsulite õiguseid ja kohuseid kummagis lepinguosalises riigis

Артикул XI.

Рухоме майно, яке вали шилось після смерти громадян одної в Укладаючих Договір сторін й яке знаходиться на території другої сторони, йде в распоряження консульского чи иншого дипломатичного представника тієї держави, до якої померший належав, при чому право наслідування й розділ майна встановлюються по законам батьківщини наслідодавця.

Артикул XII.

Укладаючі Договір сторони негайно після ратифікування цього Договору згодні уложити торговельний та транзитний Договіри, а також поштово-телеграфну конвенцію.

Артикул XIII.

До уложення торговельного Договору взаємовідносини між Естонією та Україною в галузі торгівлі регулюються слідуючими принципами, що будуть покладені в основу будучого торговельного Договору;

a) товари, які йдуть з одної чи в одну з укладаючих Договір сторін транзитом через територію другої укладаючої Договір сторони, не обкладаються в тій укладаючій Договір країні, через котру вони пересилаються, ні ввозним ні вивозним митами, ні транзитними податками;

b) провозні тарифи на транзитні товари, зазначені в точці «а» не можуть бути вище таких-же тарифів на однородні товари місцевого призначення;

e) естонська та українська торговельні фльоти користуються гаванями укладаючих Договір сторін на рівних правах в торговельними фльотами других дружніх держав.

Артикул XIV.

Дипломатичні та консульські зносини між укладаючими Договір сторонами встановлюються зараз-же після ратифікації цього Договору.

Після цієї ратифікації обидві сторони згідні негайно приступити до уложення консульської конвенції, а до того уложення права та зобов'язки консулів определяються узаконеннями, які існують в цьому випадку в кожній з укла-

sellekohaselt maksmas olewad seadused ja rahwuswahelise õiguse üleüldised põhijooned.

даючих Договір сторін, та загальними підвалинами міжнародного права.

Artikkel XV.

Артикул XV.

1. Peale selle lepingu ratifitseerimist wabastab Eesti Walitsus wiibimata Ukraina kodanikud ja tema kodakondsust opteerinud isikud, ning Ukraina Walitsus — Eesti kodanikud ja tema kodakondsust opteerinud isikud, sõjawäelased kui ka mitte-sõjawäelased, karistustest kõikide poliitiliste ja distsiplinaar kuritegude eest, kusjuures wangistuse kohtadest wabastatud isikud peawad wiibimata selle riigi piiridest lahkuma, kus nad wangis olid. Kui aga kohtu otsus neis asjus weel tehtud ei ole, siis lõpetatakse nende asjade ajamine.

Amnestia alla ei käi isikud, kes ülemaltähendatud kuriteod pärast selle lepingu allakirjutamist on teinud.

Märkus. Kui wangistuse kohtadest wabastamise alla käiwate isikute priiklastmine seltskondlikule korrale hädaohtlik on, siis ei wabastata neid, waid antakse teise lepinguosalise walitsuse nõudmise peale temale wälja.

2. Isikud, kes juurdluse ehk kohtu all, niisama ka kinniõetud kaelakohtuliste kuritegude ja süütegude pärast, mis enne selle lepingu allakirjutamist toime saadetud, kui ka nuhtlust kandwad isikud sarnaste kuritegude eest, antakse, wiibimata wälja nende walitsuse nõudmise peale. Wäljaandmisel antakse samal ajal üle ka kõik juurdluse- ja kohtumaterjaalid.

Artikkel XVI.

Артикул XVI.

Awalik- ehk eraõigusliste küsimuste lahendamise, mis lepinguosaliste kodanikkude wahel tekiwad, samuti üksik-küsimuste korraldamine mõlemate riikide wõi ühe riigi ja teise poole kodanikkude wahel, sünnib iseäralise segakomisjoni kaudu, milles ühepalju liikmeid on mõlemalt poolt ja mis peale käesolewa lepingu ratifitseerimist wiibimata asutatakse. Komisjoni koosseis, õigused ja kohused tehakse juhatuskirjas kindlaks, mõlema lepinguosalise poole kokkuleppel.

Після ратифікації цього Договору Естонський Уряд негайно звільняє українських громадян й оптувавших таке громадянство, а Український Уряд — естонських громадян й оптувавших таке громадянство таке громадянство, військового та громадського станів, від кар по всім політичним і дисциплінарним справам, при чому звільнені з міст замкнення повинні негайно залишити межі тієї країни, де вони були в замкненні. Коли ж присуди по цім справам не відбулис, то судовництво шо до них припиняється.

Не користуються амністією особи, які учинили вищезазначені вчинки після підпису цього Договору.

Примітка: Коли перебування на волі осіб, на лежних до звільнення з міст замкнення є загрозою громадському порядку, то такі особи не звільняються, а по вимові Уряду противної сторони, передаються останьому.

2. Особи, що перебувають під слідством або судом, або затримані по обвинуваченню в здійснених до підписання цього Договору карних злочинах й провинях, рівно ж ті, що відбувають кару за них, видаються негайно після вимоги їх Уряду. При їх видачі одночасно видаються слідчі й судові матеріали.

Розв'язання питань публично-правної й приватно-правної природи, які повстають між громадянами укладаючих Договір сторін, рівно-ж регулювання окремих питань між обома державами, або між одною з держав та громадянами другої сторони, покладаються на Особливу Мішану Комісію з рівною кількістю членів від обох сторін, котра негайно встановлюється після ратифікації цього Договору. Склад, права та обов'язки Комісії встановлюються інструкцією за згодою обох укладаючих Договір сторін.

Artikkel XVII.

Käesolew leping on kokku seatud Eesti, Ukraina ja Wene keeles. Seletamisel loetakse autentiilisteks kõik kolm teksti.

Artikkel XVIII.

Käesolew leping tuleb ratifitseerida kuu aja jooksul, allakirjutamise päewast arwates, ning astub jõusse ratifitseerimise silmapilgust.

Ratifikatsiooni kirjade wahetamine peab sündima Moskwas.

Jgal pool, kus käesolewas lepingus nimetatakse ratifitseerimise silmapilku, mõistetakse selle all aega, mil wastastikku ratifikatsiooni kirjad wahetatud.

Selle tõendamiseks kirjutasid mõlema poole wolinikud käesolewale lepingule kahes eksemplaris oma käega alla ja kinnitasid tema oma pitseritega. Moskwas, nowembri kuu kahekümne wiendamal päewal tuhat üheksasada kahekümne esimesel aastal.

(L. S.) T. WARES.
(L. S.) FERD. WELLNER.
(L. S.) J. KOTSJUBINSKI.

Артикул XVII.

Договір цей складено Єстонською, Українською, та Російською мовами. При його інтерпретації всі три тексти вважаються автентичними.

Артикул XVIII.

Цей Договір належить до ратифікації в місячний термін з дня підпису й входить в силу з менту ратифікації.

Обмін ратифікаційними грамотами повинен відбутися в місті Москві.

Скрізь, де в цім Договорі згадується мент ратифікації, під цім разуміється мент взаємного обміну ратифікаційними грамотами.

В засвідчення цього Уповноважені обох сторін власноручно підписали цей Договір в двох примірниках й зміцнили його своїми печатками. Місто Москва, листопада двадцять п'ятого дня тисячу дев'ятьсот двадцять першого року.

(L. S.) Д. ВАРЕС
(L. S.) ФЕРД. ВЕЛЬНЕР
(L. S.) Ю. КОЦЮБІНСЬКИЙ

ТЕХТЕ РУССЕ. — RUSSIAN TEXT.

No. 294. — ДОГОВОР МЕЖДУ ЭСТОНСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И УКРАИНСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ.

ЭСТОНСКАЯ ДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ РЕСПУБЛИКА с одной стороны и УКРАИНСКАЯ СОЦИАЛИСТИЧЕСКАЯ СОВЕТСКАЯ РЕСПУБЛИКА с другой, руководимые твердым желанием установить на началах права и справедливости прочные основы для будущих взаимоотношений, обеспечивающих за обоими государствами и их народами блага мира, решили с этой целью вступить в переговоры и для сего назначили своими Уполномоченными :

Правительство Эстонской Демократической Республики :

Дионисия Георгиевича ВАРЕС и Фердинанда Адамовича ВЕЛЬНЕР ;

Правительство Украинской Социалистической Республики :

Юрия Михайловича КОЦЮБИНСКОГО.

С'ехавшись в городе Москве, означенные Уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных достаточными и составленными в надлежащей форме, согласились в нижеследующем :

Статья I.

Эстонская Демократическая Республика и Украинская Социалистическая Советская Республика, образовавшиеся волею своих народов, безоговорочно признают друг друга самостоятельными, независимыми и суверенными государствами, со всеми вытекающими из такого признания юридическими последствиями, в государственных границах, кои каждую из договаривающихся сторон установлены с Россией и прочими соседними государствами.

Статья II.

Эстония и Украина заявляют, что из прежней принадлежности из земель и народов к Российской Империи для обеих договаривающихся сторон не возникает никаких взаимных обязательств.

Статья III.

Обе договаривающиеся стороны обязуются :

1. Воспретить пребывание на своей территории каких-либо войск, за исключением правительственных или войск дружественных государств, с которыми одной из договаривающихся сторон заключена военная конвенция, но которые не находятся в фактическом состоянии войны с другой из договаривающихся сторон, а равно воспретить в пределах своей территории вербовку и мобилизацию личного состава в ряды армий государств, организаций и групп, ставящих своею целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной.

2. Не допускать образования и пребывания на своей территории каких бы то ни было организаций и групп, претендующих на роль правительства всей территории другой договаривающейся стороны или части ее, а равно представительств и должностных лиц организаций и групп, имеющих своею целью низвержение правительства другой договаривающейся стороны.

3. Воспретить государствам, находящимся в фактическом состоянии войны с другой договаривающейся стороной, и организациям и группам, ставящим своею целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной, перевозку через свои порты и по своей территории всего того, что может быть использовано для нападения на другую договаривающуюся сторону, а именно при-

надлежащих таковым государствам, организациям и группам вооруженных сил, военного имущества, военно-технических средств и материалов — артиллерийских, интендантских, инженерных и воздухоплавательных.

4. За исключением случаев, предусмотренных международным правом, воспретить заход в свои порты и плавание в своих территориальных водах каких-либо военных судов, канонерок, миноносцев и т. д., принадлежащих или организациям и группам, ставящим своею целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной или же государствам, находящимся с другой договаривающейся стороной в состоянии войны и имеющих своею целью нападение на другую договаривающуюся сторону, буде таковые цели становятся известны той из договаривающихся сторон, к территории которой относятся эти воды и порты.

Статья IV.

Каждая из договаривающихся сторон обязуется признавать и уважать флаг и герб другой стороны, как эмблемы дружественного государства. Рисунки флага и герба, а равно вносимые в оные изменения, буде таковые последуют, будут взаимно сообщаться дипломатическим путем.

Статья V.

В случае международного признания постоянного нейтралитета Эстонии, Украина со своей стороны обязуется соблюдать и гарантировать таковой.

Статья VI.

В течение одного года со дня ратификации сего договора, лица происходящие из местностей, входящих в состав Эстонии, проживающие ныне на территории Украины и достигшие 18-ти лет от роду, вправе оптировать эстонское гражданство. На тех же основаниях лица неэстонского происхождения, проживающие на территории Эстонии, вправе оптировать украинское гражданство.

Порядок и условия производства оптации определяются прилагаемым к сему договору дополнительным соглашением.

Статья VII.

Правительства обоих договаривающихся сторон соглашаются взаимно возвратить эвакуированные с территории Эстонии (Украины) во время мировой войны библиотеки, архивы, учебные пособия, документы, художественные произведения и прочее имущество всех находящихся или находившихся ранее в пределах Эстонии (Украины) учебных заведений, ученых, местных правительственных и общественных учреждений, религиозных и благотворительных обществ, поскольку указанное имущество находится или окажется в распоряжении Правительства или правительственных учреждений Украины (Эстонии).

Правительства У. С. С. Р. обязуется возвратить Правительству Эстонии всякого рода архивы и делопроизводства частных учреждений, а также имущественные документы, как то : купчие и закладные крепости, арендные договоры, всякого рода денежные обязательства и т. п. имеющие значение для определения имущественно-правовых отношений эстонских граждан, поскольку таковые были вывезены из пределов Эстонии за время с 1914 по 1917 г. и окажутся в распоряжении Правительства или правительственных учреждений У. С. С. Р.

Оба Правительства соглашаются взаимно возвратить архивы, библиотеки, музеи и художественные произведения, имеющие для Эстонии (Украины) существенное научное, художественное или историческое значение и вывезенные из пределов Эстонии в Украину (из Украины в Эстонию) до мировой войны, поскольку они являются созданием эстонского (украинского) народа и находятся в ведении Правительства У. С. С. Р. (Эстонии) и поскольку выдел их не причинит существенного ущерба украинским (эстонским) архивам, библиотекам, музеям, картинным галлерейм, в коих они хранятся.

Примечание 1 : Расходы по доставке до границ Украины (Эстонии) имущества, указанного в статье VII настоящего договора, несет Правительство той страны, откуда имущество возвращается.

Примечание 2 : В целях предоставления Эстонии (Украине) наиболее благоприятных условий осуществления указанных в VII статье настоящего договора прав, Украинское (Эстонское) Правительство обязуется давать Правительству Эстонии (Украины) все не-

обходимые последнему для этого справки и сведения и оказывать всякого рода содействие при розыске возвращаемых имуществ, архивов, документов и пр.

Примечание 3 : Разрешение возникающих по этой статье вопросов возлагается на особую смешанную комиссию с равным числом членов, от обоих договаривающихся сторон.

Статья VIII.

Эстонские граждане в Украине и украинские граждане в Эстонии будут пользоваться теми же правами, какие вообще предоставлены законами обоих Республик иностранцам, принадлежащим к гражданам дружественных государств.

Статья IX.

Правительство У. С. С. Р. предоставляет эстонским гражданам-владельцам ненационализированных предприятий : а) руководить и управлять таковыми, извлекая из них доходы, с соблюдением декретов и существующих на сей предмет в У. С. С. Р. правил ; б) ликвидировать таковые путем передачи другим лицам или учреждениям, при условии сохранения цельности и производительности предприятий и с ведома учреждения, на учете которого эти предприятия находятся, и в) эвакуировать за свой счет означенные предприятия.

Примечание : Эстонское Представительство имеет право возбуждать ходатайство через Народный Комиссариат по Иностранным Делах перед Украинским Советом Народного Хозяйства о пересмотре вопроса о национализации отдельных предприятий, принадлежащих эстонским гражданам, причем решение Украинского Совета Народного Хозяйства не подлежит дальнейшему обсуждению.

Статья X.

Правительство Украинской Социалистической Советской Республики обязуется произвести расчет с Правительством Эстонской Республики за реквизиции, произведенные у эстонских граждан Советскими органами, имеющими право на производство реквизиций, за исключением случаев реквизиций, предусмотренных декретами и постановлениями Правительства У. С. С. Р.

Примечание : Все требования по расплате за произведенные реквизиции рассматриваются и решаются Смешанной Комиссией, составленной на паритетных началах.

Статья XI.

Движимое имущество, оставшееся после смерти граждан одной из договаривающихся сторон и находящееся на территории другой стороны, поступают в ведение консульского или иного дипломатического представителя того государства, к которому умерший принадлежал, причем право наследования и раздел имущества определяются по отечественным законам наследодателя.

Статья XII.

Договаривающиеся стороны согласны немедленно по ратификации настоящего договора заключить торговый и транзитный договор, а также почтово-телеграфную конвенцию.

Статья XIII.

До заключения торгового договора взаимоотношения между Эстонией и Украиной в области торговли регулируются следующими принципами, которые будут положены в основу будущего торгового договора :

- а) товары, идущие из одной или в одну из договаривающихся сторон транзитом через территорию другой договаривающейся стороны, не облагаются в той договаривающейся стране, через которую они следуют, ни ввозными или выводными пошлинами, ни транзитными налогами ;
- б) провозные тарифы на транзитные товары означенные в пункте « а », не могут быть выше таких же тарифов на однородные товары местного назначения ;
- в) Эстонский и Украинский торговые флоты пользуются гаванями договаривающихся сторон на равных правах с торговыми флотами других дружественных стран.

Статья XIV.

Дипломатические и консульские сношения между договаривающимися сторонами устанавливаются немедленно после ратификации настоящего договора.

После этой ратификации обе стороны согласны немедленно приступить к заключению консульской конвенции, а впредь до заключения ее права и обязанности консулов определяются узаконениями, существующими на сей предмет в каждой из договаривающихся сторон и общими началами международного права.

Статья XV.

1. После ратификации настоящего договора Эстонское Правительство немедленно освобождает украинских граждан и оптировавших таковое гражданство, а Украинское Правительство — эстонских граждан и оптировавших таковое гражданство, военного и гражданского званий, от наказаний по всем политическим и дисциплинарным делам, причем освобожденные из мест заключения должны немедленно покинуть пределы страны, в которой они находились в заключении. Если же приговоры по этим делам не постановлены, то производство по ним прекращается.

Не пользуются амнистией лица, совершившие вышеуказанные деяния после подписания сего договора.

Примечание: Если пребывание на свободе лиц, подлежащих освобождению из мест заключения, представляет угрозу общественному порядку, то таковые не освобождаются, а по требованию Правительства противной стороны передаются последнему.

2. Лица, находящиеся под следствием или судом, а равно задержанные по обвинению в совершенных до подписания сего договора уголовных преступлениях и проступках или отбывающие наказания по таковым, выдаются немедленно по требованию их Правительства. При выдаче одновременно передаются следственные и судебные материалы.

Статья XVI.

Разрешение вопросов публично-правового или частно-правового характера, возникающих между гражданами договаривающихся сторон, а равно регулирование отдельных вопросов между обоими государствами или между одним из государств и гражданами другой стороны, возлагаются на особую смешанную комиссию с равным числом членов от обеих сторон, учреждаемую немедленно по ратификации настоящего договора. Состав, права и обязанности комиссии определяются инструкцией по соглашению обоих договаривающихся сторон.

Статья XVII.

Настоящий договор составлен на эстонском украинском, и русском языках. [При толковании все три текста считаются аутентичными.

Статья XVIII.

Настоящий договор подлежит ратификации в месячный срок со дня подписания и вступает в силу с момента ратификации.

Обмен ратификационными грамотами должен произойти в городе Москве.

Повсюду, где в настоящем договоре упоминается момент ратификации, под этим понимается время взаимного обмена ратификационными грамотами.

В удостоверение сего уполномоченные обеих сторон собственноручно подписали настоящий договор в двух экземплярах и скрепили его своими печатями. Город Москва, ноября двадцать пятого дня тысяча девятьсот двадцать первого года.

(L. S.). Д. ВАРЕС.

(L. S.). ФЕРД. ВЕЛЬНЕР.

(L. S.). Ю. КОЦЮБИНСКИЙ.

¹ TRADUCTION.

No. 294. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE, RELATIF AUX RELATIONS FUTURES, SIGNÉ A MOSCOU, LE 25 NOVEMBRE 1921.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE, d'une part, et la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE, d'autre part, animées de la ferme volonté de fonder sur des bases durables, en s'inspirant des principes de droit et de justice, les relations futures, qui assureront aux deux États et à leurs peuples les avantages de la paix, ont résolu d'entamer des pourparlers pour arriver à ce but, et ont nommé à cet effet les Plénipotentiaires suivants :

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE :

M. Denis GEORGIÉVITCH VARES, et
M. Ferdinand ADAMOVITCH VELLNER,
et

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE :

Georges MICHAÏLOVITCH KOTSIUBINSKI.

Ces représentants, réunis à Moscou, après avoir examiné réciproquement les pouvoirs dont ils étaient munis et qui ont été reconnus en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur les points suivants :

Article 1.

La République démocratique d'Esthonie et la République socialiste des Soviets d'Ukraine, établies par la volonté de leurs peuples, reconnaissent réciproquement et sans aucune réserve

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No 294. — TREATY BETWEEN THE ESTHONIAN DEMOCRATIC REPUBLIC AND THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC, RESPECTING FUTURE RELATIONS, SIGNED AT MOSCOW, NOVEMBER 25, 1921.

The ESTHONIAN DEMOCRATIC REPUBLIC of the one hand, and the UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC of the other, inspired by a sincere desire to establish on a solid basis, in conformity with the principles of law and justice, future relations which will ensure the advantages of peace for both Governments and their peoples, have resolved for this purpose, to enter into negotiations and have appointed as their Plenipotentiaries :

The GOVERNMENT OF THE ESTHONIAN DEMOCRATIC REPUBLIC :

M. Denis GEORGIÉVITCH VARES, and
M. Ferdinand-ADAMOVITCH VELLNER ;
and

The GOVERNMENT OF THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC :

Georges MICHAÏLOVITCH KOTSIUBINSKI.

These representatives being assembled in the city of Moscow and having mutually examined the powers with which they were furnished, which were recognised to be in good and due form, agreed on the following terms :

Article 1.

The Esthonian Democratic Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic established by the will of their peoples, shall mutually recognise each others independence, freedom

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

l'indépendance et la souveraineté des deux Etats, avec toutes les conséquences juridiques découlant de cette reconnaissance et dans les frontières gouvernementales que chacune des deux Puissances contractantes possède avec la Russie et les autres Etats voisins.

Article 2.

L'Esthonie et l'Ukraine déclarent que le fait que leurs territoires et leurs peuples dépendaient antérieurement de l'Empire Russe n'entraîne pour les deux Parties Contractantes aucune obligation réciproque.

Article 3.

Les deux Parties Contractantes s'engagent :

1. A interdire le séjour sur leur territoire de toute armée, à l'exception de leur armée nationale ou de celles des Etats amis avec lesquels l'une des Parties Contractantes a conclu une convention militaire, mais qui ne se trouveront pas en état de guerre avec l'autre Partie Contractante ; et à interdire également dans les limites de leurs territoires respectifs, la mobilisation et le recrutement d'hommes destinés aux armées d'Etats, d'organisations ou de groupes dont l'objectif serait la lutte armée contre l'autre Partie Contractante.

2. A ne pas admettre la formation et le séjour sur leur territoire d'organisations ou de groupes quels qu'ils soient qui prétendraient représenter le Gouvernement de tout ou partie du territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi que de représentants ou de fonctionnaires d'organisations ou de groupes ayant pour but de renverser le Gouvernement de l'autre Partie contractante.

3. A interdire aux Gouvernements se trouvant en état de guerre avec l'autre Partie et aux organisations et groupes dont le but serait la lutte armée contre l'autre Partie Contractante, le transport par leurs propres ports ou sur leur propre territoire de tout ce qui pourrait servir à attaquer l'autre Partie Contractante, et appartiendrait auxdits Etats, organisations ou troupes : forces militaires, matériel de guerre, matériel militaire, technique, d'artillerie, d'intendance, de génie et d'aéronautique.

and sovereignty and all the legal consequences resulting therefrom, together with the national frontiers which each of the Contracting Parties possesses in common with Russia and the other neighbouring States.

Article 2.

Esthonia and the Ukraine declare that the fact that their territory and peoples were formerly within the jurisdiction of the Russian Empire, shall not entail any mutual obligations on the part of the two Contracting Parties.

Article 3.

Both Contracting Parties undertake :

(1) To prohibit the presence of any army within their territories, other than their own national armies or the armies of friendly States with whom one of the Contracting Parties has concluded a military Convention, but who are not in an actual state of war with the other Contracting Party ; also to forbid the recruiting and mobilisation within their territories of men for the armies of States, organisations or parties constituted for the purpose of waging war against the other Contracting Party.

(2) To forbid the formation and presence within their territories of any sort of organisation or party claiming to be the Government of the whole territory of the other Contracting Party or of part thereof, and also the representatives and officials of organisations and parties whose object is to overthrow the Government of the other Contracting Party.

(3) To prohibit Governments who are in an actual state of war with the other Contracting Party, or organisations and parties whose object is to engage in warfare against the other Contracting Party, the transport through their ports and through their territories of any kind of armed forces, military equipment, military technical material, artillery, intendance, engineer or air services, which might be employed in attacking the other Contracting Party or which is the property of the above-mentioned governments, organisations and parties.

4. A interdire, à l'exception des cas prévus par le droit international, le passage et la navigation dans leurs eaux territoriales de tous vaisseaux de guerre, canonnières, torpilleurs, etc., appartenant soit à des organisations ou groupes ayant pour but la lutte avouée avec l'autre Partie Contractante, soit aux Gouvernements se trouvant en état de guerre avec l'autre Partie Contractante et ayant pour but d'attaquer l'autre Partie Contractante ; et cela, dès que de tels buts seront venus à la connaissance de la Partie Contractante à laquelle appartiennent ces eaux territoriales et ces ports.

Article 4.

Chacune des deux Parties Contractantes s'engage à reconnaître et à respecter le drapeau et l'écusson de l'autre Partie comme emblèmes d'un Etat ami. Les dessins du drapeau et de l'écusson ainsi que les changements qui y pourront être apportés seront communiqués par la voie diplomatique.

Article 5.

Au cas où la neutralité de l'Esthonie serait reconnue internationalement, l'Ukraine s'engage de son côté à respecter cette neutralité et à participer aux mesures destinées à la garantir.

Article 6.

Toute personne âgée de 18 ans ou plus, provenant des localités situées sur le territoire de l'Esthonie et résidant actuellement sur le territoire de l'Ukraine, a le droit durant un an, à dater du jour de la ratification du présent traité, d'opter pour la nationalité esthonienne. De même les personnes qui ne sont pas originaires de l'Esthonie et qui résident actuellement en territoire esthonien peuvent opter, dans les mêmes conditions, pour la nationalité ukrainienne.

Les conditions et les formalités à remplir (l'ordre à observer) pour l'exercice du droit d'option font l'objet d'une convention spéciale qui figure comme annexe au présent traité.

(4) To prohibit, except in such cases as are provided for by international law, the passage through their ports and the navigation of their territorial waters by any war vessels, gunboats, torpedo boats, etc., belonging either to organisations or parties whose object is to wage war against the other Contracting Party or belonging to Governments which are in a State of war with the other Contracting Party and whose object is to attack the other Contracting Party, and such prohibition shall take effect immediately the Contracting Party, within whose territory the waters and ports in question are situated, becomes aware of such intentions.

Article 4.

Each of the Contracting Parties shall undertake to respect the flag and arms of the other party, as emblems of a friendly power. The designs on the flags and arms, and any changes in these designs, shall be communicated through diplomatic channels.

Article 5.

Should the perpetual neutrality of Esthonia receive international recognition, the Ukraine undertakes to recognise the fact and to guarantee its observance.

Article 6.

Within one year from the date of the ratification of this Treaty, any person who is a native of a place situated in Esthonian territory, but who resides in Ukrainian territory and who is aged 18 or over, may opt for Esthonian nationality. Similarly, persons not of Esthonian nationality who reside in Esthonian territory may opt for Ukrainian nationality.

The conditions and regulations which shall govern the exercise of such option shall be laid down in an Annex to the present Treaty.

Article 7.

Les Gouvernements des deux Parties Contractantes s'engagent à se restituer réciproquement les bibliothèques, les archives, le matériel scolaire, les documents, les œuvres d'art et autres biens appartenant aux établissements scolaires et scientifiques, aux institutions locales, gouvernementales et sociales, aux communautés religieuses et aux sociétés de bienfaisance qui se trouvent ou qui se sont trouvés antérieurement sur le territoire de l'Esthonie (Ukraine) pour autant que ces biens se trouvent ou se trouveront effectivement en la possession du Gouvernement ou des institutions gouvernementales de l'Ukraine (Esthonie).

Le Gouvernement de la République socialiste des Soviets d'Ukraine s'engage à restituer au Gouvernement esthonien tous les dossiers et archives des institutions privées, de même que les titres de propriété tels que : contrats d'acquisition, hypothèques, contrats de fermage, traités de toutes sortes, etc., ayant une importance pour déterminer les droits de propriété, des citoyens esthoniens, pour autant que ces documents ont été évacués d'Esthonie pendant la guerre de 1914-1917 et qu'ils se trouvent ou se trouveront effectivement en la possession du gouvernement ou des institutions gouvernementales de la République socialiste des Soviets d'Ukraine.

Les deux gouvernements s'engagent à restituer les archives, les bibliothèques, les musées et les œuvres d'art ayant pour l'Esthonie (l'Ukraine) une importance essentielle au point de vue scientifique, artistique ou historique et évacués des limites de l'Esthonie en Ukraine (de l'Ukraine en Esthonie) avant la guerre mondiale, si ces objets sont la propriété de la nation esthonienne (ukrainienne) et s'ils se trouvent effectivement en la possession du Gouvernement de la République socialiste des Soviets d'Ukraine (d'Esthonie) dans la mesure où leur restitution ne causerait pas une perte essentielle aux archives, bibliothèques, musées, galeries de tableaux ukrainiens (esthoniens) dans lesquels ils sont conservés.

PREMIÈRE REMARQUE.

Les frais de transport jusqu'aux frontières de l'Ukraine (de l'Esthonie) des objets mentionnés dans l'article 7 du présent Traité, seront supportés par le gouvernement de l'Etat qui restitue ces objets.

Article 7.

The Governments of the two Contracting Parties undertake reciprocally to return all libraries, archives, scholastic material, documents, works of art and other property removed from Esthonian (or Ukrainian) territory during the late war and belonging to educational and scientific establishments ; local, government or public institutions ; religious communities and charitable societies, which are or were formerly established in Esthonian (or Ukrainian) territory, in so far as this property is in or shall come into the possession of the Government, or of Ukrainian (or Esthonian) Government institutions.

The Government of the Ukrainian Socialist Soviet Republic undertakes to restore to the Esthonian Government all archives and business documents belonging to private institutions and documents relating to property such as deeds of purchase or mortgage, contracts of lease, documents relating to financial transactions of every kind and so on, which may be important for determining the proprietary rights of Esthonian citizens, in so far as these documents were removed from Esthonian territory within the period 1914-1917 and are in the possession of the Government or of the Government organs of the Ukrainian Socialist Soviet Republic.

The two Governments undertake reciprocally to restore all archives, libraries, museums and works of art which are of material, scientific, artistic or historic interest to Esthonia (or the Ukraine) and were removed from Esthonia into the Ukraine (or from the Ukraine into Esthonia) before the late war, in so far as they are the property of the Esthonian (or Ukrainian) nations and are in the possession of the Ukrainian Socialist Soviet Republic (or Esthonian) Governments and in so far as their restitution would occasion no essential loss to the archives, libraries, museums and picture galleries in the Ukraine (or in Esthonia) in which they are at present stored.

NOTE I.

The cost of transporting the objects mentioned in Article 7 of this Treaty to the Ukrainian (or Esthonian) frontiers, shall be borne by the Government of the country which is restoring them.

DEUXIÈME REMARQUE.

En vue de faciliter l'exécution des stipulations contenues dans l'article 7 du présent traité, le Gouvernement ukrainien (esthonien) s'engage à fournir au Gouvernement esthonien (ukrainien) tous les renseignements et toutes les informations concernant les dites stipulations, et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour faciliter la recherche des biens, archives, documents, etc., à restituer.

TROISIÈME REMARQUE.

La solution des différentes questions qui pourront surgir à ce sujet sera confiée à une Commission mixte composée en nombre égal de représentants des deux Parties Contractantes.

Article 8.

Les ressortissants esthoniens en Ukraine et les ressortissants ukrainiens en Esthonie bénéficieront des droits accordés par les lois des deux Républiques aux étrangers ressortissants des Etats amis.

Article 9.

Le Gouvernement de la République socialiste des Soviets d'Ukraine permettra aux ressortissants esthoniens propriétaires des entreprises qui n'ont pas été nationalisées :

- a) de gérer et d'administrer à leur profit ces entreprises, tout en respectant les décrets et les règlements qui ont été établis à ce sujet dans la République socialiste des Soviets d'Ukraine ;
- b) de liquider ces entreprises en les cédant à d'autres personnes ou établissements, pourvu qu'elles ne soient pas morcelées, et que leur rendement n'en souffre pas, et après en avoir informé l'autorité chargée de les surveiller ;
- c) d'évacuer ces entreprises à leurs frais.

REMARQUE.

Le Gouvernement esthonien pourra intervenir par l'intermédiaire du Commissariat National pour les Affaires étrangères auprès du Conseil ukrainien pour l'Economie nationale pour que la question de la nationalisation des entreprises

NOTE 2.

With a view to affording Esthonia (or the Ukraine) every possible opportunity for giving effect to the provisions of Article 7 of the present Treaty, the Ukrainian (or Esthonian) Government shall undertake to furnish the Esthonian (or Ukrainian) Government with all necessary information for this enquiry and settlement and to co-operate in every way in conducting investigations with a view to the return of goods, archives, documents and so on.

NOTE 3.

All disputes which may arise in this connection shall be submitted to a Mixed Commission composed of an equal number of representatives of each of the Contracting Parties.

Article 8.

Esthonian nationals in the Ukraine and Ukrainian nationals in Esthonia shall enjoy the same rights as are in general accorded by the legislation of both Republics to foreigners who are nationals of friendly States.

Article 9.

The Government of the Ukrainian Socialist Soviet Republic shall permit Esthonian nationals who are proprietors of enterprises which have not been nationalised :

- (a) To direct and manage these enterprises, for their own profit, due regard being paid to the decrees and regulations promulgated in this connection by the Ukrainian Socialist Soviet Republic.
- (b) To liquidate these enterprises by disposing of them to other persons or institutions, provided that their scope and production is preserved intact and that the consent of the competent authorities is obtained — and
- (c) To transfer these enterprises abroad at their own expenses.

NOTE.

The Esthonian Government may, through its national commissioner for foreign affairs, address to the Ukrainian Council of National Economy a request that the question of the nationalisation of private enterprises belonging

individuelles appartenant aux ressortissants esthoniens fasse l'objet d'un nouvel examen. La décision prise à ce sujet par le Conseil ukrainien pour l'Economie nationale sera définitive.

Article 10.

Le Gouvernement de la République socialiste des Soviets d'Ukraine s'engage à dresser avec le Gouvernement esthonien le compte des dommages causés aux ressortissants esthoniens par les réquisitions faites par les organes soviétiques qualifiés, à l'exception des cas de réquisition prévus dans les décrets et règlements du Gouvernement de la République socialiste des Soviets d'Ukraine.

REMARQUE.

Une Commission mixte composée en nombre égal de représentants des deux Parties Contractantes statuera après examen, sur toutes les demandes de paiement pour dommages causés par la réquisition.

Article 11.

Les biens meubles provenant de la Succession d'un citoyen de l'une des Parties Contractantes et se trouvant sur le territoire de l'autre Partie seront remis au Consul ou au Représentant du gouvernement dont dépendait le défunt. L'ordre de succession et le partage de la succession seront déterminés par les lois du pays d'origine du défunt.

Article 12.

Les Parties Contractantes ont convenu de conclure, aussitôt après la ratification du présent Traité, une convention de commerce et de transit ainsi qu'une convention postale et télégraphique.

Article 13.

En attendant la conclusion de la convention de commerce, les rapports économiques entre l'Esthonie et l'Ukraine seront réglés d'après les

to Esthonian nationals may be re-considered. The decision of the Ukrainian Council for National Economy shall, however, be final.

Article 10.

The Government of the Ukrainian Socialist Soviet Republic shall undertake to draw up with the Government of the Esthonian Republic a statement of requisitions made on Esthonian nationals by the Soviet authorities entitled to carry out these requisitions, with the exception of such requisitions as were carried out in accordance with the decrees and regulations of the Ukrainian Socialist Soviet Republic.

NOTE.

All claims for payment for requisitions which have been carried out shall be examined and settled by the Mixed Commission composed of an equal number of representatives of both Parties.

Article 11.

Moveable property left on the death of a national of one of the Contracting Parties, and situated in the territory of the other Party, shall be placed in the care of the Consul, or an official of the deceased person's Government and questions of succession, or concerning the partition of the property shall be governed by the laws of the country of the deceased person.

Article 12.

The Contracting Parties shall undertake, immediately after the instruments of ratification of the present Treaty have been exchanged, to conclude a Treaty regarding Commerce and Transit, and a Postal and Telegraphic Convention.

Article 13.

Until the conclusion of the Commercial Treaty, relations between Esthonia and the Ukraine shall be governed, in commercial mat-

principes suivant qui devront être acceptés comme base de la future Convention de commerce :

- a) les marchandises en provenance ou à destination du territoire d'une des Parties Contractantes et passant en transit par le territoire de l'autre, ne seront soumises à aucun impôt ni droit de douane dans le territoire où elles passent en transit ;
- b) les tarifs de fret appliqués aux marchandises en transit dont il est question dans le paragraphe précédent, ne pourront être supérieurs à ceux auxquels sont soumises les marchandises nationales de même nature ;
- c) la flotte commerciale de chacune des Parties Contractantes pourra profiter des ports de l'autre Partie Contractante sur la base de droits égaux à ceux qui seront reconnus aux flottes commerciales des autres Etats amis.

Article 14.

Les rapports diplomatiques et consulaires entre les Parties Contractantes seront rétablis immédiatement après la ratification du présent Traité.

Les deux Parties Contractantes ont convenu de conclure, après la ratification du présent Traité, une convention consulaire. En attendant la conclusion de cette convention, les droits et les devoirs des consuls seront déterminés par les lois respectives des deux Parties Contractantes et par les règles du droit international.

Article 15.

1. Après la ratification du présent Traité, le Gouvernement esthonien d'une part, amnistiera immédiatement les citoyens ukrainiens et les personnes ayant opté pour la nationalité ukrainienne, et le Gouvernement ukrainien, d'autre part, amnistiera les citoyens esthoniens et les personnes ayant opté pour la nationalité esthonienne, qu'il s'agisse d'individus appartenant à la population civile ou militaire, punis pour délits politiques ou fautes contre la discipline. Les personnes mises en liberté devront

ters, by the following principles, which shall form the basis of the future Commercial Treaty :

- (a) Goods exported from, or consigned to the territory of one of the Contracting Parties, in transit through the territory of the other Contracting Party, shall not be subjected, in the territory of the Contracting Party through which they are passing, to any import or export duties, or to any transit dues.
- (b) The freight charges on the goods in transit referred to in sub-section (a), shall not be higher than those of the tariffs for similar goods of the country in which they are in transit.
- (c) Vessels of the Esthonian and Ukrainian Mercantile Marine shall be entitled to make use of the ports of the Contracting Parties in the same way as merchant vessels of other friendly States.

Article 14.

Diplomatic and Consular relations between the Contracting Parties shall be established immediately after the ratification of the present Treaty.

After the ratification, both parties shall be bound immediately to conclude a Consular Convention, and, until this Convention is concluded, the rights and responsibilities of Consuls shall be determined by means of Decrees promulgated in this connection by each of the Contracting States, and in accordance with the general procedure of International Law.

Article 15.

(1) Immediately after the ratification of the present Treaty, the Esthonian Government shall grant an amnesty to Ukrainian nationals and persons who have opted for the Ukrainian nationality, and the Ukrainian Government shall do the same for Esthonian nationals and persons who have opted for Esthonian nationality, whether they belong to the military or civil population, who are undergoing punishment for any kind of political or disciplinary offence. Moreover, persons who are released

sans délai quitter le pays où elles étaient emprisonnées. Si les jugements concernant ces délits n'ont pas encore été prononcés, l'instruction sera arrêtée.

Ne bénéficieront pas de l'amnistie, les personnes qui commettraient les délits ci-dessus désignés après la signature du présent Traité.

REMARQUE.

Si la mise en liberté des personnes qui ont droit à être relâchées constitue un danger pour l'ordre public, les dites personnes ne seront pas libérées ; elles seront livrées à l'autre Partie Contractante, si celle-ci en fait la demande.

2. Les personnes se trouvant sous le coup d'une instruction judiciaire ou d'une condamnation ou d'arrêts pour crimes et délits de droit commun, commis avant la signature du présent Traité, de même que celles purgeant une peine pour les mêmes délits, seront immédiatement livrées à leur Gouvernement, si celui-ci en fait la demande ; les dossiers les concernant seront également remis au moment de l'extradition.

Article 16.

La solution des questions relevant du droit public ou du droit privé, et surgissant entre les ressortissants des Parties Contractantes, et le règlement des questions particulières surgissant entre les deux Etats Contractants ou entre l'un des deux Etats et les ressortissants de l'autre seront confiés à une commission mixte, formée en nombre égal de membres représentant les deux Parties et qui sera constituée immédiatement après la ratification du présent Traité. La composition, les droits et les obligations de cette Commission seront fixés par des instructions établies d'après un accord à intervenir entre les deux Parties Contractantes.

Article 17.

Le présent Traité est rédigé en langues esthonienne, ukrainienne et russe. Pour son interprétation, les trois textes feront foi.

from imprisonment must immediately quit the country in which they were imprisoned. If sentence for these offences has not already been passed, proceedings shall be stayed.

Persons who commit the above-mentioned offences after the signature of the present Treaty shall not be included in the amnesty.

NOTE.

If the release from imprisonment of persons who are thus entitled to be released constitutes a danger to public security, these persons shall not be released, but they shall be handed over to the other Contracting Party, if that Party so requires.

(2) Persons who are under arrest or who are undergoing trial, or who are detained on accusation for crimes or misdemeanours committed before the signature of this Treaty, or who are serving sentence for such offences, shall immediately be handed over to their Government at the latter's request.

When extradition takes place the documents concerning the case shall also be handed over.

Article 16.

The settlement of questions of public or private law, which may arise between nationals of the Contracting Parties, and also the settlement of all private disputes between the two States or between one of the States and a national of the other State, shall be submitted to a mixed Commission composed of an equal number of representatives of both Parties, which shall be set up immediately after the ratification of the present Treaty. The constitution, rights and responsibilities of this Commission shall be established by a Convention to be concluded later between the two Contracting Parties.

Article 17.

The present Treaty has been drawn up in Esthonian, Ukrainian and Russian. In questions of interpretation all three texts shall be authentic.

Article 18.

Le présent Traité devra être ratifié dans le délai d'un mois après la signature et entrera en vigueur à partir du moment de la ratification.

L'échange des instruments de ratification sera effectué à Moscou.

Partout où, dans le présent Traité, on donne pour date le moment de la ratification du Traité, il faut entendre le moment de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les représentants des deux Parties ont signé de leur propre main le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Moscou, le vingt-cinq novembre, mil neuf cent vingt et un.

(L. S.) D. VARES.

(L. S.) FERD. VELLNER.

(L. S.) G. KOTSIUBINSKI.

Article 18.

The present Treaty shall be ratified within one month from the date of its signature, and shall enter into force immediately it has been ratified.

The exchange of the instruments of ratification shall take place in the City of Moscow.

Wherever in the present Treaty reference is made to the date of ratification, this shall be taken to refer to the moment when the instruments of ratification are exchanged.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Treaty in duplicate and have affixed their seal thereto.

Moscow, this twenty-fifth day of November of the year nineteen hundred and twenty-one.

(L. S.) D. VARES.

(L. S.) FERD. VELLNER.

(L. S.) G. KOTSIUBINSKI.

N° 295.

**ESTHONIE ET
REPUBLIQUE DES SOVIETS
D'UKRAINE**

Convention relative au droit d'option,
signée à Moscou le 25 novembre
1921.

**ESTHONIA
AND THE UKRAINIAN
SOVIET REPUBLIC**

Convention relating to the right of
option, signed at Moscow, No-
vember 25, 1921.

TEXTE ESTHONIEN. - ESTHONIAN TEXT.

ТЕХТЕ УКРАЇНИЕН. - UKRAINIAN TEXT.

No. 295. — KOKKULEPE EESTI DEMOKRAATLIKU WABARIIGI JA UKRAINA SOTSIALISTLIKU NOUKOGUDE WABARIIGI WAHEL KODAKONDSUSE OPTEERIMISE KORRA KOHTA.¹

No. 295. — УГОДА МІЖ ЕСТОНСЬКОЮ ДЕМОКРАТИЧНОЮ РЕСПУБЛІКОЮ Й УКРАЇНСЬКОЮ СОЦІЯЛІСТИЧНОЮ РАДЯНСЬКОЮ РЕСПУБЛІКОЮ ПРО ПОРЯДОК ОПТАЦІЙ ГРОМАДЯНСТВА.

Textes officiels esthoniens, russe et ukrainien communiqués par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 juillet 1922.

Esthonian, Russian and Ukrainian texts communicated by the Esthonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 12, 1922.

EESTI DEMOKRAATLIKU WABARIIGI WALITSUS ühelt poolt ja UKRAINA SOTSIALISTLIKU NOUKOGUDE WABARIIGI WALITSUS teiselt, soovides kindlaks määrata kodakondsuse opteerimise korda isikute kohta, kellel seks õigus on tänasel päeval allakirjutatud Eesti-Ukraina Lepingu artikkel VI põhjal, otsustasid selles asjas eri kokkuleppe teha, milleks nimetasid oma volinikkudeks :

УРЯД ЕСТОНСЬКОЇ ДЕМОКРАТИЧНОЇ РЕСПУБЛІКИ з одної сторони й УРЯД УКРАЇНСЬКОЇ СОЦІЯЛІСТИЧНОЇ РАДЯНСЬКОЇ РЕСПУБЛІКИ з другої, маючи бажання встановити порядок оптації громадянства для осіб, котрим таке право надано артикулом VI Естонсько-Українського Договору від цього числа, вирішили заключити особливу угоду на цей випадок, й для цього призначили своїми Уповноваженими :

EESTI DEMOKRAATLIKU WABARIIGI WALITSUS :

Tõnis Jüri poeg WARES'E ja Ferdinand Adami poeg WELLNERI ;

УРЯД ЕСТОНСЬКОЇ ДЕМОКРАТИЧНОЇ РЕСПУБЛІКИ :

Деонісія Григоровича ВАРЕС
й Фердинанда Адамовича ВЕЛЬНЕР ;

UKRAINA SOTSIALISTLIKU NOUKOGUDE WABARIIGI WALITSUS :

Jüri Mihaili poeg KOTSJUBINSKI.

УРЯД УКРАЇНСЬКОЇ СОЦІЯЛІСТИЧНОЇ РАДЯНСЬКОЇ РЕСПУБЛІКИ :

Юрія Михайловича КОЦЮБІНСЬКОГО.

Nimetatud volinikud, kokku tulnud Moskwas, leppisid, pärast wastastikust wolituste ettenäitamist, mis küllalt täielisteks ja tarwilikus vormis kokkuseatuteks tunnistati, järgnewas kokku :

З'їхавшись в місті Москві, зазначені уповноважені, після взаємного пред'явлення своїх уповноважень, визнаних правними й складеними в належній формі, погодилися на нижеслідуючим :

¹ Ratifiée par l'Esthonie le 16 décembre 1921.

¹ Ratified by Esthonia December 16, 1921.

Artikkel I.

Tänasel päewal allakirjutatud Eesti Demokraatliku Wabariigi ja Ukraina Sotsialistliku Nõukogude Wabariigi wahekorral lepingu ratifitseerimise päewast arwates on isikutel, kes Eestisse kuulawatelt maa-aladelt pärit ja nüüd Ukraina territooriumil elawad ning 18 aastat wanad, õigus ühe aasta jooksul Eesti-kodakondsust opteerida, kusjuures nende kodakondsusse kuuluwad ka lapsed alla 18 aasta wanad ja naine, kui wiimase poolt ei ole tehtud wastupidist teadaannet ning kui abikaasade wahel laste kodakondsuse kohta iseäralist kokkulepet ei ole.

Tänasel päewal allakirjutatud Eesti Demokraatliku Wabariigi ja Ukraina Sotsialistliku Nõukogude Wabariigi wahekorral lepingu ratifitseerimise päewast arwates on isikutel, kes eestisoost ei ole ja Eesti territooriumil elawad ning 18 aastat wanad, õigus ühe aasta jooksul Ukraina kodakondsust opteerida, kusjuures nende kodakondsusse kuuluwad ka lapsed alla 18 aasta wanad ja naine, kui wiimase poolt ei ole tehtud wastupidist teadaannet ning kui abikaasade wahel laste kodakondsuse kohta iseäralist kokkulepet ei ole.

Märkus 1. Kasulastel, kes enne selle kokkuleppe allakirjutamist seaduslikus korras seks tunnistatud, on opteerimisel ühesugused õigused lihaste lastega. Eestkostmise all seiswad isikud ning iseseisu ale elamisele wõimetud wõiwad enda eestkostja ning hoolekandja kodakondsust omandada. Opteerimise õigus on lehel, kelle meheselle artikli järele seks õigus olemas, samuti ka leseks jäänud ja enne selle kokkuleppe allakirjutamist lahutatud U. S. N. W. ja Eesti Wabariigi kodanikkude naistel, kui nad oma opteerimise õigust sellesamas artiklis tähendatud tundemärkide järele tõendawad; leskede alaealised lapsed kuuluwad nende kodakondsusesse, kuna lahutatud naise lapsed ainult sel juhtumisel ema kodakondsusesse kuuluwad, kui ta neid üles pidas.

Märkus 2. Eestis (Ukrainas) elutsewate Eesti (Ukraina) kodanikkude naised, kes praegu U. S. N. W. (Eesti) territooriumil elawad ja nende lapsed ning lastelapsed alla 18 aasta wanad tunnistatakse nende teadaandmise järele Eesti (Ukraina) kodanikkudeks.

Артикул I.

На протязі одного року з дня ратифікації Договору про взаємовідносини між Естонською Демократичною Республікою й Українською Соціалістичною Радянською Республікою від цього числа, особи по походженню з місцевостей, належених до Естонії, які перебувають зараз на території України й досягли 18-ти літнього віку від роду, мають право оптувати Естонське громадянство, при чому за їх громадянством ідуть діти молодші 18-ти років і дружина, коли нею буде зроблено іншої заяви й коли між подружжям не відбулося окремої умови, що до громадянства їх дітей.

На протязі одного року з дня ратифікації Договору о взаємовідносинах між Естонською Демократичною Республікою й Українською Соціалістичною Радянською Республікою від цього числа, особи неестонського походження, котрі проживають на території й досягли 18-ти літнього віку від роду, мають право оптувати українське громадянство, при чому за їх громадянством ідуть діти молодші 18-ти років і дружина, коли нею не буде зроблено іншої заяви й коли між подружжям не відбулося окремої умови, що до громадянства їх дітей.

Примітка 1: Діти, законно усиновлені перед підписанням цієї угоди, користуються при оптації всіми правами рідних дітей. Ті особи, що знаходяться в опікуванні, або неадатні до самостійного існування, можуть слідувати, за громадянством своїй опекунів або попечителів. Правом оптації користуються вдови осіб, які мають це право, згідно з цим артикулом, а тако-ж вдови й розведені перед підписанням цього Договору жінки громадян Естонської Республіки й У. С. Р. Р., коли вони докажуть свої права на оптацію згідно з ознаками, вказаними в тим самим артикулі, при чому неповнолітні діти вдов слідувать за громадянством матері, а діти розведеної жінки слідувать за її громадянством, в тим випадку, коли діти ці залишені на опікування матері.

Примітка 2: Жінки естонських (українських) громадян, що мешкають в Естонії (У. С. Р. Р.), які зараз перебувають на території У. С. Р. Р. (Естонії) і їх діти й внуки котрі не досягли 18-ти років, визнаються, до їх заяви, громадянами Естонії (У. С. Р. Р.)

Artikkel II.

Eesti Demokraatliku Wabariigi maa-aladelt päritolekut võib mõnega järgmistest dokumentidest tõendada :

- a) sündimise ja ristimise tunnistusega ;
- b) seisuse kirjade ja tunnistusega ;
- c) teenistuslehega ;
- d) tunnistusega liisuwõtmise piirkonna kohta ;
- e) koolitunnistusega ehk õpeasutuse diploomiga ;
- f) passiga ehk mõnede teiste sarnaste dokumentidega, mis tõendavad isiku ehk tema wanemate päritolekut Eesti territooriumil olewa linna, küla ehk seisuse kogukonnast.

Eesti Demokraatliku Wabariigi territooriumil asuwate isikute mitte-eestisoost päritolekut võib mõne eelpool ülesloetud wastawa dokumendiga tõendada.

Artikkel III.

Peale artikkel I ja II tähendatud isikute on õigustatud Eesti kodakondsust opteerima :

- a) isikud, kes ilmasõja ajal Eesti piirides U. S. N. W. territooriumile ewakueeritud ;
- b) ilmasõjast osawõtnud isikud, kes Eestisse kuuluwatelt maa-aladelt sõjawäkke kutsutud või mobiliseeritud ning nüüd Ukrainas elawad.

Wastawalt on ilmasõjast osawõtnutel mitte-eestisoost isikutel, kes Eesti territooriumil elawad, õigus Ukraina kodakondsust opteerida.

Selles artiklis äratähendatud isikutele peab tagasitulemist kodumaale esimeses järjekorras võimaldama.

Artikkel IV.

Isik, kes Eesti (Ukraina) kodakondsust opteerida tahab, annab selle kohta Eesti (Ukraina) diplomaatilisele esitusele ehk konsulaarasutusele Ukrainas (Eestis) wastawa teadaande.

Артикул II.

Проходження з місцевостей, які належать Естонській Демократичній Республіці, може бути доказано якимнебудь з слідучих документів :

- a) метричною випискою про народження й хрещення ;
- b) сословною грамотою й посвідченням ;
- e) формулярним списком про посаду ;
- e) посвідченням про приписку до призывного по військoй повинності участку ;
- д) атестатом та дипломом академічної установи ;
- e) паспортном й т. ин. документами, які б посвідчували належність данної особи чи її батьків до тої чи іншої мійської, сільської або становой установи на Естонській території.

Неестонське походження осіб, які перебувають на території що зараз входить в склад Естонської Демократичної Республіки, може бути доведено якими-небудь з відповідаючих перерахованим вище документам.

Артикул III.

Крім осіб, вказаних в артикулі I й II правом на оптацію естонського громадянства користуються :

- a) особи евакуовані, під час світової війни, з місцевостей Естонії на територію У. С. Р. Р. ;
- b) особи, які брали участь в світовій війні, призвані чи мобілізовані до війська з місцевостей, які входять в склад Естонії, и проживають на Україні.

Відповідно учасники світової війни неестонського походження, що проживають на території Естонії, користуються правом оптації Українського громадянства.

Зазначеним в цим артикулі особам повинна бути дана змога повернутися до рідного краю в першу чергу.

Артикул IV.

Особа, котра бажає оптувати естонське (українське) громадянство, подає про це відповідну заяву в Дипломатичне представництво чи Консульську установу Естонії (У. С. Р. Р.) в Україні (Естонії).

Teadaandele peavad dokumendid, mis teadaandja opteerimise õigust tõendavad (art. I, II, III), juurdelisatud olema.

Dokumendid pannakse kahes eksemplaaris ligi, kusjuures ära kirjad seatud korras kinnitatud peavad olema.

Asutus, kes opteerimise teadaande vastu võtnud, annab teadaandjale selle üle wastava tunnistuse välja, mis temalt siis ära võetakse, kui ta Ukraina (Eesti) kodakondsusest lahkumise dokumendi kätte saab.

Artikkel V.

Isik, kes opteerimise teadaande sisse andnud, ei omanda veel sellega walitawa kodakondsuse õigusi.

Kui isik, kes opteerimise teadaande sisse andnud, käesolewa kokkuleppe artikkel I, II või III nõudmistele wastab, siis teeb selle riigi konsulaar- või mõni muu ametlik esitaja, kelle kodakondsust opteeritakse, selle üle otsuse ja saadab sellekohase tunnistuse ühes optandi dokumentidega väliskomissariaati (välisministeeriumi). Väliskomissariaat (välisministeerium) kas teatab kuu aja jooksul üleaudmise päewast arwates tähendatud esitajale oma mittedõusolemisest ja siis lahendab küsimuse segakomisjon, kus ühepalju liikmeid mõlemate lepinguosaliste poolt, ehk on nõus esitaja otsusega ning saadab temale dokumendi opteerija lahkumise üle endisest kodakondsusest, ühes kõigi muude dokumentidega peale passi.

Ei anna väliskomissariaat (välisministeerium) kuu aja jooksul wastust, siis loetakse, et ta esitaja otsusega nõus on.

Kui opteerija artikkel I ja II või III tähendatud nõudmistele wastab, siis ei ole õigust riigil, kelle kasuks opteerimine sünnib, opteerijale oma kodakondsusesse wastuwõtmisest ära ütelda ja riigil, kus nimetatud isik elab, ei ole õigust temale oma kodakondsusest lahkumist keelata.

Konsulaar- või mõni muu ametlik riigi esitaja, kelle kasuks opteerimine sünnib, peab asja otsustama hiljemalt kahe kuu jooksul peale opteerimise teadaande ja tarwiliste dokumentide sisseandmist.

До заяви повинні бути прикладені документи, що свідчили б про право заявляючого на оптацію (арт. I, II та III).

Документи подаються в двох примірниках, при чому копії повинні бути, в установленім порядку, засвідченими.

Установа, яка прийняла заяву про оптацію, видає заявнику в тім відповідне посвідчення, котре відбирається у нього при видачі йому документа, що він вийшов з Українського (Естонського) громадянства.

Артикул V.

Особа, яка зробила заяву про оптацію, не набуває ще цим прав вибраного ним громадянства.

Коли особа, що зробила заяву про оптацію, задовольняє артикула I, II чи III цієї угоди, консульський або інший офіційний представник держави, на користь котрої відбувається оптація, складає про це постанову, про що надсилає до Народнього Комісаріату (Міністерства) Закордонних Справ посвідчення, разом з документами оптанта. Народній Комісаріат (Міністерство) Закордонних Справ, протягом місячного з дня передачі терміна, або повідомляє означеного представника про свою невзгоду з його постановою, й тоді питання розв'язується Мішаною Комісією, складеною з рівної кількості членів од обох укладаючих Договір сторін, або визнає постанову представника й надсилає останньому документ про вихід оптанта з колишнього громадянства з усіма іншими його, документами, крім посвідки на мешкання. Неодержання повідомлення Народнього Комісаріату (Міністерства) Закордонних Справ у місячний термін визнається як згода з постановою пред ставника.

Коли оптанта задовольняє вказаним в арт. I, II чи III вимогам, то держава, на користь котрої відбувається оптація, не має права відмовити в прийнятті оптанта до свого громадянства, а держава, в котрій ця особа перебуває, не має права відмовити у виході з громадянства.

Консульський або інший офіційний представник держави, на користь котрої відбувається оптація, мусить винести рішення не пізніш як в двохмісячний термін зо дня одержання заяви про оптацію й представлення необхідних документів.

Artikkel VI.

Kodanikud, kes kohtu ehk juurdluse all on wõi kuritegude eest nuhtlust kannawad, annawad opteerimise teadaande nende asustuste kaudu sisse, kelle wõimkonnas nad on.

Artikkel VII.

Isikud, kes opteerimise lõpetanud, omandawad kõik õigused ja eesõigused, mis on antud wäljamaalastele U. S. N. W. (Ukraina kodakondsust opteerijad — Eesti) territooriumil. Aerasõidu teadaande silmapilgust wabastatakse neid riigis, kust nad ära sõidawad, kõigist kohustest, mil riikline ja kogukondline iseloom.

Artikkel VIII.

Kumbki lepinguosalistest pooltest kohustub isikutele, kes teise poole kodakondsust opteerinud, ühe aasta jooksul, kodakondsuse opteerimise päewast arwates, wõimalust andma kodumaale sõita. Tähendatud aja jooksul peawad opteerinud isikud lahkuma riigi piiridest, kus nad elasid.

Märkus 1. Kui opteerimist lõpetanud isikud, mitte neist ärarippuwatel põhjustel, ei saa aasta jooksul U. S. N. W. (Eesti) piiridest lahkuda, siis wõib tähtacga piken-dada iseäralise luba järele igal üksikul juhtumisel.

Märkus 2. Isikud, kes Eesti (Ukraina) kodakondsust opteerinud, sõidawad kodumaale omal kulul. Üksnes inwaliidid ja ilmasõjast osawõtnud isikud (art. III p. b), ewakueeritud õpilased ning irikud, kes riigi ülespidamisel elawad, wõiwad nende teadaandmise peale selle riigi kulul, kust nad wälja sõidawad, riigi piirini wiidud saada.

Artikkel IX.

Isikud, kes opteerimise lõpetanud, niisama ka need, kes nende kodakondsusesse kuuluwad, hoiawad alal omad õigused liikuma ja liikumata waranduse peale selle riigi seaduste piirides, kus nad elawad. Wäljasõidul on neil õigus oma warandust wälja wiia sellele artiklile juurdelisatud määruse järele.

Артикул VI.

Громадяне, що перебувають під судом або слідством, або відбувають кару за вчинені ними злочинства, подають заяви про оптацію за посередництвом тих установ, в распорядженню котрих вони перебувають.

Артикул VII.

Оптанти, що закінчили оптацію, користуються всіма правами й пільгами, наданими чужинцям в У. С. Р. Р. (для осіб, оптуєчих українське громадянство — в Естонії).

З моменту заявлення про виїзд, вони звільняються від усіх повинностей державної й муніципальної природи в країні, з котрої вони від'їжають.

Артикул VIII.

Уряд кожної з укладаючих Договір сторін обов'язується надати особам, що оптували громадянство другої сторони, можливість, протягом одного року від дня оптації громадянства, виїхати на батьківщину; протягом згаданого терміну особи, що оптували громадянство, повинні покинути межі країни, в котрій вони жили.

Примітка 1: Коли завершивши оптацію особи не мають змоги по незалежним від них обставинам виїхати в річний термін в меж У. С. Р. Р. (Естонії), то цей термін може бути продовжений, з окромого на кожний раз дозволу.

Примітка 2: Особи, що оптували естонське (українське) громадянство, виїжають на батьківщину за свій рахунок. Меж иншим інваліди, учасники світової війни (арт. III т. б.), евакуовані учні й особи, які знаходяться на державнім утриманню можуть бути отправлені по їх заяві, за рахунок тієї держави, з котрої вони від'їжають, до її меж.

Артикул IX.

Особи, що скінчили оптацію, а також ті, хто слідує за їх громадянством, зберігають свої права на рухоме й нерухоме майно, в межах законів, які існують в тій державі, де вони перебувають. При виїзді вони мають право вивезти своє майно, згідно з правилами, прикладеними до цього артикулу.

Artikkel X.

Käesolew kokkulepe astub jõusse selle lepingu ratifitseerimise silmapilgust, mis Eesti Demokraatliku Wabariigi ja Ukraina Sotsialistliku Nõukogude Wabariigi wahel täna allakirjutatud.

Selle kinnitamiseks kirjutasiid mõlemate poolte wolinikud käesolewale kokkuleppele kahes eksemplaaris oma käega alla ning kinnitasiid oma pitseritega. Moskwas nowembri kuu kahekümne wiendamal päewal tuhat üheksasada kahekümne esimesel aastal.

(L. S.). T. WARES.

(L. S.). FERD. WELLNER.

(L. S.). KOTSJUBINSKI.

EDW ja USNW wahel kodakondsuse opteerimise korra kohta tehtud kokkuleppe artikkel IX lisa.

MÄÄRUS EESTI (UKRAINA) KODAKONDSUST OPTEEFINUD ISIKUTE WARANDUSE WÄLJAWIIMISE KOHTA.

Eesti Demokraatliku Wabariigi ja Ukraina Sotsialistliku Nõukogude Wabariigi wahel kodakondsuse opteerimise korra kohta tehtud kokkuleppe artikkel IX täienduseks tegid nimetatud pooled kindlaks optantide waranduse wäljawiimise kohta järgmise määreuse :

1. Waranduse koguraskus, mis sõitjad optandid killawooris ja wäljamaa laewadel Eesti (Ukraina) sadamatest wälja wiivad, ei käi piiramise alla.

Märkus : Optandid, kes sõidawad wälja maanteed mööda, seawad kaasawõetawa waranduse nimekirja kokku. Nimekiri kinnitatakse kreisi Ispolkomi (maakonna walit-susasutuste) poolt. Nimekirja üleswõetud warandus ei kuulu teel kunni piiriäärsete kontrollpunktideni ei mingi konfiskeerimise ega rekwireerimise alla.

2. Raudteel wäljawiidawa bagaasi koguraskus, peale käsibagaasi, ei wõi olla enam kui kümme puuda iga isiku kohta.

Wäljaweetaw bagaas on waba igasugustest tollist ja maskuwõtmistest.

Артикул X.

Ця угода вступає в силу з менту ратифікації договору від цього числа між Естонською Демократичною Республікою й Українською Соціалістичною Радянською Республікою.

В засвідчення цього Уповноважені обох сторін власноручно підписали цю угоду в двох примірниках й скріпили своїми печатками. Місто Москва, листопада двадцять п'ятого дня дев'ятьсот двадцять першого року.

(L. S.). Д. ВАРЕС.

(L. S.). ФЕРД. ВЕЛЬНЕР.

(L. S.). Ю. КОЦЮБІНСЬКИЙ.

Додаток до артикула IX Угоди між Е. Д. Р. й У. С. Р. Р. про чинність оптації громадянства.

ПРАВИЛА ПРОВИВІД ОСІВ, ОПТУВАВШІХ ЕСТОНСЬКЕ (УКРАЇНСЬКЕ) ГРОМАДЯНСТВО.

В розвиток арт. IX Угоди між Естонською Демократичною Республікою й Українською Соціалістичною Радянською Республікою про чинність оптації громадянства, зазначені сторони ухвалили слідуочі правила про вивіз майна оптантів :

1. Загальна вага майна, що вивозиться оптанами, які посуваютья гужом й на чужоземних пароплавах в морських портів України (Естонії), обмеженню що до ваги не підлягає.

Примітка. Оптанти, що їдуть гужом, складають спис майна, яке вивозиться ними в собою. Спис засвідчується повітовим виконкомом (повітовими органами Управління). Майно, внесене в спис при пересуванні до приграничних контрольних пунктів, ніякій конфіскації й ревізіції не підлягає.

2. При пересуванні залізницею, загальна вага багажу, крім ручного, не повинна перевищувати 10-ти пудів на кожду особу.

Багаж, який вивозиться, звільняється від всякого мита й податків.

Märkus : Erialadel töötavatele isikutele, nagu : töölised, käsitöölised, põllumehed, kunstnikud, õpetlased, muusikamehed jne., lubatakse enesega kaasa võtta nende tööstusalal tarvilikka asju üle määratud kaalu normi, kuid igal üksikul juhtumisel väliskaubanduse komissariaadi (rahaministeeriumi) eriluba järele.

3. Keelatakse üle piiri wiia :

a) paberraha igasuguses väljaandes, mis liikumas on seadusliku maksuwahendina väljasaatwa riigi territooriumil, üle sajatuhande rubla ehk Eesti marga iga isiku kohta, niisamuti ka välisvaluuta ;

Märkus : Rahasummade väljawiimine üle selles punktis tähendatud normi, niisama ka välisvaluuta üle piiri wiimine võimaldatakse ainult isearalise loaga.

b) kuld- ja plaatina asju, mille koguraskus üle 25 sol. ühe isiku kohta, ja hõbeasju üle 5 naela ühe isiku kohta ;

Märkus : Kuld- ja hõbekellad ketiga ja laulatussõrmused, hõbe paberossitoosid ja naisterahwa hõbe-rahakotid lubatakse välja wiia igast liigist üks asi täiskasvanud isiku kohta, kusjuures nende asjade kaal ei arwata normi, mis kindlaks tehtud selles punktis.

c) kalliskiwid ilma pesatae ;

d) kalliskiwid asjad (teemandid, briljandid, safirid, smaragdid ja rubinid), mille üldkaal üle ühe karaadi ; seesama käib ka pärlite kohta ;

e) õmblusmasinad üle ühe iga perekonna kohta ;

f) asjad, mil kunstiline või ajalooline väärtus, niisamuti ka antikwaar asjad ;

Märkus : Kui üksikud punkt « f » tähendatud asjad on perekonna mälestusasjad ja ei sünnita kollektsiooni, siis lubatakse neid välja wiia.

g) toiduaineid üle 40 naela iga inimese kohta, selles arvus üle 18 naela jahu ja leiba, 8 naela lihaaineid ja 10 naela muid söögiaineid selles arvus suhkrut üle ühe naela ja teed üle $\frac{1}{4}$ naela ;

h) tubakasaadusi üle 1000 paberossi ehk ühe naela tubaku ühe isiku kohta üle 18 aasta wana ;

k) seepi üle ühe tüki tualetseepi iga isiku kohta ja ühe naela lihtseepi perekonna peale ;

Примітка. Особам спеціальних професій, як то : робітникам, ремісникам, хліборобам, медикам, малярам, ученим, музикам і т. інше, дозволяється брати з собою предмети, потрібні їм для їх професійної діяльності, по над встановлену норму ваги, по окремому, для кожного випадку, дозволу Наркомзовнішторгу (Міністерства Фінансів).

3. Не допускається до вивозу за кордон :

a) папірові гроші будьякого випуску з тих, що мають законний обіг на території держави, яка їх відправляє по над сто тисяч рублів естонських марок на кожду особу, а також чужестороння валюта ;

Примітка. Вивіз сум зверх означеної в цім пункті норми, а також чужеземної валюти, дозволяється лише з особливого дозволу.

b) Золоті й платинові вироби в кількості, що перевищує загальну вагу 25 золот. на одну особу, й вироби з срібла в кількості, що перевищує 5 фунт. на одну особу ;

Примітка. Золоті й срібні годинники з ланцюжками й обручки, срібні сигарниці і срібні жіночі гаманці дозволяються до вивозу по одній штуці кожного назвійска на дорослу особу, при чому вага цих річей не включається в норму, встановлену цією точкою.

e) Коштовні камінці без оправ ;

e) Вироби з коштовних камінців (алмазів, брилліантів, сапфірів, смарагдів й рубінів, загальна вага котрих перевищує один карат, це саме відноситься до перлів ;

д) машини до шиття, більше від одної на родину ;

e) Річі, що мають мистецьку або історичну вартість, або предмети старовини ;

Примітка. В випадку, коли окремі річі з зазначених в точці « e » є родинним спомином і не складають колекції, то їх допускається до вивозу.

ж) Предмети прохарчования в кількості понад 40 фунтів на кожду особу, в тім числі понад 18 фунт. муки і хліба, 8 фунт. м'ясних продуктів й 14 фунт. інших припасів до їжі, в тім числі цукру по-над один фунт і чаю по-над $\frac{1}{4}$ фунта ;

з) тютюнові вироби по-над 1000 шт. цигарок, або 1 фунт тютюну на особу старішу 18-ти рокив ;

й) мило по-над один шматок туалетного на кожду особу й один фунт звичайного на родину ;

1) igasugu protsent-, diwidendija obligatsioonipaberid, wekslid, kaubaweo kwiitungid, warrandid, peale nende, mille wäljawimiseks järgneb luba wastawatelt asutustelt ;

Märkus : Wäärt-, raha- ja teised dokumendid, mis üles loetud käesolewas punktis ja seotud ainult selle riigiga, kuhu optant läheb, lubatakse takistamata wälja wiia.

m) trükitööd, mille nimekirjad sõjatsensuuri poolt tõendamata ;

Märkus : Õperaamatud ja raamatud Eesti (Ukraina) keeles lubatakse wälja wiia nimekirjade järele, mis kubermangu rahwaharidus-jaosk. (maakonna koolinõukogude) poolt kinnitatud sõjatsensuuri wiisumita.

n) päwapildid, aktid, dokumendid ja kõikisugu paberid, wäljaarwatud need, mis punktides « f » ja « l » tähendatud, ilma sõjatsensuuri märkusega nende läbiwaatamise üle ;

o) riidekaubad, walmisriided, metall ja metallasjad, kasuka-, muu nahk ja galanterrii asjad, mis määratud kauplemiseks, mitte aga isiklikuks tarwitamiseks ;

p) sõjariistad ja asjad, mis tarwilised sõjaliselt otstarbeks ;

Märkus : Elukutselised jahimehed wälja sõites Eestist (Ukrainast) on õigustatud, igakordselt iseäralise loaga, wälja wiima enesega üht jahipüssi lisadustega.

r) pildigalleriid, kogud ja kollektsoonid, mil on kunstiline wäärtus, ilma hariduskomissariaadi (haridusministeeriumi) eriloata.

4. Wälja wedada raudteedel kunni weoolude paranemiseni ei lubata : suurruumi tarwitawat mööblit lahtiwoõtmatalt, sõiduriistu, wankreid ja saane, elawat inwentaari, masinaid ja nende osasid ; suurt ruumi tarwitawaid füüsika ja chirurgia riistu ja teisi suurruumi tarwitawaid asju.

5. See määrus astub jõusse ühes tänasel päewal tehtud kokkuleppege EDW ja USNW wahel kodakondsuse opteerimise korra kohta

(L. S.) T. WARES.

(L. S.) FERD. WELLNER.

(L. S.) J. KOTSJUBINSKI.

к) всякі процентові, дивидендні й облигаційні панпери, векселі, транспортіві квитанції, варанти, крім тих, на перепуск котрих буде даний дозвіл відповідних органів ;

Примітка. Цінні, грошові й інші документи, перелічені в цій точці, котри мають відношення тільки до країни, в яку прибуває оптант, дозволяється вивозити без перешкод.

л) Друковані твори, списи котрих не завірено військовою цензурою ;

Примітка. Підручники й книги Єстонською (Українською) мовами дозволяється вивозити по списках, затверджених губернськими відділами народньої освіти (повітовими шкільними радами без візи військової цензури.

м) фотографії, акти, документи й усякого роду папери, за винятком згаданих в точках « e » й « k », на яких немає поміки про перегляд їх військовою цензурою ;

н) мануфактура, готова одіж, метали й вироби з них, кушнірські, шкирянні й галянте-рейні предмети, призначені для торгівлі, а не для особистого вжитку ;

o) Зброя і предмети, необхідні для військових потреб ;

Примітка. Стрільці (ловці) — професіоналісти, при виїзді в Єстонию (Україну) мають право, з окремого для кожного разу дозволу, вивезти з собою по одній рушниці для полювання з приладдям.

п) Галерії, збірки й колекції, що мають мистецьке значіння, без спеціального дозволу Народнього Комісаріяту (Міністерства) Освіти.

4. До вивоу залізницею, до покращення транспорту, не допускається : важкі меблі в нерозібранім стані, скіпажі, вози й сані, живий інвентарь, машини й їх часті, важке фізичне й хірургичне приладдя й інші важкі предмети.

5. Ці правила мають силу одночасно за угодою між Є. Д. Р. й У. С. Р. Р. от цього числа про порядок оптації громадянства.

(L. S.) Д. ВАРЕС.

(L. S.) ФЕРД. ВЕЛЬНЕР.

(L. S.) Ю. КОЦЮБІНСЬКІЙ.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. — 295. СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ЭСТОНСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И УКРАИНСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ О ПОРЯДКЕ ОПТАЦИИ ГРАЖДАНСТВА.

ПРАВИТЕЛЬСТВО ЭСТОНСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ с одной стороны и ПРАВИТЕЛЬСТВО УКРАИНСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ с другой, желая установить порядок оптации гражданства для лиц, которым это право предоставлено статьей VI Эстонско-Украинского договора от сего числа, решили заключить особое соглашение по сему предмету; для чего назначили своими Уполномоченными :

ПРАВИТЕЛЬСТВО ЭСТОНСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Дионисия Георгиевича ВАРЕС и Фердинанда Адамовича ВЕЛЬНЕР ;

ПРАВИТЕЛЬСТВО УКРАИНСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Юрия Михайловича КОЦЮБИНСКОГО.

С'ехавшись в городе Москве, означенные Уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных достаточными и составленными в надлежащей форме, согласились в ниже-следующем :

Статья 1.

В течение одного года со дня ратификации Договора о взаимоотношениях между Эстонской Демократической Республикой и Украинской Социалистической Советской Республикой от сего числа, лица, происходящие из местностей, входящих в состав Эстонии, проживающие ныне на территории Украины и достигшие 18-ти лет от роду, вправе оптировать эстонское гражданство, причем их гражданству следуют дети моложе 18-ти лет и жена, если ею не будет сделано противного заявления и если между супругами не состоялось особого соглашения относительно гражданства их детей.

В течение одного года со дня ратификации Договора о взаимоотношениях между Эстонской Демократической Республикой и Украинской Социалистической Советской Республикой от сего числа, лица, неэстонского происхождения, проживающие на территории Эстонии и достигшие 18-ти лет от роду, вправе оптировать украинское гражданство, причем их гражданству следуют дети моложе 18-ти лет и жена, если ею не будет сделано противного заявления и если между супругами не состоялось особого соглашения относительно гражданства их детей.

Примечание 1. Дети, законно усыновленные до подписания сего соглашения, пользуются при оптации всеми правами родных детей. Находящиеся под опекой лица и неспособные к самостоятельному существованию могут следовать гражданству своих опекунов или попечителей. Правом оптации пользуются вдовы лиц, имеющих это право, согласно настоящей статьи, а также вдовы и разведенные, до подписания сего соглашения, жены граждан Эстонской республики и У. С. С. Р., если они докажут свои права на оптацию по признакам, указанным в той же статье, причем несовершеннолетние дети вдов следуют гражданству матери, а таковые разведенной жены следуют ее гражданству в том случае, если дети эти находились на попечении матери.

Примечание 2. Жены эстонских (украинских) граждан, проживающих в Эстонии (УССР), находящиеся, в настоящее время, на территории УССР (Эстонии) и их дети и внуки, не достигшие 18-ти лет, признаются, по их заявлению, гражданами Эстонии (УССР).

Статья 2.

Происхождение из местностей, входящих ныне в состав Эстонской Демократической Республики, может быть доказано каким-либо из следующих документов :

- a) метрической выпиской о рождении и крещении ;
- б) сословной грамотой и удостоверением ;
- в) формулярным списком о службе ;
- г) удостоверением о приписке к призывному по воинской повинности участку ;
- д) аттестатом и дипломом учебного заведения ;
- е) паспортом и т. п. документами, удостоверяющими принадлежности данного лица или его родителей к тому или иному городскому, сельскому или сословному обществу на эстонской территории.

Неэстонское происхождение лиц, проживающих на территории, входящей ныне в состав Эстонской Демократической Республики, может быть доказано каким-либо из соответствующих вышеперечисленным документам.

Статья 3.

Кроме лиц, указанных в статье 1 и 11, правом на оптацию эстонского гражданства пользуются :

- a) лица, эвакуированные во время мировой войны из пределов Эстонии на территорию УССР ;
- б) участники мировой войны, призванные или мобилизованные в войска из местностей, входящих в состав Эстонии, и проживающие в Украине.

Соответственно участники мировой войны неэстонского происхождения, проживающие на территории Эстонии, пользуются правом оптации украинского гражданства.

Означенным в сей статье лицам должна быть предоставлена возможность вернуться на родину в первую очередь.

Статья 4.

Лицо, желающее оптировать эстонское (украинское) гражданство, подает об этом соответствующее заявление в дипломатическое Представительство или консульские учреждения (У. С. С. Р.) в Украине (Эстонии).

К заявлению должны быть приложены документы, удостоверяющие право заявителя на оптацию (ст. 1, 11 и 111).

Документы представляются в двух экземплярах, причем копии должны быть в установленном порядке засвидетельствованы.

Учреждение, принявшее оптационное заявление, выдает заявителю в том соответствующее удостоверение, которое отбирается у него при выдаче ему документа о выбытии из Украинского (Эстонского) гражданства.

Статья 5.

Лицо, сделавшее заявление об оптации, не приобретает этим еще прав избираемого гражданства.

Если лицо, сделавшее заявление об оптации, удовлетворяет требованиям статьи 1, 11 или 111 настоящего соглашения, консульский или иной официальный представитель государства, в пользу которого совершается оптация, составляет о сем постановление, о чем препровождает в Народный Коммиссариат (Министерство) Иностранных Дел удостоверение, вместе с документами оптанта. Народный Коммиссариат (Министерства) Иностранных дел, в течение месячного со дня передачи срока, либо сообщает означенному представителю о своем несогласии с его постановлением, и тогда вопрос разрешается Смешанной Комиссией, составленной из равного количества членов от обоих договаривающихся сторон, либо признает постановление представителя и препровождает последнему документ о выходе лица оптировавшего из прежнего гражданства, со всеми другими его документами, кроме вида на жительство. Неполучение сообщения Народного Коммиссариата (Министерства) Иностранных дел в месячный срок признается за согласие с постановлением представителя.

Если оптирующий удовлетворяет указанным в ст. 1, 11 или 111 требованиям, то государство, в пользу которого совершается оптация, не имеет права отказать оптирующему в принятии в свое

гражданство, а государство, в котором данное лицо проживает, не имеет права отказать ему в увольнении из своего гражданства.

Консульский или иной официальный представитель государства, в пользу которого совершается оптация, должен вынести решение не позже чем в двухмесячный срок со дня получения заявления об оптации и представления необходимых документов.

Статья 6.

Граждане, находящиеся под судом или следствием или отбывающие наказание за совершенные преступные деяния, подают заявления об оптации через посредство тех учреждений, в распоряжении которых они находятся.

Статья 7.

Закончившие оптацию пользуются всеми правами и льготами, предоставленными иностранцам в У. С. С. Р. (для лиц, оптирующих украинское гражданство — в Эстонии). С момента же заявления о выезде они освобождаются от всех повинностей государственного и муниципального характера в стране, из которой они выезжают.

Статья 8.

Правительство каждой из договаривающихся сторон обязуется предоставить лицам, оптировавшим гражданство другой стороны, возможность в течение одного года со дня оптации гражданства выехать на родину; в течение указанного срока лица, оптировавшие гражданство, должны покинуть пределы страны, в которой они жили.

Примечание 1. Если завершившие оптацию лица не в состоянии, по независящим от них причинам, выехать в годичный срок из пределов У. С. С. Р. (Эстонии), то таковой может быть продлен с особого на каждый раз разрешения.

Примечание 2. Лица, оптировавшие эстонское (украинское) гражданство, выезжают на родину за свой счет. Однако инвалиды, участники мировой войны (ст. III, п. б), эвакуированные учащиеся и лица, находящиеся на государственном иждивении, могут быть отправлены, по их заявлению, за счет того государства, из которого они выезжают, до его границы.

Статья 9.

Лица, закончившие оптацию а также те, кто следует их гражданству, сохраняют свои права на движимое и недвижимое имущество, в пределах законов, существующих в том государстве, где они проживают. При выезде они имеют право вывезти свое имущество согласно правил, приложенных к настоящей статье.

Статья 10.

Настоящее соглашение вступает в силу с момента ратификации договора от сего числа между Эстонской Демократической Республикой и Украинской Социалистической Советской Республикой. В удостоверение сего Уполномоченные обеих сторон собственноручно подписали настоящее соглашение в двух экземплярах и скрепили своими печатями. Город Москва ноября двадцать пятого дня тысяча девятьсот двадцать первого года.

(L. S.) Д. ВАРЕС.

(L. S.) ФЕРД. ВЕЛЬНЕР.

(L. S.) Ю. КОЦЮБИНСКИЙ.

Приложение к статье 9 Соглашения между Э. Д. Р. и У. С. С. Р. о порядке оптации гражданства.

ПРАВИЛА О ВЫВОЗЕ ИМУЩЕСТВА ЛИЦ, ОПТИРОВАВШИХ ЭСТОНСКОЕ (УКРАИНСКОЕ) ГРАЖДАНСТВО.

В развитие ст. 9 Соглашения между Эстонской Демократической Республикой и Украинской Социалистической Советской Республикой о порядке оптации гражданства, поименованные стороны установили следующие правила о вывозе имущества оптантов :

1. Общий вес имущества, вывозимого оптантами, следующими гужем и на иностранных пароходах из морских портов Украины (Эстонии), ограничению не подлежит.

Примечание. Оптанты, едущие гужем, составляют опись имущества, вывозимого с собою. Опись заверяется уездным исполкомом (уездными органами управления). Имущество, внесенное в опись, не подлежит при следовании до пограничных контрольных пунктов никакой конфискации или реквизиции.

2. При следовании по железной дороге общий вес провозимого багажа, кроме ручного, не должен превышать десяти пудов на каждое лицо.

Вывозимый багаж освобождается от всяких пошлин и обложений.

Примечание. Лицам специальных профессий, как то : рабочим, ремесленникам, земледельцам, медикам, художникам, ученым, музыкантам и т. п. разрешается брать с собою предметы необходимые для их профессиональной деятельности свыше установленной нормы веса по особому в каждом случае разрешению Министерства Финансов (Наркомвнешторга).

3. Запрещается к вывозу за границу :

а) бумажные деньги любого выпуска из имеющих законное хождение на территории отправляющего государства на сумму свыше ста тысяч рублей или эстонских марок на каждое лицо, а также иностранная валюта ;

Примечание. Вывоз сумм превышающих означенную в этом пункте норму, а также иностранной валюты допускается лишь с особого разрешения.

б) Золотые и платиновые изделия в количестве превышающем общий вес в 25 зол. на одно лицо, и изделия из серебра в количестве, превышающем 5 фунтов на одно лицо ;

Примечание. Золотые и серебряные часы с цепочкой и обручальные кольца, серебряные портсигары и серебряные дамские портмоне разрешаются к вывозу по одному предмету каждого наименования на взрослое лицо, причем вес этих предметов не включается в норму, установленную настоящим пунктом.

в) Драгоценные камни без оправ ;

г) Изделия из драгоценных камней (алмазов, бриллиантов, сапфиров, изумрудов и рубинов) в количестве, превышающем общий вес в один карат ; то же относится к жемчугу ;

д) Швейные машины свыше одной на семью ;

е) Предметы, имеющие художественную или историческую ценность и предметы старины ;

Примечание. Если отдельные предметы из указанных в пункте « е » являются семейною памятью и не составляют коллекции, то они допускаются к вывозу.

ж) Предметы продовольствия в количестве свыше 40 фунтов на каждого человека, в том числе свыше 18 фунтов муки и хлеба, 8 фунтов мясных продуктов и 10 фунтов прочих с'естных припасов, в том числе сахару свыше одного фунта и чаю свыше $\frac{1}{4}$ фунта ;

з) Табачные изделия свыше 1000 шт. папирос или одного фунта табаку на лицо старше 18-ти лет ;

и) Мыло свыше одного куска туалетного на каждое лицо и одного фунта обыкновенного на семью ;

к) Всякие процентные, дивидендные и облигационные бумаги, векселя, транспортные квитанции, warrants, кроме тех, на пропуск которых последуют разрешение соответствующих органов ;

Примечание. Ценные, денежные и другие документы, перечисленные в настоящем пункте и имеющие отношение только к стране прибытия оптанта, разрешаются к вывозу безпрепятственно.

л. Печатные произведения, списки коих не заверены военной цензурою ;

Примечание. Учебники и книги на эстонском (украинском) языке допускаются к вывозу по спискам, утвержденным губернскими отделами народного просвещения (уездными училищными советами), без вины военной цензуры.

- м) Фотографии, акты, документы и всякого рода бумаги, за исключением указанных в пунктах « е » и « к », не снабженные пометкою о просмотре их военною цензурою ;
- н) Мануфактура, готовая одежда, металлы и изделия из них, скорняжные, кожевенные и галантерейные предметы, предназначенные для торговли, а не для личного употребления ;
- о) Оружие и предметы, необходимые для военных целей ;

Примечание. Охотники-профессионалы при выезде в Эстонию (Украину) имеют право, с особого на каждый раз разрешения, вывезти с собою по одному охотничьему ружью с принадлежностями.

п) Галереи, собрания и коллекции, имеющие художественное значение, без специального разрешения Министерства (Народного Комиссариата) Просвещения.

4. К вывозу по железным дорогам до улучшения транспорта не допускаются : громоздкая мебель в неразобранном виде, экипажи, телеги и сани, живой инвентарь, машины и их части, громоздкие и хирургические приборы и другие громоздкие предметы.

5. Настоящие правила вступают в силу одновременно с Соглашением между Э. Д. Р. и У. С. С. Р. от сего числа о порядке оптации гражданства.

(L. S.) Д. ВАРЕС.

(L. S.) ФЕРД. ВЕЛЬНЕР.

(L. S.) Ю. КОЦЮБИНСКИЙ.

¹ TRADUCTION.

No. 295. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE, RELATIVE AU DROIT D'OPTION, SIGNÉE A MOSCOU LE 25 NOVEMBRE 1921.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE, d'une part, et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE, de l'autre, désirant régler la question du droit d'option, dont il est fait mention à l'article 6 du Traité entre l'Esthonie et l'Ukraine en date de ce jour, ont décidé de conclure une convention spéciale à ce sujet.

A ces fins ils ont nommé pour les représenter :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE :

M. Denis GEORGEVITCH VARES, et
M. Ferdinand ADAMOVITCH VELLNER ;

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE :

M. George MIKHAILOVITCH KOTSIUBINSKI.

Ces représentants, réunis à Moscou, après avoir examiné réciproquement les pouvoirs dont ils étaient munis et qui ont été reconnus en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur les points suivants :

Article 1.

Durant un an, à dater du jour de la ratification du Traité conclu entre la République démocratique d'Esthonie et la République socialiste des Soviets d'Ukraine en date d'au-

¹ TRANSLATION.

No. 295. — CONVENTION BETWEEN THE ESTHONIAN DEMOCRATIC REPUBLIC AND THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC, RELATING TO THE RIGHT OF OPTION, SIGNED AT MOSCOW, NOVEMBER 25, 1921.

The GOVERNMENT OF THE ESTHONIAN DEMOCRATIC REPUBLIC of the one hand, and the GOVERNMENT OF THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC of the other, being desirous of establishing the procedure to be followed in opting for nationality in the case of persons to whom this right is accorded under Article 6 of the Esthonia-Ukraine Treaty of this date, have decided to conclude a special Convention for this purpose, and have therefore appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE ESTHONIAN DEMOCRATIC REPUBLIC :

M. Denis GEORGEVITCH VARES, and
M. Ferdinand ADAMOVITCH VELLNER ;

THE GOVERNMENT OF THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC :

M. George MIKHAILOVITCH KOTSIUBINSKI.

These representatives, being assembled in the City of Moscow, and having mutually examined the powers with which they were furnished, which were recognised to be in good and due form, agreed on the following terms :

Article 1.

For a period of one year from the date of the ratification of the Treaty concluded between the Esthonian Democratic Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic, any

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

jour d'hui, les personnes depuis l'âge de 18 ans et au-dessus provenant des localités situées sur le territoire de l'Esthonie et résidant sur le territoire de l'Ukraine pourront opter pour la nationalité esthonienne, et, dans ce cas, les enfants âgés de moins de 18 ans et la femme suivront cette dernière nationalité à moins que la femme ne déclare le contraire ou qu'un arrangement spécial relatif à la nationalité des enfants n'ait été passé entre les époux.

Durant un an, à dater du jour de la notification du Traité conclu entre la République démocratique d'Esthonie et la République socialiste des Soviets d'Ukraine en date de ce jour, les personnes depuis l'âge de 18 ans et au-dessus résidant sur le territoire de l'Esthonie qui ne sont pas des ressortissants esthoniens, pourront opter pour la nationalité ukrainienne, et, dans ce cas, les enfants âgés de moins de 18 ans et la femme suivront cette dernière nationalité, à moins que la femme ne déclare le contraire ou qu'un arrangement spécial relatif à la nationalité des enfants n'ait été passé entre les époux.

PREMIÈRE REMARQUE.

Les enfants adoptés ou légitimés avant le jour de la signature de la présente Convention seront assimilés aux enfants légitimes. Les personnes qui se trouvent sous tutelle et les personnes qui sont incapables de vivre d'une manière indépendante pourront suivre la nationalité de leurs tuteurs ou de leurs curateurs. Les veuves des personnes qui auraient le droit d'opter conformément aux stipulations du présent article conservent ce droit d'option; pourront également opter les veuves et les femmes divorcées avant la date de la signature de la présente Convention et les femmes des ressortissants de la République esthonienne et de la République socialiste des Soviets d'Ukraine, si elles peuvent démontrer qu'elles possèdent le droit d'option conformément aux stipulations du présent article, et, dans ce cas, les enfants mineurs suivront la nationalité de la mère, et les enfants mineurs d'une femme divorcée suivront la nationalité de la mère, s'ils sont entretenus par elle.

DEUXIÈME REMARQUE.

Les femmes qui sont mariées à des ressortissants esthoniens (ukrainiens) résidant en Esthonie (République socialiste des Soviets d'Ukraine) et qui vivent actuellement sur le territoire de la République socialiste des Soviets d'Ukraine

person who is a native of a place situated in Esthonia but who resides in Ukrainian territory and who is aged 18 or over, may opt for Esthonian nationality. His wife, and children under 18 years of age shall take this nationality unless the wife shall have made a declaration to the contrary or unless some special agreement concerning the nationality of the children shall have been reached between husband and wife.

For one year after the date of the ratification of this Treaty concluded between the Esthonian Democratic Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic, any person not of Esthonian nationality who resides in Esthonian territory, and who is aged 18 or over, may opt for Ukrainian nationality. His wife, and children under 18 years of age shall take this nationality unless the wife shall have made a declaration to the contrary or unless some special agreement concerning the nationality of the children shall have been reached between husband and wife.

NOTE 1.

Children who have been legally adopted before the signature of this Treaty shall possess the same rights in the matter of option as legitimate children. Wards, and persons incapable of managing their own affairs, may take the nationality of their guardians. Widows of persons entitled to opt shall also possess this right, in conformity with the present Article; and similarly, women who have become widows or have been divorced before the signature of this Convention, who were wives of nationals of the Esthonian Republic or the Ukrainian Socialist Soviet Republic, if they can prove their right to opt, may do so in conformity with the provisions of this Article; and moreover, the infant children of widows shall take their mother's nationality, and similarly, the infant children of divorced women shall take their mother's nationality, if they are in her charge.

NOTE 2.

Wives of Esthonian (Ukrainian) nationals who are natives of Esthonia (the Ukrainian Socialist Soviet Republic) at present resident within the territory of the Ukrainian Socialist Soviet Republic (Esthonia) and their chil-

(de l'Esthonie), ainsi que leurs enfants et petits-enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans, seront reconnus, après déclaration, comme ressortissants de la République esthonienne (République socialiste des Soviets d'Ukraine).

Article 2.

La provenance des localités qui font actuellement partie de la République démocratique d'Esthonie pourra être prouvée par l'une des pièces suivantes :

- a) Extrait de naissance et acte de baptême ;
- b) certificat d'état civil ;
- c) certificat de service ;
- d) certificat indiquant le district de recensement ;
- e) certificat ou diplôme d'une école ;
- f) passeport et autres documents prouvant que la personne ou ses parents étaient inscrits dans les sociétés urbaines, rurales ou corporatives du territoire esthonien.

La provenance non-esthonienne des personnes résidant sur le territoire qui fait actuellement partie de la République démocratique d'Esthonie, pourra également être prouvée par l'une des pièces énumérées plus haut.

Article 3.

Outre les personnes mentionnées aux articles 1 et 2, les personnes suivantes ont le droit d'opter pour la nationalité esthonienne :

- a) Les personnes qui ont été évacuées pendant la guerre mondiale du territoire de l'Esthonie dans le territoire de la République socialiste des Soviets d'Ukraine ;
- b) les personnes appelées sous les drapeaux ou mobilisées pendant la guerre mondiale sur le territoire esthonien et résidant en Ukraine.

Par analogie, les personnes qui ont pris part à la guerre mondiale et qui ne proviennent pas de l'Esthonie, mais qui résident sur le territoire esthonien, pourront opter pour la nationalité ukrainienne.

Les personnes mentionnées dans le présent article devront être rapatriées en premier lieu.

dren and grand-children under 18 years of age, shall be recognised, on their making a declaration to this effect, as Esthonian (Ukrainian) subjects.

Article 2.

Natives of places which now form part of the Esthonian Democratic Republic may establish this fact by producing any one of the following documents :

- (a) Birth certificate and certificate of baptism ;
- (b) Civil identity cards ;
- (c) Military service certificate ;
- (d) Certificate showing the district summons to military service ;
- (e) Certificate or diploma of an educational institution ;
- (f) Passport or other document proving the fact that the person in question or his parents were entered on urban or rural district or corporation rolls in Esthonian territory.

Persons not of Esthonian origin who reside within the present territory of the Esthonian Democratic Republic may prove this fact by producing any of the above-mentioned documents.

Article 3.

In addition to persons referred to in Articles 1 and 2, the following shall be entitled to opt for Esthonian nationality :

- (a) Persons who were evacuated during the world war from Esthonian territory into the territory of the Ukrainian Socialist Soviet Republic ;
- (b) Persons called up for military service or mobilised on Esthonian territory and resident in the Ukraine.

Similarly, persons who served in the world war and who are not of Esthonian nationality but who reside within Esthonian territory, shall be entitled to opt for Ukrainian nationality.

Persons referred to in this present Article must first be repatriated to their native country.

Article 4.

Toute personne qui désire opter pour la nationalité esthonienne (ukrainienne) fera une déclaration auprès des autorités diplomatiques ou consulaires d'Esthonie (de la République socialiste des Soviets d'Ukraine) en Ukraine (Esthonie).

Des pièces à l'appui du droit d'option de la personne qui fait la déclaration (articles 1, 2 et 3) devront être annexées à la déclaration.

Ces pièces seront présentées en double exemplaire et les copies en devront être légalisées.

L'autorité qui a reçu la déclaration délivrera à la personne qui a fait la déclaration un certificat que ladite personne devra rendre quand le document constatant la perte de la nationalité ukrainienne (esthonienne) lui aura été remis.

Article 5.

Une personne ayant fait la déclaration d'option n'acquerra pas, du fait de cette seule déclaration, les droits que la nationalité choisie lui devrait conférer.

Si la personne qui a fait la déclaration d'option est qualifiée pour faire cette déclaration d'après les articles 1, 2 et 3 de la présente Convention, le représentant consulaire ou autre représentant officiel de l'Etat pour lequel la personne a opté statuera sur la question et enverra le dossier comprenant les documents de l'optant au Commissariat national (Ministère) des Affaires étrangères. Selon les cas, le Commissariat national (Ministère) des Affaires étrangères devra aviser, dans le délai d'un mois après la réception du dossier, le représentant mentionné qu'il n'est pas d'accord avec son arrêté, et dans ce cas la question sera tranchée par une Commission mixte composée en nombre égal de représentants des deux Parties contractantes, ou bien il approuvera l'arrêté du représentant et lui adressera un document constatant que l'optant a perdu son ancienne nationalité; tous les autres documents de l'optant, à l'exception du certificat de résidence, lui seront également rendus. Si le Commissariat national (Ministère) des Affaires étrangères ne répond pas dans le délai d'un mois, l'arrêté du représentant sera considéré comme approuvé.

Article 4.

Any person wishing to opt for Esthonian (or Ukrainian) nationality, shall make a declaration to this effect before the diplomatic, or consular representative of Esthonia (or, the Ukrainian Socialist Soviet Republic) in the Ukraine (or Esthonia).

This declaration must be accompanied by documents proving the right of the person to opt (see Articles 1, 2 and 3).

These documents must be presented in duplicate, and the copies must be properly certified.

The authorities who receive the declaration of option must hand over to the person who has made the declaration a certificate to this effect, which must be returned to them in exchange for a document to the effect that he has abandoned his Ukrainian (or Esthonian) nationality.

Article 5.

A person who has made a declaration concerning option does not, ipso facto, acquire the rights conferred by this nationality.

If the person who has made a declaration of option satisfies the provisions of Articles 1, 2 or 3 of the present Convention, the Consular or other official representative of the Government of the country for which the person has opted, shall take a decision in the matter and shall thereupon communicate all the evidence and other documentation concerning the case to the National Commissariat (or Ministry) for Foreign Affairs. The National Commissariat (or Ministry) for Foreign Affairs shall within one month from the date on which the document has been communicated, either inform the authority that it does not approve of its decision (in which case the question shall be referred to a Mixed Committee consisting of an equal number of representatives of both Contracting Parties), or it shall approve of the authority's decision and forward accordingly a document, testifying that the person who has opted has foregone his old nationality, together with all other documents, except the certificate of residence. If the National Commissariat (or Ministry) for Foreign Affairs shall not have communicated a decision within one month, this shall be taken to mean that it approves the authority's decision.

Si l'optant appartient à une des catégories de personnes mentionnées dans les articles 1, 2 et 3 de la présente Convention, l'Etat pour lequel il a opté ne pourra lui refuser la nationalité choisie, et l'Etat dans lequel l'optant réside ne pourra le forcer à garder sa nationalité.

Le représentant consulaire ou autre représentant officiel de l'Etat en faveur duquel l'option a été faite, devra communiquer la décision au plus tard deux mois après la déclaration d'option et la réception des documents nécessaires.

Article 6.

Les personnes qui se trouvent sous le coup d'une condamnation ou d'une instruction judiciaire, de même que celles qui purgent une peine pour crimes ou délits commis, feront la déclaration d'option par l'intermédiaire des autorités par lesquelles elles sont détenues.

Article 7.

L'acte d'option une fois accompli, les optants jouiront de tous les droits et de toutes les facilités qui sont accordées aux étrangers dans la République socialiste des Soviets d'Ukraine (les optants pour la nationalité ukrainienne en Esthonie). A partir du moment où l'optant aura déclaré vouloir quitter le pays, il sera libéré de toutes les obligations de caractère public qui lui incombent dans le pays qu'il quitte.

Article 8.

Les Gouvernements des deux Parties contractantes s'engagent à donner aux personnes qui ont opté pour la nationalité de l'autre Partie la faculté de pouvoir quitter le pays dans l'espace d'un an ; les optants devront quitter dans ce délai le pays de leur résidence.

PREMIÈRE REMARQUE.

Si l'optant ne peut, pour des raisons indépendantes de sa volonté, quitter la République socialiste des Soviets d'Ukraine (l'Esthonie)

If the person who is opting belongs to one of the categories referred to in Articles 1, 2 or 3 of the present Convention, the Government of the country for which the person is opting shall not be entitled to refuse its nationality to the person who is opting, and the Government of the country whose nationality the person is abandoning shall not be entitled to refuse to allow him to abandon his nationality.

The Consular or other official representatives of the Government of the country for which the person is opting, must communicate their decision not later than two months after the date of the making of the declaration of option and the receipt of the necessary documents.

Article 6.

Nationals who are under arrest, or who are undergoing trial, or are serving a term of imprisonment for crimes or misdemeanours, shall submit their declaration of option through the authorities by whom they are detained.

Article 7.

Persons who have opted shall be entitled to all rights and privileges accorded to foreigners in the Ukrainian Socialist Soviet Republic (or in the case of persons who have opted for Ukrainian Nationality — in Esthonia). As soon as these persons declare that they wish to leave the country, they shall be considered free from all obligations of a national or municipal nature in the country which they are leaving.

Article 8.

The authorities of either Contracting Party shall undertake to allow persons, who have opted for the nationality of the other Party, one year from the date of option, within which to emigrate ; within this period, all persons who have opted must leave the country of their residence.

NOTE I.

If any person who has opted is unable, for reasons beyond his control, to emigrate within this period of one year, from the territory of

dans l'espace d'un an, le délai pourra être prolongé par une permission spéciale.

DEUXIÈME REMARQUE.

La personne qui a opté pour la nationalité esthonienne (ukrainienne) supportera elle-même les frais de son rapatriement. Cependant les invalides, les personnes qui ont pris part à la guerre mondiale (article 3, alinéa b), les étudiants et les personnes qui sont à la charge de l'Etat, pourront, sur leur demande, être conduites jusqu'à la frontière de l'Etat qu'ils quittent, aux frais de cet Etat.

Article 9.

Les optants et les personnes qui suivent leur nationalité garderont, sur les biens meubles et immeubles, les droits qui leur sont conférés par les lois du pays de résidence. En retournant dans leur pays, ils auront le droit d'emporter avec eux leurs biens, en observant les prescriptions annexées au présent article.

Article 10.

La présente Convention entrera en vigueur à partir du moment de la ratification du Traité conclu en date de ce jour entre la République démocratique d'Esthonie et la République socialiste des Soviets d'Ukraine.

En foi de quoi les représentants des deux Parties ont signé de leur propre main la présente Convention faite en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 25 novembre 1921.

(L. S.) D. VARES.
(L. S.) FERD. VELLNER.
(L. S.) G. KOTSIUBINSKI.

the Ukrainian Socialist Soviet Republic (or Esthonia), the period may be extended by special permission, granted for each individual case.

NOTE 2.

Persons who have opted for Esthonia (Ukrainian) nationality, shall themselves defray the cost of emigration. Disabled ex-service men (invalides) who took part in the world war (Article 3, paragraph 6), students and persons in the care of the State, may at their request be sent to the frontier at the expense of the State from which they are emigrating.

Article 9.

Persons who have opted, and dependents who have followed the nationality of these persons, shall retain their rights over movable and immovable property, in conformity with the laws of the country in which they reside. When leaving the country, they shall be entitled to remove their property in accordance with the provisions of the present article.

Article 10.

The present Convention shall come into force immediately the instruments of ratification of the Treaty of this date between the Esthonian Democratic Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic have been exchanged.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Treaty in duplicate and have fixed their seal thereto.

Done at Moscow, November 25, 1921.

(L. S.) D. VARES.
(L. S.) FERD. VELLNER.
(L. S.) G. KOTSIUBINSKI.

ANNEXE

A L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION RELATIVE AU DROIT D'OPTION, CONCLUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAÏNE.

PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX BIENS QUE LES OPTANTS POUR LA NATIONALITÉ ESTHONIENNE (UKRAINIENNE), PEUVENT EMPORTER AVEC EUX.

En complément de l'article 9 de la Convention relative au droit d'option, conclue entre la République démocratique d'Esthonie et la République socialiste des Soviets d'Ukraine, les deux Parties contractantes ont décidé d'appliquer aux biens que les optants peuvent emporter avec eux les règles suivantes :

1. Les optants qui retournent par route dans leur pays ou qui quittent les ports de l'Ukraine (Esthonie) sur des bateaux étrangers pourront emporter avec eux une quantité illimitée de bagages.

REMARQUE :

Les optants qui retournent par route dans leur pays, établiront une liste des biens qu'ils emportent avec eux. Cette liste sera contre-signée par le Comité exécutif du district (par les autorités administratives du district). Les biens portés sur la liste ne pourront être confisqués ni réquisitionnés pendant leur transport jusqu'aux points de contrôle à la frontière.

2. Si les optants rentrent dans leur pays par chemin de fer, le poids des bagages, en dehors des bagages à main, ne pourra dépasser dix pouds par personne.

Les bagages emportés seront exemptés de tous droits et impositions.

REMARQUE :

Les personnes exerçant une profession ou un métier spécial, comme par exemple les ouvriers, les artisans, les agriculteurs, les médecins, les artistes, les savants, les musiciens, etc., pourront emporter, en sus des poids fixés, des objets indispensables à l'exer-

ANNEX

TO ARTICLE 9 OF THE CONVENTION BETWEEN THE ESTHONIAN DEMOCRATIC-REPUBLIC AND THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC RELATING TO THE RIGHT OF OPTION FOR NATIONALITY.

REGULATIONS CONCERNING REMOVAL OF PROPERTY BELONGING TO PERSONS WHO HAVE OPTED FOR ESTHONIAN OR UKRAINIAN NATIONALITY.

In pursuance of Article 9 of the Convention between the Esthonian Democratic Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic concerning the procedure to be followed in opting for nationality, the above Parties have drawn the following regulations to govern the removal of the property of persons who have opted :

(1) In general, all property of persons who have opted and who are leaving the country either by road or in foreign vessels from Ukrainian (or Esthonian) seaports, shall be subject to no restrictions.

NOTE :

Persons who have opted and are leaving by road must draw up a list of the property which they are taking with them. This list must be countersigned by the District Executive Committee (the Administrative Authorities of the District). The property indicated in the list shall not be liable to confiscation or requisition on its way to the frontier posts.

(2) If the journey is made by railway the total weight of luggage, except hand luggage, must not exceed 5 pouds per person.

The luggage thus removed shall not be subject to any taxation or charges.

NOTE :

Persons who exercise some special calling or profession such as labourers, artisans, farmers, doctors, artists, scholars and scientists, musicians, and so on, shall be permitted to take with them, in addition to the weight stated above, such instruments or tools as

cice de leur métier ou de leur profession, après autorisation spéciale délivrée par le Ministère (Commissariat national) des Finances.

3. Il sera interdit d'emporter :

a) Du papier-monnaie de toutes émissions ayant cours légal sur le territoire de l'Etat que l'optant quitte, pour une somme supérieure à cent mille roubles ou marks esthoniens par personne, ainsi que des valeurs étrangères.

REMARQUE :

Il sera permis d'emporter une quantité d'argent supérieure à celle fixée dans l'alinéa *a)*, de même que les valeurs étrangères, après délivrance d'une autorisation spéciale ;

b) des objets en or et en platine d'un poids dépassant 25 zolotniks par personne, ainsi que des objets en argent d'un poids dépassant 5 livres par personne.

REMARQUE :

Il sera permis à toute personne adulte d'emporter une montre avec la chaîne et une alliance en or ou en argent, un porte-cigarette en argent et un réticule en argent et dans ce cas le poids de ces objets ne sera pas déduit du poids fixé par l'alinéa *b)*.

c) Des pierres précieuses non montées ;

d) des objets en pierres précieuses (diamants, brillants, saphirs, émeraudes et rubis) dont le poids total dépasse un carat. La même restriction sera appliquée aux perles ;

e) plus d'une machine à coudre par famille ;

f) des objets possédant une valeur artistique ou historique, ainsi que des antiquités.

REMARQUE :

Si les objets mentionnés à l'alinéa *f)* constituent des souvenirs de famille et s'ils ne font pas partie d'une collection, leur exportation sera permise.

g) plus de 40 livres par personne de produits alimentaires : parmi ces produits, plus de 18 livres de farine et de pain, 8 livres de viande et charcuterie et plus de 10 livres d'autres produits alimentaires, dont pas plus d'une livre de sucre et d'un quart de livre de thé ;

they require for the exercise of their calling ; a special permit from the Ministry of Finance (or National Commissariat) being necessary in each case.

(3) Removal of the following shall be prohibited :

(*a*) Paper money of any issue which is legal tender in the territory which the person who has opted is leaving, above the sum of 100,000 roubles (or Esthonian marks) per person, and also foreign currency.

NOTE :

It shall be permitted to carry a sum greater than that fixed in the above section and also foreign currency on receipt of special permission to this effect.

(*b*) Gold and platinum exceeding 25 zolotniks in all, and silver objects exceeding the weight of 5 pounds per person in all.

NOTE :

Every adult leaving the country shall be allowed to carry a gold or silver watch and chain, an engagement ring, a silver cigarette case and a silver purse ; but the weight of these articles may not be deducted from the weight laid down in the present sub-section.

(*c*) Unmounted jewels ;

(*d*) articles made with jewels (diamonds, brilliants, emeralds and rubies) the total weight of which must not exceed one carat ; this shall also apply to pearls ;

(*e*) more than one sewing machine per family ;

(*f*) objects possessing an artistic or historic value and antiquities.

NOTE :

If the articles mentioned in this subsection are heirlooms and do not constitute a collection they may be taken on leaving the country.

(*g*) Food exceeding 40 pounds per head ; of this quantity not more than 18 pounds may be flour and bread, not more than 8 pounds meat products, and not more than 8 pounds of other food stuffs in which there must not be more than one pound of sugar and $\frac{1}{4}$ lb of tea ;

h) plus de 1000 cigarettes ou d'une livre de tabac par personne au-dessus de 18 ans ;

i) plus d'un morceau de savon de toilette par personne et plus d'une livre de savon ordinaire par famille ;

j) les titres de rente, les actions et les obligations, les traites, les reçus d'expédition, les lettres de voiture, à l'exception de ceux dont l'exportation a été permise par les autorités compétentes.

REMARQUE :

Les titres de valeur d'argent et les autres documents mentionnés dans le présent alinéa et se rapportant exclusivement au pays où se rend l'optant, pourront être exportés sans aucune restriction.

k) Des imprimés dont la liste n'a pas été contresignée par la censure militaire.

REMARQUE :

Les livres d'école et autres livres en langue esthonienne (ukrainienne) pourront être exportés sans la permission de la censure militaire, si les listes en sont contresignées par les autorités gouvernementales de l'instruction publique (les Soviets d'instruction de district).

l) Des photographies, actes, documents et toutes sortes de papiers, à l'exception de ceux mentionnés aux alinéas *f*) et *j*), non revêtus du visa de la censure militaire ;

m) des objets manufacturés, des vêtements, des métaux, des objets en métal, des produits tannés, des objets de mercerie, destinés au commerce et non à l'usage personnel ;

n) des armes et des objets destinés à un but militaire.

REMARQUE :

Les chasseurs professionnels pourront, après avoir obtenu une permission spéciale, emporter en Esthonie (Ukraine) un fusil de chasse avec accessoires par personne.

o) Des galeries et des collections possédant une valeur artistique, sans la permission spéciale du Ministère (Commissariat National) de l'Education.

4. Jusqu'à ce que l'exploitation des chemins de fer soit améliorée, il ne sera pas permis d'exporter par le chemin de fer : le mobilier

(h) more than one thousand cigarettes or one pound of tobacco per person over 18 years of age ;

(i) more than one case of toilet soap per person and not more than one pound of household soap per family ;

(j) interest, dividend, and security warrants, bills of exchange and warrants, with the exception of such of these as they shall be allowed to retain by the authorities.

NOTE :

Such securities, money and other financial documents referred to in the present subsection as concern solely the country to which the person who has opted is proceeding, may be taken by him without any restrictions.

(k) Printed matter which has not been approved of by the military censor.

NOTE :

School books and other books printed in the Esthonian (or Ukrainian) language may be removed without the permission of the military censor if a list is drawn up and countersigned by the Government Authorities of the National Education Authorities (the Education Soviet of the District).

(l) Photographs, deeds, documents and papers of every kind excepting such as are mentioned in subsections *(f)* and *(j)* which have not been passed by the military censor ;

(m) manufactured articles, clothing, metals and metal objects, leather, tanned and fancy goods for commercial purposes and not for personal use ;

(n) guns and other weapons of war.

NOTE :

Professional hunters proceeding to Esthonia or Ukraina shall be entitled, on obtaining a special permit for this purpose, to carry one gun with ammunition, etc., per hunter ;

(o) Collections of pictures and other collections possessing an artistic value, without the special permission of the Ministry (or National Commissariat) of Education.

(4) Until the railway service has been improved it shall not be permitted to export bulky furniture transported whole, carriages,

lourd en entier, les voitures, chariots et traîneaux, le cheptel, les machines et parties de machine, les appareils encombrants de physique et de chirurgie et autres objets encombrants.

5. Les présentes prescriptions entreront en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la Convention relative au droit d'option, conclue en date de ce jour entre la République démocratique d'Esthonie et la République socialiste des Soviets d'Ukraine.

(L. S.) D. VARES.

(L. S.) FERD. VELLNER.

(L. S.) G. KOTSIUBINSKI.

cars and sleighs, livestock, machinery and machine parts, bulky scientific or surgical apparatus and other bulky articles.

(5) The present annex shall enter into force simultaneously with the Convention concluded between the Esthonian Democratic Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic of this date concerning the procedure to be followed in opting for nationality.

(L. S.) D. VARES.

(L. S.) FERD. VELLNER.

(L. S.) G. KOTSIUBINSKI.

N° 296.

**ESTHONIE, FINLANDE,
LETTONIE ET POLOGNE**

Accord politique signé à Varsovie
le 17 mars 1922.

**ESTHONIA, FINLAND
LATVIA AND POLAND**

Political Agreement, signed at War-
saw, March 17, 1922.

No. 296. — ACCORD POLITIQUE¹ ENTRE L'ESTHONIE, LA FINLANDE, LA LETTONIE ET LA POLOGNE, SIGNÉ A VARSOVIE LE 17 MARS 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 12 juillet 1922.

Les Ministres des Affaires étrangères, à savoir :

S.E. M. Antoine PIIP, Ministre des Affaires étrangères de la RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE,

S.E. M. Rudolf HOLSTI, Ministre des Affaires étrangères de la RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

S.E. M. Zigfrids A. MEIEROVICS, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de la RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

S.E. M. Constantin SKIRMUNT, Ministre des Affaires étrangères de la RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

s'étant réunis en Conférence à Varsovie le 13 mars 1922, sur l'invitation du GOUVERNEMENT POLONAIS et conformément à la décision de la Conférence de Helsingfors en date du 29 juillet 1921,

soucieux d'affirmer la communauté de leurs intérêts politiques et économiques mutuels,

désireux de raffermir leurs relations réciproques si heureusement inaugurées, fermement convaincus que le maintien de la paix en Europe orientale est une condition indispensable de son relèvement économique,

ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Gouvernements représentés à la Conférence de Varsovie confirment la reconnaissance réciproque des Traités de Paix qui ont terminé l'état de guerre à la date du 2 février 1920 entre l'Esthonie et la Russie, à la date du 11 août 1920 entre la Lettonie et la Russie, à la date du 14 octobre 1920 entre la Finlande et la Russie, et à la date du 18 mars 1921 entre la Pologne, d'une part, et la Russie, l'Ukraine et la Ruthénie Blanche, de l'autre.

Article 2.

Les Gouvernements représentés à la Conférence s'engagent à ne conclure aucun accord dirigé d'une façon directe ou indirecte contre l'un de leurs États respectifs.

¹ Ratifié par l'Esthonie le 8 avril 1921.

D'après une note en date du 23 août 1922 émanant du Ministère des Affaires étrangères de Finlande, le Gouvernement finlandais a résolu, par décision du 18 août 1922, [de ne pas procéder à la ratification de l'Accord précité.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 296. — POLITICAL² AGREEMENT BETWEEN ESTHONIA, FINLAND, LATVIA AND POLAND, SIGNED AT WARSAW ON MARCH 17, 1922.

Official French text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Esthonia. The registration of this Agreement took place on July 12, 1922.

The Ministers for Foreign Affairs, namely :

His Excellency M. Antoine PIIP, Minister for Foreign Affairs of the ESTHONIAN REPUBLIC.

His Excellency M. Rudolf HOLSTI, Minister for Foreign Affairs of the REPUBLIC OF FINLAND.

His Excellency M. Zigfrids A. MEIEROVICS, President of the Council and Minister for Foreign Affairs of the REPUBLIC OF LATVIA.

His Excellency, M. Constantin SKIRMUNT, Minister for Foreign Affairs of the POLISH REPUBLIC,

having assembled in Conference at Warsaw on March 13th, 1922, at the invitation of the Polish Government and in conformity with the decision of the Helsingfors Conference, of July 29, 1921,

being anxious to affirm the community of their mutual political and economic interests,

and being desirous of strengthening the relations so happily inaugurated between them and being firmly convinced that the maintenance of peace in Eastern Europe is an indispensable condition for its economic recovery,

have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Governments represented at the Conference of Warsaw confirm the reciprocal recognition of the Treaties of Peace which concluded the state of war between Esthonia and Russia on February 2, 1920, between Latvia and Russia on August 11, 1920, between Finland and Russia on October 14, 1920, and between Poland of the one part and Russia, the Ukraine and White Ruthenia of the other part on March 18, 1921.

Article 2.

The Governments represented at the Conference undertake not to conclude any agreement to the direct or indirect disadvantage of any one of their respective States.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratified by Esthonia April 8, 1921.

In a note, dated August 23, 1922, the Finnish Ministry for Foreign Affairs states that, on August 18, 1922, the Finnish Government decided not to ratify the Agreement in question.

Article 3.

Pour mettre leurs mutuels rapports en pleine clarté et pour en garantir la sincérité, chacun des Gouvernements représentés à la Conférence sera tenu de communiquer dès à présent aux trois autres Gouvernements le texte des traités conclus entre lui et un ou plusieurs autres Etats.

Article 4.

Les Gouvernements représentés à la Conférence s'engagent à entamer dans le plus bref délai des négociations en vue de conclure entre eux ceux des traités et conventions administratifs et économiques qui feraient encore défaut, et en premier lieu des traités commerciaux et des conventions consulaires, d'option et d'extradition.

Article 5.

Les Etats dans lesquels se trouvent des minorités ethniques appartenant à la race numériquement supérieure de l'un des autres Etats contractants, garantissent à ces minorités tous les droits et libertés leur assurant la conservation et le libre développement de leurs organisations culturelles nationales.

Article 6.

Les Gouvernements représentés à la Conférence conviennent de régler exclusivement par des moyens pacifiques tout litige ou contestation entre leurs Etats respectifs. Dans toutes les questions d'une plus haute portée ils auront recours à l'arbitrage confié d'un commun accord des Etats intéressés, soit à des arbitres choisis *ad hoc*, soit à la Cour de Justice internationale, conformément au Pacte de la Société des Nations.

Article 7.

Les Etats représentés à la Conférence de Varsovie déclarent qu'au cas où l'un d'eux serait attaqué sans provocation par un autre Etat, ils observeront une attitude bienveillante à l'égard de l'Etat attaqué et se concerteront immédiatement sur les mesures à prendre.

Article 8.

La durée du présent Accord sera de cinq ans à partir de la date du dépôt de la dernière ratification et sera prorogée par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation de six mois d'avance.

Article 9.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères à Varsovie.

Fait à Varsovie en quatre expéditions le dix-sept mars l'An mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) ANT. PIIP.

(Signé) RUDOLF HOLSTI.

(Signé) Z. A. MEIEROVICZ.

(Signé) SKIRMUNT.

Article 3.

In order that their mutual relations may be fully public, and that there can be no suspicion of their good faith, each of the Governments represented at the Conference shall be bound henceforward to communicate to the other three Governments the text of the Treaties concluded between it and other State or States.

Article 4.

The Governments represented at the Conference undertake to enter as soon as possible into negotiations with a view to the conclusion between them of such of the proposed administrative and economic Treaties and Conventions as have not yet been concluded, and especially of commercial treaties and consular, option and extradition Conventions.

Article 5.

States which contain racial minorities belonging to the numerically superior race in one of the other contracting States shall guarantee to such minorities all rights and liberties and shall safeguard the preservation and free development of the organisations of their national culture.

Article 6.

The Governments represented at the Conference agree to decide any controversy or dispute between their respective States solely by peaceful methods. In all questions of a more important nature, they shall have recourse to arbitration, which shall be entrusted by common agreement of the States concerned, either to arbitrators chosen *ad hoc*, or to the Court of International Justice, in conformity with the Covenant of the League of Nations.

Article 7.

The States represented at the Conference of Warsaw declare that, in case of an unprovoked attack upon any one of them by another State, they will adopt a benevolent attitude towards the State attacked, and will immediately agree upon their course of action.

Article 8.

The present agreement shall be valid for five years from the date of the deposit of the last ratification, and it shall be prolonged from year to year without formal renewal, subject to denunciation six months in advance.

Article 9.

The present agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs at Warsaw.

Done at Warsaw in four copies, the seventeenth day of March, nineteen hundred and twenty-two.

(Signed) ANT. PIIP.

(Signed) RUDOLF HOLSTI.

(Signed) Z. A. MEIEROVICS.

(Signed) SKIRMUNT.

N° 297.

**ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BELGIQUE, BOLIVIE, BRÉSIL,
EMPIRE BRITANNIQUE, etc.**

Convention portant réglementation
de la Navigation Aérienne, signée
à Paris le 13 octobre 1919 avec
Protocole additionnel signé à Pa-
ris le 1^{er} mai 1920.

**UNITED STATES OF
AMERICA,
BELGIUM, BOLIVIA, BRAZIL,
BRITISH EMPIRE, etc.**

Convention relating to the regulation
of Aerial Navigation, signed at
Paris, October 13, 1919, with
Additional Protocol, signed at
Paris, May 1, 1920.

No. 297. — CONVENTION¹ PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉE A PARIS LE 13 OCTOBRE 1919 AVEC PROTOCOLE ADDITIONNEL, SIGNÉ A PARIS LE 1^{er} MAI 1920.

No 297. — CONVENTION¹ RELATING TO THE REGULATION OF AERIAL NAVIGATION, SIGNED AT PARIS, OCTOBER 13, 1919 WITH ADDITIONAL PROTOCOL, SIGNED AT PARIS, MAY 1, 1920.

No. 297. — CONVENZIONE PER IL REGOLAMENTO DELLA NAVIGAZIONE AEREA FIRMATA A PARIGI IL 13 OTTOBRE 1919 COL PROTOCOLLO ADDIZIONALE FIRMATO A PARIGI 1 MAGGIO 1920.

Textes officiels anglais, français et italien communiqués par le Service français de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 24 juillet 1922.

English, French and Italian official texts communicated by the "Service français de la Société des Nations". The registration of this Convention took place July 24, 1922.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA CHINE, CUBA, L'ÉQUATEUR, LA FRANCE, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, HAITI, LE HEDJAZ, LE HONDURAS, L'ITALIE, LE JAPON, LE LIBÉRIA, LE NICARAGUA, LE PANAMA, LE PÉROU, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE, L'ÉTAT SERBE - CROATE - SLOVÈNE, LE SIAM, LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET L'URUGUAY,

THE UNITED STATES OF AMERICA, BELGIUM, BOLIVIA, BRAZIL, THE BRITISH EMPIRE, CHINA, CUBA, ECUADOR, FRANCE, GREECE, GUATEMALA, HAITI, THE HEDJAZ, HONDURAS, ITALY, JAPAN, LIBERIA, NICARAGUA, PANAMA, PERU, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, THE SERB-CROAT-SLOVÈNE STATE, SIAM, CZECHOSLOVAKIA AND URUGUAY,

GLI STATI UNITI D'AMERICA, IL BELGIO, LA BOLIVIA, IL BRASILE, L'IMPERO BRITANNICO, LA CINA, CUBA, L'EQUATORE, LA FRANCIA, LA GRECIA, IL GUATEMALA, HAITI, L'HEDJAZ, L'HONDURAS, L'ITALIA, IL GIAPPONE, LA LIBERIA, IL NICARAGUA, IL PANAMA, IL PERU, LA POLONIA, IL PORTOGALLO, LA ROMANIA, LO STATO SERBO - CROATO - SLOVÈNO, IL SIAM, LA CZECHOSLOVACCHIA E L'URUGUAY,

Considérant les progrès de la navigation aérienne et l'in-

Recognising the progress of aerial navigation, and that

Considerando i progressi della navigazione aerea e il

¹ Le dépôt des ratifications de la Belgique, la Bolivie, l'Empire britannique, la France, la Grèce, le Japon, le Portugal, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et du Siam a eu lieu à Paris le 1^{er} juin 1922.

Le Libéria a adhéré à la Convention par acte spécial le 29 mars 1922.

La Perse qui avait notifié son adhésion à la Convention le 9 avril 1920, est devenue Partie à la Convention à la date de son entrée en vigueur.

¹ The deposit of the ratifications of Belgium, Bolivia, the British Empire, France, Greece, Japan, Portugal, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Siam took place on June 1, 1922.

Liberia adhered to the Convention by a special instrument on March 29, 1922.

Persia which had notified its adhesion to the Convention on April 9, 1920, became a Party to the Convention on the date of its entry into force.

térêt universel d'une réglementation commune ;

Estimant qu'il est nécessaire de poser, dès à présent, certains principes et certaines règles propres à éviter des controverses ;

Animés du désir de favoriser le développement par l'air des communications internationales dans un but pacifique ;

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, sous réserve de la faculté de pourvoir à leur remplacement pour la signature, savoir :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

L'Honorable Frank Lyon POLK, . Sous-Secrétaire d'Etat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, Ministre des Affaires étrangères, Ministre d'Etat ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE :

M. Ismaël MONTES, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Bolivie à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL :

M. Olyntho de MAGALHAËS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Brésil à Paris ;

the establishment of regulations of universal application will be to the interest of all ;

Appreciating the necessity of an early agreement upon certain principles and rules calculated to prevent controversy ;

Desiring to encourage the peaceful intercourse of nations by means of aerial communications ;

Have determined for these purposes to conclude a convention, and have appointed as their Plenipotentiaries the following, reserving the right of substituting others to sign the same convention :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

The Honourable Frank Lyon POLK, Under Secretary of State ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul HYMANS, Minister for Foreign Affairs, Minister of State ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BOLIVIA :

M. Ismaël MONTES, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Bolivia at Paris ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BRAZIL :

M. Olyntho de MAGALHAËS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Paris ;

vantaggio di un regolamento comune di questa materia, di interesse universale ;

Stimando necessario porre fin d'ora certi principi e certe regole atte a evitare controversie ;

Mossi dal desiderio di favorire lo sviluppo delle comunicazioni internazionali aeree per fini pacifici ;

Hanno risoluto di concludere una convenzione a questo fine, e hanno designato per Loro plenipotenziari con riserva della facoltà di sostituirne altri per la sottoscrizione :

IL PRESIDENTE DEGLI STATI UNITI D'AMERICA :

L'Onorevole Frank Lyon POLK, Sotto Segretario di Stato ;

SUA MAESTÀ IL RE DEI BELGI :

Paul HYMANS, Ministro degli affari esteri, Ministro di Stato ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI BOLIVIA :

Ismaël MONTES, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di Bolivia a Paris ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DEL BRASILE :

Olyntho de MAGALHAËS, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario del Brasile a Paris ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME - UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable David LLOYD GEORGE, M. P., Premier Lord de la Trésorerie et Premier Ministre ;

Et :

Pour le DOMINION DU CANADA, par :

L'Honorable Sir Albert Edward KEMP, K.C.M.G., Ministre des Forces d'Océan ;

Pour le COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, par :

L'Honorable George Foster PEARCE, Ministre de la Défense ;

Pour l'UNION SUD-AFRICAINE, par :

Le Très Honorable vicomte MILNER, G.C.B., G.C.M.G.

Pour le DOMINION DE LA NOUVELLE - ZÉLANDE, par :

L'Honorable Sir Thomas MACKENZIE, K.C.M.G., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable David LLOYD GEORGE, M.P., First Lord of the Treasury and Prime Minister ;

AND :

For the DOMINION of CANADA, by :

The Honourable Sir Albert Edward KEMP, K.C.M.G., Minister of the Overseas Forces ;

For the COMMONWEALTH of AUSTRALIA, by :

The Honourable George Foster PEARCE, Minister of Defence ;

For the UNION of SOUTH AFRICA, by :

The Right Honourable Viscount MILNER, G.C.B., G.C.M.G. ;

For the DOMINION of NEW ZEALAND, by :

The Honourable Sir Thomas MACKENZIE, K.C.M.G., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom ;

SUA MAESTÀ IL RE DEL REGNO UNITO DEI GRAN BRETAGNA ED IRLANDA E DEI TERRITORI BRITANNICI D'OLTREMARE, IMPERATORE DELLE INDIE :

L'Onorevolissimo David LLOYD GEORGE, M.P., Primo Lord della Tesoreria a Primo Ministro ;

E :

Per il DOMINIO del CANADA :

L'Onorevole Sir Albert Edward KEMP, K.C.M.G., Ministro delle Forze d'Oltremare ;

Per la FEDERAZIONE AUSTRALIANA :

L'Onorevole George Foster PEARCE, Ministro della Difesa ;

Per l'UNIONE dell'AFRICA MERIDIONALE :

L'Onorevolissimo Visconte MILNER, G.C.B., G.C.M.G. ;

Per il DOMINIO della NUOVA ZELANDA :

L'Onorevole Sir Thomas MACKENZIE, K.C.M.G., Alto Commissario della Nuova Zelanda nel Regno Unito ;

Pour l'INDE, par :

Le Très Honorable Baron
SINHA, K.C., Sous-Secré-
taire d'Etat pour l'Inde ;

For INDIA, by :

The Right Honourable Ba-
ron SINHA, K.C., Under
Secretary of State for
India ;

Per l'INDIA :

L'Onorevolissimo Barone
SINHA, K.C., Sotto Se-
gretario di Stato per
l'India ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE CHINOISE :

M. Vikyiun Wellington
Koo, Envoyé extraordi-
naire et Ministre pléni-
potentiaire de Chine à
Washington ;

THE PRESIDENT OF THE
CHINESE REPUBLIC :

Mr. Vikyiun Wellington
Koo, Envoy Extraordi-
nary and Minister Pleni-
potentiary of China at
Washington ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA CINESE :

Vikiyun Wellington Koo,
Inviato straordinario e
Ministro plenipotenziario
del Cina a Washing-
ton ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE CUBAINE :

M. Antonio Sanchez de BUS-
TAMANTE, Doyen de la
Faculté de droit de l'Uni-
versité de la Havane,
Président de la Société
cubaine de Droit inter-
national ;

THE PRESIDENT OF THE
CUBAN REPUBLIC :

M. Antonio Sanchez de
BUSTAMANTE, Dean of the
Faculty of Law in the
University of Havana,
President of the Cuban
Society of International
Law ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA CUBANA :

Antonio Sanchez de BUS-
TAMANTE, Decano della
Facoltà di diritto del-
l'Università dell'Avana,
Presidente della Società
cubana di diritto inter-
nazionale ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE DE L'ÉQUA-
TEUR :

M. Enrique DORN Y DE
ALSÙA, Envoyé extraor-
dinaire et Ministre pléni-
potentiaire de l'Equateur
à Paris ;

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF ECUA-
DOR :

M. Enrique DORN Y DE
ALSÙA, Envoy Extraordi-
nary and Minister Pleni-
potentiary of Ecuador at
Paris ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA DELL'
EQUATORE :

Enrique DORN Y DE ALSÙA,
Inviato straordinario e
Ministro plenipotenziario
del Equatore a Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Georges CLEMENCEAU,
Président du Conseil, Mi-
nistre de la Guerre ;

THE PRESIDENT OF THE
FRENCH REPUBLIC :

M. Georges CLEMENCEAU,
President of the Council,
Minister of War ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA FRANCE-
SE :

Georges CLEMENCEAU, Pre-
sidente del Consiglio,
Ministro della Guerra ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES
HELLÈNES

M. Nicolas POLITIS, Ministre
des Affaires étrangères ;

HIS MAJESTY THE KING
OF THE HELLENES :

M. Nicolas POLITIS, Minis-
ter for Foreign Affairs ;

SUA MAESTÀ IL RE DE-
GLI ELLENI :

Nicola POLITIS, Ministro
degli affari esteri ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE DE GUATÉ-
MALA :

M. Joaquim MENDEZ, ancien Ministre d'Etat aux Travaux publics et à l'Instruction publique, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Guatémala à Washington, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en mission spéciale à Paris ;

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF GUATE-
MALA :

M. Joaquim MENDEZ, formerly Minister of State for Public Works and Public Instruction, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Guatemala at Washington, Envoy extraordinary and Minister Plenipotentiary on special mission at Paris ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA DI GUA-
TEMALA :

Joaquin MENDEZ, già Ministro di Stato dei lavori pubblici e dell'istruzione pubblica, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario del Guatemala a Washington, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario in missione speciale a Parigi ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE D'HAÏTI :

M. Tertullien GUILBAUD, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Haïti à Paris ;

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF HAITI :

M. Tertullien GUILBAUD, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Haïti at Paris ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA DI HAITI:

Tertulliano GUILBAUD, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di Haïti a Parigi ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU
HEDJAZ :

M. Rustem HAÏDAR ;

HIS MAJESTY THE KING
OF THE HEDJAZ :

M. Rustem HAÏDAR ;

SUA MAESTÀ IL RE DELL'
HEDJAZ :

Rustem HAÏDAR ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE DU HONDU-
RAS :

Le Dr Policarpe BONILLA, en mission spéciale à Washington, ancien Président de la République du Honduras, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF HON-
DURAS :

Dr. Policarpe BONILLA, on special mission to Washington, formerly President of the Republic of Honduras, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA DI HON-
DURAS :

Il dottor Policarpe BONILLA, in missione speciale a Washington, già Presidente della Repubblica di Honduras, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'I-
TALIE :

L'Honorable Tommaso TRITTONI, Sénateur du Royaume, Ministre des Affaires étrangères ;

HIS MAJESTY THE KING
OF ITALY :

The Honourable Tommaso TRITTONI, Senator of the Kingdom, Minister for Foreign Affairs ;

SUA MAESTÀ IL RE D'ITA-
LIA :

L'Onorevole Tommaso TRITTONI, Senatore del Regno, Ministro degli affari esteri ;

SA MAJESTÉ L'EMPE-
REUR DU JAPON :

M. K. MATSUI, Ambassa-
deur extraordinaire et plé-
nipotentiaire de S. M.
l'Empereur du Japon à
Paris ;

HIS MAJESTY THE EMPE-
ROR OF JAPAN :

M. K. MATSUI, Ambassador
Extraordinary and Pleni-
potentiary of H. M. the
Emperor of Japan at
Paris ;

SUA MAESTÀ L'IMPERA-
TORE DEL GIAPPONE :

K. MATSUI, Ambasciatore
straordinario e plenipo-
tenziario di S. M. l'Impe-
ratore del Giappone a
Parigi ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE DE LIBÉRIA :

L'Honorable C.D.B. KING,
Secrétaire d'Etat ;

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF LIBERIA :

The Honourable C. D. B.
KING, Secretary of State ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA DI LI-
BERIA :

L'Onorevole C. D. B. KING,
Segretario di Stato ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE DU NICARA-
GUA :

M. Salvador CHAMORRO,
Président de la Chambre
des Députés ;

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF NICARA-
GUA :

M. Salvador CHAMORRO,
President of the Chamber
of Deputies ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA DI NICA-
RAGUA :

Salvador CHAMORRO, Presi-
dente della Camera de
deputati ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE DE PANAMA :

M. Antonio BURGOS, En-
voyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Panama à Madrid ;

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF PANAMA :

M. Antonio BURGOS, En-
voy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of Panama at Madrid ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA DEL PA-
NAMA :

Antonio BURGOS, Inviato
straordinario e Ministro
plenipotenziario del Pa-
nama a Madrid ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE DU PÉROU :

M. Carlos G. CANDAMO, En-
voyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
du Pérou à Paris ;

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF PERU :

M. Carlos G. CANDAMO, En-
voy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of Peru at Paris ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA DEL PE-
RU :

Carlos G. CANDAMO, Inviato
straordinario e Ministro
plenipotenziario del Perù
a Parigi ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE POLONAISE :

M. Ignace J. PADEREWSKI,
Président du Conseil des
Ministres, Ministre des
Affaires étrangères ;

THE PRESIDENT OF THE
POLISH REPUBLIC :

M. Ignace J. PADEREWSKI,
President of the Council
of Ministers, Minister for
Foreign Affairs ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA POLACCA :

Ignazio J. PADEREWSKI,
Presidente del Consiglio
dei ministri, Ministro de-
gli affari esteri ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE PORTUGAI-
SE :

Le Docteur Affonso DA COS-
TA, ancien Président du
Conseil des Ministres ;

THE PRESIDENT OF THE
PORTUGUESE REPUB-
LIC :

Dr. Affonso DA COSTA, for-
merly President of the
Council of Ministers ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA PORTO-
GHESE :

Il dottor Affonso DA COSTA,
già Presidente del Consi-
glio dei ministri ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE
ROUMANIE :

M. Nicolas MISU, Envoyé
extraordinaire et Minis-
tre plénipotentiaire de
Roumanie à Londres ;

HIS MAJESTY THE KING
OF ROUMANIA :

M. Nicolas MISU, Envoy
Extraordinary and Mi-
nister Plenipotentiary of
Roumania at London ;

SUA MAESTÀ IL RE DI
ROMANIA :

Nicolas MISU, Inviato stra-
ordinario e Ministro plen-
ipotenziario di Romania
a Londra ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES
SERBES, DES CROATES
ET DES SLOVÈNES :

M. Milenko R. VESNITCH,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de S. M. le Roi des Ser-
bes, des Croates et des
Slovènes à Paris ;

HIS MAJESTY THE KING
OF THE SERBS, THE
CROATS, AND THE
SLOVENES :

Mr. Milenko R. VESNITCH,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of H.M. the King of the
Serbs, the Croats and the
Slovenes at Paris ;

SUA MAESTÀ IL RE DEI
SERBI, DEI CROATI E
DEGLI SLOVENI :

Milenko R. VESNITCH, In-
viato straordinario e
Ministro plenipotenziario
di S. M. il Re dei Serbi,
dei Croati e degli Sloveni
a Parigi ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE
SIAM :

Son Altesse le Prince CHA-
ROON, Envoyé extraordi-
naire et Ministre pléni-
potentiaire de S. M. le
Roi de Siam à Paris ;

HIS MAJESTY THE KING
OF SIAM :

His Highness Prince CHA-
ROON, Envoy Extraordi-
nary and Minister Plen-
ipotentiary of H.M. the
King of Siam at Paris ;

SUA MAESTÀ IL RE DEL
SIAM :

Sua Altezza il Principe
CHAROON, Inviato straor-
dinario e Ministro plen-
ipotenziario di S. M. il Re
del Siam a Parigi ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE TCHÉCO-
SLOVAQUE :

M. Charles KRAMÁŘ, Prési-
dent du Conseil des Mi-
nistres ;

THE PRESIDENT OF THE
CZECHO SLOVAK REPUB-
LIC :

M. Karel KRAMÁŘ, Presi-
dent of the Council of
Ministers ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA CZECO-
SLOVACCA :

Carlo KRAMÁŘ, Presidente
del Consiglio dei Minis-
tri ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉ-
PUBLIQUE DE L'URU-
GUAY :

M. Juan Antonio BUERO,
Ministre de l'Industrie,
ancien Ministre des Af-
faires étrangères ;

THE PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF URU-
GUAY :

M. Juan Antonio BUERO,
Minister of Industry, for-
merly Minister of Fo-
reign Affairs ;

IL PRESIDENTE DELLA
REPUBBLICA DELL'
URUGUAY :

Juan Antonio BUERO, Mi-
nistro dell'Industria, già
Ministro degli affari es-
teri ;

Lesquels ont convenu des
dispositions suivantes :

WHO have agreed as fol-
lows :

I quali sono convenuti nelle
disposizioni seguenti :

CHAPITRE PREMIER.

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que chaque Puissance a la souveraineté complète et exclusive sur l'espace atmosphérique au-dessus de son territoire.

Au sens de la présente Convention, le territoire d'un Etat sera entendu comme comprenant le territoire national métropolitain et colonial, ensemble les eaux territoriales adjacentes au dit territoire.

Article 2.

Chaque Etat contractant s'engage à accorder en temps de paix, aux aéronefs des autres Etats contractants, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que les conditions établies dans la présente Convention soient observées.

Les règles établies par un Etat contractant pour l'admission, sur son territoire, des aéronefs ressortissant aux autres Etats contractants, doivent être appliquées sans distinction de nationalité.

Article 3.

Chaque Etat contractant a le droit d'interdire, pour raison d'ordre militaire ou dans l'intérêt de la sécurité publique, aux aéronefs ressortissant aux autres Etats contractants, sous les peines prévues par sa législation et sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre ses aéronefs privés et ceux des autres Etats contractants, le survol de certaines zones de son territoire.

Dans ce cas, l'emplacement et l'étendue des zones interdites seront préalablement rendus publics et notifiés aux autres Etats contractants.

Article 4.

Tout aéronef, qui s'engage au-dessus d'une zone interdite, sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prévu au paragraphe 17 de l'Annexe D et devra atterrir, en dehors de la zone interdite, le plus tôt et le plus près possible, sur l'un des aérodromes de l'Etat indûment survolé.

CHAPITRE II.

NATIONALITÉ DES AÉRONEFS.

Article 5.

Aucun Etat contractant n'admettra, si ce n'est par une autorisation spéciale et temporaire, la circulation, au-dessus de son territoire, d'un aéronef ne possédant pas la nationalité de l'un des Etats contractants.

Article 6.

Les aéronefs ont la nationalité de l'Etat, sur le registre duquel ils sont immatriculés conformément aux prescriptions de la Section I c) de l'Annexe A.

Article 7.

Les aéronefs ne seront immatriculés dans un des Etats contractants que s'ils appartiennent en entier à des ressortissants de cet Etat.

Aucune société ne pourra être enregistrée comme propriétaire d'un aéronef que si elle possède la nationalité de l'Etat dans lequel l'aéronef est immatriculé, si le président de la société et les deux tiers au moins des administrateurs ont cette même nationalité et si la société satisfait à toutes autres conditions qui pourraient être prescrites par les lois dudit Etat.

Article 8.

Un aéronef ne peut être valablement immatriculé dans plusieurs Etats.

Article 9.

Les Etats contractants échangeront entre eux et transmettront chaque mois, à la Commission internationale de navigation aérienne prévue à l'article 34, des copies des inscriptions et radiations d'inscription, effectuées sur leur registre matricule dans le mois précédent.

Article 10.

Dans la navigation internationale, tout aéronef devra, conformément aux dispositions de l'Annexe A, porter une marque de nationalité et une marque d'immatriculation, ainsi que le nom et le domicile du propriétaire.

CHAPITRE III.**CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ ET BREVETS D'APTITUDE.***Article 11.*

Dans la navigation internationale, tout aéronef devra, dans les conditions prévues à l'Annexe B, être muni d'un certificat de navigabilité, délivré ou rendu exécutoire par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité.

Article 12.

Le commandant, les pilotes, les mécaniciens et autres membres du personnel de conduite d'un aéronef doivent être pourvus de brevets d'aptitude et de licences délivrés, dans les conditions prévues à l'Annexe E, ou rendus exécutoires par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité.

Article 13.

Le certificat de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou rendus exécutoires par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité, et établis conformément aux règles fixées par les Annexes B et E et, dans la suite, par la Commission internationale de navigation aérienne, seront reconnus valables par les autres Etats.

Chaque Etat a le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation dans les limites et au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences conférés à l'un de ses ressortissants par un autre Etat contractant.

Article 14.

Aucun appareil de télégraphie sans fil ne pourra être porté par un aéronef sans une licence spéciale délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité. Ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale.

Tout aéronef affecté à un transport public et susceptible de recevoir au moins dix personnes, devra être muni d'appareils de télégraphie sans fil (émission et réception), lorsque les modalités d'emploi de ces appareils auront été déterminées par la Commission internationale de navigation aérienne.

Cette Commission pourra ultérieurement étendre l'obligation du port d'appareils de télégraphie sans fil à toutes autres catégories d'aéronefs, dans les conditions et suivant les modalités qu'elle déterminera.

CHAPITRE IV.

ADMISSION A LA NAVIGATION AÉRIENNE AU-DESSUS D'UN TERRITOIRE ÉTRANGER.

Article 15.

Tout aéronef ressortissant à un Etat contractant a le droit de traverser l'atmosphère d'un autre Etat sans atterrir. Dans ce cas, il est tenu de suivre l'itinéraire fixé par l'Etat survolé. Toutefois, pour des raisons de police générale, il sera obligé d'atterrir s'il en reçoit l'ordre au moyen des signaux prévus à l'Annexe D.

Tout aéronef qui se rend d'un Etat dans un autre Etat doit, si le règlement de ce dernier l'exige, atterrir sur un des aérodromes fixés par lui. Notification de ces aérodromes sera donnée par les Etats contractants à la Commission internationale de navigation aérienne, qui transmettra cette notification à tous les Etats contractants.

L'établissement des voies internationales de navigation aérienne est subordonné à l'assentiment des Etats survolés.

Article 16.

Chaque Etat contractant aura le droit d'édicter, au profit de ses aéronefs nationaux, des réserves et restrictions concernant le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points de son territoire.

Ces réserves et restrictions seront immédiatement publiées et communiquées à la Commission internationale de navigation aérienne, qui les notifiera aux autres Etats contractants.

Article 17.

Les aéronefs ressortissant à un Etat contractant, ayant établi des réserves et restrictions conformément à l'article 16, pourront se voir opposer les mêmes réserves et restrictions dans tout autre Etat contractant, même si ce dernier Etat n'impose pas ces réserves et restrictions aux autres aéronefs étrangers.

Article 18.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un Etat contractant, y compris les atterrissages et arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

CHAPITRE V.

RÈGLES A OBSERVER AU DÉPART, EN COURS DE ROUTE ET A L'ATTERRISSAGE.

Article 19.

Tout aéronef se livrant à la navigation internationale doit être muni de :

- a) Un certificat d'immatriculation, conformément à l'Annexe A ;
- b) Un certificat de navigabilité, conformément à l'Annexe B ;
- c) Les brevets et licences du commandant, des pilotes et des hommes d'équipage, conformément à l'Annexe E ;
- d) S'il transporte des passagers : la liste nominale de ceux-ci ;
- e) S'il transporte des marchandises : les connaissements et le manifeste ;
- f) Les livres de bord, conformément à l'Annexe C ;
- g) S'il est muni d'appareils de télégraphie sans fil : la licence prévue à l'article 14.

Article 20.

Les livres de bord seront conservés pendant deux ans à dater de la dernière inscription qui y aura été portée.

Article 21.

Au départ et à l'atterrissage d'un aéronef, les autorités du pays auront, dans tous les cas, le droit de visiter l'aéronef et de vérifier tous les documents dont il doit être muni.

Article 22.

Les aéronefs des Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Article 23.

Le sauvetage des appareils perdus en mer sera réglé, sauf conventions contraires, par les principes du droit maritime.

Article 24.

Tout aérodrome d'un Etat contractant, s'il est ouvert, moyennant paiement de certains droits, à l'usage public des aéronefs nationaux, sera ouvert dans les mêmes conditions aux aéronefs ressortissant aux autres Etats contractants.

Pour chacun de ces aérodromes, il y aura un tarif unique d'atterrissage et de séjour, applicable indifféremment aux aéronefs nationaux et étrangers.

Article 25.

Chacun des Etats contractants s'engage à prendre les mesures propres à assurer que tous aéronefs naviguant au-dessus de son territoire ainsi que tous aéronefs portant la marque de sa nationalité et en quelque lieu qu'ils se trouvent, se conformeront aux règlements prévus à l'Annexe D.

Chacun des Etats contractants s'engage à assurer la poursuite et les punitions des contrevenants.

CHAPITRE VI.

TRANSPORTS INTERDITS.

Article 26.

Le transport, par aéronef, des explosifs, armes et munitions de guerre est interdit dans la navigation internationale. Il ne sera permis à aucun aéronef étranger de transporter des articles de cette nature d'un point à un autre du territoire d'un même Etat contractant.

Article 27.

Chaque Etat peut, en matière de navigation aérienne, interdire ou régler le transport ou l'usage d'appareils photographiques. Toute réglementation de ce genre devra être immédiatement notifiée à la Commission internationale de navigation aérienne, qui communiquera cette information aux autres Etats contractants.

Article 28.

Pour des raisons d'ordre public, le transport des objets, autres que ceux mentionnés aux articles 26 et 27, pourra être soumis à des restrictions par tout Etat contractant. Cette réglementation devra être immédiatement notifiée à la Commission internationale de navigation aérienne, qui en donnera communication aux autres Etats contractants.

Article 29.

Toutes les restrictions mentionnées à l'article 28 doivent s'appliquer indifféremment aux aéronefs nationaux et étrangers.

CHAPITRE VII.

AÉRONEFS D'ÉTAT.

Article 30.

Seront considérés comme aéronefs d'Etat :

- a) Les aéronefs militaires ;
- b) Les aéronefs exclusivement affectés à un service d'Etat, tel que : Postes, Douanes, Police.

Les autres aéronefs seront réputés aéronefs privés.

Tous les aéronefs d'Etat, autres que les aéronefs militaires, de douane ou de police, seront traités comme des aéronefs privés et soumis, de ce chef, à toutes les dispositions de la présente Convention.

Article 31.

Tout aéronef commandé par un militaire commissionné à cet effet est considéré comme aéronef militaire.

Article 32.

Aucun aéronef militaire d'un Etat contractant ne devra survoler le territoire d'un autre Etat contractant ni y atterrir, s'il n'en a reçu l'autorisation spéciale. Dans ce cas, l'aéronef militaire, à moins de stipulation contraire, jouira, en principe, des privilèges habituellement accordés aux bâtiments de guerre étrangers.

Un aéronef militaire forcé d'atterrir, ou requis ou sommé d'atterrir, n'acquerra, par ce fait, aucun des privilèges prévus à l'alinéa 1^{er}.

Article 33.

Des arrangements particuliers, conclus séparément entre les Etats, détermineront dans quels cas les aéronefs de police et de douane pourront être autorisés à passer la frontière. En aucun cas, ils ne bénéficieront des privilèges prévus à l'article 32.

CHAPITRE VIII.

COMMISSION INTERNATIONALE DE NAVIGATION AÉRIENNE.

Article 34.

Il sera institué, sous le nom de Commission internationale de navigation aérienne, une Commission internationale permanente placée sous l'autorité de la Société des Nations et composée de :

Deux représentants pour chacun des Etats suivants : Etats-Unis d'Amérique, France, Italie et Japon ;

Un représentant pour la Grande-Bretagne et un pour chacun des Dominions britanniques et de l'Inde ;

Un représentant pour chacun des autres Etats contractants.

Chacun des cinq premiers Etats (la Grande-Bretagne, avec ses Dominions et l'Inde, comptant à cette fin comme un Etat) aura le plus petit nombre entier de voix tel que, ce nombre

étant multiplié par cinq, le résultat obtenu dépasse d'au moins une voix le total des voix de tous les autres Etats contractants.

Tous les Etats autres que les cinq premiers auront chacun une voix.

La Commission internationale de navigation aérienne déterminera les règles de sa propre procédure et le lieu de son siège permanent, mais elle sera libre de se réunir en tels endroits qu'elle jugera convenables. Sa première réunion aura lieu à Paris. La convocation pour cette réunion sera faite par le Gouvernement français, aussitôt que la majorité des Etats signataires lui auront notifié leur ratification de la présente Convention.

Cette Commission aura les attributions suivantes :

- a) Recevoir les propositions de tout Etat contractant, ou lui en adresser, à l'effet de modifier ou d'amender les dispositions de la présente Convention ; notifier les changements adoptés ;
- b) Exercer les fonctions qui lui sont dévolues par le présent article et par les articles 9, 13, 14, 15, 17, 27, 28, 36 et 37 de la présente Convention ;
- c) Apporter tous amendements aux dispositions des Annexes A à G ;
- d) Centraliser et communiquer aux Etats contractants les informations de toute nature concernant la navigation aérienne internationale ;
- e) Centraliser et communiquer aux Etats contractants tous les renseignements d'ordres radiotélégraphique, météorologique et médical, intéressant la navigation aérienne ;
- f) Assurer la publication de cartes pour la navigation aérienne, conformément aux dispositions de l'Annexe F ;
- g) Donner des avis sur les questions que les Etats pourront soumettre à son examen.

Toute modification dans les dispositions de l'une quelconque des Annexes pourra être apportée par la Commission internationale de navigation aérienne, lorsque la dite modification aura été approuvée par les trois quarts du total possible des voix, c'est-à-dire du total des voix qui pourraient être exprimées si tous les Etats étaient présents. Cette modification aura plein effet dès quelle aura été notifiée, par la Commission internationale de navigation aérienne, à tous les Etats contractants.

Toute modification proposée aux articles de la présente Convention sera discutée par la Commission internationale de navigation aérienne, qu'elle émane de l'un des Etats contractants ou de la Commission elle-même. Aucune modification de cette nature ne pourra être proposée à l'acceptation des Etats contractants, si elle n'a été approuvée par les deux tiers au moins du total possible des voix.

Les modifications apportées aux articles de la Convention (exception faite des Annexes) doivent, avant de porter effet, être expressément adoptées par les Etats contractants.

Les frais d'organisation et de fonctionnement de la Commission internationale de navigation aérienne seront supportés par les Etats contractants, au prorata du nombre des voix dont ils disposent.

Les frais occasionnés par l'envoi de délégations techniques seront supportés par leurs Etats respectifs.

CHAPITRE IX.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 35.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à coopérer autant que possible aux mesures internationales relatives à :

- a) La centralisation et la distribution des informations météorologiques, soit statistiques, soit courantes ou spéciales, conformément aux dispositions de l'Annexe G ;

- b) La publication de cartes aéronautiques unifiées, ainsi que l'établissement d'un système uniforme de repères aéronautiques, conformément aux dispositions de l'Annexe F ;
- c) L'usage de la radiotélégraphie dans la navigation aérienne, l'établissement des stations radiotélégraphiques nécessaires, ainsi que l'observation des règlements radiotélégraphiques internationaux.

Article 36.

Des dispositions générales relatives aux douanes, en ce qui concerne la navigation aérienne internationale, font l'objet d'un accord particulier figurant comme Annexe H à la présente Convention.

Rien, dans la présente Convention, ne pourra être interprété comme opposant à ce que les Etats contractants concluent, conformément aux principes établis par la Convention elle-même, des protocoles spéciaux d'Etat à Etat, relativement aux Douanes, à la Police, aux Postes ou à tous autres objets d'intérêt commun concernant la navigation aérienne. Ces protocoles devront être immédiatement notifiés à la Commission internationale de navigation aérienne, qui en donnera communication aux autres Etats contractants.

Article 37.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs Etats relativement à l'interprétation de la présente Convention, le litige sera réglé par la Cour permanente de Justice internationale qui sera établie par la Société des Nations et, jusqu'à l'organisation de cette Cour, par voie d'arbitrage.

Si les parties ne s'entendent pas directement sur le choix des arbitres, elles procéderont comme il suit :

Chacune des parties nommera un arbitre, et les arbitres se réuniront pour désigner le surarbitre. Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord, les parties désigneront chacune un Etat tiers, et les Etats tiers ainsi désignés procéderont à la nomination du surarbitre, soit d'un commun accord, soit en proposant chacun un nom, puis en laissant au sort le soin de choisir entre eux.

Les dissentiments relatifs aux règlements techniques annexés à la présente Convention, seront réglés par la Commission internationale de navigation aérienne, à la majorité des voix.

Au cas où le différend porterait sur la question de savoir si l'interprétation de la Convention elle-même, ou celle d'un des règlements est engagée, il appartiendra au tribunal arbitral prévu au paragraphe 1^{er} du présent article, de statuer souverainement.

Article 38.

En cas de guerre, les stipulations de la présente Convention ne porteront pas atteinte à la liberté d'action des Etats contractants, soit comme belligérants, soit comme neutres.

Article 39.

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par les Annexes A à H, qui, sous réserve de la disposition de l'article 34, alinéa c), ont la même valeur et entreront en vigueur en même temps que la Convention elle-même.

Article 40.

Les Dominions britanniques et l'Inde seront considérés comme des Etats, aux fins de la présente Convention.

Les territoires et les ressortissants des pays de protectorat ou des territoires administrés au nom de la Société des Nations seront, aux fins de la présente Convention, assimilés aux territoires et aux ressortissants de l'Etat protecteur ou mandataire.

Article 41.

Les Etats qui n'ont pas pris part à la guerre de 1914-1919 seront admis à adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française, et par celui-ci à tous les Etats signataires ou adhérents.

Article 42.

Tout Etat ayant pris part à la guerre de 1914-1919 et n'étant pas signataire de la présente Convention, ne pourra être admis à y adhérer que s'il est Membre de la Société des Nations ou, jusqu'au 1^{er} janvier 1923, si son adhésion obtient le consentement des Puissances alliées et associées signataires du Traité de paix conclu avec ledit Etat. Après le 1^{er} janvier 1923, cette adhésion pourra être admise, si elle est agréée par les trois quarts au moins des Etats signataires et adhérents votant dans les conditions prévues à l'article 34 de la présente Convention.

Les demandes d'adhésion seront adressées au Gouvernement de la République française qui les communiquera aux autres Puissances contractantes. A moins que l'Etat requérant soit admis de plein droit comme membre de la Société des Nations, le Gouvernement français recevra les suffrages desdites Puissances et leur fera connaître le résultat du vote.

Article 43.

La présente Convention ne pourra être dénoncée avant le 1^{er} janvier 1922. En cas de dénonciation, celle-ci devra être notifiée au Gouvernement de la République française, qui en donnera communication aux autres Parties contractantes. Elle n'aura d'effet qu'un an au moins après ladite notification et vaudra seulement au regard de la Puissance qui y aura procédé.

CHAPTER I.

GENERAL PRINCIPLES.

Article 1.

The High Contracting Parties recognise that every Power has complete and exclusive sovereignty over the air space above its territory.

For the purpose of the present Convention, the territory of a State shall be understood as including the national territory, both that of the mother country and of the colonies, and the territorial waters adjacent thereto.

Article 2.

Each contracting State undertakes in time of peace to accord freedom of innocent passage above its territory to the aircraft of the other contracting States, provided that the conditions laid down in the present Convention are observed.

Regulations made by a contracting State as to the admission over its territory of the aircraft of the other contracting States shall be applied without distinction of nationality.

Article 3.

Each contracting State is entitled for military reasons or in the interest of public safety to prohibit the aircraft of the other contracting States, under the penalties provided by its legislation and subject to no distinction being made in this respect between its private aircraft and those of the other contracting States from flying over certain areas of its territory.

In that case the locality and the extent of the prohibited areas shall be published and notified beforehand to the other contracting States.

Article 4.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area shall, as soon as aware of the fact, give the signal of distress provided in paragraph 17 of Annex D, and land as soon as possible outside the prohibited area at one of the nearest aerodromes of the State unlawfully flown over.

CHAPTER II.

NATIONALITY OF AIRCRAFT.

Article 5.

No contracting State shall, except by a special and temporary authorisation, permit the flight above its territory of an aircraft which does not possess the nationality of a contracting State.

Article 6.

Aircraft possess the nationality of the State on the register of which they are entered, in accordance with the provisions of Section I (c) of Annex A.

Article 7.

No aircraft shall be entered on the register of one of the contracting States unless it belongs wholly to nationals of such State.

No incorporated company can be registered as the owner of an aircraft unless it possess the nationality of the State in which the aircraft is registered, unless the president or chairman of the company and at least two-thirds of the directors possess such nationality, and unless the company fulfils all other conditions which may be prescribed by the laws of the said State.

Article 8.

An aircraft cannot be validly registered in more than one State.

Article 9.

The contracting States shall exchange every month among themselves and transmit to the International Commission for Air Navigation referred to in Article 34 copies of registrations and of cancellations of registration which shall have been entered on their official registers during the preceding month.

Article 10.

All aircraft engaged in international navigation shall bear their nationality and registration marks as well as the name and residence of the owner in accordance with Annex A.

CHAPTER III.

CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS AND COMPETENCY.

Article 11.

Every aircraft engaged in international navigation shall, in accordance with the conditions laid down in Annex B, be provided with a certificate of airworthiness issued or rendered valid by the State whose nationality it possesses.

Article 12.

The commanding officer, pilots, engineers and other members of the operating crew of every aircraft shall, in accordance with the conditions laid down in Annex E, be provided with certificates of competency and licences issued or rendered valid by the State whose nationality the aircraft possesses.

Article 13.

Certificates of airworthiness and of competency and licences issued or rendered valid by the State whose nationality the aircraft possesses, in accordance with the regulations established by Annex B and Annex E and hereafter by the International Commission for Air Navigation, shall be recognised as valid by the other States.

Each State has the right to refuse to recognise for the purpose of flights within the limits of and above its own territory certificates of competency and licences granted to one of its nationals by another contracting State.

Article 14.

No wireless apparatus shall be carried without a special licence issued by the State whose nationality the aircraft possesses. Such apparatus shall not be used except by members of the crew provided with a special licence for the purpose.

Every aircraft used in public transport and capable of carrying ten or more persons shall be equipped with sending and receiving wireless apparatus when the methods of employing such apparatus shall have been determined by the International Commission for Air Navigation.

This Commission may later extend the obligation of carrying wireless apparatus to all other classes of aircraft in the conditions and according to the methods which it may determine.

CHAPTER IV.

ADMISSION TO AIR NAVIGATION ABOVE FOREIGN TERRITORY.

Article 15.

Every aircraft of a contracting State has the right to cross the air space of another State without landing. In this case it shall follow the route fixed by the State over which the flight takes place. However, for reasons of general security, it will be obliged to land if ordered to do so by means of the signals provided in Annex D.

Every aircraft which passes from one State into another shall, if the regulations of the latter State require it, land in one of the aerodromes fixed by the latter. Notification of these aerodromes shall be given by the contracting States to the International Commission for Air Navigation and by it transmitted to all the contracting States.

The establishment of international airways shall be subject to the consent of the States flown over.

Article 16.

Each contracting State shall have the right to establish reservations and restrictions in favour of its national aircraft in connection with the carriage of persons and goods for hire between two points on its territory.

Such reservations and restrictions shall be immediately published, and shall be communicated to the International Commission for Air Navigation, which shall notify them to the other contracting States.

Article 17.

The aircraft of a contracting State which establishes reservations and restrictions in accordance with Article 16, may be subjected to the same reservations and restrictions in

any other contracting State, even though the latter State does not itself impose the reservations and restrictions on other foreign aircraft.

Article 18.

Every aircraft passing through the territory of a contracting State, including landing and stoppages reasonably necessary for the purpose of such transit, shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of patent, design or model, subject to the deposit of security the amount of which in default of amicable agreement shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

CHAPTER V.

RULES TO BE OBSERVED ON DEPARTURE WHEN UNDER WAY AND ON LANDING.

Article 19.

Every aircraft engaged in international navigation shall be provided with :

- (a) A certificate of registration in accordance with Annex A ;
- (b) A certificate of airworthiness in accordance with Annex B ;
- (c) Certificates and licences of the commanding officer, pilots and crew in accordance with Annex E ;
- (d) If it carries passengers, a list of their names ;
- (e) If it carries freight, bills of lading and manifest ;
- (f) Log books in accordance with Annex C ;
- (g) If equipped with wireless, the special licence prescribed by Article 14.

Article 20.

The log books shall be kept for two years after the last entry.

Article 21.

Upon the departure or landing of an aircraft, the authorities of the country shall have, in all cases, the right to visit the aircraft and to verify all the documents with which it must be provided.

Article 22.

Aircraft of the contracting States shall be entitled to the same measures of assistance for landing, particularly in case of distress, as national aircraft.

Article 23.

With regard to the salvage of aircraft wrecked at sea the principles of maritime law will apply, in the absence of any agreement to the contrary.

Article 24.

Every aerodrome in a contracting State, which upon payment of charges is open to public use by its national aircraft, shall likewise be open to the aircraft of all the other contracting States.

In every such aerodrome there shall be a single tariff of charges for landing and length of stay applicable alike to national and foreign aircraft.

Article 25.

Each contracting State undertakes to adopt measures to ensure that every aircraft flying above the limits of its territory and that every aircraft wherever it may be, carrying its nationality mark, shall comply with the regulations contained in Annex D.

Each of the contracting States undertakes to ensure the prosecution and punishment of all persons contravening these regulations.

CHAPTER VI.

PROHIBITED TRANSPORT.

Article 26.

The carriage by aircraft of explosives and of arms and munitions of war is forbidden in international navigation. No foreign aircraft shall be permitted to carry such articles between any two points in the same contracting State.

Article 27.

Each State may, in aerial navigation, prohibit or regulate the carriage or use of photographic apparatus. Any such regulations shall be at once notified to the International Commission for Air Navigation, which shall communicate this information to the other contracting States.

Article 28.

As a measure of public safety, the carriage of objects other than those mentioned in Articles 26 and 27 may be subjected to restrictions by any contracting State. Any such regulations shall be at once notified to the International Commission for Air Navigation, which shall communicate this information to the other contracting States.

Article 29.

All restrictions mentioned in Article 28 shall be applied equally to national and foreign aircraft.

CHAPTER VII.

STATE AIRCRAFT.

Article 30.

The following shall be deemed to be State aircraft :

(a) Military aircraft.

(b) Aircraft exclusively employed in State service, such as Posts, Customs, Police.

Every other aircraft shall be deemed to be private aircraft.

All State aircraft other than military, customs and police aircraft shall be treated as private aircraft and as such shall be subject to all the provisions of the present Convention.

Article 31.

Every aircraft commanded by a person in military service detailed for the purpose shall be deemed to be a military aircraft.

Article 32.

No military aircraft of a contracting State shall fly over the territory of another contracting State nor land thereon without special authorisation. In case of such authorisation the military aircraft shall enjoy, in principle, in the absence of special stipulation, the privileges which are customarily accorded to foreign ships of war.

A military aircraft which is forced to land or which is requested or summoned to land shall by reason thereof acquire no right to the privileges referred to in the above paragraph.

Article 33.

Special arrangements between the States concerned will determine in what cases police and customs aircraft may be authorised to cross the frontier. They shall in no case be entitled to the privileges referred to in Article 32.

CHAPTER VIII.

INTERNATIONAL COMMISSION FOR AIR NAVIGATION.

Article 34.

There shall be instituted, under the name of the International Commission for Air Navigation, a permanent Commission placed under the direction of the League of Nations and composed of :

Two Representatives of each of the following States : The United States of America, France, Italy and Japan ;

One Representative of Great Britain and one of each of the British Dominions and of India ;
One Representative of each of the other contracting States.

Each of the five States first-named (Great Britain, the British Dominions and India counting for this purpose as one State) shall have the least whole number of votes which, exceeding by at least one vote the total number when multiplied by five, will give a product of the votes of all the other contracting States.

All the States other than the five first-named shall each have one vote.

The International Commission for Air Navigation shall determine the rules of its own procedure and the place of its permanent seat, but it shall be free to meet in such places as it may deem convenient. Its first meeting shall take place at Paris. This meeting shall be convened by the French Government, as soon as a majority of the signatory States shall have notified to it their ratification of the present Convention.

The duties of this Commission shall be :

- (a) To receive proposals from or to make proposals to any of the contracting States for the modification or amendment of the provisions of the present Convention, and to notify changes adopted ;
- (b) To carry out the duties imposed upon it by the present Article and by Articles 9, 13, 14, 15, 17, 27, 28, 36 and 37 of the present Convention ;
- (c) To amend the provisions of the Annexes A—G ;
- (d) To collect and communicate to the contracting States information of every kind concerning international air navigation ;
- (e) To collect and communicate to the contracting States all information relating to wireless telegraphy, meteorology and medical science which may be of interest to air navigation ;
- (f) To ensure the publication of maps for air navigation in accordance with the provisions of Annex F ;
- (g) To give its opinion on questions which the States may submit for examination.

Any modification of the provisions of any one of the Annexes may be made by the International Commission for Air Navigation when such modification shall have been approved by three-fourths of the total possible votes which could be cast if all the States were represented and shall become effective from the time when it shall have been notified by the International Commission for Air Navigation to all the contracting States.

Any proposed modification of the Articles of the present Convention shall be examined by the International Commission for Air Navigation, whether it originates with one of the contracting States or with the Commission itself. No such modification shall be proposed for adoption by the contracting States, unless it shall have been approved by at least two-thirds of the total possible votes.

All such modifications of the Articles of the Convention (but not of the provisions of the Annexes) must be formally adopted by the contracting States before they become effective.

The expenses of organisation and operation of the International Commission for Air Navigation shall be borne by the contracting States in proportion to the number of votes at their disposal.

The expenses occasioned by the sending of technical delegations will be borne by their respective States.

CHAPTER IX.

FINAL PROVISIONS.

Article 35.

The High Contracting Parties undertake as far as they are respectively concerned to cooperate as far as possible in international measures concerning :

- (a) The collection and dissemination of statistical, current, and special meteorological information, in accordance with the provisions of Annex G ;

- (b) The publication of standard aeronautical maps, and the establishment of a uniform system of ground marks for flying, in accordance with the provisions of Annex F ;
- (c) The use of wireless telegraphy in air navigation, the establishment of the necessary wireless stations, and the observance of international wireless regulations.

Article 36.

General provisions relative to customs in connection with international air navigation are the subject of a special agreement contained in Annex H to the present Convention.

Nothing in the present Convention shall be construed as preventing the contracting States from concluding, in conformity with its principles, special protocols as between State and State in respect of customs, police, posts and other matters of common interest in connection with air navigation. Any such protocols shall be at once notified to the International Commission for Air Navigation, which shall communicate this information to the other contracting States.

Article 37.

In the case of a disagreement between two or more States relating to the interpretation of the present Convention, the question in dispute shall be determined by the Permanent Court of International Justice to be established by the League of Nations, and, until its establishment, by arbitration.

If the parties do not agree on the choice of the arbitrators, they shall proceed as follows :

Each of the parties shall name an arbitrator, and the arbitrators shall meet to name an umpire. If the arbitrators cannot agree, the parties shall each name a third State, and the third State so named shall proceed to designate the umpire, by agreement or by each proposing a name and then determining the choice by lot.

Disagreement relating to the technical regulations annexed to the present Convention, shall be settled by the decision of the International Commission for Air Navigation by a majority of votes.

In case the difference involves the question whether the interpretation of the Convention or that of a regulation is concerned, final decision shall be made by arbitration as provided in the first paragraph of this Article.

Article 38.

In case of war, the provisions of the present Convention shall not affect the freedom of action of the contracting States either as belligerents or as neutrals.

Article 39.

The provisions of the present Convention are completed by the Annexes A to H, which, subject to Article 34 (c), shall have the same effect and shall come into force at the same time as the Convention itself.

Article 40.

The British Dominions and India shall be deemed to be States for the purposes of the present Convention.

The territories and nationals of Protectorates or of territories administered in the name of the League of Nations shall, for the purposes of the present Convention, be assimilated to the territory and nationals of the Protecting or Mandatory States.

Article 41.

States which have not taken part in the war of 1914-1919 shall be permitted to adhere to the present Convention.

This adhesion shall be notified through the diplomatic channel to the Government of the French Republic, and by it to all the signatory or adhering States.

Article 42.

A State which took part in the war of 1914 to 1919 but which is not a signatory of the present Convention, may adhere only if it is a member of the League of Nations or, until January 1, 1923, if its adhesion is approved by the Allied and Associated Powers signatories of the Treaty of Peace concluded with the said State. After January 1, 1923, this adhesion may be admitted if it is agreed to by at least three-fourths of the signatory and adhering States voting under the conditions provided by Article 34 of the present Convention.

Applications for adhesions shall be addressed to the Government of the French Republic, which will communicate them to the other contracting Powers. Unless the State applying is admitted *ipso facto* as a Member of the League of Nations, the French Government will receive the votes of the said Powers and will announce to them the result of the voting.

Article 43.

The present Convention may not be denounced before January 1, 1922. In case of denunciation, notification thereof shall be made to the Government of the French Republic, which shall communicate it to the other contracting Parties. Such denunciation shall not take effect until at least one year after the giving of notice, and shall take effect only with respect to the Power which has given notice.

CAPITOLO I.

PRINCIPI GENERALI.

Articolo 1.

Le Alte Parti contraenti riconoscono che ogni Potenza ha la sovranità piena ed esclusiva sullo spazio atmosferico al disopra del suo territorio e delle sue acque territoriali.

Ai sensi della presente convenzione, per territorio d'uno Stato s'intenderà il territorio nazionale metropolitano e coloniale, unitamente alle sue acque territoriali.

Articolo 2.

Ogni Stato contraente si obbliga a concedere, in tempo di pace, la libertà di passaggio inoffensivo, al disopra del proprio territorio, agli aeromobili degli altri Stati contraenti, purchè siano osservate le condizioni stabilite nella presente convenzione.

Le regole stabilite da uno degli Stati contraenti per l'ammissione sul suo territorio degli aeromobili degli altri Stati contraenti, devono essere applicate senza distinzione di nazionalità.

Articolo 3.

Ogni Stato contraente ha il diritto di vietare, per ragioni d'ordine militare o nell'interesse della sicurezza pubblica, il volo al disopra di determinate zone del suo territorio agli aeromobili degli altri Stati contraenti, sotto minaccia delle pene sancite dalle proprie leggi e con la riserva che non sarà fatta alcuna distinzione, a questo riguardo, tra i suoi aeromobili privati e quelli degli altri Stati contraenti.

In questo caso dovrà pubblicare e notificare in precedenza agli altri Stati contraenti la posizione e l'estensione delle zone vietate.

Articolo 4.

Ogni aeromobile che voli sopra una zona vietata dovrà, appena se ne accorga, fare il segnale di allarme previsto al paragrafo 17 dell'allegato D, e atterrare fuori della zona vietata, al più presto possibile, in uno degli aerodromi più vicini dello Stato sul quale indebitamente volava.

CAPITOLO II.

NAZIONALITÀ DEGLI AEROMOBILI.

Articolo 5.

Nessuno Stato contraente permetterà la circolazione, al disopra del suo territorio, d'un aeromobile che non abbia la nazionalità di alcuno degli Stati contraenti, salvo la concessione di un permesso speciale e temporaneo.

Articolo 6.

Ogni aeromobile ha la nazionalità dello Stato sul registro del quale è iscritto, secondo le disposizioni dell'allegato A, sezione I, lettera c).

Articolo 7.

Gli aeromobile saranno iscritti nel registro di uno degli Stati contraenti soltanto se appartengono per intero a cittadini del detto Stato.

Una società non potrà essere registrata come proprietaria di un aeromobile se non possiede la nazionalità dello Stato nel quale l'aeromobile è iscritto, se il presidente e i due terzi almeno degli amministratori non hanno la detta nazionalità e se non adempie tutte le altre condizioni stabilite dalle leggi del detto Stato.

Articolo 8.

Un aeromobile non può essere validamente iscritto in più di uno Stato.

Articolo 9.

Gli Stati contraenti dovranno ogni mese scambiarsi tra loro e trasmettere alla Commissione internazionale di navigazione aerea prevista all'articolo 34 copia delle iscrizioni e delle radiazioni che sono state effettuate sul loro registro-matricola durante il mese precedente.

Articolo 10.

Nella navigazione internazionale, gli aeromobili dovranno portare distintivi di nazionalità di immatricolazione e il nome il domicilio del proprietario, a norma delle disposizioni dell'allegato A.

CAPITOLO III.**CERTIFICATI DI NAVIGABILITÀ E DI ABILITAZIONE.***Articolo 11.*

Nella navigazione internazionale, ogni aeromobile dovrà essere munito di un certificato di navigabilità rilasciato o reso valido, nelle condizioni stabilite all'allegato B, dallo Stato del quale l'aeromobile possiede la nazionalità.

Articolo 12.

Il comandante, i piloti, i motoristi e gli altri membri del personale di bordo di ogni aeromobile devono essere provvisti delle patenti di abilitazione e licenze rilasciate o rese valide, a norma dell'allegato E, dallo Stato del quale l'aeromobile possiede la nazionalità.

Articolo 13.

I certificati di navigabilità, le patenti di abilitazione e le licenze rilasciate o rese valide dallo Stato del quale l'aeromobile possiede la nazionalità, a norma degli allegati B ed E, e in seguito dalla Commissione internazionale di navigazione aerea saranno riconosciute validi dagli altri Stati.

Ogni Stato ha il diritto di non riconoscere, per la circolazione aerea nei limiti e al disopra del proprio territorio, le patenti di abilitazione e le licenze conferite a un suo cittadino da un altro Stato contraente.

Articolo 14.

Nessun apparecchio radiotelegrafico potrà essere portato a bordo, senza licenza speciale rilasciata dallo Stato del quale l'aeromobile possiede la nazionalità. Tali apparecchi saranno usati soltanto da persone dell'equipaggio provviste di speciale licenza a questo scopo.

Ogni aeromobile addetto a trasporti pubblici e capace di portare almeno dieci persone dovrà essere munito di apparecchi radiotelegrafici trasmettenti e riceventi, quando le modalità dell'uso dei detti apparecchi saranno state stabilite dalla Commissione internazionale di navigazione aerea.

La Commissione potrà estendere in seguito l'obbligo degli apparecchi radiotelegrafici anche a tutte le altre categorie di aeromobili, nelle condizioni e secondo le modalità da essa stabilite.

CAPITOLO IV.

AMMISSIONE ALLA NAVIGAZIONE AEREA SOPRA UN TERRITORIO ESTERO.

Articolo 15.

Ogni aeromobile di uno Stato contraente ha diritto di attraversare l'atmosfera d'un altro Stato contraente senza atterrare, ma deve, in caso segnire la rotta stabilita dallo Stato attraversato. Tuttavia, per ragioni di sicurezza generale sarà tenuto ad atterrare, se ne riceve l'ordine per mezzo dei segnali previsti nell'allegato D.

Ogni aeromobile che passa da uno Stato in un altro deve, se i regolamenti di quest'ultimo lo esigono, atterrare in uno degli aeroporti stabiliti dal medesimo. Sarà data notificazione di detti aeroporti, dagli Stati contraenti alla Commissione internazionale di navigazione aerea, che la trasmetterà a tutti gli altri Stati contraenti.

L'impianto delle linee aeree internazionali è subordinato al consenso degli Stati da attraversare.

Articolo 16.

Ogni Stato contraente avrà il diritto di stabilire, in favore dei suoi aeromobili nazionali, riserve e restrizioni circa i trasporti commerciali di persone e di merci fra due punti del suo territorio.

Le restrizioni e le riserve saranno immediatamente pubblicate e comunicate alla Commissione internazionale di navigazione aerea che le notificherà agli altri Stati contraenti.

Articolo 17.

Se uno degli Stati contraenti stabilisce restrizioni o riserve a norma dell'articolo 16, i suoi aeromobili potranno essere soggetti alle stesse restrizioni e riserve in qualunque degli altri Stati contraenti, anche se questi non le abbiano imposte agli altri aeromobili esteri.

Articolo 18.

Durante il passaggio o il transito attraverso l'atmosfera di uno Stato contraente, comprese le fermate ragionevolmente necessarie un aeromobile potrà sottrarsi al sequestro per contraffazione di un brevetto, disegno o modello, merce il deposito di una cauzione, l'importo della quale sarà stabilito nel più breve termine, in mancanza di accordo amichevole, dall'autorità competente del luogo dove il sequestro dovrebbe essere eseguito.

CAPITOLO V.

REGOLE DA OSSERVARE ALLA PARTENZA, ALL'ATTERRAMENTO ED IN ROTTA.

Articolo 19.

Ogni aeromobile addetto alla navigazione aerea internazionale dev' essere munito :

- a) del certificato di registrazione, a norma dell' allegato A ;
- b) del certificato di navigabilità, a norma dell' allegato B ;
- c) delle patenti di abilitazione del comandante, dei piloti e delle persone dell' equipaggio, a norma dell' allegato E ;
- d) se trasporta passeggeri, dell' elenco di essi ;
- e) se trasporta merci, delle polizze di carico e del manifesto ;
- f) dei libri di bordo, a norma dell' allegato C ;
- g) della licenza speciale prescritta all'articolo 14, se ha a bordo apparecchi radiotelegrafici.

Articolo 20.

I libri di bordo devono essere conservati per due anni dopo l'ultima iscrizione.

Articolo 21.

Alla partenza e all'atterramento di un aeromobile, le autorità locali avranno sempre il diritto di visitarlo e di verificare tutti i documenti dei quali dev'essere munito.

Articolo 22.

Gli aeromobili degli Stati contraenti avranno diritto, per l'atterramento, agli stessi provvedimenti di assistenza, specie in caso di pericolo, degli aeromobili nazionali.

Articolo 23.

Il salvataggio degli aeromobili perduti in mare sarà regolato, salvo convenzione contraria, dai principi del diritto marittimo.

Articolo 24.

In tutti gli Stati contraenti, ogni aeroporto aperto al servizio pubblico degli aeromobili nazionali contro pagamento di certi diritti, dovrà esserlo, nelle stesse condizioni, a quello degli aeromobili di tutti gli altri Stati predetti.

Per ognuno di questi aeroporti vi sarà un' unica tariffa di atterramento e di soggiorno, applicabile egualmente agli aeromobili nazionali e a quelli esteri.

Articolo 25.

Ogni Stato contraente si obbliga a prendere i provvedimenti opportuni per garantire che ogni aeromobile navigante al disopra del suo territorio o munito del contrassegno della sua razionalità dovunque si trovi, si conformerà alle regole contenute nell'allegato D.

Ogni Stato contraente si impegna a procedere a carico dei contravventori e a punirli.

CAPITOLO VI.

TRASPORTI VIETATI.

Articolo 26.

Il trasporto per via aerea degli esplosivi, delle armi e delle munizioni da guerra è vietato, nella navigazione aerea internazionale. Non sarà permesso ad aeromobili esteri di trasportare i detti materiali fra due punti qualunque di uno stesso Stato contraente.

Articolo 27.

Ogni Stato potrà vietare o regolare il trasporto e l'uso, in navigazione aerea, di apparecchi fotografici. Ogni disposizione di questo genere dovrà essere notificata immediatamente alla Commissione internazionale di navigazione aerea, che la comunicherà agli altri Stati contraenti.

Articolo 28.

Per ragioni d'ordine pubblico, il trasporto di oggetti diversi da quelli indicati negli articoli 26 e 27 potrà essere sottoposto a restrizioni da ogni Stato contraente. Ogni disposizione di questo genere dovrà essere notificata immediatamente alla Commissione internazionale di navigazione aerea, che la comunicherà agli altri Stati contraenti.

Articolo 29.

Tutte le restrizioni indicate nell' articolo 28 devono essere applicate egualmente agli aeromobili nazionali e a quelli esteri.

CAPITOLO VII.

AEROMOBILI DI STATO.

Articolo 30.

Saranno considerati aeromobili di Stato :

- a)* gli aeromobili militari ;
- b)* gli aeromobili destinati esclusivamente a servizi di Stato, come la posta, le dogane e la polizia.

Ogni altro aeromobile sarà reputato aeromobile privato.

Tutti gli aeromobili di Stato, eccetto quelli militari, di dogana o di polizia, saranno considerati aeromobili privati e come tali soggetti a tutte le norme della presente convenzione.

Articolo 31.

Ogni aeromobile comandato da una persona in servizio militare, adibita a questo ufficio, sarà considerato aeromobile militare.

Articolo 32.

Nessun aeromobile militare di uno degli Stati contraenti potrà volare al disopra di un altro dei detti Stati o atterrarvi, senza autorizzazione speciale. In tal caso, l'aeromobile militare godrà, in massima, in mancanza di speciali stipulazioni, dei privilegi concessi, secondo l'uso, alle navi da guerra estere.

Un aeromobile militare costretto ad atterrare, o a cui è stato fatto segno o è stato imposto di atterrare, non acquisterà perciò alcuno dei privilegi indicati nel comma precedente.

Articolo 33.

Speciali accordi tra gli Stati interessati determineranno in quali casi gli aeromobili di polizia e di dogana potranno essere autorizzati a passar la frontiera. In nessun caso essi godranno dei privilegi di cui all' articolo 32.

CAPITOLO VIII.

COMMISSIONE INTERNAZIONALE DI NAVIGAZIONE AEREA.

Articolo 34.

Sarà istituita, col nome di « Commissione internazionale di navigazione aerea », sotto l'autorità della Società delle Nazioni, una Commissione internazionale permanente, così composta :

- due rappresentanti per ciascuno dei seguenti Stati : Stati Uniti d'America, Francia, Giappone e Italia ;
- un rappresentante della Gran Bretagna e uno per ciascuno dei Domini britannici e per l'India ;
- un rappresentante per ciascuno degli altri Stati contraenti.

Ciascuno dei cinque primi Stati (la Gran Bretagna coi suoi Domini e l'India contando a questo fine per un solo Stato) avrà il più piccolo numero intero di voti che, moltiplicato per cinque, ecceda di almeno uno la somma dei voti di tutti gli altri Stati contraenti.

Ciascuno degli altri Stati avrà un voto.

La Commissione internazionale di navigazione aerea stabilirà la propria procedura e la propria sede permanente ; ma sarà libera di riunirsi dovunque lo riterrà opportuno. La sua prima riunione avverrà a Parigi. La convocazione ne sarà fatta dal Governo francese, appena la maggioranza degli Stati firmatari gli avrà notificato la ratifica della presente convenzione.

Alla Commissione internazionale di navigazione aerea competerà :

- a) ricevere da ciascuno degli Stati contraenti o far loro le proposte di modificazioni o di emendamenti alle disposizioni della presente convenzione, e notificare le variazioni adottate ;
- b) esercitare le funzioni che le sono attribuite dal presente articolo e dagli articoli 9, 13, 14, 15, 17, 27, 28, 36 e 37 della presente convenzione ;
- c) emendare le disposizioni degli allegati A-G ;
- d) raccogliere e comunicare agli Stati contraenti le informazioni di ogni genere con concernenti la navigazione aerea internazionale ;
- e) raccogliere e comunicare agli Stati contraenti tutte le notizie relative alla radiotelegrafia, meteorologia e scienze mediche, interessanti la navigazione aerea ;
- f) assicurare la pubblicazione delle carte per la navigazione aerea, a norma delle disposizioni dell' allegato F ;
- g) dar parere sulle questioni che gli Stati sottoporranno al suo esame.

Le modificazioni degli allegati potranno essere adottate dalla Commissione internazionale di navigazione aerea soltanto se saranno approvate dai tre quarti del totale assoluto dei voti, cioè del totale dei voti che potrebbero essere raccolti, se tutti i rappresentanti degli Stati fossero presenti; esse avranno pieno effetto dal momento che saranno state notificate dalla Commissione a tutti gli Stati contraenti.

Le modificazioni proposte agli articoli della convenzione saranno esaminate dalla Commissione internazionale di navigazione aerea, sia che provengano da uno degli Stati contraenti, sia dalla Commissione medesima. Tali proposte non potranno essere presentate per l'accettazione agli Stati contraenti, se non saranno approvate coi due terzi almeno del totale assoluto dei voti.

Le modificazioni agli articoli della convenzione, — non quelle degli allegati, — dovranno essere adottate ufficialmente dagli Stati contraenti, prima di divenire esecutorie.

Le spese di organizzazione e di funzionamento della Commissione internazionale di navigazione aerea saranno sostenute dagli Stati contraenti in proporzione del numero dei voti di cui dispongono.

Le spese derivanti dall'invio di delegazioni tecniche saranno sostenute dagli Stati rispettivi.

CAPITOLO IX.

DISPOSIZIONI FINALI.

Articolo 35.

Le Alte Parti contraenti si impegnano, ciascuna per quanto la concerne, a cooperare per quanto è possibile ai provvedimenti di carattere internazionale relativi:

- a) alla raccolta e diffusione di dati statistici meteorologici, correnti o speciali, secondo le disposizioni dell' allegato G;
- b) alla pubblicazione di carte aeronautiche e all' impianto di un sistema uniforme di segnali aeronautici al suolo, secondo le disposizioni dell' allegato F;
- c) all' uso della radiotelegrafia nella navigazione aerea, all' impianto della stazioni radiotelegrafiche occorrenti, e all' osservanza dei regolamenti internazionali di radiotelegrafia.

Articolo 36.

Disposizioni generali relative alle dogane e concernenti la navigazione aerea internazionale sono oggetto di accordi particolari, contenuti nell' allegato H alla presente convenzione.

Nessuna clausola della presente convenzione sarà interpretata come contraria alla conclusione, da parte degli Stati contraenti, in conformità dei principi stabiliti dalla convenzione tessa, di accordi speciali fra Stato e Stato circa le dogane, la polizia, le poste e altri argomenti d'interesse comune, in attinenza con la navigazione aerea. Ogni protocollo di tal genere dovrà essere notificato immediatamente alla Commissione internazionale di navigazione aerea, che lo comunicherà agli altri Stati contraenti.

Articolo 37.

In caso di dissenso fra due o più Stati, relativamente all' interpretazione della presente convenzione, la controversia sarà definita dalla Corte permanente di giustizia internazionale, che sarà stabilita dalla Società delle Nazioni, e fino alla costituzione di questa Corte, per via di arbitrato.

Se le parti non si accordano direttamente sulla scelta degli arbitri, esse procederanno nel modo seguente.

Ciascuna delle parti in causa nominerà un arbitro e gli arbitri si riuniranno per scegliere il soprarbitro. Se gli arbitri non si accordano, le parti designeranno ciascuna un terzo Stato e gli

Stati così designati procederanno alla nomina del soprarbitro, o di comune accordo, o proponendo ciascuna un nome e lasciando alla sorte la scelta.

In caso di dissenso relativo a uno dei regolamenti tecnici allegati alla presente convenzione, la controversia sarà definita dalla Commissione internazionale di navigazione aerea, a maggioranza.

Nel caso in cui il dissenso verta sul punto, se la controversia concerne la interpretazione della convenzione o di un regolamento, la decisione finale spetterà a un tribunale arbitrale, a norma del primo comma del presente articolo.

Articolo 38.

In caso di guerra, le stipulazioni della presente Convenzione non pregiudicheranno la libertà di azione degli Stati contraenti, sia come belligeranti, sia come neutrali.

Articolo 39.

Le disposizioni della presente convenzione sono completate dagli allegati A-H che, salvo quanto è disposto all' articolo 24, lettera c), hanno la stessa efficacia ed entreranno in vigore contemporaneamente ad essa.

Articolo 40.

Ai fini della presente Convenzione, i domini britannici e l'India saranno considerati come Stati.

Ai fini della presente Convenzione, il territorio e i cittadini dei territori protetti o amministrati in nome della Società delle Nazioni saranno assimilati al territorio e ai cittadini dello Stato protettore o mandatario.

Articolo 41.

Gli Stati che non hanno preso parte alla guerra del 1914-1919 saranno ammessi a aderire alla presente Convenzione.

Questa adesione sarà notificata in via diplomatica al Governo della Repubblica francese e da questo a tutti gli Stati firmatari o aderenti.

Articolo 42.

Ogni Stato che abbia preso parte alla guerra del 1914-1919, ma che non sia firmatario della presente Convenzione, non potrà essere ammesso a aderirvi se non è Membro della Società delle Nazioni, o, fino al 1° gennaio 1923, se la sua adesione non ottiene il consenso delle Potenze alleate e associate, firmatarie del trattato di pace concluso col detto Stato. Dopo il 1° gennaio 1923, questa adesione potrà essere ammessa se è consentita almeno da tre quarti degli Stati firmatari e aderenti, nelle condizioni stabilite all' articolo 34 della presente Convenzione.

Le domande di adesione saranno dirette al Governo della Repubblica francese, che le comunicherà alle altre Potenze contraenti; salvo che lo Stato richiedente sia ammesso di pieno dritto come Membro della Società delle Nazioni, il Governo francese raccoglierà i voti delle dette Potenze e farà loro conoscere il risultato della votazione.

Articolo 43.

La presente Convenzione non potrà essere denunciata fino al 1° gennaio 1922. In caso di denuncia, questa dovrà essere notificata al Governo della Repubblica francese, che ne darà comunicazione alle altre Parti contraenti. Essa non avrà effetto che un anno dopo la notificazione e varrà soltanto nei riguardi della Potenza che vi avrà proceduto.

LA PRÉSENTE CONVENTION sera ratifiée.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement français, par les soins duquel il en sera donné avis aux autres Puissances signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Puissance signataire, vis-à-vis des autres Puissances ayant déjà ratifié, quarante jours après le dépôt de sa ratification.

Dès la mise en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement français adressera une copie certifiée de celle-ci aux Puissances qui, en vertu des Traités de paix, se sont engagées à appliquer des règles de navigation aériennes conformes à celles de ladite Convention.

Fait à Paris, le treize octobre mil neuf cent dix-neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, et dont les copies authentiques seront remises aux Etats contractants.

Ledit exemplaire, daté comme il est dit ci-dessus, pourra être signé jusqu'au douze avril mil neuf cent vingt inclusivement.

THE PRESENT CONVENTION shall be ratified.

Each Power will address its ratification to the French Government, which will inform the other signatory Powers.

The ratifications will remain deposited in the archives of the French Government.

The present Convention will come into force for each signatory Power, in respect of other Powers which have already ratified, forty days from the date of the deposit of its ratification.

On the coming into force of the present Convention, the French Government will transmit a certified copy to the Powers which, under the Treaties of Peace, have undertaken to enforce rules of aerial navigation in conformity with those contained in it.

Done at Paris, the thirteenth day of October nineteen hundred and nineteen in a single copy which shall remain deposited in the archives of the French Government and of which duly authorised copies shall be sent to the contracting States.

The said copy, dated as above, may be signed until the twelfth day of April nineteen hundred and twenty inclusively.

LA PRESENTE CONVENZIONE sarà ratificata.

Ciascuna Potenza invierà la propria ratifica al Governo francese, a cura del quale ne sarà dato avviso alle altre Potenze firmatarie.

Le ratifiche rimarranno depositate negli archivi del Governo francese.

La presente convenzione entrerà in vigore, per ciascuna Potenza firmataria, di fronte alle altre Potenze che l'abbiano già ratificata, quaranta giorni dopo il deposito della sua ratifica.

Appena la convenzione sarà entrata in vigore, il Governo francese ne invierà copia autentica alle Potenze che, in forza dei trattati di pace, si sono impegnate a sancire norme di navigazione aerea conformi a quelle di questa convenzione.

Fatta a Parigi il tredici ottobre mille novecento diciannove, in un solo esemplare, che resterà depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese, e copie autentiche del quale saranno rimesse agli Stati contraenti.

L'esemplare datato come sopra potrà essere sottoscritto fino al il dodici aprile mille novecento venti inclusivamente.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention dont les textes français, anglais et italien auront même valeur.

In faith whereof the hereinafter-named Plenipotentiaries whose powers have been found in good and due form have signed the present Convention in the French, English and Italian languages, which are equally authentic.

In fede di che, i Plenipotenziari, i poteri dei quali sono stati riconosciuti in buona e debita forma, hanno sottoscritto la presente convenzione, redatta in francese, in inglese e in italiano : i tre testi avranno pari efficacia.

(L. S.) HUGH C. WALLACE.

(L. S.) ROLIN-JACQUEMYNS.

(L. S.) ISMAEL MONTES.

(L. S.) RAUL FERNANDES.

(L. S.) EYRE A. CROWE.

(L. S.) GEORGE H. PERLEY.

(L. S.) ANDREW FISHER.

(L. S.) R. A. BLANKENBERG.

(L. S.) THOMAS MACKENZIE.

(L. S.) EYRE A. CROWE.

(L. S.) V. K. WELLINGTON KOO.

(L. S.) RAFAEL MARTINEZ ORTIZ.

(L. S.) E. DORN Y DE ALSUA.

(L. S.) S. PICHON.

(L. S.) N. POLITIS.

(L. S.) GUILLERMO MATOS PACHECO.

(L. S.) VITTORIO SCIALOJA.

(L. S.) K. MATSUI.

(L. S.) ANTONIO BURGOS.

(L. S.) I. J. PADEREWSKI.

(L. S.) AFFONSO COSTA.

(L. S.) ALEX. VAIDA VOEVOD.

(L. S.) DR. ANTE TRUMBIČ.

(L. S.) CHAROON.

(L. S.) STEFAN OSUSKY.

(L. S.) J. A. BUERO.

Copie certifiée conforme.

Paris, le 17 juillet 1922.

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du service du Protocole:*

P. de FOUQUIÈRES.

SECTION II.

POSITIONS DES MARQUES SUR L'APPAREIL.

Les marques de nationalité et d'immatriculation seront peintes en noir sur fond blanc, et disposées comme suit :

a) *Avions*. — Les marques seront peintes : une fois sur la surface inférieure des plans inférieurs et une fois sur la surface supérieure des plans supérieurs, le haut des lettres étant dirigé vers le bord d'attaque. Elles seront aussi peintes de chaque côté du fuselage, entre les ailes et les plans de la queue. S'il s'agit d'un appareil n'ayant pas de fuselage, les marques seront peintes sur la nacelle.

b) *Dirigeables et ballons*. — Pour les dirigeables, les marques seront disposées le plus près possible du maître-couple ; elles seront répétées sur les deux côtés et sur le haut, cette dernière marque étant à égales distances de celles portées sur les côtés.

Pour les ballons, les marques, répétées deux fois, seront peintes près de la circonférence horizontale maxima et aussi loin que possible l'une de l'autre.

Pour les dirigeables et ballons, les marques, disposées sur les flancs, devront être visibles aussi bien des côtés que du sol.

SECTION III.

EMPLACEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LES MARQUES DE NATIONALITÉ.

a) *Avions et dirigeables*. — La marque de nationalité sera reproduite sur les deux côtés de la surface inférieure, soit du plan fixe intérieur de la queue, soit du gouvernail de profondeur, ainsi que sur la surface supérieure du plan fixe supérieur, ou du gouvernail de profondeur si ce dernier est plus large. Ces marques seront aussi répétées de part et d'autre du gouvernail de direction, ou sur les faces externes des gouvernails extérieurs si l'appareil a plusieurs gouvernails de direction.

b) *Ballons*. — Les marques de nationalité seront peintes sur la nacelle.

SECTION IV.

DIMENSIONS DES MARQUES DE NATIONALITÉ ET DES MARQUES D'IMMATRICULATION.

a) *Avions*. — La hauteur des marques sur les plans des ailes et sur les plans de queue sera des quatre cinquièmes de leur largeur respective ; sur le gouvernail de direction, les marques seront aussi grandes que possible. Sur le fuselage ou sur la nacelle, la hauteur des marques sera des quatre cinquièmes de la plus grande hauteur mesurée dans la portion la plus étroite du fuselage ou de la nacelle sur laquelle ces marques sont peintes.

b) *Dirigeables et ballons*. — Pour les marques de nationalité peintes sur les plans de queue, la hauteur des lettres est égale aux quatre cinquièmes de la largeur du plan de queue ; sur le gouvernail, ces marques seront aussi grandes que possible. La hauteur des autres marques ne devra pas être inférieure au douzième de la circonférence de la section transversale maximum du dirigeable.

Pour les ballons, la hauteur des marques de nationalité sera des quatre cinquièmes de la hauteur de la nacelle ; la hauteur des autres marques sera au moins égale au douzième de la circonférence du ballon.

c) *Généralités*. — Pour tous les aéronefs, la hauteur des marques de nationalité et des marques d'immatriculation pourra ne pas dépasser 2 mètres 50.

SECTION V.

DIMENSIONS, TYPE DES LETTRES, ETC.

a) La largeur des caractères sera égale aux deux tiers de leur hauteur ; leur épaisseur sera égale au sixième de cette même hauteur. Les lettres seront en caractères ordinaires pleins, tous de même type et de mêmes dimensions ; un espace égal à la moitié de la largeur des lettres sera laissé entre celles-ci.

b) Pour les lettres soulignées, le trait aura même épaisseur que les lettres et un espace égal sera laissé entre le bas des lettres et le haut du trait

SECTION VI.

ESPACE ENTRE LA MARQUE D'IMMATICULATION ET LA MARQUE DE NATIONALITÉ.

Quand les marques d'immatriculation et de nationalité apparaîtront ensemble, elles devront être séparées par un tiret de longueur égale à la largeur d'une lettre.

SECTION VII.

ENTRETIEN.

Les marques de nationalité et d'immatriculation seront disposées le mieux possible, en tenant compte des formes de l'aéronef. Ces marques devront être tenues constamment propres et rester toujours visibles.

SECTION VIII.

TABLEAU DES MARQUES.

La marque de nationalité de chacun des Etats ci-après énumérés s'applique aux aéronefs de ses Dominions, Colonies, Protectorats, Dépendances ou Pays gouvernés par lui en vertu d'un mandat de la Société des Nations.

PAYS	MARQUE DE NATIONALITÉ	MARQUES D'IMMATRICULATION
Etats-Unis d'Amérique	N	} Toutes les combinaisons faites en conformité des dispositions du paragraphe a) du titre I de la présente Annexe, au moyen des vingt-six lettres de l'alphabet, groupées par quatre, avec une voyelle au moins dans chaque groupe. Exemple : ADCJ, PURN.
Empire Britannique	G	
France	F	
Italie	I	
Japon	J	
Bolivie	C	Toutes les combinaisons faites avec B comme première lettre.
Cuba	C	Toutes les combinaisons faites avec C comme première lettre.
Portugal	C	Toutes les combinaisons faites avec P comme première lettre.
Roumanie	C	Toutes les combinaisons faites avec R comme première lettre.
Uruguay	C	Toutes les combinaisons faites avec U comme première lettre.
Tchécoslovaquie .....	.L	Toutes les combinaisons faites avec B comme première lettre.
Guatemala	L	Toutes les combinaisons faites avec G comme première lettre.
Libéria	L	Toutes les combinaisons faites avec L comme première lettre.
Bésil	P	Toutes les combinaisons faites avec B comme première lettre.
Pologne	P	Toutes les combinaisons faites avec P comme première lettre.
Belgique	O	Toutes les combinaisons faites avec B comme première lettre.
Pérou	O	Toutes les combinaisons faites avec P comme première lettre.
Chine	X	Toutes les combinaisons faites avec C comme première lettre.
Honduras	X	Toutes les combinaisons faites avec H comme première lettre.
Serbie-Croatie-Slavonic	X	Toutes les combinaisons faites avec S comme première lettre.
Haïti	H	Toutes les combinaisons faites avec H comme première lettre.
Siam	H	Toutes les combinaisons faites avec S comme première lettre.
Equateur	F	Toutes les combinaisons faites avec E comme première lettre.
Grèce	S	Toutes les combinaisons faites avec G comme première lettre.
Panama	S	Toutes les combinaisons faites avec P comme première lettre.
Hedjaz	A	Toutes les combinaisons faites avec H comme première lettre.
Nicaragua	A	Toutes les combinaisons faites avec N comme première lettre.

ANNEXE B.

Certificat de navigabilité.

Les conditions principales exigées pour la délivrance du certificat de navigabilité sont les suivantes :

1. Au point de vue de la sécurité, l'aéronef devra être conçu de façon à remplir certaines conditions minima.
2. Une démonstration satisfaisante des qualités réelles de vol de chaque type d'appareil soumis à l'examen devra être fournie au moyen de vols d'essai répondant à certaines conditions minima. Mais, une fois le type approuvé, les autres appareils qui ultérieurement seraient établis sur le même modèle seront dispensés de ces épreuves.
3. La construction de tout aéronef devra être approuvée, en ce qui touche les matériaux et leur mise en œuvre. Le contrôle de la construction et des essais devra satisfaire à certaines conditions minima.
4. Tout aéronef doit être pourvu des instruments nécessaires à la sécurité de la navigation.
5. Les conditions minima visées aux paragraphes 1 à 3 inclus seront ultérieurement fixées par la Commission internationale de navigation aérienne. Auparavant, chacun des Etats contractants arrêtera lui-même les règles de détail qui présideront à la délivrance des certificats de navigabilité et au maintien de leur validité.

ANNEXE C.

Livres de bord.

SECTION I.

CARNET DE ROUTE.

Ce carnet doit être tenu par tous les aéronefs et doit contenir les renseignements ci-après :

- a) Catégorie à laquelle appartient l'aéronef ; marques de nationalité et d'immatriculation ; nom, prénoms, nationalité et domicile du propriétaire ; nom du constructeur ; charge utile de l'aéronef.
- b) En outre, pour chaque voyage :
 - 1° Les noms, nationalité et domicile du pilote et de chacun des membres de l'équipage ;
 - 2° Les lieu, date et heure du départ ; l'itinéraire suivi et tous les incidents de route, y compris les atterrissages.

SECTION II.

LIVRET D'APPAREIL.

Ce livret n'est obligatoire que pour les aéronefs employés au transport en commun de passagers ou de marchandises. Il doit contenir les renseignements ci-après :

- a) Catégorie à laquelle appartient l'aéronef ; marques d'immatriculation et de nationalité ; nom, prénoms, nationalité et domicile du propriétaire ; nom du constructeur et charge utile de l'aéronef ;
- b) Type et numéro de série du moteur ; type de l'hélice avec le numéro, le pas et le diamètre, ainsi que le nom du fabricant ;
- c) Type de l'appareil de T. S. F. monté sur l'aéronef ;
- d) Tableau donnant au personnel responsable du fonctionnement et de l'entretien de l'aéronef tous les renseignements utiles sur le haubannage ;
- e) Renseignements techniques complets et détaillés sur le service antérieur de l'aéronef, y compris les épreuves de réception, les revisions, remplacements de pièces, réparations et tous travaux du même genre.

SECTION III.

LIVRET DE MOTEUR.

Ce livret n'est obligatoire que pour les moteurs installés sur des aéronefs employés au transport de passagers ou de marchandises. Un livret spécial devra exister pour chaque moteur et accompagnera toujours celui-ci. Il contiendra les renseignements ci-après :

- a) Type du moteur, numéro de série ; nom du constructeur ; puissance et régime normal maximum du moteur, date de fabrication et date d'entrée en service ;
- b) Marque d'immatriculation et type des aéronefs sur lesquels le moteur a été installé ;
- c) Renseignements techniques complets et détaillés sur le service antérieur du moteur, y compris les épreuves de réception, le nombre d'heures de travail déjà faites, les revisions, remplacements, réparations et tous travaux du même genre.

SECTION IV.

CARNET DES SIGNAUX.

Ce livre n'est obligatoire que pour les aéronefs employés au transport en commun des passagers ou des marchandises. Il doit contenir les renseignements ci après :

- a) Catégorie de l'aéronef ; marques de nationalité et d'immatriculation ; nom, prénoms, nationalité et domicile du propriétaire ;
- b) Lieu, date et heure de transmission ou de réception de tout signal ;
- c) Nom ou indication de toute personne ou de toute station à qui un signal a été adressé, ou dont un signal a été reçu.

SECTION V.

TENUE DES LIVRES DE BORD.

a) Le constructeur devra, autant que possible, remplir et signer les premières inscriptions sur les livres de bord ; les inscriptions suivantes seront faites et signées par le pilote ou toute autre personne compétente ;

- b) Une copie du certificat de navigabilité devra être conservée dans la pochette du livre d'appareil ;
- c) Toutes les inscriptions seront faites à l'encre, excepté sur le carnet de route et le carnet des signaux ; les inscriptions à faire figurer pourront être consignées au crayon, dans un livre brouillon ; mais elles devront être reportées à l'encre sur les livres de bord toutes les vingt-quatre heures. En cas d'enquête officielle, on pourra recourir aux notes du livre brouillon ;
- d) Aucune rature ne peut être faite ni aucune page déchirée dans un livre de bord ;
- e) Une copie des présentes instructions devra être insérée dans chaque livre de bord.

ANNEXE D.

Règlement sur les feux et signaux. Code de la circulation aérienne.

DÉFINITIONS.

Le mot « aéronef » désigne tous les ballons, captifs ou libres, les cerfs-volants, les dirigeables et les avions.

Le mot « ballon » désigne un aéronef, soit captif, soit libre, utilisant un gaz plus léger que l'air comme moyen de sustentation dans l'atmosphère et n'ayant aucun moyen propre de propulsion.

Le mot « dirigeable » désigne un aéronef utilisant un gaz plus léger que l'air comme moyen de sustentation dans l'atmosphère et possédant des moyens propres de propulsion.

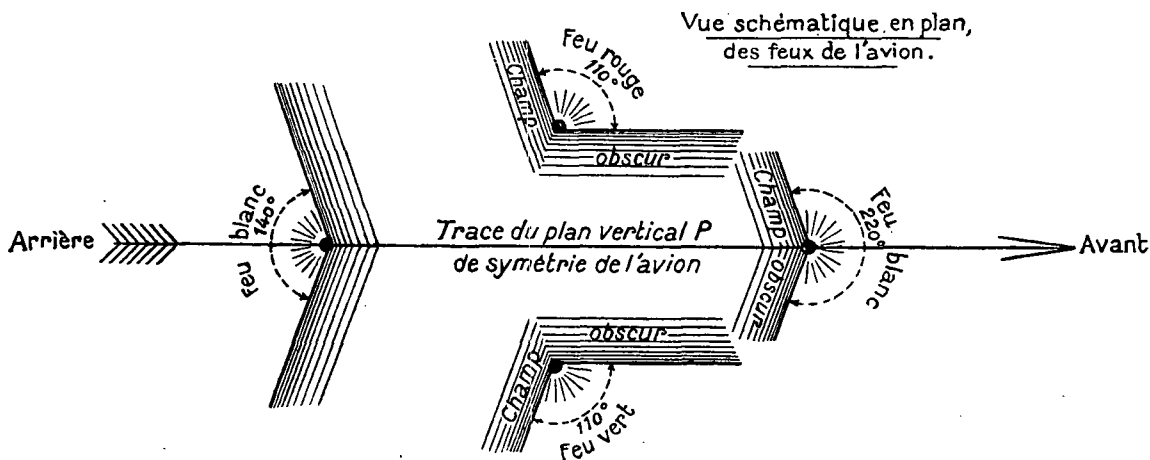
Le mot « avion » désigne tous les aéroplanes, hydroplanes (à flotteurs ou à coque) ou tout autre aéronef plus lourd que l'air et possédant des moyens propres de propulsion.

Un dirigeable sera considéré comme étant « en marche » s'il n'est amarré ni au sol ni à un objet quelconque situé sur le sol ou sur l'eau.

SECTION I.

RÈGLEMENT SUR LES FEUX.

Dans ce règlement, le mot « visible », appliqué aux feux, signifie : visible par nuit sombre et atmosphère transparente. Les angles de visibilité dont il est question ci-après et qui sont figurés sur le croquis ci-dessous supposent l'aéronef dans sa position normale de vol rectiligne et horizontal.



1. Les règles concernant les feux seront appliquées par tous les temps, du coucher au lever du soleil, et, durant cet intervalle, il ne devra être allumé aucun autre feu susceptible d'être confondu avec les feux réglementaires de navigation. Ces derniers feux ne devront pas être aveuglants.

2. Un avion, soit en l'air, soit manœuvrant à terre ou sur l'eau par ses propres moyens, portera les feux suivants :

a) A l'avant, un feu blanc, visible dans un angle de 220° , bissecté par le plan vertical P de symétrie de l'avion. Ce feu devra être visible à une distance d'au moins huit kilomètres ;

b) Sur le côté droit, un feu vert, disposé de façon à projeter, vers l'avant, une lumière ininterrompue entre deux plans verticaux, formant un angle de 110° , et dont l'un sera parallèle au plan vertical passant par l'axe longitudinal de l'appareil. Ce feu devra être visible à une distance d'au moins cinq kilomètres ;

c) Sur le côté gauche, un feu rouge, disposé de façon à projeter, vers l'avant, une lumière ininterrompue entre deux plans verticaux, formant un angle de 110° , dont l'un sera parallèle au plan vertical passant par l'axe longitudinal de l'appareil. Ce feu devra être visible à une distance d'au moins cinq kilomètres ;

d) Ces feux latéraux, vert et rouge, seront disposés de manière que le feu vert ne soit pas visible du côté gauche de l'avion, ni le feu rouge du côté droit ;

e) A l'arrière et aussi loin que possible, un feu blanc tourné vers l'arrière et visible à 5 kilomètres au moins de distance, dans un secteur de 140° , divisé en deux parties égales par le plan vertical passant par l'axe longitudinal de l'appareil.

f) Si, pour l'application de la règle ci-dessus, le feu unique doit être remplacé par plusieurs feux, le champ de visibilité de chacun d'eux sera limité de façon qu'il n'y ait qu'un feu visible à la fois.

3. Les règles concernant les feux des avions seront applicables aux dirigeables, avec les modifications suivantes :

a) Tous les feux seront doublés, ceux d'avant et d'arrière verticalement et ceux des côtés horizontalement sur une parallèle à l'axe du dirigeable ;

b) Les feux de chacune des paires d'avant et d'arrière seront visibles ensemble; la distance entre les deux feux d'une même paire ne sera pas inférieure à deux mètres.

4. Un dirigeable remorqué devra porter les feux spécifiés au paragraphe 3 et, en outre, ceux spécifiés au paragraphe 6, pour les dirigeables en dérive.

5. a) Un avion ou dirigeable flottant, sans qu'on en soit maître, à la surface de l'eau, c'est-à-dire incapable de manœuvrer comme il est prescrit dans les règlements pour éviter les collisions en mer, devra porter deux feux rouges distants d'au moins deux mètres, placés l'un au-dessus de l'autre, et d'une nature telle qu'ils soient visibles dans toutes les directions, à une distance d'au moins trois kilomètres.

b) Un aéronef, dans les conditions ci-dessus, ne portera pas, s'il est immobile, les feux de côté; mais, en marche, il devra les avoir.

6. Un dirigeable qui, pour une cause quelconque, est en dérive, ou qui a volontairement arrêté ses moteurs, devra, en plus des autres feux spécifiés, montrer d'une façon très apparente, l'un au-dessus de l'autre, deux feux rouges, séparés par un intervalle d'au moins deux mètres et visibles, dans toutes les directions, à trois kilomètres au moins de distance.

De jour, un dirigeable remorqué et, pour une cause quelconque, ne pouvant plus se diriger devra montrer d'une façon très apparente deux boules ou objets noirs de soixante centimètres de diamètre, placés l'un au-dessus de l'autre et séparés par un intervalle d'au moins deux mètres.

Un dirigeable amarré ou en marche, avec ses moteurs volontairement arrêtés, devra, de jour, montrer d'une façon très apparente une boule ou un objet noir de soixante centimètres de diamètre et sera considéré par les autres aéronefs comme étant en dérive.

7. Un ballon libre devra porter un feu brillant, blanc, placé à cinq mètres au moins au-dessous de la nacelle et visible dans toutes les directions à trois kilomètres au moins de distance.

8. Un ballon captif devra porter, disposés comme le feu blanc spécifié au paragraphe 7 et à la place de ce feu, trois feux placés verticalement à deux mètres au moins de distance l'un de l'autre. Le feu du milieu sera blanc; les deux autres rouges; les trois feux seront visibles dans toutes les directions, à une distance d'au moins trois kilomètres.

De plus, le câble devra porter, tous les trois cents mètres, à partir de la nacelle, des groupes de trois feux disposés comme ceux spécifiés ci-dessus. En outre, l'objet auquel le ballon est amarré sur le sol devra porter un groupe de feux semblables, marquant sa position.

De jour, le câble devra porter, dans la même position que les groupes de feux mentionnés plus haut et à leur place, des manches à air d'au moins 0 m. 20 de diamètre et deux mètres de longueur, marquées avec des bandes alternativement blanches et rouges de 0 m. 50 de largeur.

9. Un dirigeable amarré près du sol devra porter les feux spécifiés aux paragraphes 2a) et e) et 3.

En outre, s'il est amarré loin du sol, le dirigeable, le câble et l'objet auquel il est amarré seront, soit de jour, soit de nuit, signalés comme il est dit au paragraphe 8.

Les ancres marines ou bouées employées par les dirigeables pour s'amarrer en mer seront dispensées de l'observation de ces règles.

10. Un avion, arrêté sur le sol ou sur l'eau, mais non ancré ni amarré, devra porter les feux spécifiés au paragraphe 2.

11. En vue d'éviter des collisions avec des navires :

a) Un avion à l'ancre ou amarré sur l'eau, devra porter à l'avant, dans l'endroit le plus apparent, un feu blanc, visible de partout, à une distance d'au moins deux kilomètres;

b) Un avion de cinquante mètres ou plus de longueur, à l'ancre ou amarré sur l'eau, devra porter, à l'avant, un feu analogue à celui spécifié plus haut et un autre placé à l'arrière, ou près de l'arrière, et à cinq mètres au moins plus bas que le feu avant.

Par « longueur » de l'avion, on entend la distance totale entre les deux extrémités de celui-ci.

c) Les avions de cinquante mètres ou plus d'envergure, à l'ancre ou amarrés sur l'eau, devront porter, en outre, à chaque-extrémité de l'aile inférieure, un feu placé comme il est spécifié dans le paragraphe a) du présent article.

Par « envergure » de l'avion, l'on entend sa largeur maximum.

12. Si, pendant la nuit, l'un des feux spécifiés vient à s'éteindre, l'aéronef devra atterrir aussitôt qu'il pourra le faire sans danger.

13. En aucun cas, les règles qui précèdent n'empêcheront l'application des règlements spéciaux édictés par un Etat, relativement à des feux supplémentaires de signaux ou de position, pour les aéronefs militaires ou pour des aéronefs volant en formation. Elles n'empêcheront pas non plus l'emploi des signaux de reconnaissance adoptés par un propriétaire d'aéronef avec l'autorisation de son gouvernement et dûment enregistrés et publiés.

SECTION II.

RÈGLEMENT SUR LES SIGNAUX.

14. *a)* Un aéronef désirant atterrir la nuit sur un aérodrome doté d'un personnel de garde devra, avant de le faire, tirer une fusée verte Véry ou faire des signaux intermittents avec une lampe verte. En outre, à l'aide du code international Morse, il devra reproduire le groupe de lettres formant son signal d'appel.

b) La permission d'atterrir lui sera donnée, de terre, par la répétition du même signal d'appel suivi d'une fusée verte Véry ou de signaux intermittents faits avec une lampe verte.

15. Une fusée rouge ou un feu rouge à terre, signifiera que l'aéronef ne doit pas atterrir.

16. Un aéronef obligé d'atterrir la nuit devra, avant de le faire, lancer une fusée rouge Véry, ou faire, avec ses feux de navigation, une série de signaux courts et intermittents.

17. Quand un aéronef en détresse demandera du secours, il devra employer à cet effet, soit ensemble, soit séparément, les signaux ci-après :

a) Le signal international S. O. S., fait au moyen de signaux optiques ou de la radiographie ;

b) Le signal de détresse, fait au moyen des pavillons N. C. du code international ;

c) Le signal de distance, formé d'un pavillon carré avec, soit au-dessus, soit au-dessous, une boule ou quelque chose de semblable ;

d) Un son continu, émis avec un appareil sonore quelconque ;

e) Un signal formé d'une succession de fusées blanches Véry, tirées à courts intervalles.

18. Pour indiquer à un avion qu'il se trouve à proximité d'une zone interdite et doit changer sa route, on emploiera les signaux ci-après :

a) Le jour, trois projectiles lancés à dix secondes d'intervalle et dont les éclatements produiront trois nuages de fumée blanche jalonnant la direction à suivre par l'aéronef ;

b) La nuit, trois projectiles lancés à dix secondes d'intervalle et dont les éclatements donneront des étoiles blanches jalonnant la direction à suivre par l'aéronef.

19. Pour donner à un aéronef l'ordre d'atterrir, on emploiera les signaux suivants :

a) Le jour, trois projectiles lancés à dix secondes d'intervalle et dont les éclatements produiront un nuage de fumée noire ou jaune ;

b) La nuit, trois projectiles lancés à dix secondes d'intervalle et dont les éclatements produiront des feux ou étoiles rouges.

En outre, si l'on veut empêcher l'atterrissage d'un avion autre que celui visé, on dirigera sur ce dernier, au moyen d'un projecteur, un jet intermittent de lumière.

20. *a)* Dans le cas où le brouillard et la brume rendraient invisible un aérodrome, celui-ci pourra être signalé par un ballon servant de bouée aérienne, ou par tout autre moyen approuvé.

b) En cas de brouillard, de brume, de chute de neige ou de forte pluie, soit de jour, soit de nuit, un aéronef, sur l'eau, devra faire entendre les signaux sonores suivants :

1^o S'il n'est ni à l'ancre ni amarré, un son, à intervalles de deux minutes au plus, consistant en deux appels, d'une durée d'environ cinq secondes, séparés par un intervalle d'environ une seconde ;

2^o S'il est à l'ancre ou amarré, le tintement rapide d'une cloche ou d'un gong suffisamment puissant, prolongé pendant une durée d'environ cinq secondes, avec des intervalles d'une minute au plus.

SECTION III.

CODE DE LA CIRCULATION AÉRIENNE.

21. Les avions doivent toujours faire place aux ballons, captifs ou libres, et aux dirigeables. Les dirigeables doivent toujours faire place aux ballons, qu'ils soient captifs ou libres.

22. Un dirigeable qui n'est plus maître de sa direction doit être considéré comme un ballon libre.

23. Quand les circonstances s'y prêtent, on peut prévoir le risque de collision avec un autre aéronef, en observant avec soin l'orientation et l'inclinaison de la route suivie par celui-ci. Si ni l'un ni l'autre de ces deux éléments ne subit de modification appréciable, on doit considérer la collision comme possible.

24. L'expression « risque de collision » embrasse tout risque d'accident causé par le trop grand rapprochement de deux aéronefs. Tout aéronef auquel les règles ci-dessus imposent l'obligation de s'écarter d'un autre aéronef pour éviter une collision doit s'en maintenir à une distance suffisante, eu égard aux circonstances de fait.

25. Tout en observant les règles sur les risques de collision contenues dans le paragraphe 24, un aéronef à moteur doit toujours manœuvrer selon les règles établies par les paragraphes 22 et suivants dès qu'il s'aperçoit qu'en poursuivant sa route, il passerait à moins de deux cents mètres d'un autre aéronef.

26. Quand deux aéronefs à moteurs se rencontrent de face, ou presque de face, chacun d'eux doit s'écarter vers sa droite.

27. Quand deux aéronefs à moteurs suivent respectivement des routes qui se croisent, l'aéronef qui voit l'autre à sa droite doit faire place à ce dernier.

28. Un aéronef en rattrapant un autre devra, pour le dépasser, s'écarter de ce dernier en faisant dévier sa propre route vers la droite, et non en piquant.

Si un aéronef arrive sur un autre aéronef en suivant une route inclinée de plus de 110 degrés sur celle suivie par ce dernier, c'est-à-dire se trouve, par rapport à celui-ci, dans une position telle que, la nuit, il ne pourrait distinguer aucun des feux de côtés de cet aéronef, il sera considéré comme voulant dépasser ce dernier, et aucun changement ultérieur dans la route suivie par les deux aéronefs ne pourra faire considérer le premier comme cherchant à croiser l'autre dans l'esprit du présent règlement, ou le relever de l'obligation de se tenir à distance de l'aéronef rattrapé, jusqu'à ce que ce dernier ait été largement dépassé.

Comme, de jour, l'aéronef dépassant, dans les conditions susvisées, ne peut pas toujours savoir avec certitude si sa route passera à l'avant ou à l'arrière de l'autre aéronef, il doit, en cas de doute, se considérer comme étant dans la situation d'un aéronef qui en rattrape un autre et s'éloigner de la route suivie par ce dernier.

29. Quand le présent règlement prescrit à l'un des deux aéronefs de faire place à l'autre, ce dernier doit maintenir sa route primitive et sa vitesse. Lorsque toutefois, par suite du brouillard ou de toute autre cause, les deux aéronefs se trouvent si près l'un de l'autre qu'une collision ne peut être évitée par une manœuvre du premier, l'aéronef rattrapé doit prendre l'initiative de manœuvrer de la manière la plus efficace pour éviter la collision.

30. Tout aéronef invité par le présent règlement à s'écarter de la route d'un autre aéronef devra, autant que possible, éviter de le croiser en avant.

31. Tout aéronef suivant une route aérienne officiellement reconnue devra garder la droite de cette route, si la chose est possible et sans danger.

32. Aucun aéronef sur le point de s'élever à partir du sol ou de la mer ne devra tenter de décoller s'il y a risque de collision avec un autre aéronef en train d'atterrir.

33. Tout aéronef se trouvant dans un nuage, dans le brouillard, la brume ou dans toute autre condition de mauvaise visibilité, devra manœuvrer avec précaution, en tenant soigneusement compte des circonstances de fait.

34. En se conformant à ces règles, on ne perdra toutefois pas de vue tels dangers de navigation et de collision ou toute autre circonstance qui pourraient rendre nécessaire de s'en écarter pour éviter un danger immédiat.

SECTION IV.

LEST.

35. Il est interdit de lancer, d'un aéronef en l'air, d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

SECTION V.

RÈGLES DE LA CIRCULATION AÉRIENNE AU-DESSUS OU DANS LE VOISINAGE DES AÉRODROMES.

36. Dans chaque aéroplace, il sera hissé, sur un point élevé, un drapeau qui donnera aux aéronefs voulant y atterrir ou en partir et se trouvant dans l'obligation de faire un virage, l'indication que ce virage doit être effectué à gauche, c'est-à-dire dans le sens contraire du mouvement des aiguilles d'une montre, ou bien à droite (sens de la marche des aiguilles d'une montre), suivant la couleur du drapeau. Un drapeau blanc indiquera que le virage doit être effectué à droite, et, dans ce cas, le drapeau devra constamment rester sur la droite de l'avion, c'est-à-dire du côté portant le feu vert ; de même, un drapeau rouge signifiera que l'avion doit virer à gauche, le drapeau rouge demeurant alors sur le côté gauche qui porte le feu rouge de l'avion.

37. Un avion partant d'un aérodrome ne devra pas virer à moins de 500 mètres de distance du point le plus rapproché du périmètre et, s'il vire, il devra le faire en se conformant aux règles établies au paragraphe précédent.

38. Tout avion volant entre 500 et 1000 mètres de distance du point le plus rapproché d'un aérodrome devra se conformer aux règles de virage ci-dessus établies, à moins qu'il ne se tienne à plus de 2000 mètres d'altitude.

39. Les atterrissages acrobatiques sont interdits sur les aérodromes des Etats contractants ouverts au trafic international. Il est défendu aux avions de se livrer à des exercices acrobatiques à moins de 2000 mètres de distance du point le plus rapproché d'un de ces aérodromes.

40. Dans tout aérodrome, la direction du vent sera clairement indiquée par un ou plusieurs des moyens reconnus, tels que T d'atterrissage, manche à vent, fumée, etc.

41. Tout avion partant d'un aérodrome utilisé pour le trafic international ou y atterrissant devra le faire vent debout, à moins d'empêchement causé par la disposition des lieux.

42. Si deux avions s'approchent en même temps d'un aérodrome pour y atterrir, l'avion le plus élevé devra manœuvrer pour éviter l'avion volant à un niveau inférieur et, pour atterrir, se conformera aux règles du paragraphe 28 sur le dépassement.

43. La route sera laissée libre à tout avion essayant d'atterrir sur un aérodrome après avoir fait les signaux de détresse.

44. Tout aérodrome sera virtuellement divisé en trois zones pour un observateur placé face au vent. La zone de droite sera la zone de départ et la zone de gauche, celle d'atterrissage ; entre ces deux zones, il y aura une zone neutre. Un avion voulant atterrir devra le faire aussi près que possible de la zone neutre, mais en se plaçant à la gauche de tout autre avion qui aurait déjà atterri. Ayant ralenti sa marche ou ayant fini de rouler sur le sol, l'avion se rendra immédiatement dans la zone neutre. De même, un avion qui s'enlève le fera dans la partie la plus à droite de la zone de départ, tout en se maintenant franchement à gauche de tout autre avion en train de s'enlever ou sur le point de le faire.

45. Aucun avion ne commencera à s'enlever avant que l'avion qui le précède n'ait complètement dégagé l'aérodrome.

46. Les règles ci-dessus s'appliqueront également aux atterrissages de nuit sur les aéroplaces ; les signaux seront alors faits comme suit :

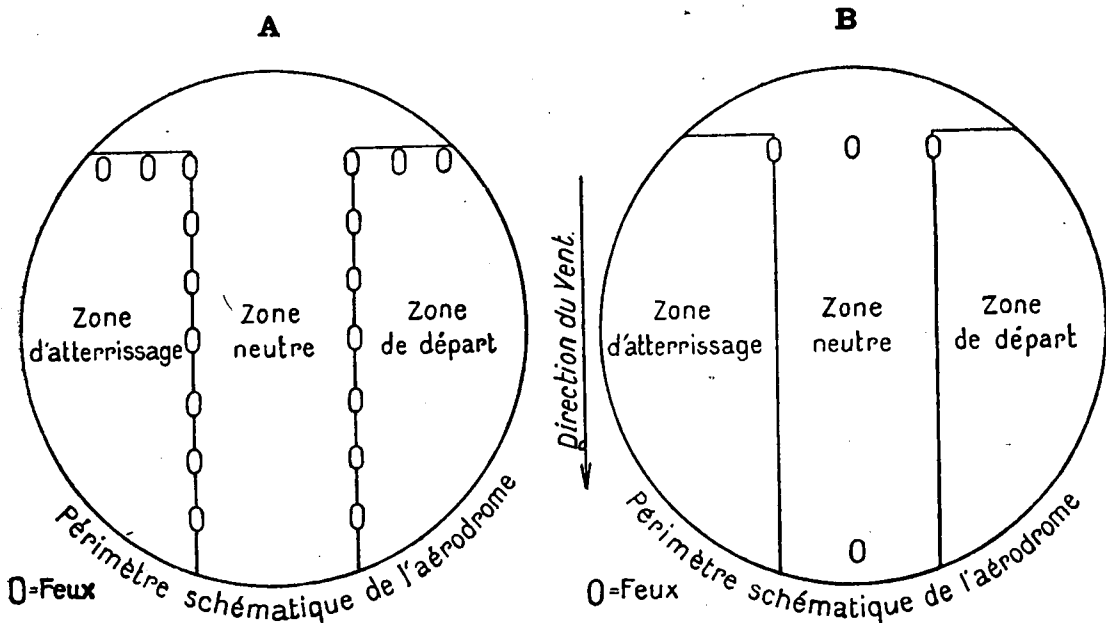
a) Une lumière rouge indiquera que les virages doivent être effectués à gauche ; une lumière verte avertira qu'ils doivent être effectués à droite (voir paragraphe 36). La zone de droite sera indiquée par des lumières blanches disposées de manière à former un L renversé, ou une potence ; la zone de gauche sera marquée de la même façon. Les deux potences seront placées dos à dos et de manière que les longues branches marquent les limites de la zone neutre. Les atterrissages se feront invariablement dans la direction de la longue branche et en marchant vers le petit bras. Le feu placé à l'extrémité du long jambage doit occuper le point le plus rapproché du périmètre sur lequel un avion peut atterrir sans danger. Les feux jalonnant les petits bras marqueront l'autre limite du terrain où l'atterrissage peut se faire en toute sécurité. L'avion, par suite, ne devra pas dépasser le petit côté de la potence (voir croquis A) ;

b) Si l'on veut économiser l'éclairage et le personnel, on pourra utiliser le système suivant :

Du côté exposé au vent, deux feux seront placés de façon à marquer les limites de la zone neutre définie au paragraphe 44, la ligne qui joint les feux faisant un angle droit avec la direc-

tion du vent. Deux autres feux seront placés comme suit : l'un, au milieu de la droite qui joint les deux premiers ; l'autre, sur la limite de l'aérodrome, du côté opposé et sur une parallèle à la direction du vent menée par le feu précédent, cette parallèle jalonnant ainsi l'axe de la zone neutre (voir croquis B).

Des feux supplémentaires peuvent être symétriquement placés le long des limites de la zone neutre et, aux extrémités des lignes de décollage et d'atterrissage, sur la ligne joignant les trois feux alignés du côté exposé au vent.



47. Aucun ballon captif, cerf-volant ou dirigeable amarré ne pourra, sans autorisation spéciale, s'élever à proximité d'un aérodrome, excepté dans les cas prévus au paragraphe 20.

48. Des marques ou signaux appropriés seront placés sur tous les obstacles fixes, dangereux pour la navigation aérienne, dans une zone de 500 mètres de large autour de tous les aérodromes.

SECTION VI,

GÉNÉRALITÉS.

49. Tout aéronef manœuvrant sur l'eau, par ses propres moyens, doit obéir aux règlements établis en vue de prévenir les collisions en mer et, de ce fait, doit être considéré comme un bâtiment à vapeur ; mais il portera seulement les feux spécifiés dans le présent règlement et non ceux prévus, dans les règlements maritimes, pour les bâtiments à vapeur ; en outre, sauf dans les cas spécifiés aux paragraphes 17 et 20 ci-dessus, il n'utilisera pas les signaux sonores visés dans ces derniers règlements. Il ne sera pas non plus supposé entendre ces mêmes signaux.

50. Aucune des prescriptions du présent règlement ne pourra être invoquée pour exonérer un aéronef ou son propriétaire, son pilote ou son équipage, des conséquences d'une négligence soit dans l'emploi des feux et des signaux, soit dans le service de vigie, soit dans l'observation des règles de la navigation aérienne en temps normal, ou dans les circonstances spéciales du cas envisagé.

51. Aucune des prescriptions ci-dessus ne pourra non plus être invoquée comme excuse en cas d'infraction aux règlements spéciaux établis et dûment publiés, relatifs à la circulation des aéronefs à proximité des aérodromes ou autres lieux ; l'observation de ces règlements restera obligatoire pour tous les propriétaires, pilotes ou équipages d'aéronefs.

ANNEXE E.

Conditions minima requises pour l'obtention de brevets de pilotes ou de navigateurs.

SECTION I.

BREVET DE PILOTE D'AVION OU D'HYDRAVION.

A. — BREVET DE PILOTE D'AVION OU D'HYDRAVION DE TOURISME

(non valable pour les transports publics).

1. *Épreuves pratiques.*

Dans chaque épreuve pratique, le candidat doit être seul sur l'avion.

a) *Épreuve d'altitude et de vol plané.* Un vol sans atterrissage, durant lequel le pilote devra rester, pendant au moins une heure, à une hauteur minimum de 2000 mètres au-dessus du point de départ. La descente se terminera par un vol plané, les moteurs étant arrêtés à 1500 mètres au-dessus du terrain d'atterrissage. L'atterrissage se fera sans que le moteur ait été remis en marche et dans un rayon d'au plus 150 mètres autour d'un point fixé d'avance par les examinateurs.

b) *Épreuve d'adresse.* Un vol sans atterrissage autour de deux mâts (ou de deux bouées) situés à 500 mètres l'un de l'autre et en décrivant une série de cinq huit (8), chaque virage étant effectué autour d'un des deux mâts (ou bouées). Ce vol sera fait à une altitude inférieure à 200 mètres au-dessus du sol (ou de l'eau) sans toucher le sol (ou l'eau). L'atterrissage sera effectué :

- 1° En arrêtant définitivement le ou les moteurs au plus tard quand l'aéronef touche le sol (ou l'eau) ;
- 2° En arrêtant l'aéronef à moins de 50 mètres d'un point fixé par le candidat lui-même avant le départ.

2. *Connaissances spéciales.*

Règlement sur les feux et les signaux et code de l'air. Règles de la circulation aérienne au-dessus et à proximité des aérodromes. Connaissance pratique de la législation aérienne internationale.

B. — BREVET DE PILOTE D'AVION OU D'HYDRAVION SERVANT AUX TRANSPORTS PUBLICS.

1. *Épreuves pratiques.*

Dans chaque épreuve pratique, le candidat doit être seul sur l'avion.

a) Les épreuves d'altitude, de vol plané et d'adresse sont les mêmes que celles exigées pour le brevet de pilote d'avion de tourisme. Les candidats possédant déjà ce brevet n'auront pas à subir une seconde fois ces épreuves.

b) *Épreuve d'endurance* d'au moins 300 kilomètres au-dessus des terres ou de la mer, avec retour final au point de départ. Ce voyage devra être fait sur le même aéronef et dans un délai de huit heures. Il comprendra deux atterrissages obligatoires (avec arrêt complet de l'appareil), en dehors du point de départ, sur des points fixés d'avance par les examinateurs.

Au départ, le candidat sera informé de la route à suivre et muni de la carte nécessaire. Les examinateurs décideront si la route a été correctement suivie.

c) *Vol de nuit :*

Un vol de trente minutes, fait à une hauteur d'au moins 500 mètres. Ce vol ne pourra commencer qu'au moins deux heures après le coucher du soleil ; il finira au moins deux heures avant son lever.

2. Examen technique.

Le candidat ayant subi d'une façon satisfaisante les épreuves pratiques sera convoqué pour passer un examen sur les points suivants :

a) Avions et hydravions :

Connaissance théorique des lois de la résistance de l'air et de ses effets sur les surfaces alaires et les plans de queue, sur les gouvernails de direction et de profondeur et sur les hélices ; fonctions des différentes parties de l'aéronef et de leurs commandes.

Montage des avions et de leurs diverses parties.

Epreuves pratiques de réglage.

b) Moteurs :

Connaissances générales sur les moteurs à explosion et sur les fonctions de leurs divers organes ; connaissances générales sur la construction, l'assemblage, l'ajustage et les caractéristiques des moteurs d'aviation.

Causes du mauvais fonctionnement des moteurs ; causes de panne.

Epreuves pratiques de réparations courantes.

c) Connaissances spéciales :

Règlements sur les feux et signaux, Code de l'air et Règles de la circulation aérienne au-dessus et à proximité des aérodromes.

Connaissance pratique des conditions spéciales de la circulation aérienne et de la législation aérienne internationale.

Lecture des cartes ; orientation ; détermination du point ; météorologie élémentaire.

REMARQUES.

Les épreuves pratiques devront être terminées dans le délai maximum d'un mois. Elles pourront être subies dans un ordre quelconque, chacune d'elles pouvant donner lieu à deux essais. Elles seront certifiées par des examinateurs dûment accrédités, qui en remettront le compte rendu aux autorités compétentes.

Les rapports officiels mentionneront les incidents survenus, notamment aux atterrissages. Avant chaque épreuve, les candidats devront présenter aux examinateurs des pièces irrécusables d'identité.

Un barographe devra être emporté dans toutes les épreuves pratiques et la feuille, signée par les examinateurs, sera jointe à leur rapport.

Les pilotes possédant le brevet militaire auront droit au brevet de pilote touriste ; mais, pour obtenir le brevet de pilote d'aéronef affecté aux transports publics, ils devront au préalable subir les examens techniques de navigation spécifiés au Titre B, 2 (c).

SECTION II.

BREVET DE PILOTE DE BALLON LIBRE.

1. Epreuves pratiques.

Le candidat doit avoir fait les ascensions suivantes :

1^o De jour : Trois ascensions d'instruction ;

Une ascension conduite par lui sous la surveillance d'un instructeur ;

Une ascension seul dans le ballon ;

2^o De nuit : Une ascension seul dans le ballon ;

chaque ascension ayant duré au moins deux heures.

2. Examen théorique.

Lois élémentaires de l'aérostatique et de la météorologie.

3. *Connaissances spéciales :*

Connaissance générale du ballon et de ses accessoires ; gonflement ; réglage ; direction d'une ascension ; instruments ; précautions à prendre contre le froid et dans les hautes altitudes.

Règlement international sur les feux et les signaux et code de l'air ; règles de la circulation aérienne au-dessus et à proximité des aérodromes.

Connaissance pratique de la législation aérienne internationale. Lecture des cartes et orientation.

SECTION III.

BREVET DE PILOTE DE DIRIGEABLE.

Tout pilote de dirigeable doit avoir le brevet de pilote de ballon libre.

Il y a trois classes de pilotes de dirigeables :

Le titulaire d'un brevet de première classe peut commander toutes les sortes de dirigeables ;

Le titulaire d'un brevet de deuxième classe peut commander les dirigeables de moins de 20.000 mètres cubes de capacité ;

Le titulaire d'un brevet de troisième classe peut commander les dirigeables de moins de 6.000 mètres cubes de capacité.

Tous les officiers pilotes de dirigeables militaires ou de la marine ont droit au brevet de troisième classe.

Tous les officiers pilotes de dirigeables militaires ou de la marine qui ont commandé des dirigeables de plus de 6.000 mètres cubes ont droit au brevet de première classe.

CONDITIONS REQUISES POUR LE BREVET DE TROISIÈME CLASSE.

1. *Epreuves pratiques :*

a) Vingt ascensions certifiées (dont trois de nuit) faites dans un dirigeable, chaque ascension ayant duré au moins une heure. Dans quatre au moins de ces ascensions, le candidat aura, sous la surveillance de l'officier commandant le dirigeable, conduit lui-même le ballon durant tout le trajet, départ et atterrissage compris.

b) Un voyage d'au moins 100 kilomètres, sur un itinéraire fixé à l'avance, se terminant par un atterrissage de nuit. Ce voyage aura été fait avec un inspecteur officiel à bord.

2. *Examen théorique :*

Aérostatique et météorologie ; densité des gaz, lois de Mariotte et de Gay-Lussac, pression barométrique, principe d'Archimède, compressibilité des gaz, interprétation et usage des renseignements et cartes météorologiques.

Propriétés physiques et chimiques des gaz légers et des matériaux employés dans la construction des dirigeables.

Théorie générale des dirigeables.

Propriétés dynamiques des corps en mouvement dans l'air.

3. *Connaissances générales :*

Connaissance élémentaire des moteurs à explosion.

Navigation élémentaire ; usage de la boussole ; manière de faire le point.

Gonflement ; arrimage ; réglage ; manœuvre ; commandes et instruments.

CONDITIONS REQUISES POUR LE BREVET DE DEUXIÈME CLASSE.

1. *Epreuves pratiques :*

Tout candidat au brevet de deuxième classe doit posséder le brevet de troisième classe et avoir fait au moins quatre mois de service comme pilote de troisième classe sur un dirigeable ; il doit avoir fait, en outre, comme pilote de troisième classe sur un dirigeable de plus de 6.000 mètres cubes, au moins

dix ascensions pendant lesquelles, sous la surveillance de l'officier commandant, il aura lui-même conduit le dirigeable durant tout le trajet, départ et atterrissage compris.

2. *Examen théorique :*

Connaissance approfondie des questions figurant au programme pour l'obtention du brevet de troisième classe.

CONDITIONS REQUISES POUR LE BREVET DE PREMIÈRE CLASSE.

1. *Epreuves pratiques :*

Tout candidat au brevet de première classe doit posséder le brevet de deuxième classe et avoir fait au moins deux mois de service actif comme pilote de seconde classe sur un dirigeable ; il doit, en outre, avoir fait, comme pilote de deuxième classe sur un dirigeable de plus de 20.000 mètres cubes, au moins cinq ascensions pendant lesquelles, sous la surveillance de l'officier commandant, il aura lui-même conduit le dirigeable durant tout le trajet, départ et atterrissage compris. Chaque ascension aura duré au moins une heure, avec un minimum de quinze heures en tout pour les cinq ascensions.

2. *Examen théorique :*

Comme pour le brevet de deuxième classe.

SECTION IV.

BREVET DE NAVIGATEUR.

Tout aéronef affecté à un service de transports publics, ayant plus de dix passagers à bord et devant faire un voyage continu au-dessus des terres, entre deux points distants de plus de 500 kilomètres l'un de l'autre, ou bien un voyage de nuit, ou encore un voyage sur mer entre deux points distants de plus de 200 kilomètres l'un de l'autre, doit avoir à bord un officier navigateur, titulaire d'un brevet qui lui aura été délivré à la suite d'un examen pratique et théorique portant sur les matières suivantes :

1. *Astronomie pratique :*

Mouvements vrais et mouvements apparents des corps célestes. Différents aspects de la voûte céleste.

Angle horaire, temps moyen, temps vrai, temps astronomique.

Forme et dimensions de la terre.

Globes et cartes célestes.

Méthodes pour déterminer la latitude, la longitude, le temps et l'azimut.

2. *Navigation :*

Cartes terrestres et cartes marines ; leur lecture.

Boussoles ; variation, inclinaison ; méridien magnétique.

Itinéraires ; détermination du cap du compas et ses corrections.

Compensation des boussoles (technique et pratique).

Calcul de l'azimut.

Navigation à l'estime ; calcul de la vitesse relative ; dérive ; tables de correction.

Chronomètres ; corrections et comparaisons.

Sextants ; leur réglage.

Connaissance du temps ou « Nautical Almanac ».

Détermination du point à l'aide d'azimuts et de hauteurs d'étoiles.

Navigation suivant l'arc de grand cercle.

Instruments de navigation aérienne.

3. *Connaissances générales :*

Règlements internationaux de navigation aérienne et maritime.

Législation aérienne internationale.

Connaissance pratique de la météorologie et usage des cartes météorologiques.

SECTION V.

CERTIFICAT MÉDICAL.

Conditions médicales internationales d'aptitude pour la navigation aérienne.

1. Pour obtenir une licence, soit comme pilote, soit comme officier navigateur, soit comme mécanicien d'aéronef affecté aux transports publics, tout candidat devra se présenter, pour subir un examen, devant les médecins spécialement désignés ou autorisés à cet effet par l'Etat contractant dont il relève.

2. Les examens médicaux, tant pour la sélection initiale que pour la revision périodique du personnel naviguant, porteront sur les conditions suivantes d'aptitude physique et mentale :

a) Les antécédents héréditaires et personnels et, en particulier, l'équilibre du système nerveux. L'absence de tout trouble mental ou de toute tare morale ou physique pouvant intéresser la sécurité de la navigation aérienne ;

b) Les pilotes et les officiers navigateurs engagés dans les transports publics devront être âgés d'au moins dix-neuf ans ;

c) *Examen chirurgical général.* — L'aviateur ou l'aéronaute ne doit souffrir d'aucune blessure, n'avoir subi aucune opération, ne présenter aucune anomalie congénitale ou acquise pouvant être un obstacle à la sécurité de manœuvre d'un aéronef ;

d) *Examen médical général.* — L'aviateur ou l'aéronaute ne doit souffrir d'aucune maladie ou affection capable de le rendre soudainement impropre à la conduite d'un aéronef. Il doit posséder un cœur, des reins et un système nerveux capables de supporter les effets de l'altitude et du vol prolongé ;

e) *Examen des yeux.* — L'aviateur ou l'aéronaute doit posséder un degré d'acuité visuelle compatible avec les nécessités de ses fonctions. Aucun pilote ou officier navigateur ne doit avoir plus de deux dioptries d'hypermétropie latente et la coordination musculaire doit être adaptée à la réfraction. Le champ visuel de chaque œil et la perception des couleurs doivent être normaux ;

f) *Examen des oreilles.* — L'oreille moyenne doit être normale. L'aviateur ou l'aéronaute doit posséder un degré d'acuité auditive compatible avec les nécessités de ses fonctions ;

g) L'appareil vestibulaire doit être intact et non hyperexcitable ou hypoexcitable ;

h) *Examen du nez et de la gorge.* — L'aviateur ou l'aéronaute doit avoir une perméabilité nasale complète et n'être atteint d'aucune affection sérieuse, aiguë ou chronique, des voies respiratoires supérieures.

3. Chacun des Etats contractants doit provisoirement fixer ses propres méthodes d'examen jusqu'à ce que les détails et les conditions minima des *tests* employés aient été ultérieurement arrêtés, dans une conférence spéciale, par les représentants médicaux autorisés de la Commission internationale de navigation aérienne.

4. Le candidat ayant satisfait aux conditions ci-dessus énoncées recevra un certificat médical favorable qui devra être produit pour obtenir la licence.

5. En vue de permettre la constatation du maintien de son aptitude à la navigation aérienne, chaque aviateur ou aéronaute sera périodiquement examiné, au moins tous les six mois, et les conclusions de cet examen seront jointes à son dossier. De même, en cas de maladie ou d'accident, son aptitude à la navigation aérienne doit être à nouveau reconnue. Les dates et les résultats de ces examens complémentaires seront mentionnés sur le brevet de pilote ou d'officier navigateur.

6. Un aviateur ou aéronaute qui, antérieurement à la présente Convention, aura fait ses preuves d'aptitude à la navigation aérienne ne pourra, tant qu'il aura conservé cette aptitude, être éliminé du personnel naviguant à raison de ce seul fait qu'il ne remplit pas toutes les conditions ci-dessus énoncées.

7. Chacun des Etats contractants peut, s'il le juge opportun, aggraver les conditions énoncées ci-dessus ; mais, en tout cas, les conditions minima exigées doivent être maintenues pour le trafic international.

ANNEXE F.

Cartes internationales et repères aéronautiques.

Les cartes internationales et les repères aéronautiques seront établis conformément aux règles générales suivantes :

SECTION I.

CARTES.

1. Il sera créé deux types de cartes aéronautiques, respectivement désignées ci-après sous les noms de « Cartes générales » et de « Carte normale ».

2. Les cartes générales, aussi bien que la carte normale, seront en principe construites d'après les règles adoptées par les Conférences internationales officielles tenues à Londres en 1909 et à Paris en 1913, pour l'établissement de la « Carte du monde au millionième ».

NOTE. — Extrait des résolutions adoptées par les Conférences de Londres et de Paris.

Les feuilles de la carte du monde au millionième embrassent uniformément 6 degrés en longitude et 4 degrés en latitude. Le canevas est formé par des méridiens tracés de 6 en 6 degrés à partir du méridien de Greenwich et par des parallèles tracées de 4 en 4 degrés à partir de l'Equateur.

Les 60 « fuseaux » méridiens, de 6 degrés de largeur, sont numérotés de 1 à 60 en partant de l'antiméri-dien de Greenwich et en marchant vers l'Est.

De chaque côté de l'Equateur et jusqu'à la latitude de 88 degrés, les 22 zones parallèles successives, de 4 degrés de hauteur, sont désignées par les 22 lettres de A à V.

Les deux calottes polaires, de deux degrés de rayon, sont marquées par la lettre Z.

Pour l'hémisphère Nord, chaque feuille de la carte porte un matricule formé de la lettre N suivie de la lettre de la zone et du numéro du fuseau qui se croisent sur la lettre en question. Ex. : N. K. — 12.

Pour l'hémisphère Sud, la lettre initiale N est remplacée par la lettre S. Ex. : S. L. — 28.

3. Les longueurs, distances, altitudes et profondeurs seront exprimées en mètres. Toutefois, chaque pays aura le droit d'y ajouter des mêmes éléments exprimés en unités nationales.

4. Les couleurs et signes conventionnels, ainsi que les arrangements pris pour la publication de la carte du monde au millionième, doivent, autant que possible, être employés pour les cartes aéronautiques internationales.

5. Pour les « cartes générales », on fera usage de la projection de Mercator, le degré de longitude étant représenté par une longueur de 3 centimètres. Les méridiens et les parallèles à cotes rondes en degrés seront marqués en traits fins ; ceux formant les limites de feuilles de la carte du monde au millionième seront renforcés. La désignation de ces dernières feuilles sera celle employée sur la carte au millionième.

6. Chacune des cartes générales portera, en français, le titre : « Carte générale aéronautique internationale » (voir la planche spécimen I, ci-jointe) et, au-dessous, la traduction de ce titre dans la langue du pays éditeur de la carte. Elle portera également un nom géographique approprié.

Chaque feuille portera au moins les renseignements ci-après : Physionomie générale du terrain et noms géographiques, stations de radiotélégraphie, phares maritimes, avec la hauteur du feu, sa portée au niveau de la mer, la couleur et la fréquence des éclats ; frontières nationales ; zones interdites ; principales routes aériennes ; lignes d'égalé déclinaison magnétique ; distances au pôle Sud ; latitudes et longitudes (voir paragraphe 7) avec, dans la marge, les numéros des fuseaux correspondants et les lettres des zones de la carte du monde au millionième ; la légende des signes conventionnels, en français ou en anglais et dans la langue du pays éditeur de la carte ; le nom de l'établissement éditeur de la carte ; la date de la publication et des éditions successives.

7. La « carte normale » sera établie à l'échelle du 200.000^e.

(NOTE. — Pour les pays à population clairsemée, l'échelle pourra toutefois, suivant le cas, être celle du 500.000^e, ou même celle du 1.000.000^e.)

Outre la chiffrasion habituelle des longitudes et des latitudes, les feuilles de la carte normale porteront, encadrées dans des rectangles, de nouvelles coordonnées géodésiques, savoir : d'une part, la distance angulaire au pôle Sud, croissant de 0° jusqu'à 180° au pôle Nord et, d'autre part, la nouvelle longitude rapportée à l'antiméridien de Greenwich pris comme origine et comptée de 0° à 360° en marchant toujours vers l'Est.

8. Chacune des feuilles de la carte normale portera, en français, le titre : « Carte normale aéronautique internationale » (voir la planche spécimen II, ci-jointe) et, au-dessous, la traduction de ce titre dans la langue du pays éditeur de la carte. Chaque feuille embrassera un degré en longitude et un degré en latitude. Elle sera désignée par le nom de la localité la plus importante marquée sur la feuille et par les nouvelles coordonnées (voir paragraphe 7), de l'angle sud-ouest de celle-ci, la distance polaire étant écrite en premier lieu et les nombres des unités de degrés des deux coordonnées étant figurés en caractères plus gros.

EXEMPLES. — La feuille limitée au Sud par le parallèle de 49° (correspondant à 139° de distance au pôle Sud) et à l'Ouest par le méridien de 2° E (correspondant à 182° de nouvelle longitude) sera numérotée 139-182.

De même, la feuille limitée au Sud par le parallèle de 36° S (correspondant à une distance polaire australe de 54°) et à l'Ouest par le méridien de 7° W (soit 173° pour la nouvelle longitude) sera numérotée 54-73.

9. Chacune des feuilles de la carte normale portera, autant que ces éléments sont connus :

a) Dans l'intérieur même du cadre : les tracés de 20' en 20' des méridiens et des parallèles ; les routes, divisées en deux classes d'après leur degré de visibilité pour les aviateurs ; les chemins de fer de toutes classes ; les villes et bourgs, avec leur contour et le tracé des principales voies publiques les traversant ; les villages, avec les mêmes indications, s'il est possible, ou, autrement, marqués par un petit cercle ; les principaux traits du système hydrographique superficiel ; les régions boisées et toutes autres surfaces impropres à l'atterrissage ; les aéroplanes, les hangars pour dirigeables ; les installations pour le gonflement des ballons ; les terrains d'atterrissage préparés sur terre et sur l'eau ; les repères aéronautiques ; les phares terrestres et feux fixes de navigation ; les phares maritimes, avec la hauteur du feu, sa portée au niveau de la mer, la couleur et la fréquence des éclats ; les stations de radiotélégraphie ; les stations météorologiques ; les lignes aériennes de transport d'énergie électrique ; les objets remarquables ; les frontières nationales avec les entrées douanières prévues à l'Annexe H (art. 2) ; les zones interdites ; les principales routes aériennes ; les noms des principales nappes d'eau ; les villes et bourgs ; le relief du sol, figuré par un estompage, et les cotes d'altitude entourées d'un ovale pour les points culminants.

Ex. : (712)

b) Dans les marges : un titre comprenant le matricule de la feuille, le nom de la localité choisie pour la désigner ; une échelle en bordure, graduée en minutes ; les noms des feuilles adjacentes ; les latitudes et les distances au pôle Sud ; les longitudes anciennes et nouvelles (voir paragraphe 7) ; l'échelle des distances, graduée en kilomètres ; la légende des signes conventionnels, en français ou en anglais et dans la langue du pays éditeur de la carte ; un diagramme figurant la déclinaison magnétique moyenne dans l'étendue de la feuille ; un cartouche donnant les numéros abrégés de la feuille considérée et des huit feuilles adjacentes par les côtés ou par les angles, ainsi que les frontières et les noms des pays partiellement représentés sur ces feuilles ; le nom de l'établissement éditeur de la feuille et la date de sa publication.

10. Sur les cartes générales et sur les feuilles de la carte normale, les titres, notations marginales, diagrammes et légendes seront conformes aux modèles ci-annexés. (Planches I et II.)

11. On éditera, en premier lieu, les cartes générales et les feuilles de la carte normale, ainsi que les guides intéressant les routes aériennes éventuellement fixées à la suite d'accords internationaux.

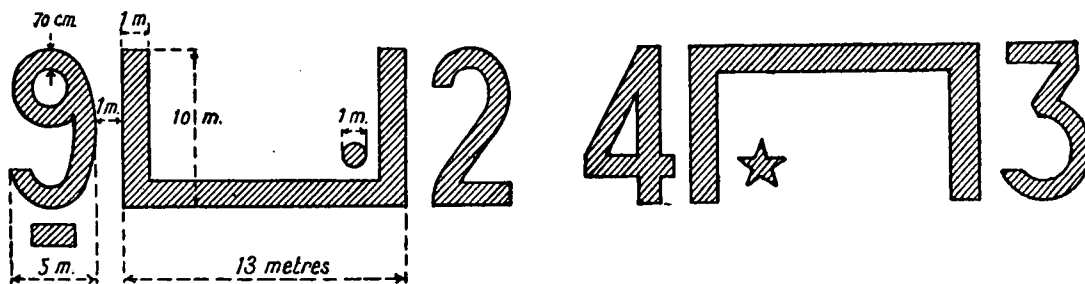
NOTE. — Etant donnés les confusions et les erreurs auxquelles l'emploi des procédés topographiques habituels peut prêter pour la confection des cartes aéronautiques, il est fortement recommandé de recueillir, au moyen de reconnaissances aériennes effectuées le long des routes les plus importantes, tous renseignements indispensables au sujet des accidents à figurer sur ces cartes pour satisfaire aux besoins des pilotes.

SECTION II.

SYSTÈME UNIVERSEL DE REPÈRES AÉRONAUTIQUES.

1. Les repères aéronautiques établis sur le sol ou sur les toits d'édifices devront comporter une référence numérique et graphique avec les feuilles de la carte normale aéronautique internationale. A cet effet, chacun de ces repères montrera (voir les croquis ci-après) :

- a) Le numéro abrégé de la feuille où il se trouve ;
- b) La figuration du cadre même de cette feuille, sous la forme d'un demi-rectangle dont les petits côtés sont orientés Nord-Sud et qui reste ouvert au Nord, si le repère se trouve dans la moitié Sud, ou au Sud, si le repère se trouve dans la moitié Nord ;
- c) Un gros point indiquant d'une manière approchée la situation relative du repère dans la demi-feuille correspondante.



Repère situé dans la moitié inférieure de la feuille 92. Repère situé dans la moitié supérieure de la feuille 43.
(Les petits côtés sont orientés Nord-Sud.)

Les deux chiffres formant le numéro abrégé de la feuille doivent être placés soit contre les côtés latéraux, soit au-dessus ou au-dessous du demi-rectangle, mais jamais à l'intérieur.

Lorsque plusieurs repères seront situés assez près les uns des autres pour pouvoir prêter à confusion, on pourra, pour les distinguer, employer, au lieu du point rond, un point carré, triangulaire ou en forme d'étoile.

Le cadre rectangulaire et les chiffres devront avoir au moins les dimensions indiquées sur les croquis ci-dessus.

2. Des repères aéronautiques devront être spécialement établis le long des routes aériennes internationales adoptées.

NOTE. — Les mesures utiles à prendre pour l'éclairage nocturne éventuel des repères aéronautiques seront ultérieurement fixées, à la suite d'expériences, par les soins de la Commission internationale de navigation aérienne.

ANNEXE G.

Réunion et distribution d'informations météorologiques.

1. Nature et objet des informations météorologiques à fournir par les Etats contractants.

A. «Données statistiques», ayant pour but d'indiquer le degré de sécurité des différentes routes et aérodrômes pour les divers types d'aéronefs.

Ces données statistiques comportent :

- a) des analyses et sommaires de relevés d'informations météorologiques se référant au passé ;
- b) des sommaires d'observations courantes.

B. « Informations courantes », destinées :

- a) A la tenue d'un registre courant sur l'état de l'atmosphère ;
- b) A faire des prévisions de temps.

Ces informations courantes comprennent :

1. Les résultats des observations journalières ;
2. Les listes des stations météorologiques où ces observations ont été faites.

C. « Prévisions », établies dans le but d'indiquer aux intéressés où et quand le vol est possible, ainsi que les meilleures conditions dans lesquelles il peut être effectué.

Ces prévisions représentent l'état des conditions prévues, savoir :

- a) « Prévision à courte échéance », pour les trois ou quatre heures suivantes ;
- b) « Prévision normale », pour les vingt ou trente heures suivantes ;
- c) « Prévision à longue échéance », pour les deux ou trois jours suivants ;
- d) « Prévision de route », pour des zones ou des routes particulières, durant les six heures suivantes.

2. *Procédés à employer et dates auxquelles devront être fournis les différents types d'informations.*

A. « Les données statistiques » seront fournies par les Bureaux centraux météorologiques en ce qui concerne les informations générales, savoir :

a) Pour les analyses et sommaires de relevés d'informations se référant au passé, par la publication des carnets spéciaux donnant les moyennes, fréquences et valeurs extrêmes des éléments météorologiques principaux, accompagnés de cartes et de diagrammes ; on donnera de préférence les indications relatives à des régions connues pour présenter des particularités au point de vue météorologique ;

b) Pour les sommaires d'observations courantes, par la publication mensuelle des valeurs relevées chaque mois.

B. Les « informations courantes » seront envoyées de bureaux météorologiques à bureaux météorologiques, savoir :

a) Résultats des observations journalières, transmis télégraphiquement :

- 1^o Par des rapports réguliers à heures fixes (voir Appendice I) ;
- 2^o Par des rapports spéciaux, si la demande en est faite dans l'intervalle (voir Appendice II).

b) Liste des stations, toutes les fois qu'il est nécessaire pour tenir d'autres pays au courant des endroits où sont faites des observations et pour leur indiquer aussi les détails locaux et topographiques affectant les conditions atmosphériques dans chaque station.

C. Les « prévisions » sont fournies par les bureaux météorologiques, comme informations générales, par voie de publication dans la presse, et transmises par télégraphe aux autres pays sur leur demande, ou bien encore fournies aux intéressés par tous autres moyens jugés les meilleurs (voir Appendice III).

APPENDICE I.

RAPPORTS RÉGULIERS.

Ces rapports sont de deux sortes, savoir :

1. Rapports particuliers.
2. Rapports collectifs.

1. Les rapports particuliers contiennent les résultats des observations faites dans chaque station aux heures : 0100, 0700, 1300 et (1800 ou) 1900 [temps moyen de Greenwich (T. M. G.)]. Ces rapports sont rédigés aussitôt que les observations ont été faites et sont transmis à une station ou bureau central collecteur ; lorsque l'établissement de ces rapports est possible ou suffisant pour deux seulement de ces heures, ces dernières devront être séparées par un intervalle de 12 heures. (Il est désirable que les heures actuellement fixées soient ultérieurement, et à la suite d'un accord international, remplacées par celles de 0300, 0900, 1500 et 2100, T. M. G.)

Toutes les fois qu'il sera possible, les rapports donneront des indications sur les éléments ci-après :

1. Vent ;
2. Pression atmosphérique ;
3. Température et humidité ;

4. Brouillard et visibilité ;
5. Nuages ;
6. Précipitations (pluie, neige, grêle, etc.) ;
7. Orages, ouragans, cyclones, tempêtes de poussière ;
8. Autres phénomènes atmosphériques ;
9. Etat de la mer,

et aussi sur les courants, la température et l'humidité des régions supérieures de l'atmosphère, tous renseignements fournis par des stations ayant la possibilité d'effectuer des observations de cette nature. Les rapports seront établis sur les modèles et d'après les codes figurant à l'Appendice IV.

2. Les rapports collectifs sont la réunion des rapports particuliers reçus par une station ou par un bureau central et transmis à d'autres bureaux centraux.

Ces rapports sont divisés en trois classes, savoir :

1^{re} classe. Rapports établis dans l'heure et demie qui suit le moment où les observations ont été faites dans les stations locales ; ils sont transmis dans un rayon de 1,500 kilomètres aux bureaux principaux des autres pays. Le bureau central est habituellement, dans ce cas, le bureau principal du pays transmetteur.

2^e classe. Rapports ayant pour but de donner aux pays distants de plus de 1,500 kilomètres des informations essentielles pour l'établissement de leurs propres prévisions. Le bureau central, dans ce cas, est celui d'un Etat possédant une station de T. S. F. à longue portée, c'est-à-dire capable d'atteindre au moins 3,000 kilomètres. Le rapport de deuxième classe est établi dans les trois heures qui suivent le moment des observations. Il est formé d'extraits de rapports de première classe (voir Appendice IV). Il doit comprendre une prévision des conditions du temps pour le pays d'origine.

3^e classe. Rapports transmis par des centres locaux à d'autres centres locaux, dans un rayon d'environ 500 kilomètres. Les rapports de cette nature sont formés d'extraits de rapports de 1^{re} classe (voir Appendice IV) émanant de stations avoisinantes et rédigés dans les 30 minutes qui suivent l'heure des observations.

APPENDICE II.

RAPPORTS SPÉCIAUX.

Les rapports spéciaux donnent les résultats d'observations continues, recueillies dans des aéroplanes situés sur des routes aériennes reconnues et dotées de stations météorologiques. Ils sont fournis dans les 30 minutes de la demande faite par un bureau central appartenant à une aéroplane située sur la route en question. La distance maximum d'où ces rapports pourront être réclamés sera de 500 kilomètres. Les demandes pourront viser la fourniture de rapports horaires.

Ces rapports seront transmis par téléphone ou par T. S. F. et pourront être réclamés d'un pays à un autre dans le cas d'une route aérienne internationale ; quand ils seront transmis par télégraphe, ces rapports devront être rédigés sous la forme et avec le code prescrits à l'Appendice IV.

APPENDICE III.

PRÉVISIONS.

Les « prévisions à courte échéance », établies pour une période de 3 ou 4 heures, donnent les conditions prévues pour les nuages, le temps, les vents de surface et la visibilité, ainsi que pour la direction et la vitesse du vent aux altitudes de 1,000 et 2,000 mètres, avec une appréciation de la convenance des conditions atmosphériques en question pour les différents types d'aéronefs.

Les « prévisions normales », établies pour une durée de 20 à 30 heures, donnent des informations analogues, mais en termes plus généraux.

Les « prévisions à longue échéance » donnent un aperçu général pour les deux ou trois jours suivants.

Les « prévisions de route » sont établies deux fois chaque jour, par des bureaux centraux, d'après les informations reçues des stations particulières, et donnent un aperçu des conditions atmosphériques prévues, environ 6 heures à l'avance, pour les différentes régions ou routes du pays.

APPENDICE IV.

FORMULAIRES POUR LES RAPPORTS ET CODES POUR LEUR TRANSMISSION.

Chaque station recevra un signal d'appel ou matricule, formé d'un groupe de lettres ou de chiffres qui servira pour la désigner dans les rapports et pour les appels par T. S. F. ; ces matricules devront tous être distincts les uns des autres.

Les rapports seront formulés au moyen de symboles ou lettres météorologiques. Pour les transmissions, chaque symbole sera suivi d'une cote numérique marquant les particularités du phénomène correspondant et fixée en conformité des codes reproduits ci-après.

SYMBOLES MÉTÉOROLOGIQUES ET LEUR SIGNIFICATION.

- BBB = Pression barométrique réduite au niveau de la mer et exprimée en millibars et dixièmes de millibars, c'est-à-dire corrigée de la température, de la gravité et de l'erreur du zéro de l'échelle. Le chiffre initial 9 ou 10 sera omis dans les télégrammes.
- DD = Direction du vent (rapportée au Nord vrai et non au Nord magnétique) prise à une hauteur de 10 à 15 mètres du sol et cotée de 1 à 72 (voir Code X).
- F = Force du vent, exprimée dans l'échelle de Beaufort (tout vent d'une force de 9 sera spécialement noté à la fin du télégramme).
- ww = Temps actuel (Code I).
- TT = Température en degrés absolus A (0° A = -273° C ; 273° A = 0° C) ; on ne transmettra pas le premier chiffre.
- A = Forme des nuages bas (Code III).
- L = Aire proportionnelle des nuages bas (exprimée en dixièmes de ciel couvert; le total 10, correspondant à un ciel entièrement couvert, sera remplacé par 0 dans les télégrammes).
- B = Forme des nuages d'altitude moyenne ou élevée (Code III).
- M = Aire proportionnelle des nuages moyens ou hauts, évaluée en dixièmes de ciel couvert:
- h = Altitude de la base des nuages bas (Code IV) [a].
- WW = Conditions atmosphériques dans le passé (Code II).
- V = Visibilité (Code V).
- H₁ = Humidité relative (Code VI).
- S = Etat de la mer (Code VII).
- β = Allure de la courbe barométrique (Code IX).
- bb = Variation barométrique exprimée en demi-millibars par trois heures ; on ajoutera systématiquement 50 aux variations négatives.
- F₁ = Convenance des conditions atmosphériques pour les avions (Code VIII) [a].
- F₂ = Convenance des conditions atmosphériques pour les dirigeables (Code VIII) [b].
- RR = Pluie : 1^o de jour ; 2^o de nuit ; hauteur en millimètres et dixièmes de millimètres.
- MM = Température maximum de la journée.
- mm = Température minimum de la nuit.
- X = Chiffre de réserve.

SYMBOLES SPÉCIAUX POUR LES COURANTS D'AIR SUPÉRIEURS.

- H = Altitude (Code IV) [b].
- DD = Direction, indiquée d'après l'échelle 1-72, c'est-à-dire par échelons de 5° (voir Code X).
- VV = Vitesse, exprimée en kilomètres à l'heure (pour une vitesse supérieure à 99 kilomètres, on emploiera trois chiffres).

SYMBOLES SPÉCIAUX POUR LA TEMPÉRATURE ET L'HUMIDITÉ DES COUCHES D'AIR SUPÉRIEURES.

- p = Hauteur ou pression (Code IV) [c].
- HH = Pourcentage actuel d'humidité relative.

SYMBOLE SPÉCIAL POUR RAPPORTS COLLECTIFS DE DEUXIÈME CLASSE.

- BB = Pression barométrique en millibars entiers, le chiffre initial 9 ou 10 étant omis.

MODÈLES DE MESSAGES EXPRIMÉS EN SYMBOLES MÉTÉOROLOGIQUES.

Rapports réguliers.

1. *Rapports particuliers des stations.* — Le signal d'appel de la station sera suivi des groupes suivants : BBBDD. — FwwTT. — ALBMh. — wwVHS. — $\beta\beta\beta F_1 F_2$. — RRRMMX (ou RRmmX).

Deux groupes supplémentaires seront employés pour les rapports émanant de stations appropriées à l'observation des courants supérieurs. Le premier de ces groupes sera un groupe de cinq chiffres, indiquant que des renseignements sur les courants supérieurs sont donnés dans le groupe qui suit et qui a la forme générale HDDVV.

Deux autres groupes supplémentaires figureront dans les rapports émanés de stations appropriées à l'observation de la température et de l'humidité des couches d'air supérieures ; le premier de ces groupes sera un groupe de cinq chiffres, indiquant que la température et l'humidité des couches d'air supérieures sont données dans le groupe qui suit et qui a la forme générale ρ TTHH.

(NOTE. — Ces groupes spéciaux de cinq chiffres seraient, au point de vue de la signalisation, avantageusement remplacés par un signal Morse spécial.)

2. *Rapports collectifs de première classe.* — Les rapports particuliers des stations seront établis dans la même forme générale. L'état des couches supérieures est donné à la fin pour les stations auxquelles il se réfère, les courants d'air supérieurs étant indiqués seulement pour les hauteurs de 500, 1000, 2000 et 5000 mètres (voir Code IV) [b].

Exemple de rapport collectif de première classe donnant des informations provenant de quatre stations A, B, C, D, dont deux, les stations B et C, ont donné des renseignements sur les courants d'air supérieurs et les deux autres stations, B et D, des indications sur l'humidité et la température des couches supérieures.

Signal d'appel pour « A » — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.

Signal d'appel pour « B » — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.

Signal d'appel pour « C » — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.

Signal d'appel pour « D » — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.

Groupe indiquant que des renseignements suivent au sujet des courants d'air supérieurs.

Signal d'appel pour « B » — HDDVV.

Signal d'appel pour « C » — HDDVV.

Groupe indiquant que des informations suivent au sujet de la température et de l'humidité des couches supérieures :

Signal d'appel pour « B » — ρ TTHH.

Signal d'appel pour « D » — ρ TTHH.

3. *Rapports collectifs de deuxième classe.* — Les rapports particuliers sont transmis successivement dans la forme abrégée ci-après :

Signal d'appel pour la station — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta$ b.

Les indications relatives aux courants d'air supérieurs sont données à la fin du télégramme pour des hauteurs de 2,000 et de 5,000 mètres et pour des stations choisies.

Exemple de rapport collectif de deuxième classe avec informations provenant de quatre stations A, B, C, D, dont deux, les stations B et C, donnent des renseignements sur les courants supérieurs :

Signal d'appel pour la station « A » — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta$ b.

Signal d'appel pour la station « B » — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta$ b.

Signal d'appel pour la station « C » — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta$ b.

Signal d'appel pour la station « D » — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta$ b.

Groupe indiquant que des informations suivent au sujet des courants d'air supérieurs :

Signal d'appel pour la station « B » — H DD VV —

Signal d'appel pour la station « C » — H DD VV —

Prévisions météorologiques pour la contrée d'origine.

4. *Rapports collectifs de troisième classe.* — Les rapports particuliers seront transmis successivement dans la forme abrégée ci-après :

Signal d'appel de la station — DDF₁F₂ — ALBMh — wwWWV —

(NOTE 1. — Les modèles pour la transmission des « rapports spéciaux » et des « prévisions » n'ont pas encore été établis.)

(NOTE 2. — Les observations recueillies par des navires en mer et leur transmission télégraphique réclament des arrangements spéciaux qu'il n'a pas encore été possible de réaliser. De même pour les observations faites à bord d'aéronefs.)

CODES.

Code I. — Temps présent. — *ww.*

Note. — Les groupes 00 à 49 s'appliquent à un temps sans pluie.
Les groupes 50 à 70 et 77 à 97 s'appliquent à un temps pluvieux.

Pas de brume ni de brouillard.

- 00 Ciel absolument sans nuages.
01 Ciel moins qu'à moitié couvert.
02 — presque à moitié couvert.
03 — presque aux trois quarts couvert.
04 — couvert, avec de petites éclaircies.
05 — complètement couvert.

Brume ou brouillard sans pluie.

- 06 Ciel couvert avec brouillard coté 1.
07 — — — 2.
08 — — — 3.
09 — — — 4.
10 — — — 5.
11 — — — 6.
12 — — — 7.
13 — — — 8.
14 Légère brume cotée 1.
15 — — — 2.
16 Brouillard coté 3.
17 — — — 4.
18 — — — 5.
19 — — — 6.
20 — — — 7.
21 — — — 8.
22 Légère brume humide cotée 1.
23 — — — 2.
24 Brouillard humide coté 3.
25 Brouillard humide coté 4.
26 — — — 5.
27 — — — 6.
28 — — — 7.
29 — — — 8.

Phénomènes spéciaux non accompagnés de pluie.

- 30 Air humide.
31 Visibilité exceptionnelle.
32 Brouillard de poussière.
33 Rosée.
34 Gelée blanche.
35 Givre.
36 Verglas moyen.
37 Fort verglas.
38 Halo solaire.
39 Halo lunaire.
40 Couronne solaire.
41 Couronne lunaire.
42 Aurore boréale.
43 Rafales.

- 44 Bise, grand vent.
45 Ténèbres.
46 Mauvais : temps menaçant.
47 Tonnerre.
48 Eclairs.
49 Tonnerre et éclairs.

Pluie et brouillard (50 à 58).

- | | | |
|----|--------------|-----------------------------------|
| 50 | Pluie légère | } avec brouillard coté
2 ou 3. |
| 51 | — moyenne | |
| 52 | — forte | |
| 53 | — légère | } avec brouillard coté
4 ou 5. |
| 54 | — moyenne | |
| 55 | — forte | |
| 56 | — légère | } avec brouillard coté
6 à 8. |
| 57 | — moyenne | |
| 58 | — forte | |

Précipitation avec rafales de vent.

- 59 Pluie légère.
60 — moyenne.
61 — forte.
62 Grêle faible.
63 Pluie moyenne avec grêle.
64 — forte avec grêle.
65 Légère chute de grésil.
66 Moyenne chute id.
67 Forte chute id.
68 Faible chute de neige.
69 Moyenne —
70 Forte —

Neige tombée.

- 71 Neige recouvrant entièrement le sol.
72 — avec taches sans neige.
73 Amas de neige.
74 }
75 } Chiffres de réserve.
76 }

Précipitations.

- 77 Bruine légère.
78 — moyenne.
79 — forte.
80 Pluie légère.
81 — moyenne.

Précipitations (suite).

- | | |
|-----------------------------|----------------------------|
| 82 Pluie forte. | 91 Forte chute de neige. |
| 83 Légère chute de grêle. | 92 Orage léger sans grêle. |
| 84 Moyenne chute de grêle. | 93 — moyen — |
| 85 Forte chute de grêle. | 94 — fort — |
| 86 Légère chute de grésil. | 95 Orage léger avec grêle. |
| 87 Moyenne chute de grésil. | 96 — moyen — |
| 88 Forte chute de grésil. | 97 — fort — |
| 89 Légère chute de neige. | 98 } Chiffres de réserve. |
| 90 Moyenne chute de neige. | 99 } |

Code II. — Conditions météorologiques dans le passé. — WW.

NOTE. — Les groupes de 00 à 49 s'appliquent à un temps sans précipitations.

Les groupes de 50 à 97 s'appliquent à un temps avec précipitations.

Aucune condensation ni brouillard.

- 00 Ciel sans nuage.
 01 Ciel presque entièrement bleu ; nuages d'altitude moyenne ou élevée.
 02 Ciel presque entièrement bleu ; nuages bas.
 03 Ciel presque entièrement bleu avec nuages à différents niveaux.
 04 Ciel partiellement couvert ; nuages moyens ou hauts.
 05 Ciel partiellement couvert ; nuages bas.
 06 Ciel partiellement couvert ; nuages à différents niveaux.
 07 Ciel nuageux et couvert ; nuages d'altitude moyenne ou élevée.
 08 Ciel nuageux et couvert ; nuages bas.
 09 Ciel nuageux et couvert ; nuages à différents niveaux.

Temps couvert avec éclaircies.

- 10 Nuages de moyenne ou de grande altitude.
 11 Nuages bas.
 12 Nuages d'altitudes variées.
 13 Ciel complètement couvert ; nuages bas ou d'altitudes variées.
 14 Ciel bleu et couvert ; nuages bas ou de niveaux variés.

Brouillard avec nuages au-dessus.

- | | |
|--|---------|
| 15 Temps couvert avec brouillard coté 1. | |
| 16 — — — | 2. |
| 17 — — — | 3. |
| 18 — — — | 4 ou 5. |
| 19 — — — | 6 à 8. |

Brume ou brouillard.

- 20 Brume cotée 1.
 21 Brume cotée 2.
 22 Brouillard coté 3.
 23 — — — 4 ou 5.
 24 — — — 6 à 8.

Brouillard humide ou brume.

- | | |
|------------------------------|---------|
| 25 Brume légère cotée 1. | |
| 26 — — — | 2. |
| 27 Brouillard humide coté 3. | |
| 28 — — — | 4 ou 5. |
| 29 — — — | 6 à 8. |

Phénomènes spéciaux non accompagnés de condensations.

- 30 Air humide.
 31 Visibilité exceptionnelle.
 32 Brouillard de poussière.
 33 Rosée.
 34 Gelée blanche.
 35 Givre.
 36 Léger verglas.
 37 Fort verglas.
 38 Halo solaire.
 39 Halo lunaire.
 40 Couronne solaire.
 41 Couronne lunaire.
 42 Aurore boréale.
 43 Rafale.
 44 Grains.
 45 Ténèbres.
 46 Mauvais temps ; temps menaçant.
 47 Tonnerre.
 48 Eclairs.
 49 Tonnerre et éclairs.

Condensation. — Averses.

- | | |
|---|--|
| 50 Légère averse de pluie. | |
| 51 Moyenne — | |
| 52 Forte — | |
| 53 Légère averse de grêle, ou pluie et grêle. | |
| 54 Moyenne — — — | |
| 55 Forte — — — | |
| 56 Faible averse de grésil, ou de pluie et de grésil. | |
| 57 Moyenne — — — | |
| 58 Forte — — — | |
| 59 Légère chute de neige. | |
| 60 Moyenne chute de neige. | |
| 61 Forte — | |

<i>Précipitations passagères.</i>			
62	Bruine légère passagère.	80	Chute de pluie légère.
63	— moyenne —	81	— — moyenne.
64	— forte —	82	— — forte.
65	Pluie faible —	83	— légère de pluie et de grêle.
66	— moyenne —	84	— moyenne — —
67	— forte —	85	— forte — —
68	Pluie légère et grêle —	86	— légère de grésil, ou de pluie et de grésil.
69	— moyenne —	87	— moyenne — —
70	— forte —	88	— forte — —
71	Chute faible — de grésil, ou de pluie [et de grésil.]	89	— légère de neige.
72	— moyenne — —	90	— moyenne — —
73	— forte — —	91	— forte — —
74	— faible — de neige.		<i>Orages.</i>
75	— moyenne — —	92	Orage léger (sans grêle).
76	— forte — —	93	— moyen — —
		94	— violent — —
		95	— léger (avec grêle).
		96	— moyen — —
		97	— violent — —
		98	Chiffre de réserve.
		99	— — —

Précipitations continues ou presque continues.

77	Bruine légère.
78	— moyenne.
79	— forte.

*Code III. — Forme des nuages : { Nuages bas. — A.
Nuages élevés ou d'altitude moyenne. — B.*

Nuages bas : 1 Fracto cumulus.
2 Mammato cumulus.
3 Strato cumulus bas (altitude inférieure à 1.200 mètres).
4 Strato cumulus élevés (altitude supérieure à 1.200 mètres).
5 Nimbus.
6 Cumulus.
7 Cumulo nimbus.
8 Stratus.

Nuages élevés : 1 Cirrus.

2 Cirro stratus.
3 Cirro cumulus.
4 Faux cirrus.

Nuages d'altitude moyenne : 5 Alto stratus mince épais (soleil ou lune visible au travers).
6 Alto stratus épais.
7 Alto cumulus (altitude inférieure à 3 kilomètres).
8 Alto cumulus (élevé) (altitude supérieure à 3 kilomètres).

Code VI (a), (b), (c). — Altitudes et pressions dans les hautes couches atmosphériques.

Code IV (a). — Altitude de la base des nuages bas. — h.

Code IV (b). — Altitude des courants d'air supérieurs. — H.

0	Nuages au-dessous de	150	mètres.
1	Nuages entre	150 et 300	—
2	—	300 et 500	—
3	—	500 et 750	—
4	—	750 et 1000	—
5	—	1000 et 1500	—
6	—	1500 et 2000	—
7	—	2000 et 2500	—
8	—	2500 et 3000	—
9	Par de nuages bas.		

1	Altitude de	200	mètres.
2	—	500	—
3	—	1000	—
4	—	1500	—
5	—	2000	—
6	—	3000	—
7	—	4000	—
8	—	5000	—

Code IV (c). — Hauteurs et pressions auxquelles se rapportent les cotes de température et d'humidité. — p.

0	Surface du sol.	5	Pression de	850 mb.
1	300 mètres au-dessus du sol.	6	—	800 —
2	Pression de 1000 millibars (mb).	7	—	750 —
3	— 950 —	8	—	700 —
4	— 900 —	9	—	600 —

Code V. — Visibilité à la surface du sol et brouillard. — V.

Chiffre du Code.	Distance maximum à laquelle on peut distinguer un objet.	Equivalence.	Chiffre du Code.	Distance maximum à laquelle on peut distinguer un objet.	Equivalence.
0	Moins de 25 mètres.	Brouillard coté 8	5	4,000 mètres	Brouillard coté 2, ou visibilité cotée 4
	25 —	— 7			
1	50 —	— 6	6	7,000 —	Brouillard coté 1, ou visibilité cotée 5
	100 —	— 5			
2	200 —	— 4	7	12,000 —	Brouillard coté 1, ou visibilité cotée 6
	500 —	Brouillard coté 3, ou visibilité cotée 1	8	20,000 —	Visibilité cotée 7
3	1,000 —	Brouillard coté 3, ou visibilité cotée 2	9	30,000 mètres plus de 30,000 mètres et temps clair	— <i>id.</i> — 8
4	2,000 —	Brouillard coté 2, ou visibilité cotée 3			Visibilité cotée 9

Code VI. — Humidités relatives. — H.

0	Correspond à 95 à 100 p. 100.	5	Correspond à 50 à 59 p. 100.
9	— 90 à 94 —	4°	— 40 à 49 —
8	— 80 à 89 —	3	— 30 à 39 —
7	— 70 à 79 —	2	— 20 à 29 —
6	— 60 à 69 —	1	— 10 à 19 —

Code VII. — Etat de la mer. — S.

Chiffre du code.	Etat de la surface.	Chiffre du code.	Etat de la surface.
0	Mer d'huile ; calme plat.	5	Surface plutôt agitée.
1	Très calme, surface très légèrement ridée.	6	Surface agitée.
2	Surface légèrement ridée.	7	Hautes lames.
3	Clapotis.	8	Mer très houleuse ; très hautes lames.
4	Surface modérément ridée.	9	Mer démontée ; mer en furie.

Code VIII (a) et (b). — Conditions du temps pour la navigation aérienne.

Code VIII (a) Avions.

Chiffre du code.	
0	tout à fait mauvais : brouillard.
1	— <i>id.</i> — pluie et nuages bas.
2	— <i>id.</i> — coups de vent, tempête.
3	très dangereux : brume.
4	— <i>id.</i> — vent et mauvais temps.
5	dangereux : brume.
6	— <i>id.</i> — vent et mauvais temps.
7	bon pour le vol.
8	très bon pour le vol.
9	parfait —

Code VIII (b) Dirigeables.

Chiffre du code.	
0	tout à fait mauvais : brouillard.
1	— <i>id.</i> — pluie, vent et nuages bas.
2	— <i>id.</i> — coups de vent, tempête.
3	très dangereux : vent violent.
4	— <i>id.</i> — rafales intermittentes.
5	dangereux : fort vent.
6	— <i>id.</i> — faibles rafales.
7	bon.
8	très bon.
9	parfait.

Code IX. — Allure de la courbe barométrique. — β .

0	Pression stationnaire.	7	Pression décroissante et actuellement stationnaire.
1	— variable.	8	Pression croissante et actuellement stationnaire ou décroissante.
2	— croissante.	9	Rafales ; montée soudaine, avec changements marqués de vent et de temps.
3	— décroissante.		
4	— décroissante puis croissante.		
5	— stationnaire puis croissante.		
6	— stationnaire puis décroissante.		

Code X. — Direction du vent. — DD.

La direction du vent est indiquée par échelons de 5°, au moyen des nombres entiers de 1 à 72. Les nombres correspondants aux points cardinaux de l'ancien code télégraphique sont les suivants :

04	Correspond à NNE .
09	— NE.
13	— ENE.
18	— Est.
22	— ES.
27	— SE.
31	— SSE.
36	— Sud.

40	Correspond à SSW.
45	— SW.
49	— WSW.
54	— Ouest.
58	— WNW.
63	— NW.
67	— NNW.
72	— Nord.

Pour exprimer dans cette échelle une orientation calculée en degrés, il faut diviser par 5 le nombre de degrés (ou multiplier ce nombre par 2, diviser ensuite par 10) et arrondir finalement au nombre entier le plus proche.

Ex. : 17° égale 03 ; 53° égale 11 ; 257° égale 51 ; 313° égale 63.

ANNEXE H.

Douanes.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

I.

Les aéronefs allant à l'étranger ne peuvent partir que des aérodromes spécialement désignés par l'Administration des douanes de chaque Etat contractant et dénommés « aérodromes douaniers ».

Ceux venant de l'étranger ne peuvent atterrir que sur les mêmes aérodromes.

2.

Tout aéronef qui se rend d'un Etat dans un autre doit obligatoirement franchir la frontière entre certains points déterminés par les Etats contractants. Ces points sont indiqués sur les cartes aéronautiques.

3.

Toute information utile concernant les aérodromes douaniers d'un Etat, y compris tout changement apporté à la liste, avec les changements correspondants nécessaires sur les cartes aéronautiques, les dates auxquelles ces changements deviennent valides et toutes autres informations concernant les aérodromes internationaux qui seraient créés seront notifiées par l'Etat intéressé à la Commission internationale de navigation aérienne, qui communiquera ces informations à tous les Etats contractants. Les Etats contractants pourront se mettre d'accord pour établir des aérodromes internationaux réunissant les services douaniers de deux ou plusieurs Etats.

4.

Lorsque, par suite d'un cas de force majeure dont il devra être justifié, l'aéronef franchira la frontière en un point autre que ceux désignés, il devra atterrir sur le plus prochain aéroport douanier situé sur l'itinéraire de son voyage. S'il est obligé d'atterrir avant de parvenir à cet aéroport, il prévendra les services de police ou de douane les plus voisins.

Il ne pourra repartir qu'avec l'autorisation de ces services qui, après vérification, viseront le carnet de route, ainsi que le manifeste prévu au paragraphe 5, et désigneront au pilote l'aérodrome douanier où il devra obligatoirement aller effectuer les opérations de dédouanement.

5.

Avant leur départ ou dès leur arrivée, suivant qu'ils vont à l'étranger ou qu'ils en viennent, les pilotes présentent aux autorités de l'aéroport leur carnet de route et, s'il y a lieu, le manifeste des marchandises et provisions de bord qu'ils transportent.

6.

Le manifeste est conforme au modèle N° 1 ci-joint.

Les marchandises font obligatoirement l'objet de déclarations en détail, établies par les expéditeurs et conformes au modèle N° 2 ci-joint.

Tout Etat contractant a la faculté d'exiger l'inscription, soit sur le manifeste, soit dans la déclaration pour la douane, de telles indications supplémentaires qu'il juge nécessaires.

7.

Avant le départ, s'il s'agit d'un aéronef transportant des marchandises, l'agent fiscal, au vu du manifeste et des déclarations, procède aux vérifications réglementaires et vise le carnet de route, ainsi que le manifeste. Il appuie d'un cachet sa signature.

Il revêt de son sceau les marchandises ou les groupes de marchandises pour lesquels cette formalité est exigée.

A l'arrivée, l'agent fiscal constate l'intégrité des scellés, procède aux opérations du dédouanement, vise le carnet de route et conserve le manifeste.

S'il s'agit d'un aéronef ne transportant pas de marchandises, il est simplement soumis au visa de son carnet de route par les services de police et de douane.

Le combustible à bord ne sera pas passible de droit de douane, pourvu que la quantité ne dépasse pas celle nécessaire à l'accomplissement du voyage tel qu'il est défini sur le carnet de route.

8.

Par exception aux règles générales, certaines catégories d'aéronefs, notamment les aéronefs postaux, ceux appartenant à des compagnies de transports aériens régulièrement constituées et autorisées et ceux appartenant à des membres de sociétés de tourisme reconnues et ne se livrant ni au transport public des personnes ni au transport des marchandises, pourront être dispensés d'atterrir à l'aéroport douanier et autorisés à commencer ou à finir leur voyage en certaines aérodromes de l'intérieur, désignées par l'Administration des douanes et de la police de chaque Etat et où les formalités douanières seront remplies.

Toutefois, ces aéronefs devront suivre la route normale aéronautique et se faire reconnaître, par des signaux convenus, à leur passage de la frontière.

RÉGIME APPLICABLE AUX APPAREILS ET AUX MARCHANDISES.

9.

Les aéronefs atterrissant en pays étranger acquittent, en principe, les droits de douane s'il en existe. S'ils doivent être réexportés, ils bénéficient du régime de l'acquit-à-caution ou de la consignation des droits.

S'il se forme entre deux ou plusieurs pays de l'Union des sociétés de tourisme, les aéronefs desdits pays jouiront du régime du « triptyque ».

10.

Les marchandises arrivant par aéronef sont considérées comme provenant du pays où le carnet de route et le manifeste ont été visés par l'agent fiscal.

Elles sont, en ce qui concerne leur origine et les divers régimes douaniers, soumises à des règles analogues à celles applicables aux marchandises importées par terre ou par mer.

11.

Pour les marchandises exportées en décharge de compte d'admission temporaire ou d'entrepôt, ou passibles de taxes intérieures, les expéditeurs justifient du passage à l'étranger par la production d'un certificat des douanes de destination.

TRANSIT AÉRIEN.

12.

Lorsque, pour atteindre sa destination, un aéronef doit survoler un ou plusieurs des pays contractants, sous réserve du droit de souveraineté appartenant à chacun de ces pays, deux cas sont à distinguer :

1. Si l'aéronef ne dépose ni ne reprend des passagers ou des marchandises, il ne sera tenu que de suivre la route normale et de se faire reconnaître par signaux à son passage au-dessus des points désignés à cet effet ;

2. Dans les autres cas, une escale obligatoire dans un aéroport douanier lui sera imposée et le nom de cet aéroport sera inscrit sur le carnet de route, avant le départ. A l'escale, les autorités douanières examineront les papiers et le chargement et prendront, le cas échéant, les dispositions nécessaires pour assurer la réexportation de l'appareil et des marchandises, ou l'acquittement des droits.

Les dispositions de l'article 9, 2^e alinéa, sont applicables aux marchandises qui doivent être réexportées.

Si l'aéronef dépose ou reprend des marchandises, l'agent fiscal le constate sur le manifeste dûment complété et appose, s'il y a lieu, de nouveaux scellés.

DISPOSITIONS DIVERSES.

13.

Tout aéronef en marche, en quelque lieu qu'il se trouve, doit se soumettre aux injonctions des postes et aéronefs de police ou de douane de l'Etat survolé.

14.

Les agents des douanes et des contributions indirectes et, d'une façon générale, les représentants de l'autorité publique ont libre accès dans tous les lieux de départ et d'atterrissage d'aéronefs ; ils peuvent, en outre, visiter tout aéronef et son chargement pour exercer leurs droits de surveillance.

15.

Sauf pour les aéronefs postaux, tous déchargements et jets, sauf le lest, en cours de route pourront être interdits.

16.

En plus des pénalités qui peuvent être édictées par les lois du pays lésé pour infraction aux dispositions qui précèdent, cette infraction sera notifiée à l'Etat dans lequel l'aéronef est immatriculé ; cet Etat suspendra, soit pour une durée limitée, soit à titre définitif, la validité du certificat d'immatriculation de l'aéronef en faute.

17.

Les dispositions de la présente annexe ne s'appliquent ni aux aéronefs militaires titulaires d'une autorisation spéciale (articles 31, 32 et 33 de la Convention), ni aux aéronefs de police et de douane (articles 31 et 34 de la Convention).

NOTA. — Le manifeste ne doit pas porter de rature ou surcharges non approuvées par les agents qualifiés des douanes, ni contenir des mots en interligne ou plusieurs articles sur la même ligne. On pourra ajouter autant d'intercalaires qu'il sera nécessaire.

MODÈLE N° I.

NAVIGATION AÉRIENNE.

MANIFESTE OU DÉCLARATION GÉNÉRALE DU CHARGEMENT.

Espace réservé aux inscriptions du service des douanes.	APPAREIL	{	Marque d'immatriculation : U. S. — A. — 101 — G :	
	COMMANDANT ...	{	Nom : Domicile : Nationalité : Numéro de la licence :	
	MARCHANDISES .	{	Lieu de départ : Lieu de destination : Nombre de déclarations annexées :	Pays : Pays :
			

Le Commandant affirme l'exactitude du contenu du présent manifeste sous les peines édictées par les lois. En conséquence, il a daté et signé ce document immédiatement au-dessous de la dernière inscription.

NUMÉRO d'ordre du présent.	MARQUES et numéros des colis.	NOMBRE (en chiffres et en toutes lettres) et espèces des colis.	NATURE de la marchandise.	POIDS.	OBSERVATIONS.

NAVIGATION AÉRIENNE.

MODÈLE N° 2.

Lieu de départ : *Déclaration pour la douane faite par M.*
 Lieu de destination : *pour les marchandises ci-après :*

COLIS. marques et numéros.	NOMBRE.	ESPÈCE.	DÉSIGNATION DÉTAILLÉE du contenu.	PAYS d'origine.	VALEURS.	POIDS		OBSERVATIONS.
						brut.	net.	

A , le
 L'expéditeur :

SECTION II.

LOCATION OF MARKS.

The nationality and registration marks shall be painted in black on a white ground in the following manner :

- (a) *Flying Machines.* — The marks shall be painted once on the lower surface of the lower main planes and once on the upper surface of the top main planes, the top of the letters to be towards the leading edge. They shall also be painted along each side of the fuselage between the main planes and the tail planes. In cases where the machine is not provided with a fuselage, the marks shall be painted on the nacelle.
- (b) *Airships and Balloons.* — In the case of airships the marks shall be painted near the maximum cross section on both sides and on the upper surface equidistant from the letters on the sides. In the case of balloons, the marks shall be painted twice near the maximum horizontal circumference, as far as possible from one another. In the case both of airships and balloons, the side marks shall be visible both from the sides and ground.

SECTION III.

ADDITIONAL LOCATION OF NATIONALITY MARKS.

- (a) *Flying Machines and Airships.* — The nationality mark shall also be painted on the left and right sides of the lower surface of the lowest tail planes or elevators and also on the upper surface of the top tail planes or elevators, whichever is the larger. It shall also be painted on both sides of the rudder, or on the outer sides of the outer rudders if more than one rudder is fitted.
- (b) *Balloons.* — The nationality mark shall be painted on the basket.

SECTION IV.

MEASUREMENTS OF NATIONALITY AND REGISTRATION MARKS.

- (a) *Flying Machines.* — The height of the marks on the main planes and tail planes respectively shall be equal to four-fifths of the chord, and in the case of the rudder shall be as large as possible. The height of the marks on the fuselage or nacelle shall be four-fifths of the depth of the narrowest part of that portion of the fuselage or nacelle on which the marks are painted.
- (b) *Airships and Balloons.* — In the case of airships, the nationality marks painted on the tail plane shall be equal in height to four-fifths of the chord of the tail plane and in the case of the rudder the marks shall be as large as possible. The height of the other marks shall be equal to at least one-twelfth of the circumference at the maximum transverse cross section of the airship. In the case of balloons, the height of the nationality mark shall be four-fifths of the height of the basket, and the height of the other marks shall be equal to at least one-twelfth of the circumference of the balloon.
- (c) *General.* — In the case of all aircraft, the letters of the nationality and registration marks need not exceed 2.5 metres in height.

SECTION V.

MEASUREMENT, TYPE OF LETTERS, ETC.

(a) The width of the letters shall be two-thirds of their height and the thickness shall be one-sixth of their height. The letters shall be painted in plain block type and shall be uniform in shape and size. A space equal to half the width of the letters shall be left between the letters.

(b) In the case of underlined letters, the thickness of the line shall be equal to the thickness of the letter and the space between the bottom of the letters and the line shall be equal to the thickness of the line.

SECTION VI.

SPACING BETWEEN NATIONALITY AND REGISTRATION MARKS.

Where the nationality and registration marks appear together, a hyphen of a length equal to the width of one of the letters shall be painted between the nationality mark and registration mark.

SECTION VII.

MAINTENANCE.

The nationality and registration marks shall be displayed to the best possible advantage, taking into consideration the constructional features of the aircraft. The marks must be kept clean and visible.

SECTION VIII.

TABLE OF MARKS.

The nationality mark of each State named below applies to the aircraft of its Dominions, Colonies, Protectorates, dependencies or of countries over which it is the Mandatory State.

COUNTRY	NATIONALITY MARK.	REGISTRATION MARKS.
United States of America	N	All combinations made in accordance with the provisions of Section I (a) of this Annex, using a group of 4 letters out of the 26 of the alphabet, each group containing at least one vowel, e. g. : ADCJ, PURN.
British Empire	G	
France	F	
Italy	I	
Japan	J	
Bolivia	C	All combinations made with B as first letter.
Cuba	C	All combinations made with C as first letter.
Portugal	C	All combinations made with P as first letter.
Roumania	C	All combinations made with R as first letter.
Uruguay	C	All combinations made with U as first letter.
Czechoslovakia	L	All combinations made with B as first letter.
Guatemala	L	All combinations made with G as first letter.
Liberia	L	All combinations made with L as first letter.
Brazil	P	All combinations made with B as first letter.
Poland	P	All combinations made with P as first letter.
Belgium	O	All combinations made with B as first letter.
Peru	O	All combinations made with P as first letter.
China	X	All combinations made with C as first letter.
Honduras	X	All combinations made with H as first letter.
Serbia-Croatia-Slavonia	X	All combinations made with S as first letter.
Haiti	H	All combinations made with H as first letter.
Siam	H	All combinations made with S as first letter.
Ecuador	E	All combinations made with E as first letter.
Greece	S	All combinations made with G as first letter.
Panama	S	All combinations made with P as first letter.
Hedjaz	A	All combinations made with H as first letter.
Nicaragua	A	All combinations made with N as first letter.

ANNEX B.

Certificates of Airworthiness.

The following main conditions govern the issue of certificates of airworthiness :

1. The design of the aircraft in regard to safety shall conform to certain standard minimum requirements.
2. A satisfactory demonstration must be made in flying trials of the actual flying qualities of the type of aircraft examined, provided that machines subsequently manufactured which conform to the approved type need not be subject to such trials. The trials shall conform to certain standard minimum requirements.
3. The construction of every aircraft with regard to workmanship and materials must be approved. The control of the construction and of the tests shall be in accordance with certain standard minimum requirements.
4. The aircraft must be equipped with suitable instruments for safe navigation.
5. The standard minimum requirements of paragraphs 1 to 3 inclusive shall be fixed by the International Commission for Air Navigation. Until they have been so fixed, each contracting State shall determine the regulations under which certificates of airworthiness shall be granted or remain valid.

ANNEX C.

Log Books.

SECTION I.

JOURNEY LOG.

This shall be kept for all aircraft and shall contain the following particulars :

- (a) Category to which the aircraft belongs : its nationality and registration marks ; the full name, nationality and residence of the owner ; name of maker and the carrying capacity of the aircraft.
- (b) In addition for each journey—
 - (i) The names, nationality and residence of each of the members of the crew.
 - (ii) The place, date, and hour of departure, the route followed, and all incidents *en route* including landings.

SECTION II.

AIRCRAFT LOG.

This is obligatory only in the case of aircraft carrying passengers or goods for hire, and shall contain the following particulars :

- (a) Category to which the aircraft belongs ; its nationality and registration marks ; the full name, nationality and residence of the owner ; name of maker and the carrying capacity of the aircraft.
- (b) Type and series No. of engine ; type of propeller showing No., pitch, diameter and maker's name.
- (c) Type of wireless apparatus fitted.
- (d) Table showing the necessary rigging data for the information of persons in charge of the aircraft and of its maintenance.
- (e) A fully detailed engineering record of the life of the aircraft, including all acceptance tests, overhauls, replacements, repairs and all work of a like nature.

SECTION III.

ENGINE LOG.

This is obligatory only in the case of engines installed in aircraft carrying passengers or goods for hire, and in such cases a separate log book shall be kept for each engine and shall always accompany the engine. It shall contain the following particulars :

- (a) Type of engine, series No., maker's name, power, normal maximum revolutions of engine, date of production and first date put into service.
- (b) Registration mark and type of aircraft in which the engine has been installed.
- (c) A fully detailed engineering record of the life of the engine, including all acceptance tests, hours run, overhauls, replacements, repairs and all work of a like nature.

SECTION IV.

SIGNAL LOG.

This is obligatory only in the case of aircraft carrying passengers or goods for hire, and shall contain the following particulars :

- (a) Category to which the aircraft belongs ; its nationality and registration marks ; the full name, nationality and residence of the owner.
- (b) Place, date, and time of the transmission or reception of any signal.
- (c) Name or other indication of the person or station to whom a signal is sent or from whom a signal is received.

SECTION V.

INSTRUCTIONS FOR USE OF LOG BOOKS.

- (a) The constructor shall fill in and sign the original entries in the log books, as far as he is in a position to do so. Subsequent entries shall be made and signed by the pilot or other competent person.
- (b) A copy of the certificate of airworthiness shall be kept in the pocket of the aircraft log book.
- (c) All entries to be in ink, except in the case of journey and signal log books ; the entries for these may be made in pencil in a rough note book, but shall be entered in ink in the log book every 24 hours. In the event of any official investigation, the rough note book may be called for.
- (d) No erasures shall be made in, nor pages torn from, any log book.
- (e) A copy of these instructions shall be inserted in each log book.

ANNEX D.

Rules as to Lights and Signals. Rules of the Air.

DEFINITIONS.

The word "aircraft" comprises all balloons, whether fixed or free, kites, airships, and flying machines.

The word "balloon", either fixed or free, shall mean an aircraft using gas lighter than air as a means of support, and having no means of propulsion.

The word "airship" shall mean an aircraft using gas lighter than air as a means of support, and having means of propulsion.

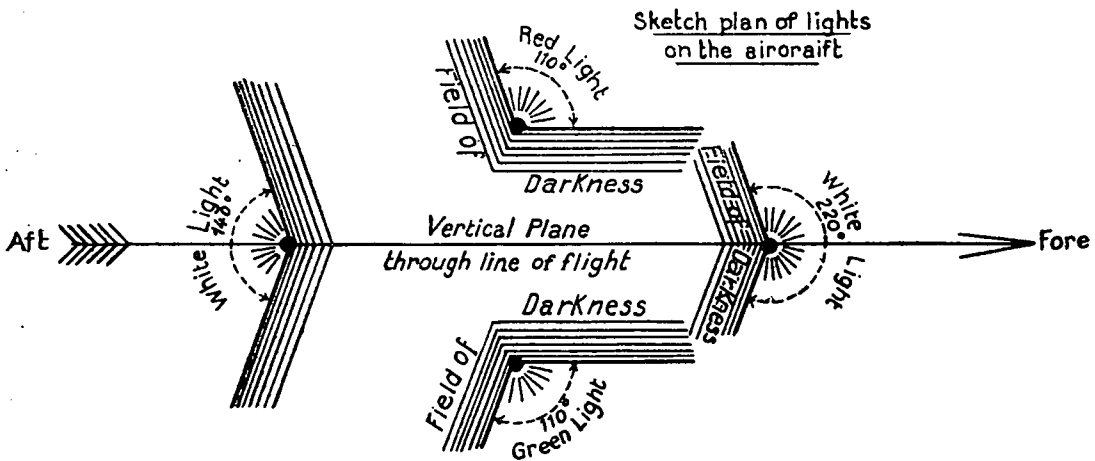
The words "flying machine" shall mean all aeroplanes, seaplanes, flying boats, or other aircraft heavier than air, and having means of propulsion.

An airship is deemed to be "under way" within the meaning of these rules when it is not made fast to the ground or any object on land or water.

SECTION I.

RULES AS TO LIGHTS.

The word "visible" in these rules when applied to lights shall mean visible on a dark night with a clear atmosphere. The angular limits laid down in these rules as shown in the sketch (attached) shall be determined when the aircraft is in its normal attitude for flying on a rectilinear horizontal course.



1. The rules concerning lights shall be complied with in all weathers from sunset to sunrise, and during such time no other lights which may be mistaken for the prescribed lights shall be exhibited. The prescribed navigation lights must not be dazzling.

2. A flying machine, when in the air or manœuvring on land or water under its own power shall carry the following lights :

- (a) Forward, a white light visible in a dihedral angle of 220 degrees bisected by a vertical plane through the line of flight, and of such a character as to be visible at a distance of at least 8 kilometres.
- (b) On the right side, a green light so constructed and fixed as to show an unbroken light between two vertical planes whose dihedral angle is 110 degrees when measured to the right from dead ahead, and of such a character as to be visible at a distance of at least 5 kilometres.
- (c) On the left side, a red light so constructed and fixed as to show an unbroken light between two vertical planes whose dihedral angle is 110 degrees when measured to the left from dead ahead, and of such a character as to be visible at a distance of at least 5 kilometres.
- (d) The said green and red side lights shall be fitted so that the green light shall not be seen from the left side nor the red light from the right side.
- (e) At the rear, and as far aft as possible, a white light shining rearwards and visible in a dihedral of 140 degrees bisected by a vertical plane through the line of flight and of such a character as to be visible at a distance of at least 5 kilometres.
- (f) In the case where, in order to fulfil the above conditions, the single light has to be replaced by several lights, the fields of visibility of each of these lights should be so limited that only one can be seen at a time.

3. The Rules determined for the lighting of flying machines shall apply to airships subject to the following modifications :

- (a) All lights shall be doubled ; the forward and aft lights vertically, and the side lights horizontally in a fore and aft direction.
- (b) Both lights of each pair forward and aft shall be visible at the same time.
The distance between the lights comprising a pair shall not be less than 2 metres.

4. An airship, when being towed, shall carry the lights specified in paragraph 3, and, in addition, those specified in paragraph 6 for airships not under control.

5. (a) A flying machine, or airship, when on the surface of the water, and when not under control, that is to say, not able to manoeuvre as required by the Regulations for the Prevention of Collisions at Sea, shall carry two red lights not less than two metres apart one over the other, and of such a character as to be visible all around the horizon at a distance of at least three kilometres.

(b) The aircraft referred to in this paragraph, when not making way through the water, shall not carry the side lights, but when making way shall carry them.

6. An airship which from any cause is not under control, or which has voluntarily stopped her engines shall, in addition to the other specified lights, display conspicuously two red lights, one over the other, not less than 2 metres apart, and constructed to show a light in all directions, and of such a character as to be visible at a distance of at least 3 kilometres.

By day an airship, when being towed, which from any cause is not under control, shall display conspicuously two black balls or shapes, each 60 cms. in diameter, placed one over the other not less than 2 metres apart.

An airship moored, or under way but having voluntarily stopped its engines, shall display conspicuously by day a black ball or shape, 60 cms. in diameter, and shall be treated by other aircraft as being not under control.

7. A free balloon shall carry one bright white light below the car at a distance of not less than 5 metres, and so constructed as to show an unbroken light in all directions, and of such a character as to be visible at a distance of at least 3 kilometres.

8. A fixed balloon shall carry in the same position as the white light mentioned in paragraph 7, and in lieu of that light, three lights in a vertical line one over the other, not less than 2 metres apart. The highest and lowest of these lights shall be red, and the middle light shall be white, and they shall be of such a character as to be visible in all directions at a distance of at least 3 kilometres.

In addition, the mooring cable shall have attached to it at intervals of 300 metres, measured from the basket, groups of three lights similar to those mentioned in the preceding paragraph. In addition, the object to which the balloon is moored on the ground shall have a similar group of lights to mark its position.

By day the mooring cable shall carry in the same position as the groups of lights mentioned in the preceding paragraph, and in lieu thereof, tubular streamers not less than 20 cms. in diameter and 2 metres long, and marked with alternate bands of white and red, 50 cms. in width.

9. An airship when moored near the ground shall carry the lights specified in paragraphs 2 (a) and (e) and 3.

In addition, if moored but not near the ground, the airship, the mooring cable, and the object to which moored, shall be marked in accordance with the provisions of paragraph 8, whether by day or by night.

Sea anchors or drogues used by airships for mooring purposes at sea are exempt from this regulation.

10. A flying machine stationary upon the land or water but not anchored or moored shall carry the lights specified in paragraph 2.

11. In order to prevent collisions with surface craft :

- (a) A flying machine when at anchor or moored on the water shall carry forward, where it can best be seen, a white light, so constructed as to show an unbroken light visible all round the horizon at a distance of at least 2 kilometres.
- (b) A flying machine of 50 metres or upwards in length, when at anchor or moored on the water, shall in the forward part of the flying machine carry one such light, and at or near the stern of the flying machine, and at a height that it shall not be less than 5 metres lower than the forward light, another such light.

The length of a flying machine shall be deemed to be the overall length.

- (c) Flying machines of 50 metres or upwards in span, when at anchor or moored in the water, shall in addition carry at each lower wing tip one light as specified in (a) of this paragraph.

The span of a flying machine shall be deemed to be the maximum lateral dimension.

12. In the event of the failure of any of the lights specified under these rules to be carried by aircraft flying at night, such aircraft shall land at the first reasonably safe opportunity.

13. Nothing in these rules shall interfere with the operation of any special rules made by any State with respect to the additional station or signal lights for two or more military aircraft, or for aircraft in formation, or with the exhibition of recognition signals adopted by owners of aircraft which have been authorised by their respective Governments and duly registered and published.

SECTION II.

RULES AS TO SIGNALS.

14. (a) Aircraft wishing to land at night on aerodromes having a ground control shall, before landing :

Fire a green Very's light or flash a green lamp, and in addition shall make by international Morse code the letter-group forming its call-sign.

(b) Permission to land will be given by the repetition of the same call-sign from the ground, followed by :

A green Very's light or flashing a green lamp.

15. The firing of a red Very's light or the display of a red flare from the ground shall be taken as an instruction that aircraft are not to land.

16. An aircraft compelled to land at night shall before landing fire a red Very's light or make a series of short flashes with the navigation lights.

17. When an aircraft is in distress and requires assistance, the following shall be the signals to be used or displayed, either together or separately :

(a) The international signal, SOS, by means of visual or wireless signals.

(b) The international code flag signal of distress, indicated by NC.

(c) The distant signal, consisting of a square flag having either above or below it a ball, or anything resembling a ball.

(d) A continuous sounding with any sound apparatus.

(e) A signal, consisting of a succession of white Very's lights fired at short intervals.

18. To warn an aircraft that it is in the vicinity of a prohibited zone and should change its course, the following signals shall be used :

(a) By day : three discharges, at intervals of ten seconds, of a projectile showing on bursting white smoke, the location of the burst indicating the direction the aircraft should follow.

(b) By night : three discharges, at intervals of ten seconds, of a projectile showing on bursting white stars, the location of the burst indicating the direction the aircraft should follow.

19. To require an aircraft to land, the following signals shall be used :—

(a) By day : three discharges, at intervals of ten seconds, of a projectile showing on bursting black or yellow smoke.

(b) By night : three discharges, at intervals of ten seconds, of a projectile showing on bursting red stars or lights.

In addition, when necessary to prevent the landing of aircraft other than the one ordered, a search-light which shall be flashed intermittently shall be directed towards the aircraft whose landing is required.

20. (a) In the event of fog or mist rendering aerodromes invisible, their presence may be indicated by a balloon acting as an aerial buoy and/or other approved means.

(b) In fog, mist, falling snow or heavy rainstorm, whether by day or night, an aircraft on the water shall make the following sound signals with a sound apparatus :

1. If not anchored or moored, a sound at intervals of not more than two minutes, consisting of two blasts of about five seconds duration with an interval of about one second between them ;

2. If at anchor or moored, the rapid ringing of an efficient bell or gong for about five seconds, at intervals of not more than one minute.

SECTION III.

RULES OF THE AIR.

21. Flying machines shall always give way to balloons fixed or free and to airships. Air ships shall always give way to balloons, whether fixed or free.

22. An airship when not under its own control shall be classed as a free balloon.

23. Risk of collision can, when circumstances permit, be ascertained by carefully watching the compass bearing and angle of elevation of an approaching aircraft. If neither the bearing nor the angle of elevation appreciably change, such risk shall be deemed to exist.

24. The term "risk of collision" shall include risk of injury due to undue proximity of other aircraft. Every aircraft that is required by these rules to give way to another to avoid collision, shall keep a safe distance, having regard to the circumstances of the case.

25. While observing the rules regarding risk of collision contained in paragraph 24, a motor-driven aircraft must always manoeuvre according to the rules contained in the following paragraphs, as soon as it is apparent that, if it pursued its course, it would pass at a distance of less than 200 metres from any part of another aircraft.

26. When two motor-driven aircraft are meeting end on or nearly end on, each shall alter its course to the right.

27. When two motor-driven aircraft are on courses which cross, the aircraft which has the other on its own right side shall keep out of the way of the other.

28. An aircraft overtaking any other shall keep out of the way of the overtaken aircraft by altering its own course to the right, and must not pass by diving.

Every aircraft coming up with another aircraft from any direction more than 110 degrees from ahead of the latter, *i.e.*, in such a position with reference to the aircraft which it is overtaking that at night it would be unable to see either of that aircraft's side lights, shall be deemed to be an overtaking aircraft, and no subsequent alteration of the bearing between the two aircraft shall make the overtaking aircraft a crossing aircraft within the meaning of these rules, or relieve it of the duty of keeping clear of the overtaken aircraft until it is finally past and clear.

As by day the overtaking aircraft cannot always know with certainty whether it is forward or abaft the direction mentioned above from the other aircraft, it should, if in doubt, assume that it is an overtaking aircraft and keep out of the way.

29. Where by any of these rules one of the two aircraft is to keep out of the way, the other shall keep its course and speed. When, in consequence of thick weather or other causes, the aircraft having the right of way finds itself so close that collision cannot be avoided by the action of the giving-way aircraft alone, it shall take such action as will best aid to avert collision.

30. Every aircraft which is directed by these rules to keep out of the way of another aircraft shall, if the circumstances of the case admit, avoid crossing ahead of the other.

31. In following an officially recognised air route every aircraft, when it is safe and practicable, shall keep to the right side of such route.

32. All aircraft on land or sea about to ascend shall not attempt to "take off" until there is no risk of collision with alighting aircraft.

33. Every aircraft in a cloud, fog, mist or other conditions of bad visibility, shall proceed with caution, having careful regard to the existing circumstances and conditions.

34. In obeying and construing these rules, due regard shall be had to all dangers of navigation and collision and to any special circumstances which may render a departure from the above rules necessary in order to avoid immediate danger.

SECTION IV.

BALLAST.

35. The dropping of ballast other than fine sand or water from aircraft in the air is prohibited.

SECTION V.

RULES FOR AIR TRAFFIC ON AND IN THE VICINITY OF AERODROMES.

36. At every aerodrome there shall be a flag hoisted in a prominent position which shall indicate that if an aircraft about to land or leave finds it necessary to make a circuit, or partial circuit, such circuit shall be left-handed (anti-clockwise) or right-handed (clockwise), according to the colour of the flag. A white flag shall indicate a right-handed circuit, *i.e.*, that the flag is kept to the right side or side which carries the green light of the aircraft, and a red flag shall indicate a left-handed circuit, *i.e.*, that the red flag is kept to the left side or side which carries the red light of the aircraft.

37. When an aeroplane starts from an aerodrome it shall not turn until 500 metres distance from the nearest point of the aerodrome, and the turning then must conform with the regulations provided in the preceding paragraph.

38. All aeroplanes flying between 500 and 1,000 metres distance from the nearest point of an aerodrome shall conform to the above-mentioned circuit law, unless such aeroplanes are flying at a greater height than 2,000 metres.

39. Acrobatic landings are prohibited at aerodromes of contracting States used for international aerial traffic. Aircraft are prohibited from engaging in aerial acrobatics within a distance of at least 2,000 metres from the nearest point of such aerodromes.

40. At every recognised aerodrome the direction of the wind shall be clearly indicated by one or more of the recognised methods, *e.g.*, landing tee, conical streamer, smudge fire, etc.

41. Every aeroplane when taking off or alighting on a recognised aerodrome used for international air traffic shall do so up-wind, except when the natural conditions of the aerodrome do not permit.

42. In the case of aeroplanes approaching aerodromes for the purpose of landing, the aeroplanes flying at the greater height shall be responsible for avoiding the aeroplane at the lower height, and shall as regards landing observe the rules of paragraph 28 for passing.

43. Aeroplanes showing signals of distress shall be given free way in attempting to make a landing on an aerodrome.

44. Every aerodrome shall be considered to consist of three zones when looking up-wind. The right-hand zone shall be the taking-off zone, and the left-hand shall be the landing zone. Between these there shall be a neutral zone. An aeroplane when landing should attempt to land as near as possible to the neutral zone, but in any case on the left of any aeroplanes which have already landed. After slowing up or coming to a stop at the end of its landing run, an aeroplane will immediately taxi into the neutral zone. Similarly an aeroplane when taking off shall keep as far as possible towards the right of the taking-off zone, but shall keep clear to the left of any aeroplanes which are taking off or about to take off.

45. No aeroplane shall commence to take off until the preceding aeroplane is clear of the aerodrome.

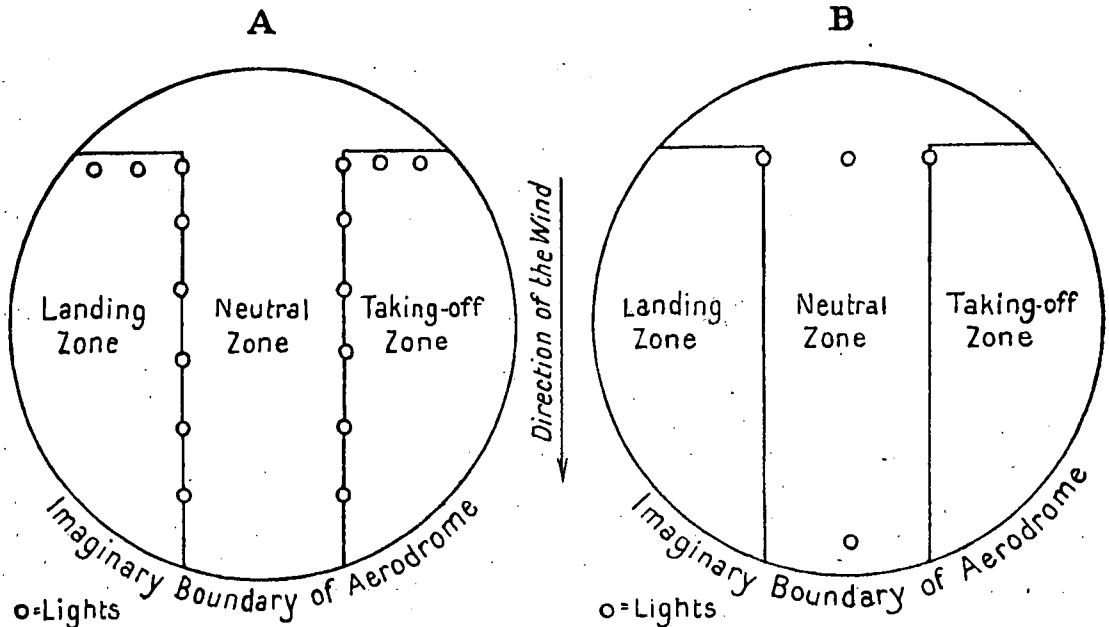
46. The above rules shall apply equally to night landings on aerodromes, when the signals shall be as follows :

(a) A red light shall indicate a left-hand circuit, and a green light shall indicate a right-hand circuit. (See paragraph 36.) The right-hand zone will be marked by white lights placed in the position of an "L", and the left-hand zone will be similarly marked. The "L's" shall be back to back, that is to say, the long sides of the "L's" will indicate the borders of the neutral zone, the direction of landing shall invariably be along the long arm of the "L", and towards the short arm. The lights of the "L's" should be so placed that the lights indicating the top extremity of the long arm shall be the nearest point on the aerodrome upon which an aeroplane can safely touch ground. The lights indicating the short arm of the "L" should indicate the limit of safe landing ground for the aeroplanes, that is, that the aeroplane should not overrun the short arm. (See diagram A.)

(b) Where it is desired to save lights and personnel the following system may be used :

Two lights shall be placed on the windward side of the aerodrome to mark the limits of the neutral zone mentioned in paragraph 44, the line joining the lights being at right angles to the direction of the wind. Two more lights shall be placed as follows : one on the leeward side of the aerodrome on the line drawn parallel to the direction of the wind and passing midway between the two lights on the windward side, to show the extent of the aerodrome and the direction of the wind, and the other shall be placed midway between the two lights marking the limits of the neutral zone (See diagram B.)

Additional lights may be symmetrically put along the boundary lines of the neutral zone and on the ends of the taking-off and landing zones on the line through the three lights on the windward side.



47. No fixed balloon, kite, or moored airship can be elevated in the vicinity of any aerodrome without a special authorisation, except in the cases provided for in paragraph 20.

48. Suitable markings shall be placed on all fixed obstacles dangerous to flying within a zone of 500 metres of all aerodromes.

SECTION VI.

GENERAL.

49. Every aircraft manoeuvring under its own power on the water shall conform to the Regulations for Preventing Collisions at Sea, and for the purposes of these regulations shall be deemed to be a steam-vessel, but shall carry the lights specified in the preceding rules, and not those specified for steam-vessels in the Regulations for Preventing Collisions at Sea, and shall not use, except as specified in paragraphs 17 and 20 above, or be deemed to hear the sound signals specified in the above-mentioned Regulations.

50. Nothing in these rules shall exonerate any aircraft, or the owner, pilot or crew thereof, from the consequences of any neglect to carry lights or signals, or of any neglect to keep a proper look out, or of the neglect of any precaution which may be required by the ordinary practice of the air, or by the special circumstances of the case.

51. Nothing in these rules shall interfere with the operation of any special rule or rules duly made and published relative to navigation of aircraft in the immediate vicinity of any aerodrome or other place, and it shall be obligatory on all owners, pilots, or crews of aircraft to obey such rules.

ANNEX E.

Minimum qualifications necessary for obtaining Certificates as Pilots and Navigators.

SECTION I.

CERTIFICATES FOR PILOTS OF FLYING MACHINES.

(A) PRIVATE PILOT'S FLYING CERTIFICATE
(not valid for purposes of public transport).I. *Practical Tests* :

In each practical test the candidate must be alone in the flying machine.

(a) *Test for Altitude and Gliding Flight.* A flight without landing during which the pilot shall remain for at least an hour at a minimum altitude of 2,000 metres above the point of departure. The descent shall finish with a glide, the engines cut off at 1,500 metres above the landing ground. The landing shall be made without restarting the engine and within 150 metres or less of a point fixed beforehand by the official examiners of the test.

(b) *Tests of Skill.* A flight without landing around two posts (or buoys) situated 500 metres apart making a series of five figure-of-eight turns, each turn reaching one of the two posts (or buoys). This flight shall be made at an altitude of not more than 200 metres above the ground (or water) without touching the ground (or water). The landing shall be effected by :

(i) Finally shutting off the engine or engines at latest when the aircraft touches the ground (or water).

(ii) Finally stopping the flying machine within a distance of 50 metres from a point fixed by the candidate before starting.

2. *Special Requirements* :

Knowledge of rules as to Lights and Signals, and Rules of the Air. Rules for Air Traffic on and in the Vicinity of Aerodromes. A practical knowledge of international air legislation.

(B). PILOT'S FLYING CERTIFICATE FOR FLYING MACHINES USED FOR PURPOSES OF PUBLIC TRANSPORT.

I. *Practical Tests* :

In each practical test the candidate must be alone in the flying machine.

(a) The tests for altitude and gliding flight and for skill are the same as those required for a private pilot's flying certificate. Candidates already in possession of the latter certificate are not required to pass these tests again.

(b) Tests of endurance consisting of a cross-country or oversea flight of at least 300 kilometres, after which the final landing shall be made at the point of departure. This flight shall be made in the same flying machine within eight hours. It shall include two obligatory landings (during which the machine must come to rest), which shall not be at the point of departure, but which shall be fixed by the judges.

At the time of departure the candidate shall be informed of his course and furnished with the appropriate map. The judges will decide whether the course has been correctly followed.

(c) *Night Flight.* A thirty-minutes' flight made between two hours after sunset and two hours before sunrise, at a height of at least 500 metres.

2. *Technical Examination* :

After satisfactory practical tests have been passed, candidates will, when summoned, submit themselves to examination on :

(a) *Flying Machines* :

Theoretical knowledge of the resistance of the air as concerns its effects on wings and tail planes, rudders, elevators, and propellers ; functions of the different parts of the machine and of their controls.

Assembling of flying machines and their different parts.

Practical tests on rigging.

(b) Engines :

General knowledge of internal combustion engines, including functions of the various parts ; a general knowledge of the construction, assembling, adjustment, and characteristics of aero-engines. Causes of the faulty running of engines and of breakdown. Practical tests in running repairs.

(c) Special Requirements :

Knowledge of Rules as to Lights and Signals and Rules of the Air, and Rules for Air Traffic on and in the Vicinity of Aerodromes. Practical knowledge of the special conditions of air traffic and of international air legislation. Map reading, orientation, location of position, elementary meteorology.

REMARKS.

The practical tests shall be carried out within a maximum period of one month.

They may be carried out in any order, and each may be attempted twice. They shall be witnessed by properly accredited examiners, who will forward the official reports to the proper authorities.

The official reports will give the different incidents, especially those of landings. The candidates shall furnish before each test proper identity forms.

A barograph shall be carried on all practical tests, and the graph, signed by the examiners, shall be attached to their report.

Pilots who hold the military pilot's certificate shall be entitled to the private pilot's flying certificate, but, in order to obtain the pilot's flying certificate for purposes of Public Transport, it will be necessary to pass the technical conditions for navigation as required by B (2) (c).

SECTION II.

CERTIFICATES FOR PILOTS OF BALLOONS.

1. *Practical Tests :*

The candidate must have completed the following certified ascents :

1. By day : 3 ascents under instruction.
 1 ascent in control under supervision.
 1 ascent alone in the balloon.
 2. By night : 1 ascent alone in the balloon.
- Each ascent shall be of at least two hours' duration.

2. *Theoretical Tests :*

Elementary aerostatics and meteorology.

3. *Special Requirements :*

General knowledge of a balloon and its accessories ; inflation ; rigging ; management of an ascent ; instruments ; precautions against cold and high altitudes.

Knowledge of Rules as to Lights and Signals and Rules of the Air ; Rules for Air Traffic on and in the Vicinity of Aerodromes.

Practical knowledge of international air legislation. Map reading and orientation.

SECTION III.

CERTIFICATES FOR AIRSHIP OFFICER PILOTS.

Every airship officer pilot shall have qualified as pilot of a free balloon.

There shall be three classes of airship officer pilots.

The holder of a first-class certificate is qualified to command any airship.

The holder of a second-class certificate is qualified to command airships under 20,000 cubic metres capacity.

The holder of a third-class certificate is qualified to command airships under 6,000 cubic metres capacity.

All military and naval airship officer pilots are entitled to a third-class certificate.

All military and naval airship officer pilots who have commanded airships over 6,000 cubic metres capacity are entitled to a first-class certificate.

QUALIFICATIONS FOR THIRD-CLASS CERTIFICATE.

Practical Tests :

(a) Twenty certified flights (three of which shall be by night) in an airship, each flight being of at least one hour's duration. In at least four of these flights the candidate must have handled the airship himself, under the supervision of the commanding officer of the airship, including ascent and landing.

(b) One cross-country flight on a predetermined course of at least 100 kilometres, terminating with a night landing, and made with a duly authorised inspector on board.

Theoretical Examination :

Aerostatics and meteorology. (Density of gases, laws of Mariotte and of Gay-Lussac ; barometric pressure, Archimedes principle ; confinement of gases ; interpretation and use of meteorological information and of weather charts.)

Physical and chemical properties of light gases, and of materials used in the construction of airships.

General theory of airships.

Dynamic properties of moving bodies in air.

General Knowledge :

Elementary knowledge of internal combustion engines.

Elementary navigation ; use of the compass ; location of position.

Inflation ; stowage : rigging ; handling ; controls and instruments.

QUALIFICATIONS FOR SECOND CLASS CERTIFICATE.

Practical Tests :

To be eligible for a second-class certificate a candidate must be holder of a third-class certificate and have at least four months' service as a third-class officer on an airship ; and also have completed at least ten flights as third-class officer on an airship of capacity above 6,000 cubic metres, in which he has handled the airship himself including ascent and landing, under the supervision of the commanding officer of the airship.

Theoretical Examination :

Advanced knowledge of the subjects required for the third-class certificate.

QUALIFICATIONS FOR FIRST-CLASS CERTIFICATE.

Practical Tests :

To be eligible for a first-class certificate a candidate must be holder of a second-class certificate, have at least two months' active service as a second-class officer on an airship, and also have completed at least five flights as second-class officer of an airship of capacity above 20,000 cubic metres, in which he has handled the airship himself, including ascent and landing, under the supervision of the commanding officer of the airship. Each flight must be at least of one hour's duration with a minimum of fifteen hours for the five flights.

Theoretical Examination :

As required for a second-class certificate.

SECTION IV.

CERTIFICATE FOR NAVIGATORS.

Aircraft used for public transport carrying more than ten passengers and having to make a continuous flight between two points more than 500 kilometres apart overland, or a night flight, or a flight between two points more than 200 kilometres apart over sea, must have on board a navigator who has been granted a certificate as such after passing a theoretical and practical examination in the following :

1. *Practical Astronomy :*

True and apparent movements of the celestial bodies. Different aspects of the celestial sphere. Hour angles, mean, true, and astronomical time.

- Shape and dimensions of the earth.
 Star globes and maps.
 Method of determining latitude, longitude, time, and azimuth.
2. *Navigation* :
- Maps and charts—how to read them.
 Compass ; magnetic meridian ; variation, deviation.
 Courses, bearings, and their corrections.
 Compensation of compasses (technical and practical).
 Calculations of azimuth.
 Flight by dead reckoning, measure of the relative speed, drift, traverse table.
 Chronometer, chronometer rate, comparisons.
 Sextants, adjustments.
 Nautical almanac.
 Determination of positions by means of bearing and altitude of stars.
 Knowledge of great circle navigation.
 Aeronautical navigational instruments.
3. *General Knowledge* :
- International rules for air and maritime navigation.
 International air legislation.
 Practical knowledge of meteorology and of weather charts.

SECTION V.

MEDICAL CERTIFICATES.

International Medical Requirements for Air Navigation.

- 1 Every candidate before obtaining a licence as a pilot, navigator or engineer of aircraft engaged in public transport will present himself for examination by specially qualified medical men (flight surgeons), appointed by or acting under the authority of the contracting State.
2. Medical supervision, both for the selection and the maintenance of efficiency, shall be based upon the following requirements of mental and physical fitness :
- (a) Good family and personal history, with particular reference to nervous stability. Absence of any mental, moral or physical defect which will interfere with flying efficiency.
- (b) The minimum age for pilots and navigators engaged in public transport shall be nineteen (19) years.
- (c) *General Surgical Examination.* The aeronaut must neither suffer from any wound, injury or operation nor possess any abnormality, congenital or otherwise, which will interfere with the efficient and safe handling of aircraft.
- (d) *General Medical Examination.* The aeronaut must not suffer from any disease or disability which renders him liable suddenly to become incompetent in the management of aircraft. He must possess heart, lungs, kidneys and nervous system capable of withstanding the effects of altitude and also the effects of prolonged flight.
- (e) *Eye Examination.* The aeronaut must possess a degree of visual acuity compatible with the efficient performance of his duties. No pilot or navigator shall have more than two (2) dioptries of latent hypermetropia ; muscle balance must be good and commensurate with the refraction. He must have a good field of vision in each eye and must possess normal colour perception.
- (f) *Ear Examination.* The middle ear must be healthy. The aeronaut must possess a degree of auditory acuity compatible with the efficient performance of his duties.
- (g) The vestibular mechanism must be intact and neither unduly hypersensitive or hyposensitive.
- (h) *Nose and Throat Examination.* The aeronaut must possess free nasal air entry on either side and not suffer from serious acute or chronic affections of the upper respiratory tract.
3. Each contracting State shall for the present fix its own methods of examination until the detail of tests and the minimal standard of requirements have been finally settled by the authorised medical representatives of the International Commission for Air Navigation.

4. The successful candidate will receive a medical certificate of acceptance, which must be produced before the licence can be issued.

5. In order to insure the maintenance of efficiency, every aeronaut shall be re-examined periodically, at least every six months, and the findings shall be attached to his original record. In case of illness or accident also, an aeronaut shall be re-examined and pronounced fit before resuming air duties. The date and result of each re-examination shall be recorded on the aeronaut's flying certificate.

6. No aeronaut who, before the date of the present Convention, has given proof of his flying ability, shall, so long as he retains such ability, be necessarily disqualified because he fails to fulfil all of the above requirements.

7. Each contracting State may raise the conditions set forth above, as it deems fit, but these minimal requirements shall be maintained internationally.

ANNEX F.

INTERNATIONAL AERONAUTICAL MAPS AND GROUND MARKINGS.

International maps shall be made and ground marks established in accordance with the following general principles :

SECTION I.

MAPS.

1. Two types of aeronautical maps shall be used. They are hereafter mentioned as *general maps* and *local maps*.

2. The index scheme for the aeronautical maps, both general and local, shall be based on the index scheme adopted for the "International 1 : 1,000,000 scale map" by the official International Congress convened for the purpose in London in 1909 and in Paris in 1913.

NOTE. — Extract from the resolutions adopted by the Conferences at London and Paris.

The sheets of the International 1 : 1,000,000 scale map shall include 6 degrees of longitude and 4 degrees of latitude. The limiting meridians of the sheets shall be at successive intervals, reckoning from Greenwich, of 6 degrees ; and the limiting parallels, reckoning from the Equator, shall be at successive intervals of 4 degrees.

The longitudinal sectors, from longitude 180° E. or W. of Greenwich, are given numbers from 1 to 60, increasing in an easterly direction.

The 22 zones, of 4 degrees in depth, extending from the Equator on each side to 88° latitude, are given letters from A to V.

The polar areas, extending for 2 degrees, are lettered Z.

In the northern hemisphere, each sheet shall bear a descriptive symbol composed of the letter N— followed by the zone letter and sector No. corresponding to its position, thus : N. K. — 12.

In the southern hemisphere, the letter S shall replace the letter N. Example : S. L. — 28.

3. The metre shall be used as the standard of measurement for lengths, distances, heights and depths, reserving for each nation the right to add figures expressing these quantities in its own units.

4. The colours, symbols and arrangements for production adopted for the International 1 : 1,000,000 scale map shall be used as far as practicable on the aeronautical maps.

5. The general maps shall be drawn on Mercator's projection and shall be to a scale of one degree of longitude equals three centimetres. The general maps shall have marked on them in fine lines the meridians and parallels of each degree and the meridians and parallels limiting the unit sections of the 1 : 1,000,000 map shall be accentuated. The same designation of unit sections shall be used as for the 1 : 1,000,000 map.

6. Each general (Mercator) map shall bear the French heading *Carte générale aéronautique internationale* (see the conventional sign plate figure 1), and under it a translation of this heading in the language of the country publishing the map. It shall also bear an appropriate geographical name.

Each sheet shall show at least the following: principal physical features and geographical names, wireless stations, marine lighthouses (height and range at sea level, colour and character of the light); national frontiers, prohibited areas, principal air routes, lines of equal magnetic variation, South Polar distance, latitude, old and new notation of longitude (see paragraph 7), with an outer margin containing letters and Nos. referring to the index of the 1 : 1,000,000 map, legend of symbols in English or French and in the language of the country publishing the maps, publisher's name and date of publication and of successive editions.

7. The local map shall be drawn to a scale of 1 : 200,000.

NOTE. — For local aeronautical maps of sparsely inhabited countries, the scale of 1 : 500,000 or 1 : 1,000,000, as appropriate, may be used.

In addition to the customary latitude and longitude notations, the local aeronautical map shall bear numbers enclosed in rectangles, corresponding to a new system of co-ordinate reckoning based on the antimeridian of Greenwich and the South Pole. The new *grid* reckoning, with regard to latitude, shall commence with the South Pole as zero and increase northward by degrees and minutes to 180° at the North Pole, and with regard to longitude shall commence with the antimeridian of Greenwich as zero and run eastward by degrees and minutes to 360°.

8. Each unit sheet of the local aeronautical maps shall bear the French heading *Carte normale aéronautique internationale* (see the conventional sign plate figure 2) and under it a translation of this heading in the language of the country publishing the map. It shall comprise one degree of latitude and one degree of longitude and shall be designated by a locality name and by the new co-ordinates (described in paragraph 7) of the south-west corner of the sheet, the unit digits being accentuated. In these designating co-ordinates, the figures referring to the South Polar distance shall invariably be written first.

EXAMPLES: The sheet whose southern boundary is 49° N. (*i. e.* 139° South Polar distance) and western boundary 2° E. (*i. e.* 182° from the antimeridian of Greenwich) will be numbered 139-182.

Or the sheet whose southern boundary is 36° S. (*i. e.* 54° South Polar distance) and western boundary 7° W. (*i. e.* 173° from the antimeridian of Greenwich) will be numbered 54-173.

9. The local aeronautical unit sheets shall show, as far as the data is known, the following:—

(a) *Within the limiting Meridians and Parallels.* — Twenty-minute projection grid; roads divided into two classes according to their relative visibility from the air; railways of all kinds; cities and towns in outline and the plan of the principal public roads crossing them (villages similarly if practicable, otherwise their positions indicated); principal features of the surface water system; woodlands and other areas unsuitable for landing, aerodromes, hangars for airships, plants for balloon inflation, permanent landing places on ground and water, aeronautical ground marks; beacons and fixed navigational lights; marine lighthouses height, range at sea level, colour and character of the light; wireless stations, meteorological stations, overhead electric power lines; remarkable objects; national frontiers; the frontier crossings for customs purposes prescribed by Annex H (Article 2); prohibited areas; principal air routes; names of important bodies of water; towns and important villages; the topographical relief by shading and figures indicating heights, the most important of which to be surrounded by an oval ring as 712

(b) *Outside the limiting Meridians and Parallels.* — A title, consisting of the name designating the locality and the index numbers of the sheet; a border scale graduated to minutes; the names of the neighbouring sheets; latitude, South Polar distance, old and new notation of longitude (see paragraph 7); scale of kilometres; legend of symbols in English or French and in the language of the country publishing the map; magnetic variation diagram; key map showing abridged numbers of the sheet concerned and the eight surrounding sheets; frontiers and the names of the countries, parts of which are embraced by the key map; publisher's name and date of publication.

10. The forms of the general and local maps, titles, marginal notations, diagrams and legends, shall be as shown by the accompanying illustrations.

11. The general and local aeronautical maps and guide books of the areas traversed by the most important routes which may be established by international agreement shall be prepared first.

NOTE. — On account of the inadequacy of the usual methods of topographic mapping for making aeronautical maps, it is strongly recommended that steps be taken to survey from the air the areas along the most important international routes. Such surveys would furnish indispensable information regarding the features necessary to be shown on the maps the aviator is to use.

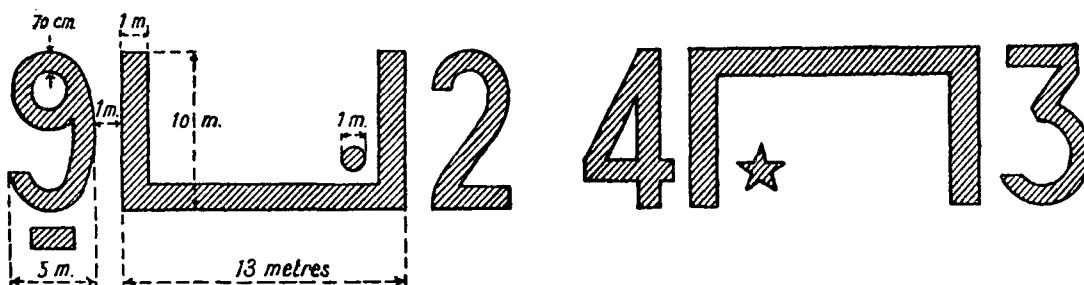
SECTION II.

UNIVERSAL SYSTEM OF GROUND MARKS.

1. All ground marks shall conform with the scheme of numbering adopted for the unit sheets of the local international aeronautical maps.

For this purpose each mark shall show (see the diagrams) : —

- (a) The abridged number which designates the sheet within which it lies ;
- (b) An open rectangle, whose short sides shall be oriented north-south ; the frames shall be open towards the opposite half of the unit sheet ;
- (c) A dot indicating the approximate position of the mark on the north or south half of the corresponding unit sheet.



Arrangement of mark for south half of unit sheet.
The short sides of the frame shall be oriented true north-south.

Arrangement of mark for north half of unit sheet
having the same orientation of short sides.

The Nos. shall be placed close to the frame at the top, bottom or sides, but not inside.

Where marks are placed so close to each other as to admit of possible confusion, the round dot may be replaced by a square, triangular or star-shaped dot.

It is recommended that the minimum dimensions of the marks be those indicated in the sketches.

2. Special attention shall be given to the distribution of marks along chosen international routes.

NOTE. — Steps to establish suitable marks for landing at night shall be eventually taken, in accordance with the decision of the International Commission for Air Navigation.

ANNEX G.

Collection and Dissemination of Meteorological Information.

1. Nature and object of meteorological information to be furnished by Contracting States :—

(A) "Statistical" is required for the purpose of indicating the degree of safety and convenience of different routes or aerodromes for different types of aircraft.

It consists of :—

- (a) Analysis and summaries of past meteorological records.
- (b) Summaries of current observations.

(B) "Current" is required for the purpose of :—

- (a) Keeping a current record of the weather.
- (b) Making forecasts.

It consists of : —

1. The results of daily observations;
2. Lists of active stations at which these observations are taken.

(C) "Forecasts" are for the purpose of telling all concerned when and where flying is possible and the best conditions for the same. They are statements of conditions anticipated : —

- (a) "Short period" during the next three or four hours.
- (b) "Normal" during the next 20 to 30 hours.
- (c) "Long period" during the next two or three days.
- (d) "Route" for particular region or route during the next six hours.

2. Methods and times of furnishing the different types of information :

(A) "Statistical" is furnished by Central Meteorological Offices for general information.

(a) Analysis and summaries of past records — by the publication of special handbooks giving averages, frequencies and extremes of the principal meteorological elements, together with charts and diagrams ; prominence to be given to meteorological conditions of areas known to have special meteorological peculiarities.

(b) Summaries of current observations — by the monthly publication of the information obtained each month.

(B) "Current" is furnished by meteorological offices to meteorological offices.

(a) Results of daily observations — telegraphically by : —

1. Regular reports at fixed hours (see Appendix I) and
2. By special reports at intermediate times when requested (see Appendix II).

(b) Lists of stations whenever necessary, to keep other countries informed where observations are being taken, giving also local and topographical details affecting weather conditions at each station.

(c) "Forecasts" are furnished by Meteorological Offices for general information by publication in the public Press, telegraphically to other countries if required, or any other, the best means to bring them to the notice of those requiring them (see Appendix III).

APPENDIX I.

REGULAR REPORTS.

These are of two kinds : —

1. Individual station reports.
2. Collective station reports.

1. Individual station reports are the results of observations of individual stations, taken at 0100, 0700, 1300, and (1800 or) 1900 G.M.T. The reports are made as soon as the observation has been taken and are rendered to a central collecting station or office ; where reports for only two of these hours are possible or sufficient, the hours should be separated by an interval of twelve hours. (It is recommended that the standard hours be changed to 0300, 0900, 1500 and 2100 G.M.T. by international agreement.)

Reports will give information on the following, whenever possible : —

1. Wind.
2. Pressure.
3. Temperature and humidity.
4. Fog and visibility.
5. Clouds.
6. Precipitation.
7. Thunderstorms, hurricanes, tornadoes, dust-storms.
8. Other weather phenomena.
9. State of sea,

and also on upper air currents and upper air temperature and humidity, from stations where facilities are available for observation.

Reports will be made in the general form and in the codes given in Appendix IV.

2. Collective reports are a collection of the individual reports received by a central station or office and transmitted to other central offices. They are of three classes : —

Class 1. The central office in this case is usually the main office of a country ; it transmits its reports, within $1\frac{1}{2}$ hours of the time the observations are taken at the individual stations, to all main offices of other countries within a radius of 1,500 kilometres.

Class 2. These are reports made for the purpose of giving countries over 1,500 kilometres distant information essential to making their own forecasts. The central office is that of a selected State which possesses a high-power wireless station capable of worldwide ranges (minimum range 3,000 kilometres). The report is made within three hours of the observations, and is a collection of reports selected from the Class 1 reports and abridged (see Appendix IV). It should include a forecast of conditions in the country of origin.

Class 3. These are local reports made by local centres to other local centres (any within 500 kilometres). The report is a collection of reports selected from the Class 1 reports from stations in the vicinity and abridged (see Appendix IV). It is made within 30 minutes of the time of observation.

APPENDIX II.

SPECIAL REPORTS.

Special reports give the results of continuous observations at aerodromes having meteorological stations on recognised air routes. They are to be rendered within thirty minutes of a request from a central office on a specified aerodrome on the route. The maximum distance from which these reports will be required is 500 kilometres. The requests may take the form of a demand for hourly reports.

The reports are rendered by telephone or wireless, and may be from one country to another in the case of an international air route. The reports when made by telegram will be in the form and code given in Appendix IV.

APPENDIX III.

FORECASTS.

Short-period forecasts covering three to four hours will give a statement of the anticipated conditions of cloud, weather, surface wind and visibility, together with direction and speed of wind at heights of 1,000 and 2,000 metres, and an estimate of meteorological fitness for different types of aircraft.

Normal forecasts for twenty to thirty hours will give similar information, but in more general terms.

Long-period forecasts give a general statement of the prospects for the next two or three days.

Route forecasts are made twice daily by central offices from information received from individual stations and will give a statement of conditions anticipated in the different regions or routes of the country for about six hours ahead.

APPENDIX IV.

GENERAL FORM IN WHICH REPORTS ARE TO BE RENDERED AND CODES FOR THEIR TRANSMISSION.

Individual stations will be allotted station call signs, *i.e.*, an index group of letters or figures which will be used in all reports to indicate the station, and will also serve as the wireless call sign. These should be internationally distinct.

The general form is given in meteorological symbols or letters. For purposes of transmission an appropriate figure value is given to each symbol or letter in accordance with the codes given below.

METEOROLOGICAL SYMBOLS OR LETTERS AND THEIR SIGNIFICATION.

Standard symbols.

- BBB = barometer reduced to sea level and expressed in millibars and tenths, *i.e.*, corrected for temperature gravity and index error. The initial 9 or 10 is omitted.
 DD = direction of wind (true direction as distinguished from magnetic) at a height of 10-15 metres above the surface expressed on scale 1-72 (see Code X).
 F = force of wind on Beaufort scale (wind above force 9 to be specially noted at end of telegram).
 ww = present weather (Code I).
 TT = temperature in degrees A ($0^{\circ} A = -273^{\circ} C$, $273^{\circ} A = 0^{\circ} C$), first figure omitted.
 A = Form of low cloud (Code III).
 L = Amount of low cloud (in tenths of sky covered, amount 10 telegraphed as 0).
 B = Form of medium or high cloud (Code III).
 M = Amount of medium or high cloud in tenths.
 h = Height of base of low cloud (Code IV (a)).
 WW = Past weather (Code II).
 V = Visibility (Code V).
 H₁ = Relative humidity (Code VI).
 S = State of sea (Code VII).
 β = Characteristic of barometric tendency (Code IX).
 bb = Amount of barometric tendency in half millibars per 3 hours; 50 added for negative tendencies.
 F₁ = Fitness of weather conditions for flying machines (Code VIII (a)).
 F₂ = Fitness of weather conditions for airships (Code VIII (b)).
 RR = Rainfall: (i) in day, (ii) in night; in millimetres and tenths.
 MM = Maximum temperature in the day.
 mm = Minimum temperature in the night.
 X = Reserve figure.

SPECIAL SYMBOLS FOR UPPER AIR CURRENTS.

- H = Height (Code IV (b)).
 DD = Direction on scale 1-72 (*i.e.*, to nearest 5° (see Code X)).
 VV = Speed in kilometres per hour (for speed above 99 K/hr use three figures).

SPECIAL SYMBOLS FOR UPPER AIR TEMPERATURE AND HUMIDITY.

- p = Height or pressure (Code IV (c)).
 HH = Actual percentage of relative humidity.

SPECIAL SYMBOL FOR COLLECTIVE REPORTS, CLASS 2.

- B = Barometer in whole millibars with the initial 9 or 10 omitted.

GENERAL FORMS OF MESSAGES IN METEOROLOGICAL SYMBOLS.

Regular reports.

1. *Individual station reports.* — Station call sign followed by the following groups:—

BBBDD. FwwTT. ALBmH. wwVHS. βbbF₁F₂ RRMMX (or RRmmX).

Additional two groups for reports from stations having facilities for observations of upper air currents; the first of these being:—

A five-figure group to indicate that upper air current information is contained in the group which follows and which has the general form HDDVV.

Additional two groups for reports from stations having facilities for observations of upper air temperature and humidity; the first of these being:

A five-figure group to indicate that upper air temperature and humidity information is contained in the group which follows and which has the general form ρTTHH.

(NOTE. — These indicative five-figure groups would be better, from a signalling point of view, as a special Morse signal.)

2. *Collective Station Reports, Class 1.* — The individual station reports are given in sequence in the same general form as above. Upper air conditions are given at the end for those stations for which available; upper air currents being given only for the following heights, 500, 1,000, 2,000, 5,000 metres (see Code IV (b).)

Example of general form of collective report (Class 1) giving information from four stations A, B, C, D, of which stations B, C, have given upper air currents and stations B, D, upper air temperatures and humidity.

Call sign for "A" — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.
 Call sign for "B" — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.
 Call sign for "C" — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.
 Call sign for "D" — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.
 Group or signal indicating that upper air current information follows.
 Call sign for "B" — HDDVV.
 Call sign for "C" — HDDVV.
 Group indicating that upper air temperature and humidity information follows.
 Call sign for "B" — $\rho TTHH$.
 Call sign for "D" — $\rho TTHH$.

3. *Collective station reports, Class 2.* — The individual station reports are given in sequence in an abridged form as follows: Call sign for station — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.

Upper air currents are given at the end of the telegram for heights 2,000 and 5,000 metres for selected stations.

Example of general form of collective report (Class 2) giving information from four stations A, B, C, D, of which stations B, C are selected for upper air current conditions.

Call sign for "A" — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.
 Call sign for "B" — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.
 Call sign for "C" — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.
 Call sign for "D" — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.
 Group indicating that upper air current information follows.
 Call sign for "B" — HDDVV.
 Call sign for "C" — HDDVV.
 Forecast of conditions in country of origin.

4. *Collective Station Reports, Class 3.* — The individual station reports are given in sequence in an abridged form as follows: —

Call sign of station — DDF₁F₂ — ALBMh — wwWWV.

Note 1. — The general form for transmission of "special reports" and of forecasts has not yet been formulated.

Note 2. — Observations from ships at sea and the transmission of such observations require special arrangements which it has not yet been possible to formulate. Similarly for observations from aircraft and their transmission.

CODES.

Code I. — Present Weather. — ww.

Note. — 00 to 49 weather without precipitation.
 50 to 70 and 77 to 97 with precipitation.

In Codes I and II, r = rain, d = drizzle, h = hail, s = snow, rs = sleet,
 tr = thunderstorm, e = wet air, f = fog (see Code V).

No Mist or Fog.

Haze, Mist or Fog, but no precipitation.

00 Absolutely cloudless.	06 Overcast and 1f.
01 Cloud less than 1/2.	07 — — 2f.
02 About 1/2 clouded.	08 — — 3f.
03 About 3/4 clouded.	09 — — 4f.
04 Overcast, but small amount of blue visible.	10 — — 5f.
05 Absolutely overcast.	11 — — 6f.

Haze, Mist or Fog, but no precipitation (Continued).

- 12 Overcast and 7f.
 13 — — 8f.
 14 Haze 1f.
 15 — 2f.
 16 Fog 3f.
 17 — 4f.
 18 — 5f.
 19 — 6f.
 20 — 7f.
 21 — 8f.
 22 Mist 1fe.
 23 — 2fe.
 24 Fog 3fe.
 25 — 4fe.
 26 — 5fe.
 27 — 6fe.
 28 — 7fe.
 29 — 8fe.

Special Phenomena without precipitation.

- 30 e (wet air).
 31 Exceptional visibility.
 32 Dust haze.
 33 Dew.
 34 Hoar frost.
 35 Rime.
 36 Glazed frost.
 37 Glazed roads.
 38 Solar halo.
 39 Lunar halo.
 40 Solar corona.
 41 Lunar corona.
 42 Aurora.
 43 Squalls.
 44 Gale.
 45 Gloom.
 46 Ugly : threatening.
 47 Thunder.
 48 Lightning.
 49 Thunder and lightning.

Precipitation and Fog.

- 50 Slight r
 51 Moderate r } 2f. or 3f.
 52 Heavy r
 53 Slight r
 54 Moderate r } 4f. or 5f.
 55 Heavy r
 56 Slight r
 57 Moderate r } 6f. to 8f.
 58 Heavy r

Precipitation and Squalls of Wind (59-70).

- 59 Slight r.
 60 Moderate r.
 61 Heavy r.
 62 Slight h.
 63 Moderate r and h.
 64 Heavy r and h.
 65 Slight rs.
 66 Moderate rs.
 67 Heavy rs.
 68 Slight s.
 69 Moderate s.
 70 Heavy s.

Snow Covering.

- 71 s over whole country.
 72 s with bare patches.
 73 Deep drifts.
 74 }
 75 } Reserve figures.
 76 }

Precipitation.

- 77 Slight d.
 78 Moderate d.
 79 Thick d.
 80 Slight r.
 81 Moderate r.
 82 Heavy r.
 83 Slight h.
 84 Moderate h.
 85 Heavy h.
 86 Slight rs.
 87 Moderate rs.
 88 Heavy rs.
 89 Slight s.
 90 Moderate s.
 91 Heavy s.
 92 Slight tlr. }
 93 Moderate tlr. } Without hail.
 94 Heavy tlr. }
 95 Slight tlr. }
 96 Moderate tlr. } With hail.
 97 Heavy tlr. }
 98 } Reserve figures.
 99 }

Code II. — Past Weather. — WW.

Note. — 00-49 Weather without precipitation.
 50-97 Weather with precipitation.

No Precipitation or Fog (00-14).

- 00 equals Cloudless.
 01 — b and bc ; med. or high cloud.

- 02 equals b and bc ; low cloud.
 03 — b and c ; mixed cloud.
 04 — bc and c ; med. or high cloud.

No Precipitation or Fog (continued).

- 05 equals bc and c ; low cloud.
 - 06 — bc and c ; mixed cloud.
 - 07 — c and o ; med. or high cloud.
 - 08 — c and o ; low cloud.
 - 09 — c and o ; mixed cloud.
- Overcast with blue patches (10-12).*
- 10 equals Med. or high cloud.
 - 11 — Low cloud.
 - 12 — Mixed cloud.
 - 13 — Completely overcast ; low or mixed cloud.
 - 14 — b and o ; low or mixed cloud.

Fog with Cloud above (15-19).

- 15 equals Overcast and 1f.
- 16 — Overcast and 2f.
- 17 — Overcast and 3f.
- 18 — Overcast and 4f. or 5f.
- 19 — Overcast and 6f. to 8f.

Haze or Fog (20-24).

- 20 equals Haze 1f.
- 21 — Haze 2f.
- 22 — Fog 3f.
- 23 — Fog 4f. or 5f.
- 24 — Fog 6f. to 8f.

Wet Fog or Mist (25-29).

- 25 equals Mist 1fe.
- 26 — Mist 2fe.
- 27 — Fog 3fe.
- 28 — Fog 4fe. or 5fe.
- 29 — Fog 6fe. to 8fe.

Special Phenomena without Precipitation (30-49).

- 30 equals e (wet air).
- 32 — Dust haze.
- 33 — Dew.
- 34 — Hoar frost.
- 35 — Rime.
- 36 — Glazed frost.
- 37 — Glazed roads.
- 38 — Solar halo.
- 39 — Lunar halo.
- 40 — Solar corona.
- 41 — Lunar corona.
- 42 — Aurora.
- 43 — Squalls.
- 44 — Gale.
- 45 — Gloom.
- 46 — Ugly ; threatening.
- 47 — Thunder.
- 48 — Lightning.
- 49 — Thunder and lightning.

Precipitation.

Passing Showers (50-61).

- 50 of slight
 - 51 of moderate
 - 52 of heavy
 - 53 of slight
 - 54 of moderate
 - 55 of heavy
 - 56 of slight
 - 57 of moderate
 - 58 of heavy
 - 59 of slight snow.
 - 60 of moderate snow.
 - 61 of heavy snow.
- } rain.
- } hail or r and h.
- } rs or r and rs.

Occasional Precipitation (62-76).

- 62 occasional slight d.
 - 63 — moderate d.
 - 64 — thick d.
 - 65 — slight r.
 - 66 — moderate r.
 - 67 — heavy r.
 - 68 — slight r and h.
 - 69 — moderate r and h.
 - 70 — heavy r and h.
 - 71 — slight
 - 72 — moderate
 - 73 — heavy
 - 74 — slight s.
 - 75 — moderate s.
 - 76 — heavy s.
- } rs or r and rs.

Continuous or nearly continuous Precipitation (77-91).

- 77 slight
 - 78 moderate
 - 79 thick
 - 80 slight
 - 81 moderate
 - 82 heavy
 - 83 slight
 - 84 moderate
 - 85 heavy
 - 86 slight
 - 87 moderate
 - 88 heavy
 - 89 slight
 - 90 moderate
 - 91 heavy
- } drizzle.
- } rain.
- } r and hail.
- } rs or r and rs
- } snow.

Thunderstorms (92-97).

- 92 slight tlr
 - 93 moderate tlr
 - 94 heavy tlr
 - 95 slight tlr
 - 96 moderate tlr
 - 97 heavy tlr
 - 98 } Reserve numbers.
 - 99 }
- } without hail.
- } with hail.

Code III. — Form of Cloud. $\left\{ \begin{array}{l} \text{Low Cloud. — A.} \\ \text{Medium or High Cloud. — B.} \end{array} \right.$

Low Cloud :	1 equals	Fracto cumulus.
	2 —	Mammato cumulus.
	3 —	Low strato cumulus (below 1200 m.).
	4 —	High strato cumulus (above 1200 m.).
	5 —	Nimbus.
	6 —	Cumulus.
	7 —	Cumulo nimbus.
	8 —	Stratus.
High Cloud :	1 —	Cirrus.
	2 —	Cirro stratus.
	3 —	Cirro cumulus.
	4 —	False cirrus.
Medium Cloud :	5 —	Thin alto stratus (sun or moon visible).
	6 —	Thick alto stratus.
	7 —	Alto cumulus (low) (below 3 km.).
	8 —	Alto cumulus (high) (above 3 km.).

Code IV (a), (b), (c), — Heights and Pressures of Upper Air Reports.

Code IV (a). — Height of base of Low Cloud — h.

Code IV (b). — Height of Upper Wind — H.

Code figure.	Metres.	Code figure.	Metres.
0 equals	cloud below 150	1 equals	200
1 —	cloud below 150—300	2 —	500
2 —	cloud below 300—500	3 —	1000
3 —	cloud below 500—750	4 —	1500
4 —	cloud below 750—1000	5 —	2000
5 —	cloud below 1000—1500	6 —	3000
6 —	cloud below 1500—2000	7 —	4000
7 —	cloud below 2000—2500	8 —	5000
8 —	cloud below 2500—3000		
9 —	no low cloud.		

Code IV (c). — Height or Pressure to which Temperature and Humidity Values refer—p.

Code figure.	Code figure.
0 equals surface.	5 equals pressure of 850 mb.
1 — 300 metres above surface.	6 — pressure of 800 mb.
2 — pressure of 1000 mb.	7 — pressure of 750 mb.
3 — pressure of 950 mb.	8 — pressure of 700 mb.
4 — pressure of 900 mb.	9 — pressure of 600 mb.

Code V.—Surface Visibility and Fog — V.

Code figure.	Most distant object visible.	Description.	Code figure.	Most distant object visible.	Description.
0	less than 25 metres	8 f	4	2000 metres	2 f or 3 V
	25 metres	7 f	5	4000 —	2 f or 4 V
1	50 —	6 f	6	7000 —	1 f or 5 V
	100 —	5 f	7	12000 —	1 f or 6 V
2	200 —	4 f	8	20000 —	7 V
	500 —	3 f or 1 V		30000 —	8 V
3	1000 —	3 f or 2 V	9	above 30000 and clear air	9 V

Code VI. — Relative Humidity — H.

Code figures.

0 equals	95—100 per cent.
9 —	90—94 —
8 —	80—89 —
7 —	70—79 —
6 —	60—69 —

Code figures.

5 equals	50—59 per cent.
4 —	40—49 —
3 —	30—39 —
2 —	20—29 —
1 —	10—19 —

Code VII. — State of Sea — S.

Code figure.

0 equals	Calm—glassy.
1 —	Very smooth—slightly rippled.
2 —	Smooth—rippled.
3 —	Slight—rocks buoy.
4 —	Moderate furrowed.

Description.

Code figure.

Description.

5 equals	Rather rough—much furrowed.
6 —	Rough—deeply furrowed.
7 —	High rollers, steep fronts.
8 —	Very high rollers, steep fronts.
9 —	Phenomenal—precipitous.

Code VIII (a) & (b). — Fitness for Flying.

Code VIII (a) Fitness for Aeroplane.

Code figure.

0 equals	entirely unfit : fog.
1 —	entirely unfit : rain and low cloud.
2 —	entirely unfit : gales.
3 —	very risky : mist.
4 —	very risky : wind and weather.
5 —	risky : mist.
6 —	risky : wind and weather.
7 —	fit.
8 —	very fit.
9 —	perfect.

Code VIII (b) Fitness for Airships.

Code figure.

0 equals	entirely unfit : fog.
1 —	entirely unfit : rain, wind, and low cloud.
2 —	entirely unfit : gales.
3 —	very risky : high wind.
4 —	very risky : occasional squalls.
5 —	risky : strong wind.
6 —	risky : slight squalls.
7 —	fit.
8 —	very fit.
9 —	perfect.

Code IX. — Characteristic of Barometric Tendency.— β .

Code figure.

0 equals	steady.
1 —	unsteady.
2 —	rising.
3 —	falling.
4 —	falling, then rising.
5 —	steady, then rising.

Code figure.

6 equals	steady, then falling.
7 —	falling, now steady.
8 —	rising, now steady or falling.
9 —	line squall ; sudden rise with marked change of wind and weather.

Code X. — Direction of wind. — DD.

Direction is specified to the nearest 5° by use of the numbers 1-72. The numbers corresponding with the usual "even" points of the old telegraphic scale are as follows :—

04 equals	NNE.
09 —	NE.
1 —	ENE.
18 —	East.
22 —	ESE.
27 —	SE.
31 —	SSE.
36 —	South.

40 equals	SSW.
45 —	SW.
49 —	WSW.
54 —	West.
58 —	WNW.
63 —	NW.
67 —	NNW.
72 —	North.

To express directions calculated in degrees in this scale, divide the number of degrees by 5 (or multiply by 2 and divide by 10),

e.g., 17° equals 03 ; 53° equals 11 ; 257° equals 51 ; 313° equals 63.

ANNEX H.

Customs.

GENERAL PROVISIONS.

1.

Any aircraft going abroad shall depart only from aerodromes specially designated by the customs administration of each contracting State, and named "customs aerodromes".

Aircraft coming from abroad shall land only in such aerodromes.

2.

Every aircraft which passes from one State into another is obliged to cross the frontier between certain points fixed by the contracting States. These points are shown on the aeronautical maps.

3.

All necessary information concerning customs aerodromes within a State, including any alterations made to the list and any corresponding alterations necessary on the aeronautical maps and the dates when such alterations become valid, and all other information concerning any international aerodromes which may be established, shall be communicated by the States concerned to each other and to the International Commission for Air Navigation, which shall notify such information to all of the contracting States. The contracting States may agree to establish international aerodromes at which there may be joint customs services for two or more States.

4.

When, by reason of a case of *force majeure*, which must be duly justified, an aircraft crosses the frontier at any other point than those designated, it shall land at the nearest customs aerodrome on its route. If it is forced to land before reaching this aerodrome, it shall inform the nearest police or customs authorities.

It will only be permitted to leave again with the authorisation of these authorities, who shall, after verification, stamp the log book and the manifest provided for in paragraph 5; they shall inform the pilot of the customs aerodrome where he must necessarily carry out the formalities of customs clearance.

5.

Before departure, or immediately after arrival, according to whether they are going to or coming back from a foreign country, pilots shall show their log books to the authorities of the aerodrome and, if necessary, the manifest of the goods and supplies for the journey which they carry.

6.

The manifest is to be kept in conformity with the attached form No. 1.

The goods must be the subject of detailed declarations in conformity with the attached form No. 2, made out by the senders.

Every contracting State has the right to prescribe for the insertion either on the manifest or on the customs declaration of such supplementary entries as it may deem necessary.

7.

In the case of an aircraft transporting goods, the customs officer, before departure, shall examine the manifest and declarations, make the prescribed verifications and sign the log book as well as the manifest. He shall verify his signature with a stamp. He shall seal the goods or sets of goods, for which such a formality is required.

On arrival the customs officer shall ensure that the seal is unbroken, shall pass the goods, shall sign the log book and keep the manifest.

In the case of an aircraft with no goods on board, the log book only shall be signed by the police and customs officials.

The fuel on board shall not be liable to customs duties provided the quantity thereof does not exceed that needed for the journey as defined in the log book.

8.

As an exception to the general regulations, certain classes of aircraft, particularly postal aircraft, aircraft belonging to aerial transport companies regularly constituted and authorised and those belonging to members of recognised touring societies not engaged in the public conveyance of persons or goods, may be freed from the obligation of landing at a customs aerodrome and authorised to begin or end their journey at certain inland aerodromes appointed by the customs and police administration of each State at which customs formalities shall be complied with.

However, such aircraft shall follow the normal air-route, and make their identity known by signals agreed upon as they fly across the frontier.

REGULATIONS APPLICABLE TO AIRCRAFT AND GOODS.

9.

Aircraft landing in foreign countries are in principle liable to customs duties if such exist.

If they are to be re-exported, they shall have the benefit of the regulations as to permit by bond or deposit of the taxes.

In the case of the formation between two or more countries of the Union of touring societies, the aircraft of the said countries will have the benefit of the regulations of the "Tryptique".

10.

Goods arriving by aircraft shall be considered as coming from the country where the log book and manifest have been signed by the customs officer.

As regards their origin and the different customs régimes, they are liable to the regulations of the same kind as are applicable to goods imported by land or sea.

11.

With regard to goods exported in discharge of a temporary receiving or bonded account or liable to inland taxes, the senders shall prove their right to send the goods abroad by producing a certificate from the customs of the place of destination.

AIR TRANSIT.

12.

When an aircraft to reach its destination must fly over one or more contracting States, without prejudice to the right of sovereignty of each of the contracting States, two cases must be distinguished :—

1. If the aircraft neither sets down nor takes up passengers or goods, it is bound only to keep to the normal air route and make itself known by signals when passing over the points designated for such purpose.

2. In other cases, it shall be bound to land at a customs aerodrome, and the name of such aerodrome shall be entered in the log book before departure. On landing, the customs authorities shall examine the papers and the cargo, and take, if need be, the necessary steps to ensure the re-exportation of the craft and goods or the payment of the dues.

The provisions of paragraph 9 (2) are applicable to goods to be re-exported.

If the aircraft sets down or takes up goods, the customs officer shall verify the fact on the manifest, duly completed, and shall affix, if necessary, a new seal.

VARIOUS PROVISIONS.

13.

Every aircraft during flight, wherever it may be, must conform to the orders from police or customs stations and police or customs aircraft of the State over which it is flying.

14.

Customs officers and excise officials, and, generally speaking, the representatives of the public authorities shall have free access to all starting and landing places for aircraft; they may also search any aircraft and its cargo to exercise their rights of supervision.

15.

Except in the case of postal aircraft, all unloading or throwing out in the course of flight, except of ballast, may be prohibited.

16.

In addition to any penalties which may be imposed by local law for infringement of the preceding regulations, such infringement shall be reported to the State in which the aircraft is registered and that State shall suspend for a limited time, or permanently, the certificate of registration of the offending aircraft.

17.

The provisions of this Annex do not apply to military aircraft visiting a State by special authorisation (Articles 31, 32, and 33 of the Convention), nor to police and customs aircraft (Articles 31 and 34 of the Convention).

NOTE. — The manifest should not bear on it erasures or corrections except those approved by the proper customs officials, nor contain interlineations or several articles entered on the same line. As many extra sheets may be added as are necessary.

MODEL NO. I

AIR NAVIGATION.

MANIFEST
OR GENERAL DECLARATION OF CARGO.

Space reserved for entries by Customs Officers.	MACHINE.....	{	Registration Mark.
	COMMANDING OFFICER.	{	Name : Residence : Nationality : Number of Licence : Place of departure : Country : Place of destination : Country : Number of annexed declarations
	GOODS .....	{	.....

The Commanding Officer guarantees the accuracy of the contents of this manifest under penalties provided by law. Consequently, he has dated and signed this document immediately below the last entry.

FILE number of	MARKS and numbers on the Parcels	NUMBER (in figures and letters) and Descriptions of Parcels.	NATURE of the goods.	WEIGHT.	OBSERVATIONS.

AIR NAVIGATION.

MODEL No. 2.

Place of departure: *Customs declaration made by M*
 Place of destination: *for the following goods :*

PARCELS. Marks and numbers.	NATURE of goods.	DETAILED DESCRIPTION of contents.	COUNTRY of origin.	VALUE.	WEIGHT		OBSERVATIONS.
					gross.	net.	

At the day of 19 .
 Consignor,

ALLEGATO A.

Marche degli aeromobili

I.

GENERALIT A.

a) La marca di nazionalità sarà rappresentata da una lettera maiuscola in caratteri romani, p. es :

Francia..... F

La marca di registrazione sarà rappresentata da un gruppo di quattro lettere maiuscole ; ogni gruppo conterrà almeno una vocale, la lettera Y essendo considerata come tale. Il gruppo complessivo delle cinque lettere sarà usato come nominativo dell' aeromobile nel fare o ricevere segnali di radiotelegrafia o di ogni altro mezzo di comunicazione, eccettuato il caso di comunicazioni per mezzo di segnali ottici, nelle quali si useranno i metodi ordinari.

Le marche di nazionalità e di registrazione sono assegnate secondo la tabella della sezione VIII di questo allegato.

b) Negli aeromobili che non siano di Stato o commerciali, la marca di registrazione dev' essere sottolineata con una linea nera.

c) L' iscrizione nel registro e il certificato di registrazione devono contenere una descrizione dell' aeromobile e indicare il numero o le altre marche d' identificazione dategli dal costruttore ; le marche di nazionalità e di registrazione predette ; l' aeroporto abituale dell' aeromobile ; il nome e cognome, la nazionalità e la residenza del proprietario, e la data di registrazione.

d) Ogni aeromobile deve portare fissata alla navicella o alla fusoliera, in posizione visibile, una targa di metallo sulla quale siano incisi il nome e cognome e la residenza del proprietario e le marche di nazionalità e di registrazione.

CERTIFICATO DI REGISTRAZIONE.

(Modulo provvisorio.)

Nazionalità	
Marca di nazionalità	
Marca di registrazione	
Data di registrazione	
Tipo dell' aeromobile	{
	turistico o da diporto
	commerciale
	di Stato
Costruttore	
Numero dato dal costruttore	
Descrizione	
Nome e cognome del proprietario	
Residenza del proprietario	
Nazionalità del proprietario	
Aeroporto dell' aeromobile	

Firma e bollo dell' autorità che rilascia il certificato

II.

POSIZIONE DELLE MARCHE.

Le marche di nazionalità e di registrazione devono essere tracciate in nero su fondo bianco nella maniera seguente :

a) *Velivoli*. — Le marche devono essere dipinte sopra la superficie inferiore dei piani principali inferiori e sopra la superficie superiore dei piani principali superiori, col vertice delle lettere dalla parte del bordo anteriore. Esse saranno dipinte anche lungo i lati della fusoliera fra i piani principali e quelli di coda. Se il velivolo non ha fusoliera, le marche saranno dipinte sulla carlinga.

b) *Dirigibili e palloni*. — Per i dirigibili, le marche saranno dipinte verso la sezione maestra ai due lati e sulla superficie superiore ; i tre distintivi saranno fra loro equidistanti. Per i palloni, le marche saranno dipinte su due punti opposti della circonferenza orizzontale massima. In entrambi i casi le marche laterali devono essere visibili dai lati e del suolo.

III.

POSIZIONI ADDIZIONALI DELLE MARCHE DI NAZIONALITÀ.

a) *Velivoli e dirigibili*. — La marca di nazionalità sarà altresì dipinta sui lati destro e sinistro della superficie inferiore del piano di coda inferiore o dei timoni di profondità e sulla superficie superiore del piano superiore di coda o dei timoni di profondità, se questi hanno maggiori dimensioni. Essa sarà, inoltre, dipinta sulle due faccie del timone di direzione o sulle faccie esterne dei timoni esterni di direzione, se l'aeromobile ha più di uno di tali timoni.

b) *Palloni*. — La marca di nazionalità sarà dipinta sulla navicella.

IV.

DIMENSIONI DELLE MARCHE DI NAZIONALITÀ E DI REGISTRAZIONE.

a) *Velivoli*. — L' altezza delle marche sui piani principali e sui piani di coda sarà rispettivamente eguale ai $\frac{4}{5}$ della corda, e per i timoni di direzione sarà la più grande possibile. L' altezza delle marche sulla fusoliera o sulla navicella sarà eguale ai $\frac{4}{5}$ della minima altezza di quella parte della fusoliera o della navicella sulla quale le marche sono dipinte.

b) *Dirigibili e palloni*. — Per i dirigibili, le marche di nazionalità dipinte sul piano di coda avranno l' altezza eguale ai $\frac{4}{5}$ della corda del piano di coda, e sul timone di direzione le marche saranno le più grandi possibili. L' altezza delle altre marche sarà eguale almeno a $\frac{1}{12}$ del perimetro della sezione maestra del dirigibile.

Per i palloni, l' altezza delle marche di nazionalità sarà eguale ai $\frac{4}{5}$ dell' altezza della navicella e l' altezza delle altre marche sarà eguale almeno a $\frac{1}{12}$ della circonferenza del pallone.

c) *Generalità*. — In ogni caso le lettere delle marche di nazionalità e di registrazione po tranno non eccedere metri 2,50 in altezza.

V.

DIMENSIONI E TIPI DI LETTERE, ECC.

a) La larghezza delle lettere sarà dei due terzi e la grossezza di un sesto della loro altezza. Le lettere saranno dipinte in caratteri ordinari piene e dovranno essere uniformi. Lo spazio fra le lettere sarà eguale alla metà della loro larghezza.

b) Se le lettere sono sottolineate, la grossezza della linea dev' essere eguale a quella delle lettere. L'intervallo fra il piede delle lettere e la linea sarà eguale alla grossezza della linea stessa.

VI.

INTERVALLO FRA LE MARCHE DI NAZIONALITÀ E DI REGISTRAZIONE.

Quando le marche di nazionalità e di registrazione sono tracciate insieme esse devono essere separate da un tratto di linea di lunghezza eguale alla larghezza delle lettere.

VII.

MANUTENZIONE.

Le marche di nazionalità e di registrazione devono essere disposte nelle migliori condizioni possibili di visibilità, tenendo conto delle linee di costruzione dell' aeromobile. Le marche dovranno essere mantenute pulite e visibili.

VIII.

TABELLA DELLE MARCHE.

La marca di nazionalità di ognuno degli Stati seguenti si applica agli aeromobili dei suoi domini, colonie, protettorati, dipendenze, o dei paesi da esso governati per mandato della Società delle Nazioni.

PAESE.	MARCA DI NAZIONALITÀ	MARCHE DI REGISTRAZIONE.
Stati Uniti d'America.....	N	Tutte le combinazioni fatte in conformità delle disposizioni del paragrafo a) della sezione I di questo allegato, colle ventisei lettere dell' alfabeto, in gruppi di quattro, con una vocale almeno in ogni gruppo. Es. : ADCJ, PURN.
Impero britannico'	G	
Francia	F	
Italia	I	
Giappone	J	
Bolivia	C	Tutte le combinazioni fatte con B quale prima lettera.
Cuba	C	Tutte le combinazioni fatte con C quale prima lettera.
Portogallo.....	C	Tutte le combinazioni fatte con P quale prima lettera.
Romania	C	Tutte le combinazioni fatte con R quale prima lettera.
Uruguay	C	Tutte le combinazioni fatte con U quale prima lettera.
Czecho-Slovacchia	L	Tutte le combinazioni fatte con B quale prima lettera.
Guatemala	L	Tutte le combinazioni fatte con G quale prima lettera.
Liberia	L	Tutte le combinazioni fatte con L quale prima lettera.
Brasile	P	Tutte le combinazioni fatte con B quale prima lettera.
Polonia	P	Tutte le combinazioni fatte con P quale prima lettera.
Belgio	O	Tutte le combinazioni fatte con B quale prima lettera.
Perù	O	Tutte le combinazioni fatte con P quale prima lettera.
Cina	X	Tutte le combinazioni fatte con C quale prima lettera.
Honduras	X	Tutte le combinazioni fatte con H quale prima lettera.
Serbia-Croazia-Slavonia	X	Tutte le combinazioni fatte con S quale prima lettera.
Haiti	H	Tutte le combinazioni fatte con H quale prima lettera.
Siam	H	Tutte le combinazioni fatte con S quale prima lettera.
Equatore	E	Tutte le combinazioni fatte con E quale prima lettera.
Grecia	S	Tutte le combinazioni fatte con G quale prima lettera.
Panama	S	Tutte le combinazioni fatte con P quale prima lettera.
Hedjaz	A	Tutte le combinazioni fatte con H quale prima lettera.
Nicaragua	A	Tutte le combinazioni fatte con N quale prima lettera.

ALLEGATO B.

Certificati di navigabilità.

Le seguenti condizioni principali regolano la concessione dei certificati di navigabilità :

1° Il progetto dell' aeromobile, per ciò che concerne la sicurezza, dovrà rispondere a determinati requisiti minimi.

2° Una dimostrazione soddisfacente delle qualità effettive di volo del tipo di aeromobile esaminato dovrà essere fatta mediante prove di volo ; ma gli apparecchi fabbricati in seguito, conformi al tipo approvato, non saranno soggetti a tali prove. Le prove dovranno rispondere a determinati requisiti minimi.

3° La costruzione di ogni aeromobile dovrà essere approvata, per ciò che concerne la lavorazione ed i materiali adoperati. Il controllo della costruzione e delle prove dovrà rispondere a determinati requisiti minimi.

4° L' aeromobile sarà munito degli istrumenti necessari per la sicurezza della navigazione.

5° I requisiti minimi dei paragrafi 1 a 3 incluso saranno determinati dalla Commissione internazionale di navigazione aerea. Finchè non lo siano, ogni Stato contraente stabilirà le norme secondo le quali i certificati di navigabilità saranno concessi e rimarranno validi.

ALLEGATO C.

Libri di Bordo.

I.

GIORNALE DI ROTTA.

Sarà tenuto per tutti gli aeromobili e conterrà i seguenti dati :

a) Categoria alla quale appartiene l' aeromobile ; marche di nazionalità e di registrazione ; nome e cognome, nazionalità e residenza del proprietario, nome del costruttore, carico utile dell' aeromobile ;

b) Inoltre, per ogni viaggio :

1. Nome, e cognome, nazionalità e residenza di ciascuno dei membri dell' equipaggio ;
2. Luogo, data ed ora della partenza, rotta seguita, e tutti gli incidenti del viaggio, atterramenti compresi.

II.

LIBRETTO DELL' AEROMOBILE.

E' obbligatorio solamente nel caso degli aeromobili adibiti al pubblico trasporto di passeggeri e di merci, e deve contenere i seguenti dati :

a) Categoria alla quale appartiene l' aeromobile ; marche di nazionalità e di registrazione, nome e cognome, nazionalità e residenza del proprietario, nome del costruttore carico utile ;

b) Tipo e numero di serie del motore ; tipo dell' elica col relativo numero, passo, diametro, nome e cognome del costruttore ;

c) Tipo di apparecchio radiotelegrafia montato sull' aeromobile ;

d) Tabella per il personale responsabile del funzionamento e della manutenzione dell' aeromobile e contenente tutti i dati relativi alla regolazione delle crociere e dei venti ;

e) Dati tecnici completi e particolareggiati sul servizio prestato dall' aeromobile, comprese tutte le prove di colludo, revisioni, sostituzioni di pezzi, riparazioni e tutti i lavori analoghi.

III.

LIBRETTO DEL MOTORE.

E' obbligatorio soltanto nel caso dei motori sistemati sugli aeromobili destinati al pubblico trasporto di passeggeri e di merci ; in tale caso sarà tenuto un libro di bordo distinto per ogni motore che lo accompagnerà sempre. Conterrà i dati seguenti :

- a) Tipo del motore, numero di serie, nome e cognome del costruttore, potenza e numero di giri normale massimo, data della costruzione e data della sua entrata in servizio ;
- b) Marca di registrazione e tipo di aeromobili sui quali è stato sistemato il motore ;
- c) Dati tecnici completi e particolareggiati della vita del motore, comprese tutte le prove di collaudo, ore di funzionamento, visite di revisione, sostituzioni di pezzi, riparazioni e tutti i lavori analoghi.

IV.

GIORNALE DEI SEGNALI.

E' obbligatorio soltanto nel caso degli aeromobili adibiti al pubblico trasporto di passeggeri o di merci, e conterrà i seguenti particolari :

- a) Categoria alla quale appartiene l' aeromobile ; marche di nazionalità e di registrazione ; nome e cognome, nazionalità e residenza del proprietario ;
- b) Luogo, data ed ora della trasmissione o della ricezione di qualsiasi segnale ;
- c) Nome od altra indicazione della persona o della stazione alla quale è stato inviato un segnale o dalla quale si è ricevuto un segnale.

V.

ISTRUZIONI PER L' USO DEI LIBRI DI BORDO.

a) Il costruttore possibilmente farà e firmerà le prime notazioni nei libri di bordo. Le notazioni successive dovranno essere fatte e firmate dal pilota o da altra persona competente ;

b) Una copia del certificato di navigabilità dovrà essere tenuta allegata al libretto dell' aeromobile ;

c) Tutte le notazioni saranno fatte in inchiostro, salvo nel giornale di rotta e in quello dei segnali ; le notazioni relative a questi libri possono esser fatte a lapis in un libretto di minuta, ma dovranno essere ricopiate nel libro di bordo ogni 24 ore. In caso di inchiesta ufficiale potrà essere richiesto il libretto contenente le note originali ;

d) Non si potranno far, cancellature nei libri di bordo, nè strapparne fogli ;

e) Una copia di queste istruzioni dovrà essere inserita in ogni libro di bordo.

ALLEGATO D.

Regolamento sui fanali e segnalazioni, Codice di circolazione aerea.

DEFINIZIONI.

La parola « aeromobile » indica i palloni, frenati o liberi, i cervi-volanti, i dirigibili e i velivoli.

La parola « pallone » frenato o libero, indica un aeromobile che impiega un gas più leggero dell' aria quale mezzo per sostenersi nell' atmosfera e che non ha organi propri di propulsione.

La parola « dirigibile » indica un aeromobile che impiega un gas più leggero dell' aria quale mezzo per sostenersi nell' atmosfera e che ha organi propri di propulsione.

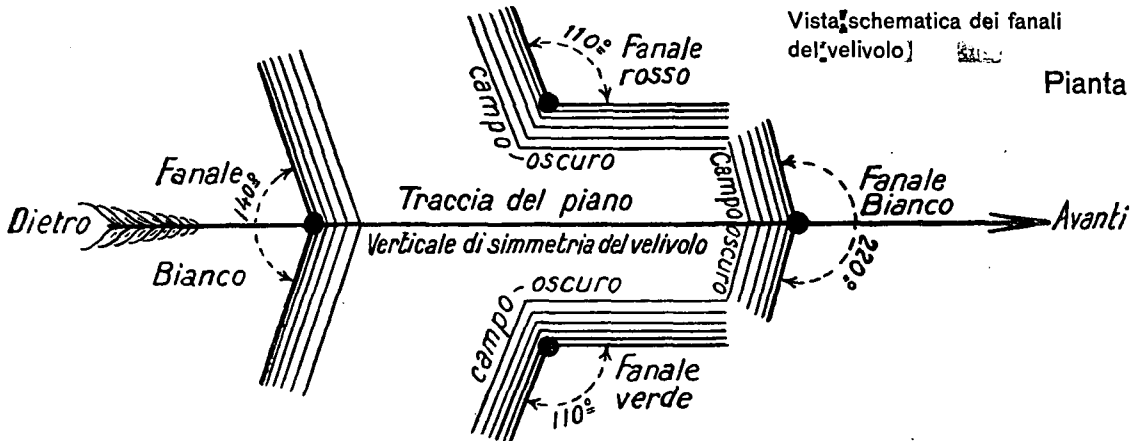
La parola « velivolo » indica ogni aeroplano, idrovolante (a galleggianti laterali o a battello centrale) ed ogni altro aeromobile più pesante dell' aria avente organi propri di propulsione.

Un dirigibile è considerato « in rotta » agli effetti di questo regolamento, quando non è ormeggiato a terra o ad alcun oggetto sulla terra o sull'acqua.

I.

REGOLAMENTO SUI FANALI.

La parola « visibile » in questo regolamento, quando è applicata ai fanali, significa visibile a notte alta con atmosfera chiara. Gli angoli di visibilità designati in questo regolamento come è indicato nello schizzo annesso, si riferiscono all'aeromobile nella sua linea normale di volo rettilineo e orizzontale.



1. I regolamenti relativi ai fanali saranno applicati in qualsiasi condizione di tempo da tramonto all'alba, e durante tale periodo, nessun altro fanale, che possa essere scambiato erroneamente per i fanali prescritti, sarà mostrato. I fanali prescritti per la navigazione non devono essere abbaglianti.

2. Ogni velivolo nell'aria, o quando manovra sulla terra o sull'acqua coi propri mezzi, porterà i seguenti fanali:

a) Davanti, un fanale bianco visibile in un angolo diedro di 220° , bisecato dal piano diametrale verticale di simmetria del velivolo e di intensità tale da essere visibile a una distanza di almeno 8 chilometri;

b) A destra, un fanale verde costituito e sistemato in modo da far vedere verso l'avanti una luce ininterrotta fra due piani verticali formanti l'angolo diedro di 110° , uno dei quali parallelo al piano diametrale del velivolo, e di intensità tale da essere visibile ad una distanza di almeno 5 chilometri;

c) A sinistra, un fanale rosso costituito e sistemato in modo da far vedere verso l'avanti una luce ininterrotta fra due piani verticali formanti l'angolo diedro di 110° , uno dei quali parallelo al piano diametrale del velivolo, e di intensità tale da essere visibile a una distanza di almeno 5 chilometri;

d) I detti fanali verde e rosso saranno montati in maniera che la luce verde non possa essere veduta dalla sinistra, nè quella rossa dalla destra;

e) Di dietro, e il più lontano possibile, un fanale bianco che proietti la sua luce verso poppa, in un angolo diedro di 140° , bisecato dal piano diametrale di simmetria del velivolo e di intensità tale da essere visibile ad una distanza di almeno 5 chilometri;

f) Se per adempire alle suddette condizioni uno dei fanali deve essere sostituito da più fanali, il campo di visibilità di ognuno di questi sarà limitato in modo che se ne possa vedere soltanto uno per volta.

3. Le regole stabilite per i fanali dei velivoli si applicheranno ai dirigibili, salvo le modifiche seguenti:

a) Tutti i fanali saranno raddoppiati, i fanali anteriori e posteriori verticalmente, e quelli dei lati orizzontalmente, in direzioni parallele al piano diametrale;

b) Entrambi i fanali di ogni coppia, a prua e a poppa, saranno visibili contemporaneamente; la distanza fra i fanali costituenti la coppia non sarà minore di 2 metri.

4. Un dirigibile rimorchiato porterà i fanali indicati al paragrafo 3 e quelli indicati al paragrafo 6 per i dirigibili che non sono in grado di manovrare.

5. a) Un velivolo o un dirigibile, galleggiante sull'acqua, che non sia in grado di manovrare come è prescritto dai regolamenti per evitare le collisioni in mare, porterà due fanali rossi uno sopra l'altro, distanti fra loro non meno di 2 metri, di intensità tale da essere visibili su tutto l'orizzonte a una distanza di almeno 3 chilometri.

b) L'aeromobile al quale si riferisce la lettera precedente, quando è fermo sull'acqua non mostrerà i fanali di via laterali, ma li accenderà quando si mette in moto.

6. Un dirigibile che per qualsiasi ragione non può manovrare, o che volontariamente ha fermato i motori, mostrerà distintamente, oltre gli altri fanali predetti, due fanali rossi uno sopra l'altro, distanti fra loro non meno di 2 metri, disposti in maniera da far vedere la luce in tutte le direzioni, e di intensità tale da essere visibili a una distanza non minore di 3 chilometri.

Di giorno, un dirigibile rimorchiato, che per qualsiasi ragione non possa manovrare, mostrerà distintamente due palloni neri, ciascuno di 60 cm. di diametro, posti uno sopra l'altro, distanti fra loro non meno di 2 metri.

Un dirigibile ormeggiato oppure in rotta, ma che abbia volontariamente fermato i motori, mostrerà distintamente, di giorno, un pallone nero di 60 cm. di diametro, e sarà considerato dagli altri aeromobili come se non potesse manovrare.

7. Un pallone libero porterà un fanale brillante bianco sotto la navicella, a una distanza non minore di 5 metri, disposto in modo da far vedere una luce continua in tutte le direzioni e di intensità tale da essere visibile a una distanza di almeno 3 chilometri.

8. Un pallone frenato porterà nella medesima posizione del fanale bianco indicato nel paragrafo 7. e in sua vece, tre fanali in linea verticale a una distanza l'uno dall'altro di non meno di 2 metri. Il più alto e il più basso di questi fanali saranno rossi e quello di mezzo bianco, e saranno di intensità tale da essere visibili in tutte le direzioni a una distanza di almeno 3 chilometri.

Il cavo di ormeggio porterà attaccati, a intervalli di 300 metri, misurati dalla navicella, gruppi di 3 fanali eguali a quelli indicati nel comma precedente. Loggetto a terra al quale è ormeggiato il pallone porterà lo stesso gruppo di fanali per indicare la sua posizione.

Di giorno, il cavo d'ormeggio porterà nella stessa posizione dei gruppi di fanali indicati nel comma precedente, e in loro vece, bandiere a manica di non meno di 20 cm. di diametro, lunghe 2 metri e striate con fasce bianche e rosse, larghe 50 cm.

9. Un dirigibile ormeggiato e vicino al suolo porterà i fanali indicati nei paragrafi 2 a), e) e 3.

Inoltre, se è ormeggiato, ma non vicino al suolo il cavo d'ormeggio e l'oggetto al quale è ormeggiato saranno segnalati secondo le disposizioni del paragrafo 8, tanto di giorno quanto di notte.

Le ancore galleggianti o le boe impiegate dai dirigibili a scopo di ormeggio sono esenti da queste regole.

10. Un velivolo fermo al suolo o sul mare, ma non ancorato od ormeggiato, porterà i fanali indicati nel paragrafo 2.

11. Per evitare le collisioni colle navi :

a) Un velivolo ancorato o ormeggiato in acqua porterà a prua, in posizione opportuna, un fanale bianco disposto in modo da essere visibile da tutti i punti dell'orizzonte a una distanza di almeno 2 chilometri ;

b) Un velivolo di 50 metri e più di lunghezza, ancorato od ormeggiato sull'acqua porterà a prua un fanale del tipo indicato alla lettera a), e a poppa o nelle sue vicinanze un altro fanale disposto più in basso 5 metri del precedente.

Per lunghezza di un velivolo s'intende la massima distanza fra i suoi punti estremi, avanti e indietro ;

c) I velivoli di 50 metri o più di apertura, ormeggiati o ancorati sull'acqua, porteranno inoltre sull'estremità di ogni ala inferiore un fanale come quello indicato alla lettera (a) di questo paragrafo.

Per apertura di un velivolo s'intende la sua massima dimensione trasversale.

12. Se uno qualunque dei fanali indicati in questo regolamento viene a spegnersi durante il volo notturno dell'aeromobile, questo dovrà atterrare, appena potrà farlo senza pericolo.

13. In nessun caso questo regolamento dovrà impedire l'osservanza delle regole speciali stabilite da uno Stato relativamente ai fanali addizionali di posizione o di segnalazione, per gli aeromobili militari, o per gli aeromobili volanti in formazione. Né dovrà impedire l'impiego di segnali di riconoscimento adottati dai proprietari di aeromobili autorizzati dai loro Governi purché debitamente registrati e pubblicati.

II.

REGOLAMENTO SULLE SEGNALAZIONI.

14. a) L'aeromobile che desidera atterrare di notte in un aeroporto che abbia un personale di guardia dovrà prima sparare un fuoco Very verde, o fare dei segnali intermittenti con un fanale verde; dovrà inoltre trasmettere, col codice internazionale Morse il gruppo di lettere che costituiscono il suo segnale di chiamata o nominativo.

b) Il permesso di atterrare sarà dato per mezzo della ripetizione del medesimo segnale di chiamata da terra, seguito da un fuoco Very verde o da segnali intermittenti con un fanale verde.

15. Un fuoco Very rosso, o segnali con un fanale rosso dal suolo, significheranno che l'aeromobile non deve atterrare.

16. Un aeromobile che è obbligato ad atterrare di notte dovrà sparare, prima di atterrare, un fuoco Very rosso o fare una serie di segnali brevi e intermittenti coi fanali di navigazione.

17. Quando un aeromobile è in pericolo e ha bisogno di soccorso dovrà fare e mostrare i seguenti segnali, insieme o separatamente:

- a) Il segnale internazionale S. O. S., per mezzo di segnali ottici o radiotelegrafici;
- b) Il segnale di lontananza per mezzo delle bandiere N. C. del codice internazionale;
- c) Il segnale di lontananza, che consiste in una bandiera quadrata avente, o sotto o sopra di essa, un pallone o qualcosa che gli rassomigli;
- d) Un suono continuo con qualsiasi apparecchio acustico;
- e) Un segnale, formato da una serie di fuochi Very bianchi, sparati a brevi intervalli.

18. Per avvisare un aeromobile che trovasi nella vicinanza di una zona vietata e che deve cambiare rotta, si impiegheranno i seguenti segnali:

- a) Di giorno, tre proietti lanciati ad intervalli di 10 secondi, che producano allo scoppio tre nuvolette di fumo bianco, indicanti la direzione che dovrà essere seguita dall'aeromobile;
- b) Di notte, tre proietti lanciati ad intervalli di 10 secondi, che producano allo scoppio tre stelle bianche indicanti la direzione che dovrà essere seguita dall'aeromobile.

19. Per dare ordine a un aeromobile di atterrare si impiegheranno i seguenti segnali:

- a) Di giorno, tre proietti lanciati ad intervalli di 10 secondi, che producano allo scoppio una nuvoletta di fumo nero o giallo;
- b) Di notte, tre proietti lanciati ad intervalli di 10 secondi, che producano allo scoppio tre stelle rosse.

Inoltre, se si vuole evitare che atterrino altri aeromobili oltre quello cui è diretto l'ordine, sarà mantenuto su di questo, per mezzo di un proiettore, un fascio di luce intermittente,

20. a) Nel caso che la nebbia o la foschia rendano invisibile un aeroporto, la sua presenza potrà essere indicata per mezzo d'un pallone impiegato quale boa aerea o con altri mezzi approvati.

b) Nella nebbia, nella foschia, nelle tempeste di neve, o nelle forti piogge, sia di giorno che di notte, ogni aeromobile dovrà fare i seguenti segnali acustici con un apparato qualsiasi:

1. Se non è ormeggiato né ancorato, un segnale ad intervalli di due minuti al massimo, consistente in due suoni della durata di circa 5 secondi, separati da un intervallo di circa un secondo;

2. Se è all'ancora od ormeggiato, un segnale ad intervalli di un minuto al massimo, consistente nel suono della durata di circa 5 secondi, a rapidi rintocchi, di una campana o di un gong di potenza sufficiente.

III.

CODICE DI CIRCOLAZIONE AEREA.

21. I velivoli dovranno sempre cedere la via ai palloni frenati o liberi ed ai dirigibili. I dirigibili cederanno sempre la via ai palloni frenati o liberi.

22. Un dirigibile che non sia in grado di manovrare sarà considerato come un pallone libero.

23. Il rischio di collisione può essere previsto, quanto lo permettono le circostanze, traguardando accuratamente per un certo tempo un aeromobile che si avvicina e leggendo l'orientamento e l'incli-

nazione. Se l'orientamento e l'inclinazione del traguardo non cambiano in modo apprezzabile, esiste rischio di collisione.

24. L'espressione « rischio di collisione » include tutti i rischi di danni dovuti alla vicinanza eccessiva di due aeromobili. Ogni aeromobile che sia obbligato, agli effetti di questo regolamento, a cedere la via ad un altro per evitare la collisione, se ne manterrà ad una distanza sufficiente, secondo le circostanze.

25. Pur osservando le regole sui rischi di collisione contenute nel paragrafo 24, un aeromobile a motore deve sempre manovrare secondo le regole contenute nei paragrafi 22 e seguenti, appena si accorge che, se proseguisse nella sua rotta, passerebbe a una distanza minore di 200 metri da qualsiasi parte dell'altro aeromobile.

26. Quando due aeromobili a motore s'incontrano con rotte opposte, di fronte o quasi, ciascuno deve spostarsi sulla propria destra.

27. Quando due aeromobili a motore percorrono rotte che s'incrociano, l'aeromobile che ha l'altro alla sua dritta deve manovrare e cedergli la via.

28. Un aeromobile che ne oltrepassa un altro deve portarsi fuori della rotta dell'aeromobile oltrepassata, obliquando la propria rotta a destra, senza discendere (picchiare).

Ogni aeromobile che si diriga verso un altro aeromobile seguendo una rotta che formi un angolo di oltre 110° con quella del secondo, e perciò in posizione tale che, di notte, non potrebbe vedere nè uno nè l'altro dei fanali laterali di quest'aeromobile, sarà considerato come un aeromobile che oltrepassa e nessuna modifica ulteriore della rotta seguita dai due aeromobili potrà fare considerare il primo come un aeromobile che incrocia, agli effetti di questo regolamento o esimerlo dal mantenere la dovuta distanza dal secondo aeromobile fino a che questi non sia ampiamente oltrepassato.

Poichè di giorno l'aeromobile oltrepassante non può sempre sapere con certezza se la sua rotta è nel settore avanti o addietro della direzione sopramenzionata che forma l'angolo di 110° colla rotta del secondo aeromobile, dovrà, se è in dubbio, considerarsi come aeromobile che oltrepassa e portarsi fuori della rotta stessa.

29. Quando questo regolamento prescrive a uno dei due aeromobili di cedere la rotta all'altro, questo deve continuare la propria rotta colla stessa velocità. Tuttavia quando, per nebbia o per altre cause, l'aeromobile che ha diritto alla rotta venga a trovarsi *cost'* vicino al secondo, che qualsiasi manovra di questo non possa evitare una collisione, il primo aeromobile deve, di sua iniziativa, manovrare nel modo più efficace per evitare la collisione.

30. Ogni aeromobile che debba, agli effetti di questo regolamento, portarsi fuori della rotta di un altro aeromobile dovrà, se le circostanze lo permettono, evitare di passargli di prora.

31. Nel seguir una rotta aerea ufficialmente riconosciuta, ogni aeromobile dovrà tenere la dritta in quanto ciò sia possibile e senza pericolo.

32. Nessun aeromobile pronto a partire dal suolo o dal mare dovrà partire foni a che vi sia rischio di collisione con un altro aeromobile in procinto di atterrare.

33. Ogni aeromobile che si trovi nelle nuvole, nella nebbia o in altre condizioni di cattiva visibilità, dovrà manovrare con precauzione, avuto riguardo alle circostanze ed alle condizioni nelle quali si trova.

34. Nell'osservare questo regolamento si terrà conto di tutti i pericoli di navigazione e di collisione, come pure di quelle circostanze particolari che potessero imporre di non attenersi al regolamento stesso per evitare un pericolo immediato.

IV.

ZAVORRA.

35. E' proibito di gettare dagli aeromobili altra zavorra che non sia di sabbia fina o di acqua.

V

REGOLE DI CIRCOLAZIONE AEREA SUGLI AEROPORTI O NELLA LORO VICINANZA.

36. In ogni aeroporto sarà alzata, in posizione elevata, una bandiera che indicherà col proprio colore agli aeromobili in procinto di atterrare o di partire e che ritengono necessario di fare un giro o parte di un giro, di girare a sinistra (contro il movimento delle frecce dell' orologio) oppure a destra (secondo il movimento delle frecce dell' orologio). Una bandiera bianca indicherà di girare a destra, restando sempre la bandiera sulla destra dell' aeromobile, dal lato che porta il fanale verde, e una bandiera rossa indicherà di girare a sinistra, restando sempre la bandiera sulla sinistra dell' aeromobile, dal lato che porta il fanale rosso.

37. Un aeromobile che parte da un aeroporto non dovrà iniziare il giro prima di arrivare a 500 metri di distanza dal punto più vicino del perimetro dell' aerodromo e il giro dovrà allora conformarsi alle regole stabilite nel paragrafo precedente.

38. Tutti gli aeromobili che volano a una distanza fra 500 e 1,000 metri dal punto più vicino di un aeroporto si conformeranno alle regole predette, salvo che volino ad un' altezza superiore ai 2,000 metri.

39. Gli atterramenti acrobatici sono proibiti negli aeroporti degli Stati contraenti aperti al traffico aereo internazionale. E' vietato agli aeromobili di fare delle acrobazie ad una distanza minore di 2,000 metri dal punto più vicino ai detti aeroporti.

40. In ogni aeroporto, la direzione del vento sarà chiaramente indicata con uno o più metodi conosciuti, come : T di atterramento, bandiera a manica, fumate, ecc.

41. Ogni aeromobile in partenza o in arrivo ad un aeroporto riconosciuto e addetto al traffico aereo internazionale dovrà partire o arrivare contro vento, eccettuati i casi nei quali le condizioni naturali dell' aeroporto non lo permettano.

42. Se due aeromobili si avvicinano contemporaneamente ad un aeroporto per atterrarvi, l' aeromobile di maggiore quota dovrà manovrare per evitare l' aeromobile di quota inferiore, e per atterrare, osserverà la regola del paragrafo 28.

43. Gli aeromobili che fanno segnali di pericolo avranno diritto alla via libera nell' atterramento su di un aeroporto.

44. Ogni aeroporto sarà virtualmente diviso in tre zone per un osservatore rivolto contro vento. La zona a destra sarà quella di partenza, e la zona a sinistra quella di arrivo. Fra le due zone vi sarà una zona neutra. Un aeromobile che atterra dovrà cercare di farlo il più vicino possibile alla zona neutra, ma sempre a sinistra di quegli aeromobili che hanno già atterrato. Dopo aver rallentato o fermato alla fine della sua corsa al suolo, l' aeromobile dovrà passare subito nella zona neutra. Similmente, un aeromobile che parte deve mantenersi il più possibile verso la destra della zona di partenza, ma restando nettamente a sinistra degli aeromobili che partono o stanno per partire.

45. Nessun aeromobile inizierà la partenza prima che l' aeromobile che lo precede abbia lasciato l' aeroporto.

46. Il regolamento predetto si applicherà del pari agli atterramenti notturni sugli aeroporti ; i segnali saranno i seguenti.

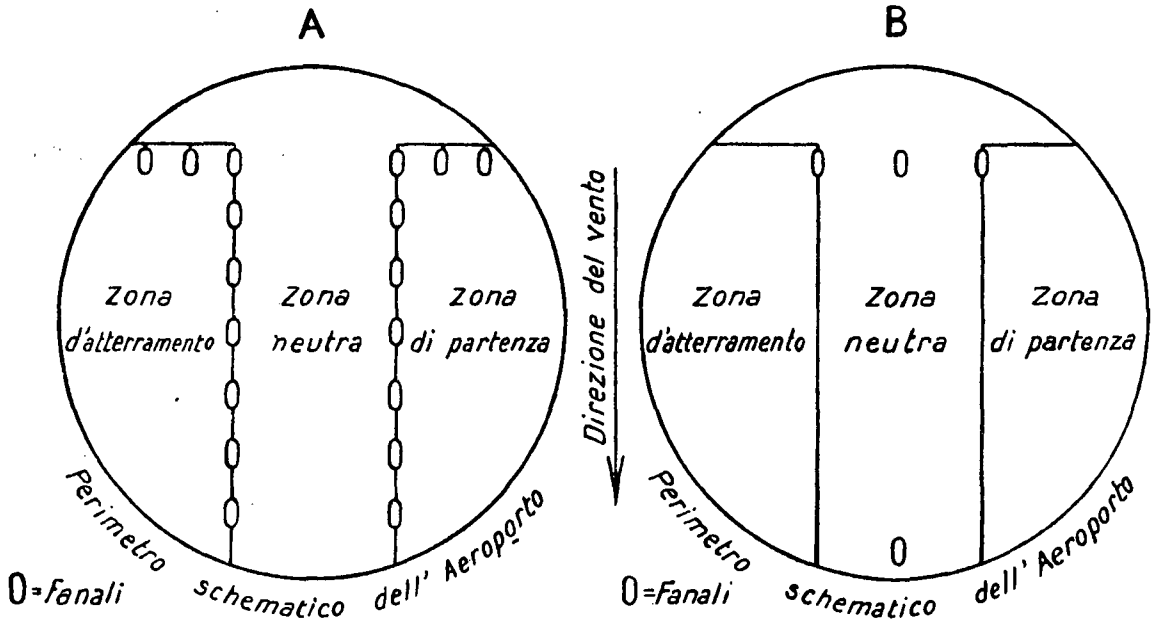
- a) Un fanale rosso indicherà che il giro deve essere fatto a sinistra, ed un fanale verde indicherà il giro a destra (vedasi il § 36). La zona di destra sarà contrassegnata con fanali bianchi disposti secondo la forma di un « L » e la zona a sinistra sarà contrassegnata in maniera analoga. Le due « L » saranno disposte simmetricamente in modo che i lati lunghi delle due « L » indichino i limiti della zona neutra ; la direzione di atterramento sarà quella del lato lungo della « L », verso il lato corto.

I fanali delle due « L » dovranno essere situati di modo che quello che indica l' estremità del lato lungo sia nel punto più vicino al perimetro sul quale l' aeromobile può con sicurezza toccare il suolo, iniziando l' atterramento. I fanali indicanti il lato corto dell' « L » dovranno anche indicare l' altro limite del terreno nel quale l' atterramento può essere fatto con sicurezza. Perciò l' aeromobile non dovrà mai oltrepassare il lato corto delle due « L » (vedasi il diagramma A).

- b) Quando si desidera diminuire i fanali ed il personale, si potrà impiegare il sistema seguente : Dal lato dell' aeroporto esposto al vento saranno situati due fanali per segnare i limiti della zona neutra menzionata nel paragrafo 44, la linea che congiunge i fanali essendo normale alla direzione del vento. Due altri fanali saranno disposti come segue : uno nel punto di mezzo della congiungente dei due primi ; l' altro sul limite dell' aeroporto, dal lato opposto, situato sulla

parallela alla direzione del vento condotta per il fanale precedente, di modo che detta parallela individui l'asse della zona neutra (vedasi il diagramma B.)

Dei fanali addizionali possono essere disposti simmetricamente lungo i limiti della zona neutra e, alle estremità dei limiti di arrivo e di partenza, sulla retta che unisce i tre fanali su indicati lato-esperto al vento.



47. Nessun pallone frenato, cervo volante, o dirigibile ormeggiato potrà essere alzato in vicinanza di qualsiasi aeroporto senza autorizzazione speciale, eccettuati i casi previsti al § 20 di questo allegato.

48. Opportuni segnali saranno disposti su tutti gli ostacoli fissi, pericolosi per il volo, in una zona di 500 metri di larghezza attorno a tutti gli aeroporti.

IV

GENERALITÀ.

49. Ogni aeromobile che manovra sull'acqua coi propri mezzi dovrà conformarsi ai regolamenti per evitare le collisioni in mare, e a questo scopo sarà considerato come un bastimento a vapore, ma porterà soltanto i fanali indicati dal presente regolamento, e non quelli previsti per i bastimenti a vapore nei regolamenti marittimi, e non userà, salvo i casi di cui ai paragrafi 17 e 20, le segnalazioni sonore indicate nei detti regolamenti, né potrà essere tenuto a riceverle.

50. Nessuna disposizione di questo regolamento potrà essere invocata per esonerare qualsiasi aeromobile, il suo proprietario, il suo pilota o il suo equipaggio, dalle conseguenze di qualsiasi negligenza nell'uso dei fanali o delle segnalazioni, o nel servizio di vedetta, o nell'osservanza delle regole di navigazione aerea in condizioni normali o speciali.

51. Nessuna disposizione di questo regolamento potrà essere invocata come scusa in caso d'infrazione ai regolamenti speciali debitamente pubblicati, relativi alla navigazione degli aeromobili nella vicinanza di aeroporti o di altri luoghi. Tutti i proprietari, piloti o equipaggi di aeromobili sono tenuti all'osservanza dei detti regolamenti.

ALLEGATO E.

Condizioni minime richieste per ottenere patenti di pilota e di ufficiale di rotta.

I

PATENTI DI PILOTA DI VELIVOLO.

A. — PATENTE DI PILOTA PRIVATO O DA TURISMO AEREO

(non valida per i trasporti pubblici).

1. *Prove pratiche.*

In tutte le prove pratiche, il pilota deve essere solo a bordo del velivolo.

a) *Prova d'altezza e di volo librato.* Un volo senza atterramento, durante il quale il pilota dovrà rimanere per almeno un' ora ad un' altezza di 2,000 metri al di sopra del punto di partenza. La discesa sarà terminata con un volo librato a motori fermi da 1,500 metri al di sopra del campo d' atterramento. L' atterramento sarà effettuato senza rimetter in moto i motori ed il velivolo dovrà fermarsi ad una distanza minore di 150 metri dal punto fissato dagli esaminatori ufficiali.

b) *Prove di abilità.* Un volo senza atterramento attorno a due piloni (o boe aeree), distanti 500 metri una dall' altra, e costituito da una serie di cinque circuiti in forma di otto, effettuati girando in senso opposto attorno ai due piloni o boe. Questo volo sarà fatto ad un' altezza di non oltre 200 metri sopra il livello del suolo (o dell'acqua), senza mai toccare la terra (o l' acqua). L' atterramento sarà effettuato:

1° Fermando definitivamente il motore o i motori al più tardi quando l' aeromobile tocca il suolo (o l'acqua);

2° Fermando definitivamente il velivolo a una distanza minore di 50 metri da un punto fissato dal candidato prima di partire.

2. *Cognizioni speciali.*

Conoscenza dei regolamenti sui fanali e sulle segnalazioni, del codice di circolazione aerea, del regolamento di circolazione aerea sugli aeroporti e nelle loro vicinanze. Conoscenza pratica della legislazione aerea internazionale.

B. — PATENTE DI PILOTA DI VELIVOLO, VALIDA PER I TRASPORTI PUBBLICI.

I. *Prove pratiche.*

In tutte le prove pratiche il candidato dovrà essere solo a bordo del velivolo.

a) Le prove di altezza, di volo librato e di abilità sono eguali a quelle richieste per la patente di pilota privato. I candidati che hanno già questa patente saranno esonerati dal subire nuovamente queste prove.

b) *Prova di durata* che consiste in un volo di almeno 300 chilometri sulla terra o sul mare, con ritorno finale al punto di partenza. Il volo sarà fatto sullo stesso velivolo in un limite di 8 ore, compresi due atterramenti obbligatori, oltre quello al punto di partenza, durante i quali l' apparecchio deve fermarsi, in punti fissati prima dagli esaminatori.

Al momento della partenza, il candidato riceverà istruzioni sulla rotta da tenere e sarà munito della carta necessaria. Gli esaminatori decideranno se la rotta è stata seguita correttamente.

c) *Volo notturno.*

Un volo notturno di 30 minuti di durata all' altezza di almeno 500 metri. Il volo dovrà cominciare almeno due ore dopo, il tramonto e finire almeno due ore prima del levar del sole.

2. *Esame teorico.*

Dopo aver subito con esito soddisfacente le prove pratiche, candidati saranno sottomessi à un esame sui seguenti argomenti :

a) *Velivoli :*

Nozioni teoriche delle leggi della resistenza dell' aria relative al suo effetto sulle superfici principali, sui piani di coda, sui timoni di direzione e di profondità e sulle eliche ; funzioni delle varie parti del velivolo e dei loro comandi.

Montamento dei velivolo e delle loro varie parti.

Prove pratiche di regolazione.

(b) *Motori :*

Nozioni generali sui motori a scoppio e sulle funzioni dei vari organi, nozioni generali sulla costruzione, sul montamento, sull' aggiustaggio e sulle caratteristiche dei motori d' aviazione.

Cause di cattivo funzionamento dei motori, cause di arresto.

Prove pratiche di riparazioni correnti.

c) *Cognizioni speciali :*

Conoscenza del regolamento sui fanali e segnalazioni, del codice di circolazione aerea in generale, del regolamento di circolazione aerea sugli aeroporti e nelle loro vicinanze.

Conoscenza pratica delle condizioni speciali del traffico aereo e della legislazione aerea internazionale.

Lettura delle carte, orientamento, determinazione del punto, meteorologia elementare.

NOTE.

Le prove pratiche saranno eseguite entro il periodo massimo di un mese.

Possono essere eseguite in qualsiasi ordine, e ognuna puo' essere ripetuta una seconda volta. Vi assisteranno esaminatori debitamente delegati, che trasmetteranno i verbali ufficiali alle autorità competenti.

I verbali ufficiali menzioneranno i vari incidenti sopravvenuti, specialmente negli atterramenti. I candidati dovranno presentare agli esaminatori i propri documenti regolari d' identità prima di ogni prova.

In tutte le prove pratiche sarà portato a bordo un barografo, e la cartina firmata dagli esaminatori sarà allegata al loro verbale.

I piloti che hanno il brevetto di pilota militare avranno diritto alla patente di pilota privato, ma per ottenere la patente di pilota di velivolo per trasporti pubblici dovranno subire gli esami tecnici di navigazione di cui alla sezione B, paragrafo 2 (c).

II.

PATENTE DI PILOTA DI PALLONE LIBERO (SFERICO).

1. *Prove pratiche.*

Il candidato deve aver compiuto le seguenti ascensioni :

1. Di giorno : tre ascensioni d' istruzione ;
un' ascensione diretta dallo stesso candidato sotto la sorveglianza d' un istruttore ;
un' ascensione essendo solo a bordo ;
2. Di notte : un' ascensione essendo solo a bordo.

Ogni ascensione deve avere la durata di almeno due ore.

2. *Esame teorico.*

Leggi elementari di aerostatica e di meteorologia.

3. *Cognizioni speciali.*

Nozioni generali del pallone e dei suoi accessori ; gonfiamento ; regolazione ; condotta d' un' ascensione ; precauzioni contro il freddo e ad alta quota.

Conoscenza del regolamento sui fanali e segnalazioni, del codice di circolazione aerea e del regolamento di circolazione aerea sugli aeroporti e nelle loro vicinanze. Conoscenza pratica della legislazione aerea internazionale. Lettura delle carte e orientamento.

III.

PATENTE D' UFFICIALE PILOTA DI DIRIGIBILE.

Ogni ufficiale pilota di dirigibile deve aver la patente di pilota di pallone libero (sferico).

Vi sono tre classi di ufficiali piloti di dirigibile.

Il titolare della patente di prima classe può comandare qualsiasi dirigibile.

Il titolare della patente di 2^a classe può comandare i dirigibili di cubatura inferiore ai 20,000 metri c.

Il titolare della patente di 3^a classe può comandare i dirigibili di cubatura inferiore ai 6,000 metri c.

Tutti gli ufficiali piloti di dirigibili militari o navali hanno diritto alla patente di 3^a classe.

Tutti gli ufficiali piloti di dirigibili militari o navali che hanno comandato dei dirigibili di cubatura superiore ai 6,000 metri cubi hanno diritto alla patente di 1^a classe.

REQUISITI PER LA PATENTE DI 3^a CLASSE.1. *Prove pratiche.*

a) Venti ascensioni convalidate (tre delle quali notturne) in dirigibile; ogni ascensione dovrà essere di almeno un' ora. Durante quattro almeno di queste ascensioni, il candidato deve avere manovrato il dirigibile egli stesso, sotto la sorveglianza del comandante, compresa la partenza e l'atterramento.

b) Un viaggio di almeno 100 chilometri con itinerario prestabilito, che termini con un atterramento notturno. Un ispettore debitamente autorizzato dovrà essere a bordo.

2. *Esame teorico.*

Aerostatica e meteorologia (densità dei gas, leggi di Mariotte e Gay-Lussac; pressione barometrica, principio di Archimede; compressione dei gas; interpretazione e uso delle carte, delle informazioni e dei diagrammi meteorologici).

Proprietà fisiche e chimiche dei gas leggeri e dei materiali impiegati nella costruzione dei dirigibili.

Teoria generale dei dirigibili.

Proprietà dinamiche dei corpi in moto nell'aria.

3. *Cognizioni generali.*

Nozioni elementari dei motori a scoppio.

Nozioni elementari di navigazione; impiego della bussola; determinazione del punto.

Gonfiamento; pesata; regolazione; manovra; trasmissioni ed istrumenti.

REQUISITI PER LA PATENTE DI 2^a CLASSE.1. *Prove pratiche.*

Ogni candidato alla patente di 2^a classe deve avere la patente di 3^a classe e deve aver fatto almeno 4 mesi di servizio come ufficiale pilota di 3^a classe a bordo di un dirigibile; deve altresì aver compiuto almeno 10 ascensioni come ufficiale pilota di 3^a classe su un dirigibile di cubatura superiore ai 6,000 metri

cubi, durante le quali avrà manovrato il dirigibile, compresa la partenza e l'atterramento, sotto la sorveglianza del comandante.

2. *Esame teorico.*

Nozioni complete degli argomenti indicati nel programma per la patente di 3^a classe.

REQUISITI PER LA PATENTE DI 1^a CLASSE.1. *Prove pratiche.*

Ogni candidato alla patente di 1^a classe deve avere la patente di 2^a classe e aver fatto almeno 2 mesi di servizio attivo come ufficiale pilota di 2^a classe a bordo di un dirigibile, e deve avere compiuto almeno 5 ascensioni come ufficiale di 2^a classe di un dirigibile di cubatura superiore ai 20,000 metri cubi, durante le quali avrà manovrato egli stesso il dirigibile, compresa la partenza e l'atterramento, sotto la sorveglianza del comandante. Ogni ascensione avrà avuto la durata di almeno un' ora con un minimo di 15 ore per le cinque ascensioni complessivamente.

2. *Esame teorico.*

Lo stesso che è richiesto per la patente di 2^a classe.

IV.

PATENTE DI UFFICIALE DI ROTTA.

Gli aeromobili usati per i trasporti pubblici, chè abbiano più di 10 passeggeri a bordo e che debbano compiere voli senza scalo sopra la terra fra due punti distanti più di 500 chilometri l' uno dell' altro, o voli notturni, o voli sul mare fra due punti distanti più di 200 chilometri l' uno dell' altro, devono avere a bordo un ufficiale di rotta, titolare di una patente rilasciatagli in base ad un esame pratico e teorico sui seguenti argomenti ;

1. *Astronomia pratica.*

- Movimenti veri ed apparenti dei corpi celesti.
- Differenti aspetti della sfera celeste.
- Angolo orario, tempo medio, vero ed astronomico.
- Forma e dimensioni della terra.
- Sfera celeste e carte celesti.
- Metodi per determinare la latitudine, la longitudine, l' ora e l' azimut.

2. *Navigazione.*

- Carte terrestri e carte marine ; loro lettura.
- Bussola ; meridiano magnetico ; declinazione, inclinazione.
- Rotte ; determinazione dell' angolo di bussola e sue correzioni.
- Compensazione delle bussole (teoriche e pratiche).
- Calcolo dell' azimut.
- Navigazione stimata, misura della velocità relativa ; deriva ; tavole di correzione.
- Cronometro ; variazioni, correzioni e confronti.
- Sestanti, loro correzione.
- Almanacco nautico.
- Determinazione del punto a mezzo di osservazioni di azimut e di altezza delle stelle.
- Navigazione secondo i circoli massimi (Lossodromie).
- Strumenti di navigazione aerea.

3. *Nozioni generali.*

- Regolamenti internazionali per la navigazione aerea e marittima.
- Legislazione aerea internazionale.
- Nozioni pratiche di meteorologia e uso delle carte meteorologiche.

V.

CERTIFICATI MEDICI.

Requisiti medici internazionali di attitudine alla navigazione aerea.

1. Per ottenere una patente o licenza di pilota, ufficiale di rotta, o motorista negli aeromobili impiegati per i trasporti pubblici, ogni candidato dovrà presentarsi alla visita di medici specialmente delegati o autorizzati a questo scopo dall' autorità dello Stato contraente del quale è cittadino.

2. Le visite mediche tanto per la scelta iniziale che per la revisione periodica del personale navigante dovranno constatare i seguenti requisiti di attitudine mentale e fisica :

a) Buoni antecedenti personali e di famiglia, e specialmente l' equilibrio del sistema nervoso. Assenza di ogni difetto mentale, morale o fisico che possa interessare la sicurezza della navigazione aerea.

b) L' età minima per i piloti e per gli ufficiali di rotta adibiti ai trasporti pubblici sarà di diciannove (19) anni.

c) *Visita chirurgica generale.* — L'aviatore o l' aeronauta non deve soffrire di alcuna ferita, non deve aver subito alcuna operazione nè presentare alcuna anormalità, congenita o acquisita, che possa impedire la manovra efficiente e sicura dell' aeromobile.

d) *Visita medica generale.* — L'aviatore non deve soffrire di alcuna malattia o infermità che possa renderlo improvvisamente inatto alla manovra dell'aeromobile. Deve avere il cuore, i polmoni, i reni ed il sistema nervoso atti a sopportare gli effetti dell'alta quota e del volo prolungato.

e) *Esame degli occhi.* — L'aviatore deve avere un grado di acutezza visiva compatibile colle necessità delle sue funzioni. Nessun pilota o ufficiale di rotta deve avere più di due (2) diottrie di ipermetropia latente; la coordinazione muscolare deve essere buona e adattata alla rifrazione. Il campo visivo di ciascun occhio e la percezione dei colori devono essere normali.

f) *Esame dell'orecchio.* — L'orecchio medio deve essere normale. L'aviatore deve avere un grado di acutezza uditiva compatibile colle necessità delle sue funzioni.

g) *L'apparato vestibolare* deve essere intatto e non ipereccitabile nè ipoeccitabile.

h) *Esame del naso e della gola.* — L'aviatore o l'aeronauta deve aver una permeabilità nasale completa e non deve soffrire di alcuna affezione seria, grave o organica delle vie respiratorie superiori.

3. Ogni Stato contraente stabilirà provvisoriamente i propri metodi di esame fino a che i particolari del regolamento e i requisiti minimi uniformi non siano definitivamente stabiliti in una Conferenza speciale dai rappresentanti medici della Commissione internazionale di navigazione aerea.

4. Il candidato che soddisfi alle condizioni predette riceverà un certificato medico favorevole, che dovrà essere presentato per ottenere la patente.

5. Per accertare la persistenza della sua attitudine alla navigazione aerea, ogni aviatore o aeronauta dovrà essere visitato periodicamente, almeno ogni sei mesi, e il risultato della visita allegato al certificato originale. In caso di malattia o di accidente, l'aviatore o l'aeronauta sarà visitato per constatarne l'attitudine a riprendere il servizio aereo. Le date ed i risultati delle nuove visite saranno iscritti sulle patenti di pilota o di ufficiale di rotta.

6. Nessun aviatore o aeronauta che abbia subito le prove di abilitazione al volo anteriormente alla presente convenzione, e finchè si mantenga atto al volo, potrà essere radiato dal personale navigante soltanto perchè non soddisfi a tutti i requisiti predetti.

7. Ogni Stato contraente può rendere più severe le condizioni sopra descritte, se lo ritiene opportuno, ma per il traffico internazionale saranno mantenuti questi requisiti minimi.

ALLEGATO F.

Carte aeronautiche internazionali e segnali al suolo.

Le carte aeronautiche internazionali e i segnali al suolo saranno stabiliti secondo le norme generali seguenti :

I.

CARTE.

1. Si useranno due tipi di carte aeronautiche, rispettivamente indicati coi nomi di « carte generali » e « carta normale ».

2. Le carte generali e la carta normale saranno in massima basate sul sistema adottato dalle Conferenze internazionali ufficiali, tenute a Londra nel 1909 e a Parigi nel 1913 per la « carta mondiale » al milionesimo.

NOTA. — Estratto delle conclusioni adottate dalle Conferenze di Londra e di Parigi.

I fogli della carta mondiale, scale 1 : 1,000,000, comprendono ciascuno 6 gradi di longitudine e 4 gradi di latitudine. Il reticolato è formato dai meridiani tracciati di 6 in 6 gradi a partire dal meridiano di Greenwich e dai paralleli di 4 in 4 gradi a partire dall'equatore.

I 60 fusi meridiani di 6 gradi di apertura sono numerati da 1 a 60 a partire dall'antimeridiano di Greenwich, verso l'Est.

Al nord e al sud dell'equatore, sino alla latitudine di 88°, le 22 zone parallele successive di 4 gradi di larghezza sono indicate colle 22 lettere dell'alfabeto da A a V.

La due calotte polari, di 2 gradi di raggio, sono indicate colla lettera Z.

Nell' emisfero settentrionale, ogni foglio porta un segno distintivo composto dalla lettera N seguito dalla lettera della zona e dal numero del fuso corrispondenti alla sua posizione. Es: N. K.-12.

Nell' emisfero meridionale, la lettera S sostituisce la lettera N. Es: S. L.-28.

3. Le lunghezze, le distanze, le altezze e le profondità saranno espresse in metri, riservando ad ogni paese il diritto di aggiungere le cifre che esprimono tali quantità nei propri sistemi di misura.

4. I colori, i segni convenzionali e le disposizioni prese per la pubblicazione della carta mondiale al milionesimo saranno usati, per quanto è possibile, nelle carte aeronautiche internazionali.

5. Le carte generali saranno disegnate nella proiezione di « Mercatore » e nella scala per la quale un grado di longitudine corrisponde a 3 centimetri. Sulle carte generali saranno segnati con linea fine i meridiani e i paralleli di grado in grado; i meridiani e i paralleli che limitano i fogli della carta mondiale al milionesimo saranno rinforzati. La indicazione dei fogli sarà quella usata per la carta al milionesimo.

6. Ogni carta generale (Mercatore) porterà l'intestazione in francese: « *Carte générale aéronautique internationale* » (vedi tavola I, allegata) e al disotto la traduzione in tale intestazione nella lingua del paese editore della carta. Sarà pure distinta con un nome geografico adatto.

Ogni foglio porterà almeno i seguenti dati: principali caratteristiche fisiche del terreno e nomi geografici, stazioni di radiotelegrafia; fari marittimi, con l'altezza portata al livello del mare, colore e caratteri della luce; confini nazionali; zone vietate; principali rotte aeree; linee isocline o di eguale declinazione magnetica; distanza del polo Sud; latitudine; nuova e vecchia notazione della longitudine (vedi paragrafo 7), e sul margine i numeri dei fusi e le lettere delle zone della carta del mondo al milionesimo; leggenda dei segni convenzionali in inglese o in francese e nella lingua del paese editore; nome dell'editore; data della pubblicazione e delle edizioni successive.

7. La carta normale sarà fatta nella scala 1 : 200,000.

NOTA. — Per la carta normale aeronautica dei paesi scarsamente abitati, la scala potrà essere, a seconda dei casi, quella di 1 : 500,000 o di 1 : 1,000,000.

Oltre alle notazioni abituali di latitudine e di longitudine, i fogli della carta normale aeronautica porteranno, chiuse in rettangoli, le nuove coordinate geodetiche, cioè la distanza angolare dal polo Sud, preso come origine e crescente da 0° a 180°, al polo Nord, e la nuova longitudine, riferita all'antimeridiano di Greenwich, preso come origine e contata da 0° a 360° andando verso Est.

8. Ogni foglio unitario della carta normale porterà l'intestazione in francese « *Carte normale aéronautique internationale* » (vedi tavola II, allegata) e al di sotto la sua traduzione nella lingua del paese editore.

Ogni foglio comprenderà un grado di latitudine e un grado di longitudine, e sarà distinto col nome della località più importante riportata sul foglio e colle nuove coordinate (vedi paragrafo 7) dell'angolo sud-ovest del foglio; la distanza polare sarà sempre scritta la prima, e i numeri delle unità di grado delle due coordinate saranno scritti in caratteri più grossi.

Esempi: Il foglio limitato a Sud dal parallelo 49° N (corrispondente a 139° di distanza dal polo Sud) e ad Occidente dal meridiano 2° E (ossia 182° della nuova longitudine) sarà numerato 139-182.

Analogamente, il foglio limitato a Sud dal parallelo 36° S (corrispondente a 54° di distanza dal polo Sud) e ad Occidente dal meridiano 7° W (cioè 173° dall'antimeridiano di Greenwich) sarà numerato 54-173.

9. I fogli della carta normale porteranno, se questi elementi sono noti:

a) Nell'interno del quadro: il reticolato di 20' in 20' dei meridiani e dei paralleli; le strade divise in due classi secondo il loro grado di visibilità dall'alto; le ferrovie di tutte le specie; le città e i paesi col loro contorno e il tracciato delle strade pubbliche che le attraversano; i villaggi in modo analogo se è possibile, altrimenti indicati con un cerchio; caratteristiche principali del sistema idrografico alla superficie; foreste ed altre zone inadatte all'atterramento; aeroporti, hangars per i dirigibili, impianti per il gonfiamento dei palloni; stazioni d'atterramento permanenti sulla terra e sull'acqua; segnali aeronautici al suolo; fari terrestri e fanali fissi di navigazione; fari marittimi (altezza, portata al livello del mare, colore e caratteri della luce); stazioni di radiotelegrafia; stazioni meteorologiche; condutture elettriche aeree; oggetti notevoli; confini nazionali colle zone di entrata doganali previste all'allegato H art. 2); zone vietate; rotte aeree principali; nomi delle distese più importanti di acqua; città e villaggi importanti; rilievo topografico, con ombre tenui e quote di altezza circondate da un ovale per i punti

culminant.; e. : ' 712

b) Nei margini: il titolo, che comprende il nome della località scelta per individuare il foglio e i numeri di matricola del foglio; scala a margine graduata in minuti; nomi dei fogli adiacenti, latitudine

e distanza dal polo Sud, notazioni vecchia e nuova della longitudine (vedi paragrafo 7), scala in chilometri, leggenda dei segni convenzionali in inglese o in francese e nella lingua del paese editore della carta; diagramma della declinazione magnetica, cartina indicante i numeri abbreviati del foglio in questione e degli 8 fogli che lo circondano coi confini e i nomi dei paesi parzialmente rappresentati su detti fogli; nome dell' editore e data di pubblicazione.

10. Sulle carte generali e sui fogli della carta normale, i titoli, le notazioni in margine, i diagrammi e le leggende saranno conformi ai modelli allegati (tavola 1 e 2).

11. Le carte aeronautiche generali, i fogli della carta normale, le guide delle zone attraversate dalle rotte aeree più importanti stabilite per accordi internazionali avranno la precedenza nella loro preparazione.

NOTA. — Per la confusione e gli errori cui possono dar luogo gli ordinari metodi topografici nella preparazione delle carte aeronautiche, si raccomanda vivamente di raccogliere per mezzo di ricognizioni aeree delle zone lungo le rotte internazionali più importanti le informazioni indispensabili circa le caratteristiche che bisognerebbe far comparire sulle carte impiegate dagli aviatori.

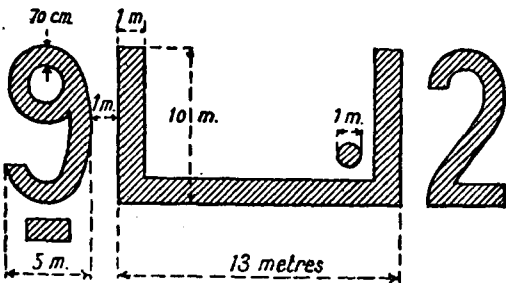
II.

SISTEMA UNIVERSALE DEI SEGNALI AL SUOLO.

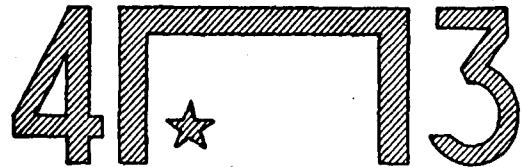
1. I segnali aeronautici sistemati al suolo o sui tetti dovranno contenere un riferimento numerico e grafico coi fogli della carta aeronautica normale internazionale.

A questo scopo ogni segnale porterà (vedi schizzi allegati):

- a) Il numero abbreviato del foglio nel quale trovasi;
- b) Un mezzo rettangolo, coi lati brevi orientati in direzione Nord-Sud, aperto verso il Nord se il segnale si trova nella metà inferiore, e verso il Sud se il segnale si trova nella metà superiore del foglio.
- c) Un grosso punto indicante la sua posizione approssimativa nella metà settentrionale o meridionale del foglio.



Segnale situato nella metà inferiore del foglio 92.
(I lati minori sono orientati per Nord-Sud).



Segnale situato nella metà superiore del foglio 43.

Le due cifre costituenti il numero abbreviato del foglio devono essere poste ai lati dell' semi-rettangolo, al disopra o al disotto, mai all' interno.

Se più segnali sono disposti talmente vicini da poter creare confusione, si potrà, per distinguerli, sostituire il punto rotondo con un punto a triangolo o a stella.

Si raccomanda che le dimensioni minime dei segnali siano quelle indicate negli schizzi.

2. I segnali aeronautici saranno specialmente stabiliti lungo le rotte aeree internazionali adottate.

NOTA. — Le disposizioni ulteriori per l' illuminazione notturna dei segnali aeronautici saranno studiate, in base all' esperienza, dalla Commissione internazionale di navigazione aerea.

ALLEGATO G.

Raccolta e diffusione delle informazioni meteorologiche.*I. Natura e oggetto delle informazioni meteorologiche da fornirsi dagli Stati contraenti.*

A. « Dati statistici » allo scopo di indicare il grado di sicurezza delle differenti rotte o degli aeroporti per i vari tipi di aeromobili. I dati statistici sono costituiti da :

- a) Analisi e riassunti dei rapporti meteorologici del tempo trascorso ;
- b) Riassunti delle osservazioni normali.

B. « Informazioni normali » allo scopo di :

- a) Mantenere un registro di osservazioni periodiche dello stato dell' atmosfera ;
- b) Fare previsioni del tempo.

Le informazioni normali comprendono :

1. Risultati delle osservazioni quotidiane.
2. Elenchi delle stazioni meteorologiche in esercizio nelle quali tali osservazioni sono fatte.

C. « Previsioni » allo scopo di indicare agli interessati quando e dove è possibile il volo e le migliori condizioni nelle quali può essere effettuato. Queste previsioni rappresentano lo stato delle condizioni previste e sono :

- a) « A breve scadenza » se si riferiscono alle 3 o 4 ore seguenti ;
- b) « Normali » se si riferiscono alle 20 o 30 ore seguenti ;
- c) « A lunga scadenza » se si riferiscono ai 2 o 3 giorni seguenti ;
- d) « Di rotta » per una zona o rotta particolare e si riferiscono alle seguenti sei ore.

2. Mezzi da usare e date stabilite per fornire i vari tipi d' informazioni :

A. « I dati statistici », forniti degli uffici centrali meteorologici per informazione generale, sono :

- a) Analisi e riassunti dei rapporti meteorologici relativi al passato comunicati mediante la pubblicazione di monografie speciali che diano la media, il periodo, i massimi minime degli elementi principali meteorologici, accompagnati con cartine e diagrammi ; si darà importanza alle condizioni meteorologiche delle zone note per avere singolarità meteorologiche speciali ;
- b) Riassunti delle osservazioni correnti, comunicati mediante la pubblicazione mensile delle osservazioni fatte ogni mese ;

B. « Le informazioni normali », fornite da ciascun ufficio meteorologico agli altri uffici onometeorologici.

a) Risultati delle osservazioni quotidiane trasmessi telegraficamente sotto forma di :

1. Rapporti regolari ad ore fisse (vedi appendice I).
2. Rapporti speciali quando sono richiesti negli intervalli (vedi appendice II) ;

b) Elenco delle stazioni, quando occorre, per tenere gli altri paesi al corrente dei luoghi ove si fanno le osservazioni e per indicare loro i particolari locali e topografici che possono influire sulle condizioni atmosferiche di ciascuna stazione.

C. le « previsioni » sono fornite dagli uffici meteorologici per informazione generale per mezzo di inserzioni nella pubblica stampa o telegraficamente agli altri paesi, se le chiedono, o con qualsiasi altro mezzo migliore per portarle a conoscenza di coloro che ne hanno bisogno (vedi appendice III).

APPENDICE I.

RAPPORTI REGOLARI.

Ve ne sono di due tipi :

1. Rapporti particolari ;
2. Rapporti collettivi.

1. I rapporti particolari sono i risultati delle osservazioni fatte in ogni stazione a 0100, 0700, 1300 e (1800 o) 1900 T. M. G. (ora del meridiano di Greenwich). I rapporti sono fatti appena è stata presa

l'osservazione, e sono inviati a una stazione o ufficio central che li raccoglie; nelle località dove i rapporti sono possibili o sufficienti soltanto per due di queste ore, le osservazioni devono essere separate da un intervallo di 12 ore. (Si raccomanda che le ore di osservazione siano cambiate, per accordo internazionale), in 0300, 0900, 1500 et 2100 T. M. G.)

I rapporti daranno informazioni sui seguenti elementi, quando sarà possibile :

1. Vento ;
2. Pressione ;
3. Temperatura e umidità ;
4. Nebbia e visibilità ;
5. Nuvole ;
6. Precipitazione (pioggia, neve, grandine ecc.) ;
7. Temporal, uragani, cicloni, turbi di polvere ;
8. Altri fenomeni atmosferici ;
9. Stato del mare,

e anche sulle correnti d' aria, temperatura e umidità dell' aria negli strati superiori, da parte delle stazioni che hanno la possibilità di fare tali osservazioni.

I rapporti saranno fatti sui moduli e secondo il codice di cui all' appendice IV.

2. I rapporti collettivi sono la raccolta dei rapporti particolari ricevuti da una stazione od ufficio centrale e trasmessi ad altri uffici centrali. Questi rapporti si dividono in tre classi :

Classe 1. Rapporti compilati entro un' ora e mezzo dal momento nel quale sono state fatte le osservazioni nelle stazioni ; essi sono trasmessi a tutti gli uffici principali degli altri paesi entro un raggio di 1,500 chilometri. L' ufficio centrale è in questo caso, generalmente, l' ufficio principale dello Stato.

Classe 2. Rapporti fatti allo scopo di dare ai paesi che si trovino ad una distanza di oltre 1,500 chilometri le informazioni necessarie per fare le proprie previsioni. L' ufficio centrale in questo caso è quello di uno Stato che possiede una stazione di radiotelegrafia di grande portata, capace di trasmissioni a grandi distanze (raggio minimo 3,000 chilometri). Il rapporto è compilato entro tre ore dal momento dell' osservazione, ed è una raccolta di estratti da rapporti della classe 1 (vedi appendice IV). Esso dovrà comprendere una previsione delle condizioni del tempo nel paese d' origine.

Classe 3. Rapporti fatti dai centri locali fra di loro, in un raggio di almeno 500 chilometri. Il rapporto è una raccolta di estratti dai rapporti della classe 1, fatti dalle stazioni più vicine (vedi appendice IV), ed è compilato entro 30 minuti dal momento dell' osservazione.

APPENDICE II.

RAPPORTI SPECIALI.

I rapporti speciali danno i risultati delle osservazioni continue fatte negli aeroporti situati sulle rotte aeree riconosciute dallo Stato e che abbiano delle stazioni meteorologiche. Devono essere trasmessi entro 30 minuti dal momento della richiesta fatta dall' ufficio centrale di un aeroporto stabilito sulla stessa rotta. La distanza massima dalla quale tali rapporti potranno essere richiesti è di 500 chilometri. Si potranno richiedere rapporti orari.

I rapporti saranno trasmessi o per telefono o per mezzo della radiotelegrafia e possono essere dati da un paese all' altro nel caso di una rotta aerea internazionale. I rapporti, se fatti per telegramma, saranno redatti nella forma e secondo il codice dell' appendice IV.

APPENDICE III.

PREVISIONI.

Le « previsioni a breve scadenza » per il periodo di tre o quattro ore daranno una descrizione delle condizioni previste per la nebulosità, per la temperatura, per i venti al suolo e per la visibilità, assieme alla direzione e velocità del vento ad altezze di 1,000 a 2,000 metri ; ed un parere della convenienza sulle condizioni atmosferiche per i vari tipi di aeromobili.

Le « previsioni normali » per 20 a 30 ore daranno informazioni analoghe, ma in termini più generali.

Le « previsioni a lunga scadenza » daranno un riassunto generale delle probabilità di tempo per i due o tre giorni seguenti.

Le « previsioni di rotta » saranno fatte due volte al giorno dagli uffici centrali in base alle informazioni ricevute dalle stazioni particolari e daranno un resoconto delle condizioni previste nelle diverse zone o sulle varie rotte del paese, con un anticipo di circa 6 ore.

APPENDICE IV.

FORMA GENERALE NELLA QUALE SARANNO REDATTI I RAPPORTI
E CODICI PER A LORO TRASMISSIONE.

A ciascuna stazione sarà assegnato un segnale di chiamata o nominativo, costituito da un gruppo di lettere o di cifre che sarà usato in tutti i rapporti per individuare la stazione e che servirà come segnale di chiamata radiotelegrafia. Questi segnali dovranno essere diversi per ogni nazione.

I rapporti saranno formulati in segni meteorologici, simboli o lettere. Agli scopi della trasmissione ogni segno o simbolo o lettera sarà seguito da una cifra indicante l'intensità del fenomeno, secondo i codici seguenti.

SIMBOLI O SEGNI METEOROLOGICI, LETTERE E LORO SIGNIFICATO.

Simboli uniformi.

- BBB = Pressione barometrica ridotta al livello al del mare, espressa in millibari e decimi di millibari cioè corretta degli errori di gravità, di temperatura e dello zero. Le cifre iniziali 9 e 10 sono omesse.
- DD = Direzione del vento (direzione vera e non quella dedotta dalla bussola) ad un' altezza di 10 — 15 metri sul suolo espressa nella scala 1-72 (vedi codice X).
- F = Forza del vento nella scala di Beauford (il vento di forza sopra il n° 9 sarà specialmente notato alla fine del telegramma).
- ww = Tempo attuale (codice I).
- TT = Temperatura in gradi assoluti (0° A = — 273° C.; 273° A = 0° C). La prima cifra è omessa.
- A = Forma delle nubi inferiori (codice III).
- L = Nebulosità o quantità di nubi inferiori (espressa in decimi di cielo coperto : il massimo 10, corrispondente al cielo completamente coperto, sarà indicato con 0).
- B = Forma delle nubi intermedie o superiori (codice III).
- M = Quantità di nubi intermedie o superiori espressa in decimi di cielo coperto.
- h = Altezza della base delle nubi inferiori (codice IV) [a].
- WW = Condizioni atmosferiche nel tempo trascorso (codice II).
- V = Visibilità (codice V).
- H₁ = Umidità relativa (codice VI).
- S = Stato del mare (codice VII).
- β = Andamento della variazione barometrica (codice IX).
- bb = Variazione barometrica in mezzi millibari ogni 3 ore ; si aggiungerà 50 per le variazioni negative.
- F₁ = Convenienza delle condizioni atmosferiche per i velivoli (codice VIII) [a].
- F₂ = Convenienza delle condizioni atmosferiche per i dirigibili (codice VIII) [b].
- RR = Pioggia : 1° di giorno, 2° di notte ; in millimetri e decimi di millimetro.
- MM = Temperatura massima di giorno.
- mm = Temperatura minima di notte.
- X = Cifra di riserva.

SIMBOLI SPECIALI PER LE CORRENTI D' ARIA SUPERIORI.

- H = Altezza (codice IV) [b].
- DD = Direzione nella scala di 1-72 (cioè di 5° in 5°) (vedi codice X).
- VV = Velocità in chilometri all' ora (per velocità superiori a 99 km/ora impiegare 3 cifre).

SIMBOLI SPECIALI PER LA TEMPERATURA E PER L' UMDITA DEGLI STRATI D' ARIA SUPERIORI.

- p = Altezza o pressione (codice IV [c]).
- HH = Percentuale attuale dell' umidità relativa.

SIMBOLO SPECIALE PER I RAPPORTI COLLETTIVI (CLASSE 2).

- BB = Pressione atmosferica in millibari interi, col 9 e 10 iniziali omessi.

MODELLI DI COMUNICATI, ESPRESSI IN SIMBOLI METEOROLOGICI.

Rapporti regolari.

1. *Rapporti particolari.* — Il segnale di chiamata della stazione sarà seguito dai gruppi seguenti : BBBDD. — FwwTT. — ALBMh. — wwVHS. — $\beta\beta\beta F_1 F_2$. — RRMMX (o RRmmX).

Due gruppi addizionali per i rapporti delle stazioni aventi mezzi speciali per le osservazioni delle correnti d'aria superiori; il primo di questi sarà un gruppo di 5 cifre per indicare che l'informazione circa la corrente d'aria superiore è contenuta nel gruppo seguente, il quale ha la forma generale HDDVV.

Due gruppi addizionali per i rapporti dalle stazioni aventi mezzi speciali per le osservazioni della temperatura e dell'umidità negli strati d'aria superiori; il primo di questi sarà un gruppo di cinque cifre per indicare che l'informazione sulla temperatura e l'umidità dell'aria superiore è contenuta nel gruppo seguente, il quale ha la forma generale $\rho TTHH$.

(NOTA. — Questi gruppi speciali di cinque cifre potrebbero essere più utilmente sostituiti, dal punto di vista della segnalazione, da un segnale speciale del codice Morse.)

2. *Rapporti collettivi di 1ª classe.* — I rapporti particolari delle stazioni avranno la stessa forma generale indicata. Le condizioni degli strati superiori saranno date alla fine, per quelle stazioni alle quali si riferiscono; le correnti d'aria superiori saranno date soltanto per le seguenti altezze: 500, 1,000, 2,000, 5,000 metri (vedi codice IV [b]).

Esempio di rapporto collettivo di 1ª classe che dia informazioni provenienti da quattro stazioni A, B, C, D, delle quali le stazioni B, C hanno fornito i dati sulle correnti d'aria superiori e le stazioni B, D hanno dato le temperature e l'umidità degli strati d'aria superiori.

Segnale di chiamata per „A” — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.

Segnale di chiamata per „B” — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.

Segnale di chiamata per „C” — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.

Segnale di chiamata per „D” — BBBDD — FwwTT — ALBMh — wwVHS — $\beta\beta\beta F_1 F_2$.

Gruppo o segnale indicante che segue l'informazione circa le correnti d'aria superiori.

Segnale di chiamata per „B'” — HDDVV.

Segnale di chiamata per „C'” — HDDVV.

Gruppo indicante che segue l'informazione sulla temperatura e l'umidità degli strati d'aria superiori.

Segnale di chiamata per „B''” — $\rho TTHH$.

Segnale di chiamata per „D''” — $\rho TTHH$.

3. *Rapporti collettivi di 2ª classe.* — I rapporti particolari delle stazioni sono dati successivamente in forma abbreviata, come segue:

Segnale di chiamata della stazione. — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.

Le indicazioni relative alle correnti d'aria superiori sono date alla fine del telegramma per le altezze di 2,000 e di 5,000 metri per le stazioni destinate a questo scopo.

Esempio di rapporto collettivo di 2ª classe, che dà le informazioni provenienti da 4 stazioni A, B, C, D, delle quali le stazioni „B”, „C”, danno le condizioni delle correnti d'aria superiori:

Segnale di chiamata per „A” — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.

Segnale di chiamata per „B” — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.

Segnale di chiamata per „C” — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.

Segnale di chiamata per „D” — BBDDF — wwTTh — AL $\beta\beta\beta$.

Gruppo indicante che segue l'informazione circa le correnti d'aria superiori:

Segnale di chiamata per „B'” — HDDVV.

Segnale di chiamata per „C'” — HDDVV.

Previsione delle condizioni nel paese d'origine.

4. *Rapporti collettivi, di 3ª classe.* — I rapporti particolari sono dati successivamente in forma abbreviata come segue:

Segnale di chiamata della stazione. — DDDFF $_1 F_2$ — ALBMh — wwWWV.

NOTA 1. — La forma generale per la trasmissione di « rapporti speciali » e delle previsioni non è stato ancora formulato.

NOTA 2. — Le osservazioni fatte dalle navi e la loro trasmissione richiedono delle disposizioni speciali che non si sono ancora potute formulare. Lo stesso dicasi per le osservazioni fatte dagli aeromobili e per la loro trasmissione.

CODICI.

Codice I. — Tempo attuale. — ww.

Nota. — I gruppi 00 a 49 si applicano al tempo senza precipitazione.

I gruppi 50 a 70, e 77 a 97 al tempo con precipitazione.

Senza caligine o nebbia.

- 00 Cielo assolutamente sereno.
 01 — coperto meno della metà.
 02 — coperto quasi a metà.
 03 — coperto quasi a tre quarti.
 04 — coperto con piccole zone di sereno.
 05 — completamente coperto.

- 44 Tempesta, vento forte.
 45 Oscurità.
 46 Tempo cattivo, minaccioso.
 47 Tuoni.
 48 Lampi.
 49 Tuoni e lampi.

Caligine o nebbia senza precipitazione.

- 06 Cielo coperto con nebbia di intensità 1.
 07 — — — 2.
 08 — — — 3.
 09 — — — 4.
 10 — — — 5.
 11 — — — 6.
 12 — — — 7.
 13 — — — 8.
 14 Caligine d' intensità 1.
 15 — — — 2.
 16 Nebbia d' intensità 3.
 17 — — — 4.
 18 — — — 5.
 19 — — — 6.
 20 — — — 7.
 21 — — — 8.
 22 Naligine umida d' intensità 1.
 23 — — — 2.
 24 Nebbia umida d' intensità 3.
 25 — — — 4.
 26 — — — 5.
 27 — — — 6.
 28 — — — 7.
 29 — — — 8.

- Pioggia e nebbia (50-58).*
- 50 Pioggia leggera, con nebbia d' intensità 2 o 3.
 51 — moderata, — — —
 52 — forte, — — —
 53 — leggera, — — — 4 o 5.
 54 — moderata, — — —
 55 — forte, — — —
 56 — leggera, — — — 6 a 8.
 57 — moderata, — — —
 58 — forte, — — —

Precipitazione e colpi di vento (59-70).

- 59 Pioggia leggera.
 60 — moderata.
 61 — forte.
 62 Grandine leggera.
 63 Pioggia moderata e grandine.
 64 — forte e grandine.
 65 Nevischio leggero.
 66 — moderato.
 67 — forte.
 68 Nevicata leggera.
 69 — moderata.
 70 — forte.

Fenomeni speciali senza precipitazione.

- 30 Aria umida.
 31 Visibilità eccezionale.
 32 Foschia di polvere.
 33 Rugiada.
 34 Brina.
 35 Galaverna.
 36 Gelicidio medio.
 37 Gelicidio forte.
 38 Alone solare.
 39 Alone lunare.
 40 Corona solare.
 41 Corona lunare.
 42 Aurora boreale.
 43 Raffiche.

Neve caduta (71-73).

- 71 Neve che ricopre tutto il suolo.
 72 — con zone scoperte.
 73 Cumuli di neve.
 74 Cifre di riserva.
 75 — —
 76 — —

Precipitazione (77-97).

- 77 Pioggerella leggera.
 78 — moderata.
 79 — forte.
 80 Pioggia leggera.
 81 — moderata.

Precipitazione (seguito).

- 82 Pioggia forte.
 83 Grandine leggera.
 84 — moderata.
 85 — forte.
 86 Nevischio leggero.
 87 — moderato.
 88 — forte.
 89 Neve leggera.
 90 — moderata.

- 91 Nove forte.
 92 Temporale leggero, senza grandine.
 93 — moderato, —
 94 — forte, —
 95 — leggero, con grandine.
 96 — moderato, —
 97 — forte, —
 98 Cifre di riserva.
 99 —

Codice II. — Condizioni meteorologiche nel tempo trascorso. — WW.

Nota. — I gruppi 00-49 si applicano al tempo senza precipitazione.
 I gruppi 50-97 si applicano al tempo con precipitazione.

Senza precipitazione ne' nebbia (00-14).

- 00 Cielo senza nuvole.
 01 Cielo quasi completamente sereno con nubi intermedie o superiori.
 02 *id.* *id.* con nubi inferiori.
 03 *id.* *id.* con nubi a diverse altezze.
 04 Cielo parzialmente coperto con nubi intermedie o superiori.
 05 *id.* *id.* con nubi inferiori.
 06 *id.* *id.* con nuvole a diverse altezze.
 07 Cielo nuvoloso e coperto con nubi intermedie o superiori.
 08 *id.* *id.* con nubi inferiori.
 09 *id.* *id.* con nubi a diverse altezze.

Tempo coperto con squarci sereni (10-12).

- 10 Nubi a media o grande altezza.
 11 Nubi inferiori.
 12 Nubi d'altezze diverse.
 13 Cielo completamente coperto, nubi inferiori o ad altezze diverse.
 14 Cielo parzialmente coperto con nubi inferiori o ad altezze diverse.

Nebbia con nubi in alto (15-19).

- 15 Tempo coperto con nebbia d' intensità 1.
 16 — — — 2.
 17 — — — 3.
 18 — — — 4 o 5.
 19 — — — 6 a 8.

Caligine o Nebbia (20-24).

- 20 Caligine d'intensità 1.
 21 — — — 2.
 22 Nebbia d' intensità 3.
 23 — — — 4 o 5.
 24 — — — 6 a 8.

Caligine o nebbia umida (25-29).

- 25 Caligine umida d' intensità 1.
 26 — — — 2.
 27 Nebbia umida d' intensità 3.
 28 — — — 4 o 5.
 29 — — — 6 a 8.

Fenomeni speciali senza precipitazione (30-49).

- 30 Aria umida.
 31 Visibilità eccezionale.
 32 Foschia di polvere.
 33 Rugiada.
 34 Brina.
 35 Galaverna.
 36 Gelicidio medio.
 37 Gelicidio forte.
 38 Alone solare.
 39 Alone lunare.
 40 Corona solare.
 41 Corona lunare.
 42 Aurora boreale.
 43 Raffiche.
 44 Tempesta e vento forte.
 45 Oscurità.
 46 Tempo cattivo, minaccioso.
 47 Tuoni.
 48 Lampi.
 49 Tuoni e Lampi.

Precipitazione. — Piovvaschi (50-61).

- 50 Piovvasco leggero.
 51 — moderato.
 52 — forte.
 53 Rovescio leggero } di grandine
 54 — moderato } o di pioggiae grandine.
 55 — forte }
 56 — leggero } di nevischio
 57 — moderato } oggiae nevischio.
 58 — forte }
 59 Nevicata leggera.
 60 Nevicata moderata.
 61 — forte.

Precipitazioni passeggere (62-76).

62	Pioggerella passeggera leggera.
63	— — moderata.
64	— — forte.
65	Pioggia passeggera leggera.
66	— — moderata.
67	— — forte.
68	Pioggia e grandine passeggera leggere.
69	— — moderate.
70	— — forti.
71	Nevischio o pioggia e nevischio passeggero [leggero.
72	— — moderato.
73	— — forte.
74	Nevicata passeggera leggera.
75	— — moderata.
76	— — forte.

Precipitazione continua o quasi continua (77-91).

77	Pioggerella leggera.
78	— moderata.

79	Pioggerella forte.
80	Pioggia leggera.
81	— moderata.
82	— forte.
83	Grandine e pioggia leggera.
84	— — moderata.
85	— — forte.
86	Nevischio o pioggia e nevischio leggero.
87	— — moderato.
88	— — forte.
89	Nevicata leggera.
90	— moderata.
91	— forte.

Temporali (92-97).

92	Temporale leggero	} senza grandine.
93	— moderato	
94	— violento	
95	— leggero	} con grandine.
96	— moderato	
97	— violento	
98	Numeri di riserva.	
99	— —	

Codice III. — Forme di nubi : } *Nubi inferiori. — A.*
 } *Nubi intermedie o superiori. — B.*

Nubi inferiori : 1 Fratto cumuli.
 2 Mammato cumuli.
 3 Basso strati cumuli (inferiore ai 1200 m.).
 4 Alto strati cumuli (superiore ai 1200 m.).
 5 Nembi.
 6 Cumuli.
 7 Cumuli nembi.
 8 Strati.

Nubi superiori : 1 Cirri.
 2 Cirro strati.
 3 Cirro cumuli.
 4 Falsi cirri.

Nubi intermedie : 5 Alto strato di piccolo spessore (sole o luna visibile).
 6 Alto strato di grande spessore.
 7 Alto cumulo (di altezza inferiore ai 3 chm.).
 8 Alto cumulo (di altezza superiore ai 3 chm.).

Codice IV (a), (b), (c). — Altezze e pressioni negli alti strati atmosferici.

Codice IV (a). — Altezza della base delle nubi inferiori.

Cifra del codice.	Metri.
0	Nubi inferior ai 150
1	— fra 150 e 300
2	— — 300 e 500
3	— — 500 e 750
4	— — 750 e 1000
5	— — 1000 e 1500
6	— — 1500 e 2000
7	— — 2000 e 2500
8	— — 2500 e 3000
9	nessuna nube bassa.

Codice IV (b). — Altezza delle correnti d'aria superiori. — H.

Cifra del codice.	Metri.
1	Altezza di 200
2	— 500
3	— 1000
4	— 1500
5	— 2000
6	— 3000
7	— 4000
8	— 5000

Codice IV (c). — Altezza e pressione alle quali si riferiscono i valori della temperatura dell'umidità. — p.

Cifra del codice.	Cifra del codice.
0 al suolo.	5 pressione di 850 mb.
1 300 metri sopra il suolo.	6 pressione di 800 mb.
2 pressione di 1000 millibari (mb.).	7 pressione di 750 mb.
3 pressione di 950 mb.	8 pressione di 700 mb.
4 pressione di 900 mb.	9 pressione di 600 mb.

Codice V. — Visibilità (V) al suolo e nebbia.

Cifra del codice.	Massima distanza alla quale si può distinguere un oggetto.	Corrisponde.		Cifra del codice.	Massima distanza alla quale si può distinguere un oggetto.	Corrisponde.		
		Nebbia d'intensità.	Visibilità			Nebbia d'intensità.	Visibilità	
0	meno di 25 metri	8		4	2000 —	2	0	3 V
	25 metri	7		5	4000 —	2	0	4 V
1	50 —	6		6	7000 —	1	0	5 V
	100 —	5		7	12000 —	1	0	6 V
2	200 —	4		8	20000 —			7 V
	500 —	3	0	1 V	30000 —			8 V
3	1000 —	3	0	2 V	9	Oltre 30000 e aria chiara		9 V

Codice VI. — Umidità relativa. — H.

Cifra del codice.	Cifra del codice.
0 equivale a 95 — 100 p. 100.	5 equivale a 50 — 59 p. 100.
9 — 90 — 94 —	4 — 40 — 49 —
8 — 80 — 89 —	3 — 30 — 39 —
7 — 70 — 79 —	2 — 20 — 29 —
6 — 60 — 69 —	1 — 10 — 19 —

Codice VII. — Stato del mare. — S.

Cifra del codice.	Stato della superficie.	Cifra del codice.	Stato della superficie.
0 equivale :	mare liscio, calma piatta.	5 equivale :	mare agitato.
1 —	mare calmo, molto leggermente increspato.	6 —	mare molto agitato.
2 —	mare quasi calmo, leggermente increspato.	7 —	mare grosso, con onde alte.
3 —	mare leggermente mosso.	8 —	mare molto grosso, con onde altissime
4 —	mare mosso.	9 —	Mare burrascoso.

Codice VIII (a) e (b). — Condizioni di tempo per la navigazione aerea.

Codice VIII (a). — Velivoli.

Cifra del codice.	
0 equivale a	decisamente cattivo : nebbia.
1 —	decisamente cattivo : pioggia e nuvole basse.
2 —	decisamente cattivo : colpi di vento, tempesta.
3 —	molto pericoloso : foschia.
4 —	molto pericoloso : vento e cattivo tempo.
5 —	pericoloso : foschia.
6 —	pericoloso : vento e cattivo tempo.
7 —	adatto al volo.
8 —	molto adatto al volo.
9 —	ottimo.

Codice VIII (b). — Dirigibili.

Cifra del codice.	
0 equivale a	decisamente cattivo : nebbia.
1 —	decisamente cattivo : pioggia, vento e nuvole basse.
2 —	decisamente cattivo : colpi di vento, tempesta.
3 —	molto pericoloso : vento forte.
4 —	molto pericoloso : colpi di vento intermittenti.
5 —	pericoloso : vento forte.
6 —	pericoloso : raffiche deboli.
7 —	adatto al volo.
8 —	molto adatto al volo.
9 —	ottimo.

Codice IX. — Andamento della curva barometrica. — β .

Cifra del codice.		Cifra del codice.	
0	equivale a stazionario.	7	equivale a prima in discesa poi stazionario.
1	— irregolare.	8	— prima in salita poi stazionario o in discesa.
2	— in salita continua.	9	— discesa, poi in salita molto rapida con cambiamenti notevoli di vento e di tempo.
3	— in discesa continua.		
4	— prima in discesa, poi in salita.		
5	— stazionario, poi in salita.		
6	— stazionario, poi in discesa.		

Codice X. — Direzione del vento. — DD.

La direzione del vento è indicata di 5° in 5° a mezzo dei numeri interi da 1 a 72. I numeri corrispondenti ai punti cardinali dell' antica scala telegrafica sono i seguenti :

04	corrisponde a	NNE.
09	—	NE.
13	—	ENE.
18	—	Est.
22	—	ESE.
27	—	SE.
31	—	SSE.
36	—	Sud.
40	—	SSW.

45	corrisponde a	SW.
49	—	WSW.
54	—	Ovest.
58	—	WNW.
63	—	NW.
67	—	NNW.
72	—	Nord.

Per esprimere in questa scala una direzione calcolata in gradi, bisogna dividere il numero dei gradi per 5 (o moltiplicare per 2 e dividere per 10) e prendere il numero intero più prossimo al risultato.

Esempio : $17^{\circ} = 03$; $53^{\circ} = 11$; $257^{\circ} = 51$; $313^{\circ} = 63$.

ALLEGATO H.

Dogane.

DISPOSIZIONI GENERALI.

I.

Qualsiasi aeromobile diretto all' estero deve partire soltanto dagli aeroporti che sono appositamente indicati dall' amministrazione doganale di ogni Stato contraente e denominati « aeroporti doganali ». Gli aeromobili che provengono dall' estero dovranno atterrare soltanto in tali aeroporti.

2.

Ogni aeromobile che passa da uno Stato ad un' altro è obbligato a traversare il confine fra determinati punti stabiliti dagli Stati contraenti. Tali punti sono indicati sulle carte aeronautiche.

3.

Tutte le informazioni sugli aeroporti doganali di uno Stato, comprese le modificazioni che potrebbero essere portate alla loro lista e le modificazioni corrispondenti delle carte aeronautiche, la data colla quale tali modificazioni entreranno in vigore, e tutte le altre informazioni relative a quegli aeroporti internazionali che potranno essere impiantati in seguito saranno comunicate dallo Stato interessato alla Commissione internazionale di navigazione al rea che le notificherà a tutti gli Stati contraenti. Gli Stati contraenti possono prendere accordi per impiantare degli aeroporti internazionali nei quali vi sia un servizio doganale cumulativo per due o più Stati.

4.

Quando, in caso di forza maggiore, che dovrà essere debitamente giustificata, un aeromobile traversa il confine in un punto diverso da quelli previsti, dovrà atterrare nell' aeroporto doganale più vicino situato sulla sua rotta. Se è obbligato ad atterrare prima di arrivare a tale aeroporto, dovrà informare la più vicina stazione di dogana o di polizia.

Potrà ripartire solamente coll' autorizzazione di tali autorità, che, dopo la verifica, firmeranno il libro di bordo e il manifesto previsti nel paragrafo 5, e indicheranno al pilota l' aeroporto doganale nel quale esso è tenuto a compiere le formalità della visita doganale.

5.

Prima della partenza, o subito dopo l' arrivo, secondo che si rechino in paese estero o ne ritornino, i piloti mostreranno i loro libri di bordo alle autorità dell' aeroporto e, se è necessario, il manifesto delle merci e delle provviste che trasportano a bordo.

6.

Il manifesto deve essere tenuto in conformità del modello n° 1, allegato.

La merce sarà oggetto di dichiarazioni particolareggiate in conformità del modello n° 2, allegato, che dev' essere riempito dal mittente.

Ogni Stato contraente ha il diritto di prescrivere l' inserzione, o sul manifesto o sulla dichiarazione doganale, di quelle indicazioni addizionali che riterrà necessarie.

7.

Se un aeromobile trasporta merci, l' agente di dogana, prima della partenza, esaminerà il manifesto e le dichiarazioni, farà le verifiche prescritte e firmerà il giornale di rotta e il manifesto. Legalizzerà la firma con un bollo e metterà i sigilli di piombo a quelle merci per le quali questa formalità è richiesta.

All' arrivo, l' agente di dogana constaterà se il sigillo di piombo è ancora intatto, procederà alle operazioni di sdoganamento della merce, e firmerà il giornale di rotta e il manifesto.

Se l' aeromobile non trasporta merci, gli ufficiali di polizia e di dogana firmeranno solamente il giornale di rotta.

Il combustibile a bordo andrà esente da diritti di dogana, purchè la sua quantità non oltrepassi quella occorrente per il viaggio come è descritto nei libri di bordo.

8.

Come eccezioni al regolamento generale, certe categorie di aeromobili, e in particolare gli aeromobili postali, gli aeromobili che appartengono alle compagnie di trasporti aerei debitamente costituite e autorizzate, e quelli che appartengono ai membri di società riconosciute di turismo e che non sono adibiti a trasporti pubblici di persone o di merci, possono essere esonerati dall' obbligo di atterrare in un aeroporto doganale e possono avere dall' amministrazione doganale e di polizia dello Stato l' autorizzazione di iniziare e di terminare il viaggio in determinati aeroporti dell' interno, dove saranno compiute le formalità doganali.

Questi aeromobili dovranno però seguire la rotta aerea normale e dovranno farsi riconoscere, quando traversano la frontiera, per mezzo di segnali convenuti.

REGOLAMENTI APPLICABILI AGLI AEROMOBILI E ALLE MERCI.

9.

Gli aeromobili che atterrano in paese estero devono corrispondere, in massima, i diritti doganali, se ve ne sono.

Se gli aeromobili devono essere riesportati, potranno godere il beneficio della bolletta di cauzione o del deposito dei diritti.

Costituendosi fra due o più Stati una Unione delle società turistiche, gli aeromobili di tali Stati potranno godere del regime del « trittico ».

10.

Le merci che arrivano per aeromobile saranno considerate come provenienti dal paese nel quale i libri di bordo e il manifesto sono stati firmati dall' agente di dogana.

Per quanto riguarda l' origine e i diversi regimi doganali, esse sono soggette a regolamenti analoghi a quelli esistenti per le merci importate per terra o per mare.

11.

Per le merci esportate a scarico d' importazione temporanea o di deposito, o soggette a tasse interne, i mittenti dovranno giustificare il loro diritto di spedire la merce all' estero, producendo un certificato della dogana del luogo di destinazione.

TRANSITO AEREO.

12.

Quando un aeromobile, per arrivare a destinazione, deve attraversare in volo uno o più Stati contraenti, salvo il diritto di sovranità di ciascuno di essi, dire casi sono da distinguere :

1. Se l'aeromobile non prende nè sbarca passeggeri o merci, sarà tenuto soltanto a seguire la rotta normale e a farsi riconoscere, quando passa sopra i punti designati a tale scopo ;

2. In caso di verso, è imposto uno scalo obbligatorio in un aeroporto doganale. La scelta dell' aeroporto è lasciata al pilota, che dovrà inscrivere prima della partenza nel suo libro di bordo il nome del luogo di scalo. Allo scalo, le autorità doganali esamineranno i documenti ed il carico e prenderanno, se occorre, le disposizioni necessarie per assicurare la riesportazione dell' aeromobile e delle merci o il pagamento dei diritti.

Le disposizioni del paragrafo 9, alinea 2, sono applicabili alle merci da riesportarse.

Se l' aeromobile scarica o riprende merce, l' agente di dogana ne farà risultare sul manifesto debitamente completato e metterà, se occorre, un nuovo sigillo di piombo.

DISPOSIZIONI VARIE.

13.

Ogni aeromobile in volo, in qualsiasi luogo si trovi, dovrà conformarsi agli ordini ricevuti dai posti di dogana o di polizia e dagli aeromobili di polizia e di dogana dello Stato sopra il quale vola.

14.

Gli agenti di dogana e di finanza, e in generale i rappresentanti della autorità pubblica avranno libero accesso in tutti i luoghi di partenza o di arrivo di aeromobili ; potranno visitare qualsiasi aeromobile e il suo carico per l' esercizio del loro diritto di sorveglianza.

15

Salvo per gli aeromobili postali, è vietato lo scarico e il getto di qualsiasi materiale, fuor che la zavorra, durante il volo.

16.

In caso d' infrazione alle disposizioni precedenti, oltre le penalità previste dalle leggi dello Stato danneggiato, l' infrazione sarà notificata allo Stato nel quale l' aeromobile è iscritto ; questi sospenderà, temporaneamente o in permanenza, il certificato di iscrizione dell' aeromobile in colpa.

17.

Le disposizioni di questo allegato non saranno applicate agli aeromobili militari muniti di autorizzazione speciale (articoli 30 a 32 della convenzione), nè agli aeromobili di polizia o di dogana (articoli 30 e 33 della convenzione).

NOTA. — Il manifesto non dovrà portare cancellature nè correzioni che non siano state approvate dagli agenti di dogana ; non conterrà parole fra le linee, nè più articoli iscritti sulla stessa linea. Si potranno aggiungere quanti fogli addizionali saranno necessari.

MODELLO N° 1.

NAVIGAZIONE AEREA.

MANIFESTO

O DICHIARAZIONE GENERALE DEL CARICO.

Spazio riservato alle annotazioni degli ufficiali doganali.	AEROMOBILE.....	{ Marca di registrazione :
	COMANDANTE ...	{ Nome e cognome : Residenza : Nazionalità : Numero della patente :
	MERCİ	{ Luogo di partenza : Stato : Luogo di destinazione : Stato : Numero di dichiarazioni allegate :

Il Comandante garantisce l'esattezza del contenuto di questo manifesto, sotto le penità previste dalle leggi. In conseguenza egli ha apposto la data e la firma a questo documento immediatamente sotto l'ultima registrazione.

NUMERO d'ordine del documento.	MARCHE e numeri sui colli.	NUMERO (in cifre e lettere) e descrizioni dei colli.	NATURA della merce.	PESO.	OSSERVAZIONI.

MODELLO N° 2.

NAVIGAZIONE AEREA.

Luogo di partenza: *Dichiarazione per la dogana fatta dal sig. . . .*Destinazione: *per le seguenti merci :*

COLLI. marche e numeri.	NATURA della merce numero.	DESCRIZIONE PARTICOLAREGGIATA del contenuto.	PAESE d'origine.	VALORE.	PEZO		OSSERVAZIONI.
					lordo.	netto.	

A

il

19

Consegnatario,

PROTOCOLE

ADDITIONNEL

A LA CONVENTION DU 13 OCTOBRE 1919, PORTANT RÉGLEMENTATION A LA NAVIGATION AÉRIENNE.

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES se déclarent prêtes à accorder sur la demande des Etats signataires ou adhérents intéressés et seulement dans les cas où ils jugeront les raisons invoquées dignes d'être prises en considération, des dérogations à l'article 5 de la Convention.

Les demandes seront adressées au Gouvernement de la République française, qui les communiquera à la Commission internationale de navigation aérienne prévue à l'article 34 de la Convention.

La Commission internationale de navigation aérienne examinera chaque demande qui ne pourra être proposée à l'acceptation des Etats contractants si elle n'a été approuvée par les deux tiers au moins du total possible des voix, c'est-à-dire du total des voix qui pourraient être exprimées si tous les Etats étaient présents.

Chaque dérogation accordée devra, avant de porter

ADDITIONAL

PROTOCOL

TO THE CONVENTION OF OCTOBER 13, 1919, RELATING TO THE REGULATION OF AERIAL NAVIGATION.

THE HIGH CONTRACTING PARTIES declare themselves ready to grant, at the request of signatory or adhering States who are concerned, certain derogations to Article 5 of the Convention, but only where they consider the reasons involved worthy of consideration.

The requests should be addressed to the Government of the French Republic who will lay them before the International Commission on Aerial Navigation provided for in Article 34 of the Convention.

The International Commission on Aerial Navigation will examine each request, which may only be submitted for the acceptance of the contracting States if it has been approved by at least a two-thirds majority of the total possible number of votes, that is to say, of the total number of votes which could be given if the Representatives of all the States were present.

Each derogation which is granted must be expressly

PROTOCOLLO

ADDIZIONALE

ALLA CONVENZIONE DEL 13 OTTOBRE 1919 PER IL REGOLAMENTO DELLA NAVIGAZIONE AEREA.

LE ALTE PARTI CONTRACTANTI si dichiarano disposte ad accordare deroghe all'art. 5 della Convenzione, su domanda degli Stati firmatari o aderenti interessati e solamente nei casi nei quali stimeranno degne di essere prese in considerazione le ragioni invocate.

Le domande saranno indirizzate al Governo della Repubblica Francese che le comunicherà alla Commissione Internazionale della Navigazione aerea, come è previsto nell'art. 34 della Convenzione.

La Commissione Internazionale della Navigazione aerea esaminerà ciascuna domanda, che non potrà essere proposta all'accettazione degli Stati contraenti se non dopo essere stata approvata almeno con due terzi del totale possibile dei voti, vale a dire del totale dei voti che potrebbero essere dati se tutti gli Stati fossero presenti.

Ogni deroga accordata dovrà prima di avere efficacia

effet, être expressément acceptée par les Etats contractants.

La dérogation accordée aura pour effet d'autoriser l'Etat contractant qui en sera bénéficiaire à admettre la circulation au-dessus de son territoire des aéronefs d'un ou de plusieurs Etats non contractants désignés et seulement pour une période de temps limitée fixée dans le texte de la décision accordant la dérogation.

A l'expiration de cette période, la dérogation sera renouvelée par tacite reconduction pour une période de même durée, à moins que l'un des Etats contractants ne déclare s'y opposer.

En outre, les Hautes Parties contractantes décident de fixer au 1^{er} juin 1920 l'expiration du délai de signature du présent Protocole et, en raison de la connexité du présent Protocole avec la Convention du 13 octobre 1919, de proroger jusqu'à cette date le délai de signature de ladite Convention.

Fait à Paris, le premier mai mil neuf cent vingt, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives du Gouvernement de la République française, et dont les copies authentiques seront remises aux Etats contractants.

Ledit exemplaire, daté comme il est dit ci-dessus, pourra être signé jusqu'au premier juin mil neuf cent vingt inclusivement.

accepted by the contracting States before coming into effect.

The derogation granted will authorise the contracting State profiting thereby to allow the aircraft of one or more named non-contracting States to fly over its territory, but only for a limited period of time fixed by the text of the decision granting the derogation.

At the expiration of this period the derogation will be automatically renewed for a similar period unless one of the contracting States has declared its opposition to such renewal.

Further, the High Contracting Parties decide to fix June 1, 1920, as the date up to which the present Protocol may be signed, and, on account of the bearing which the present Protocol has on the Convention of October 13, 1919, to prolong until that date the period under which the above-mentioned Convention may be signed.

Done at Paris, the first of May nineteen hundred and twenty in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Government of the French Republic, and of which authenticated copies will be transferred to the Contracting States.

The said copy, dated as above, may be signed up to and inclusive of the first day of June, nineteen hundred and twenty.

essere espressamente accettata dagli Stati contraenti.

La deroga avrà l'effetto di autorizzare lo Stato contraente, al cui profitto sia stata accordata, ad ammettere la circolazione sopra il suo territorio delle aeronavi di uno o più Stati non contraenti espressamente designati, e solamente per un periodo limitato fissato nel testo della decisione accordante la deroga.

Al termine di detto periodo, la deroga sarà rinnovata per tacito accordo per un periodo di eguale durata, salvo che uno degli Stati contraenti dichiarerà di opporvisi.

Inoltre, le Alte Parti Contraenti decidono di fissare per la data del 1^o giugno 1920 la scadenza del termine per la firma del presente Protocollo e di prorogare fino a tale data il termine per la firma della Convenzione del 13 ottobre 1919, in vista della connessione esistente tra il presente Protocollo e la suddetta Convenzione.

Fatto a Parigi, il primo maggio mille novecento venti, in un solo esemplare che rimarrà depositato negli archivi del Governo della Repubblica Francese e copie autentiche del quale saranno rimesse agli Stati contraenti.

Tale esemplare, colla data suindicata, potrà essere firmato fino al primo giugno mille novecento venti incluso.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Protocole dont les textes français, anglais et italien auront même valeur.

In faith whereof, the under-mentioned Plenipotentiaries, whose powers have been found in good and due form, have signed the present Protocol, of which the French, English and Italian texts will be recognised as of equal validity.

In fede di che i Plenipotenziari di cui seguono i nomi e i cui poteri sono stati riconosciuti in buona e debita forma hanno firmato il presente Protocollo di cui il testo italiano, il testo francese ed il testo inglese avranno lo stesso valore.

HUGH C. WALLACE.

E. DE GAIFFIER.

J. C. ARTEAGA.

DERBY.

GEORGE H. PERLEY.

ANDREW FISHER.

THOMAS MACKENZIE.

R. A. BLANKENBERG.

DERBY.

VIKYUIN WELLINGTON KOO.

RAFAEL MARTINEZ ORTIZ.

E. DORN Y DE ALSUA.

A. MILLERAND.

A. ROMANOS.

GUILLERMO MATOS PACHECO.

BONIN.

K. MATSUI.

R. A. AMADOR.

ERASME PILTZ.

João CHAGAS.

D. J. GHIKA.

DR. ANTE TRUMBIČ.

CHAROON.

STEFAN OSUSKY.

J. C. BLANCO.

Copie certifiée conforme :
Paris, le 17 juillet 1922.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*

P. de FOUQUIÈRES.

N° 298.

**ETATS-UNIS D'AMERIQUE
ET DANEMARK**

Convention relative au transport des
colis postaux, signée à Copenhague
le 28 avril 1922, et à Washington
le 8 juin 1922.

**UNITED STATES OF
AMERICA AND DENMARK**

Parcel Post Convention, signed at
Copenhagen April 28, 1922, and
Washington June 8, 1922.

No. 298. — PARCEL POST CONVENTION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND DENMARK, SIGNED AT COPENHAGEN APRIL 28, 1922, AND AT WASHINGTON JUNE 8, 1922.

Textes officiels anglais et danois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 juillet 1922.

The undersigned, Hubert WORK, Postmaster-General of the UNITED STATES OF AMERICA, and Valdemar Olaf KJØRBOE, Director-General of Posts of DENMARK, by virtue of authority vested in them, for the purpose of making better arrangements for a parcel-post system of exchange between the above-mentioned countries, have agreed upon the following articles :

Article 1.

The provisions of this Convention shall relate only to parcels of mail matter to be exchanged by the system herein provided for, and shall in no way affect the arrangements now existing under the Universal Postal Convention, which will continue in force as heretofore ; and all the agreements hereinafter contained shall apply exclusively to mails exchanged under these articles.

Article 2.

(1) There shall be admitted to the mails exchanged under this convention articles of merchandise and mail matter (except letters, postcards, and written matter) of all kinds that are admitted under any conditions to the domestic mails of the country of origin, except that no packet may exceed twenty-two pounds (ten kilograms) in weight, nor the following dimensions : Greatest length in any direction, three feet six inches (one hundred and five centimeters) ; greatest length and girth combined, six feet (one hundred and eighty-five centimeters) ; and must be so wrapped or enclosed as to permit their contents to be easily examined by postmasters and Customs officers, excepting only those articles whose admission in this manner is forbidden by the laws of the country of destination, due notice of which shall be mutually given by the postal authorities of the United States and Denmark respectively.

All admissible articles of merchandise, mailed in one country for the other or received in one country from the other shall be free from detention or inspection of any nature whatsoever, except such as is required for collection of Customs duties, and shall be forwarded by the most speedy means to their destination, being subject, however, in their transmission, to the laws and regulations of each country respectively.

(2) The following articles are prohibited :

Publications which violate the copyright laws of the country of destination ; poisons, and explosive or inflammable substances ; live or dead animals, except dead insects

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 298. — PAKKEPOSTOVERENSKOMST MELLEML DANMARK OG DE FORENEDE STATER I AMERIKA, UNDERTEGNET I KJØBENHAVN 28 APRIL 1922 OG I WASHINGTON 8 JUNI 1922.

English and Danish officials texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place on July 24, 1922.

Undertegnede Valdemar Olaf KJØRBOE, Generaldirektør for Postvæsenet i DANMARK og Hubert WORK, Generalpostmester i DE FORENEDE STATER I AMERIKA har i Kraft af de os meddelte Bemyndigelser vedtaget følgende Bestemmelser med det Formaal for Øje at forbedre Ordningen af Pakkepostudvekslingen mellem ovennævnte Lande :

Artikel 1.

Bestemmelserne i denne Overenskomst skal kun have Henhold til Pakker, der udveksles efter det her fastsatte System, og skal paa ingen Maade berøre de Aftaler, der nu bestaar i Henhold til Verdenspostkonventionen, idet disse skal vedblive at gælde som hidtil ; alle de i det følgende indeholdte Bestemmelser skal udelukkende anvendes paa Post, som udveksles i Medfør af disse Artikler.

Artikel 2.

1. I de Poster, som udveksles i Henhold til denne Overenskomsts Artikler, kan med Undtagelse af Breve, Brevkort og skrevne Sager sendes alle Slags Varer og Genstande, som kan befordres med Posten, forsaavidt disse overhovedet kan postbefordres i Afsendelseslandets indenrigske Tjeneste. Dog maa ingen Pakke i Vægt overstige 10 Kilogram (= 22 Pund) og heller ikke overskride følgende Dimensioner : største Længde i hvilken som helst Retning 105 Centimeter (= 3 Fod 6 Tommer) ; største Længde og Omfang tilsammen 185 Centimeter (= 6 Fod). Pakkerne skal derhos være saaledes indpakket eller nedpakket, at deres Indhold let kan undersøges af Post- og Toldtjenestemænd.

Undtaget fra Forsendelse er dog de Genstande, hvis Indførsel paa denne Maade er forbudt ved Bestemmelserlandets Love, hvorom behørig Underretning gensidig skal meddeles af Poststyrelsen henholdsvis for Danmark og for De Forenede Stater.

Alle tilladte Varer, afsendt fra det ene Land til det andet eller modtaget i det ene Land fra det andet, skal være fritaget for Tilbageholdelse eller Undersøgelse af hvilken som helst Art undtagen saadan, som nødvendigøres af Hensyn til Opkrævning af Toldafgifter. Pakkerne skal paa hurtigst mulig Maade videresendes til deres Bestemmellessted, idet de dog under Befordringen er undergivet hvert af de paagældende Landes Love og Bestemmelser.

2. Følgende Genstande kan ikke sendes :

Trykte Sager, der krænker Bestemmelleslandets Love om den litterære Ejendomsret ; Gifte og eksplosive eller let antændelige Stoffer ; levende eller døde Dyr med Undtagelse

and reptiles when thoroughly dried ; fruits and vegetables which easily decompose, and substances which exhale a bad odor ; lottery tickets, lottery advertisements or lottery circulars ; all obscene or immoral articles ; articles which may in any way damage or destroy the mails or injure the persons handling them.

Article 3.

(1) No letter or communication of the nature of personal correspondence shall accompany any parcel or be attached thereto.

(2) If such communications be found, they will be placed in the ordinary mail, if separable, and if the communications be inseparably attached, the whole package containing them will be rejected. If, however, any such should be inadvertently forwarded, the country of destination may collect on the letter or letters double rates of postage, according to the Universal Postal Convention.

(3) No parcel shall contain packages intended for delivery at an address other than the one borne by the parcel itself. If such enclosed packages be detected, they shall be sent forward singly charged with new and distinct parcel-post rates.

Article 4.

The following rates of postage shall be required to be fully prepaid with postage stamps of the country of origin, viz :

In the United States : for a parcel not exceeding one pound (455 grams) in weight, 12 cents ; and for each additional pound (455 grams) or fraction of a pound, 12 cents.

In Denmark :

If the weight of the parcel does not exceed 1 kilogram	1 kr. 50 øre.
» » exceeds 1 kilogram but not 3 kilograms	2 » 50 »
» » » 3 » » 5 »	3 » 50 »
» » » 5 » 3 kr. 50 øre for the first 5 kilograms and after that	1 kr. for each additional kilogram or fraction thereof.

The parcels shall be promptly delivered to addressees at the post office of address in the country of destination, free of charge for postage ; but the country of destination may, at its option, levy and collect from the addressee for interior service and delivery a charge not exceeding 5 cents in the United States and forty øre in Denmark on each single parcel of whatever weight.

Article 5.

(1) The sender shall, at the time of mailing the parcel, receive from the post office where the parcel is mailed a certificate of mailing prepared in accordance with the postal regulations of the country of origin.

(2) The sender of a parcel may have the same registered by paying, in addition to the postage, the registration fee regularly charged in the country of origin.

(3) An acknowledgment of the delivery of a registered parcel shall be returned to the sender whenever requested ; but either country may require of the sender prepayment of a fee therefor not exceeding five cents (forty øre).

(4) The addressee of a registered parcel shall be advised of the arrival of the parcel by a notice from the post office of destination.

af døde Insekter og Krybdyr i fuldstændig tørret Stand ; Frugt og Grøntsager, som let gaar i Forraadnelse, og ildelugtende Sager ; Lotterisedler, Lotterimeddelelser og Lottericirkulærer ; alle obskøne eller umoralske Sager ; Genstande, som paa nogen Maade kan beskadige eller ødelægge Postforsendelserne eller skade de Personer, som behandler dem.

Artikel 3.

1. Breve eller Meddelelser, som har Karakteren af personlig Korrespondance, maa ikke indlægges i eller vedhæftes Pakkerne.

2. Hvis saadanne Meddelelser findes, skal de, hvis de kan fjernes fra Pakken, forsendes med den almindelige Post, men hvis Meddelelserne ikke kan skilles fra Pakken, skal hele Forsendelsen tilbagevises. Skulde imidlertid en saadan Forsendelse ved Uagtsomhed blive fremsendt, kan Bestemmelseslandet opkræve dobbelt Porto for Brevet eller Brevene i Overensstemmelse med Verdenspostkonventionen.

3. Ingen Pakke maa indeholde Pakker bestemt til at udleveres efter en anden Adresse end den, som selve Pakken bærer. Opdages saadanne indlagte Pakker, skal de fremsendes enkeltvis og belastes med ny særskilt Pakkepostporto.

Artikel 4.

1. Følgende Takster — som altid skal fuldt forudbetales og tilsvares ved Afsendelseslandets Frimærker — kommer til Anvendelse nemlig :

i Danmark :

dersom	Pakkens Vægt ikke overstiger	1 Kilogram	.. ..	1 Kr. 50 Øre
»	Vægten overstiger 1, men ikke	3 »	.. ..	2 » 50 »
»	» » 3 »	» » 5 »	.. ..	3 » 50 »
»	» » 5 Kilogram	3 Kr. 50 Øre	for de første 5 Kilogram og derefter 1 Kr. for hvert overskydende Kilogram eller Del deraf.	

i De Forenede Stater :

for en Pakke, hvis Vægt ikke overstiger et Pund (= 455 Gram) 12 Cents og for hvert efterfølgende Pund (= 455 Gram) eller Del deraf 12 Cents.

Pakkerne skal ved Bestemmelsesposthuset i Adresselandet ufortøvet udleveres til Adressaten uden at belastes med yderligere Porto, men Bestemmelseslandet har dog Ret til hos Adressaten at opkræve et særligt Gebyr for den indenrigske Besørgelse og for Udbringning, hvilket Gebyr ikke for hver enkelt Pakke uden Hensyn til dens Vægt maa overstige 40 Øre i Danmark og 5 Cents i De Forenede Stater.

Artikel 5.

1. Ved Indlevering af en Pakke erholder Afsenderen af Indleveringsposthuset et Postbevis i Overensstemmelse med de i Indleveringslandet gældende Bestemmelser.

2. Afsenderen af en Pakke kan faa denne befordret som anbefalet mod foruden Taksten at erlægge det i Indleveringslandet gældende almindelige Anbefalingsgebyr.

3. Afsenderen af en anbefalet Pakke kan paa Forlangende faa sig tilstillet et Bevis for Pakkens Udlevering (Modtagelsesbevis), men Indleveringslandet kan derfor forlange forudbetalt en Afgift af højst 40 Øre (fem Cents).

4. En anbefalet Pakkes Adressat skal af Bestemmelsesposthuset underrettes om Pakkens Ankomst.

Article 6.

(1) The sender of each parcel shall make a Customs declaration, which shall be either pasted upon or attached to the parcel, upon a special form provided for the purpose (Form 1 annexed hereto), giving a general description of the parcel, and a detailed statement of the contents and value, date of mailing and signature and place of residence of the sender.

(2) The parcels in question shall be subject in the country of destination to all Customs duties and all customs regulations in force in that country, and the Customs duties properly chargeable thereon shall be collectible from the addressee on the delivery of the parcel, in accordance with the laws and regulations of the country of destination.

Article 7.

The Post Office Department of the United States shall pay to the Post Office Department of Denmark 50 centimes (10 cents) for each parcel forwarded from its offices to Denmark and the Post Office Department of Denmark shall pay a similar amount to the Post Office Department of the United States for each parcel forwarded from its offices to the United States. The accounts shall be balanced every quarter and a general balance of such quarterly settlements struck yearly, which amount shall be paid by the Post Office Department of the debtor country.

Article 8.

(1) The parcels shall be considered as a component part of the mails exchanged directly between the United States of America and Denmark, to be dispatched to destination by the country of origin at its cost and by such means as it may have at its disposal ; but they shall be forwarded at the option of the despatching office, either in boxes prepared expressly for the purpose or in ordinary mail sacks marked " parcel post " and securely sealed with wax or otherwise, as may be mutually provided.

(2) Each country shall return empty to the despatching office, by next mail, all such boxes or sacks.

(3) Although parcels admitted under this Convention will be transmitted as aforesaid between the exchange offices of the two countries, they should be so carefully packed as to be safely transmitted both to the exchange office of the country of origin and to the receiving office of the country of destination.

(4) Each dispatch of a parcel-post mail shall be accompanied by a descriptive list in duplicate of all packages sent ; this list shall contain, in the case of registered parcels, the original number of the packages and the office of origin. In the case of ordinary parcels, they may be advised simply by the total number of such parcels sent in the despatch. This list shall be enclosed in one of the boxes or sacks of such dispatch (Form 2 annexed hereto).

Article 9.

Exchanges of mails under this Convention from any place in either of the participating countries to any place in the other shall be effected through the post offices of both countries, previously designated as exchange offices, or through such other offices as may subsequently be designated for this purpose, under such regulations relative to details of exchange as may be mutually determined to be essential to the security and expedition of the mails and the protection of the Customs revenue.

Artikel 6.

1. For hver Pakke skal Afsenderen udfærdige en Tolddeklaration, hvortil benyttes en hertil indrettet særlig Blanket (se vedføjede Formular 1); denne skal enten limes paa eller fæstes til Pakken og skal indeholde en almindelig Beskrivelse af Pakken samt en nøjagtig Angivelse af Indholdet og dets Værdi, Indleveringsdato samt Afsenderens Underskrift og Adresse.

2. Pakker som de omhandlede skal i Bestemmelseslandet være undergivet alle de i dette Land gældende Toldafgifter og Toldbestemmelser, og de Toldafgifter, som hviler paa Pakkerne, skal ved Udleveringen opkræves hos Adressaten i Overensstemmelse med Bestemmelseslandets Love og Bestemmelser.

Artikel 7.

Poststyrelsen i Danmark skal til Poststyrelsen i De Forenede Stater betale 50 Centimer (10 Cents) for hver Pakke, som er afsendt fra førstnævnte Land til De Forenede Stater, og Poststyrelsen i De Forenede Stater skal betale et tilsvarende Beløb til Poststyrelsen i Danmark for hver Pakke, som er afsendt fra amerikansk Postomraade til Danmark. Opgørelser skal opstilles fjerdingaarlig, og der skal aarlig over de fjerdingaarlige Opgørelser udfærdiges Generalafregning, hvis Beløb skal betales af Poststyrelsen i det betalingspligtige Land.

Artikel 8.

1. Pakkerne skal betragtes som en Bestanddel af de Poster, som udveksles direkte mellem Danmark og De Forenede Stater, og af Afsendelseslandet befordres til Bestemmelseslandet paa Afsendelseslandets Bekostning og med de Postlejligheder, som dette har til sin Raadighed; de skal efter det afsendende Kontors Valg forsendes enten i Kasser, særligt forfærdiget for denne Udveksling, eller i almindelige Postsække, som skal bære Paategning « Pakkepost », og som paa betryggende Maade skal være forsejlet med Lak eller paa anden Vis efter nærmere Aftale.

2. Hvert Land skal omgaaende med første Post sende alle saadanne Kasser eller Postsække tomme tilbage til det afsendende Postvæsen.

3. Uagtet de Pakker, som falder ind under denne Overenskomst, vil blive befordret mellem de to Landes Udvekslingskontorer paa den foran beskrevne Maade, skal de dog være saa omhyggelig indpakket, at de kan fremsendes sikkert saavel til Udvekslingskontoret i Afsendelseslandet som til Bestemmelsesposthuset i Bestemmelseslandet.

4. Hver Pakkepostafslutning skal ledsages af et i to Eksemplarer udfærdiget Karte. I dette Karte skal for anbefalede Pakkers Vedkommende anføres hver Pakkes Løbenummer og Afsendelsessted. Naar det drejer sig om almindelige Pakker, kan disse karteres alene med Angivelse af det samlede Antal af de i Afslutningen optagne Pakker.

Kartet (se vedføjede Formular 2) skal være nedlagt i en af de til Afslutningen hørende Kasser eller Sække.

Artikel 9.

Udvekslingen af Post i Henhold til denne Overenskomst fra et hvilket som helst Sted i det ene af de deltagende Lande til et hvilket som helst Sted i det andet, skal i begge Landene foregaa gennem de Postkontorer, som paa Forhaand er udset til at fungere som Udvekslingspostkontorer, eller ved saadanne andre Postkontorer, som senere hen maatte blive udpeget hertil, og efter saadanne nærmere Forskrifter vedrørende Udvekslingens Enkeltheder, som maatte blive aftalt som nødvendige for Posternes Sikkerhed og Ekspedition og til Toldindtægternes Sikring.

Article 10.

(1) As soon as the mails shall have reached the exchange office of destination, that office shall check the contents of the mail.

(2) In the event of the parcel bill not having been received, a substitute shall at once be prepared.

(3) Any errors in the entries of the parcel bill which may be detected shall, after verification by a second officer, be corrected and noted for report to the dispatching office on the form known as "verification certificate" and forwarded in a special envelope.

(4) If a parcel noted on the bill be not received, after the non-receipt thereof shall have been verified by a second officer, the entry on the bill shall be cancelled and the fact reported at once, as above provided. If a parcel be received in a damaged or imperfect condition, full particulars thereof shall be reported in the same manner.

(5) If no verification certificate or note of error be received by the dispatching office, a parcel mail shall be considered as duly delivered and correct in every particular.

Article 11.

If a parcel cannot be delivered as addressed, or is refused, it shall be returned without charge from either country directly to the dispatching office of exchange at the expiration of thirty days from its receipt at the office of destination ; and the country of origin may collect from the sender for the return of the parcel a sum equal to the postage when first mailed.

Provided, however, that parcels prohibited by Article 2 and those which do not conform to the conditions as to size and weight prescribed by said Article shall not be returned to the Country of origin, but may be disposed of, without recourse, in accordance with the customs laws and regulations of the country of destination.

When the contents of a parcel which cannot be delivered are liable to deterioration or corruption, they may be destroyed at once if necessary, or, if expedient, sold, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the right person, the particulars of each sale being communicated by one post office to the other.

Article 12.

Whenever any loss, damage or rifling shall occur to any shipment of registered parcels, except in the case of *force majeure*, the Post Office Department of the country in whose service the loss occurs shall, on proof of loss, damage, or rifling, be liable to the sender of the parcel for an amount by way of indemnity corresponding to the actual amount of the loss, damage, or rifling ; but such indemnity shall not exceed fifty francs for any one registered parcel. The method of fixing responsibility for the loss, damage or rifling and of paying and adjusting the claims for indemnity shall be that prescribed by Article 10 of the Universal Postal Convention of Madrid, regarding indemnity for registered articles in Postal Union mails.

It is understood that claims for indemnity shall not be valid unless made within one year from the date of the mailing of the registered parcel concerned.

Article 13.

The Postmaster-General of the United States and the Director-General of Posts of Denmark shall have authority jointly to make such further regulations of order and detail as may be deemed

Artikel 10.

1. Saa snart Posten er ankommet til Bestemmelses-Udvekslingspostkontoret, skal dette kontrollere dens Indhold.

2. Forsaavidt der ikke modtages noget Pakkepostkarte, skal et Nødkarte straks udfærdiges.

3. Hvis der i Pakkepostkarterne opdages Fejl, skal disse — efter at være konstateret af endnu en Posttjenestemand — berigtiges og meddeles det afsendende Postkontor ved en Tilbage meldelse, som skal fremsendes i særlig Konvolut.

4. Mangler en i Pakkepostkartet opført Pakke, skal — efter at Mangelen er konstateret af endnu en Posttjenestemand — den i Kartet gjorte Anførsel stryges og Sagen straks gøres til Genstand for en Tilbage meldelse, som ovenfor angivet.

Modtages en Pakke i beskadiget eller mangelfuld Stand, skal Tilbage meldelse udstedes paa samme Maade med Angivelse af alle de nærmere Omstændigheder.

5. Modtager det afsendende Postkontor ingen Tilbage meldelse eller Melding om Fejl, skal vedkommende Pakkepostafslutning betragtes som rigtig afleveret og befunden i Orden i enhver Henseende.

Artikel 11.

Hvis en Pakke ikke kan udleveres efter Adressen, eller dens Modtagelse nægtes af Adressaten, skal den efter 30 Dages Forløb at regne fra dens Ankomst til Bestemmelsesposthuset tilbagesendes afgiftsfrit fra ethvert af Landene direkte til det afsendende Udvekslingskontor. Det oprindelige Afsendelsesland kan hos Afsenderen for Pakkens Tilbage sendelse opkræve et Beløb, svarende til den oprindelige Porto.

Dog bemærkes, at Pakker, som er forbudt ifølge Art. II eller som ikke opfylder nævnte Artikels Betingelser i Henseende til Størrelse og Vægt, ikke skal tilbagesendes til Afgangslandet, idet Bestemmelseslandet, uden at der i denne Anledning kan rejses noget Krav, kan disponere over dem overensstemmende med dets Toldlove og-Bestemmelser.

Hvis Indholdet af en Pakke, som ikke kan udleveres, maa antages let at kunne ødelægges eller fordærves, kan det straks om fornødent tilintetgøres, eller, hvis det maatte være formaals-tjenligt, sælges uden forudgaaende Bekendtgørelse eller retslige Formaliteter til Fordel for rette Vedkommende; de nærmere Omstændigheder ved Salget skal af det ene Posthus meddeles det andet.

Artikel 12.

Saa fremt en Afslutning med anbefalede Pakker helt eller delvis skulde gaa tabt, blive beska-diget eller berøvet sit Indhold, og dette ikke skyldes uafvendelige Begivenheder (force majeure), er Poststyrelsen i det Land, paa hvis Omraade Tabet har fundet Sted, naar Bortkomsten, Beska-digelsen eller Indholdsberøvelsen er konstateret, ansvarlig overfor Pakkens Afsender for et Er-statningsbeløb, svarende til den virkelige Værdi af Tabet, Beskadigelsen eller Indholdsberøvelsen; dog kan en saadan Erstatning ikke overstige 50 Francs for hver anbefalet Pakke. Fastsættelse af Ansvaret for Tabet, Beskadigelsen eller Indholdsberøvelsen og Udbetaling samt Berigtigelse af Kravene paa Skadeserstatning sker i Overensstemmelse med Forskrifterne i Artikel 10 i den i Madrid afsluttede Verdenspostkonvention vedrørende Erstatning for anbefalede Brevforsendelser indenfor Verdenspostforeningen.

Man er kommet overens om, at Krav paa Erstatning ikke skal tages for gyldige, medmindre de fremsættes inden et Aar fra Afsendelsesdagen for vedkommende anbefalede Pakke at regne.

Artikel 13.

Generaldirektøren for Postvæsenet i Danmark og Generalpostmesteren i De Forenede Stater skal være bemyndiget til i Fællesskab at fastsætte saadanne yderligere almindelige og særlige

necessary to carry out the Convention from time to time, and may, further, by agreement, prescribe conditions for the admission to the mails of any of the articles prohibited by Article 2 of this Convention.

Article 14.

This Convention, which substitutes and abrogates the Convention entered into in Copenhagen on the 30th day of June, 1906, and in Washington on the 15th day of August in the same year, shall become effective as from July 1, 1921, and shall continue in force until terminated by mutual agreement; but it may be annulled at the desire of either Department upon six months' previous notice given to the other Department.

Done in duplicate and signed at Washington the 8th day of June one thousand nine hundred and twenty-two and in Copenhagen the 28th day of April one thousand nine hundred and twenty-two:

(Signed) HUBERT WORK,
Postmaster-General of the United States of America.

(Signed) KIØRBOE,
Director-General of Posts of Denmark.

Bestemmelser, som maatte anses for nødvendige for til enhver Tid at bringe Overenskomsten til Udførelse, og kan yderligere, efter Overenskomst, foreskrive Betingelser for Forsendelse i Posterne af Genstande, som er forbudt efter denne Overenskomsts Artikel 2.

Artikel 14.

Denne Overenskomst, som træder i Stedet for og ophæver den Overenskomst, som blev afsluttet i København den 30. Juni 1906 og i Washington den 15. August samme Aar, skal træde i Kraft den 1. Juli 1921 og forblive gældende, indtil den ved gensidig Overenskomst bliver ophævet, dog kan den tillige ophæves paa Begæring af en af Poststyrelserne, naar denne giver den anden Poststyrelse Varsel 6 Maaneder i Forvejen.

Udfærdiget i to Eksemplarer og underskrevet i København den 28 April 1922 og i Washington den 8de Juni 1922.

(Signed) KIØRBOE.

General-direktør for Postvæsenet i Danmark

(Signed) HUBERT WORK.

General-postmester i De Forenede Stater Amerika.

FORM No. I.

A.

PARCELS POST BETWEEN THE UNITED STATES AND DENMARK.

Date stamp.

Form of Customs Declaration.

Place to which the parcel is addressed.

Description of parcel. (state whether box, bag, basket, etc.).	Contents.	Value.	Per cent.	Total Customs charges.
	Total...			

Date of posting :19.....; Signature and address of sender {
 {

For use of Post Office only, and to be filled up at the office of exchange :
 Parcel Bill No..... ; No. of rates prepaid..... ; Entry No.....

B.

(Country of origin.)
 Parcels post from.....

The import duty assessed by an officer of Customs on contents of this parcel amounts to....., which must be paid before the parcel is delivered.

.....
 Customs Officer.

Date stamp.

C.

(Country of origin.)
 Parcels post from.....

This parcel has been passed by an officer of Customs and must be delivered *free of charge.*

.....

Date stamp.

FORM. Nr. I.

A.

PAKKEPOST MELLEM DANMARK OG DE FORENEDE STATER.

Dato-stempel.	<i>Tolddeklaration.</i>	Bestemmelsessted.
---------------	-------------------------	-------------------

Beskrivelse af Pakken. (Kasse, Pose, Kurv, etc.)	Indhold.	Værdi.	Procent.	Samlede Toldafgifter.
	I alt...			

Indleveringsdato..... 19..... Afsenderens Navn og Adresse {

Kun for Postvæsenet ; at udfylde af Udvekslingspostkontotet :
 Pakkepostkarte No..... ; Antallet af forudbetalte Portosatser..... Løbe No.....

B.

(Afsendelsesland).

Pakkepost fra.....

Den af en Toldtjenestemand for Pakkens Indhold beregnede Indførselstold beløber sig til....., som maa erlægges, forinden Pakken udleveres.

.....
 Toldbetjent.

Dato-stempel.

C.

(Afsendelsesland).

Pakkepost fra.....

Denne Pakke er toldbehandlet af en Toldtjenestemand og skal udleveres *fri for Afgift.*

.....

Dato-stempel.

FORM No. 2.

Parcels from.....
 (country of origin).
 for
 (country of destination).

Date stamp
 of
 dispatching
 exchange
 post office.

Parcel bill No., dated 19..... ;

 * Sheet No.....

Date stamp
 of
 receiving
 exchange
 post office.

Entry No.	Origin of parcel.	Regis-tered No.	Name of sender.	Address of parcel.	Declared contents.	Declared value.	Number of rates prepaid.	Observations.
					Totals...			

* When more than one sheet is required for the entry of the parcels sent by the mail, it will be sufficient if the undermentioned particulars are entered on the last sheet of the parcel bill.

Total number of parcels sent by the mail to

 (country of destination.)

Total weight of mail.....

Number of boxes or other recepta-
 cles forming the mail.....

Deduct weight of receptacles

Net weight of parcels

Signature of postal official at the dispatching
 exchange post office :

Signature of postal official at the receiving
 exchange post office :

FORM. Nr. 2.

Pakker fra
(Afsendelseslandet.)

til
(Bestemmelseslandet.)

Det afsen-
dende Ud-
vekslings-
postkontors
Datostempel.

Pakkepostkarte Nr.; Dato 19.....

*) Ark Nr.

Det modta-
gende Ud-
vekslings-
postkontors
Datostempel.

Løbe Nr.	Afsendel- sessted.	Anbefa- lings Nr.	Afsenderens Navn.	Pakkens Adresse.	Angivelse af Indholdet	Angiven Værdi.	Antal af forud be- talte Por- tosatser.	Anmærk- ning.

*) Saafremt der udkræves mere end et Ark til Indførelse af de i Posten sendte Pakker, er det tilstrækkeligt, at nedenanførte Angivelse føres paa Kartets sidste Ark.

Samlet Antal Pakker sendt med Karte til
.....
(Bestemmelseslandet.)

Antal Sække eller anden Emballage,
hvoraf Posten består

Underskrift af vedkommende Posttjenestemand
ved det afsendende Udvekslingspostkontor :
.....

Postens samlede Vægt.....

Fragaar Vægten af Indpakkings-
materialet

Pakkernes Nettovægt

Underskrift af vedkommende Posttjenestemand
ved det modtagende Udvekslingspostkontor :
.....

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 298. — CONVENTION RELATIVE AU TRANSPORT DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE DANEMARK, SIGNÉE A COPENHAGUE LE 28 AVRIL ET A WASHINGTON LE 8 JUIN 1922.

Les soussignés, Hubert WORK, Directeur général des Postes des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, et Valdemar Olaf KJØRBOE, Directeur général des Postes du DANEMARK, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés pour améliorer le système d'échange des colis postaux entre les deux pays sus-mentionnés, ont convenu d'adopter les dispositions suivantes :

Article 1.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent qu'aux colis envoyés par la poste et dont l'échange s'effectue suivant le système indiqué ici ; elles ne touchent en rien aux accords actuellement en vigueur, en vertu de la Convention postale universelle, qui continueront à être appliqués comme par le passé. Tous les accords mentionnés ci-après s'appliqueront exclusivement aux courriers échangés conformément aux présentes dispositions.

Article 2.

1. Sont admis dans les courriers échangés conformément à la présente Convention les marchandises et colis postaux de toute sorte (à l'exception des lettres, des cartes postales et de toute correspondance) qui sont admis à des conditions quelles qu'elles soient dans le service intérieur du pays d'origine. Cependant, aucun colis ne doit excéder le poids de 22 livres (dix kilogrammes), ni les dimensions suivantes : Dimensions extrêmes dans tous les sens, trois pieds six pouces (105 centimètres), longueur maximum et tour réunis, six pieds (185 centimètres). Les colis doivent être emballés ou fermés de manière à permettre aux fonctionnaires des postes et aux agents des douanes d'en examiner facilement le contenu, exception faite des articles dont les lois du pays destinataire interdisent l'entrée sous forme de colis postaux. L'Administration postale des États-Unis et celle du Danemark se feront connaître réciproquement ces interdictions.

Aucun des articles de marchandise admissible, expédié d'un pays à l'autre ou reçu dans un pays en provenance de l'autre, ne peut être ni retenu ni visité de quelque façon que ce soit, sous réserve des formalités nécessaires à la perception des droits de douane. L'envoi à destination se fera par les voies les plus rapides, à condition d'observer au cours de la transmission les lois et règlements en vigueur respectivement dans chaque Etat.

2. Sont interdits les articles suivants :

Les publications qui enfreignent les lois relatives à la propriété littéraire dans le pays de destination ; les substances toxiques, explosives ou inflammables ; les animaux vivants ou morts, excepté les insectes et les reptiles morts, lorsqu'ils sont complètement desséchés ; les fruits et légumes rapidement périssables ; les substances malodorantes ; les billets de loterie, les réclames et circulaires pour loteries ; tous les objets obscènes

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ou immoraux et tous ceux qui peuvent, d'une manière quelconque, soit détériorer ou détruire les courriers, soit présenter du danger pour les personnes qui les manipulent.

Article 3.

1. Aucune lettre ni communication ayant le caractère d'une correspondance personnelle ne doit accompagner le colis postal ou y être jointe.

2. Toute correspondance de ce genre trouvée dans un colis, sera, si elle peut en être détachée, mise au courrier ordinaire. Lorsqu'il sera impossible de la détacher, le colis tout entier sera refusé. Si cependant la correspondance a été transmise par inadvertance, le pays destinataire pourra percevoir sur la lettre ou les lettres la double taxe d'affranchissement, conformément à la Convention postale universelle.

3. Un colis ne doit pas contenir de paquets à remettre à une adresse différente de celle qu'il porte. Lorsque des paquets de ce genre seront découverts dans le colis, ils seront adressés séparément à leur destinataire, et chacun d'eux sera taxé comme colis postal isolé.

Article 4.

Taxes d'affranchissement à acquitter entièrement d'avance en timbres-poste du pays d'origine, savoir :

Aux Etats-Unis, par colis jusqu'à une livre (455 grammes), 12 cents ; par chaque livre (455 grammes) ou fraction de livre en sus, 12 cents.

Au Danemark :	jusqu'à 1 kilogramme	... ..	1 kr. 50 øre
»	de 1 à 3 kilogrammes	... ..	2 kr. 50 øre
»	de 3 à 5	»	3 kr. 50 øre
»	au delà de 5 kilogrammes	3 kr. 50 pour les 5 premiers kilogrammes et 1 kr. pour chaque kilogramme ou fraction de kilogramme en sus.	

Les colis seront délivrés rapidement aux destinataires dans le bureau de poste du pays de destination, franco de port, mais le pays de destination pourra, à son choix, prélever et percevoir sur le destinataire pour le service intérieur et la livraison, une taxe qui n'excédera pas 5 cents aux Etats-Unis et 40 øre au Danemark pour chaque colis, quel qu'en soit le poids.

Article 5.

1. A l'expédition du colis, l'expéditeur reçoit du bureau de poste où s'effectue cette expédition un récépissé d'expédition établi conformément aux règlements postaux du pays d'origine.

2. L'expéditeur peut faire recommander le colis en payant, en sus de l'affranchissement, les frais de recommandation régulièrement perçus dans le pays d'origine.

3. L'expéditeur reçoit, sur sa demande, un accusé de réception du colis recommandé, mais chaque pays peut exiger à cet effet de l'expéditeur le paiement préalable d'une taxe n'excédant pas 5 cents (40 øre).

4. Le destinataire d'un colis recommandé sera informé de l'arrivée du colis par un avis du bureau de poste destinataire.

Article 6.

1. L'expéditeur de tout colis doit établir une déclaration de douane qui est, soit collée, soit fixée au colis. Cette déclaration est rédigée sur un formulaire spécial fourni à cet effet (formulaire

N° 1 de l'annexe). Elle comporte une description générale du colis, un inventaire détaillé de son contenu, une déclaration de sa valeur, la date d'envoi, la signature et l'adresse de l'expéditeur.

2. Les colis en question sont soumis dans le pays de destination à tous les droits d'entrée et à tous les règlements douaniers en vigueur. Les droits d'entrée exigibles sont recouvrables sur le destinataire à la livraison du colis, conformément aux lois et règlements du pays de destination.

Article 7.

Le Service des postes des Etats-Unis paie au Service des postes du Danemark 50 centimes (10 cents) pour tout colis expédié de ses bureaux à destination du Danemark, et le Service des postes du Danemark paie la même somme au Service des postes des Etats-Unis pour tout colis expédié de ses bureaux à destination des Etats-Unis. Les comptes seront balancés chaque trimestre ; on procédera une fois par an à la balance générale des comptes trimestriels, dont le solde sera versé au pays créditeur par le service des postes du pays débiteur.

Article 8.

1. Les colis postaux sont considérés comme faisant partie intégrante des courriers échangés directement entre les Etats-Unis d'Amérique et le Danemark. Ils doivent être acheminés à destination par le pays d'origine à ses frais et par les moyens dont il peut disposer, mais ces envois sont effectués, au choix du bureau expéditeur, soit dans des caisses destinées spécialement à cet usage, soit dans des sacs postaux ordinaires portant la mention « colis postaux » et convenablement scellés à la cire ou par tout autre moyen, selon accord réciproque.

2. Chaque pays renvoie à vide au bureau expéditeur par retour du courrier les dits sacs ou caisses.

3. Quoique les colis admis aux termes de la présente Convention soient acheminés dans les conditions indiquées ci-dessus entre les bureaux d'échange des deux pays, ils doivent cependant être emballés avec soin, de manière à être transportés en toute sécurité à la fois jusqu'au bureau d'échange du pays d'origine et jusqu'au bureau de réception du pays de destination.

4. Tout envoi de courriers de colis postaux est accompagné d'une liste descriptive en double expédition de tous les colis envoyés. Cette liste comporte, dans le cas de colis recommandés, le numéro original des colis et le bureau d'origine ; dans le cas de colis ordinaires, il peut n'être donné avis que du nombre total des colis constituant l'envoi. Cette liste doit être mise dans l'une des caisses ou l'un des sacs de l'envoi (formulaire N° 2 de l'annexe).

Article 9.

L'échange des courriers expédiés aux termes de la présente Convention d'une localité quelconque de l'un des pays signataires à une localité de l'autre se fait par l'entremise des bureaux de poste des deux pays désignés à l'avance comme bureaux d'échange, ou par l'entremise de tels autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés à cet effet, sous réserve des règlements quant aux détails de l'échange, qui peuvent être d'un commun accord considérés comme essentiels à la sécurité et à la transmission des courriers, ainsi qu'à la garantie des perceptions douanières.

Article 10.

1. Dès que le courrier est parvenu au bureau d'échange du pays de destination, celui-ci en contrôle le contenu.

2. Au cas où le bordereau des colis n'a pas été reçu, on prépare immédiatement un bordereau provisoire.

3. Toute erreur découverte dans les inscriptions du bordereau d'envoi après vérification par un second employé est rectifiée et fait l'objet d'un rapport dressé sur une feuille spéciale dite « certificat de vérification » et expédié sous pli séparé au bureau expéditeur.

4. Si l'un des colis porté sur le bordereau n'a pas été reçu, après vérification du fait par un second employé, on le rade de la liste et on envoie immédiatement un rapport à ce sujet, comme il a été dit plus haut. Lorsqu'un colis arrive détérioré ou en mauvais état, il est de même l'objet d'un rapport détaillé.

5. Si le bureau expéditeur ne reçoit ni « certificat de vérification » ni indication d'une erreur commise, le courrier est considéré comme dûment remis et régulier à tous égards.

Article 11.

Tout colis qui ne peut être remis à son adresse ou qui est refusé est renvoyé sans frais par le pays destinataire directement au bureau d'échange expéditeur à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de sa réception au bureau destinataire. Le pays d'origine peut se faire verser par l'expéditeur pour le retour du colis, une somme égale aux frais d'expédition au départ.

Il est toutefois entendu que les colis interdits par l'article 2, ainsi que ceux qui ne satisfont pas aux conditions de dimensions et de poids dudit article, ne sont pas retournés au pays d'origine, mais qu'il peut en être disposé sans recours, conformément aux lois et règlements douaniers du pays destinataire.

Lorsque le contenu d'un colis qui ne peut être remis à destination est susceptible de se détériorer ou de se corrompre, il peut être détruit sur le champ s'il y a lieu, ou, s'il y a avantage, être vendu sans avis préalable ni formalités judiciaires au bénéfice de qui de droit. Les bureaux de poste se communiqueront réciproquement tous détails relatifs à ces ventes.

Article 12.

En cas de perte, d'avarie ou de vol dans un envoi de colis recommandés, sauf cas de force majeure, le service des postes du pays dans lequel la perte s'est produite est tenu vis-à-vis de l'expéditeur du colis, après preuve faite de la perte, de l'avarie ou du vol, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de l'avarie ou du vol, mais cette indemnité ne dépassera pas 50 francs par colis recommandé.

Pour établir la responsabilité de la perte, de l'avarie ou du vol, et pour liquider et régler les demandes d'indemnité, on appliquera la procédure fixée à l'article 10 de la Convention postale universelle de Madrid, relatif aux indemnités pour les envois recommandés dans les courriers de l'Union postale.

Il est entendu que les demandes d'indemnité ne sont valables que lorsqu'elles ont été formulées dans un délai de un an à dater de l'envoi du colis recommandé.

Article 13.

Le Directeur général des postes des Etats-Unis et le Directeur général des postes du Danemark sont autorisés à édicter en commun tels règlements généraux et particuliers qui peuvent être jugés nécessaires pour l'application de la Convention. Ils peuvent, en outre, fixer d'accord les conditions d'admission dans les courriers de tels ou tels des objets interdits par l'article 2 de la présente Convention.

Article 14.

La présente Convention, qui remplace et abroge la Convention conclue à Copenhague le 30 juin 1906, et à Washington le 15 août de la même année, entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1921 et restera valable jusqu'à ce qu'il y soit mis fin d'un commun accord, mais elle pourra être annulée sur le désir de l'une des deux administrations moyennant préavis de six mois donné à l'autre.

Fait en double expédition et signé à Washington le huit juin mil neuf cent vingt-deux et à Copenhague le vingt-huit avril mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) HUBERT WORK,
Directeur général
des Postes des Etats-Unis d'Amérique.

(Signé) KIØRBOE,
Directeur général des Postes
du Danemark.

FORMULAIRE N° 1.

A.

COLIS POSTAUX ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE DANEMARK.

Timbre
à date

Formulaire de déclaration en douane.

Lieu de destination
du colis.

Description du colis. (indiquer si c'est une boîte un sac, un panier, etc.)	Contenu	Valeur	Pourcentage	Total des frais de douane.
	Total...			

Date d'envoi 19..

Nom et adresse de l'expéditeur.....

Indications réservées au bureau de poste, à remplir par le bureau d'échange :

Bordereau du colis N°.....; N° des affranchissements payés; N° d'ordre.....

B.

Colis postaux en provenance de (Pays d'origine).....

Les droits d'entrée évalués pour le contenu de ce colis par l'agent des douanes se
montent à

cette somme devra être versée avant la livraison du colis

.....

Agent des Douanes.

Timbre
à date.

C.

Colis postaux en provenance de (Pays d'origine).....

Ce colis a été visité par un agent des douanes et doit être livré sans frais.

.....

Timbre
à date.

FORMULAIRE N° 2.

Colis postaux en provenance de
(pays d'origine)

A destination de
(pays de destination)

Timbre à date du bureau d'échange expéditeur

Bordereau des colis N°....., date..... 19...

Timbre à date du bureau d'échange destinataire

*) N° de la feuille

N° d'ordre	Provenance du colis.	Recom-mandé N°	Nom de l'expéditeur.	Nom du destinataire.	Contenu déclaré.	Valeur déclarée.	Taxes perçues.	Observations.
					Total...			

* Lorsqu'il est nécessaire d'employer plus d'une feuille pour enregistrer les colis expédiés par le courrier, il suffit de faire figurer les indications suivantes sur la dernière feuille du bordereau.

Nombre total des colis expédiés par le courrier (pays de destination)	Poids total du courrier
Nombre de caisses, ou autres emballages composant le courrier	Déduction du poids des caisses, emballages, etc.
Signature de l'employé du Bureau d'échange expéditeur:	Poids net des colis
	Signature de l'employé du Bureau d'échange destinataire:

N° 299.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention relative à l'assurance
contre les accidents du travail,
signée à La Haye le 9 février 1921.

**BELGIUM
AND THE NETHERLANDS**

Convention regarding insurance
against accidental injuries sustained
in the course of employment, sign-
ed at The Hague February 9,
1921.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 299. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS RELATIVE A L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, SIGNÉE A LA HAYE LE 9 FÉVRIER 1921.

No. 299. — VERDRAG ¹ TUSSCHEN NEDERLAND EN BELGIE BETREFFENDE ONGEVALLENVERZEKERING, GETEEKEND TE 'S GRAVENHAGE 9 FEBRUARI 1921.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique et par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 31 juillet 1922.

French and Dutch official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place on July 31, 1922.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, également animés du désir de régler les rapports entre la Belgique et les Pays-Bas en matière d'assurance contre les accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur le Prince Albert de LIGNE, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Monsieur le Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Son Ministre des Affaires étrangères ;
lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les entreprises assujetties aux lois de réparation obligatoire des suites dommageables

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye le 13 avril 1922.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN EN ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, gelijkelijk bezield door den wensch de betrekkingen tusschen Nederland en België inzake ongevallenverzekering te regelen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Hoogst derzelve Minister van Buitenlandsche Zaken ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Prins Albert de LIGNE, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ; die daartoe behoorlijk gemachtigd, zijn overeengekomen nopens de volgende bepalingen :

Artikel 1.

Op de naar de wetten van beide verdragssluitende partijen aan de ongevallenverzekering

¹ The exchange of ratifications took place at the Hague on April 13, 1922.

des accidents du travail d'après les lois des deux parties contractantes et qui, ayant leur siège sur le territoire de l'une d'elles, exercent aussi leur activité sur le territoire de l'autre, sont, en ce qui concerne les travaux exécutés dans chacun des pays, exclusivement soumises à la législation du pays où se font ces travaux ; le tout sous réserve des exceptions prévues aux articles 2 et 3.

Article 2.

En tant que les travaux visés à l'article 1 sont exécutés par des personnes ayant leur domicile sur le territoire du pays où l'entreprise a son siège, il est fait exclusivement application de la législation de ce pays.

Article 3.

Pour les entreprises de transport qui ont leur siège dans l'un des deux pays et qui exercent aussi leur activité dans l'autre, la législation du pays où l'entreprise a son siège est seule applicable à la partie mobile (ambulante) de l'exploitation. Le personnel de la partie ambulante reste soumis à cette législation, même s'il reste occupé à des travaux se rattachant à d'autres sections de l'entreprise et qui s'effectuent sur le territoire de l'autre pays.

La disposition du précédent alinéa est applicable aux entreprises visées à l'article 1^{er}, qui se servent de moyens de transport pour l'exercice de leur exploitation et uniquement en vue de leurs besoins propres.

Article 4.

En tant que les entreprises prévues par les articles 1 et 3 sont, en vertu de ces articles, soumises à la législation de l'un des Etats, cette législation s'applique aux personnes occupées dans les dites entreprises même si ces personnes n'ont pas leur domicile sur le territoire du dit Etat.

onderworpen ondernemingen, welke binnen het gebied van één der partijen gevestigd zijn en haar bedrijf ook binnen het gebied van de andere partij uitoefenen, is, behoudens de in de artikelen 2 en 3 gemaakte uitzonderingen, ten aanzien van de binnen het gebied van elk der landen verrichte werkzaamheden, uitsluitend van toepassing de ongevallenwet van het land, binnen welks gebied de werkzaamheden verricht worden.

Artikel 2.

Voor zoover de in artikel 1 bedoelde werkzaamheden verricht worden door personen, die woonplaats hebben binnen het gebied van het land, waarin de onderneming is gevestigd, is de ongevallenwet van dat land uitsluitend toepasselijk.

Artikel 3.

Ten aanzien van transportondernemingen, welke in één der beide landen gevestigd zijn en haar bedrijf ook in het andere land uitoefenen, is op het zich bewegend (varend of rijdend) gedeelte der onderneming uitsluitend de ongevallenwet van het land, waar de onderneming gevestigd is, van toepassing. Aan deze ongevallenwet blijft het personeel van het varend of rijdend gedeelte onderworpen, ook voor zoover het in de overige in het andere land uitgevoerde werkzaamheden van de transportonderneming werkzaam is.

De bepaling van het voorgaande lid is van toepassing ten aanzien van ondernemingen, als bedoeld in artikel 1, welke voor de uitoefening van haar bedrijf uitsluitend ten eigen behoeve gebruik maken van transportmiddelen.

Artikel 4.

Voor zoover ingevolge de artikelen 1 en 3 de daar bedoelde ondernemingen aan de ongevallenverzekering van één der partijen zijn onderworpen, zijn de in die ondernemingen werkzame personen aan die ongevallenverzekering onderworpen, ook indien zij hun woonplaats niet binnen het gebied dier partij hebben.

Article 5.

L'accident auquel s'applique la loi de réparation des dommages résultant des accidents du travail en vigueur dans l'un des Etats ne peut, indépendamment de l'action fondée sur cette loi, donner ouverture à des actions autres que celles qui sont accordées par la législation de l'Etat dont la dite loi est applicable.

Article 6.

Pour faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail, les autorités administratives et judiciaires compétentes s'accorderont mutuelle assistance et se prêteront aide juridique d'après les dispositions conventionnelles en vigueur entre les deux pays en matière civile et commerciale. Dans les cas urgents les autorités procéderont, même d'office, aux mesures d'instruction nécessaires, comme s'il s'agissait de l'exécution de la loi nationale.

L'autorité compétente pour exécuter les commissions rogatoires sera :

- a) en Belgique, le juge de paix dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu ;
- b) dans les Pays-Bas, le président du Raad van Beroep voor de Ongevallenverzekering dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu,

Les dispositions légales qui régissent la procédure devant les Raden van Beroep s'appliquent, par analogie, à la procédure devant le président.

Article 7.

Les dispositions en vigueur dans l'un des deux pays, d'après lesquelles, en matière d'accidents du travail, sont accordées des exemptions de droits de timbre et autres droits fiscaux, y compris les dispositions relatives à la passation ou à la délivrance gratuite des actes, certificats et documents, seront observées lorsque dans ce pays, la législation sur les accidents de l'autre pays doit être appliquée.

Artikel 5.

Terzake van een ongeval, waarop de ongevallenwet van één der partijen toepasselijk is, kunnen behalve de op die ongevallenwet gegronde, geen andere aanspraken worden geldend gemaakt, dan die, toegekend door de wetgeving van de partij, wier ongevallenwet toepasselijk is.

Artikel 6.

Bij de uitvoering van de ongevallenwetten van het eene land in het andere land verleenen de bevoegde administratieve en rechterlijke autoriteiten elkander wederkeerig bijstand alsmede, overeenkomstig de verdragsbepalingen welke tusschen de beide landen in burgerlijke en handelszaken van kracht zijn, hulp in rechtszaken. In dringende gevallen stellen de autoriteiten, zelfs ambtshalve, het onderzoek in, dat noodig zou zijn, indien het de uitvoering van de wet van het eigen land gold.

Een en ander evenwel met dien verstande, dat de uitvoering eener rogatoire commissie geschiedt :

- a) voor zooveel betreft Nederland, door den Voorzitter van den Raad van Beroep voor de Ongevallenverzekering, binnen wiens gebied de uitvoering moet plaats vinden ;
- b) voor zooveel betreft België, door den juge de paix, binnen wiens gebied de uitvoering moet plaats vinden.

De wettelijke bepalingen, regelende de behandeling van Zaken door den Raad van Beroep, vinden overeenkomstige toepassing bij de behandeling van zaken door den Voorzitter.

Artikel 7.

De in het eene land bestaande voorschriften, volgens welke op het gebied der ongevallenverzekering inzake zegel- en andere rechten vrijstellingen worden verleend, daaronder begrepen de voorschriften betreffende het kosteloos opmaken of afgeven van akten, getuig-schriften en bescheiden, zijn analogisch van toepassing wanneer in dat land de ongevallenwetgeving van het andere land moet worden uitgevoerd.

Article 8.

Les dispositions des articles 5, 6 et 7 sont également applicables lorsqu'une entreprise, quelque soit le lieu où elle a son siège, n'exerce son activité et n'est assujettie à l'assurance que dans l'un des deux pays.

Article 9.

Lorsque, dans l'application de la législation sur les accidents du travail de l'un des pays, il y a lieu d'exprimer la valeur du salaire fixé dans la monnaie de l'autre pays, la conversion se fait sur la base d'une valeur moyenne déterminée par chacun des deux Gouvernements pour l'application de sa législation et qu'il doit faire connaître à l'autre Gouvernement.

Article 10.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments des ratifications seront échangés le plus tôt possible.

La Convention entrera en vigueur un mois après le premier jour du mois qui suivra l'échange des ratifications.

La Convention pourra être dénoncée en tout temps par chacune des deux parties contractantes et cessera ses effets à l'expiration de l'année civile suivant la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à La Haye, le neuf février 1921.

(L. S.) Prince ALBERT DE LIGNE.

Artikel 8.

De bepalingen van de artikelen 5, 6 en 7 vinden ook toepassing, indien een onderneming, onverschillig waar zij is gevestigd, in één der beide landen haar bedrijf uitoefent en aldaar verzekeringsplichtig is.

Artikel 9.

Wanneer bij de toepassing der ongevallenwetten van het eene land de berekening van een in de munt van het andere land bepaald arbeidsloon noodzakelijk is, geschiedt de omrekening op den grondslag van eene vaste waardeverhouding, die door elk der beide Regeeringen, voor zoover betreft de toepassing der wetten van haar land vastgesteld en aan de andere Regeering medegedeeld zal worden.

Artikel 10.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld.

Het verdrag treedt in werking een maand na den eersten dag der maand, volgende op die, waarin de uitwisseling der akten van bekrachtiging plaats heeft.

Het verdrag kan door elk der beide verdragsluitende partijen ten allen tijde opgezegd worden en houdt alsdan op van kracht te zijn aan het einde van het op de opzegging volgend kalenderjaar.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit verdrag hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan in dubbel te 's Gravenhage, den negenden Februari 1921.

(L. S.) VAN KARNEBEEK.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 299. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS CONCERNING INSURANCE AGAINST ACCIDENTAL INJURIES SUSTAINED IN THE COURSE OF EMPLOYMENT. SIGNED AT THE HAGUE FEBRUARY 9, 1921.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS both animated by a desire to define the relations between Belgium and the Netherlands with respect to insurance against accidents during work, have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Prince Albert de LIGNE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

The Jonkheer H. A. van KARNEBEEK, her Minister for Foreign Affairs ;
who, being duly authorised, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Enterprises which are subject to the laws as to compulsory compensation for injuries resulting from accidents during work under the laws of the two contracting parties, and which while having their headquarters in the territory of one of the parties, also carry on operations in the territory of the other, shall, as regards work carried out in either of the countries, be subject exclusively to the laws of the country in which such work is carried out, except as otherwise provided in Articles 2 and 3.

Article 2.

Where the operations contemplated by Article 1 are carried on by persons domiciled in the territory of the country in which the enterprise has its headquarters, the laws of that country shall be exclusively applied.

Article 3.

In the case of transport enterprises which have their headquarters in one of the two countries and also carry on their operations in the other, the laws of the country in which the enterprise has its headquarters shall alone be applicable to the mobile (itinerant) section of the work. The personnel of the itinerant section shall remain subject to those laws, even if it is employed in operations connected with other sections of the enterprise and carried on in the territory of the other country.

The provisions of the preceding paragraph shall apply to enterprises affected by Article 1 which employ transport in carrying on their operations and solely with a view to their own requirements.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

In so far as the enterprises affected by Articles 1 and 3 are subject, by virtue of those Articles, to the laws of either of the States, such laws shall apply to persons employed in the enterprises even if such persons be not domiciled in the territory of that State.

Article 5.

No accident which falls under the law in force in one of the States with regard to compensation for injuries resulting from accidents during work, may give rise, apart from actions based upon that law, to any action other than those permitted by the laws of the State whose law, as aforesaid, is applicable.

Article 6.

To facilitate the enforcement by both parties of their laws relating to accidents during work, the proper administrative and judicial authorities shall assist each other and give each other legal aid, in accordance with the provisions of the conventions in force between the two countries on civil and commercial matters. In urgent cases the authorities shall, even without being so requested, take necessary measures of enquiry as though for the execution of their national law.

The competent authority to execute rogatory commissions shall be :

(a) In Belgium, the Juge de Paix within whose jurisdiction the commission is to be executed.

(b) In the Netherlands, the President of the Raad van Beroep voor de Ongevallenverzekering (Accident Insurance Committee) within whose jurisdiction the commission is to be executed ;

The legal provisions governing procedure before the Raden van Beroep shall apply, by analogy, to the proceedings before the President.

Article 7.

Any provisions in force in either of the two countries granting, in respect of accidents during work, exemption from stamp duty and other fiscal duties, including provisions for the gratuitous execution or delivery of instruments, certificates and documents, shall be observed whenever the law of accidents of the other country has to be applied.

Article 8.

The provisions of Articles 5, 6 and 7 shall also apply to enterprises, wherever established, which only carry on their operations and are only subject to insurance in one of the two countries.

Article 9.

Wherever, in applying the laws of one of the two countries concerning accidents during work, it is necessary to express the value of wages fixed in the currency of the other country, the conversion shall be made on the basis of a mean rate, which shall be determined by each of the two Governments for the purpose of applying its own legislation and shall be communicated to the other Government.

Article 10.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

The Convention shall come into force one month after the first day of the month following the exchange of ratifications.

The Convention may be denounced at any time by either of the two contracting parties, and shall cease to be operative at the expiration of the civil year following such denunciation.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and have sealed it with their seals.

Done in duplicate at The Hague this ninth day of February 1921.

(L. S.) PRINCE ALBERT DE LIGNE.

(L. S.) VAN KARNEBEEK.

N° 300.

FRANCE ET PAYS-BAS

Convention relative à la prolongation
du terme de l'échéance de rem-
boursement du crédit fourni par
les Pays-Bas à la France par la
Convention du 6 décembre 1918,
signée à La Haye le 16 avril 1921.

FRANCE AND THE NETHERLANDS

Convention regarding the postpone-
ment of the date of maturity of
the loan advanced by the Nether-
lands to France by the Convention
of December 6, 1918, signed at
The Hague, April 16, 1921.

No. 300. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS-BAS, RELATIVE A LA PROLONGATION DU TERME DE L'ÉCHÉANCE DE REMBOURSEMENT DU CRÉDIT FOURNI PAR LES PAYS-BAS A LA FRANCE PAR LA CONVENTION DU 6 DÉCEMBRE 1918, SIGNÉE A LA HAYE LE 16 AVRIL 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 8 août 1922.

Entre le GOUVERNEMENT ROYAL NÉERLANDAIS représenté à cet effet par son Excellence le Jonkheer H. A. Van KARNEBEEK, Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, d'une part, et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE représenté à cet effet par Son Excellence M. Charles BENOIST, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française, d'autre part, il a été convenu d'apporter les modifications suivantes dans la Convention du 6 décembre 1918 relative au crédit de 30 millions de florins fourni par les Pays-Bas à la France.

Article 1.

L'échéance du crédit ouvert par la Convention du 6 décembre 1918 est reportée au 1er avril 1927, le Consortium français conservant la faculté d'en effectuer le remboursement en partie ou en totalité, à toute époque antérieure, sous réserve d'un préavis d'un mois.

Article 2.

A partir du 1er avril 1921, le taux de l'intérêt servi par le Gouvernement français sur les montants réalisés de ce crédit sera porté à 6 %.

Article 3.

Si un remboursement, partiel ou total, intervient avant l'échéance, primitivement fixée au 1er avril 1922, le montant remboursé ne portera intérêt qu'à 5 % jusqu'au jour du remboursement et celui-ci s'effectuera sur les bases établies dans l'article 8 de la Convention du 6 décembre 1918.

Du 1er avril 1922 au 1er avril 1927, le remboursement se fera au pair.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye le 30 mai 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 300. — CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND THE NETHERLANDS REGARDING THE POSTPONEMENT OF THE DATE OF MATURITY OF THE LOAN ADVANCED BY THE NETHERLANDS TO FRANCE BY THE CONVENTION OF DECEMBER 6, 1918, SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 16, 1921.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this convention took place on August 8, 1922.

The ROYAL GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS, represented to that intent by His Excellency the Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Minister for Foreign Affairs of Her Majesty the Queen of the Netherlands, of the one part, and the GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, represented to that intent by His Excellency Monsieur Charles BENOIST, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic, of the other part, have agreed upon the following modifications in the Convention of December 6, 1918, concerning the credit of 30 million florins granted by the Netherlands to France.

Article 1.

The expiry of the credit opened by the Convention of December 6th, 1918, shall be postponed to April 1, 1927, but the French Consortium shall retain the right to carry out a partial or complete repayment at any earlier period, subject to one month's previous notice.

Article 2.

From April 1, 1921, the rate of interest to be paid by the French Government on the amount of this credit received shall be 6 per cent.

Article 3.

If a partial or total repayment takes place before the date of expiry originally fixed (April 1, 1922), the amount repaid shall only bear interest at 5 per cent up to the date of repayment, which shall be carried out according to the principles laid down in Article 8 of the Convention of December 6, 1918.

From April 1, 1922 to April 1, 1927, repayment shall be made at par.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at the Hague May 30, 1922,

Article 4.

Les billets à ordre ou traites prévus à l'article 5 de la convention susdite, seront rendus à la Succursale d'Amsterdam de la Banque de Paris et des Pays-Bas, le 1er avril 1921, contre paiement des intérêts échus à cette date et contre remise de nouveaux effets de commerce semblables et à échéance du 1er avril 1927.

Article 5.

Les obligations 5% du Trésor français, déposées à la Nederlandsche Bank à titre de garantie accessoire, seront à la même date du 1er avril 1921, remplacées titre pour titre par des obligations 6% du Trésor français libellées en florins remboursables le 1er avril 1927 et munies de douze coupons, semestriels aux échéances des 1er octobre et 1er avril ; la remise de ces obligations ne comportera pas pour le Gouvernement français de frais de Timbre nouveau.

Article 6.

Si « l'Institution néerlandaise », que s'est substituée le Gouvernement Royal néerlandais d'après l'article 2 de la Convention susdite, est mise en liquidation, tous les droits et engagements, qui découlent de la dite Convention pour cette Institution, passeront au Gouvernement Royal néerlandais, huit jours après qu'il aura été donné avis par le Gouvernement néerlandais et par « l'Institution néerlandaise » au Consortium français que « l'Institution » déjà nommée est mise en liquidation.

Article 7.

Cet accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à La Haye aussi rapidement que possible.

DISPOSITIONS FINALES

I. En tant que, dans l'Accord présent, on ne s'est pas écarté des dispositions de la Convention du 6 décembre 1918, ces dispositions restent en vigueur.

II. La présente Convention entrera en vigueur dès que M. le Ministre de France à La Haye aura présenté au Gouvernement Royal néerlandais les documents nécessaires indiquant que le Consortium français accepte les dispositions de cette Convention et dès que le Gouvernement Royal néerlandais aura remis à M. le Ministre de France à La Haye une déclaration de l'« Institution néerlandaise » visée à l'article 6 suivant laquelle cette société aussi accepte les dispositions de cette Convention.

III. L'article 15 de la Convention du 6 décembre 1918 est également applicable à l'égard du présent Accord.

Fait à La Haye, le seize avril mil neuf cent vingt et un en deux exemplaires, dont un a été remis au Représentant du Gouvernement Royal néerlandais et l'autre au Représentant du Gouvernement de la République française.

VAN KARNEBEEK.
CHARLES BENOIST.

Article 4.

The bills payable to order or drafts mentioned in Article 5 of the above-mentioned Convention shall be given up at the Amsterdam Branch of the Banque de Paris et des Pays-Bas on April 1, 1921, against payment of the interest due at that date and the deposit of other similar bills payable on April 1, 1927.

Article 5.

The 5 % French Treasury bonds deposited in the Nederlandsche Bank as additional security shall be replaced, bond for bond, on April 1, 1921, by 6 % French Treasury bonds drawn in florins, redeemable on April 1, 1927, and furnished with 12 half-yearly coupons for the periods ending October 1 and April 1; the deposit of these bonds shall not involve the French Government in any additional stamp duties.

Article 6.

If the Netherlands Institution, which the Royal Government of the Netherlands has deputed to represent it under Article 2 of the Convention, is put into liquidation, all rights and obligations devolving upon that Institution by the terms of the Convention shall pass to the Royal Government of the Netherlands, eight days after notice has been given to the French Consortium by the Government of the Netherlands and the Netherlands Institution that the Institution has been put into liquidation.

Article 7.

This agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

FINAL PROVISIONS.

I. The provisions of the Convention of December 6, 1918, shall continue in force except so far as the present agreement diverges from them.

II. The present agreement shall come into force as soon as the French Minister at The Hague shall have delivered to the Royal Government of the Netherlands the necessary documents showing that the French Consortium accepts the provisions of this agreement, and as soon as the Royal Government of the Netherlands shall also have delivered to the French Minister at The Hague a statement of acceptance of the provisions of this agreement by the Netherlands Institution mentioned in Article 6.

III. Article 15 of the Convention of December 6, 1918, shall also apply to the present agreement.

Done in duplicate at The Hague on the sixteenth day of April nineteen hundred and twenty-one, one copy being delivered to the Representative of the Royal Government of the Netherlands and the other to the Representative of the Government of the French Republic.

CHARLES BENOIST.
VAN KARNEBEEK.

ANNEXE V.



ANNEX V.



ANNEXE V.

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES,
RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

No. 8. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LA CONSERVATION OU LE RÉTABLISSEMENT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ATTEINTS PAR LA GUERRE MONDIALE. SIGNÉ A BERNE LE 30 JUIN 1920.

RATIFICATION.

PORTUGAL.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 18 mars 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à nos communications relatives à l'Arrangement du 30 juin 1920 concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale et contenues dans nos notes des 8 octobre, 6 novembre, et 22 décembre 1920, 26 janvier, 7 mars, 23 mars, 7 avril et 21 octobre 1921, nous avons l'honneur de notifier à Votre Excellence la ratification dudit Arrangement par la République Portugaise. Cette ratification nous a été annoncée par une note de la Légation de Portugal à Berne datée du 7 mars 1922, et c'est à partir de cette date qu'elle produit ses effets.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
D^r HAAB.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

¹ Voir vol. I, page 59 de ce Recueil.

ANNEX V.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ADHESIONS, SIGNATURES,
RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

No. 8. — AGREEMENT¹ CONCERNING THE PRESERVATION OR THE REESTABLISHMENT OF THE RIGHTS OF INDUSTRIAL PROPERTY AFFECTED BY THE WORLD WAR, SIGNED AT BERNE ON JUNE 30, 1920.

RATIFICATION.

PORTUGAL.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

²TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, March 18, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to our Notes of October 8, November 6 and December 22, 1920, and January 26, March 7, March 23, April 7, and October 21, 1921, regarding the Agreement of June 30, 1920, concerning the preservation or reestablishment of the rights of industrial property affected by the world war, we have the honour to acquaint your Excellency with the fact that the Agreement in question has been ratified by the Portuguese Republic. We were informed of this ratification in a Note, dated March 7, 1922, from the Portuguese Legation at Berne, and the ratification accordingly takes effect as from that date.

We have the honour to be, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) Dr. HAAB.

President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,

Chancellor of the Confederation.

His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs.

¹ See Vol. I, page 59 of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ADHÉSION.

DANTZIG (VILLE LIBRE DE)

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse le 20 septembre 1922.

BERNE, le 21 octobre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur d'informer Votre Excellence que, par notes en dates des 5 et 6 octobre 1921, le Gouvernement de la Pologne, chargé par l'article 104 du Traité de paix de Versailles de la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig, nous a fait connaître, conformément aux stipulations de l'article 33, alinéa 2, de la Convention entre la Pologne et cette ville, conclue à Paris, le 9 novembre 1920, l'adhésion de la Ville libre de Dantzig à la Convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, avec son protocole de clôture (v. article 18 de la Convention), ainsi qu'à l'arrangement signé à Berne le 30 juin 1920, concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

Conformément à l'article 16, alinéa 3, de la Convention d'Union de Paris révisée, cette adhésion prendra effet un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement suisse aux autres pays unionistes, donc à partir du 21 novembre 1921.

Nous vous prions de vouloir bien prendre note de cette adhésion et d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

N° 9. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRÈCE ET LA BULGARIE RELATIVE A L'ÉMI-GRATION RÉCIPROQUE, SIGNÉE A NEUILLY-SUR-SEINE LE 27 NOVEMBRE 1919.

Lettre de la Commission mixte d'émigration gréco-bulgare au Secrétaire général de la Société des Nations.

ATHÈNES, le 28 juillet 1922.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que par une décision de la Commission Mixte, prise en sa séance du 27 juillet 1922 et dont nous vous communiquons le texte en annexe à la pré-

Voir vol. I, page 67 de ce Recueil.

ADHESION.

DANZIG (FREE CITY OF).

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, October 21, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to acquaint you with the fact that, in Notes dated October 5 and 6, 1921, the Polish Government, which, under Article 104 of the Treaty of Peace of Versailles, is responsible for the conduct of the foreign relations of the Free City of Danzig, has informed us, in pursuance of the provisions of § 2 of Article 33 of the Treaty between Poland and that City, concluded at Paris on November 9, 1920, of the adherence of the Free City of Danzig to the International Convention of March 20, 1883, for the protection of industrial property, revised at Brussels on December 14, 1900, and at Washington on June 2, 1911, together with the Final Protocol (see Article 18 of the Convention), and to the Agreement, signed at Berne on June 30, 1920, concerning the preservation or the re-establishment of the rights of industrial property affected by the world war.

In accordance with § 3 of Article 16 of the Revised Paris Union Convention, this adherence will take effect one month after the despatch of the notification by the Swiss Government to the other countries of the Union, i. e., as from November 21, 1921.

We would beg Your Excellency to take cognisance of this adherence, and have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation,

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

No. 9. — CONVENTION¹ BETWEEN GREECE AND BULGARIA RESPECTING RECIPROCAL EMIGRATION, SIGNED AT NEUILLY-SUR-SEINE, NOVEMBER 27, 1919.

Letter from the Mixed Greco-Bulgarian Emigration Commission to the Secretary-General of the League of Nations.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

ATHENS, July 28, 1922.

SIR,

We have the honour to inform you that, by a decision of the Mixed Commission at its meeting on July 27, 1922, the text of which is enclosed as an annex to this letter, the period fixed

¹ See Vol. I, page 67 of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

sente lettre, le délai fixé à l'article 4 de la Convention entre la Grèce et la Bulgarie relative à l'Emigration réciproque signée à Neuilly-sur-Seine le 27 novembre 1919 a été reporté jusqu'au 15 octobre 1923.

Vu l'importance de cette décision nous avons cru de notre devoir de vous en faire communication.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de notre très haute considération.

Le Secrétaire général :
A. LINDSEY.

Le Président :
A. - C. CORFE.

ANNEXE.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA 112^e SÉANCE DE LA COMMISSION.

La Commission,

Considérant

1. qu'elle a décidé par sa décision du 29 juin 1922 (108^e séance, p. 758) « qu'il est nécessaire de proroger jusqu'au 15 octobre 1923 le délai fixé à l'article 4 de la Convention » ;

2. que, par la même décision, elle a décidé « qu'elle charge les Délégués des deux Hautes Parties de provoquer, dans le plus bref délai possible l'acquiescement de leurs Gouvernements à cette prorogation » ;

3. que les Délégués des deux Hautes Parties ont tous deux déclaré formellement à la Commission l'acquiescement de leurs Gouvernements respectifs à cette prorogation ;

Décide à l'unanimité

1. que le délai fixé à l'Article 4 de la Convention est prorogé jusqu'au 15 octobre 1923 ;

2. que, dans le Règlement, la date du 18 décembre 1922 sera remplacée partout par la date du 15 octobre 1923 ;

3. qu'elle charge les Délégués des deux Hautes Parties de pourvoir à ce que cette modification soit revêtue de la forme légale dans leurs pays respectifs.

(Signé) A. C. CORFE.
G. TSORBAZOGLU,
V. ROBEFF.

in Article 4 of the Convention between Greece and Bulgaria concerning reciprocal emigration signed at Neuilly-sur-Seine on November 27, 1919, has been prolonged until October 15, 1923.

In view of the importance of this decision, we thought that it should be communicated to you.

We have the honour to be, etc.,

A. LINDSEY.
Secretary-General.

A. C. CORFE.
President.

ANNEX.

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE 112TH MEETING OF THE COMMISSION.

(1) Whereas the Commission stated in its decision of June 29, 1922, (108th meeting, page 758), " that the period fixed by Article 4 of the Convention must be prolonged until October 15, 1923 " ;

(2) Whereas in the same decision it stated " that it instructs the Delegates of the two High Contracting Parties to secure as soon as possible the consent of their Governments to this prolongation ;

(3) Whereas the Delegates of the two High Contracting Parties have both formally conveyed to the Commission the consent of their respective Governments to this prolongation ;

The Commission unanimously decides :

(1) That the period fixed in Article 4 of the Convention shall be prolonged until October 15, 23 ;

(2) That in the Regulations the date October 15, 1923 shall be substituted throughout for the date December 18, 1922 ;

(3) That it will instruct the Delegates of the two High Contracting Parties to see that this alteration receives the force of law in their respective countries.

(Signed) A. C. CORFE.
G. TSORBAZOGU.
V. ROBEFF.

No. II. — INTERNATIONAL AGREEMENT ¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE " WHITE SLAVE TRAFFIC ", SIGNED AT PARIS, MARCH 18, 1904.

The following list of signatures, ratifications and adhesions has been forwarded to the Secretariat by the " Service Français de la Société des Nations " on July 19, 1922.

SIGNATORIES.		RATIFICATIONS.		SIGNATORIES.		RATIFICATIONS.	
Belgium	June	22,	1905	Norway	Jan.	18,	1905
Denmark	Jan.	18,	1905	Portugal	July	12,	1905
France	Jan.	18,	1905	Russia	Jan.	18,	1905
Germany	Jan.	18,	1905	Spain	Jan.	18,	1905
Great Britain	Jan.	18,	1905	Sweden	Jan.	18,	1905
Italy	Jan.	18,	1905	Switzerland	Jan.	18,	1905
Netherlands	Jan.	14,	1907				
ADHESIONS.		ADHESIONS.					
United States	June	6,	1908	Central Africa	Dec.	28,	1906
Austria-Hungary	Jan. 23	18,	1905	Ceylon	July	3,	1906
Australia	July	3,	1906	Cyprus			
Brazil	May	12,	1905	Fiji Islands	Oct.	23,	1907
Bulgaria	June	15,	1921	Gibraltar	Sept.	23,	1905
Canada	July	3,	1906	Gold Coast	July	3,	1906
Czechoslovakia	June	8,	1921	Guiana (British)	July	3,	1906
Danzig	July	2,	1921	Hong-Kong	Mar.	18,	1907
Dutch Indies	Jan.	14,	1907	Jamaica	Mar.	11,	1907
French Colonies	Jan.	18,	1905	Kenya	Nov.	4,	1921
German Colonies	May	14,	1907	Leeward Isles	Apr.	8,	1907
India	Feb.	8,	1920	Malta	July	3,	1906
Luxemburg	July	4,	1910	Northern Nigeria	July	3,	1906
Monaco	July	2,	1921	Nyassaland	Nov.	4,	1921
Morocco	Jan.	1,	1922	Rhodesia (Southern)	July	3,	1906
Poland	Feb.	28,	1922	St. Helena	Mar.	18,	1907
Siam	Dec.	28,	1921	Senegambia	July	3,	1906
Tunis	Jan.	1,	1922	Seychelles Is.	Sept.	26,	1906
Uruguay	June	30,	1920	Sierra Leone	Mar.	11,	1907
Newfoundland	July	3,	1906	Somaliland	Mar.	11,	1907
New-Zealand	Aug.	24,	1907	Straits Settlements	Nov.	4,	1921
				Trinidad	July	3,	1906
<i>British Colonies.</i>				Uganda	June	1,	1907
Bahamas	July	3,	1906	Wei-Hai-Wei	May	11,	1907
Barbados	July	3,	1906	Windward Isles	July	3,	1906

¹ See Vol. I, page 84 and Vol. III, page 254 of this Series.

No. 13. — INTERNATIONAL RADIOTELEGRAPH CONVENTION¹, SIGNED AT LONDON, JULY 5, 1912.

ACCESSIONS.

NEW HEBRIDES.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office January 23, 1922.

The British and French Governments having mutually agreed upon the accession of the New Hebrides to the International Radiotelegraphic Convention, signed at London on the 5th July, 1912, His Britannic Majesty's Government have accordingly taken note of this accession as from the 8th September, 1921.

Foreign Office,
September 30, 1921.

LATVIA.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office March 29, 1922.

Since the previous notification of the 15th October, 1921, the following accession to the Convention, Final Protocol and "Règlement de Service" has been notified to His Britannic Majesty's Government on the date mentioned below:—

LATVIA² December 7, 1921.

Foreign Office,
January, 1922.

POSITION OF AUSTRIA.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office January 23, 1922.

With regard to the terms of Article 236 of the Treaty of Saint-Germain of the 10th September, 1919, the Austrian Minister at London, in a note dated the 1st August, 1921, has declared in the name of his Government that the Republic of Austria, with a view to uniformity, regards itself as bound towards all the States parties to the International Radiotelegraph Convention of the 5th July, 1912.

Foreign Office,
September 30, 1921.

POSITION OF HUNGARY.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office July 10, 1922.

Since the previous statement of the 24th January, 1922, the following notification has been made to His Britannic Majesty's Government:—

"With regard to article 219 of the Treaty of the Trianon of the 4th June, 1920, the Hungarian Minister in London, in a note dated the 9th June 1922, has declared, in the name of the Government of Hungary, that that Government, with a view to uniformity, regards itself as bound towards all the States parties to the International Radiotelegraph Convention of the 5th July 1912."

Foreign Office,
June 24, 1922.

¹ See vol. I, page 133, and vol. III, page 255 of this Series.

² With effect from January 1, 1922.

No. 13. — CONVENTION¹ RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE, SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1912.

ADHÉSIONS.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOUVELLES HÉBRIDES.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 23 janvier 1922.

Les Gouvernements britannique et français ayant réciproquement admis l'adhésion des Nouvelles Hébrides à la Convention radiotélégraphique internationale, signée à Londres le 5 juillet 1912, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a pris note de la mise en vigueur de cette adhésion à partir du 8 septembre 1921.

Foreign Office,
30 septembre 1921.

LETTONIE.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 29 mars 1922.

Depuis la dernière notification du 15 octobre 1921, l'adhésion suivante à la Convention, au Protocole Final et au « Règlement de Service » a été notifiée au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à la date mentionnée ci-après :

LETTONIE³ 7 décembre 1921.

Foreign Office,
Janvier 1922.

POSITION DE L'AUTRICHE.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 23 janvier 1922.

Eu égard à l'article 236 du Traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919, le Ministre d'Autriche à Londres, par note en date du 1^{er} août 1921, a déclaré, au nom de son Gouvernement, que la République d'Autriche, par mesure d'unification, se considère comme liée envers tous les Etats parties à la Convention radiotélégraphique internationale du 5 juillet 1912.

Foreign Office,
30 septembre 1921.

POSITION DE LA HONGRIE.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 10 juillet 1922.

Depuis la dernière déclaration du 24 janvier 1922, la notification suivante a été communiquée au Gouvernement de Sa Majesté Britannique :

« Eu égard à l'article 219 du Traité de Trianon du 4 juin 1920, le Ministre de Hongrie à Londres, par note en date du 9 juin 1922, a déclaré, au nom du Gouvernement de Hongrie, que ce gouvernement, par mesure d'unification, se considère comme lié envers tous les Etats parties à la Convention radiotélégraphique internationale du 5 juillet 1912. »

Foreign Office,
24 juin 1922.

¹ Voir vol. I, page 133, et vol. III, page 255 de ce Recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

³ Avec effet dès le 1^{er} janvier 1922.

Nos. 15 et 16. — CONVENTION DE BERNE REVISÉE¹ (9 SEPTEMBRE 1886), POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, SIGNÉE A BERLIN LE 13 NOVEMBRE 1908, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL, SIGNÉ A BERNE LE 20 MARS 1914.

RATIFICATION.

BELGIQUE.

Communiquée par le Conseil Fédéral suisse, le 20 Septembre 1922.

BERNE, le 16 novembre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que la Légation de Belgique à Berne nous a fait parvenir, le 4 novembre 1921, l'instrument de ratification de Sa Majesté le Roi des Belges sur le Protocole du 20 mars 1914 additionnel à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée le 13 novembre 1908. Ce document a été déposé aux Archives de la Confédération suisse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

ADHÉSIONS.

HONGRIE.

Communiquée par le Chargé d'Affaires de Hongrie, à Berne.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE
A BERNE.

BERNE, le 14 février 1922.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me conformant à un ordre reçu de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Conseil Fédéral Suisse ce qui suit :

La Hongrie accède à l'Union de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques de sorte qu'elle adhère sans aucune réserve à la Convention internationale de Berne pour la pro-

¹ Voir vol. I, pages 217 et 243. vol. III, page 259 de ce Recueil.

Nos. 15 and 16. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATIVE TO THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS (REVISING THAT SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 9, 1886), SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908, AND ADDITIONAL PROTOCOL, SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1914.

RATIFICATION.

BELGIUM.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, November 16, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that the Belgian Legation at Berne forwarded to us on November 4, 1921, the instrument of ratification of His Majesty, the King of the Belgians, with regard to the Protocol of March 20, 1914, supplementary to the Convention of Berne, which was revised on November 13, 1908, for the protection of literary and artistic works.

This document has been deposited in the archives of the Swiss Confederation.

We have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,

President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,

Chancellor of the Confederation.

To His Excellency

The Minister for Foreign Affairs.

ADHESIONS.

HUNGARY.

Communicated by the Chargé d'Affaires of Hungary at Berne.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION.

BERNE.

BERNE, February 14, 1922.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

In compliance with instructions received from my Government, I have the honour to bring the following to the knowledge of the Swiss Federal Council.

Hungary accedes to the Berne Union for the Protection of Literary and Artistic Works and thereby unreservedly adheres to the Berne International Convention for the protection of literary

¹ See vol. I, pages 217 and 243, and vol. III, page 259 of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

tection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, ainsi qu'au Protocole additionnel à la dite Convention signé à Berlin le 20 mars 1914.

Cette adhésion produit ses effets à partir du 14 février 1922, date de la note présente.

En ce qui concerne la contribution aux frais du Bureau de l'Union internationale, la Hongrie demande à être rangée dans la quatrième classe.

Quant à la durée de protection de cinquante ans prévue par l'article 7, alinéa 1^{er}, de la Convention ci-dessus mentionnée, la Hongrie notifie, conformément à l'article 30 de la même Convention, que la durée de protection en question est introduite dans la législation hongroise.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) PARCHER,
Chargé d'Affaires de Hongrie.

Au Conseil Fédéral Suisse,
Berne.

ETATS-UNIS DU BRÉSIL.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 11 août 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance des Etats membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques que, par note du 18 juillet 1921, la Légation du Brésil à Berne, d'ordre de son Gouvernement, communique au Conseil Fédéral Suisse que « les Etats-Unis du Brésil adhèrent, sous réserve d'approbation définitive par le Congrès National à Rio-de-Janeiro, à la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'au Protocole du 20 mars 1914, additionnel à ladite Convention ».

La note ajoute qu'en ce qui concerne sa contribution aux frais du Bureau international, les Etats-Unis du Brésil désirent être rangés dans la troisième classe.

La date à partir de laquelle l'accession précitée aura produit son effet plein et entier fera l'objet d'une circulaire complémentaire qui, nous l'espérons, pourra vous être bientôt adressée.

Comme nous, Votre Excellence prendra, sans doute, note avec satisfaction du fait que, pour la première fois, un Etat souverain du continent américain a manifesté officiellement son intention de se joindre au groupe des pays qui composent l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Cette adhésion va porter à vingt-quatre le nombre des Etats contractants.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Vice-Président,
(Signé) Dr. HAAB.

Le Vice-Chancelier,
(Signé) KAESLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères.

and artistic Works, which was revised in Berlin on November 13, 1908, and to the additional Protocol to that Convention which was signed in Berlin on March 20, 1914.

This adhesion takes effect as from the date of the present Note, *i. e.*, February 14, 1922.

Referring to the question of contribution towards the expenditure of the Office of the International Union, Hungary requests to be placed in the fourth category.

Regarding the period of 50 years specified as the duration of protection in Article 7, § 1, of the above-mentioned Convention, Hungary notifies that, in conformity with Article 30 of the Convention, the period of protection mentioned has been introduced into Hungarian legislation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) PARCHER,
Hungarian Chargé d'Affaires.

The Swiss Federal Council,
Berne.

BRAZIL.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, August 11, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform the States which are members of the International Union for the protection of literary and artistic works that, in a Note, dated July 18, 1921, the Brazilian Legation at Berne acting under the instructions of its Government communicated to the Swiss Federal Council a statement of the effect " that the United States of Brazil adhere, subject to final approval being given by the National Congress at Rio de Janeiro, to the Convention of Berne, which was revised on November 13, 1908, for the protection of literary and artistic works and also to the Protocol of March 20, 1914, supplementary to that Convention "

The Note further states that, as regards their contribution to the expenses of the International Bureau, the United States of Brazil desire to be placed in the third category.

The date from which the above-mentioned adherence becomes fully and integrally operative will be given in a supplementary circular Note which we hope may be forwarded to you at an early date.

Your Excellency will doubtless share our satisfaction in noting that a Sovereign State on the American Continent has for the first time officially given evidence of its intention to join the group of countries forming the Union for the protection of literary and artistic works. This adherence will raise the number of Contracting States to 24.

We are, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) HAAB,
Vice-President.

(Signed) KAESLIN,
Vice-Chancellor.

To His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 9 mars 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note-circulaire du 11 août 1921, nous avons eu l'honneur de porter à la connaissance des Etats membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques que, suivant une note de la Légation du Brésil à Berne, du 18 juillet 1921, les Etats-Unis du Brésil adhéraient, sous réserve d'approbation définitive par le Congrès National à Rio-de-Janeiro, à la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'au Protocole du 20 mars 1914, additionnel à la dite Convention. Une circulaire complémentaire devait être adressée à Votre Excellence une fois que l'approbation du Congrès serait intervenue, transformant l'adhésion provisoire en une adhésion définitive.

La ratification parlementaire ayant eu lieu et ayant été sanctionnée par le décret présidentiel N° 4541, du 6 février dernier, la Légation du Brésil à Berne nous en a informés par une nouvelle note du 9 février 1922. C'est donc à partir de cette dernière date que l'accession sus-mentionnée des Etats-Unis du Brésil produit son effet plein et entier.

Nous croyons devoir rappeler que, d'après la première note du 18 juillet 1921, les Etats-Unis du Brésil se sont rangés dans la troisième classe, en ce qui concerne leur contribution aux frais du Bureau international.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
Dr. HAAB.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

DANTZIG (VILLE LIBRE DE).

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 8 juillet 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, par note du 24 juin 1922, la Légation de Pologne à Berne, d'ordre de son Gouvernement chargé de conduire les affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig, a annoncé au Conseil Fédéral suisse que ledit Gouvernement adhère au nom de la Ville libre de Dantzig :

1° A la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 13 novembre 1908 ;

2° Au Protocole du 20 mars 1914 additionnel à ladite Convention.

Cette adhésion a pris effet à partir du 24 juin 1922, date de la note ci-dessus mentionnée.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, *March 9, 1922.*

YOUR EXCELLENCY,

In a Circular Note, dated August 11, 1921, we had the honour to bring to the notice of States, Members of the International Union for the protection of literary and artistic works, that in accordance with a Note from the Brazilian Legation at Berne, dated July 18, 1921, the United States of Brazil adhered, subject to final approval being given by the National Congress at Rio de Janeiro, to the Convention of Berne, which was revised on November 13, 1908, for the protection of literary and artistic works and also to the Protocol dated March 20, 1914 supplementary to that Convention. A further Circular Note was to be forwarded to your Excellency as soon as Congress had given the approval required to convert the provisional adherence into a permanent adherence.

As the parliamentary ratification has taken place and has been confirmed by the Presidential Decree No. 4541, dated February 6, last, the Brazilian Legation at Berne has advised us of these facts in a further Note, dated February 9, 1922. The above-mentioned adherence of the United States of Brazil accordingly, comes into force fully and integrally as from the latter date.

We beg to remind you that, in accordance with the first Note dated July 18, 1921, the United States of Brazil desire to be placed in the third category in respect of their contribution to the expenses of the International Bureau.

I have the honour, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) HAAB,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs.

DANZIG (FREE CITY OF).

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, *July 8, 1922.*

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a Note dated June 24, 1922, the Polish Legation at Berne, acting on the instructions of its Government, which has been entrusted with the conduct of the foreign relations of the Free City of Danzig, notified the Swiss Federal Council that the Polish Government gave its adherence on behalf of the Free City of Danzig :

(1) to the revised Convention of Berne, dated November 13, 1908, for the protection of literary and artistic works ;

(2) to the Protocol of March 20, 1914, supplementary to that Convention.

This adherence came into force as from June 24, 1922, the date of the above-mentioned Note.

En ce qui touche sa contribution aux frais du Bureau international, la Ville libre de Dantzig s'est rangée dans la sixième classe.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de cette adhésion.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Vice-Président,
(Signé) SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

No. 25. — ACCORD¹ CONCLU ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET ESTHONIEN, RELATIF AUX RELATIONS COMMERCIALES. LONDRES, LE 20 JUILLET 1920.

Présenté à l'enregistrement par le Gouvernement Esthonien, le 12 juillet 1922.

No. 51. — DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE RELATIF AU RAPATRIEMENT RÉCIPROQUE DES PRISONNIERS DE GUERRE ET DES INTERNÉS CIVILS, SIGNÉES A BERLIN LE 7 JUILLET 1920.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le jour de leur signature, 7 juillet 1920.

No. 74. — CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE², SIGNÉE A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPTE.

Par note du 24 janvier 1922, le Ministre d'Espagne à Berne a communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations :

« qu'en date du 24 décembre dernier (1921) ont été déposés au Ministère d'Etat à Madrid les instruments par lesquels Sa Majesté le Sultan d'Egypte a ratifié les conventions et arrangements suivants signés à Madrid le 30 novembre 1920, à l'occasion du VII^e Congrès de l'Union Postale Universelle » :

Convention Postale Universelle:

Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

¹ Voir vol. I, page 295, et vol. III, page 260 de ce Recueil.

² Voir vol. III, pages 267-270, et vol. VII, page 362 de ce Recueil.

As regards its contribution to the expenses of the International Bureau, the Free City of Danzig desires to be placed in the sixth category.

We beg Your Excellency to take note of this adherence.

We have the honour to be, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
Vice-President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs.

No. 25. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE BRITISH AND ESTHONIAN GOVERNMENTS RESPECTING COMMERCIAL RELATIONS. LONDON, JULY 20, 1920.

Presented for registration by the Esthonian Government on July 12, 1922.

No. 51. — ARRANGEMENTS FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC WITH REGARD TO THE MUTUAL REPATRIATION OF PRISONERS OF WAR AND INTERNED CIVILIANS, SIGNED AT BERLIN, JULY 7, 1920.

These arrangements came into force on the date of their signature, July 7, 1920.

No. 74. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION², SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPT.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

By a note of January 24, 1922, the Spanish Minister at Berne informed the Secretary General of the League of Nations :

“ that on December 24, last (1921) have been deposited at the Ministry of State at Madrid the instruments by which His Majesty the Sultan of Egypt has ratified the following Conventions and Arrangements, signed at Madrid on November 30, 1920 at the VIIth Congress of the Universal Postal Union.”

Universal Postal Convention.

Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.

¹ See vol. I, page 295, et vol. III, page 260 of this Series.

² See vol. III, pages 267-70, and vol. VII, page 362 of this Series.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Arrangement concernant le service des mandats de poste.
 Convention concernant l'échange des colis postaux.
 Arrangement concernant le service des recouvrements.
 Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.

MINISTERIO DE ESTADO. ¹

4 a. CANCELLERIA.

Le soussigné Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat CERTIFIE :

Qu'en exécution de l'article 31 de la Convention Postale Universelle, signée le 30 novembre 1920, et des articles correspondants des autres, Convention et Arrangements, conclus à Madrid à l'occasion du VII^e Congrès de l'Union Postale Universelle, ont été déposés dans les archives du Ministère d'Etat les instruments de ratification suivants, trouvés en bonne et due forme :

[SIAM.]

I. Trois actes datés le 19 août 1921, par lesquels Sa Majesté le Roi de Siam ratifie :

1. La Convention Postale Universelle.
2. La Convention, concernant l'échange des colis postaux.
3. L'Arrangement concernant le service des mandats de poste.

[UNION SUD-AFRICAINE, POUR RODESIA DU SUD, BASSOUTOLAND ET BECHOUANALAND.]

II. Un acte daté le 8 novembre 1921 par lequel Son Altesse Royale le Haut-Commissaire d'Afrique du Sud, au nom de Rhodesia du Sud, Bassoutoland et Bechouanaland, ratifie la Convention Postale Universelle avec protocole final.

[ILE DE TERRE-NEUVE.]

III. Un acte daté le 15 novembre 1921 par lequel Son Excellence le Gouverneur de Terre-Neuve ratifie :

1. La Convention Postale Universelle, avec protocole final.
2. L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

[AUSTRALIE.]

IV. Un acte par lequel Son Excellence le Gouverneur Général de l'Australie déclare avoir ratifié respectivement, en date du 17 août 1921 et du 23 novembre 1921, la Convention Postale Universelle et son protocole final.

[NOUVELLE-ZÉLANDE.]

V. Deux actes datés le 28 novembre, 1921; par lesquels Son Excellence le Gouverneur Général de la Nouvelle-Zélande ratifie :

1. La Convention Postale Universelle avec protocole final et règlement.
2. L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée avec protocole final.

¹ Communiqué par le Ministre d'Espagne à Berne le 15 juin 1922.

Arrangement concerning money orders.
 Convention concerning the exchange of postal parcels.
 Arrangement concerning payment on delivery.
 Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

MINISTRY OF STATE¹
 4th Chancery.

The under-signed Under-Secretary of the Ministry of State certifies : That in pursuance of Article 31 of the Universal Postal Convention signed on November 30, 1920, and of the corresponding Articles of the other Convention and Agreements concluded at Madrid on the occasion of the 7th Congress of the Universal Postal Union, there have been deposited in the archives of the Ministry of State the following instruments of ratification, found in good and due form :

[SIAM.]

- I. Three documents dated August 19, 1921, by which H. M. the King of Siam ratifies :
- (1) The Universal Postal Convention.
 - (2) The Convention regarding the exchange of postal parcels.
 - (3) The Arrangement concerning money orders.

[UNION OF SOUTH AFRICA FOR SOUTHERN RHODESIA, BASUTALAND AND BECHUANALAND.]

II. A document dated November 8, 1921, by which His Royal Highness the High Commissioner of South Africa, on behalf of Southern Rhodesia, Basutaland and Bechuanaland ratifies the Universal Postal Convention, together with the final protocol.

[NEWFOUNDLAND.]

- III. A document dated November 15, 1921, by which His Excellency the Governor of Newfoundland ratifies :
- (1) The Universal Postal Convention, together with the final protocol.
 - (2) The arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.

[AUSTRALIA.]

IV. A document by which His Excellency the Governor General of Australia declares that he has ratified the Universal Postal Convention and the final protocol of that Convention on August 17, 1921, and November 23, 1921, respectively.

[NEW ZEALAND.]

- V. Two documents dated November 28, 1921, by which His Excellency the Governor General of New Zealand ratifies :
- (1) The Universal Postal Convention, together with the final protocol and the regulations.
 - (2) The arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, together with the final protocol.

¹ Communicated by the Spanish Minister at Berne on June 15, 1922.

[EQUATEUR.]

VI. Deux actes datés le 10 décembre 1921 par lesquels le Président de la République de l'Equateur ratifie :

1. La Convention Postale Universelle, avec protocole final et règlement d'exécution.
2. La Convention concernant l'échange des colis postaux, avec protocole final et règlement d'exécution.

[BULGARIE.]

VII. Un acte daté le 16 décembre 1921 par lequel Sa Majesté le Roi des Bulgares ratifie :

1. La Convention Postale Universelle, avec protocole final.
2. La Convention concernant l'échange des colis postaux avec protocole final.
3. L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final.
4. L'Arrangement concernant le service des mandats de poste, avec protocole final.
5. L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.

[ETHIOPIE.]

VIII. Un acte daté le 19 décembre 1921 par lequel Son Altesse Royale l'Héritier du Trône d'Ethiopie, ratifie les Conventions et Arrangements postaux signés par le délégué d'Ethiopie au VII^e Congrès de l'Union Postale Universelle.

En foi de quoi est délivré le présent certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires des deux Conventions et cinq Arrangements susmentionnés, ainsi qu'au Bureau International de l'Union Postale Universelle et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid le trente mars mil neuf cent vingt deux.

(Signé) E. DE PALACIOS.

Copie certifiée conforme :

Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,
E. DE PALACIOS.

ADHÉSIONS.

ALBANIE ¹.

Par lettre du 15 août 1922, le Directeur du Secrétariat permanent d'Albanie auprès de la Société des Nations a communiqué au Secrétaire général de la Société que l'Albanie a adhéré aux Conventions et Arrangements postaux signés à Madrid le 30 novembre 1920, savoir :

Convention Postale Universelle.
Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

¹ Cette adhésion a été également communiquée par le Conseil Fédéral Suisse le 20 septembre 1922.

[ECUADOR.]

VI. Two documents dated December 10, 1921, by which the President of the Republic of Ecuador ratifies :

- (1) The Universal Postal Convention, together with the final protocol and the executive regulations.
- (2) The Convention concerning the exchange of postal parcels together with the final protocol and the executive regulations.

[BULGARIA.]

VII. A document dated December 16, 1921, by which H. M. the King of Bulgaria ratifies :

- (1) The Universal Postal Convention, together with the final protocol.
- (2) The Convention concerning the exchange of postal parcels together with the final protocol.
- (3) The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, together with the final protocol.
- (4) The Arrangement concerning money orders, together with the final protocol.
- (5) The Arrangement concerning subscriptions to news-papers and periodicals.

[ETHIOPIA.]

VIII. A document dated December 19, 1921, by which His Royal Highness the Heir to the Throne of Ethiopia ratifies the Postal Conventions and Agreements signed by the Ethiopian Delegate to the 7th Congress of the Universal Postal Union.

In faith whereof, we have delivered the present certificate of which a certified copy will be transmitted to the Governments of the Signatory Powers of the two Conventions and the five Arrangements set forth above, and also to the International Bureau of the Universal Postal Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid the thirtieth day of March, one thousand nine hundred and twenty two.

(Signed) E. DE PALACIOS.

ADHESIONS.

ALBANIA ¹.

By a letter of August 15, 1922 the Director of the Permanent Secretariat of Albania to the League of Nations informed the Secretary General of the League that Albania adheres to the following postal Conventions and Arrangements, signed at Madrid on November 30, 1920, that is to say :

- the Universal Postal Convention ;
- the Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value ;

¹ This adhesion was also communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

Arrangement concernant le service des mandats de poste.
 Convention concernant l'échange des colis postaux.
 Arrangement concernant le service des recouvrements.
 Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.
 Arrangement concernant le service des virements postaux.

Pour le moment l'Albanie, qui demande à être rangée dans la sixième classe pour sa participation aux frais du Bureau International ne désire exécuter que la Convention Postale Universelle, et ceci à partir du 1^{er} mars 1922.

RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN ¹.

Par lettre du 3 juillet 1922 le Directeur du Bureau International de l'Union Postale Universelle a communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations que la République de Saint-Marin a adhéré aux Conventions et Arrangements postaux signés à Madrid le 30 novembre 1920, savoir :

Convention Postale Universelle.
 Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.
 Arrangement concernant le service des mandats de poste.
 Convention concernant l'échange des colis postaux.
 Arrangement concernant le service des recouvrements.
 Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.
 Arrangement concernant le service des virements postaux.

D'après une lettre en date du 4 août 1922, émanant du Directeur du Bureau International de l'Union Postale Universelle, la République de Saint-Marin a été rangée dans la septième classe pour sa participation aux frais communs du Bureau International et son adhésion compte à partir du 1^{er} janvier 1922.

LITUANIE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 17 janvier 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que nous avons reçu de la Légation de Lituanie en Suisse la note que voici, en date du 29 décembre 1921 :

Monsieur le Conseiller Fédéral,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que la République de Lituanie désire faire partie de l'Union Postale Universelle et adhérer, à partir du 1^{er} janvier 1922, aux Conventions et Arrangements suivants :

1. Convention Postale Universelle de Madrid (Convention Principale).
2. Arrangement de Madrid concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.
3. Arrangement de Madrid concernant le service des mandats de poste.
4. Convention de Madrid concernant l'échange des colis postaux.
5. Arrangement de Madrid concernant le service des virements postaux.

¹ Cette adhésion a été également communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

the Arrangement concerning money orders ;
 The Convention concerning the exchange of postal parcels ;
 the Arrangement concerning payment on delivery ;
 the Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.
 the Arrangement concerning the service of postal cheques ;

At present Albania only desires to carry on the Universal Postal Convention as from March 1, 1922 and asks to be placed in the 6th class as regards her participation in the expenses of the International Bureau.

REPUBLIC OF SAN MARINO¹.

In his letter dated July 3, 1922, the Director of the International Bureau of the Universal Postal Union informed the Secretary General of the League of Nations that the Republic of San Marino has agreed to the conventions and Postal Arrangements signed at Madrid on November 30, 1920, that is to say :

the Universal Postal Convention ;
 the Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value ;
 the Arrangement concerning Money-orders ;
 the Convention concerning the exchange of postal parcels ;
 the Arrangement concerning payment on delivery ;
 the Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals ;
 the Arrangement concerning the service of postal cheques.

According to a letter dated August 4, 1922, from the Director of the International Bureau of the Universal Postal Union, the Republic of San Marino has been placed in the 7th class as regards its participation in the general expenses of the International Bureau, and its adherence dates as from January 1, 1922.

LITHUANIA.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, January 17, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that we have received the following Note, dated December 29, 1921, from the Lithuanian Delegation in Switzerland :

Sir,

I am instructed by my Government to inform you that the Lithuanian Republic desires to be admitted to the Universal Postal Union and to adhere as from January 1, 1922, to the following Conventions and Arrangements :

- (1) Madrid Universal Postal Convention (Principal Convention) ;
- (2) Madrid Arrangement concerning the exchange of letters and parcels of declared value ;
- (3) Madrid Arrangement concerning money orders ;
- (4) Madrid Convention concerning the exchange of postal parcels ;
- (5) Madrid Arrangement concerning the service of postal cheques ;

¹ This adhesion was also communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

6. Arrangement de Madrid concernant le service des recouvrements, et
7. Arrangement de Madrid concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.

Conformément à l'article 26 de la Convention Postale Universelle de Madrid et aux articles correspondants des autres conventions et arrangements, le Gouvernement de la République de Lituanie a l'honneur de prier le Gouvernement de la Confédération Suisse de vouloir bien communiquer la présente adhésion à tous les Pays de l'Union Postale Universelle ainsi qu'au Bureau International de l'Union à Berne.

En ce qui concerne la part contributive de la Lituanie dans les frais du Bureau International, le Gouvernement de la République de Lituanie désirerait que celle-ci soit rangée dans la sixième (6^{me}) classe.

Les équivalents de 50, 30, 25, 10 et 5 centimes pour les correspondances en Lituanie sont : 2 auksins, 1.20, 1 auksin, 40 et 20 skatiks (1 auksin lituanien se divise en 100 skatiks et égale un mark allemand).

Les équivalents de 90, 50, 45, 35, 30, 25, 20, 15, 10 et 5 centimes pour les colis postaux seront fixés d'après le change du franc-or.

Veillez agréer, je Vous prie, Monsieur le Conseiller Fédéral, avec mes remerciements anticipés, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) V. SIDZIKAUSKAS,
Chargé d'Affaires de Lituanie.

Monsieur MOTTA,
Chef du Département Politique Fédéral.
Berne.

Son Excellence,
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

ESTHONIE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 13 juillet 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par télégramme daté du 10 de ce mois, Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie nous a fait part de l'accession de cet Etat aux Conventions de l'Union Postale Universelle, signées à Madrid le 30 novembre 1920.

L'Esthonie adhère aux Conventions suivantes :

1. Convention principale.
2. Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.
3. Convention concernant l'échange des colis postaux.

En ce qui concerne cette dernière Convention, l'Esthonie renonce à faire usage de la faculté qui lui est laissée par l'article 21, paragraphe 2, de celle-ci, de prélever sur les colis postaux une taxe supplémentaire de plus de 25 centimes.

L'Esthonie demande à être rangée dans la cinquième classe pour sa participation aux frais du Bureau International (article 37 du Règlement de la Convention).

- (6) Madrid Arrangement concerning payment on delivery ; and
- (7) Madrid Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

In accordance with Article 26 of the Madrid Universal Postal Convention and the corresponding articles of the other Conventions and Arrangements, the Government of the Lithuanian Republic has the honour to request the Government of the Swiss Confederation to be good enough to communicate this adherence to all countries in the Universal Postal Union and also to the International Bureau of the Union at Berne.

As regards the contribution of Lithuania to the expenses of the International Bureau the Government of the Lithuanian Republic is desirous that the Republic should be placed in the sixth (6th) category.

The sums equivalent to 50, 30, 25, 10, and 5 centimes for correspondence in Lithuania are 2 auksins, 1.20, 1 auksin, 40 and 20 skatiks (100 skatiks are equal to one Lithuanian auksin and to one German mark).

The equivalent of 90, 50, 45, 35, 30, 25, 20, 15, 10, and 5 centimes for postal packets will be fixed in accordance with the exchange value of the gold franc.

I have the honour, etc.,

(Signed) V. SIDZIKAUSKAS,
Lithuanian Chargé d'Affaires.

M. MOTTA,
Head of the Federal Political Department,
Berne.

His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs.

ESTHONIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, on September 20, 1922.

BERNE, July 13, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that in a telegram of the 10th instant His Excellency the Minister for Foreign Affairs of Esthonia informs us of the adherence of his country to the Conventions of the Universal Postal Union which were signed at Madrid on November 30, 1920.

Esthonia adheres to the following Conventions :

- (1) The main Convention ;
- (2) Arrangement concerning the exchange of letters and parcels of declared value ;
- (3) The Convention concerning the exchange of postal parcels.

In regard to the last named Convention, Esthonia agrees not to make use of the faculty, provided in Article 21, § 2, of that Convention, of placing upon postal parcels a supplementary tax of more than 25 centimes.

Esthonia wishes to be ranked in the 5th class in respect of her participation in the expenses of the International Bureau (Article 37 of the Rules of the Convention).

Nous avons l'honneur de communiquer ce qui précède à Votre Excellence, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 26 de la Convention Postale Universelle, en Vous priant de vouloir bien prendre note de cette communication et de nous en accuser réception.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Vice-Président,
SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

TERRITOIRE DE TANGANYIKA.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 26 octobre 1922.

BERNE, le 23 octobre 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que par note du 6 octobre 1922, la Légation de Grande-Bretagne à Berne a, d'ordre de son Gouvernement, notifié au Département Politique Fédéral l'adhésion du Territoire de Tanganyika à la Convention Postale Universelle, signée à Madrid le 30 novembre 1920.

La Légation ajoute que pour sa participation aux frais communs du Bureau International, le Territoire de Tanganyika devra être considéré comme faisant partie de l'« ensemble des autres Dominions, colonies et protectorats britanniques », mentionné au paragraphe 5 (1^{re} classe), de l'article 37 du Règlement d'exécution de la Convention Postale Universelle.

Nous avons l'honneur de communiquer ce qui précède à Votre Excellence, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 26 de la Convention Postale Universelle.

En Vous priant de vouloir bien prendre note de cette communication et nous en accuser réception, nous Vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) D^r HAAB.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

We have the honour to acquaint you with the foregoing in conformity with the provisions of § 2 of Article 26 of the Universal Postal Convention, and to ask you to be good enough to take note of this communication and to acknowledge its receipt.

We have the honour to be, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
Vice-President.

STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs.

TANGANYIKA TERRITORY.

Communicated by the Swiss Federal Council on October 26, 1922.

BERNE, October 23, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a Note dated October 6, 1922, the British Legation at Berne, acting on the instructions of its Government, notified the Federal Political Department of the adhesion of the Tanganyika Territory to the Universal Postal Convention, signed at Madrid on November 30, 1920.

The Legation adds that, as regards the payment of its share in the general expenses of the International Bureau, the Tanganyika Territory is to be regarded as forming part of the "group of other British Dominions, Colonies and Protectorates", mentioned in § 5 (Class 1) of Article 37 of the Regulations for giving effect to the Universal Postal Convention.

We have the honour to bring these facts to the notice of Your Excellency in accordance with the provisions of § 2 of Article 26 of the Universal Postal Convention.

We beg Your Excellency to take note of this communication and to acknowledge its receipt, and have the honour to be, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) Dr. HAAB,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs.

DÉCLARATIONS.

JAPON.

MINISTERIO DE ESTADO.
4 a. CANCELLERIA.

Le soussigné, Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat certifie : Que la Légation du Japon a présenté une déclaration datée le 13 février 1922 portant que les ratifications déposées sur la Convention Postale Universelle, la Convention concernant l'échange des colis postaux et les Arrangements concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, le service des mandats de poste et le service des virements postaux ainsi que les protocoles qui s'y rapportent valent à la fois pour le Japon, le Chosen et l'ensemble des autres dépendances japonaises.

En foi de quoi est délivré le présent certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires des deux Conventions et cinq Arrangements conclus à Madrid à l'occasion du VII^e Congrès de l'Union Postale Universelle, ainsi qu'au Bureau International de la dite Union et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid le vingt sept mars mil neuf cent vingt-deux.

E. DE PALACIOS.

Copie certifiée conforme :

Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,
E. DE PALACIOS.

BELGIQUE.

MINISTERIO DE ESTADO.
4 a. CANCELLERIA.

Le soussigné Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat certifie : Que l'Ambassade de Belgique a présenté une déclaration datée le 22 mars 1922 portant que la ratification déposée sur la Convention Postale Universelle, ainsi que sur le protocole final et règlement, vaut à la foi pour la Belgique et la Colonie du Congo belge.

En foi de quoi est délivré le présent certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires des deux Conventions et cinq Arrangements conclus à Madrid à l'occasion du VII^e Congrès de l'Union Postale Universelle, ainsi qu'au Bureau International de la dite Union et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid, le vingt neuf mars mil neuf cent vingt deux.

E. DE PALACIOS.

Copie certifiée conforme :

Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,
E. DE PALACIOS.

DECLARATIONS.

JAPAN.

MINISTRY OF STATE
4th CHANCERY

The undersigned Under-Secretary of the Ministry of State certifies : That the Japanese Legation has forwarded a declaration dated February 13, 1922, to the effect that the ratifications, already deposited, of the Universal Postal Union, the Convention regarding the exchange of postal parcels and the Arrangements regarding the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, the service of money orders and the service of postal cheques, together with the Protocols relative thereto are valid alike for Japan, Korea and all the other Japanese dependencies.

In faith whereof we have delivered the present certificate, of which a certified copy will be sent to the Governments of the Signatory Powers of the two Conventions and the five Arrangements concluded at Madrid on the occasion of the 7th Congress of the Universal Postal Union, and also to the International Office of the said Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid the twenty-seventh day of March, one thousand nine hundred and twenty-two.

E. DE PALACIOS.

BELGIUM.

MINISTRY OF STATE
4th CHANCERY.

The undersigned, Under-Secretary of the Ministry of State, certifies :
That the Belgian Embassy has submitted a declaration, dated March 22, 1922, announcing that the instrument of ratification deposited in respect of the Universal Postal Convention, and also the final Protocol and the Regulations are valid both for Belgium and the Colony of the Belgian Congo.

In faith whereof we have delivered the present certificate, a true copy of which will be transmitted to the Governments of the Signatory Powers of the two Conventions and the five Arrangements, concluded at Madrid on the occasion of the VIIth Congress of the Universal Postal Union, and also to the International Office of the aforementioned Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid this twenty-ninth day of March nineteen hundred and twenty two.

E. DE PALACIOS.

PORTUGAL.

MINISTERIO DE ESTADO.
4 a CANCELLERIA.

Le soussigné Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat certifie : Que la Légation du Portugal a présenté une déclaration datée le 4 mars 1922 portant que les ratifications déposées sur les deux Conventions et cinq Arrangements signés à Madrid le 30 novembre 1920, valent à la foi pour le Portugal et les colonies portugaises de l'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie.

En foi de quoi est délivré le présent certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires des deux Conventions et cinq Arrangements conclus à Madrid à l'occasion du VII^e Congrès de l'Union Postale Universelle, ainsi qu'au Bureau International de la dite Union et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid le vingt huit mars mil neuf cent vingt deux.

E. DE PALACIOS.

Copie certifiée conforme :

Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,
E. DE PALACIOS.

No. 75. — ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES LETTRES ET DES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, SIGNÉ A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPTE le 24 décembre 1921.
ILE DE TERRE-NEUVE.
NOUVELLE-ZÉLANDE.
BULGARIE.
ETHIOPIE.

ADHÉSIONS.

ALBANIE.
ESTHONIE... .. le 10 juillet 1922.
LITUANIE à partir du 1^{er} janvier 1922.
RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN à partir du 1^{er} janvier 1922.

DÉCLARATIONS.

Du JAPON et du PORTUGAL.

(Voir plus haut n^o 74.)

PORTUGAL.

MINISTRY OF STATE
4th CHANCERY.

The undersigned, Under-Secretary of the Ministry of State certifies :

That the Portuguese Legation has submitted a declaration, dated March 4, 1922, announcing that the instruments of ratification deposited in respect of the two Conventions and five Arrangements signed at Madrid on November 30, 1920, are valid both for Portugal and the Portuguese Colonies in Africa, Asia and Oceania.

In faith whereof we have delivered the present certificate, a true copy of which will be transmitted to the Governments of the Signatory Powers of the two Conventions and the five Arrangements, concluded at Madrid on the occasion of the VIIth Congress of the Universal Postal Union, and also to the International Office of the aforementioned Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid this twenty-eighth day of March nineteen hundred and twenty-two.

E. DE PALACIOS.

No. 75. — ARRANGEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF LETTERS AND PARCELS
(BOITES) OF A DECLARED VALUE, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPT	... ..	December 24, 1921.
NEWFOUNDLAND.		
NEW ZEALAND.		
BULGARIA.		
ETHIOPIA.		

ADHESIONS.

ALBANIA.		
ESTHONIA...	... ..	July 10, 1922.
LITHUANIA	... ..	as from January 1, 1922.
REPUBLIC OF SAN MARINO	... ..	as from January 1, 1922

DECLARATIONS.

by JAPAN and PORTUGAL.

(See No. 74 above.)

No. 76. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES MANDATS DE POSTE,
SIGNÉ A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPTE le 24 décembre 1921.
SIAM.
BULGARIE.
ETHIOPIE.

ADHÉSIONS.

ALBANIE.
LETTONIE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 8 août 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, par note du 8 juillet 1922, le Gouvernement de la République de Lettonie a annoncé au Conseil fédéral suisse l'adhésion de la République de Lettonie, qui fait déjà partie de l'Union Postale Universelle, aux Actes ci-après énumérés, conclus à Madrid le 30 novembre 1920 :

- a) Arrangement concernant le service des mandats de poste.
- b) Arrangement concernant le service des virements postaux.
- c) Arrangement concernant le service des recouvrements.
- d) Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.

Cette notification Vous est faite par la présente en vertu de l'article 26 de la Convention Postale Universelle de Madrid, de l'article 10 de l'Arrangement de Madrid concernant le service des mandats de poste, de l'article 15, paragraphe 2, de l'Arrangement de Madrid concernant le service des virements postaux, de l'article 17 de l'Arrangement de Madrid concernant le service des recouvrements et de l'article 12 de l'Arrangement de Madrid concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.

La date à partir de laquelle la Lettonie exécutera les opérations postales prévues dans les Actes susmentionnés du Congrès Postal Universel de Madrid sera fixée par la Direction lettone des Postes et des Télégraphes d'accord avec le Bureau International de l'Union Postale Universelle à Berne.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) HAAB.

Le Vice-Chancelier,
KAESLIN.

A Son Excellence,
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

No. 76. — ARRANGEMENT CONCERNING MONEY ORDERS, SIGNED AT MADRID
NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPT December 24, 1921.
SIAM.
BULGARIA.
ETHIOPIA.

ADHESIONS.

ALBANIA.
LATVIA.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, August 8, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a Note dated July 8, 1922, the Government of the Latvian Republic informed the Swiss Federal Council that the Latvian Republic, which was already a party to the Universal Postal Union, had adhered to the following Acts, concluded at Madrid on November 30, 1920 :

- (a) Arrangement concerning Money Orders ;
- (b) Arrangement concerning postal cheques ;
- (c) Arrangement concerning payment on delivery ;
- (d) Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

We have the honour to inform you of the foregoing in virtue of Article 26 of the Universal Postal Convention of Madrid ; of Article 10 of the Madrid Arrangement concerning Money Orders ; of Article 15, § 2, of the Madrid Arrangement concerning postal cheques of article 17 of the Madrid Arrangement concerning payment on delivery and of Article 12 of the Madrid Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

The date as from which Latvia will carry out the postal operations provided for in the above-named Acts of the Universal Postal Congress of Madrid, will be determined by the Latvian Postal and Telegraph Authorities, in agreement with the International Bureau of the Universal Postal Union at Berne.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) HAAB,
President of the Confederation.

(Signed) KAESLIN,
Vice-Chancellor of the Confederation.

To His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

LITUANIE à partir du 1^{er} janvier 1922.
 RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN à partir du 1^{er} janvier 1922.

DÉCLARATIONS.

Du JAPON et du PORTUGAL.

(Voir plus haut n° 74.)

No. 77. — CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, SIGNÉE
 A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPTE 24 décembre 1921.
 SIAM.
 ÉQUATEUR.
 BULGARIE.
 ÉTHIOPIE.

ADHÉSIONS.

ALBANIE.
 ESTHONIE... 10 juillet 1922.
 LITUANIE à partir du 1^{er} janvier 1922.
 RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN à partir du 1^{er} janvier 1922.

DÉCLARATIONS.

Du JAPON et du PORTUGAL.

(Voir plus haut n° 74.)

No. 78. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES RECOUVREMENTS, SIGNÉ
 A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPTE 24 décembre 1921.
 ÉTHIOPIE.

ADHÉSIONS.

ALBANIE.
 LETTONIE.

LITHUANIA as from January 1, 1922.
 REPUBLIC OF SAN MARINO as from January 1, 1922.

DECLARATIONS

by JAPAN and PORTUGAL.

(See No. 74 above.)

No. 77. — CONVENTION CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS,
 SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPT December 24, 1921.
 SIAM.
 EQUADOR.
 BULGARIA.
 ETHIOPIA.

ADHESIONS.

ALBANIA.
 ESTHONIA... .. July 10, 1922.
 LITHUANIA as from January 1, 1922.
 REPUBLIC OF SAN MARINO as from January 1, 1922.

DECLARATIONS

by JAPAN and PORTUGAL.

(See No. 74 above.)

No. 78. — ARRANGEMENT CONCERNING PAYMENT ON DELIVERY, SIGNED AT
 MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPT December 24, 1921.
 ETHIOPIA.

ADHESIONS.

ALBANIA.
 LATVIA.

LITUANIE à partir du 1^{er} janvier 1922.
 RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN à partir du 1^{er} janvier 1922.

DÉCLARATION.

Du PORTUGAL.

(Voir plus haut nos 74 et 76.)

No. 79. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, SIGNÉ A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPTE 24 décembre 1921.
 BULGARIE.

ADHÉSIONS.

ALBANIE.
 LETTONIE.
 LITUANIE à partir du 1^{er} janvier 1922.
 RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN à partir du 1^{er} janvier 1922.

DÉCLARATION.

Du PORTUGAL.

(Voir plus haut nos 74 et 76.)

No. 80. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES VIREMENTS POSTAUX, SIGNÉ A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATION.

ETHIOPIE.

ADHÉSIONS.

ALBANIE.
 LETTONIE.
 LITUANIE à partir du 1^{er} janvier 1922.
 RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN à partir du 1^{er} janvier 1922.

DÉCLARATIONS.

Du JAPON et du PORTUGAL.

(Voir plus haut nos 74 et 76.)

LITHUANIA as from January 1, 1922.
 REPUBLIC OF SAN MARINO as from January 1, 1922.

DECLARATION.

by PORTUGAL.

(See Nos. 74 and 76 above.)

No. 79. — ARRANGEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

EGYPT December 24, 1921.
 BULGARIA.

ADHESIONS.

ALBANIA.
 LATVIA.
 LITHUANIA as from January 1, 1922.
 REPUBLIC OF SAN MARINO as from January 1, 1922.

DECLARATION

by PORTUGAL.

(See Nos. 74 and 76 above.)

No. 80. — ARRANGEMENT CONCERNING THE SERVICE OF POSTAL CHEQUES, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATION.

ETHIOPIA.

ADHESIONS.

ALBANIA.
 LATVIA.
 LITHUANIA as from January 1, 1922.
 REPUBLIC OF SAN MARINO as from January 1, 1922.

DECLARATIONS.

by JAPAN and PORTUGAL.

(See Nos. 74 and 76 above.)

No. 81. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE, RELATIF A LA RESTITUTION DES BATEAUX ALLEMANDS RETENUS JUSQU'ICI PAR LE GOUVERNEMENT POLONAIS, SIGNÉ A BROMBERG LE 2 NOVEMBRE 1920.

Cet Arrangement est entré en vigueur le jour de sa signature, le 2 novembre 1920

No. 82. — PROTOCOLE² SUR L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD GERMANO-POLONAIS SUR L'ÉCHANGE DES PRISONNIERS, SIGNÉ A BERLIN LE 23 NOVEMBRE 1920.

Ce Protocole est entré en vigueur le jour de sa signature, le 23 novembre 1920.

No. 102. — AGREEMENT³ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND PERSIA MODIFYING THE COMMERCIAL CONVENTION OF FEBRUARY 9, 1903. TEHRAN, MARCH 21, 1920.

Denunciation by the Commonwealth of Australia.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office on July 10, 1922.

BRITISH LEGATION.

TEHRAN, February 18, 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I am directed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform the Persian Government that the government of the Commonwealth of Australia, being no longer desirous of being bound by the existing commercial Treaties with Persia, has requested that notice may be given of its withdrawal from the Agreement of March 21st 1920 modifying the commercial Convention between the United Kingdom and Persia of February 9th 1903.

This step the Commonwealth Government is empowered to take in view of the second paragraph of Article 11 of the 1903 Convention and paragraph 3 of the 1920 Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

(Signed) PERCY LORAINÉ.

His Excellency,
HAKIM UL MULK,
Minister for Foreign Affairs.

¹ Voir vol. II, page 277 de ce Recueil.

² Voir vol. II, page 295 de ce Recueil.

³ Voir vol. IV, page 47 de ce Recueil.

No. 81. — AGREEMENT¹ BETWEEN GERMANY AND POLAND CONCERNING THE RESTITUTION OF GERMAN SHIPS WHICH HAVE, UP TO THE PRESENT, BEEN DETAINED BY THE POLISH GOVERNMENT, SIGNED AT BROMBERG, NOVEMBER 2, 1920.

This Agreement came into force on the date of its signature, November 2, 1920.

No. 82. — PROTOCOL² GIVING EFFECT TO THE GERMAN-POLISH AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF PRISONERS, SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 23, 1920.

This Protocol came into force on the date of its signature, November 23, 1920.

No. 102. — ACCORD³ ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LA PERSE PORTANT MODIFICATION A LA CONVENTION COMMERCIALE DU 9 FÉVRIER 1903. TEHERAN, LE 21 MARS 1920.

Dénonciation par le Commonwealth d'Australie.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 10 juillet 1922.

⁴ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION BRITANNIQUE.

TEHERAN, le 18 février 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je suis chargé par le Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté d'informer le Gouvernement persan que le Gouvernement du Commonwealth australien désire ne pas être lié plus longtemps par les traités commerciaux existant avec la Perse. Il compte cesser de participer à l'Accord du 21 mars 1920, modifiant la Convention commerciale du 9 février 1903 entre le Royaume-Uni et la Perse, et demande que notification soit donnée de cette décision.

Le Gouvernement du Commonwealth a la faculté de prendre cette décision aux termes du deuxième paragraphe de l'article 11 de la Convention de 1903 et du paragraphe 3 de l'Accord de 1920.

Je suis heureux de saisir cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) PERCY LORAINÉ.

A Son Excellence

HAKIM UL MULK,

Ministre des Affaires étrangères.

¹ See vol. II, page 277 of this Series.

² See vol. II, page 295 of this Series.

³ See vol. IV, page 47 of this Series.

⁴ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

⁴ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

*Denunciation by Canada.**Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office on July 10, 1922.*

BRITISH LEGATION.

TEHRAN, February 18, 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I am directed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform the Persian Government that the Canadian government, being no longer desirous of being bound by the existing commercial Treaties with Persia, has requested that notice may be given of its withdrawal from the Agreement of March 21st 1920 modifying the commercial Convention between the United Kingdom and Persia of February 9th, 1903.

This step the Canadian government is empowered to take in view of the second paragraph of Article II of the 1903 Convention and paragraph 3 of the 1920 Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

(Signed) PERCY LORAINÉ.

His Excellency,
HAKIM UL MULK,
Minister for Foreign Affairs.

*Dénonciation par le Canada.**Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 10 juillet 1922.*

LÉGATION BRITANNIQUE.

TEHERAN, le 18 février 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je suis chargé par le Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté d'informer le Gouvernement persan que le Gouvernement du Canada désire ne pas être lié plus longtemps par les traités commerciaux existant avec la Perse. Il compte cesser de participer à l'Accord du 21 mars 1920, modifiant la Convention commerciale du 9 février 1903 entre le Royaume-Uni^e et la Perse, et demande que notification soit donnée de cette décision.

Le Gouvernement du Canada a la faculté de prendre cette décision aux termes du deuxième paragraphe de l'article II de la Convention de 1903¹ et du paragraphe 3 de l'Accord de 1920.

Je suis heureux de saisir cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de ma haute considération.

(Signé) PERCY LORAINÉ.

A Son Excellence
HAKIM UL MULK,
Ministre des Affaires étrangères.

No. III. — CONVENTION¹ ENTRE LE CHILI ET LA SUÈDE CONCERNANT L'INSTITUTION D'UNE COMMISSION PERMANENTE D'ENQUÊTE ET DE CONCILIATION, SIGNÉE A STOCKHOLM LE 26 MARS 1920.

Communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Suède le 14 août 1922.

No. III. — CONVENTION¹ BETWEEN CHILE AND SWEDEN CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF A PERMANENT ENQUIRY AND CONCILIATION COMMISSION, SIGNED AT STOCKHOLM ON MARCH 26, 1920.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of Sweden on August 14, 1922.

TEXTE SUÉDOIS — SWEDISH TEXT.

STOCKHOLM, den 3 Juli 1922.

ERS EXCELLENS,

Ers Excellens har i sin ärade skrivelse av den 27 Juni d. å. framhållit önskvärdheten av, att genom en notväxling mellan chilenska och svenska Regeringarne fastslå, att ehuru^e samtliga ledamöter i den svensk-chilenska nämnden för undersöknings- och förlikningsförfarande icke blivit utsedda sex månader efter utväxlingen av ratifikationerna av den svensk-chilenska konventionen av den 26 Mars 1920, denna omständighet icke skall anses utgöra något hinder mot, att nämnden betraktas såsom i överensstämmelse med konventionen vederbörligen konstituerad.

Den chilenska Regeringen inser till fullo önskvärdheten av den ifrågasatta notväxlingen, och har jag, på grund härav, äran förklara :

att Republiken Chiles Regering är av den åsikt, att det ovanberörda överskridandet av tiden

¹ Voir vol. IV, page 271 de ce Recueil.

¹ See vol. IV, page 271 of this Series.

för utseendet av nämndens ledamöter icke må anses utgöra något hinder mot giltigheten av nämndens sammansättning.

Mottag, Ers Excellens, försäkran om min utomordentliga högaktning.

(Undert.) A. C. SCHÖNMEYR.

Till Hans Excellens,
Ministern för Utrikes Ärendena ad interim, Statsrådet
och Chefen för Justitiedepartementet m. m.
Herr ASSAR ÅKERMAN, Utrikesdepartementet.

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères
le 7 août 1922.

Le Secrétaire Général, p. i. :
(signé) HOJER.

STOCKHOLM, den 3 augusti 1922.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES,

Åberopande Eder skrivelse den 3 nästlidne juli har jag äran härmed förklara att svenska regeringen delar chilenska regeringens uppfattning att överskridandet av tiden för utseendet av ledamöterna av den förliknings- och undersökningsnämnd, som skall tillsättas i enlighet med överenskommelsen mellan Sverige och Republiken Chile den 26 mars 1920 icke må anses utgöra något hinder mot giltigheten av nämndens sammansättning.

Mottag, Herr Chargé d'Affaires, försäkran om min fullkomligaste högaktning.

(Undert.) BRANTING.

Herr SCHÖNMEYR,
Chilensk Chargé d'Affaires,
etc. etc.

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères
le 7 août 1922.

Le Secrétaire général p. i. :
(signé) HOJER.

¹ TRADUCTION.

STOCKHOLM, 3 juillet 1922.

EXCELLENCE,

Dans votre lettre du 27 juin dernier, vous avez fait ressortir qu'il serait désirable d'établir, au moyen d'un échange de notes entre les Gou-

¹ TRANSLATION.

STOCKHOLM, July 3, 1922.

EXCELLENCY,

In your letter of June 27 last, you pointed out that it would be desirable to establish, by means of an exchange of notes between the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

vernements chilien et suédois que, même si tous les membres de la Commission d'enquête et de conciliation suédo-chilienne n'étaient pas désignés dans les six mois après l'échange des ratifications de la Convention entre la Suède et le Chili du 26 mars 1922, cette circonstance ne pourrait en aucune façon empêcher que la Commission soit considérée comme dûment constituée conformément à la Convention.

Le Gouvernement chilien est tout à fait d'avis qu'un tel échange de notes est désirable, et j'ai donc l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République chilienne estime que le prolongement indiqué ci-dessus du délai pour la désignation des membres de la Commission, ne doit pas être considéré comme portant en quoi que ce soit atteinte à la validité de la Constitution de la Commission.

Veillez agréer, etc...

(Signé) A. C. SCHÖNMEYR.

A Son Excellence

Monsieur ASSAR ÅKERMAN,
Ministre des Affaires étrangères par intérim,
Conseiller d'Etat et Chef du Département de la Justice
au Ministère des Affaires étrangères.

STOCKHOLM, le 3 août 1922.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre lettre du 3 juillet, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement suédois partage l'opinion du Gouvernement chilien que le prolongement du délai pour la désignation des membres de la Commission, ne doit pas être considéré comme portant en quoi que ce soit atteinte à la validité de la constitution de la Commission.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, etc.

(Signé) BRANTING.

M. SCHÖNMEYR,
Chargé d'Affaires du Chili,
etc. etc.

Chilian and Swedish Governments, that even if all the Members of the Swedish-Chilian Inquiry and Conciliation Commission should not be appointed within six months after the exchange of ratifications of the Swedish-Chilian Convention of March 26, 1920, this circumstance should not be held to invalidate the view that the said Commission has been properly constituted in conformity with the Convention.

The Chilian Government entirely agrees that such an exchange of notes would be desirable, and I have therefore the honour to inform you that :

The Government of the Chilian Republic is of the opinion that the above-mentioned postponement of the date for the appointment of Members of the Committee should not be regarded as detracting from the validity of the constitution of the Committee.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. C. SCHÖNMEYR.

His Excellency

M. ASSAR ÅKERMAN,
Minister for Foreign Affairs ad interim,
Privy Councillor and Director of the
Department of Justice,
Foreign Office.

STOCKHOLM, August 3, 1922.

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In reply to your letter of July 3rd last, I have the honour to inform you that the Swedish Government shares the Chilian Government's view that the postponement of the date for the appointment of the Members of the Inquiry and Conciliation Commission, which is to be formed in conformity with the Convention between Sweden and the Republic of Chili of March 26, 1920, should not be regarded as detracting from the validity of the constitution of this Commission.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BRANTING.

M. SCHÖNMEYR,
Chilian Chargé d'Affaires,
etc. etc.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 113. — PACTO DE UNION¹ DE CENTRO AMÉRICA CELEBRADO EN SAN JOSÉ DE COSTA RICA EB 19 DE ENERO DE 1921.

*Communiqué par le Ministre des
Affaires étrangères de la République du Salvador
le 23 mars 1922.*

*Communicated by the Minister
for foreign Affairs of the Republic of Salvador
von March 23, 1922.*

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.
REPUBLICA DE EL SALVADOR C. A.

PALACIO NACIONAL,
SAN SALVADOR, 6 de febrero de 1922.

Tengo a honra comunicarle, para los efectos consiguientes, que la Honorable Asamblea Nacional, con fecha 4 del corriente mes, ha emitido el Decreto Legislativo que dice :

La Asamblea Nacional Legislativa de el Salvador

Por Cuanto :

No haberse organizado los Poderes Federales en el tiempo determinado por la Constitución de la República de Centroamerica y ser manifiesta la imposibilidad de poder realizarse la organización de dichos Poderes, según se desprende del Decreto Nº 14 dado por el Consejo Federal Provisional en la ciudad de Tegucigalpa, a los veintinueve dias de enero ultimo.

Considerando :

que las causales enteriores impiden indefinidamente el cumplimiento de las estipulaciones del Pacto de Unión celebrado en San José de Costa-Rica, a diez y nueve de enero de mil novecientos veintiumo y por tal razón, no suspenden sino ponen termino a la vigencia de la Constitución Federal que — como consecuencia oel Pacto — fue promulgada en la ciudad de Tegucigalpa a nueve de septiembre del mismo año.

Por tanto :

en uso de sus facultades y siendo un deber del Poder Publico sostener la vida constitucional de la República.

Decreta :

Articulo 1º.

La República de El Salvador reasume la plenitud de la soberania que le corresponde conforme a su Constitución Política de 13 de agosto de 1886, en todo cuanto esta haya sido afectada por el Pacto de Unión y la Constitución Federal de que se ha hecho referencia.

Articulo 2º.

El presente decreto tendra fuerza de ley desde el dia de su publicación y queda encargado el Poder Ejecutivo de darle pleno cumplimiento.

¹ Voir vol. V, page 9 de ce Recueil.

¹ See vol. V, page 9 of this Series.

Dado en el Salon de Sesiones del Poder Legislativo. Palacio Nacional : San Salvador, a cuatro de febrero de mil novecientos vientosdos.

D. GONZALEZ, *Presidente*. — RAFAEL JUSTINIANO HIDALGO, *Vice-presidente*. — J. ANGEL RECINOS. — PEDRO C. ARRAZOLA. — RAFAEL MORAN. — G. LEMUS. — H. M. PALOMO. — MANUEL ARTURO CHAVEZ. — C. BONILLA RIVAS. — VICENTE RODRIGUEZ, G. — MANL. FUNES. — SILVERIO HENRIQUEZ. — F. S. TOBIAS. — FRANCO J. ARBIZU. — D. TURCIOS, h. — J. S. ARGUETA. — MIGUEL H. FUNES. — I. GRANDE. — J. S. PACHECO. — J. HECTOR LARIOS. — P. P. MORENO. — FABIO ALVAREZ, A. — J. M. AREVALO PINO. — J. ARANGO. — A. ESCOTO. — M. CABEZAS. — MIGUEL A. SORIANO, 1^{er} Srio. — ALFONSO RUIZ, 2^o Srio. — JOAQUIN CORTES, 1^{er}, Pro-Srio. R. ARAUJO, A., 2^o Pro-Srio.

Palacio Nacional : San Salvador, 4 de febrero de 1922.

Ejecútese : JORGE MELENDEZ, — El Ministro de Relaciones Exteriores, Instrucción Pública y Justicia. JUAN FRANCO PAREDES, — El Subsecretario de Gobernacion, Fomento y Agricultura, encargado del Despacho. A. ARGUELLO L., — El Subsecretario de Hacienda, Crédito Público y Beneficencia, encargado del Despacho. EM. ARTURO GONZALEZ, — El Ministro de Guerra y Marina. — P. ROMERO BOSQUE.

Con tal motivo, me es honroso reiterarle el homenaje de mi elevada consideracion.

R. ARRIETA ROSSI.

Honorable señor
Secretario general de la
Liga de las Naciones,
Ginebra-Suiza.

No. 113. — PACTE D'UNION DE L'AMÉRIQUE DU CENTRE, SIGNÉ A SAN JOSÉ DE COSTA RICA, LE 19 JANVIER 1921.

¹TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
RÉPUBLIQUE DU SALVADOR
(Amérique centrale).

SAN SALVADOR, le 6 février 1922.
PALAIS NATIONAL,

J'ai l'honneur de vous faire savoir, à toutes fins utiles, que l'honorable Assemblée nationale,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 113. — COVENANT OF UNION OF CENTRAL AMERICA, SIGNED AT SAN JOSÉ DE COSTA RICA, JANUARY 19, 1921.

¹TRANSLATION.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS
REPUBLIC OF SALVADOR.
(Central America.)

PALACIO NACIONAL
SAN SALVADOR, February 6, 1922.

I have the honour to inform you, as below, that the National Assembly, on the 4th of this

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

à la date du 4 courant, a voté un décret législatif ainsi conçu :

L'Assemblée Nationale législative du Salvador

Etant donné :

que les Pouvoirs fédéraux n'ont pu être organisés dans le délai fixé par la Constitution de la République d'Amérique centrale et que l'organisation de ces Pouvoirs apparaît comme manifestement impossible, ainsi qu'il résulte du décret N° 14, promulgué par le Conseil Fédéral provisoire, en la ville de Tegucigalpa, le 29 janvier dernier ;

Considérant :

que les circonstances rappelées ci-dessus sont de nature à faire indéfiniment obstacle à l'exécution des stipulations du Pacte d'Union, conclu à San José de Costa-Rica le 19 janvier 1921, et que, pour cette raison, elles suspendent et même abrogent les dispositions de la Constitution, promulguée, comme conséquence du Pacte, le 9 septembre de la même année, à Tegucigalpa ;

Pour ces raisons :

dans l'exercice de ses facultés et dans l'accomplissement du devoir qui impose aux pouvoirs publics l'obligation de maintenir l'existence constitutionnelle de la République,

Décète :

Article 1.

La République du Salvador reprend la pleine et entière disposition de la souveraineté qui lui appartient aux termes de sa constitution politique du 13 août 1886, dans tous les cas où cette souveraineté a été affectée par le Pacte d'Union et la Constitution fédérale visés ci-dessus.

Article 2.

Le présent décret aura force de loi à partir du jour de sa publication ; le pouvoir exécutif est chargé d'en assurer la pleine exécution.

month, promulgated a Legislative Decree as follows :

The National Legislative Assembly of Salvador

Whereas :

The Federal organisation has not been completed within the period fixed by the Constitution of the Republic of Central America, and it has become clear that it will be impossible to establish and draw up the said Powers within the meaning of Decree No. 14 published by the Provisional Federal Council in the city of Tegucigalpa on the twenty-fifth day of January last.

And whereas :

the above-mentioned considerations prevent for an indefinite period of time the putting into force of the stipulations of the Covenant of Union, signed at San José de Costa Rica, on the twenty-ninth of January in the year nineteen hundred and twenty-one, and consequently not merely suspend, but put an end to the force of the Federal Constitution which, in pursuance of the above-mentioned Covenant — was promulgated in the city of Tegucigalpa on the ninth of September in the same year.

Be it known :

that the State Authorities, in pursuance of its rights and in virtue of its duty to uphold the constitutional life of the Republic.

Decrees :

Article 1.

The Republic of Salvador resumes the full sovereign rights which it possesses in conformity with its political Constitution of August 13, 1886, in all respects in which these have been affected by the Covenant of Union and the Federal Constitution referred to above.

Article 2.

The present decree will have the force of law from the day of its publication, and the Executive Authorities are required to ensure its execution in full.

Fait en la salle des séances du pouvoir législatif. Palais National : San Salvador, le quatre février mil neuf cent vingt-deux.

D. GONZALEZ, *Président*. — RAFAEL JUSTINIANO HIDALGO, *Vice-Président*. — J. ANGEL RE-CINOS. — PEDRO C. ARR-AZOLA. — RAFAEL MORAN. — G. LEMUS. — H. M. PALOMO. — MANUEL ARTURO CHAVEZ. — C. BONILLA RIVAS. — VICENTE RODRIGUEZ, G. — MANL. FUNES. — SILVERIO HENRI-QUEZ. — F. S. TOBIAS. — FRANCO J. ARBIZU. — D. TUR-CIOS h. — J. S. ARGUETA. — MIGUEL H. FUNES. — I. GRANDE. — J. S. PACHECO. — J. HECTOR LARIOS. — P. P. MORENO. — FABIO ALVAREZ, A. — J. M. ARÈVALO PINO. — J. ARANGO. — A. ESCOTO. — M. CABEZAS. — MIGUEL A. SORIANO, 1^{er} Secrétaire. — ALFONSO RUIZ, 2^e Secrétaire. — JOAQUIN CORTES, 1^{er} Secrétaire-Adjoint. — R. ARAUJO, A., 2^e Secrétaire-Adjoint

Palais National : San Salvador,
le 4 février 1922.

Pour exécution : JORGE MELENDEZ — le Ministre des Affaires étrangères, de l'Instruction publique et de la Justice. JUAN FRANCO PAREDES — le Sous-Secrétaire de l'Intérieur, du Commerce et de l'Agriculture, chargé de l'interim du Département. A. ARGUELLO L. — le Sous-Secrétaire des Finances, du Crédit Public et de la Bienfaisance, chargé de l'interim du Département. EM. ARTURO GONZALEZ, — le Ministre de la guerre et de la marine. — P. ROMERO BOSQUE.

Veillez agréer l'assurance renouvelée de ma Considération très distinguée.

(Signé) R. ARRIETA ROSSI.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations
Genève (Suisse.)

Given in the Assembly Chamber of the Legislative Power. Palacio Nacional : San Salvador, this fourth day of February in the year nineteen hundred and twenty-two.

D. GONZALEZ, *President*. — RAFAEL JUSTINIANO HIDALGO, *Vice-President*. — J. ANGEL RE-CINOS. — PEDRO C. ARR-AZOLA. — RAFAEL MORAN. — G. LEMUS. — H. M. PALOMO. — MANUEL ARTURO CHAVEZ. — C. BONILLA RIVAS. — VI-CENTE RODRIGUEZ, G. — MANL. FUNES. — SILVERIO HENRI-QUEZ. — F. S. TOBIAS. — FRANCO J. ARBIZU. — D. TUR-CIOS, h. — J. S. ARGUETA. — MIGUEL H. FUNES. — I. GRANDE. — J. S. PACHECO. — J. HECTOR LARIOS. — P. P. MORENO. — FABIO ALVAREZ, A. — J. M. ARÈVALO PINO. — J. ARANGO. — A. ESCOTO. — M. CABEZAS. — MIGUEL A. SORIANO, 1st Secretary. — ALFONSO RUIZ, 2nd Secretary. — JOAQUIN CORTES, 1st acting Secretary. — R. ARAUJO, A., 2nd acting Secretary.

Palacio Nacional : San Salvador,
February 4, 1922.

To enter into force, JORGE MELENDEZ, — the Minister for Foreign Affairs, Education, and Justice. JUAN FRANCO PAREDES, — the Under-Secretary for the Interior, Public Works and Agriculture, acting as Minister. A. ARGUELLO L., — the Under-Secretary for Commerce, Public Credits and Charitable Institutions, acting as Minister. EM. ARTURO GONZALEZ, — the Minister of War and the Navy, — P. ROMERO BOSQUE.

I have the honour etc.,

(Signed) R. ARRIETA ROSSI.

To the Secretary-General
of the League of Nations,
Geneva, (Switzerland.)

N^o 122. — ACCORD ADDITIONNEL¹ A L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, CONCLU LES 22 AOUT-14 SEPTEMBRE 1903 ENTRE L'ADMINISTRATION POSTALE DU ROYAUME UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET L'ADMINISTRATION POSTALE DU DANEMARK, SIGNÉ A LONDRES LE 6 JUILLET 1920, A COPENHAGUE LE 20 AOUT 1920.

Présenté à l'enregistrement par le Ministre du Danemark à Berne le 14 septembre 1922.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE I, § 4, DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION, 12 AOUT, 4 SEPTEMBRE, 12 OCTOBRE, 4 NOVEMBRE 1920, 3 JANVIER 1921,

Communiqué par le Ministre du Danemark à Berne le 14 septembre 1922.

GENERAL POST OFFICE.

LONDON, E. C. 1., August 12, 1920.

SIR,

Adverting to recent correspondence regarding the establishment of an exchange between our two Countries of parcels marked for the collection of Trade Charges, I am directed by the Postmaster General to state that the experience of the working of the new service which has been gained by this Office during the past six months points to the desirability of a modification of paragraph 4 of Article I of the Detailed Regulations for carrying out the relative Agreement.

The paragraph in question, which relates to the disposal of undelivered parcels, gives the sender only the option of asking that an undelivered Cash on Delivery parcel may be abandoned or returned to him at his expense ; but there is a public demand here for an arrangement under which such a parcel might be delivered at a second address in the Country of destination, and apparently an arrangement of this kind might be made without difficulty. It is accordingly suggested that paragraph 4 of Article I of the Detailed Regulations should be cancelled, and replaced by a paragraph in the following terms :

“(4) The sender of parcel posted under this arrangement may request, at the time of posting, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may either be treated as abandoned or tendered for delivery at a second address in the Country of destination. If the sender avails himself of this facility his request must be written on the parcel and the relative Despatch Note, and must be in the following form :

If this parcel is undeliverable to the addressee it should be

(a) considered as abandoned,

(b) after seven days tendered for delivery to

(The alternative not required should be struck out.)

In the absence of a definite request for abandonment, a parcel which is undeliverable at the original address or at the alternative address (if one is furnished) within a period of 15 days shall be returned to the sender, without previous notification, at his expense.”

It seems desirable that a time limit should be imposed, at the expiration of which a parcel which has been refused by both the first and the second addressee should be treated as finally

¹ Voir vol. V, page 129 de ce Recueil.

No. 122. — AGREEMENT ADDITIONAL¹ TO THE AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS CONCLUDED ON THE 22 OF AUGUST - 14 SEPTEMBER 1903, BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND THE POST OFFICE OF DENMARK, SIGNED AT LONDON JULY 6, 1920, AT COPENHAGEN AUGUST 20, 1920.

Presented for registration by the Danish Minister at Berne on September 14, 1922.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO AN AMENDMENT TO ARTICLE I, PARAGRAPH 4, OF THE DETAILED REGULATIONS. AUGUST 12, SEPTEMBER 4, OCTOBER 12, NOVEMBER 4, 1920, JANUARY 3, 1921.

Communicated by the Danish Minister at Berne September 14, 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ADMINISTRATION CENTRALE
DES POSTES.

LONDRES, le 12 août 1920.

MONSIEUR,

Me référant à une correspondance récente, relative à la création d'un service d'échange de colis contre remboursement entre nos deux Gouvernements, je suis chargé par le Directeur général des postes de vous informer que l'expérience acquise dans le fonctionnement du nouveau service, au cours des 6 mois écoulés, a fait constater qu'il conviendrait de modifier le paragraphe 4 de l'article 1 du Règlement détaillé pour l'application de l'Accord qui régit ce service.

Ce paragraphe, qui vise la destination à donner aux colis non délivrés, ne laisse d'autre alternative à l'expéditeur que celle de faire abandon du colis expédié contre remboursement, lorsqu'il n'a pu être livré, ou de se le faire réexpédier à ses frais. D'autre part, le public dans ce pays désirerait voir introduire une disposition, aux termes de laquelle ledit colis pourrait être livré à une seconde adresse, dans le pays destinataire. Il ne semble pas que des dispositions de ce genre puissent soulever des difficultés. En conséquence, il est proposé d'annuler le paragraphe 4 de l'article I du Règlement détaillé et de le remplacer par un paragraphe conçu comme suit :

« (4) L'expéditeur d'un colis envoyé conformément au présent arrangement peut demander, lors de l'expédition, que ce colis, s'il ne peut être livré à l'adresse indiquée, soit considéré comme colis abandonné ou soit livré à une seconde adresse dans le pays de destination. Si l'expéditeur se prévaut de ce droit, sa demande à cet effet devra figurer par écrit sur le colis, ainsi que sur la feuille d'expédition, selon la formule suivante :

« Si le présent colis ne peut être livré au destinataire, il devra :

- a) être considéré comme abandonné ;
- b) être livré après 7 jours à

(barrer la formule non utilisée).

En l'absence d'une demande formelle d'abandon, tout colis qui ne peut être livré à l'adresse primitive ou, le cas échéant, à la nouvelle adresse, dans un délai de 15 jours, fera retour à l'expéditeur sans préavis et à ses frais.»

Il y a lieu, semble-t-il, de fixer un délai à l'expiration duquel le colis refusé à la fois par le premier et par le second destinataires, devra être considéré comme ne pouvant définitivement être

¹ See vol. V, page 129 of this Series.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

undeliverable and returned to the sender. It is proposed that this limit should be fixed of 15 days in the case of parcels for delivery in the United Kingdom ; but is recognised that the same period might not be equally convenient in the case of parcels for delivery in other Countries, and it would, of course, be left to each Administration to fix the period in accordance with its own regulations.

The alteration of practice suggested would result in an economy of time and labour, and would meet the wishes of persons making use of the Cash on Delivery service ; and the Postmaster General would be glad to learn that you agree to its adoption in the service between our two Countries. In that case, the formal modification of the relative Agreement would seem to be unnecessary in view of the provisions of Article 10, which reserves to the two Administrations the right of modifying measures of detail in accordance with the needs of the service ; and it is accordingly suggested that the change of practice should be allowed to rest on the basis of this correspondence.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant

(The Undersigned)

for the Secretary

in fidem :

HOLLNAGEL JENSEN.

ROYAUME DE DANEMARK,
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

COPENHAGUE, le 4 septembre 1920.

MONSIEUR,

Me référant à votre lettre, N° 84802/20 du 12 août dernier, par laquelle vous avez bien voulu me proposer d'apporter la modification indiquée dans votre lettre au § 4 de l'article 1 du règlement d'exécution de l'Arrangement additionnel conclu le 6 juillet/20 août 1920 en adhésion à l'Arrangement concernant l'échange des colis postaux entre nos deux pays. En réponse, j'ai l'avantage de vous informer que j'adhère volontiers à votre proposition et je viens de donner aux bureaux de poste danois toutes instructions utiles à cet égard.

Je me rallie aussi à votre manière de voir que la modification peut être effectuée seulement par cette correspondance.

Pour votre usage éventuel, vous trouverez, sous ce pli, une traduction danoise du texte du paragraphe dont il s'agit.

Je vous prie, pour finir, de vouloir bien me faire parvenir quelques exemplaires du texte imprimé de l'Arrangement additionnel joint à votre lettre, N° 107574/19 du 15 juillet dernier.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général

(Signature)

in fidem :

HOLLNAGEL JENSEN.

The Secretary,
General Post Office
London E. C. 1.

livré, et sera renvoyé à l'expéditeur. Il est proposé de fixer un délai de 15 jours, pour les colis à livrer dans le Royaume-Uni. Toutefois, ce délai pourrait évidemment ne pas convenir aussi bien, dans le cas de colis expédiés contre remboursement dans d'autres pays, et il appartiendra, par conséquent, à l'Administration de chaque pays de fixer ce délai conformément à son règlement.

Cette nouvelle procédure permettrait de réaliser une économie de temps et de main d'œuvre, et donnerait satisfaction aux personnes qui utilisent le service de livraison contre remboursement. Le Directeur général des Postes serait heureux d'apprendre que vous êtes d'accord pour adopter cette mesure dans le service commun à nos deux pays. En pareil cas, il semblerait inutile de modifier officiellement l'accord relatif à ce sujet, étant données les dispositions de l'article 10, qui réservent aux deux Administrations le droit de modifier les mesures de détail selon les besoins du service. En conséquence, il est proposé que la modification proposée soit considérée comme opérante, du fait du présent échange de notes.

Veuillez agréer, etc

Pour le Secrétaire.
(Signé)

KINGDOM OF DENMARK,
MINISTRY OF PUBLIC WORKS,
OFFICE OF THE DIRECTOR OF POSTS.

COPENHAGEN, *September 4, 1920.*

SIR,

With reference to your letter No. 84802/20, dated August 12 last, in which you were good enough to propose to me to amend Paragraph 4 of Article 1 of the Executive regulations to the Supplementary Agreement concluded on July 6/August 20, 1920, in pursuance of the agreement concerning the exchange of postal parcels between our two countries, I have the honour to inform you in reply that I readily agree to your proposal and have just given all Danish post offices the necessary instructions for putting it into effect.

I also agree with your view that the amendment should be carried out only by means of this correspondence.

You will find enclosed herewith a Danish translation of the paragraph in question, should you require it.

In conclusion, I would beg you to be good enough to forward to me a few copies of the Printed text of the Supplementary Agreement enclosed with your letter No. 107574/19 dated July 15, last.

I have the honour to be, etc.

Director of Posts.
(Signed)

To the Secretary,
General Post Office,
London E. C. 1.

GENERAL POST OFFICE,

LONDON, E. C. 1. *October 12, 1920.*

SIR,

I am directed to acknowledge with thanks the receipt of your letter of the 4th of last month, No. 7653 III B, intimating that you agree to the proposed modification of paragraph 4 of Article I of the Detailed Regulations for carrying out the Agreement governing the exchange between our two countries of parcels marked for the collection of Trade Charges, and that you accept the Postmaster General's suggestion that the change of practice should be allowed to rest on the basis of this correspondence.

In the Danish text of the revised paragraph which you were good enough to forward, the period of retention in Denmark of a Cash on Delivery parcel bearing alternative addresses which is not accepted by either addressee is given as 5 days ; but the Postmaster General assumes that this is a clerical error, and that a parcel of this nature will actually be retained by your Administration for 15 days before being treated as finally undeliverable and returned to the sender, as suggested in the text of the paragraph contained in my letter of the 12th August last. If this assumption is correct, the Postmaster General will be obliged if you will kindly state for what portion of this period such a parcel will be held at the disposal of the first addressee before being offered to the second.

Six printed copies of the Agreement relative to the exchange of Cash on Delivery parcels between Denmark and the United Kingdom are enclosed herewith, in compliance with your request.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient Servant,

L. SIMON,
for the Secretary.

In fidem :
HOLLNAGEL JENSEN.

The Director General of Posts,
Copenhagen.

ROYAUME DE DANEMARK.
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.
DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

COPENHAGUE, *le 4 novembre 1920.*

MONSIEUR,

Par votre lettre du 12 octobre dernier, N° 84802/20 vous avez bien voulu me proposer d'apporter des modifications à l'article 1, § 4 du règlement d'exécution de l'Arrangement additionnel conclu entre nos deux Administrations le 6 juillet/20 août 1920 en rapport de la Convention concernant l'échange des colis postaux entre nos deux pays.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer qu'il est dû à une erreur que, dans la traduction danoise du paragraphe jointe à ma lettre du 4 septembre dernier, le délai est indiqué à « 5 jours ». Comme vous m'avez fait remarquer, ce délai doit être « 15 jours ».

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

LONDRES E. C. I., 12 octobre 1920.

MONSIEUR,

Je suis chargé d'accuser réception de votre lettre du 4 septembre N^o 7653/III B par laquelle vous me faites savoir que vous êtes d'accord sur la modification proposée au paragraphe 4 de l'article I du règlement détaillé pour l'application de l'accord relatif à l'échange entre nos deux pays de colis expédiés contre remboursement et que vous acceptez la proposition du Directeur général des Postes tendant à ce que la modification proposée soit considérée comme opérante du fait du présent échange de notes.

Dans le texte danois du paragraphe révisé que vous avez bien voulu transmettre, la période pendant laquelle l'administration des Postes du Danemark conserve un colis contre remboursement, portant deux adresses, et qui est refusé par les deux destinataires, est indiquée comme étant de 5 jours ; le Directeur général des Postes suppose qu'il s'agit là d'une erreur matérielle et qu'un colis de ce genre sera effectivement conservé par votre Administration pendant 15 jours avant d'être considéré définitivement comme n'ayant pu être livré et retourné à l'expéditeur, ainsi qu'il ressort du texte du paragraphe proposé dans ma lettre du 12 août dernier. Si cette supposition est fondée, le Directeur général des Postes vous sera très reconnaissant de bien vouloir préciser le délai pendant lequel, au cours de cette période, un colis sera tenu à la disposition du premier destinataire avant d'être mis à la disposition du second.

Conformément à votre demande, vous trouverez ci-inclus six exemplaires imprimés de l'accord relatif à l'échange entre le Danemark et le Royaume-Uni des colis postaux expédiés contre remboursement.

Veillez agréer, etc.

Pour le secrétaire,
(Signé) L. SIMON

Monsieur le Directeur des Postes,
Copenhague.

KINGDOM OF DENMARK.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

OFFICE OF THE DIRECTOR OF POSTS.

COPENHAGEN, November 4, 1920.

SIR,

In your letter of October 12, last, No. 84802/20, you were good enough to propose to me to amend Article 1 paragraph 4 of the executive regulations to the Additional Agreement concluded between our two Administrations on July 6/August 20, 1920, with regard to the Convention concerning the exchange of postal parcels between our two countries.

In reply, I have the honour to inform you that, in the Danish translation of the paragraph annexed to my letter of September 4, the period was fixed in error at "5 days". As you have pointed out to me, the period should be "15 days".

En ce qui concerne votre demande tendant à savoir combien de jours, dans les limites du délai de 15 jours, le colis devra rester à la disposition du premier destinataire, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'un délai de sept jours me paraît convenable, mais je puis bien aussi adhérer à une proposition à votre gré.

Cependant, en cas de votre assentiment, je vous propose que l'article 1, § 4 b soit rédigé comme suit :

1. Texte anglais :

b. after seven days tendered for delivery to.....

2. Texte danois :

b. efter 7 Dages Forløb forsøges udleveret til

Je vous serai obligé de vouloir bien me favoriser d'une prompte réponse.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général :

(Signature)

in fidem :

HOLLNAGEL JENSEN.

The Secretary
General Post Office,
London E. C. 1.

GENERAL POST OFFICE

LONDON, E. C. 1. *January 3, 1921.*

SIR,

Adverting to your letter of the 4th of November, III. B. No. 9639, regarding the modification of Article I § 4 of the Detailed Regulations for carrying out the Agreement governing the exchange between our two countries of parcels marked for the collection of Trade Charges, I am directed to inform you that the Postmaster General sees no objection to your proposal to fix the period during which a Cash on Delivery parcel bearing alternative addresses in Denmark is to be held at the disposal of the first addressee at 7 days.

In the British service, an incoming Cash on Delivery parcel which bears two addresses is held at the disposal of the first addressee for a period of 8 days, and, if delivery is not effected within that period, the parcel is held at the disposal of the second addressee for a further period of 7 days. These periods are regarded by this Administration as provisional only; and the Postmaster General would propose to modify them at a later date if experience of the working of the new arrangement should point to the desirability of such a course. For this reason he would be glad if your proposal for defining these periods in the revised paragraph 4 of Article I of the Detailed Regulations might be deferred for the present.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant.

(The Undersigned)

for the Secretary

in fidem :

HOLLNAGEL JENSEN.

With regard to your question asking for how many days out of the period of 15 days the parcel must remain at the disposal of the first consignée, I have the honour to inform you that a period of 7 days seems to me suitable, but I am perfectly willing to agree to any suggestion you may be pleased to make.

However, subject to your approval, I propose that Article 1, Paragraph 4 b, should read as follows :

1. English text :
 - b. after seven days tendered for delivery to.....
2. Danish text.
 - b. efter 7 Dages Forløb forsøges udleveret til.....

I should be grateful if you would favour me with a prompt reply.

I have the honour to be, etc.

Director of Posts :
(Signed)

The Secretary,
General Post Office,
London, E. C. 1.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

LONDRES, E. C. 1., 3 janvier 1921.

MONSIEUR,

Me référant à votre lettre en date du 4 novembre, III B. N° 9639, relative aux modifications du paragraphe 4 de l'article 1 du règlement détaillé d'application de l'accord sur l'échange de colis postaux entre nos deux pays, expédiés contre remboursement, je suis chargé de vous informer que le Directeur général des postes ne voit aucune objection à votre proposition de fixer à sept jours la période durant laquelle un colis à livrer contre remboursement, portant l'adresse de deux destinataires au Danemark, doit être tenu à la disposition du premier destinataire.

Dans le service britannique, un colis à livrer contre remboursement et portant deux adresses, est tenu à la disposition du premier destinataire pendant une période de huit jours et si la livraison n'est pas effectuée au cours de cette période, le colis est mis à la disposition du second destinataire pour une autre période de sept jours. Ces périodes sont considérées par l'Administration britannique comme provisoires, le Directeur général des postes pouvant proposer de les modifier ultérieurement si l'expérience résultant de l'application du nouvel arrangement faisait apparaître l'opportunité de cette modification. Il serait donc heureux que vous consentiez à ajourner pour le moment votre proposition en vue de fixer ces périodes dans la nouvelle rédaction du paragraphe 4 de l'article 1 du règlement détaillé.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire :
(Signé)

No. 156. — ACCORD GERMANO-POLONAIS¹ AU SUJET DE LA PRÉPARATION DU PLÉBISCITE EN HAUTE-SILÉSIE. 20 JANVIER 1921.

Le Consul d'Allemagne à Genève communique, par lettre du 9 août 1922, que l'acte précité « ne rentre pas dans la catégorie des conventions ou traités internationaux dont la publication a été prévue à l'article 18 du Pacte de la Société des Nations ».

✻ D'après la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations (lettre du 14 août 1922), « on ne saurait attribuer à l'acte précité la valeur d'un engagement international au sens de l'art. 18 du Pacte ».

No. 157. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS D'ALLEMAGNE ET DE BULGARIE CONCERNANT LE RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES. SOFIA, LE 19 FÉVRIER 1921.

Cet Accord est entré en vigueur le jour de sa signature, le 19 février 1921.

No. 158. — PROTOCOLE GERMANO-POLONAIS³ PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 268 PARAGRAPHE « B » DU TRAITÉ DE VERSAILLES EN CE QUI CONCERNE L'ALLEMAGNE, SIGNÉ A BERLIN LE 10 AVRIL 1921.

Ce Protocole est entré en vigueur le jour de sa signature, le 10 avril 1921.

No. 159. — ARRANGEMENT PROVISOIRE⁴ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE RELATIF A L'EXTENSION DES POUVOIRS ACCORDÉS A LEURS DÉLÉGATIONS RESPECTIVES POUR L'ASSISTANCE DES PRISONNIERS DE GUERRE, SIGNÉ A BERLIN LE 6 MAI 1921.

Cet Arrangement provisoire est entré en vigueur le jour de sa signature, le 6 mai 1921.

No. 170. — PROTOCOLE DE SIGNATURE⁵ CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

Le Membre suivant a également ratifié la disposition facultative :

FINLANDE ... Date du dépôt : 6 avril 1922. Date de l'instrument : 28 janvier 1922.

¹ Voir vol. VI, page 221 de ce Recueil.

² Voir vol. VI, page 227 de ce Recueil.

³ Voir vol. VI, page 233 de ce Recueil.

⁴ Voir vol. VI, page 267 de ce Recueil.

⁵ Voir vol. VI, page 379 de ce Recueil.

- No. 156. — GERMAN-POLISH AGREEMENT¹, REGARDING THE PREPARATIONS FOR THE UPPER-SILESIA PLEBISCITE. JANUARY 20, 1921.

The German Consul in Geneva states, in a letter dated August 9, 1922, that the above-mentioned document "does not fall within that class of Conventions or International Treaties, the publication of which is required under Article 18 of the Covenant of the League of Nations".

In the opinion of the Polish Delegation to the League of Nations (letter of August 14, 1922) "the above-mentioned document cannot be regarded as possessing the force of an international agreement, within the meaning of Article 18 of the Covenant".

-
- No. 157. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE GOVERNMENTS OF GERMANY AND BULGARIA RELATING TO THE RESUMPTION OF COMMERCIAL RELATIONS. SOFIA, FEBRUARY 19, 1921.

This agreement came into force on the date of its signature, February 19, 1921.

-
- No. 158. — GERMAN-POLISH PROTOCOL³ RELATING TO THE CARRYING OUT OF THE PROVISIONS OF ARTICLE 268, PARAGRAPH "B" OF THE TREATY OF VERSAILLES, AS BETWEEN GERMANY AND POLAND, SIGNED AT BERLIN, APRIL 10, 1921.

This Protocol came into force on the date of its signature, April 10, 1921.

-
- No. 159. — PROVISIONAL AGREEMENT⁴ BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC ON THE EXTENSION OF THE SPHERE OF ACTIVITY OF THEIR MUTUAL DELEGATIONS ENGAGED IN THE ASSISTANCE TO PRISONERS OF WAR, SIGNED AT BERLIN, MAY 6, 1921.

This provisional agreement came into force on the date of its signature, May 6, 1921.

-
- No. 170. — PROTOCOL OF SIGNATURE⁵ RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

The following Member has also ratified the optional clause :

FINLAND ... Date of deposit : April 6, 1922. Date of the instrument : January 28, 1922.

¹ See vol. VI, page 221 of this Series.

² See vol. VI, page 227 of this Series.

³ See vol. VI, page 233 of this Series.

⁴ See vol. VI, page 267 of this Series.

⁵ See vol. VI, page 379 of this Series.

No. 171. — CONVENTION¹ ET STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATIONS.

Les membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification de cette Convention, aux dates ci-dessous :

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE (y compris l'île de Terre-Neuve)	2 août 1922.
BULGARIE	11 juillet 1922.
DANEMARK	13 novembre 1922.
INDE	2 août 1922.
ITALIE	5 août 1922.
NOUVELLE-ZÉLANDE	2 août 1922.

Cette Convention entrera en vigueur, aux termes de son article 6, le 31 octobre 1922 pour l'Albanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (y compris l'île de Terre-Neuve), la Bulgarie, l'Inde et la Nouvelle-Zélande, et le 3 novembre de la même année pour l'Italie.

No. 172. — CONVENTION² ET STATUT SUR LE RÉGIME DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATIONS.

Les Membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification de cette Convention aux dates ci-dessous :

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE (y compris l'île de Terre-Neuve)	2 août 1922.
BULGARIE	11 juillet 1922.
DANEMARK	13 novembre 1922.
INDE	2 août 1922.
ITALIE	5 août 1922.
NOUVELLE-ZÉLANDE	2 août 1922.

Cette Convention entrera en vigueur, aux termes de son article 6 le 31 octobre 1922 pour l'Albanie ; le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (y compris l'île de Terre-Neuve), la Bulgarie, l'Inde et la Nouvelle-Zélande, et le 3 novembre de la même année pour l'Italie.

No. 173. — PROTOCOLE³ ADDITIONNEL A LA CONVENTION SUR LE RÉGIME DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATIONS.

Les Membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification sur le protocole aux dates ci-dessous :

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE (y compris l'île de Terre-Neuve)	2 août 1922
INDE	2 août 1922.

¹ Voir vol. VII, page 11 de ce Recueil.

² Voir vol. VII, page 35 de ce Recueil.

³ Voir vol. VII, page 65 de ce Recueil.

No. 171. — CONVENTION¹ AND STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATIONS.

The following members have effected the deposit of the deeds of ratification of this Convention on the dates given below :

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND (including New-Foundland)	August 2, 1922.
BULGARIA	July 11, 1922.
DENMARK	November 13, 1922.
INDIA	August 2, 1922.
ITALY	August 5, 1922.
NEW-ZEALAND	August 2, 1922.

This Convention, according to its Art. 6, will come into force on October 31, 1922, for Albania, the United Kingdom of Great Britain and Ireland (including New-Founland), Bulgaria, India and New Zealand and on November 3 of the same year for Italy.

No. 172. — CONVENTION² AND STATUTE ON THE REGIME OF NAVIGABLE WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATIONS.

The following Members have effected the deposit of the deeds of ratification of this Convention on the dates given below :

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND (including New-Foundland)	August 2, 1922.
BULGARIA	July 11, 1922.
DENMARK	November 13, 1922.
INDIA	August 2, 1922.
ITALY	August 5, 1922.
NEW-ZEALAND	August 2, 1922.

This Convention, according to its art. 6, will come into force on October 31, 1922, for Albania, the United Kingdom of Great Britain and Ireland (including New-Foundland), Bulgaria, India and New-Zealand and on November 3 of the same year for Italy.

No. 173. — ADDITIONAL PROTOCOL³ TO THE CONVENTION ON THE REGIME OF NAVIGABLE WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATIONS.

The following Members have effected the deposit of the deeds of ratification of this Protocol on the dates given below :

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND (including New-Foundland)	August 2, 1922.
INDIA	August 2, 1922.

¹ See vol. VII, page 11 of this Series.

² See vol. VII, page 35 of this Series.

³ See vol. VII, page 65 of this Series.

NOUVELLE-ZÉLANDE... .. 2 août 1922.

DANEMARK... .. 13 novembre 1922.

Ce protocole entrera en vigueur pour l'Albanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (y compris l'île de Terre-Neuve), l'Inde et la Nouvelle-Zélande à la même date que la Convention à laquelle il se rapporte.

ADHESIONS.

The undersigned, His Britannic Majesty's Acting Principal Secretary of State for Foreign Affairs, hereby declares that His Britannic Majesty accedes to the additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern, concluded at Barcelona on April 20, 1921, to the limited extent defined by paragraph (b) of that Protocol, for the following Protectorate and Territory :

Nyassaland Protectorate.
Tanganyika Territory.

(Signed) BALFOUR.

Foreign Office, London, S. W. 1,
June 23, 1922.

The undersigned, His Britannic Majesty's Acting Principal Secretary of State for Foreign Affairs, hereby declares that His Britannic Majesty accedes to the additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern concluded at Barcelona on April 20th, 1921, to the full extent indicated in paragraph (a) of that Protocol, for Newfoundland and the following British Colonies and Protectorates :

Bahamas,
Barbados,
British Guiana,
Jamaica (including Turks and Caicos Islands and Cayman Islands),
Leeward Islands,
Trinidad and Tobago,
Windward Islands,
Grenada,
St. Lucia,
St. Vincent,
Gibraltar,
Malta,
Cyprus.
Gambia Colony and Protectorate,
Sierra Leone Colony and Protectorate,
Nigeria Colony and Protectorate,
Gold Coast, Ashanti and Northern Territories of the Gold Coast,
Kenya Colony and Protectorate,
Uganda Protectorate,
Zanzibar,
St. Helena,
Ceylon,
Mauritius,
Seychelles,
Hong-Kong,
Straits Settlements,
Fiji,

NEW ZEALAND August 2, 1922.

DENMARK November 13, 1922.

This Protocol will come into force for Albania, the United Kingdom of Great Britain and Ireland (including New-Foundland), India and New Zealand on the same date as the Convention to which it refers.

ADHÉSIONS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le soussigné, principal Secrétaire d'Etat par intérim aux Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, déclare par les présentes que Sa Majesté Britannique adhère au Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international, conclu à Barcelone le 20 avril 1921, dans l'étendue définie sous la lettre (b) dudit protocole, pour le Protectorat et le Territoire suivants :

Protectorat du Nyassaland,
Territoire du Tanganyika.

(Signé) BALFOUR.

Foreign Office, Londres, S. W. 1.,
le 23 juin 1922.

Le soussigné, principal Secrétaire d'Etat en fonctions aux Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, déclare par les présentes que Sa Majesté Britannique accède au Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international conclu à Barcelone le 20 avril 1921, dans l'étendue indiquée sous la lettre (a) de ce Protocole, pour Terre-Neuve et les colonies et protectorats suivants :

Bahamas,
Barbade,
Guyane britannique,
La Jamaïque (y compris les îles Turques, Caïques et Caïmans),
Iles Sous le Vent,
Trinité et Tobago,
Iles du Vent,
Grenade,
Sainte-Lucie,
Saint-Vincent,
Gibraltar,
Malte,
Chypre,
Colonie et Protectorat de Gambie,
Colonie et Protectorat de Sierra Leone,
Colonie et Protectorat de Nigeria,
Côte d'Or, Achanti et Territoires septentrionaux de la Côte d'Or,
Colonie et Protectorat du Kenya,
Protectorat de l'Ouganda,
Zanzibar,
Sainte-Hélène,
Ceylan,
Maurice,
Seychelles,
Hong-Kong,
Straits Settlements,
Fidji,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Gilbert and Ellice Islands Colony,
British Solomon Islands,
Tongan Islands.

(Signed) BALFOUR.

Foreign Office, London, S. W. 1,
June 23rd, 1922.

No. 174. — DÉCLARATION PORTANT RECONNAISSANCE DU DROIT AU PAVILLON
DES ÉTATS DÉPOURVUS DE LITTORAL MARITIME. BARCELONE, LE 20 AVRIL
1921.

RATIFICATIONS.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE (y compris l'île de Terre-Neuve)	9 octobre 1922.
INDE	9 octobre 1922.
NOUVELLE-ZÉLANDE	9 octobre 1922.
BULGARIE	11 juillet 1922.
DANEMARK	13 novembre 1922.
FRANCE ¹ .	

ADHÉSIONS.

FINLANDE	22 septembre 1922.
CANADA.	
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE.	
UNION SUD-AFRICAINE.	

¹ D'après une lettre adressée le 28 novembre 1922 au Secrétaire général de la Société par le Chef du Service français de la Société des Nations, cette déclaration est en vigueur pour la France de plein droit, n'étant soumise à aucune ratification.

Colonie des Iles Gilbert et Ellice,
Iles Salomon britanniques,
Iles Tonga.

(Signé) BALFOUR.

Foreign Office, Londres, S. W. 1,
le 23 juin 1922.

No. 174. — DECLARATION RECOGNISING THE RIGHT TO A FLAG OF STATES
HAVING NO SEA-COAST. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATIONS.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND (including Newfoundland)	October 9, 1922.
INDIA	October 9, 1922.
NEW ZEALAND	October 9, 1922.
BULGARIA	July 11, 1922
DENMARK	November 13, 1922.
FRANCE ¹ .	

ADHESIONS.

FINLAND.	September 22, 1922.
CANADA.	
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA.	
UNION OF SOUTH AFRICA.	

No. 180. — ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LE RÉGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'ESPAGNE ET LES PAYS-BAS. MADRID, LES 16 ET 24 JUIN 1921.

Dénonciation par l'ESPAGNE.

Communiqué le 2 mai 1922 par le Ministre des Pays-Bas à Berne.

No. 180. — EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE PROVISIONAL REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN SPAIN AND THE NETHERLANDS. MADRID, JUNE 16 AND 24, 1921.

Denunciation by SPAIN,

Communicated on May 2, 1922 by the Minister for the Netherlands at Berne.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken brengt ter kennis van belanghebbenden, dat de Spaansche Regeering het tusschen Nederland en Spanje gesloten *modus-vivendi* 19 December j. l. heeft opgezegd.

Mitsdien zal de thans bestaande voorloopige regeling der handelsbetrekkingen met ingang van 19 Januari a. s. een einde nemen.

(Nederlandsche Staatscourant van 27 December 1921.)

¹ In accordance with a letter sent on November 28, 1922, by the Head of the "Service Français de la Société des Nations," to the Secretary-General of the League, this declaration enters into force *ipso facto* as far as France is concerned, as it requires no ratification.

¹ TRADUCTION.

Le Ministère des Affaires étrangères porte à la connaissance des intéressés que le Gouvernement espagnol a dénoncé le 19 décembre 1921 le *modus vivendi* établi entre les Pays-Bas et l'Espagne.

Par suite le règlement provisoire actuel pour les relations commerciales prendra fin le 19 janvier prochain.

Nederlandsche Staatscourant, 27 décembre 1921.

No 198. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LA SUÈDE ET LA SUISSE COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. BERNE, LES 27 MAI, 10 SEPTEMBRE ET 29 NOVEMBRE 1921.

Présenté à l'enregistrement par le Conseil Fédéral Suisse le 19 septembre 1922.

No. 200. — CONVENTION³ RELATIVE AU CONTROLE DU COMMERCE DES ARMES ET DES MUNITIONS, ET PROTOCOLE, SIGNÉS A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, LE 10 SEPTEMBRE 1919.

RATIFICATIONS.

L'instrument de ratification du Brésil, qui avait adhéré à cette Convention par note du 22 décembre 1919, a été déposée à Paris le 27 avril 1922, celui du Portugal le 17 juillet 1922.

No. 201. — CONVENTION⁴ SUR LE RÉGIME DES SPIRITUEUX EN AFRIQUE ET PROTOCOLE, SIGNÉS A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, LE 10 SEPTEMBRE 1919.

RATIFICATION.

La ratification par le Portugal a été déposée à Paris le 17 juillet 1922.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Voir vol. VII, page 313 de ce Recueil.

³ Voir vol. VII, page 331 de ce Recueil.

⁴ Voir vol. VIII, page 11 de ce Recueil.

¹ TRANSLATION.

The Minister for Foreign Affairs informs all whom it may concern, that on December 19, 1921, the Spanish Government denounced the *modus vivendi* as established between the Netherlands and Spain.

Consequently the present provisional arrangement regarding commercial relations will come to an end as from January 19, next.

The *Nederlandsche Staatscourant*, of December 27, 1921.

No. 198. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN SWEDEN AND SWITZERLAND CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. BERNE, MAY 27, SEPTEMBER 10 AND NOVEMBER 29, 1921.

Presented for registration by the Swiss Federal Council on September 19, 1922.

No. 200. — CONVENTION³ FOR THE CONTROL OF THE TRADE IN ARMS AND AMMUNITION, AND PROTOCOL, SIGNED AT SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, SEPTEMBER 10, 1919.

RATIFICATIONS.

The instrument of ratification by Brazil which had adhered to this Convention by a note of December 22, 1919, was deposited at Paris on April 27, 1922, that of Portugal on July 17, 1922.

No. 201. — CONVENTION⁴ RELATING TO THE LIQUOR TRAFFIC IN AFRICA AND PROTOCOL, SIGNED AT SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, SEPTEMBER 10, 1919.

RATIFICATION.

The ratification by Portugal was deposited at Paris on July 17, 1922.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See vol. VII, page 313 of this Series.

³ See vol. VII, page 331 of this Series.

⁴ See vol. VIII, page 11 of this Series.

N° 222. — CONVENTION INTERNATIONALE¹ DE L'OPIUM. SIGNÉE A LA HAYE LE 23 JANVIER 1912.

Les Signatures et ratifications ci-après ont été communiquées au Secrétariat de la Société des Nations par le Ministre des Pays-Bas à Berne.

ÉTATS	Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence de l'Opium.	Ratification de la Convention.	Signatures du Protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention. (Dates de l'entrée en vigueur.)
Finlande	—	—	1 ^{er} décembre 1922.
Lituanie	7 avril 1922.	—	—
Luxembourg	—	21 août 1922.	—
Salvador	—	19 septembre 1922.	—

N° 234. — ACCORD² ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES D'ISLANDE, POUR L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE, SIGNÉ A LONDRES LE 30 SEPTEMBRE 1921 ET A REYKJAVIK LE 13 OCTOBRE 1921.

D'après un échange de lettres entre la Direction Générale des Postes Danoises et le « General Post Office » Britannique (28 septembre et 12 décembre 1921), cet accord a été mis en vigueur le 1^{er} octobre 1921.

No. 2 a. — CONVENTION INTERNATIONALE³ SUR L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES EMPLOYÉES DANS L'INDUSTRIE, SIGNÉE A BERNE LE 26 SEPTEMBRE 1906.

POSITION DE L'AUTRICHE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 19 août 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que nous avons reçu de la Légation d'Autriche en Suisse, en date du 25 juillet 1921, une note de la teneur suivante :

« Aux termes de l'article 234 du Traité de St-Germain-en-Laye, la Convention du 26 septembre 1906 pour la suppression du travail de nuit pour les femmes sera appliquée entre la République d'Autriche et les Puissances alliées et associées qui y sont parties.

» Cette stipulation du Traité de St-Germain-en-Laye, ne saurait bien entendu, pas trouver d'application entre la République d'Autriche et les Etats qui ont souscrit ou adhéré à la dite Convention et ne sont pas Puissances alliées ou associées.

¹ Voir vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes.

² Voir vol. VIII, page 337 de ce Recueil.

³ Voir vol. III, page 271 de ce Recueil et notes y relatives.

No. 222. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 23, 1912.

The following signatures and ratifications were communicated to the Secretariat of the League of Nations by the Netherlands Minister at Berne.

STATES	Signatures of the Protocol of the Powers not represented at the Conference.	Ratification of the Convention.	Signatures of the Protocol respecting the putting into force of the Convention. (Dates of entry into force.)
Finland	—	—	December 1, 1922.
Lithuania	April 7, 1922.	—	—
Luxemburg	—	August 21, 1922.	—
Salvador	—	September 19, 1922.	—

No. 234. — AGREEMENT² BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND THE POST OFFICE OF ICELAND FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS, SIGNED AT LONDON, SEPTEMBER 30, 1921, AND AT REYKJAVIK, OCTOBER 13, 1921.

According to an exchange of letters between the General Administration of Posts in Denmark and the General Post Office of Great Britain (September 28 and December 12, 1921), this Agreement came into force on October 1, 1921.

No. 2 a. — INTERNATIONAL CONVENTION³ RESPECTING THE PROHIBITION OF NIGHT WORK FOR WOMEN IN INDUSTRY EMPLOYMENT, SIGNED AT BERNE SEPTEMBER 26, 1906.

POSITION OF AUSTRIA.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

⁴ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, August 19, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that we have received from the Austrian Legation in Switzerland a Note, dated July 25, 1921, which reads as follows :

" In accordance with the terms of Article 234 of the Treaty of St-Germain-en-Laye; the Convention of September 26, 1906 for the prohibition of night work for women will be put into force as between the Republic of Austria and the Allied and Associated Powers which are parties thereto.

" This provision of the Treaty of St-Germain-en-Laye is not, of course, applicable as between the Republic of Austria and the States which have signed or adhered to the Convention in question but which are not Allied or Associated Powers.

¹ See Vol. VIII, pages 187, 236 and following.

² See vol. VIII, page 337 of this Series.

³ See vol. III, page 271 of this Series and notes relating thereto.

⁴ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

» Pour prévenir des difficultés qui pourraient surgir d'une divergence d'opinions sur la question du maintien ou de la nullité des traités d'avant-guerre pour les Etats nés du démembrement de la monarchie austro-hongroise, le soussigné, au nom du Gouvernement fédéral autrichien, en vue d'assurer l'application d'un régime égal et uniforme, reconnaît sans préjudice de son origine indépendante de l'ancienne monarchie, être lié par la Convention du 26 septembre 1906 pour la suppression du travail de nuit pour les femmes vis-à-vis de tous les Etats qui y sont parties.

» En priant le Département Politique fédéral de vouloir bien notifier cette déclaration aux gouvernements de tous les Etats pour lesquels ladite Convention est actuellement en vigueur, le soussigné saisit cette occasion pour renouveler au Département Politique fédéral l'assurance de sa haute considération.»

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien prendre note de la présente communication et nous en accuser réception.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

ADHÉSION.

DANTZIG (VILLE LIBRE).

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse le 20 septembre 1922.

BERNE, le 8 septembre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que nous avons reçu de la Légation de Pologne à Berne, en date du 23 août 1921, une note de la teneur suivante :

« D'ordre de mon Gouvernement qui, en vertu de l'article 104 du Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919, conduit les affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Conseil Fédéral suisse que, conformément aux stipulations de l'article 33, alinéa 2, de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, conclue à Paris le 9 novembre 1920, il déclare adhérer au nom de la Ville libre à la Convention internationale de Berne du 26 septembre 1906 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie et prie Votre Excellence de donner suite à cette déclaration pour valoir ce que de droit.

» Je saisis cette occasion, Monsieur le Conseiller fédéral, pour exprimer à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération. »

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien prendre note de la présente communication et nous en accuser réception.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

“ To guard against difficulties which might arise in consequence of a divergence of views with regard to the validity or non-validity of pre-war Treaties in the case of States formed as a result of the dismemberment of the Austro-Hungarian Monarchy, the undersigned acknowledges, on behalf of the Austrian Federal Government, with a view to securing the application of a single and uniform system and without prejudice to the fact that its origin was independent of the former Monarchy, that the said Government is bound by the Convention of September 26, 1906 for the prohibition of night-work for women vis-à-vis all States which are parties to the said Convention.

“ I request the Federal Political Department to be good enough to bring this declaration to the notice of the Governments of all States in which the said Convention is now in force, and have the honour to be, etc., etc.”

We would beg Your Excellency to be good enough to take note of the present communication and to acknowledge its receipt.

We have the honour to be, etc.

On Behalf of the Swiss Federal Council:

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

ADHESION.

DANZIG (FREE CITY OF).

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE. September 8, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that we have received from the Polish Legation at Berne a Note, dated August 23, 1921, which reads as follows:

“ I am instructed by my Government which, in virtue of Article 104 of the Peace Treaty signed at Versailles on June 28, 1919 conducts the foreign relations of the Free City of Danzig, to inform the Swiss Federal Council, in accordance with the provisions of paragraph 2 of Article 33 of the Convention between Poland and the Free City of Danzig concluded at Paris on November 9, 1920, that it adheres, on behalf of the Free City, to the International Convention of Berne of September 26, 1906 for the prohibition of night-work for women employed in industry, and that it begs Your Excellency to take the necessary steps to give due legal effect to this adherence.”

“ I have the honour to be, etc...”

We beg Your Excellency to be good enough to take note of the present communication and to acknowledge its receipt.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council:

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

No. 3 a. — CONVENTION¹ SUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER, SIGNÉE A BERNE LE 14 OCTOBRE 1890.

POSITION DE L'AUTRICHE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 19 août 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons reçu de la Légation d'Autriche en Suisse, en date du 25 juillet 1921, une note de la teneur suivante :

Aux termes de l'article 313 du Traité de St-Germain-en-Laye, les Conventions et Arrangements signés à Berne le 14 octobre 1890, le 20 septembre 1893, le 16 juillet 1895, le 16 juin 1898 et le 19 septembre 1906 sur le transport des marchandises par voies ferrées, seront, sous certaines réserves, appliqués entre la République d'Autriche et les Puissances alliées et associées qui y sont parties.

Cette stipulation du Traité de St-Germain-en-Laye ne saurait, bien entendu, pas trouver d'application entre la République d'Autriche et les Etats qui ont souscrit ou adhéré aux dits Conventions et Arrangements et ne sont pas Puissances alliées ou associées.

Pour prévenir des difficultés qui pourraient surgir d'une divergence d'opinions sur la question du maintien ou de la nullité des traités d'avant-guerre pour les Etats nés du démembrement de la monarchie austro-hongroise, le soussigné, au nom du Gouvernement Fédéral autrichien, a l'honneur de déclarer que la République d'Autriche, en vue d'assurer l'application d'un régime égal et uniforme, reconnaît, sans préjudice de son origine indépendante de l'ancienne monarchie, être liée par les Conventions et Arrangements signés du 14 octobre 1890, du 20 septembre 1893, du 16 juillet 1895, du 16 juin 1898 et du 19 septembre 1906 sur le transport des marchandises par voies ferrées vis-à-vis de tous les Etats qui y sont parties avec effet à partir de l'adhésion de l'ancien Empire d'Autriche, tout en faisant observer que, dès sa naissance, la République d'Autriche a continuellement satisfait aux obligations qui en résultent.

En priant le Département Politique fédéral de vouloir bien notifier cette déclaration aux Gouvernements de tous les Etats pour lesquels les dits Conventions et Arrangements sont actuellement en vigueur, le soussigné saisit cette occasion pour renouveler au Département Politique fédéral l'assurance de sa très haute considération.

(Signé) D^r Léo di PAULI.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien prendre note de la présente communication et nous en accuser réception.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

¹ Voir vol. III, page 272 de ce Recueil et notes y relatives.

No. 3 a. — CONVENTION¹ CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL, SIGNED AT BERNE OCTOBER 14, 1890.

POSITION OF AUSTRIA.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, August 19, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that we received on July 25, 1921, a Note from the Austrian Legation in Switzerland which reads as follows :

In conformity with the terms of Article 313 of the Treaty of St-Germain-en-Laye, the Conventions and Arrangements signed at Berne on October 14th, 1890, September 20, 1893, July 16, 1895, June 16, 1898 and September 19, 1906, regarding the transport of goods by rail will, subject to certain reservations, be applied as between the Austrian Republic and the Allied and Associated Powers who are Parties to the above-mentioned agreements.

This provision of the Treaty of St-Germain-en-Laye would not, of course, be applicable as between the Austrian Republic and States which have signed or adhered to these Conventions and Arrangements, but which are not Allied or Associated Powers.

To guard against any difficulties which might arise in consequence of a divergence of views with regard to the validity or non-validity of pre-war treaties in the case of States formed as a result of the dismemberment of the Austro-Hungarian Monarchy, the under-signed, on behalf of the Austrian Federal Government, has the honour to declare that the Republic of Austria, with a view to ensuring the application of a single and uniform system, acknowledges, without prejudice to the fact that its origin was independent of the former Monarchy, that it is bound by the Conventions and Arrangements signed on October 14, 1890, September 20, 1893, July 16, 1895, June 16, 1898, and September 19, 1906, relating to the transport of goods by rail, vis-à-vis all States which are Parties to the above-mentioned agreements, as from the date of the adherence of the former Austrian Empire, at the same time it is pointed out that the Austrian Republic has, ever since its creation, fulfilled the obligations arising from these Conventions and Arrangements.

The undersigned requests the Federal Political Department to be good enough to bring this Declaration to the notice of the Governments of all States in respect of which these Conventions and Arrangements are at present in force, and has the honour, etc.,

(Signed) Dr. Léo di PAULI.

We beg Your Excellency to be good enough to take note of the present communication and to acknowledge its receipt.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

¹ See Vol. III. page 272 of this Series and notes relating thereto.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ADHÉSIONS.

POLOGNE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse le 20 septembre 1922.

Berne, le 28 janvier 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à la Déclaration additionnelle du 20 septembre 1893 à la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer, qui règle la procédure à suivre en cas d'accession de nouveaux Etats à la Convention, nous avons l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence une copie authentique de l'acte par lequel la République Polonaise adhère à la dite Convention. Cette adhésion doit, aux termes de la Déclaration additionnelle, déployer ses effets un mois après la date de la présente notification. Elle emporte de plein droit acceptation de toutes les clauses de la Convention.

L'accession de la République de Pologne à la Convention implique l'inscription dans la liste des lignes régies par la dite Convention, des chemins de fer polonais figurant dans l'annexe à la présente.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) Dr HAAB.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

PROTOCOLE D'ADHÉSION.

Les Puissances signataires de la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer ont résolu, par une Déclaration additionnelle signée à Berne le 20 septembre 1893, que les Etats qui n'ont pas pris part à la dite Convention pourront être admis à y adhérer.

En conséquence,

LE GOUVERNEMENT POLONAIS, désirant faire usage de cette faculté, a nommé son plénipotentiaire,

Son Excellence Monsieur Jean DE MODZELEWSKI, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération Suisse,

lequel, en produisant ses pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, a déclaré :

La République Polonaise adhère à la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer.

Le Chef du Département Politique fédéral, M. Giuseppe MOTTA, accepte cette déclaration d'adhésion au nom des Puissances signataires de la Convention.

En foi de quoi, le présent protocole a été dressé en deux exemplaires à Berne, le vingt-trois janvier mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) MOTTA.

(Signé) J. DE MODZELEWSKI.

Pour copie conforme,
Berne, le 24 janvier 1922.

(Signature illisible.)

ADHESIONS.

POLAND.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, January 28, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

In conformity with the Additional Declaration of September 20, 1893, to the international Convention of October 14, 1890, on the transport of goods by rail, which lays down the procedure to be followed on the adherence of new States to the Convention we have the honour to forward herewith to your Excellency an authenticated copy of the Act by which the Polish Republic gives its adherence to that Convention. Under the Additional Declaration this adherence must take full effect one month after the date of this notification. The adherence involves, *ipso facto*, acceptance of all the clauses of the Convention.

As a result of the adherence of the Polish Republic to the Convention, the Polish railways which are given in the Annex to this letter must be included in the list of lines to which the present Convention applies.

We have the honour, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council:

(Signed) Dr. HAAB,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

PROTOCOL OF ADHESION.

The Signatory Powers to the International Convention of October 14, 1890, concerning the traffic of goods by rail, have decided, by an additional Declaration, signed at Berne on September 20, 1893, that the States which were not parties to the above-mentioned Convention may be authorised to adhere thereto.

Consequently,

THE POLISH GOVERNMENT desiring to avail itself of this authorisation, has appointed as its Plenipotentiary

His Excellency Monsieur Jean DE MODZELEWSKI, its Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Confederation ;

Who, having communicated his full powers found in good and due form, has made the following declaration :

The Polish Republic adheres to the International Convention of October 14, 1890, concerning the traffic of goods by rail.

The Chief of the Federal Political Department, M. Giuseppe MOTTA, accepts the foregoing Declaration of Adhesion in the name of the Signatory Powers to the Convention.

In witness whereof, the present Protocol has been drawn up in duplicate at Berne, this twenty-third day of January, one thousand nine hundred and twenty-two.

(Signed) MOTTA.

(Signed) J. DE MODZELEWSKI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse le 10 octobre 1922.

BERNE, le 6 octobre 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à la Déclaration additionnelle du 20 septembre 1893 à la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer, qui règle la procédure à suivre en cas d'adhésion de nouveaux Etats à la Convention, nous avons l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence une copie authentique de l'acte par lequel la République Tchécoslovaque adhère à la dite Convention. Cette adhésion doit, aux termes de la Déclaration additionnelle, déployer ses effets un mois après la présente notification. Elle emporte de plein droit l'acceptation de toutes les clauses de la Convention.

L'accession de la République Tchécoslovaque à la Convention implique l'inscription, dans la liste des lignes régies par la dite Convention, des chemins de fer tchécoslovaques figurant dans l'annexe à la présente.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) D^r HAAB.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

PROTOCOLE D'ADHÉSION.

Les Puissances signataires de la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer ont résolu, par une Déclaration additionnelle signée à Berne le 20 septembre 1893, que les Etats qui n'ont pas pris part à ladite Convention pourront être admis à y adhérer.

En conséquence,

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désirant faire usage de cette faculté, a nommé son plénipotentiaire

Son Excellence Monsieur le Docteur Edouard BENES, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires étrangères de la République,

lequel a déclaré :

La République Tchécoslovaque adhère à la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer.

CZECHOSLOVAKIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, October 10, 1922.

BERNE, October 6, 1922.

Your Excellency,

In conformity with the Additional Declaration of September 20, 1893, to the International Convention of October 14, 1890, on the transport of goods by rail, which lays down the procedure to be followed on the adherence of new States to the Convention, we have the honour to forward herewith to your Excellency an authenticated copy of the Act by which the Czechoslovak Republic gives its adherence to that Convention. Under the Additional Declaration this adherence must take full effect one month after the date of this notification ; the adherence involves, *ipso facto*, acceptance of all the clauses of the Convention.

As a result of the adherence of the Czechoslovak Republic to the Convention, the czechoslovak railways which are given in the Annex to this letter must be included in the list of lines to which the present Convention applies,

We have the honour, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) D^r HAAB,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

PROTOCOL OF ADHESION.

The Signatory Powers to the International Convention of October 14, 1890, concerning the traffic of goods by rail, have decided, by an additional Declaration, signed at Berne on September 20, 1893, that the States which were not parties to the above-mentioned Convention may be authorised to adhere thereto,

Consequently,

THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC desiring to avail itself of this authorisation, has appointed as its Plenipotentiary

His Excellency Monsieur le Docteur Edouard BENES, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic,

Who has declared that :

The Czechoslovak Republic adheres to the International Convention of October 14, 1890, concerning the traffic of goods by rail.

Le Chef du Département Politique fédéral, M. Giuseppe MOTTA, accepte cette déclaration d'adhésion au nom des Puissances signataires de la Convention.

En foi de quoi, le présent protocole a été dressé en deux exemplaires à Genève, le 25 septembre 1922.

(Signé) D^r EDWARD BENES.

(Signé) MOTTA.

Pour copie conforme,

Berne, le 27 septembre 1922.

Le Chef de la Division des Affaires étrangères.

P. O.

(Signature illisible.)

N^o 5 a. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, SIGNÉ A MADRID LE 14 AVRIL 1891, REVISÉ A BRUXELLES LE 14 DÉCEMBRE 1900 ET A WASHINGTON LE 2 JUIN 1911.

ADHÉSION.

ALLEMAGNE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse le 26 octobre 1922.

BERNE, le 24 octobre 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, par note en date du 19 octobre 1922, le Gouvernement allemand nous a notifié sa décision d'adhérer à l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

L'entrée de l'Allemagne dans l'Union restreinte doit être considérée comme effective à partir du 1^{er} décembre 1922, date indiquée par le Gouvernement allemand.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de cette adhésion.

Veillez agréer Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,

(Signé) D^r HAAB.

Le Chancelier de la Confédération,

(Signé) STEIGER.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

¹ Voir vol. III, page 276 de ce Recueil et notes y relatives.

The Chief of the Federal Political Department, M. Giuseppe MOTTA, accepts the foregoing Declaration of Adhesion in the name of the Signatory Powers to the Convention.

In witness whereof, the present Protocol has been drawn up in duplicate at Geneva, this twenty-fifth day of September, one thousand nine hundred and twenty-two.

(Signed) D^r EDWARD BENES.

(Signed) MOTTA.

No. 5 a. — AGREEMENT¹ CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF TRADE-MARKS, SIGNED AT MADRID APRIL 14, 1891, REVISED AT BRUSSELS ON DECEMBER 14, 1900, AND AT WASHINGTON ON JUNE 2, 1911.

ADHESION.

GERMANY.

Communicated by the Swiss Federal Council October 26, 1922.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, October 24, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a Note dated October 19, 1922, the German Government notified us of its decision to adhere to the Madrid Agreement of April 14, 1891, as revised at Brussels on December 14, 1900, and at Washington on June 2, 1911, with regard to the international registration of manufacturers' and commercial trade marks.

Germany's entry into the limited Union may be regarded as taking effect from December 1, 1922, the date indicated by the German Government.

We request you to be good enough to take note of this adhesion.

We have the honour to remain, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) D^r HAAB,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

¹ See vol. III, page 276 of this Series and notes relating thereto.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N^o 7 a. — CONVENTION INTERNATIONALE¹ POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, SIGNÉE A PARIS LE 20 MARS 1883, REVISÉE A BRUXELLES LE 14 DÉCEMBRE 1900 ET A WASHINGTON LE 2 JUIN 1911, AVEC SON PROTOCOLE DE CLOTURE.

ADHÉSIONS.

FINLANDE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 20 août 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur d'informer votre Excellence que, par note en date du 2 août 1921, le Gouvernement de la République de Finlande a notifié au Conseil fédéral suisse qu'il a décidé, avec le consentement du Parlement de la République, d'adhérer à la Convention internationale de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, avec son protocole de clôture (voir article 18 de la Convention).

Conformément à l'article 16, alinéa 3, de la Convention d'Union de Paris révisée, cette adhésion prendra effet un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement suisse aux autres pays unionistes, donc à partir du 20 septembre 1921.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de cette adhésion et saisissons cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

DANTZIG (VILLE LIBRE DE).

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

Voir plus haut Traité n^o 8, page 350 de ce Volume.

¹ Voir vol. III. page 277 de ce Recueil et notes y relatives.

No 7 a. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY SIGNED AT PARIS, MARCH 20, 1883, REVISED AT BRUSSELS ON DECEMBER 14, 1900, AND AT WASHINGTON ON JUNE 2, 1911, TOGETHER WITH THE FINAL PROTOCOL, ANNEXED THERETO.

ADHESIONS.

FINLAND.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, August 20, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a Note dated August 2, 1921, the Government of the Republic of Finland has notified the Swiss Federal Council that it has decided, with the consent of the Parliament of the Republic, to give its adherence to the Paris International Convention of March 20, 1883 for the protection of industrial property, which was revised at Brussels on December 14, 1900 and at Washington on June 2, 1911, with its final Protocol (See Article 18 of the Convention).

In accordance with Article 16, paragraph 3 of the revised Paris Convention of Union this adherence will take effect one month after the despatch of the notification issued by the Swiss Government to the other countries in the Union, that is, as from September 20, 1921.

We beg Your Excellency to take note of this adherence and have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

DANZIG (FREE CITY OF).

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

See above Treaty No. 8, page 350 of this Volume.

¹ See Vol. III. page 277 of this Series and notes relating thereto.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LUXEMBOURG.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 30 mai 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note en date du 12 mai 1922, la Légation du Luxembourg à Berne a notifié au Conseil fédéral suisse que le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg a décidé d'adhérer à la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, avec son Protocole de clôture (voir article 18 de la Convention).

Conformément à l'article 16, alinéa 3, de la Convention d'Union de Paris révisée, cette adhésion prendra effet un mois après l'envoi de la présente notification, donc à partir du 30 juin 1922.

En ce qui concerne sa contribution aux frais du Bureau international, le Luxembourg désire être rangé dans la sixième classe.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de cette adhésion.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,

(Signé) D^r HAAB.

Le Chancelier de la Confédération,

(Signé) STEIGER.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

No. 8 a. — CONVENTION¹ RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES, SIGNÉE A PARIS LE 4 MAI 1910.

ADHÉSIONS.

INDE.

Communiquée par le Service français de la Société des Nations.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARIS, 3, rue François I^{er},
le 26 avril 1922.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Comme suite à une communication No. 43 en date du 15 mars 1922, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement français a reçu le 27 mars 1922 notification de l'adhésion de l'Inde

¹ Voir vol. III. page 278 de ce Recueil et notes y relatives.

LUXEMBURG.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, May 30, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a Note dated May 12, 1922, the Luxemburg Legation at Berne notified the Swiss Federal Council that the Government of the Grand Duchy of Luxemburg had decided to give its adherence to the International Convention for the protection of industrial property, which was revised at Brussels on December 14, 1900, and at Washington on June 2, 1911, with its final Protocol (See Article 18 of the Convention).

In accordance with Article 16, paragraph 3 of the revised Paris Convention of Union this adherence will take effect one month after the despatch of this notification, and therefore, as from June 30, 1922.

As regards its contribution to the expenses of the International Bureau, Luxemburg desires to be placed in the sixth category.

We beg Your Excellency to take note of this adherence.

We are, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) Dr HAAB,

President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,

Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

No. 8 a. — CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC,
SIGNED AT PARIS, MAY 4, 1910.

ADHESIONS.

INDIA.

Communicated by the "Service français de la Société des Nations".

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARIS, 3, Rue François 1^{er}.

April 26, 1922.

SIR,

In continuation to letter No. 43 of March 15, 1922, I have the honour to inform you that on March 27, 1922, the French Government received notification of the adherence of India to the

¹ See Vol. III. page 278 of this Series and notes relating thereto.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

à la Convention relative à la traite des femmes, signée à Paris le 4 mai 1910, sous les réserves suivantes :

« L'Inde se réserve le droit de substituer à son gré l'âge de 16 ans, ou tout âge plus élevé qui pourra être fixé ultérieurement, aux limites d'âge prescrites au paragraphe B du Protocole final de la Convention. »

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

Pour le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères
et par Autorisation :

Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service français de la Société des Nations,
(Signé) JEAN GOUT.

L'Honorable Sir J. Eric DRUMMOND,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

PAYS-BAS (POUR SURINAME ET CURAÇAO).

Communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne, le 3 avril 1922.

LÉGATION DES PAYS-BAS.
N° 2722.

PARIS, le 14 novembre 1921.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par lettre du 3 mars 1913, N° 276, de feu le Chevalier de Stuers, concernant l'adhésion des Pays-Bas en ce qui concerne les Indes Néerlandaises à la Convention Internationale signée à Paris le 4 mai 1910 relative à la répression de la traite des blanches, il a été porté à la connaissance de Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères à Paris que cette adhésion, en ce qui concernait les Indes occidentales néerlandaises, s'effectuerait dès que les dispositions légales nécessaires y auraient été prises.

Ces dispositions ayant actuellement été prises je suis chargé, en vertu de l'article 11 de la Convention susmentionnée et j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine adhère à cette Convention également en ce qui concerne les Colonies des Indes occidentales Suriname et Curaçao.

Conformément au second alinéa de l'article 11, j'ai été chargé d'informer Votre Excellence que, en vue de l'application de la Convention relative à la répression de la traite des blanches dans les Indes occidentales un nouvel article 255 *ter* a été inséré au Code Pénal de Suriname ainsi qu'un nouvel article 260 au Code Pénal de Curaçao.

Ces articles sont ainsi rédigés : « La traite des blanches est punie d'un emprisonnement de cinq ans au plus ».

Je serais vivement reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir prêter son bienveillant intermédiaire afin que les pays contractants soient avisés que la transmission de commissions rogatoires ayant trait aux faits visés par la Convention pourra être effectuée directement par les autorités judiciaires.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, etc.

(Signé) R. THORBECKE.

A Son Excellence
Monsieur Aristide BRIAND,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

Convention regarding the Traffic in Women, signed at Paris on May 4, 1910, subject to the following reservations :

“ India reserves the right to substitute at her discretion in place of the age limits defined in paragraph B of the final Protocol of the Convention, the age of 16, or any higher age limit which may subsequently be decided upon. ”

I have the honour, etc.

For the President of the Council, Minister for Foreign Affairs
and by Authority :

*The Minister Plenipotentiary,
Director of the French Department for the League of Nations,*

(Signed) JEAN GOUT.

The Honourable Sir J. Eric DRUMMOND,
Secretary General of the League of Nations,
Geneva.

THE NETHERLANDS (FOR SURINAME AND CURAÇAO).

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, April 3, 1922.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 2722.

PARIS, November 14, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In the late Chevalier de Stuers' letter No. 276 of March 3, 1913, regarding the adherence of the Netherlands, as far as the Dutch Indies are concerned, to the International Convention signed in Paris on May 4, 1910, regarding the Suppression of the White Slave Traffic, His Excellency the Minister for Foreign Affairs in Paris was informed that such adherence, as far as the Dutch West Indies were concerned, would be carried into effect as soon as the required legislative steps had been taken.

These steps having now been taken, I have the honour to inform Your Excellency, as required under Article II of the above-mentioned Convention, that Her Majesty's Government now adheres to this Convention in respect of the Dutch West Indies, Suriname and Curaçao.

I have been instructed to inform Your Excellency, in accordance with paragraph 2 of Article II, that, with a view to putting into force in the Dutch West Indies the Convention regarding the suppression of the White Slave Traffic, a new Article 255 has been inserted in the Penal Code of Suriname and a new Article 260 in the Penal Code of Curaçao.

These Articles are worded as follows: “ White Slave traffic is punishable with a term of imprisonment not exceeding 5 years ”.

I should be greatly obliged if Your Excellency would be good enough to give Your kind assistance for the purpose of the various contracting countries that rogatory commissions relating to matters dealt with in the Convention may be transmitted directly by the judicial authorities.

I avail myself of this occasion, etc.

(Signed) R. THORBECKE.

His Excellency,
Monsieur Aristide BRIAND,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET TECHNIQUES.
SOUS-DIRECTION DES CHANCELLERIES
ET DU CONTENTIEUX.
PREMIER BUREAU.
G. B. 26/I.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARIS, le 15 décembre 1921.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

A la date du 14 novembre dernier vous avez bien voulu me faire part de l'adhésion des Indes occidentales néerlandaises à la Convention internationale signée à Paris le 4 mai 1910 relative à la répression de la traite des blanches.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication.

Agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

A Monsieur R. THORBECKE,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas, Paris.

(Signé) MAURICE HERBETTE.

La liste suivante de signatures, ratifications et adhésions a été communiquée au Secrétariat par le Service français de la Société des Nations le 19 juillet 1922.

SIGNATAIRES.	RATIFICATIONS.	ADHÉSIONS.
Allemagne	8 août 1912	Bulgarie 15 juin 1921
Autriche-Hongrie	8 août 1912	Canada 25 avril 1913
Belgique	30 juillet 1914	Colonies françaises 1 ^{er} janvier 1922
Brésil	(n'a pas ratifié)	Dantzig 2 juillet 1921
Danemark	(n'a pas ratifié)	Indes 27 mai 1922
Espagne	8 août 1912	Indes orient. néerlandaises 5 mars 1913
France	8 août 1912	Maroc 1 ^{er} janvier 1922
Grande-Bretagne	8 août 1912	Monaco 2 juillet 1921
Italie	(n'a pas ratifié)	Norvège 16 décembre 1921
Pays-Bas	8 août 1912	Pologne 12 janvier 1921
Portugal	9 septembre 1913	Siam 28 décembre 1921
Russie	8 août 1912	Surinam et Curaçao 14 novembre 1921
Suède	(n'a pas ratifié)	Tchécoslovaquie 8 juin 1921
		Terre-Neuve 1 ^{er} octobre 1913
		Tunisie 1 ^{er} janvier 1922
		Uruguay 30 juin 1920
		Nouvelle-Zélande 1 ^{er} octobre 1913
		<i>Colonies britanniques.</i>
		Bahamas 4 novembre 1921
		Ceylan 4 novembre 1921
		Chypre 4 novembre 1921
		Détroit 4 novembre 1921
		Gibraltar 4 novembre 1921
		Hong-Kong 4 novembre 1921
		Iles Fidji 4 novembre 1921
		Jamaïque 4 novembre 1921
		Kenya 4 novembre 1921
		Malte 4 novembre 1921
		Nyassaland 4 novembre 1921
		Rhodésie du Sud 4 novembre 1921
		Trinité 4 novembre 1921

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DEPARTMENT OF THE DIRECTOR
OF ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL AFFAIRS.

SUB-DEPARTMENT
DES "CHANCELLERIES ET DU CONTENTIEUX".

FIRST BUREAU.

G. B. 26/1.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARIS, December 15, 1921.

SIR,

On November 14 last, you were good enough to inform me of the adherence of the Dutch West Indies to the International Convention signed in Paris on May 4, 1910, regarding the Suppression of the Traffic in Women and Children.

I have the honour to acknowledge receipt of this communication.

I have the honour, etc.

To Monsieur R. THORBECKE,
Netherlands Chargé d'Affaires, Paris.

(Signed) MAURICE HERBETTE.

The following list of signatures, ratifications and adhesions has been forwarded to the Secretariat by the "Service Français de la Société des Nations", on July 19, 1922.

SIGNATORIES.	RATIFICATIONS.		ADHESIONS.
Austria-Hungary	August 8, 1912	Bulgaria	June 15, 1921
Belgium	July 30, 1914	Canada	April 25, 1913
Brazil	(Has not ratified)	Czechoslovakia	June 8, 1921
Denmark	(Has not ratified)	Danzig	July 2, 1921
France	August 8, 1912	Dutch East Indies	March 5, 1913
Germany	August 8, 1912	French Colonies	January 1, 1922
Great Britain	August 8, 1912	India	May 27, 1922
Italy	(Has not ratified)	Monaco	July 2, 1921
Netherlands	August 8, 1912	Morocco	January 1, 1922
Portugal	September 9, 1913	Newfoundland	October 1, 1913
Russia	August 8, 1912	Norway	December 16, 1921
Spain	August 8, 1912	Poland	January 12, 1921
Sweden	(Has not ratified)	Siam	December 28, 1921
		Surinam and Curaçao	November 14, 1921
		Tunis	January 1, 1922
		Uruguay	June 30, 1920
		New Zealand	October 1, 1913
		<i>British Colonies.</i>	
		Bahamas	November 4, 1921
		Ceylon	Novembre 4, 1921
		Cyprus	November 4, 1921
		Fiji Islands	November 4, 1921
		Gibraltar	November 4, 1921
		Hong-Kong	November 4, 1921
		Jamaica	November 4, 1921
		Kenya	November 4, 1921
		Malta	November 4, 1921
		Nyassaland	November 4, 1921
		Southern Rhodesia	November 4, 1921
		Stairts Settlements	November 4, 1921
		Trinidad	November 4, 1921

No. 15 a. — CONVENTION¹ RELATIVE AUX SUCCESSIONS MOBILIÈRES DE SUJETS GRECS DÉCÉDÉS EN HONGRIE, OU DE SUJETS HONGROIS DÉCÉDÉS EN GRÈCE, SIGNÉE A ATHÈNES LE 31 MAI/12 JUIN 1856.

Remise en vigueur de cette Convention entre la Grèce et la Hongrie.

Communiquée par le Directeur du Secrétariat Hellénique Permanent auprès de la Société des Nations, le 13 mars 1922.

EXTRAIT DU *Journal Officiel* DE GRÈCE.

(1/14 février 1922, Vol. I, n° 15.)

Le MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES communique :

« Conformément à l'article 224 du Traité de Trianon, le Gouvernement hellénique a notifié au Gouvernement hongrois le 27/9 janvier 1922, qu'à partir de cette date sont remises en vigueur les Conventions bi-latérales suivantes :

1. Convention du 31 mai/12 juin 1856 relative aux successions mobilières des sujets des deux Etats décédés en Grèce et en Hongrie.
2. Déclaration des 30/12 et 5/18 août 1902 et 3/16 septembre 1904, concernant l'exemption d'impôts sur les successions mobilières.
3. Convention du 16/28 mars 1874 concernant l'extradition réciproque des matelots déserteurs, et
4. Traité d'extradition du 8/21 décembre 1904. »

No. 16 a. — DÉCLARATIONS² ENTRE L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA GRÈCE CONCERNANT L'EXEMPTION D'IMPOTS SUR LES SUCCESSIONS MOBILIÈRES. ATHÈNES, 12 AOUT/30 JUILLET 1902, 5/18 AOUT 1902, 9 SEPTEMBRE 1904, 3/16 SEPTEMBRE 1904.

Remise en vigueur de ces déclarations entre la Grèce et la Hongrie.

Communiquée par le Directeur du Secrétariat Hellénique Permanent auprès de la Société des Nations, le 13 mars 1922.

Voir plus haut, n° 15 a.

No. 17 a. — CONVENTION³ ENTRE L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA GRÈCE CONCERNANT L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MATELOTS DÉSERTEURS, SIGNÉE A ATHÈNES, LE 16/28 MARS 1874.

Remise en vigueur de cette Convention entre la Grèce et la Hongrie.

Communiquée par le Directeur du Secrétariat Hellénique Permanent auprès de la Société des Nations, le 13 mars 1922.

Voir plus haut, n° 15 a.

No. 18 a. — TRAITÉ D'EXTRADITION⁴ ENTRE L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA GRÈCE, SIGNÉ A ATHÈNES LE 8/21 DÉCEMBRE 1904.

Remise en vigueur de ce Traité entre la Grèce et la Hongrie.

Communiquée par le Directeur du Secrétariat Hellénique Permanent auprès de la Société des Nations, le 13 mars 1922.

Voir plus haut, n° 15 a.

¹ Voir vol. II, page 157 de ce Recueil.

² Voir vol. II, page 161 de ce Recueil.

³ Voir vol. II, page 169 de ce Recueil.

⁴ Voir vol. II, page 173 de ce Recueil.

No. 15 a. — CONVENTION¹ WITH REGARD TO SUCCESSION OF MOVABLE PROPERTY OF GREEK SUBJECTS DECEASED IN HUNGARY, OR OF HUNGARIAN SUBJECTS DECEASED IN GREECE, SIGNED AT ATHENS ON MAY 31/JUNE 12, 1856.

Revival of this Convention between Greece and Hungary.

Communicated on March 13, 1922, by the Director of the Permanent Greek Secretariat accredited to the League of Nations.

EXTRACT FROM THE *Journal Officiel* OF GREECE.

(February 1/14, 1922, Vol. I, No. 15.)

The MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS communicates :

“ In accordance with Article 224 of the Treaty of Trianon, the Greek Government has notified the Hungarian Government on January 27/9, 1922, that, as from that date, the following bilateral Conventions will be revived :

(1) Convention of May 31/June 12, 1856, with regard to succession of movable property of subjects of both States, deceased in Greece and in Hungary.

(2) Declarations of August 30/12 and 5/18, 1902, and September 3/16, 1904, with regard to exemption from duties on successions to movable property.

(3) Convention of March 16/28, 1874, with regard to the mutual extradition of deserters from the Navy and Mercantile Marine.

(4) Extradition Treaty of December 8/21, 1904. ”

No. 16 a. — DECLARATIONS² BETWEEN AUSTRIA-HUNGARY AND GREECE WITH REGARD TO EXEMPTION FROM DUTIES ON SUCCESSIONS TO MOVABLE PROPERTY. ATHENS, AUGUST 12/JULY 30, 1902, AUGUST 5/18, 1902, SEPTEMBER 9, 1904, SEPTEMBER 3/16, 1904.

Revival of these Declarations between Greece and Hungary.

Communicated on March 13, 1922, by the Director of the Permanent Greek Secretariat accredited to the League of Nations.

See No. 15 a) above.

No. 17 a. — CONVENTION³ BETWEEN AUSTRIA-HUNGARY AND GREECE WITH REGARD TO THE MUTUAL EXTRADITION OF DESERTERS FROM THE NAVY AND MERCANTILE MARINE. SIGNED AT ATHENS, MARCH 16/28, 1874.

Revival of this Convention between Greece and Hungary.

Communicated on March 13, 1922, by the Director of the Permanent Greek Secretariat accredited to the League of Nations.

See No. 15 a) above.

No. 18 a. — EXTRADITION TREATY⁴ BETWEEN AUSTRIA-HUNGARY AND GREECE SIGNED AT ATHENS, DECEMBER 8/21, 1904.

Revival of this Treaty between Greece and Hungary.

Communicated on March 13, 1922, by the Director of the Permanent Greek Secretariat accredited to the League of Nations.

See No. 15 a) above.

¹ See Vol. II, page 157 of this Series.

² See Vol. II, page 161 of this Series.

³ See Vol. II, page 169 of this Series.

⁴ See Vol. II, page 173 of this Series.

No. 19 a. — DÉCLARATION¹ CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'ESPAGNE ET LES PAYS-BAS, DU 12 JUILLET 1892, MODIFIÉE PAR DÉCLARATION DU 13 NOVEMBRE 1899².

Dénonciation par l'Espagne.

Communiquée par le Ministre des Pays-Bas à Berne, le 16 septembre 1921.

No. 19 a. — DECLARATION¹ CONCERNING REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN SPAIN AND THE NETHERLANDS OF JULY 12, 1892, MODIFIED BY DECLARATION OF NOVEMBER 13, 1899².

Denunciation by Spain.

Communicated by the Minister for the Netherlands at Berne, on September 16, 1921.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

In verband met zijne kennisgeving in de *Staatscourant* van 13 October *j. l.*, No. 218, betreffende het voorloopig van kracht blijven van de verklaring van 12 Juli 1892 (*Staatsblad* 1893, No. 217) nopens de voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Spanje, maakt het Ministerie van Buitenlandsche Zaken bekend, dat bedoelde verklaring, alsmede de verklaring van 13 November 1899 (*Staatsblad* 1900, No. 78) tot wijziging van de verklaring van 12 Juli 1892, thans door de Spaansche Regeering definitief is opgezegd.

Mitsdien zal bedoelde verklaring, alsmede de wijziging van 13 November 1899, 20 Maart 1921 buiten werking treden.

(*Nederlandsche Staatscourant* van 4 Januari 1921.)

³ TRADUCTION.

Se référant à sa communication dans le *Staatscourant* du 13 octobre dernier, No. 218, relatif à la prorogation provisoire de la déclaration du 12 juillet 1892 (*Staatsblad*, 1893, No. 217), concernant le règlement provisoire des relations commerciales entre les Pays-Bas et l'Espagne, le Ministère des Affaires étrangères porte à la connaissance des intéressés que la déclaration en question ainsi que la déclaration du 13 novembre 1899 (*Staatsblad* 1900, No. 78), modifiant la déclaration du 12 juillet 1892 ont été dénoncées définitivement par le Gouvernement espagnol.

Par suite, la déclaration en question ainsi que la modification du 13 novembre 1899 prendront fin le 20 mars 1921.

(*Nederlandsche Staatscourant* du 4 janvier 1921.)

³ TRANSLATION.

With reference to its notification in the *Staatscourant* of October 13 last, No. 218, concerning the provisional prorogation of the Declaration of July 12, 1892 (*Staatsblad* 1893, No. 217), relating to the provisional regulation of Commercial relations between the Netherlands and Spain, the Ministry for Foreign Affairs notifies to whom it may concern that the said Declaration as well as the Declaration of November 13, 1899 (*Staatsblad* 1900, No. 78), modifying the Declaration of July 12, 1892, has now been definitely denounced by the Spanish Government.

The said Declaration as well as its modification of November 13, 1899, will therefore cease to be in force as from March 20, 1921.

(*Nederlandsche Staatscourant* of January 4, 1921.)

¹ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, deuxième série, tomes XX, pages 559, 561, et XXII, page 294.

² De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, deuxième série, tome XXXIII, page 243.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 84, page 111.

² British and Foreign State Papers, Vol. 92, page 456.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 20 a. — PROCÈS-VERBAL SIGNÉ A COLOGNE LE 2 FÉVRIER 1889 ET ARRANGEMENT TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE L'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE, LA GRANDE-BRETAGNE ET LES PAYS-BAS, SIGNÉ A LONDRES LE 28 MARS 1889.

Abrogation de ces engagements internationaux.

Communiquée par le Ministre des Pays-Bas à Berne, le 16 septembre 1921.

No. 20 a. — PROCÈS-VERBAL SIGNED AT COLOGNE, FEBRUARY 2, 1889, AND TELEGRAPHIC AGREEMENT BETWEEN GERMANY, BELGIUM, GREAT BRITAIN AND THE NETHERLANDS, SIGNED AT LONDON, MARCH 28, 1889.

Abrogation of these international engagements.

Communicated by the Minister for the Netherlands at Berne, September 16, 1921.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

TELEGRAAFOVEREENKOMST.

De Minister van Buitenlandsche Zaken brengt ter algemeene kennis, dat de op 28 Maart 1889 te Londen tusschen Nederland, Belgie, Duitschland en Engeland gesloten telegraafovereenkomst (*Staatsblad* 1889, No. 69) door de vier daarbij betrokken landen als beëindigd wordt beschouwd en buiten werking is getreden.

Het op 2 Februari 1889 te Keulen onderteevende proces-verbaal (*Staatsblad* 1889, No. 69) is dientengevolge mede komen te vervallen.

(Nederlandsche Staatscourant, van 7 April 1921.)

¹ TRADUCTION.

ARRANGEMENT TÉLÉGRAPHIQUE.

Le Ministre des Affaires étrangères porte à la connaissance des intéressés que l'arrangement télégraphique conclu le 28 mars 1889 à Londres entre les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et la Grande-Bretagne (*Staatsblad* 1889, No. 69), est considéré par les quatre Parties contractantes comme ayant pris fin et qu'il a donc cessé d'être en vigueur.

Par suite le Procès-verbal signé à Cologne le 2 février 1889 (*Staatsblad* 1889, No. 69) a également pris fin.

(Nederlandsche Staatscourant, du 7 avril 1921.)

¹ TRANSLATION.

TELEGRAPHIC AGREEMENT.

The Minister for Foreign Affairs notifies to whom it may concern that the Telegraphic Agreement concluded on March 28, 1889 at London between the Netherlands, Belgium, Germany and Great Britain (*Staatsblad* 1889, No. 69), is considered by the four Contracting Parties as being terminated and is no longer in force.

The Procès-Verbal, signed at Cologne on February 2, 1889 (*Staatsblad* 1889, No. 69), has, consequently, likewise ceased to be effective.

(Nederlandsche Staatscourant, of April 7, 1921.)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 21 a — CONVENTION¹ DE COMMERCE ENTRE LES PAYS-BAS ET LA ROUMANIE, SIGNÉE A LA HAYE LE 15 MARS 1899.

Dénonciation par la Roumanie.

Communiquée par le Ministre des Pays-Bas à Berne le 16 septembre 1921.

No. 21 a. — COMMERCIAL CONVENTION¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND ROUMANIA, SIGNED AT THE HAGUE MARCH 15, 1899.

Denunciation by Roumania.

Communicated by the Minister for the Netherlands at Berne, September 16, 1921.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken maakt bekend, dat de Roemeensche Regeering bij*schrijven van den Roemeenschen gezant van 2 April j. l. de overeenkomst van handel en scheepvaart van 15 Maart 1899 tusschen Nederland en Roemenie heeft opgezegd.

Deze overeenkomst houdt dus op van kracht te zijn met ingang van 2 April 1922.

(Nederlandsche Staatscourant, van 12 April 1921.)

²TRADUCTION.

Le Ministère des Affaires étrangères porte à la connaissance des intéressés que le Gouvernement roumain — par une lettre du Ministre de Roumanie du 2 avril dernier — a dénoncé l'Accord de commerce et de navigation du 15 mars 1899.

Par suite l'Accord en question prendra fin le 2 avril 1922.

(Nederlandsche Staatscourant, du 12 avril 1921.)

²TRANSLATION.

The Ministry for Foreign Affairs notifies to those whom it concerns that the Roumanian Government — by a letter from the Roumanian Minister of April 2nd last — has denounced the Agreement of Commerce and navigation of March 15, 1899.

The Agreement in question will, therefore, cease to be in force as from April 2, 1922.

(Nederlandsche Staatscourant of April 12, 1921.)

No 22a. — ARRANGEMENT RELATIF A LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION DES PUBLICATIONS OBSCÈNES,³ SIGNÉ A PARIS LE 4 MAI 1910.

ADHÉSION.

des PAYS-BAS pour : LES COLONIES
DES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES.
SURINAME et CURAÇAO.

Communiquée par le Ministre des Pays-Bas à Berne le 3 avril 1922.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

No 2749.

PARIS, le 18 novembre 1921.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Conformément à l'article 7 de l'Arrangement relatif à la répression de la circulation des publi-

¹ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, deuxième série, tome XXXIII, page 211.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

³ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, troisième série, tome VII, page 266.

No. 22a. — AGREEMENT FOR THE REPRESSION OF OBSCENE PUBLICATIONS³ SIGNED AT PARIS, MAY 4, 1910.

ADHESION.

of the NETHERLANDS for :
THE COLONIES OF THE DUTCH EAST INDIES.
SURINAME and CURAÇAO.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, April 3, 1922.

²TRADUCTION. — TRANSLATION.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 2749.

PARIS, November 18, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with Article 7 of the Agreement regarding the Repression of Obscene Publica-

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 92, page 390.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

³ British and Foreign State Papers, Vol. 103, page 251.

cations obscènes, je suis chargé et j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine a décidé d'appliquer l'arrangement susmentionné dans les colonies néerlandaises des Indes orientales et également en Suriname et Curaçao.

Le Gouvernement a désigné comme autorité visée à l'article premier :

Aux INDES ORIENTALES : Le bureau d'Etat pour la répression de la traite des blanches, siégeant à Batavia.

Au SURINAME : le Procureur Général de la Cour de Justice de Paramaribo.

Au CURAÇAO : le Procureur Général de la Cour de Justice de Willemstad.

Veillez agréer, Monsieur le Président, etc.

(Signé) R. THORBECKE.

A Son Excellence Monsieur Aristide BRIAND,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES.

SOUS-DIRECTION DES CHANCELLERIES
ET DU CONTENTIEUX.

PREMIER BUREAU.
Dossier G. B. 28/2.

PARIS, le 15 décembre 1921.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

A la date du 18 novembre 1921, vous avez bien voulu me faire part de l'adhésion des Indes orientales néerlandaises ainsi que de Suriname et Curaçao à l'arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication.

Agréer, Monsieur, etc.

(Signé) MAURICE HERBETTE.

A Monsieur R. THORBECKE,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
Paris.

tions, I am instructed to inform Your Excellency that Her Majesty's Government has decided to put the above-mentioned Agreement into force in the Dutch East Indies and also in Suriname and in Curaçao.

The Government has appointed as the authority mentioned in Article 1:

For the DUTCH EAST INDIES: The State Office for the Suppression of White Slave Traffic at Batavia.

For SURINAME: The Public Prosecutor at the High Court of Justice, Paramaribo.

For CURAÇAO: The Public Prosecutor at the High Court of Justice, Willemstad.

I have the honour, etc.

(Signed) R. THORBECKE.

His Excellency Monsieur Aristide BRIAND,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

FRENCH REPUBLIC.

DEPARTMENT OF THE DIRECTOR OF
ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL AFFAIRS.

SUB-DEPARTMENT
" DES CHANCELLERIES ET DU CONTENTIEUX ".

FIRST BUREAU
Dossier G. B. 28/2.

PARIS, December 15, 1921.

SIR,

On November 18, 1921, you were good enough to inform me of the adherence of the Dutch East Indies, together with Suriname and Curaçao, to the Agreement regarding the Repression of Obscene Publications.

I have the honour to acknowledge receipt of this communication.

I have the honour, etc.

(Signed) MAURICE HERBETTE.

To

Monsieur R. THORBECKE,
Netherlands Chargé d'Affaires,
Paris.

No. 23 a. — CONVENTION¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE, SIGNÉE A GENÈVE LE 6 JUILLET 1906.

RATIFICATION.

GRÈCE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 2 juin 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur d'informer Votre Excellence que le 27 mai 1921, le Chargé d'affaires de Grèce à Berne a remis à notre Département Politique l'instrument de ratification par la Grèce de la Convention de Genève du 6 juillet 1906 concernant l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne.

Ci-joint, nous remettons à Votre Excellence une copie certifiée conforme du procès-verbal qui a été dressé à cette occasion.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des
Affaires étrangères.

Le Chargé d'Affaires de Grèce a remis ce jour au chef du Département Politique fédéral, pour être déposé dans les Archives de la Confédération Suisse, l'Acte portant ratification par Sa Majesté le Roi des Hellènes de la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, du 6 juillet 1906.

En foi de quoi a été dressé, en un seul exemplaire, le présent procès-verbal, dont une copie certifiée conforme sera transmise par la voie diplomatique aux Puissances qui sont Parties à cette Convention.

Fait à Berne, le vingt-sept mai mil neuf cent vingt et un.

(Signé) RAOUL BIBICA ROSETTI.

(Signé) MOTTA.

Copie certifiée conforme.
Le Chef de la Division
des Affaires étrangères.

BERNE, le 28 mai 1921.

¹ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, troisième série, tome II, page 620.

No. 23 a. — CONVENTION¹ FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE SICK AND WOUNDED OF ARMIES IN THE FIELD, SIGNED AT GENEVA, JULY 6, 1906.

RATIFICATION.

GREECE.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, June 2, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, on May 27, 1921, the Greek Chargé d'Affaires at Berne handed to our Political Department, the instrument containing the ratification by Greece of the Geneva Convention of July 6, 1906, for the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field.

We send Your Excellency herewith a certified true copy of the procès-verbal which was drawn up on that occasion.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for
Foreign Affairs.

The Greek Chargé d'Affaires has this day handed to the Head of the Federal Political Department, to be deposited in the archives of the Swiss Confederation, the Act containing the ratification by His Majesty the King of the Hellenes of the Convention of July 6, 1906, for the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field.

In faith whereof the present procès-verbal has been drawn up in a single copy, a certified true copy of which will be transmitted through the diplomatic channel to the Powers which are Parties to this Convention.

Done at Berne this twenty-seventh day of May one thousand nine hundred and twenty one.

(Signed) RAOUL BIBICA³ ROSETTI.

(Signed) MOTTA.

BERNE, May 28, 1921.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 99, page 968.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ADHÉSIONS.

FINLANDE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 10 mai 1921.

BERNE, le 4 mai 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite aux notes-circulaires du 1^{er} décembre 1919 et du 27 février 1920, nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, dans le délai d'un an prévu par l'article 32, alinéa 3, de la Convention signée à Genève le 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, aucune opposition ne nous a été signifiée contre les adhésions de la République Tchécoslovaque et de la Finlande à cette Convention.

En conséquence, l'adhésion de la République Tchécoslovaque est devenue définitive dès le 1^{er} décembre 1920 ; celle de la Finlande, dès le 27 février 1921.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 10 mai 1921

Voir lettre précédente.

DANTZIG (VILLE LIBRE DE).

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 12 octobre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note du 6 octobre 1921, le Ministre de Pologne en Suisse nous a fait connaître, d'ordre de son Gouvernement et au nom de la Ville libre de Dantzig, le désir de cette Ville libre d'adhérer à la Convention, signée à Genève le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne.

ADHESIONS.

FINLAND.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 10, 1921.

BERNE, May 4, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In continuation of the circular Notes of December 1, 1919, and of February 27, 1920, we have the honour to inform your Excellency that within the period of one year laid down in Article 32, paragraph 3, of the Convention signed at Geneva on July 6, 1906, with regard to "the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field", we have been notified of no opposition in respect of the adherence of the Czechoslovak Republic or of Finland to this Convention.

Consequently the adherence of the Czechoslovak Republic has become definite, as from December 1, 1920, and that of Finland as from February 27, 1921.

We have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

CZECHOSLOVAKIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 10, 1921.

See previous letter.

DANZIG (FREE CITY OF).

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, October 12, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In a Note, dated October 6, 1921, the Polish Minister in Switzerland, acting under the instructions of his Government and on behalf of the Free City of Danzig, informed us of the desire of the Free City to adhere to the Convention signed at Geneva on July 6, 1906 for the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field.

Cette notification est faite par le Gouvernement Polonais conformément aux stipulations de l'article 33, alinéa 2, de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, conclue à Paris le 9 novembre 1920.

La demande d'adhésion de la Ville libre de Dantzig à la Convention du 6 juillet 1906 ne produira effets, conformément aux termes de l'article 37, alinéa 3 de cet Acte international que si, dans le délai d'un an à partir de la présente notification, le Conseil fédéral suisse n'a reçu d'opposition de la part d'aucune des Puissances contractantes.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, nous saisissons cette occasion pour Vous présenter, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse.

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

DANTZIG (VILLE LIBRE DE).

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse le 8 novembre 1922.

BERNE, le 6 novembre 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite aux notes circulaires des 3 et 10 septembre 1921 et du 12 octobre 1921, nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, dans le délai d'un an, prévu par l'article 32, alinéa 3, de la Convention signée à Genève le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, aucune opposition ne nous a été signifiée contre les adhésions de la République de Lituanie et de la Ville libre de Dantzig à cette Convention.

En conséquence, l'adhésion de la République de Lituanie est devenue définitive dès le 3 septembre 1922, celle de la Ville libre de Dantzig dès le 12 octobre 1922.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) D^r HAAB.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

LITUANIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse le 8 novembre 1922.

Voir lettre précédente.

This notification is given by the Polish Government in accordance with the provisions of paragraph 2 of Article 33 of the Treaty between Poland and the Free City of Danzig, concluded at Paris on November 9, 1920.

The application for the adherence of the Free City of Danzig to the Convention of July 6, 1906, will only take effect, according to the terms of paragraph 3 of Article 37 of this International Act if, within a year from the date of this notification, the Swiss Federal Council has received no notice of objection from any of the Contracting Powers.

I have the honour to bring this matter to your notice and to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

DANZIG (FREE CITY OF).

Communicated by the Swiss Federal Council, November 8, 1922.

BERNE, November 6, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to our circular Notes of September 3 and 10, and October 12, 1921, we have the honour to inform Your Excellency that we have not been informed, within the time limit of one year as laid down in paragraph 3 of Article 32 of the Convention signed at Geneva on July 6, 1906, for the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field, of any objection to the adhesions of the Lithuanian Republic and of the Free City of Danzig to that Convention.

Consequently, the adhesion of the Lithuanian Republic became effective as from September 3, 1922, and that of the Free City of Danzig as from October 12, 1922.

I have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) Dr HAAB,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

LITHUANIA.

Communicated by the Swiss Federal Council November 8, 1922.

See previous letter.

No. 24 a. — CONVENTION INTERNATIONALE¹ SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DU PHOSPHORE BLANC (JAUNE) DANS L'INDUSTRIE DES ALLUMETTES, SIGNÉE A BERNE LE 26 SEPTEMBRE 1906.

ADHÉSIONS.

ROUMANIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 2 août 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 21 juillet 1921, la Légation de Roumanie à Berne nous a informés, conformément à l'article 5 de la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, de l'adhésion de la Roumanie à ladite Convention, en application de la Recommandation y relative adoptée par la Conférence internationale du Travail à Washington. Ci-joint, nous remettons à Votre Excellence une copie certifiée conforme de la note de la Légation de Roumanie du 21 juillet 1921.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Vice-Président,
(Signé) D^r HAAB.

Le Vice-Chancelier,
(Signé) KAESLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

LÉGATION DE ROUMANIE
EN SUISSE.
N^o 1849.

BERNE, le 21 juillet 1921.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

Parmi les projets de conventions et les recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail à Washington, de l'année 1920, et ratifiée en Roumanie par la loi publiée dans le *Moniteur officiel*, n^o 34, du 17 mai 1921, figure aussi la recommandation d'adhérer à la Convention internationale de Berne du 26 septembre 1906, concernant l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

L'emploi de la dite substance étant complètement interdit en Roumanie depuis plusieurs années et la Roumanie ayant ratifié la Recommandation de la Conférence de Washington relative à cette question, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, à la demande du Ministère Royal

¹ De Martens : Nouveau Recueil Général des Traités, troisième série, tome II, page 872.

No. 24 a. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ PROHIBITING THE USE OF WHITE (YELLOW) PHOSPHORUS IN MANUFACTURE OF MATCHES, SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 26, 1906.

ADHESIONS.

ROUMANIA.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, August 2, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that in a Note, dated July 21, 1921, the Roumanian Legation at Berne has, in accordance with Article 5 of the International Convention of September 26, 1906, on the prohibition of the use of white phosphorus in the manufacture of matches, informed us of the adherence of Roumania to that Convention in pursuance of the Recommendation relating thereto, adopted by the International Labour Conference at Washington. We transmit herewith to Your Excellency a certified copy of the Note from the Roumanian Legation, dated July 21, 1921.

We have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) Dr HAAB,
Vice-President.

(Signed) KAESLIN,
Vice-Chancellor.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

ROUMANIAN LEGATION
IN SWITZERLAND.

No. 1849.

BERNE, July 21, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

The draft Conventions and Recommendations, adopted by the Washington International Labour Conference in 1920 and ratified by Roumania in virtue of the law published in No. 34 of the *Official Gazette*, of May 17, 1921, include the Recommendation to adhere to the International Convention of Berne dated September 26, 1906, regarding the prohibition of the use of white phosphorus in the manufacture of matches.

As the use of this substance has been absolutely forbidden in Roumania for several years and as Roumania has ratified the Recommendation of the Washington Conference with regard to this question, I have the honour, at the request of the Royal Ministry of Foreign Affairs, to advise

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 99, page 986.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

des Affaires étrangères, que le Gouvernement roumain adhère à la Convention internationale de Berne du 26 septembre 1906, susmentionnée.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) E. MARGARITESCO GRECIANO.

Son Excellence
Monsieur le Conseiller fédéral MOTTA,
Chef du Département Politique,
Berne.

Pour copie certifiée conforme :

Le Vice-Chancelier.

(Signé) KAESLIN.

DANTZIG (VILLE LIBRE DE).

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 10 septembre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 23 août 1921, la Légation de Pologne à Berne nous a informés, conformément à l'article 5 de la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, de l'adhésion à cette Convention de la Ville libre de Dantzig, dont le Gouvernement Polonais assure la conduite des affaires extérieures. Ci-joint, nous vous remettons une copie certifiée conforme de la note de la Légation de Pologne du 23 août 1921.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Pour le Président de la Confédération,
(Signé) SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

LÉGATION DE POLOGNE
A BERNE.

BERNE, le 23 août 1921.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

D'ordre de mon Gouvernement qui, en vertu de l'article 104 du Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919 conduit les affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Conseil fédéral suisse que, conformément aux stipulations de l'article 33, alinéa 2 de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, conclue à Paris le 9 novembre 1920, il déclare adhérer au nom de la Ville libre à la Convention internationale de Berne

Your Excellency that the Roumanian Government gives its adherence to the above-mentioned International Convention of Berne, dated September 26, 1906.

I have the honour, etc.

(Signed) E. MARGARITESCO GRECIANO.

His Excellency,
M. MOTTA, Federal Councillor,
Head of the Political Department,
Berne.

DANZIG (FREE CITY OF).

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, September 10, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a Note, dated August 23, 1921, the Polish Legation at Berne notified us, in accordance with Article 5 of the International Convention of September 26, 1906, on the prohibition of the use of white phosphorus in the manufacture of matches, of the adherence to this Convention of the Free City of Dantzic, the conduct of whose foreign relations is undertaken by the Polish Government. We send you herewith a certified true copy of the Note of the Polish Legation of August 23, 1921.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
for the President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

POLISH LEGATION
AT BERNE.

BERNE, August 23, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government which, in virtue of Article 104 of the Peace Treaty signed at Versailles on June 28, 1919, has undertaken the conduct of the foreign relations of the Free City of Danzig, to inform the Swiss Federal Council that, in pursuance of the provisions of paragraph 2 of Article 33 of the Convention between Poland and the Free City of Danzig, concluded at Paris on November 9, 1920, it declares that it adheres, on behalf of the Free City, to the Inter-

du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

En priant Votre Excellence de bien vouloir notifier cette adhésion à tous les Etats signataires de la Convention précitée, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) J. DE MODZELEWSKI,
Ministre de Pologne.

Son Excellence
Monsieur le Conseiller fédéral Joseph MOTTA,
Chef du Département Politique,
Berne.

Pour copie certifiée conforme :
Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

JAPON.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 24 octobre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 14 octobre 1921, la Légation du Japon à Berne a communiqué au Conseil fédéral, conformément à l'article 5 de la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, et en application de la Recommandation y relative adoptée par la Conférence internationale du Travail de Washington de 1919, l'adhésion du Japon à ladite Convention, à la réserve des territoires de Corée, de Formose, de Sakhaline et du territoire affermé de Kwantoung, où cette Convention ne sera pas applicable. Ci-joint, nous remettons à Votre Excellence une copie de la note susmentionnée de la Légation du Japon.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

LÉGATION DU JAPON
A BERNE.

BERNE, le 14 octobre 1921.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, conformément à l'article 5 de la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, ainsi qu'à une recommandation de la Conférence du Travail ayant eu lieu en 1919 à Washington, le Gouverne-

national Convention of Berne, dated September 26, 1906, on the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches.

I request Your Excellency to be good enough to bring this adherence to the notice of all the States signatory to the above mentioned Convention and have the honour, etc.

(Signed) J. DE MODZELEWSKI,
Polish Minister.

His Excellency
M. Joseph MOTTA, Federal Councillor,
Head of the Political Department,
Berne.

JAPAN.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, October 24, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a Note dated October 14, 1921, the Japanese Legation at Berne notified the Federal Council, in accordance with Article 5 of the International Convention of September 26, 1906 on the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches, and in pursuance of the Recommendation relating thereto adopted by the International Labour Conference at Washington in 1919, of the adherence of Japan to the said Convention except as regards the territories of Chosen, Taiwan and Saghalien and the leased territory of Kwantung, where this Convention will not be applicable. We send Your Excellency herewith a copy of the above-mentioned Note of the Japanese Legation.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

JAPANESE LEGATION
AT BERNE.

BERNE, October 14, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to inform you, in accordance with Article 5 of the International Convention of September 26, 1906 for the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches, and in pursuance of a recommendation of the Labour Conference which was held at Washington in 1919, that the Japanese Government adheres to the

ment du Japon adhère à la dite Convention, à la réserve toutefois des territoires de Corée, de Formose, de Sakhaline et du territoire affermé de Kwantoung, où cette Convention ne sera pas applicable.

En priant le Gouvernement Suisse de vouloir bien notifier cette adhésion à tous les États signataires de la Convention précitée, je saisis la présente occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de mes sentiments de la plus haute considération.

(Signé) A. ARIYOSHI,
Ministre du Japon.

A Son Excellence
Monsieur Ed. SCHULTHESS,
Président de la Confédération Suisse,
Berne.

FINLANDE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 7 novembre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 13 octobre 1921, adressée au Ministre de Suisse à Paris, la Légation de Finlande à Paris a notifié, conformément à l'article 5 de la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, l'adhésion de la République de Finlande à ladite convention. Ci-après, nous vous donnons copie de la note susmentionnée de la Légation de Finlande :

LÉGATION DE FINLANDE

3. Rue Clément Marot.

PARIS, le 13 octobre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Monsieur le Président de la République de Finlande ayant décidé, sur la proposition du Conseil des Ministres, l'adhésion de la Finlande à la Convention internationale signée à Berne le 26 septembre 1906, relative à l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, de notifier cette intention à Votre Excellence.

J'ai recours, en même temps, à l'obligeance de Votre Excellence pour vous prier de vouloir bien porter cette notification à la connaissance du Conseil Fédéral Suisse afin d'être transmise aux autres Puissances contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Le Chargé d'affaires p. i.,
(Signé) Aarno YRJÖ-KOSKINEN.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

said Convention, except as regards the territories of Chosen, Taiwan, Saghalien and the leased territory of Kwantung, where this Convention will not be applicable.

I request the Swiss Government to be good enough to bring this adherence to the notice of all the States signatory to the above mentioned Convention and have the honour, etc.

(Signed) A. ARIYOSHI,
Japanese Minister.

His Excellency M. Ed. SCHULTHESS,
President of the Swiss Confederation,
Berne.

FINLAND.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

BERNE, November 7, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a Note dated October 13, 1921, addressed to the Swiss Minister at Paris, the Finnish Legation at Paris notified, in accordance with Article 5 of the International Convention of September 26, 1906, on the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches, the adherence of the Finnish Republic to this Convention. The above-mentioned Note of the Finnish Legation reads as follows :

FINNISH LEGATION,
3, Rue Clément Marot.

PARIS, October 13, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

The President of the Republic of Finland having decided, on the recommendation of the Council of Ministers, in favour of the adherence of Finland to the International Convention signed at Berne on September 26, 1906, regarding the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches, I have the honour, on behalf of my Government, to inform Your Excellency accordingly.

At the same time I request Your Excellency to be good enough to inform the Swiss Federal Council of this notification in order that it may be transmitted to the other Contracting Powers.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Aarno YRJÖ-KOSKINEN,
Chargé d'affaires ad interim.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

BELGIQUE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 19 décembre 1922.

BERNE, le 16 décembre 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur d'informer Votre Excellence que, par note du 8 de ce mois, la Légation de Belgique à Berne nous a notifié, conformément à l'article 5 de la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, l'adhésion de la Belgique à ladite Convention. Ci-joint nous vous remettons une copie de la note de la Légation de Belgique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) D^r HAAB.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

BERNE, le 8 décembre 1922.

Le Gouvernement du Roi a chargé la Légation de Belgique de l'honneur de notifier au Gouvernement de la Confédération son adhésion à la Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, signée à Berne le 26 septembre 1906.

En se permettant de recourir, en cette circonstance, à l'obligeance du Département Politique Fédéral, la Légation de Belgique a l'honneur d'ajouter que la vente des allumettes contenant du phosphore blanc a été interdite en Belgique par une loi en date du 30 août 1919. C'est l'article 5 de cette même loi qui confère au Gouvernement belge l'autorisation d'adhérer à ladite Convention.

La Légation saisit cette occasion de renouveler au Département Politique Fédéral les assurances de sa haute considération.

Au Département Politique Fédéral,
Berne.

Berne, le 16 décembre 1922.

Pour copie conforme :

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

BELGIUM.

Communicated by the Swiss Federal Council, December 19, 1922.

BERNE, December 16, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that in a Note, dated the 8 inst., we were informed by the Belgian Legation at Berne, in accordance with Article 5 of the International Convention of September 26, 1906, on the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches, of the adhesion of Belgium to that Convention. We transmit to you herewith a copy of the Note of the Belgian Legation.

We have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council.

(Signed) D^r HAAB,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

BERNE, December 8, 1922.

The Royal Government has instructed the Belgian Legation to notify the Government of the Confederation of its adhesion to the International Convention signed at Berne on September 26, 1906, on the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches.

The Belgian Legation takes the present opportunity of informing the Federal Political Department of the fact that the sale of matches containing white (yellow) phosphorus was prohibited in Belgium by a law, dated August 30, 1919. Article 5 of this law empowers the Belgian Government to give its adhesion to that Convention.

The Legation has the honour, etc.

To the Federal Political Department,
Berne.

25 a. — CONVENTION ADDITIONNELLE A LA CONVENTION PHYLLOXÉRIQUE INTERNATIONALE¹ DU 3 NOVEMBRE 1881, SIGNÉE A BERNE LE 15 AVRIL 1889².

POSITION DE L'AUTRICHE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 20 août 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Légation d'Autriche à Berne, au nom du Gouvernement fédéral autrichien, nous adresse, en date du 25 juillet, la note dont la teneur est la suivante :

Aux termes de l'article 234 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, les Conventions du 3 novembre 1881 et du 15 avril 1889, relatives aux mesures à prendre contre le phylloxéra, seront appliquées entre la République d'Autriche et les Puissances alliées et associées qui y sont Parties.

Cette stipulation du Traité de Saint-Germain-en-Laye ne saurait, bien entendu, pas trouver d'application entre la République d'Autriche et les Etats qui ont souscrit ou adhéré aux dites Conventions et ne sont pas Puissances alliées ou associées.

Pour prévenir des difficultés qui pourraient surgir d'une divergence d'opinions sur la question du maintien ou de la nullité des Traités d'avant-guerre pour les Etats nés du démembrement de la Monarchie austro-hongroise, le soussigné, au nom du Gouvernement fédéral autrichien, a l'honneur de déclarer que la République d'Autriche, en vue d'assurer l'application d'un régime égal et uniforme, reconnaît, sans préjudice de son origine indépendante de l'ancienne Monarchie, être liée par les Conventions du 3 novembre 1881 et du 15 avril 1889, relatives aux mesures à prendre contre le phylloxéra vis-à-vis de tous les Etats qui y sont Parties.

En vertu de l'article 13 de la dite Convention, nous avons l'honneur de donner connaissance aux Etats signataires ou ayant adhéré à cet Acte international de la note et de la déclaration du Gouvernement fédéral autrichien.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

¹ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, deuxième série, tome VIII, page 435.

² De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, deuxième série, tome XV, page 570.

25 a. — ADDITIONAL CONVENTION TO THE CONVENTION RESPECTING THE MEASURES TO BE TAKEN AGAINST THE "PHYLLOXERA VASTATRIX"¹ OF NOVEMBER 3, 1881, SIGNED AT BERNE, APRIL 15, 1889².

POSITION OF AUSTRIA.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, August 20, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

On behalf of the Austrian Federal Government the Austrian Legation at Berne forwarded to us on July 25, the following Note :

"In conformity with the terms of Article 234 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, the Conventions of November 3, 1881, and April 15, 1889 relating to precautionary measures against phylloxera shall be applied as between the Austrian Republic and the Allied and Associated Powers who are Parties thereto.

This provision of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye would not of course be applicable as between the Austrian Republic and States which have signed or adhered to these Conventions but which are not Allied or Associated Powers.

To guard against any difficulties which might arise in consequence of a divergence of views with regard to the validity or non-validity of pre-war Treaties in the case of States formed as a result of the dismemberment of the Austro-Hungarian Monarchy, the under-signed, on behalf of the Austrian Federal Government, has the honour to declare that the Republic of Austria with a view to ensuring the application of a single and uniform system, acknowledges, without prejudice to the fact that its origin was independent of the former Monarchy, that it is bound by the Conventions of November 3, 1881, and April 15, 1889 regarding precautionary measures against phylloxera vis-à-vis all States which are Parties to the said Conventions."

In view of Article 13 of this Convention, we have the honour to notify the States which are signatory or have adhered to this International Act of the Note and Declaration of the Austrian Federal Government.

We have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 73, page 323.

² British and Foreign State Papers, Vol. 81, page 1311.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 26 a. — PROTOCOLE FINAL DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE 1886 CONCERNANT L'UNITÉ TECHNIQUE DES CHEMINS DE FER, SIGNÉ A BERNE, LE 15 MAI 1886, MODIFIÉ LE 18 MAI 1907¹ ET LE 14 DÉCEMBRE 1912.

POSITION DE L'AUTRICHE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 20 septembre 1922.

BERNE, le 13 août 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, d'ordre de son Gouvernement, la Légation d'Autriche en Suisse nous a adressé, à la date du 25 juillet 1921, les deux notes suivantes :

Aux termes de l'article 234 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, l'Accord du 15 mai 1886, relatif à l'unité technique des chemins de fer, sera appliqué entre la République d'Autriche et les Puissances alliées et associées qui y sont Parties.

Cette stipulation du Traité de Saint-Germain-en-Laye ne saurait, bien entendu, pas trouver d'application entre la République d'Autriche et les Etats qui ont souscrit ou adhéré au dit Accord et ne sont pas Puissances alliées ou associées.

Pour prévenir des difficultés qui pourraient surgir d'une divergence d'opinions sur la question du maintien ou de la nullité des traités d'avant-guerre pour les Etats nés du démembrement de la Monarchie austro-hongroise, le soussigné, au nom du Gouvernement Fédéral autrichien, a l'honneur de déclarer que la République d'Autriche, en vue d'assurer l'application d'un régime égal et uniforme, reconnaît, sans préjudice de son origine indépendante de l'ancienne Monarchie, être liée par l'Accord du 15 mai 1886, relatif à l'unité technique des chemins de fer, modifié le 18 mai 1907 et le 14 décembre 1912, vis-à-vis de tous les Etats qui y sont Parties.

En priant le Département politique fédéral de vouloir bien notifier cette déclaration aux Gouvernements de tous les Etats pour lesquels le dit Accord est actuellement en vigueur, le soussigné saisit cette occasion pour renouveler au Département Politique Fédéral l'assurance de sa haute considération.

(Signé) D^r Leo DI PAULI.

Aux termes de l'article 234 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, l'Accord du 15 mai 1886, relatif au plombage des wagons assujettis à la douane, et le Protocole du 18 mai 1907 seront appliqués entre la République d'Autriche et les Puissances alliées et associées qui y sont Parties.

Cette stipulation du Traité de Saint-Germain-en-Laye ne saurait, bien entendu, pas trouver d'application entre la République d'Autriche et les Etats qui ont souscrit ou adhéré aux dits Accord et Protocole et ne sont pas Puissances alliées ou associées.

Pour prévenir des difficultés qui pourraient surgir d'une divergence d'opinions sur la question du maintien ou de la nullité des traités d'avant-guerre pour les Etats nés du démembrement de la Monarchie austro-hongroise, le soussigné, au nom du Gouvernement Fédéral autrichien, a l'honneur de déclarer que la République d'Autriche, en vue d'assurer l'application d'un régime

¹ De Martens: Nouveau Recueil général des Traités, troisième série, tome II, page 888.

No. 26 a. — FINAL PROTOCOL OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE OF 1886 REGARDING THE TECHNICAL STANDARDISATION OF RAILWAYS, SIGNED AT BERNE, MAY 15, 1886, AMENDED, MAY 18, 1907, AND DECEMBER 14, 1912.

POSITION OF AUSTRIA.

Communicated by the Swiss Federal Council on September 20, 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, August 13, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that the Austrian Legation in Switzerland has been instructed by its Government to address to us the two following notes, dated July 25, 1921 :

In accordance with the terms of Article 234 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, the Agreement of May 15, 1886, regarding the technical standardisation of railways, will be put into force as between the Republic of Austria and the Allied and Associated Powers which are parties to that Agreement.

This provision of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye is not, of course, applicable as between the Republic of Austria and the States which have signed or adhered to the Agreement in question but which are not Allied or Associated Powers.

To guard against difficulties which might arise in consequence of a divergence of view with regard to the validity or non-validity of pre-war Treaties in the case of States formed as a result of the dismemberment of the Austro-Hungarian Monarchy, the undersigned, on behalf of the Austrian Federal Government, has the honour to declare that the Republic of Austria, with a view to securing a single and uniform system, acknowledges, without prejudice to the fact that its origin was independent of the former Monarchy, that it is bound by the Agreement of May 15, 1886, regarding the technical standardisation of railways, as amended on May 18, 1907, and December 14, 1912, vis-à-vis all States which are parties to the above-mentioned Agreement.

I request the Federal Political Department to be good enough to bring this declaration to the notice of the Governments of all States in which the Agreement in question is now in force, and have the honour to be, etc., etc.

(Signed) Dr. Leo DI PAULI.

In accordance with the terms of Article 234 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, the Agreement of May 15, 1886, regarding the sealing of railway trucks subject to customs inspection and the Protocol of May 18, 1907 will be put into force as between the Republic of Austria and the Allied and Associated Powers which are parties thereto.

This provision of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye is not, of course, applicable as between the Republic of Austria and the States which have signed or adhered to the Agreement and Protocol in question but which are not Allied or Associated Powers.

To guard against difficulties which might arise in consequence of a divergence of views with regard to the validity or non-validity of pre-war Treaties, in the case of States formed as a result of the dismemberment of the Austro-Hungarian Monarchy, the undersigned, on behalf of the Austrian Federal Government, has the honour to declare that the Republic of Austria, with a view

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

égal et uniforme, reconnaît, sans préjudice de son origine indépendante de l'ancienne Monarchie, être liée par cet Accord et par ce Protocole vis-à-vis de tous les États qui y sont Parties, avec effet à partir de l'adhésion de l'ancienne Autriche, tout en faisant observer que, dès sa naissance, la République a continuellement satisfait aux obligations qui en résultent:

En priant le Département politique fédéral de vouloir bien notifier cette déclaration aux gouvernements de tous les États pour lesquels le dit Accord et Protocole sont actuellement en vigueur, le soussigné saisit cette occasion pour renouveler au Département politique l'assurance de sa haute considération.

(Signé) D^r Leo DI PAULI.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien prendre note de la présente communication et de nous en accuser réception.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération :

(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération :

(Signé) STEIGER.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

No. 27 a. — TREATY BETWEEN GREAT BRITAIN AND CHILE FOR THE ESTABLISHMENT OF A PEACE COMMISSION, SIGNED AT SANTIAGO, MARCH 28, 1919.

Abrogation of this Treaty: April 4, 1922.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 5, 1922.

As the objects to be attained by the Treaty between Great Britain and Chile for the establishment of a Peace Commission, signed at Santiago on March 28, 1919, are now sufficiently provided for by the League of Nations, and the Governments of both countries having subscribed to the Covenant of the League, His Majesty's Government and the Government of Chile agreed to terminate the Treaty as from the date of a formal Exchange of Notes recording the agreement.

The Treaty accordingly terminated on April 4, 1922, on which day a formal Exchange of Notes recording the agreement was effected between His Majesty's Minister at Santiago and the Chilean Minister for Foreign Affairs.

Foreign Office, S. W. 1.
May 29, 1922.

(Extract from the *London Gazette* of Tuesday, May 30, 1922.)

to securing the application of a single and uniform system, acknowledges, without prejudice to the fact that its origin was independent of the former Monarchy, that it is bound by this Agreement and Protocol vis-à-vis all States which are parties thereto, with effect from the date of the adherence of the former Austrian State; at the same time it is pointed out that, since its creation, the Republic has always fulfilled the obligations entailed by the said Agreement and Protocol.

I request the Federal Political Department to be good enough to bring this declaration to the notice of the Governments of all States in which the Agreement and Protocol in question are now in force, and have the honour to be, etc., etc.

(Signed) Dr. Leo DI PAULI.

We would beg Your Excellency to be good enough to take note of the present communication and to acknowledge its receipt.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 27 a. — TRAITÉ CONCLU ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE CHILI EN VUE DE L'INSTITUTION D'UNE COMMISSION DE PAIX, SIGNÉ A SANTIAGO LE 28 MARS 1919.

Abrogation de ce Traité: le 4 avril 1922.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 5 octobre 1922.

Comme les objets visés par le traité conclu entre la Grande-Bretagne et le Chili en vue de l'institution d'une Commission de paix, signé à Santiago le 28 mars 1919, sont suffisamment assurés par la Société des Nations et que les Gouvernements des deux pays ont ratifié le Pacte de la Société, le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement du Chili conviennent de dénoncer ce traité à partir de la date de l'échange officiel de notes enregistrant cet accord.

En conséquence le traité a cessé d'être en vigueur le 4 avril 1922, date à laquelle a été effectué l'échange officiel de notes enregistrant cet accord entre le Ministre de Grande-Bretagne à Santiago et le Ministre des Affaires étrangères du Chili.

Foreign Office, S. W. 1.
Le 29 mai 1922.

(Extrait de la *Gazette de Londres*, mardi 30 mai 1922.)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 28 a. — TRAITÉ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ÉQUATEUR POUR L'ABOLITION DE LA TRAITE DES ESCLAVES, SIGNÉ A QUITO, LE 24 MAI 1841 AVEC ARTICLES ADDITIONNELS DU 24 MAI 1841 ET DU 15 JANVIER 1846.

Dénonciation par le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ; cette dénonciation a pris effet à partir du 17 avril 1922.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 5 octobre 1922.

No. 29 a. — TRAITÉ¹ ENTRE SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET NORVÈGE POUR EMPÊCHER LEURS SUJETS RESPECTIFS A PRENDRE PART A LA TRAITE DES NÈGRES, SIGNÉ A STOCKHOLM LE 6 NOVEMBRE 1824 AVEC ARTICLE ADDITIONNEL DU 15 JUIN 1835.

Dénonciation par le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE en ce qui concerne la NORVÈGE ; cette dénonciation a pris effet à partir du 25 avril 1922.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 5 octobre 1922.

No. 30 a. — TRAITÉ¹ ENTRE SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET NORVÈGE POUR EMPÊCHER LEURS SUJETS RESPECTIFS DE PRENDRE PART A LA TRAITE DES NÈGRES, SIGNÉ A STOCKHOLM LE 6 NOVEMBRE 1824, AVEC ARTICLE ADDITIONNEL DU 15 JUIN 1835.

Dénonciation par le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE en ce qui concerne la SUÈDE ; cette dénonciation a pris effet à partir du 4 mai 1922.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 5 octobre 1922.

¹ De Martens : Nouveau Recueil des Traités, tome VI, page 618.

No. 28 a. — TREATY¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND THE EQUATOR FOR THE ABOLITION OF THE TRAFFIC IN SLAVES, SIGNED AT QUITO, MAY 24, 1841, AND ADDITIONAL ARTICLES OF MAY 24, 1841, AND JANUARY 15, 1846².

Denunciation by HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT; this denunciation became effective as from April 17, 1922.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 5, 1922.

No. 29 a. — TREATY³ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN AND NORWAY, FOR PREVENTING THEIR SUBJECTS FROM ENGAGING IN ANY TRAFFIC IN SLAVES, SIGNED AT STOCKHOLM NOVEMBER 6, 1824, AND ADDITIONAL ARTICLE⁴ OF JUNE 15, 1835.

Denunciation by HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT as regards NORWAY; this denunciation became effective as from April 25, 1922.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 5, 1922.

No. 30 a. — TREATY³ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN AND NORWAY, FOR PREVENTING THEIR SUBJECTS FROM ENGAGING IN ANY TRAFFIC IN SLAVES, SIGNED AT STOCKHOLM NOVEMBER 6, 1824, AND ADDITIONAL ARTICLE⁴ OF JUNE 15, 1835.

Denunciation by HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT as regards SWEDEN; this denunciation became effective as from May 4, 1922.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 5, 1922.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 30, p. 304.

² British and Foreign State Papers, Vol. 30, p. 337.

³ British and Foreign State Papers, Vol. 12, p. 3.

⁴ British and Foreign State Papers, Vol. 23, p. 339.

No. 31 a. — TRAITÉ¹ ENTRE SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LE ROI DES PAYS-BAS POUR EMPÊCHER LEURS SUJETS RESPECTIFS A PRENDRE PART A LA TRAITE DES NÈGRES, SIGNÉ A LA HAYE LE 4 MAI 1810, AVEC ARTICLES ADDITIONNELS DES 31 DÉCEMBRE 1822², 25 JANVIER 1823³, 7 FÉVRIER 1837 ET 31 AOUT 1848⁴.

Dénonciation par le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ; cette dénonciation a pris effet à partir du 9 mai 1922.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 5 octobre 1922.

No. 32 a. — CONVENTION⁵ BETWEEN GREAT BRITAIN AND HAYTI, FOR THE MORE EFFECTUAL SUPPRESSION OF THE SLAVE TRADE, SIGNED AT PORT-AU-PRINCE DECEMBER 23, 1839.

Denunciation by HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT ; this denunciation became effective as from May 30, 1922.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 5, 1922.

FOREIGN OFFICE, July 13, 1922.

In accordance with the general policy of His Majesty's Government to abolish obsolete Treaty instruments, notice of the decision of His Majesty's Government to terminate the Convention between Great Britain and Hayti for the abolition of the Slave Trade, signed at Port-au-Prince, on December 23, 1839, was given to the Haytian Government by His Majesty's Chargé d'Affaires at Port-au-Prince on May 10, 1922, and was accepted by the Haytian Secretary of State for Foreign Affairs on behalf of his Government on May 30, 1922.

(2) The Convention accordingly ceased to have effect from the date of the acceptance of the denunciation, *viz.*, May 30, 1922.

(Extract from the *London Gazette* of Friday, July 14, 1922.)

¹ De Martens : Nouveau Recueil des Traités, tome IV, page 511.

² De Martens : Nouveau Supplément, tome I, page 610.

³ De Martens : Nouveau Supplément, tome I, page 612.

⁴ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, tome XI, page 470 ; tome XIV, page 230.

⁵ British and Foreign State Papers, Vol. 28, page 1158.

No. 31 a. — TREATY¹ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF THE NETHERLANDS, FOR PREVENTING THEIR SUBJECTS FROM ENGAGING IN ANY TRAFFIC IN SLAVES, SIGNED AT THE HAGUE MAY 4, 1818, AND ADDITIONAL ARTICLES OF DECEMBER 31, 1822², JANUARY 25, 1823³, FEBRUARY 7, 1837⁴ AND AUGUST 31, 1848⁵.

Denunciation by HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT ; this denunciation became effective as from May 9, 1922.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 5, 1922.

No. 32 a. — CONVENTION⁶ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET HAÏTI POUR LA RÉPRESSION EFFICACE DE LA TRAITE DES ESCLAVES, SIGNÉE A PORT-AU-PRINCE, LE 23 DÉCEMBRE 1839.

Dénonciation par le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ; cette dénonciation a pris effet à partir du 30 mai 1922.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 5 octobre 1922.

⁷ TRADUCTION. — TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, le 13 juillet 1922.

Conformément à la politique générale du Gouvernement de Sa Majesté visant à abolir les traités périmés, notification de la décision du Gouvernement de Sa Majesté tendant à dénoncer la Convention conclue entre la Grande-Bretagne et Haïti pour l'abolition de la traite des esclaves, signée à Port-au-Prince le 23 décembre 1839 a été donnée au Gouvernement haïtien par le Chargé d'affaires de Sa Majesté à Port-au-Prince, le 10 mai 1922, et acceptée par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'Haïti au nom de son Gouvernement, le 30 mai 1922.

2. Cette Convention a donc cessé d'être en vigueur à dater du jour où la dénonciation a été acceptée, c'est-à-dire du 30 mai 1922.

(Extrait de la *Gazette de Londres*, vendredi 14 juillet 1922.)

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 5, page 125.

² British and Foreign State Papers, Vol. 10, page 554.

³ British and Foreign State Papers, Vol. 10, page 557.

⁴ British and Foreign State Papers, Vol. 26, page 282.

⁵ British and Foreign State Papers, Vol. 36, page 449.

⁶ British and Foreign State Papers, Vol. 28, page 1158.

⁷ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ⁷ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 33 a. — TREATY BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND GREAT BRITAIN, FOR THE SUPPRESSION OF THE AFRICAN SLAVE TRADE¹, SIGNED AT WASHINGTON, APRIL 7, 1862, AND ADDITIONAL ARTICLE² OF FEBRUARY 17, 1863, AND ADDITIONAL CONVENTION³, SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 3, 1870.

Denunciation by HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT ; this denunciation shall become effective as from April 29, 1923.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 5, 1922.

FOREIGN OFFICE, *June 24, 1922.*

In accordance with the general policy of His Majesty's Government to abolish obsolete Treaty instruments, formal notice was given to the United States Government on April 27 last by His Majesty's Ambassador at Washington, acting on instructions received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, of the decision of His Majesty's Government to denounce the Treaty between Great Britain and the United States of America for the Suppression of the African Slave Trade, signed at Washington, April 7, 1862, the Additional Article, signed February 17, 1863, and the Additional Convention, signed June 3, 1870.

(2) This formal notice was received by the United States Government on April 29, and its acceptance by that Government was notified to His Majesty's Ambassador on the 5th instant.

(3) Provision being contained in Article XII of the Treaty for its cessation one year after the receipt of notice of denunciation, and the provisions of the Additional Article and Article VII of the Additional Convention giving them the same duration as the Treaty itself, the three Treaty instruments will accordingly cease and determine on April 29, 1923.

(Extract from the *London Gazette*, of Tuesday, June 27, 1922.)

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 52, pages 50-56.

² British and Foreign State Papers, Vol. 53, page 50.

³ British and Foreign State Papers, Vol. 60, page 38.

No. 33 a. — TRAITÉ¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE POUR LA RÉPRESSION DU COMMERCE DES ESCLAVES, SIGNÉ A WASHINGTON LE 7 AVRIL 1862, AVEC ARTICLE ADDITIONNEL DU 17 FÉVRIER 1863, ET CONVENTION ADDITIONNELLE² SIGNÉE A WASHINGTON LE 3 JUIN 1870.

Dénonciation par le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ; cette dénonciation prendra effet à partir du 29 avril 1923.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 5 octobre 1922.

⁴ TRADUCTION. — TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, le 24 juin 1922.

Conformément à la politique générale du Gouvernement de Sa Majesté, visant à abolir les traités périmés, notification a été officiellement donnée au Gouvernement des Etats-Unis le 27 avril dernier par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Washington agissant sur instructions du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, que le Gouvernement de Sa Majesté a décidé de dénoncer le Traité conclu entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique pour la répression du commerce des esclaves, signé à Washington le 7 avril 1862, ainsi que l'article additionnel du 17 février 1863 et la Convention additionnelle du 3 juin 1870.

2. Cette notification officielle a été reçue par le Gouvernement des Etats-Unis le 29 avril et l'acceptation de ce Gouvernement a été notifiée à l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique le 5 courant.

3. En vertu des dispositions de l'article XII, portant que le Traité cessera d'être en vigueur un an après la date de réception de la notification de dénonciation, et en vertu des dispositions de l'article additionnel et de l'article VII de la Convention additionnelle qui prévoient pour ces articles et convention la même durée de validité que pour le Traité, ces trois instruments deviendront caducs le 29 avril 1923.

(Extrait de la *Gazette de Londres*, du mardi 27 juin 1922.)

¹ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, tome XVII, deuxième partie, page 289.

² De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, tome XX, page 504.

³ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, tome XX, page 505.

⁴ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

⁴ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 34 a. — CONVENTION COMMERCIALE¹
ENTRE LES PAYS-BAS ET LE POR-
TUGAL, SIGNÉE A LISBONNE LE 5
JUILLET 1894.

Dénonciation par le Gouvernement de la
République portugaise avec effet à partir du
1^{er} septembre 1923.

*Communiquée par le Ministre des Pays-Bas à
Berne, le 9 octobre 1922.*

No. 34 a. — COMMERCIAL CONVENTION¹
BETWEEN THE NETHERLANDS AND
PORTUGAL, SIGNED AT LISBON, JU-
LY 5, 1894.

Denuntiation by the Government of the
Portuguese Republic with effect as from Sep-
tember 1st, 1923.

*Communicated by the Minister for Netherlands
at Berne, October 9, 1922.*

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken brengt ter kennis van belanghebbenden, dat de Portugeesche Regeering bij Nota van den waarnemend Minister van Buitenlandsche Zaken van 1. September jl. aan Hr. Ms. gezant te Lissabon de tusschen Nederland en Portugal bestaande Handelsverklaring, van 5 Juli 1894 heeft opgezegd.

Overeenkomstig artikel 8 zal dus de verklaring ophouden van kracht te zijn op 1. September 1923.

(Nederlandsche Staatscourant, van 18 September 1922.)

² TRADUCTION

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'informer tous les intéressés qu'en vertu d'une note du Ministre par interim des Affaires étrangères, adressée le 1^{er} septembre au Ministre de Sa Majesté à Lisbonne, le Gouvernement portugais a dénoncé l'accord commercial du 5 juillet 1894 jusqu'ici en vigueur entre les Pays-Bas et le Portugal.

Cet accord prendra donc fin, conformément à l'article 8, dès le 1^{er} septembre 1923.

(Nederlandsche Staatscourant, du 18 septembre 1922.)

² TRANSLATION.

The Ministry for Foreign Affairs begs to inform all whom it may concern that, by virtue of a note, dated September 1, from the Acting Minister for Foreign Affairs to Her Majesty's Minister at Lisbon, the Portuguese Government has denounced the existing Commercial Agreement of July 5, 1894, between the Netherlands and Portugal.

The Agreement will consequently cease to be valid, in conformity with Article 8, after September 1, 1923.

(Nederlandsche Staatscourant, of September 18, 1922.)

¹ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, deuxième série, tome XXII, page 591.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 35 a. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES, SIGNÉ A MADRID, LE 14 AVRIL 1891, RÉVISÉ A WASHINGTON² LE 2 JUIN 1911.

No. 35 a. — ARRANGEMENT¹ FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATION OF ORIGIN ON GOODS, SIGNED AT MADRID, APRIL 14, 1891, REVISED AT WASHINGTON², JUNE 2, 1911.

ADHÉSION.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 20 septembre 1922.

BERNE, le 30 août 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, par note en date du 19 juillet 1921, le Gouvernement de la République tchécoslovaque nous a notifié sa décision d'adhérer à l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, révisé à Washington le 2 juin 1911, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. L'entrée de la République tchécoslovaque dans l'Union restreinte doit donc être considérée comme effective à partir du 30 septembre 1921, c'est-à-dire un mois après la date de la présente circulaire, conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention générale d'Union.

En priant Votre Excellence de vouloir bien prendre note de ce qui précède, nous saisissons cette occasion pour vous renouveler l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

ADHESION.

CZECHOSLOVAKIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 20, 1922.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, August 30, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform your Excellency that, in a Note dated July 19, 1921, the Government of the Czechoslovak Republic advised us of its decision to adhere to the Madrid Arrangement dated April 14, 1891, revised at Washington on June 2, 1911, relating to the suppression of false indications of origin on goods. The admission of Czechoslovak Republic to the limited Union must therefore be regarded as taking effect as from September 30, 1921, that is to say, one month after the date of this notification, in accordance with the provisions of Article 16 of the General Convention of Union.

We beg Your Excellency to be good enough to note the foregoing and have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHULTHESS,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation

His Excellency,
The Minister for
Foreign Affairs

¹ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, deuxième série, tome XVIII, page 839.

² De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, troisième série, tome VIII, page 801.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ British and Foreign State Papers, vol. 96, page 837.

² British and Foreign State Papers, vol. 104, page 137.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 36 a. — PROTOCOLE FINAL¹ DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE 1886 CONCERNANT LA FERMETURE DES WAGONS DEVANT PASSER EN DOUANE, SIGNÉ A BERNE LE 15 MAI 1886, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL² DU 18 MAI 1907.

POSITION DE L'AUTRICHE.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 20 septembre 1922.

(Voir plus haut, n° 26 a, page 458.)

No. 36 a. — FINAL PROTOCOL¹ OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE OF 1886 REGARDING THE SEALING OF RAILWAY TRUCKS SUBJECT TO CUSTOMS INSPECTION, SIGNED AT BERNE, MAY 15, 1886, AND ADDITIONAL PROTOCOL² OF MAY 18, 1907.

POSITION OF AUSTRIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 20, 1922.

(See above No. 26 a, page 458.)

No. 37 a. — CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE L'ALLEMAGNE, LA NORVÈGE ET LES PAYS-BAS CONCLUE LE 15 MAI 1897, MODIFIÉE PAR L'ACCORD SIGNÉ A CHRISTIANIA LE 14 AVRIL 1909, A BERLIN LE 19 AVRIL 1909 ET A LA HAYE LE 27 AVRIL 1909.

Abrogation de cette Convention à partir du 1^{er} octobre 1922.

Communiquée par le Ministre des Pays-Bas à Berne, le 6 décembre 1922.

No. 37 a. — TELEGRAPH CONVENTION BETWEEN GERMANY, NORWAY AND THE NETHERLANDS, CONCLUDED MAY 15, 1897, MODIFIED BY AN AGREEMENT SIGNED AT CHRISTIANIA, APRIL 14, 1909, AT BERLIN, APRIL 19, 1909, AND AT THE HAGUE, APRIL 27, 1909.

Abrogation of this Convention on October 1, 1922.

Communicated by the Minister for the Netherlands at Berne, December 6, 1922.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

MINISTERIE

VAN

BUITENLANDSCHE ZAKEN.

De telegraafovereenkomst tusschen Nederland, Duitschland en Noorwegen, gesloten op 15 Mei 1897 (*Staatsblad*, 1897, No. 202) en gewijzigd bij overeenkomst geteekend te Christiania op 14 April 1909, te Berlijn op 19 April 1909 en te 's Gravenhage op 27 April 1909, is, met ingang van 1 October 1922, buiten werking gesteld.

(Nederlandsche Staatscourant, van 20 November 1922.)

¹ De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, deuxième série, tome XXII, page 42.

² De Martens : Nouveau Recueil général des Traités, troisième série, tome II, page 878.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.MINISTRY FOR FOREIGN
AFFAIRS.

La Convention télégraphique conclue le 15 mai 1897 (*Gazette officielle*, N^o 202, année 1897), entre les Pays-Bas, l'Allemagne et la Norvège, et amendée en vertu de l'accord signé à Christiania le 14 avril 1909, à Berlin le 19 avril 1909, et à La Haye le 27 avril 1909, cessera d'être en vigueur à dater du 1^{er} octobre 1922.

(*Nederlandsche Staatscourant*, du 20 novembre 1922.)

The Telegraph Convention between the Netherlands, Germany and Norway, concluded on May 15, 1897 (*Official Gazette*, 1897, No. 202), and amended in virtue of an Agreement signed at Christiania on April 14, 1909, at Berlin on April 19, 1909, and at The Hague, on April 27, 1909, shall become inoperative as from October 1, 1922.

(*Nederlandsche Staatscourant*, of November 20, 1922.)

No. 38 a. — CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LA BELGIQUE, LE LUXEMBOURG ET LES PAYS-BAS, SIGNÉE A LA HAYE, LE 17 DÉCEMBRE 1890, A LUXEMBOURG LE 19 DÉCEMBRE 1890 ET A BRUXELLES LE 20 DÉCEMBRE 1890; PROROGÉE A BRUXELLES LE 22 FÉVRIER 1909.

Cette Convention est abrogée à partir du 1^{er} janvier 1923.

Communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne, le 6 décembre 1922.

No. 38 a. — TELEGRAPH CONVENTION BETWEEN BELGIUM, LUXEMBURG AND THE NETHERLANDS, SIGNED AT THE HAGUE DECEMBER 17, 1890 AT LUXEMBURG DECEMBER 19, 1890, AND AT BRUSSELS DECEMBER 20, 1890, EXTENDED AT BRUSSELS, FEBRUARY 22, 1909.

This Convention is terminated as from January 1, 1923.

Communicated by the Minister for the Netherlands at Berne, December 6, 1922.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

MINISTERIE
VAN
BUITENLANDSCHE ZAKEN.

De telegraafovereenkomst tusschen Nederland, België en Luxemburg, geteekend te 's Gravenhage op 17 December 1890 te Luxemburg op 19 December 1890 en te Brussel op 20 December 1890 (*Staatsblad*, 1891, No. 23) en verlengd te Brussel op 22 Februari 1909 (*Staatsblad*, 1909, No. 73), zal met ingang van 1 Januari 1923 buiten werking treden.

(*Nederlandsche Staatscourant*, van 20 November 1922.)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ TRADUCTION.MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

La Convention télégraphique conclue entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, signée à La Haye le 17 décembre 1890, à Luxembourg le 19 décembre 1890 et à Bruxelles le 20 décembre 1890 (*Gazette officielle*, N° 23, année 1891), et prorogée à Bruxelles le 22 février 1909 (*Gazette officielle*, N° 73, année 1909), cessera d'être en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1923.

(*Nederlandsche Staatscourant*, du 20 novembre 1922.)

¹ TRANSLATION.MINISTRY OF FOREIGN
AFFAIRS.

The Telegraph Convention between the Netherlands, Belgium and Luxembourg, signed at The Hague on December 17, 1890, at Luxembourg on December 19, 1890, and at Brussels on December 20, 1890 (*Official Gazette*, 1891, No. 23), and extended at Brussels on February 22, 1909 (*Official Gazette*, 1909, No. 73), shall cease to be in force as from January 1, 1923.

(*Nederlandsche Staatscourant*, November 20, 1922.)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ERRATA.

Volume III.

Ligne 12, page 317, lire :

Enregistrement
Date et N°

{ 7 septembre 1920

Volume III.

Line 12, page 317, read :

Enregistrement
Date et N°

{ 7 septembre 1920

Volume VI.

Ligne 35, page 412, lire :

NORVÈGE 3 octobre 1921 17 septembre 1921

Ligne 5, page 354, lire :

CONSTITUTING.....

Volume VI.

Line 35, page 412, read :

NORVÈGE 3 octobre 1921 17 septembre 1921

Line 5, page 354, read :

CONSTITUTING.....

Volume VII.

Ligne 23, page 6, lire :

Allemagne et Ville libre de Dantzig :

Ligne 8, page 75, lire :

THE NETHERLANDS

Ligne 50, page 122, lire :

¹ See n° 179.....

Ligne 4, page 281, lire :

PROPIEDAD

Ligne 2, page 323, lire :

**ALLEMAGNE ET VILLE
LIBRE DE DANTZIG***Volume VII.*

Line 26, page 7, read :

Germany and Free City of Danzig :

Line 8, page 75, read :

THE NETHERLANDS

Line 50, page 122 read :

¹ See n° 179.....

Line 4, page 281, read :

PROPIEDAD

Line 6, page 323, read :

**GERMANY AND FREE
CITY OF DANZIG***Volume VIII.*

Ligne 13, page 311, lire :

..... des ressortissants belges sont irreouvrables.

Ligne 11, page 313, ajouter :

A solde payable par la Belgique.

Volume VIII.

Line 13, page 311, read :

..... des ressortissants belges sont irreouvrables.

Line 11, page 313, add. :

A solde payable par la Belgique.

Volume IX.

Ligne 6, page 91, lire :

..... SIGNED AT PARIS, JANUARY,
9, 1920.*Volume IX.*

Line 6, page 91, read :

..... SIGNED AT PARIS, JANUARY,
9, 1920.

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse).

Printed
for the " LEAGUE OF NATIONS "
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)